CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques n^{os} 13 à 15	Questions au Gouvernement
p. 03-07	p. 08-09	p. 10-98	p. 98-99

2022-2023

N° 04

Sommaire

Actualité parlementaire .... p. 03-07

Nouvelles lois .... p. 08-09

Séances .... p. 10-98

13e séance du mercredi 16 novembre 2022 p. 10-35

14e séance du mardi 22 novembre 2022 p. 35-56

15e séance du mercredi 23 novembre 2022 p. 57-98

Questions au Gouvernement .... p. 98-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
28/04/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Journée portes ouvertes des institutions

Méi wéi 2.200 Visiteuren hunn hannert d'Kulisse vun der Chamber gekuckt

D'Editioun 2023 vun der Journée portes ouvertes des institutions e Samschdeg, den 22. Abrëll beim Lëtzebuerger Parlament war e grousse Succès. De Flux u Visiteuren ass de ganzen Dag net ofgebrach.

„Et ass grad an dësen Zäiten esou wichteg, dass mir d'Diere vun eisem Gebai ganz grouss opmaachen, fir de Fonctionnement vun enger Demokratie ze erklären. Dofir gesäit een haut, mat deene ville Visiteuren, dass den Interessi grouss ass", huet de Chamberpresident Fernand Etgen erkläert. „D'Leit wëllen transparent Institutiounen hunn", sot hie weider.

Déi éischt Editioun vun der Journée portes ouvertes no der Pandemie huet de Visiteuren d'Méiglechkeet ginn, déi Plazen ze besichen, déi normalerweis net fir de Grand public zougänglech sinn, wéi de Plenièressall an d'Kommissiounssäll, den Hall vum Chambersgebai oder och d'Regie vu Chamber TV.

Wärend de Visites guidées a verschiddene Sproochen, déi vun eenzelen Deputéierten a vu Mataarbechter vun der parlamentarescher Verwaltung offréiert goufen, konnten d'Visiteure méi gewuer ginn iwwert de Fonctionnement vum demokratesche System am Grand-Duché esouwéi iwwert de Gesetzgeebungsprozess.

„Et ass eng Freed, fir d'Chamber kënnen opzemaachen, fir d'Aarbecht vun den Deputéierten ze weisen, mee och déi vill verschidde Metieren, déi et an der Chamberadministratioun gëtt, duerzestellen", huet de Generalsekretär Laurent Scheeck ënnerstrach.

D'Visiteure konnten och mat villen Deputéierten diskutéieren, déi fir d'Evenement komm waren, an de Chamberpresident a sengem Büro treffen. Um Enn vun der Féierung konnten d'Leit hir Andréck an engem gëllene Buch festhalen, esou wéi d'Invitéen dat bei enger offizieller Visitt am nationale Parlament maachen.

Verschidde Partner an Organer, déi mat der Chamber zesummeschaffen, waren och op der Plaz, fir de Bierger hir Aarbecht virzestellen:

- den Zentrum fir politesch Bildung (ZpB)
- den Ombudsman
- den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu)
- de Centre pour l'égalité de traitement (CET)
- d'Commission consultative des droits de l'homme (CCDH)
- d'Chaire de recherche en études parlementaires.

Visite officielle au Cameroun

Une première visite parlementaire luxembourgeoise en Afrique continentale

Le député luxembourgeois a pu s'échanger avec les membres du groupe d'amitié parlementaire du Cameroun (de gauche à droite : M. Gabriel Fandja, M. Gusty Graas, M. Paul Eric Djomgoue, Mme Eveline Tassi, M. Bakia Lawson Tabot).

Comme suite à l'invitation de l'Assemblée nationale de la République du Cameroun, M. Gusty Graas s'est rendu à Yaoundé du 1er au 4 avril 2023 pour y représenter le Président de la Chambre des Députés. Ce déplacement s'inscrit dans la lignée d'une visite de retour à celle effectuée par une délégation du groupe d'amitié parlementaire du Cameroun en octobre 2021 à Luxembourg. Il ne s'agit non seulement de la première visite parlementaire luxembourgeoise dans ce pays de la sous-région d'Afrique centrale, mais également de la première en son genre en Afrique continentale.

Vers une coopération parlementaire bilatérale entre les deux pays

Homologue de M. Graas de par sa fonction de Président de section auprès de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), le Premier Vice-Président de l'Assemblée nationale camerounaise, M. Hilarion Etong – questionné au sujet des relations de son pays avec la Chine et la Russie – a qualifié le Cameroun de « pays ouvert » qui entretient des échanges diplomatiques avec toutes les nations. La réunion avec les parlementaires du groupe d'amitié, présidé par le député M. Paul Eric Djomgoue, a permis d'échanger sur les bonnes pratiques et expériences respectives.

Se côtoyant grâce à l'organisation internationale qu'est l'APF, les deux institutions entretiennent déjà des relations concrètes à l'échelle multilatérale. À ce niveau, la coopération parlementaire est bien tangible de par l'organisation régulière de séminaires à destination des parlementaires et de formations pour les fonctionnaires d'administrations parlementaires. L'occasion a été saisie pour lancer les bases d'une nouvelle coopération bilatérale potentielle en nouant des contacts à travers la diplomatie parlementaire. Forte d'une diaspora de 871 ressortissants camerounais, le Luxembourg pourrait, selon M. Graas, approfondir les relations avec le Cameroun, jusqu'ici encore assez modestes.

L'échange a porté sur le fonctionnement de l'État, le code électoral imposant un quota féminin d'un tiers de postes au Parlement camerounais, le cumul de mandats qui n'est plus autorisé au Cameroun, la couverture territoriale du parti « Rassemblement démocratique du peuple camerounais » (RDPC) ou encore les modalités du droit de vote actif et passif. Une particularité consiste dans le fait que les Camerounais à l'étranger peuvent voter lors des présidentielles.

Les causes du ralentissement du secteur agricole camerounais

La deuxième journée de travail a été l'occasion, pour le député luxembourgeois, de s'échanger avec différents représentants du Gouvernement camerounais, dont les portefeuilles respectifs pourraient s'avérer être les pistes d'une future coopération.

L'agriculture camerounaise représente 17 % du PIB et le secteur agricole est le premier employeur du pays, responsable à hauteur de 80 % de l'autosuffisance alimentaire. Le Cameroun est producteur de cacao, de coton, de sucre, de maïs ou encore de soja. Selon M. Gabriel Mbairobe, Ministre de l'Agriculture et du Développement rural, un enjeu essentiel de l'économie camerounaise consiste en la transformation sur place de ces matières premières pour contrer les importations massives actuelles de produits finis. La faiblesse de la mécanisation, considérée comme le « tendon d'Achille » de l'agriculture locale, demeure un des principaux obstacles, tout comme l'absence de structures de conservation et de transformation ainsi que l'adaptabilité difficile du machinisme aux réalités du terrain, qui ralentissent l'expansion de ce secteur.

En réponse à une question posée par M. Graas, le ministre a affirmé que le calendrier des récoltes est tributaire des conditions météorologiques. Une double problématique pouvant s'avérer paradoxale se pose à l'agriculture camerounaise : le déficit hydrique pendant les périodes de sécheresse et l'excès des pluies saisonnières.

Le Cameroun, synonyme de stabilité dans la sous-région d'Afrique centrale

Le Cameroun constitue une véritable mosaïque ethnique – on y dénombre plus de 300 ethnies différentes –, raison pour laquelle le pays est confronté à un défi d'intégration. Des défis d'ordre économique ou relatifs à la politique intérieure et à la sécurité viennent s'y ajouter. Malgré cela, le pays est synonyme de stabilité dans la sous-région d'Afrique centrale, selon le Ministre des Relations extérieures, M. Lejeune Mbella Mbella, notamment grâce à sa résilience économique. L'économie du pays serait en cours de diversification avec la numérisation, d'un côté, et l'économie bleue exploitable dans le Golfe de Guinée, de l'autre.

Le député luxembourgeois a salué le processus de démocratisation continu en cours et a félicité le ministre pour sa gestion de l'accueil des réfugiés. À ce jour, le Cameroun a donné refuge à quelque 500.000

Cérémonie de la pose de la première pierre du centre culturel luxembourgeois dans la commune de Lobo

personnes venant des pays avoisinants, notamment le Nigéria et la République centrafricaine. Pour le chef de la diplomatie camerounaise, son pays ne veut « pas de diktat ». Il a plaidé pour un dialogue mutuel en condamnant toute ingérence interétatique, avant de proposer l'établissement d'un consulat dans l'intérêt d'un renforcement des relations bilatérales entre les deux pays.

Au niveau des transports, le Luxembourg et le Cameroun ont signé un accord aérien en 2016 permettant à la compagnie de fret Cargolux de desservir Yaoundé. Selon le Ministre des Transports camerounais, M. Jean Ernest Massena Ngalle Bibehe, cette potentielle « opportunité commerciale » pourrait amener la compagnie nationale camerounaise Camair-Co à sous-traiter pour la société Cargolux afin d'endosser le rôle de hub pour le fret africain.

Rayonnement culturel

Reçu au Ministère des Arts et de la Culture, M. Graas a rendu hommage au rôle fédérateur que peut jouer la culture. En octobre 2022, une délégation ministérielle camerounaise s'était rendue à Luxembourg pour visiter le Musée national d'histoire et d'art, le Lëtzebuerg City Museum et les Archives nationales.

L'importance de la diaspora camerounaise n'est pas non plus négligeable. En effet, l'ASBL Centre de développement Europe-Afrique s'était portée volontaire pour nouer les premiers contacts et pour faciliter les premiers échanges interinstitutionnels.

Par ailleurs, M. Graas s'est rendu dans la commune de Lobo qui se situe à une trentaine de kilomètres de la capitale camerounaise. Celle-ci sera desservie par l'autoroute en phase de construction qui devrait, à son aboutissement, relier Yaoundé à la ville portuaire de Douala, deuxième ville du pays et principal centre d'affaires.

Le député a pu assister à la pose de la première pierre du centre culturel luxembourgeois, symbole de la coopération culturelle et lieu de convergence. Lors de la cérémonie, il a déclaré qu'il s'agit d'un « lieu répondant à nos intérêts communs, un endroit abritant notre patrimoine culturel, un espace d'entrée, d'échanges, de rencontres et d'accueil ».

Visite du Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux

L'inadéquation des compétences, un défi pour le marché du travail luxembourgeois

Le Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux, M. Nicolas Schmit (6e à droite, première rangée), a été reçu à la Chambre des Députés.

Les fonds européens accordés au Luxembourg suite à la pandémie de Covid-19 ont contribué à stabiliser l'économie luxembourgeoise. C'est ce qui est ressorti des explications du Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux, M. Nicolas Schmit, lors des discussions avec les députés nationaux et eurodéputés luxembourgeois le 17 avril 2023 à la Chambre des Députés.

Quelque 83 millions d'euros ont été accordés au Luxembourg par le biais de la « Facilité pour la reprise et la résilience », a précisé M. Schmit. Celle-ci est un instrument financier qui aide les États membres de l'Union européenne à atténuer les conséquences de la pandémie de Covid-19 et qui s'inscrit dans le programme « NextGenerationEU » de la Commission européenne. Au total, environ 724 milliards d'euros (en prêts et subventions) ont de cette façon été mis à disposition des États membres. Le montant plus modeste accordé au Luxembourg s'explique par le fait que l'économie luxembourgeoise s'est relativement bien portée tout au long de la crise sanitaire. Le secteur prédominant des services a pu en effet continuer ses activités.

De plus, les aides accordées aux autres États membres ont permis de stabiliser le marché intérieur et à l'économie luxembourgeoise de récupérer plus rapidement, notamment dans le domaine des exports. Celle-ci dépend en effet largement des échanges avec d'autres pays européens.

L'inadéquation des compétences reste un défi pour le Luxembourg

Les aides accordées par le biais de la « Facilité pour la reprise et la résilience » sont notamment conditionnées par des réformes réalisées par les États membres pour atteindre des objectifs nationaux qu'ils ont fixés dans leur « Plan pour la reprise et la résilience » respectif. Un des objectifs du Luxembourg dans ce cadre est le développement des compétences. Selon le Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux, des ajustements en matière de « reskilling », « upskilling » et de formation tout au long de la vie (« lifelong learning ») sont en voie de réalisation, mais le Grand-Duché est actuellement encore confronté à un problème structurel en termes d'inadéquation des compétences avec les besoins du marché du travail luxembourgeois. Les trois piliers du « Plan pour la reprise et la résilience » luxembourgeois concernent la cohésion et la résilience sociale, la transition verte ainsi que la digitalisation.

Lors des discussions, les députés nationaux et européens se sont notamment intéressés à la position de l'Europe par rapport aux autres économies mondiales et plus concrètement par rapport à la Chine. M. Schmit a expliqué qu'un des objectifs de la Commission européenne actuelle est de renforcer la base industrielle de l'Europe pour permettre à celle-ci de devenir plus indépendante en matière l'énergétique, mais aussi en ce qui concerne les produits industriels. Selon le Commissaire européen, l'Europe est de plus en plus en concurrence avec la Chine, tant sur le plan économique que sur le plan géopolitique.

Un autre sujet abordé par les députés était celui de l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le secteur des services. Le Commissaire européen a reconnu la crainte que l'utilisation renforcée de l'intelligence artificielle puisse entrainer une perte d'emplois, mais il a estimé que cette évolution peut aussi mener à la création de nouveaux emplois. Il a expliqué que la Commission européenne actuelle a travaillé sur une directive pour promouvoir l'intelligence artificielle. En revanche, la prochaine Commission – dont les membres seront nommés en 2024 – sera confrontée au défi de créer un cadre qui met l'intelligence artificielle au service des employés sans la retourner contre eux.

Réunion annuelle de printemps de la Commission permanente de l'AP-OTAN

« Nous resterons unis et déterminés pour soutenir l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra pour vaincre »

M. Yves Carl de l'Administration parlementaire et Mme Lydia Mutsch, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN

La Commission permanente de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN s'est réunie le 26 mars 2023 à Oslo pour sa réunion annuelle de printemps. Cet organe exécutif de l'Assemblée a permis à plus de 40 parlementaires des 30 États membres de l'OTAN[1] et de la Suède, candidate à l'adhésion, d'échanger leurs points de vue sur la situation actuelle.

Les membres ont discuté d'un projet de déclaration qui devrait être adopté définitivement lors de la session de printemps de l'AP-OTAN en mai à Luxembourg. La discussion s'est concentrée sur la réaction à l'agression brutale et illégale de la Russie envers l'Ukraine. Les membres étaient d'accord quant au fait qu'ils devraient poursuivre leur soutien indéfectible à l'Ukraine et à son indépendance, son intégrité territoriale, son droit à l'autodéfense et son droit à l'autodétermination. Dans ce contexte, la Présidente de l'AP-OTAN et sénatrice française, Mme Joëlle Garriaud-Maylam, a réaffirmé : « Nous resterons unis et déterminés à soutenir l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra pour vaincre. »

[1] Le 4 avril 2023, la Finlande est devenue le 31e État membre à rejoindre l'OTAN.

Les participants ont examiné les possibilités d'un soutien supplémentaire à l'Ukraine et ont convenu que le soutien militaire, civil et financier des alliés devrait être renforcé.

Au cours de la réunion, les parlementaires ont également échangé des informations sur les derniers développements concernant l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN, ainsi que sur la coopération avec les pays partenaires de l'Alliance atlantique. Le Premier Ministre norvégien, M. Jonas Gahr Støre, a souligné que l'adhésion de la Finlande et de la Suède représente une contribution essentielle au renforcement de la sécurité européenne et a appelé les parlements à ratifier l'adhésion.

M. Yehor Cherniev, chef de la délégation ukrainienne auprès de l'AP-OTAN, a informé le Comité permanent de l'évolution de la situation sur le terrain et a notamment évoqué la situation à Bakhmut. M. Cherniev a longuement évoqué les besoins de l'Ukraine en matière de soutien supplémentaire.

12e réunion du Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC)

Le contrôle parlementaire d'Europol

Les 26 et 27 mars 2023, le Riksdag (Parlement suédois) a organisé la 12e réunion du Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC) dans le cadre de la dimension parlementaire de la présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne. Les membres des parlements nationaux des États membres de l'UE et du Parlement européen ont eu l'occasion de s'échanger avec les responsables d'Europol sur le travail de l'agence, la coopération policière européenne et la lutte contre la criminalité organisée, notamment la traite des êtres humains.

La Commissaire européenne chargée des affaires intérieures, Mme Ylva Johansson (Suède), a interpellé les parlementaires sur la lutte contre la criminalité organisée et en particulier les abus sexuels commis sur les enfants. Mme Johansson a mis l'accent sur le rôle central que doit jouer la proposition de règlement de la Commission européenne qui est actuellement débattue par le Parlement européen et le Conseil. Cette proposition, qui obligerait les fournisseurs de services en ligne à identifier, signaler et supprimer les contenus à caractère pédopornographique, est très controversée sur un point en particulier : les opposants craignent que l'adoption du règlement ne conduise à une analyse généralisée ou aveugle du contenu de tous les types de communications électroniques.

La commissaire a affirmé devant les parlementaires que le champ d'investigation des contenus suspects était très limité et que la procédure était soumise à des conditions et des garanties strictes. Selon elle, la proposition exigerait également que les fournisseurs déploient des technologies qui portent le moins possible atteinte à la vie privée. Mme Johansson a ajouté qu'il fallait donner aux forces répressives les outils nécessaires pour éviter que l'UE ne devienne un refuge pour ce type de criminalité.

Le Ministre de la Justice suédois, M. Gunnar Strömmer, a informé les participants des priorités de la présidence suédoise de l'UE en matière de sécurité intérieure. Le Contrôleur européen de la protection des données (CEPD), quant à lui, a fait état de son activité de surveillance du traitement des données à caractère personnel par Europol et a répondu aux questions des parlementaires.

Les participants se sont également mis d'accord sur un mandat pour un groupe de travail chargé d'élaborer une proposition pour un forum consultatif sur les droits humains d'Europol.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Stéphanie Empain, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès du GCPC.

Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne (EUSC)

« Notre soutien à l'Ukraine est indéfectible »

« Notre soutien à l'Ukraine pour l'accession à l'Union européenne et à l'OTAN est indéfectible. » C'est le message principal adressé par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors d'une entrevue avec son homologue ukrainien, M. Ruslan Stefanchuk, le 24 avril 2023 en marge de la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne (EUSC) à Prague. M. Etgen a exprimé son admiration pour le courage et la détermination du peuple ukrainien face à la guerre d'agression russe. « Le drapeau de l'Ukraine continuera à flotter devant la Chambre des Députés jusqu'à ce qu'une paix juste puisse être trouvée », a encore affirmé le Président de la Chambre.

La rencontre avec la Présidente de l'Assemblée nationale de Slovénie, Mme Urška Klakočar Zupančič, a permis de mettre en avant le rôle de la diplomatie parlementaire afin de renforcer les efforts de paix et de solidarité dans le contexte de la guerre en Ukraine. Le Président a, par ailleurs, déclaré qu'il était important de maintenir un dialogue ouvert et sincère avec les citoyens pour lutter contre les discours de haine et la désinformation.

M. Etgen a également rencontré la Présidente du Sénat roumain, Mme Alina Gorghiu, avec qui il a discuté de la nécessité de renforcer la sécurité le long de la frontière orientale de l'Union européenne. Depuis le 12 mars 2023, 27 soldats luxembourgeois sont déployés dans le groupement tactique de l'OTAN situé dans le camp d'entraînement roumain de Cincu.

Pendant la conférence, le Président a rappelé qu'il était indispensable que l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie accèdent à l'Union européenne afin de construire un bloc démocratique de défense commune des valeurs européennes de paix et de liberté. Dans ce contexte, il a souligné le rôle des parlements en tant que défenseurs de la démocratie et promoteurs du pluralisme et de l'inclusion afin de contrer les mouvements antidémocratiques.

Les cinquante-et-un parlements nationaux représentés et la Présidente du Parlement européen, Mme Roberta Metsola, ont adopté une résolution condamnant avec la plus grande fermeté la guerre illégale, non provoquée et injustifiée menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine et demandent la cessation immédiate, complète et inconditionnelle des activités militaires de la Russie en Ukraine. Par le biais de cette résolution, ils ont réaffirmé leur soutien total à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Le Président de la Chambre des Députés s'est entretenu avec son homologue ukrainien, M. Ruslan Stefanchuk, en marge de la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne à Prague.

Un échange de vues sur le droit à la santé

L'accès aux soins de santé était au cœur de la visite de la rapporteuse spéciale sur le droit à la santé physique et mentale des Nations Unies à la Chambre des Députés. Le 21 avril 2023, Mme Tlaleng Mofokeng a été accueillie par les députés membres de la Commission de la Santé et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile pour un échange de vues sur les bonnes pratiques et les défis dans la réalisation du droit à la santé.

Entrevue avec l'envoyé spécial du Président de la République d'Azerbaïdjan

Le conflit dans le Haut-Karabakh et le renforcement des différents domaines de la coopération entre le Luxembourg et l'Azerbaïdjan étaient au cœur d'un échange de vues entre le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et l'envoyé spécial du Président de la République d'Azerbaïdjan, M. Elchin Amirbayov, le 19 avril 2023 à la Chambre des Députés.

Transposition de la directive « Omnibus »

7904 – Projet de loi portant modification du Code de la consommation aux fins de transposition de la directive (UE) 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et les directives 98/6/CE, 2005/29/CE et 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs

Ce projet de loi vise à modifier le Code de la consommation afin de transposer la directive (UE) 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et les directives 98/6/CE, 2005/29/CE et 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs, ci-après la « directive 2019/2161 (Omnibus) ».

Cette directive fait suite au bilan de qualité des dispositions législatives relatives au droit des consommateurs et de la commercialisation, réalisé par la Commission européenne en 2016 et 2017. La Commission européenne en a conclu que l'efficacité du droit sur la protection des consommateurs est compromise par un manque de sensibilisation des professionnels et des consommateurs et qu'il pourrait être plus souvent tiré parti des voies de recours existantes.

La directive 2019/2161 (Omnibus) modernise non seulement certains droits des consommateurs, mais adresse également des lacunes dans les systèmes juridiques nationaux concernant des sanctions réellement efficaces et proportionnées pour dissuader et sanctionner les infractions.

Ainsi, la directive 2019/2161 (Omnibus) insère des critères harmonisés pour l'imposition des sanctions concernant les infractions visées par les directives 93/13 (clauses abusives), 2005/29 (pratiques commerciales déloyales) et 2011/83 (droits des consommateurs). Pour ces trois directives, la directive 2019/2161 (Omnibus) prévoit également un montant maximal pour les amendes encourues en cas d'infraction de grande ampleur ou d'infraction de grande ampleur à l'échelle de l'Union lorsque celles-ci doivent être imposées dans le cadre de l'article 21 du règlement 2017/2394 (CPC) relatif aux mesures d'exécution que peuvent prendre les autorités compétentes concernées par l'action coordonnée. Afin de garantir l'effet dissuasif des amendes, l'amende maximale pour ces infractions est de 4 pour cent du chiffre d'affaires annuel du professionnel dans le ou les États membres concernés.

Afin d'améliorer la protection des consommateurs et le respect du droit de la consommation par les professionnels, le projet de loi propose également de doter le ministre ayant la Protection des consommateurs dans ses attributions d'un nouveau dispositif d'avertissement écrit à l'égard des auteurs de certaines des infractions visées par lesdites directives.

Lorsque le ministre ayant la Protection des consommateurs dans ses attributions prend connaissance du non-respect par un professionnel des dispositions protectrices visées, le projet de loi propose un système en deux temps : dans un premier temps, la possibilité d'inviter le professionnel à fournir des explications quant à la pratique incriminée et, dans un deuxième temps, la possibilité de décerner un avertissement écrit en l'absence de fourniture d'explication ou dès lors que les explications fournies ne sont pas satisfaisantes. À défaut d'une mise en conformité du professionnel avec les dispositions du Code de la consommation, le ministre ayant la Protection des consommateurs dans ses attributions pourra engager une action en cessation ou en interdiction.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs, le 28/10/2021
Rapporteur : M. Carlo Weber

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Francine Closener) :

02/12/2021	Présentation du projet de loi
30/06/2022	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
06/10/2022	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
17/11/2022	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23/11/2022
Loi du 30 novembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 591, page 1

Organisation de la Direction de la santé

8026 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé

Le présent projet de loi propose de rendre accessible le poste de « directeur adjoint médical et technique » de la Direction de la santé à des candidats n'ayant pas l'autorisation d'exercer la médecine ou la médecine dentaire au Luxembourg.

Cette modification est nécessaire, d'une part, parce que les missions de ce directeur adjoint sont largement opérationnelles et comportent des volets tels que par exemple l'organisation de dépistages systématiques, l'élaboration de programmes de vaccination ou encore des missions liées à la pandémie Covid-19. D'autre part, la fonction publique, comme le secteur privé, est confrontée à une pénurie de médecins d'autant plus aiguë que le niveau de rémunération n'y est pas compétitif par rapport aux perspectives offertes dans le cadre d'un exercice libéral.

Le présent projet de loi propose dès lors de modifier la dénomination du poste de « directeur adjoint médical et technique » en celle de « directeur adjoint opérationnel et technique ». De même, il est prévu de changer la dénomination du « département médical et technique » en « département opérationnel et technique ». Les candidats au poste en question devront justifier d'une formation universitaire de niveau master et d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins trois ans.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 09/06/2022
Rapportrice : Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

15/11/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
17/11/2022	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23/11/2022
Loi du 14 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 628, page 1

Révisions de la Constitution : organisation du Conseil d'État

8046 – Proposition de loi modifiant la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État

La présente proposition de loi a vocation à adapter la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État aux modifications constitutionnelles afférentes opérées par la proposition de révision des Chapitres IV et Vbis de la Constitution (doc. parl. n° 7777) en cours de procédure. L'article 7 lie l'entrée en vigueur de la proposition de loi à celle des nouvelles dispositions constitutionnelles.

Dans le cadre de la proposition de révision des Chapitres IV et Vbis de la Constitution, l'article 95, alinéa 5 dispose : « La Chambre des Députés et le Gouvernement peuvent déférer au Conseil d'État toutes autres questions selon les modalités déterminées par la loi. »

Si l'actuel article 83bis de la Constitution donne au seul Gouvernement la possibilité de déférer « toutes autres questions » au Conseil d'État, l'alinéa 5 du nouvel article 95 prévoit que désormais tant la Chambre des Députés que le Gouvernement peuvent lui déférer « toutes autres questions » selon les modalités à déterminer par la loi.

Par analogie au Gouvernement, il est par ailleurs proposé de prévoir la possibilité pour la Chambre des Députés de consulter le Conseil d'État sur le principe d'une proposition de loi. De son côté, le Conseil d'État pourra appeler l'attention de la Chambre des Députés sur l'opportunité de légiférer.

Suite à ces modifications, il y a lieu de prévoir les modalités de communication et de publicité des avis émis par le Conseil d'État. Par l'ajout de ces dispositions, les pouvoirs de la Chambre des Députés se voient renforcés et les attributions du Conseil d'État sont élargies.

Par ailleurs, la proposition de loi vise à adapter le serment des membres du Conseil d'État.

Enfin, suite à la renumérotation de la Constitution, il y a lieu d'adapter les renvois.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, M. Charles Margue, Mme Simone Beissel et M. Léon Gloden, le 13/07/2022
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
18/10/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen de la proposition de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
20/10/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/11/2022
Loi du 23 janvier 2023
Mémorial A : 2022, n° 47, page 1

Subvention de loyer : redressement d'une erreur matérielle

8073 – Projet de loi modifiant la loi du 22 juillet 2022 relative à une subvention de loyer

Le projet de loi sous rubrique entend corriger une erreur matérielle qui s'est glissée dans le tableau des paramètres de calcul de la subvention de loyer qui est annexé à la loi du 22 juillet 2022 relative à une subvention de loyer.

Ainsi, le projet de texte prévoit de modifier le tableau des paramètres de calcul en remplaçant dans la colonne relative aux communautés domestiques avec 3 enfants à charge le montant de « 6.937 » par le montant de « 8.937 ».

En raison du faux montant, certaines communautés domestiques avec 3 enfants à charge obtiennent actuellement une aide mensuelle réduite par rapport à celle que le législateur a initialement visée, ce que le projet de loi entend rectifier.

Afin de ne pas pénaliser les bénéficiaires concernés, le redressement de l'erreur matérielle s'appliquera de manière rétroactive au 1er août 2022.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 19/09/2022
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :
10/11/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/11/2022
Loi du 30 novembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 586, page 1

Régime d'aides aux entreprises lié aux prix de l'énergie

8075 – Projet de loi portant modification de la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine.

Une partie de ces modifications vise à tenir compte des amendements apportés à l'encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de l'Ukraine, apportés le 20 juillet 2022.

De plus, le projet de loi met en œuvre des mesures en faveur des entreprises retenues dans le cadre du Comité de coordination Tripartite, incluant notamment :
– l'introduction d'une nouvelle aide en matière énergétique pour les entreprises. Celle-ci vise à soutenir les requérantes pour lesquelles les achats de produits énergétiques correspondent à au moins 2 % de leur chiffre d'affaires ou de leur valeur de production pendant le mois pour lequel la requérante fait une demande d'aide ;
– le rallongement de la période éligible pour les deux autres types d'aides introduites par la loi du 15 juillet 2022 ;
– l'augmentation du plafond du montant total de l'aide aux entreprises couvrant une partie des surcoûts du gasoil utilisé comme carburant routier de 400.000 euros à 500.000 euros.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 27/09/2022
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Francine Closener) :
06/10/2022 Décision de renvoi du projet de loi à la Commission spéciale « Tripartite »

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
14/10/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
08/11/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
17/11/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23/11/2022
Loi du 30 novembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 587, page 1

Limitation de la hausse des prix du gaz naturel

8088 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals et modifiant la loi du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel

Le projet de loi transpose une des mesures de l'accord tripartite conclu entre le Gouvernement et l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP le 28 septembre 2022, qui consiste en une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals pour la période du 1er octobre 2022 au 31 décembre 2023.

Les dispositions introduites par le présent projet de loi concernent la limitation de l'augmentation du prix du gaz naturel à +15 % par rapport au niveau de prix moyen de septembre 2022 (0,8325 par mètre cube de gaz naturel consommé) pour tous les clients disposant de compteurs de flux horaire maximal inférieur à 65 mètres cubes. La différence entre ce prix plafonné et le prix d'affichage du fournisseur est prise en charge par l'État.

Le présent projet de loi oblige également les fournisseurs à s'approvisionner, nonobstant la contribution financière de l'État, au meilleur tarif et à garantir l'établissement d'une offre de base à des prix du marché, ce qui est également contrôlé par le régulateur national (l'Institut luxembourgeois de régulation). À ce titre, des sanctions sont prévues en cas de non-respect des obligations précitées.

Le coût de cette mesure est évalué à 390 millions d'euros, dont 78 millions d'euros sont prévus pour l'année 2022 et 312 pour l'année 2023.

Enfin le projet de loi modifie également la loi du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel qui sera reconduite jusqu'au 31 décembre 2023. Les frais engendrés par la prolongation de cette mesure sont estimés à 80 millions d'euros.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 26/10/2022
Rapportrice : Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
27/10/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
11/11/2022 Echange de vues avec les fournisseurs de gaz naturel
17/11/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
21/11/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23/11/2022
Loi du 2 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 597, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 10

M. Fernand Etgen, Président

2. **Communications** p. 10

M. Fernand Etgen, Président

3. **Débat sur la politique de coopération au développement** p. 10

M. Marc Spautz | M. Gusty Graas | Mme Lydia Mutsch (dépôt de la motion 1) | Mme Stéphanie Empain | M. Fred Keup (interventions de M. Dan Kersch et M. Fernand Kartheiser) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Ministre Franz Fayot

Motion 1 : M. Sven Clement | Mme Nathalie Oberweis

Vote sur la motion 1 (adoptée)

4. **8046 – Proposition de loi modifiant la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État** p. 31

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Charles Margue

Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Mars Di Bartolomeo | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Sven Clement (intervention de M. Léon Gloden)

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8046 et dispense du second vote constitutionnel

5. **8073 – Projet de loi modifiant la loi du 22 juillet 2022 relative à une subvention de loyer** p. 34

Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8073 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Franz Fayot, Ministre | Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 16 novembre 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8097 – Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 2020 autorisant la participation de l'État au financement des mesures prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due au Sars-CoV-2 (Covid-19) et modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020

Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, le 15/11/2022

8098 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 15/11/2022

8100 – Projet de loi modifiant l'article 48 sub B de la loi modifiée du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre

Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, le 16/11/2022

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2524 – Demande de pétition publique : Réformer l'indexation

Dépôt : M. Pierre Tarczynski, le 08/11/2022

2525 – Demande de pétition publique : Assurer un accès au logement aux étudiants et doctorants de l'Université du Luxembourg sur le marché privé

Dépôt : Mme Rafieh Mosaheb, le 10/11/2022

2526 – Demande de pétition publique : Besser vun neie Strosse Gebrauch maachen duerch Prioritéit fir de Bus / Mieux tirer profit de nouvelles routes par une priorité aux bus

Dépôt : M. Patrick Hurst, le 11/11/2022

2527 – Demande de pétition publique : Student/innen a Schüler/inne sollen um Weekend dierfe schaffen

Dépôt : Mme Jennifer in't Groen, le 11/11/2022

2528 – Demande de pétition publique : Pour plus de ponctualité dans les transports en commun / Pour privatiser les transports en commun ou les rendre payants afin d'avoir une meilleure ponctualité avec une indemnisation en cas de retard

Dépôt : M. Patrick Champenois, le 14/11/2022

2529 – Demande de pétition publique : Chèque-repas plafonné et que pour l'alimentation

Dépôt : M. Alain Klein, le 14/11/2022

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Débat sur la politique de coopération au développement

Haut de Mётteg féiert d'Chamber eng Debatt iwwert d'Entwécklungshëllef. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zanter gëschter heescht et, mir wieren zu aacht Milliarden. Zanter gëschter wiere mer zu aacht Milliarde Bierger op dëser Welt. An an de Pronosticke soe se, et géif net bei deenen aacht Milliarde bleiwen, mee mir wäerten och nach op néng Milliarden an op zéng Milliarde kommen, soudass op der Welt dann esou vill Leit géife liewen, wéi dat ni virdrun de Fall war.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll e bëssen en anere Usaz wielen, fir iwwert d'Kooperatiounspolitik ze schwätzen, wéi dat soss meng Kolleege gemaach hunn. Ech wëll net klassesch virgoen, an deem Sënn eng Kéier all déi Länner kommentéieren, déi eis Partnerlänner sinn, déi de Minister gëschter genannt huet an op all eenzelt Land – wat awer selbstverständlech ass, dass d'Regierung dat mécht – agoen, mee ech wëll gären iwwer eis Strategien an eis Ziler schwätzen, fir dann zesummen ze kucken, ze fuerschen an ze hannerfroen, wat do geschitt, a gläichzäiteg vläicht déi eng oder déi aner Iddi mat op de Wee ginn, wat een an der Kooperatiounspolitik nach kéint maachen.

Ech wëll awer virewech ënnersträichen, dass d'Kooperatiounspolitik a mengen Aen, an dat hu mer bis elo och ëmmer fäerdegbruecht, keng Parteipolitik ass, mee dass d'Kooperatiounspolitik eppes ass, wou hei zu Lëtzebuerg bis elo ëmmer zesummegeschafft ginn ass. Dat am Interêt vun deene Leit, déi op d'Kooperatiounspolitik ugewise sinn, mee dat awer och am Interêt vum Image, dee Lëtzebuerg no baussen ze vertrieden huet.

Et muss ee jo dervun ausgoen ... an d'Aktualitéit gëtt jo all Dag, Dag an, Dag aus, aneschters bestëmmt. Gëschter Owend ware mer nach, no de Wierder vun eisem Kooperatiounsminister, alleguerte plus ou moins an enger positiver Laun, wéi mer hei erausgaange sinn, bis mer do Meldunge kritt hunn, dass net wäit ewech vun hei, nämlech an der Ukrain, am russesche Krich, zwou Rakéiten a Polen ageschloen hunn. Ech wëll elo net iwwer Polen schwätzen, ech wëll och net iwwert déi Rakéite schwätzen, mee et ass op alle Fall keng gutt Situatioun. An ech wëll och elo net dat maachen, wat verschidde Leit scho gemaach hunn, déi sech ze séier zu Wuert gemellt hunn, wien do dru schold ass. Ob et elo eng ukrainesch Ofwierrakéit war oder eng russesch Attacksrakéit, déi de Schued gemaach huet, sécher ass: Dat ass alles just zustane komm, well d'Russen an der

Ukrain amarschéiert sinn, well soss wier et awer net geschitt. Mee dat ass elo net d'Theema vun haut, well d'Theema vun haut ass, dass mer kucken, wat an der Flüchtlingspolitik geschitt, wat an der Kooperatiounspolitik geschitt.

An ech mengen do muss ee sech bewosst sinn, dass humanitär Krisen do ganz vill derzou bäidroen, wat geschitt an der Kooperatiounspolitik a wat geschitt mat de Flüchtlingen. An déi lescht Jore war eis dat vläicht ... Do war et ëmmer e bësse méi wäit ewech, an et ass eis alleguerte vläicht eréischt méi bewosst gi säit dem 24. Februar 2022, dass dat alles och ka bei eis virun der Hausdier geschéien, a wat och virun eiser Hausdier geschitt ass.

Mee mir schwätzen haut manner iwwer Syrien, Afghanistan, d'Flüchtlingskris vun 2015 an dann d'Situatioun an eise Partnerlänner – dem Mali an dem Niger an dann och engem aneren, wat zwar kee Partnerland vun eis ass, déi Situatioun, déi an der Zentralafrikanescher Republik war, fir nëmmen elo mol déi ze nennen –, wou och, duerch Krich, duerch Onrouen, duerch intern ..., souguer duerch Biergerkrich an deene jeeweilege Länner, d'Situatioun net grad friddlech ass an dat och keng gutt Viraussetzung ass, fir de Leit Liewensperspektiven ze ginn an hirem Land an op hirer Plaz.

An da wëll ech och iwwert dat schwätzen, wouriwwer nach manner geschwat gëtt, iwwert déi Katastrophen, déi an Eritrea, am Sudan, Jemen, Bangladesch, a groussen Deeler vu Venezuela an nach villen anere Länner ..., wou och Onroue sinn, wou och virun allem Honger ee vun de gréisste Problemer ass, dee sech stellt. An och do ass et wichteg, dass een dat alles net aus den Ae verléiert, wann ee vun humanitärer Hëllef a wann ee vu Kooperatiounspolitik schwätzt.

Sécher, genau sou kloer ass et awer, dass e Land wéi Lëtzebuerg sech muss limitéieren op verschidde Länner, wou ee kann hëllefen, dat vu Regierungssäit aus. Bei eisen ONGen ass et do vill méi wäit gestreet, well eis ONGe si jo net nëmmen an de Partnerlänner, mee och doriwwer eraus. Mee wichteg ass awer, dass een net nëmmen dann no de Partnerlänner kuckt, mee dass een och ëmmer weess, wat geschitt an deenen anere Länner. An do ass virun allem dat Humanitäert, wou Lëtzebuerg sech och nach ni ze schued war an och ëmmer matgehollef huet, op anere Plazen an Netpartnerlänner humanitär ze hëllefen. An ech wëll och do all deen Asaz vun emergency.lu ënnersträichen, deen op all deene Plazen ëmmer ass a wou Lëtzebuerg domadder ëmmer mat am Mëttelpunkt ass, wann et do dann drëm geet, fir esou séier wéi méiglech och eng Kommunikatioun opzebauen. Eng Kommunikatioun opzebauen, fir dann och duerno kënnen an enger Kooperatioun hinnen ze hëllefen, am Fong kann ee soen, hëllefen ze hëllefen, dass mer och an deene Länner dat kënne maachen.

Wann ech elo op all déi Punkten agaange sinn, ass dat, an dodrëm geet et mer, fir och ze soen, dass kee vun deene Leit fräiwëlleg seng Heemecht verléisst. Wann ech da kucken, wat och elo déi lescht Woche lass war, mat de Flüchtlingen an dem Behuele vun engem EU-Grënnerland, wat sech och do grad net mat Ruhm bekleckert huet, nämlech, wéi d'Flüchtlinge komm sinn an d'Italieener gesot hunn: „Nee, mir wëlle se net", do muss een och verschidde Leit nach eng Kéier vläicht drun erënneren, dass et och emol eng Kéier si waren, déi op Hëllef an Ënnerstëtzung ugewise waren.

Dass mer och alleguerte wëssen, dass keng Famill Suen zesummereeft fir e Kand, e Bouf oder e Meedchen oder seng Fra u Schlepper ze ginn, fir dass déi sollen an Europa kommen, fir dass se eng aner Perspektiv kréien, dass keen dat fräiwëlleg mécht. Mee déi Leit, déi maachen dat, well se keng Perspektiv méi hunn.

An ech hunn nach gëschter mat mengem Kolleeg, dem Paul Galles, geschwat, deen de Moment an engem aneren afrikanesche Land ass, wou et och ëm d'COP geet, wou e mer och verzielt huet iwwer all déi Diskussiounen, déi si dohanne féieren an och, wat grad do – d'Klima, d'Energie – och alles mat an déi Kooperatioun erageet.

Ech si fest dervun iwwerzeegt, dass mer alles dat, wat d'Klima ubelaangt, net däerfen an eiser Kooperatiounspolitik aus den Ae verléieren, well dat ass ee vun den Haaptpunkten. An dat wäert an deem nächste Joerzéngt, fir net ze soen, an deenen nächste Joerzéngten, mat den Haaptproblem sinn, deen et ze bekämpfe gëllt.

De Gerd Müller – a fir d'Fans vu Bayern München: net de Fussballspiller, ...

Plusieurs voix | O!

M. Marc Spautz (CSV) | ... net dee Goalgetter, mee de Gerd Müller, de fréiere Chrëschtlech-Soziale Kooperatiounsminister an Däitschland – huet eng Kéier gesot: „Klimaschutz ernst nehmen heißt: Wir müssen nicht nur im eigenen Land handeln, sondern vor allem unser Engagement für den globalen Klimaschutz massiv ausbauen. Denn Klimaschutz ist die Überlebensfrage der Menschheit."

An dat, wat e gesot huet, ass richteg. An ech mengen, dass et och wichteg ass, dass mer eis domadder beschäftegen, wa mer iwwer Kooperatiounspolitik schwätzen. Dass et och wichteg ass, dass mer iwwert d'Iwwerschwemmunge schwätzen, déi d'lescht Joren erlieft gi sinn am Pakistan, fir nëmmen dat elo ze huelen. Wann een déi Ernteausfäll an déi Hongersnout an Afrika kuckt, fir nëmmen och do ee Beispill ze nennen. Dofir ass et och vläicht eng Kéier wichteg d'Kooperatiounspolitik ze duerchliichten am Kader vun de Klimachangementer.

Éischtens gehéiert d'Klima schonn zu eiser transversaler Strategie, dat heescht, mir si schonn deelweis drop preparéiert. Mir hunn e Mindset dofir. Dann ass et awer och esou, dass mir de Prinzipp vun der Additionalitéit hunn, an do muss een eeben dat Dëppe vun de Finanzéierungen ..., muss ee vuneneen ënnerscheeden. An do gëtt et der och fir Klimagerechtegkeet. An och dat gehéiert zu enger Entwécklungshëllefspolitik. Mee dat däerf net aleng der Entwécklungshëllefspolitik iwwerlooss ginn, do ass et och wichteg, datt am Klimafong an an anere Fonge-matgehollef gëtt, fir dat riichtzebéien, wat do alles geschitt ass.

Ech hunn en Zeitungsartikel matbruecht, eng Zeitung, déi net den Ustrach huet, mir parteipolitesch nozestoen, mee et ass d'„taz", d'Dageszeitung vu Berlin, déi huet eng Kéier geschriwwen: „Wer soll das bezahlen?" An do geet et ëm all dee Schued, deen Europa, an net nëmmen Europa, mee och Amerika um afrikanesche Kontinent an a Südamerika gemaach hunn. An déi hunn och nach eng Kéier ënnerstrach, et wier jo awer komesch, an der Ëmwelt géife mer ëmmer soen, de Verursaacher misst fir dat, wat e verbrach huet, riichtstoen. Da misst dat jo och elo vläicht an der Klima- an an der Kooperatiounspolitik sinn, dass déi Länner, déi do awer de Profitt erausgezunn hunn, dass se awer och elo derzou misste bereet sinn, déi Chargen an dat, wat dat kascht, alles mat a Rechnung ze huelen a sech net hannendrun ze verstoppen.

A firwat soen ech dat? Do gëtt et jo eng Versammlung, déi reegelméisseg an Amerika stattfënnt – ech mengen, se heescht UN-Versammlung –, do ass sech eng Kéier drop gëeenegt ginn, dass mer géifen 0,7 % vum PIB huelen an an d'Entwécklungshëllefspolitik stiechen. Elo kréie mir heibannen alleguer, eist Land, mir kréien eng Eins. De Minister huet et gëschter nach eng Kéier ënnerstrach. Mir leie wäit iwwert deenen 0,7 %.

Et gëtt och nach aner Länner an Europa, e puer, déi och iwwert deenen 0,7 % sinn. Mee da gëtt et der awer och, déi gären Decideure vun dëser Welt sinn, och Nopeschlänner vun eis, déi ëmmer schwätze vun hirer Achs, wann déi gestéiert wier, dann hätt Europa den Hick – wat och heiansdo richteg ass an där Politik –, déi sinn awer nach wäit ewech vun deenen 0,7 %, vun dem 1 % net ze schwätzen.

An ech mengen, och do ass et wichteg ..., an ech géif dofir och de Kooperatiounsminister bieden – mee ech ginn awer dovunner aus, dass en dat souwisou mécht –, dat mat op Bréissel ze huelen, wann e seng Kolleegen a Kolleeginne gesäit, dass e se och emol nach méi oft, wéi en dat sécherlech mécht, drun erënnert, un déi Engagementer, déi se agaange sinn. Well an anere Punkte gëtt een ëmmer u seng Engagementer erënnert, mee wann ee si dann erënnert un déi 0,7 %, dann héiere se dat manner gär.

A wann ech dat soe fir Länner an Europa, sou ass do och dann nach en anert Land, e bësse méi e grousst, et läit um amerikanesche Kontinent, geet vun enger Säit bis op déi aner Säit vum Kontinent, och Amerika, dat eis jo soss a verschidde Saache Lektioune wëll ginn. Och déi si vun deenen 0,7 % relativ wäit ewech.

Et soll een net do ee géint deen aneren ausspillen, mee et muss een awer och heiansdo drun erënneren, wat do d'Situatioun ass a wat do d'Realitéit ass. An da stellen ech mer d'Fro, a sécherlech och vill vun Iech heibannen an och nach vill aner Leit: Wivill Suen hätte mer kënnen huelen an an d'Entwécklungshëllefspolitik, an d'Kooperatiounspolitik stiechen, wann de 24. Februar 2022 net e Land decidéiert hätt, an en anert Land anzemarschéieren?

Wa mer do emol zesummerechnen, wat do bis elo u Militärhëllefe gefloss ass, fir alleguerten deene Leit sur place ze hëllefen, well all Dag eng ..., net all Dag, mee reegelméisseg Rakéiten aschloen, d'Leit vum Elektresch, vum Waasser ofgeschnidde ginn. De Minister hat gëschter e Chiffer genannt, dee gebraucht gëtt, fir d'Ukrain herno erëm eng Kéier opzeriichten. Wat hätte mer do all mat deene Sue kënne maachen an deene Länner, déi eis Partnerlänner sinn, oder doriwwer eraus an der Kooperatiounspolitik, wann dat net geschitt wier?

An da misst een och do sech d'Fro stellen, wann et do op eemol esou séier méiglech war, dass Gelder gefloss sinn, ob dat dann net och kéint an der Kooperatiounspolitik esou sinn. An do mengen ech dann net déi Länner, déi bei 1 % sinn, mee déi Länner, déi éischter ënner 0,5 %, ënner 0,4 % vun hirem PIB sinn, dee se an d'Kooperatiounspolitik, an d'humanitär Hëllefen investéieren.

Well fir mech steet eppes fest – an net nëmme fir mech, mee fir vill Leit –: Wa mir de Leit an Afrika an a Südamerika an och nach um asiatesche Kontinent – do sinn der och nach – net hëllefen, hir Géigend liewenswäert ze maachen, da wäert dat och mat der Flüchtlingspolitik net ophalen an da wäerten ëmmer méi Leit probéieren, och aus hire Länner fortzegoen. An ech wëll do just drun erënneren, et ass zwar schonn e bësse méi laang hier, et ass am virviregte Joerhonnert, ëm 1800, Mëtt 1800, wou och Lëtzebuerger fortgaange sinn, well mer nach keng Stolindustrie haten, well mer nach keng Bankeplaz haten, well mer nach keng Satellitten haten. Mee déi Leit si fortgelaf an Amerika, well se sech an Amerika Perspektiven erwaart hunn, déi Leit si fortgelaf a Brasilien, well se sech do eng Zukunft

erwaart hunn, an et sinn anerer nach op aner Plaze gefuer. Mee dat sinn déi zwee Länner, wou déi meeschten deemools higaange sinn.

Wann déi och deemools einfach gesot hätten: „Ma dann hat der Pech ...“ Also, dat beweist, dass dat, wat elo geschitt mat Leit, déi wëllen an Europa kommen, déi Leit, déi probéieren, an déi Länner ze kommen, déi haut un der Spëtzt stinn, dass dat och scho virun 150 oder 200 Joer net aneschters war. Et ware just aner Länner, déi dovu betraff waren, an do ware mir hei zu Lëtzebuerg och derbäi.

Well déi Leit si jo och net gaangen, well et hinnen hei net gefall huet. Dach, et huet hinne vläicht net gefall, well se Schwieregkeeten haten ze iwwerliewen, well se Schwieregkeeten haten, Aarbecht ze fannen, well se Schwieregkeeten haten, eppes all Dag um Teller ze hu fir ze iessen, an dass se dofir de Schratt gemaach hunn, dohinner auszewanderen.

An dat solle mer alleguerten och ëmmer erëm mat an eisen Diskussiounen ..., wa mer soen: „Wat soll dat?“, wéi ee jo nach ëmmer héiert dobaussen. „Musse mir wierklech esou vill Suen an d'Kooperatiounspolitik stiechen?“ Meng kloer Äntwert dorop: „Jo, a wa méiglech nach vill méi!“ Mee engem Plakege fuert der och net an d'Täsch. Mee Dir hutt verstanen, wat ech wëll soen, dass mer do och nach méi misste maachen.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Wa mer schwätze vun all deene Leit, déi dovu betraff sinn, da muss een och do natierlech och ëmmer drun denken, wann eng Naturkatastroph war a wann Héichwaasser war. An eis Kolleegen aus dem Mëllerdall an eis Kolleege vun Iechternach, vu Miersch, fir elo mol nëmmen déi ze huelen, déi wësse jo, wat et ass, wann Héichwaasser ass, a wat do alles futtigemaach gëtt. An déi Leit wësse jo och, wéi laang et dauert, fir dat erëm opzeriichten – pardon, wann ech dat elo esou méi sarkastesch soen – an enger ziviliséierter Situatioun, do, wou net d'Geld e Manktum ass. Et ass zwar heiansdo vläicht e Manktum, dass d'Geld net op där Plaz ass, wou et gebraucht gëtt, mee wou awer soss d'Technik an d'Finanzmëttel dofir do sinn a wéi laang déi brauchen, fir dat erëm alles opzeriichten a wéi laang déi brauchen, fir dee Schued duerno zréckzebezuelen an dat ze iwwerliewen.

An da setze mer dat ëm op déi Länner, déi elo vun Héichwaasser an aneren Naturkatastrophe betraff sinn, déi do Schwieregkeeten hunn, wéi laang déi brauchen, fir dat erëm opzeriichten. A vill vun hinnen hu knapps opgeriicht, da kënnt schonn erëm dat nächst Evenement, well se net déi Méiglechkeeten hunn, net déi Moyenen hunn, déi mir Gott sei Dank an eiser Situatioun haten, fir elo ze soen: „Da maache mer eppes géint d'Héichwaasser. Mir maachen en Héichwaasserschutz a mir maachen do ...“ Si sinn elo nach amgaang ... Mir kréie jo elo nach SMSe fir ze testen, fir dat anzehuelen.

Ech wëll Iech soen, um afrikanesche Kontinent kréie se keen SMS, wann do fir d'éischt de Problem kënnt, ob dat Feier oder Waasser ass. An dofir ass et och wichteg, dass mer do hëllefen an dass mer eis däers bewosst sinn, wa mer déi Diskussioune féieren, wat an d'Kooperatiounspolitik soll investéiert ginn a wat net.

An dann, mengen ech, ass et och wichteg – an och do soll Lëtzebuerg ëmmer erëm drop drécken –, dass dat och nëmme geet, wa mer dat all zesumme maachen an net een eleng, an dass mer all zesummen dee Wee decidéieren, dee wichteg ass, fir dass mer d'Klima an de Grëff kréien. An do hoffen ech ... An de Paul huet mer gëschter ganz enthusiastesch erzielt: „Mir kréien elo alles“, en huet net gesot „an de Grëff“, mee: „Mir kréien elo verschidde Situatiounen an Zukunft besser dohinner an do muss och jiddweree sech senger Responsabilitéit bewosst sinn.“

Wéi e mer dat bis gesot huet, hunn ech mer awer nach verschidde Froe gestallt, an ech mengen, de Minister weess dat esou gutt ewéi ech. Do sinn awer och emol nach Decisioune gefall gewiescht, mir hätten en Nordsüdgefälle. An do huet et och ëmmer geheescht, mir géifen do mat Hëllefen a mat Suen Transferte maachen, fir deene Leit kënnen ze hëllefen. Do ass d'Fro: Wéi wäit si mer do? Well wa mer jo kucken, wie mat fir de Klimawandel verantwortlech ass, sinn dat net grad déi Länner, déi am meeschten un der Rechnung musse bezuelen. Et sinn net eis Frënn um afrikanesche Kontinent, mee et si virun allem d'Industrielänner, et ass virun allem och China, déi mat derzou bäidroen, déi déi Haaptpollueure sinn, déi mat am meeschten derzou bäidroen, dass d'Äerderwiermung an d'Luucht geet. An et sinn net grad d'Entwécklungslänner, well si hunn déi Méiglechkeeten net.

An dofir musse mer och alleguerte kucken, wéi mer dat maachen. Wat wëll ech domadder soen? Mir hunn et elo op eemol ganz séier fäerdegbruecht. Et huet mech bal an enger Hisiicht drun erënnert: Mir si wärend Joren net am Teletravail virukomm; wéi mer de Covid bis haten, ass et ganz séier gaange mam Teletravail. Wärend Joren huet et ëmmer geheescht: „Mir mussen aner, alternativ Energië kréien.“ Do si mer och laang Zäit net virukomm. Säit dem 24. Februar 2022, dem Dag vum Amarsch vu Russland an der Ukrain, geet et och op eemol ganz séier domadder, mat den alternativen Energien, wat et alles gëtt vun Alternativen, dass mer méi musse maache mat der Solarenergie, dass mer méi musse maache mat der Wandenergie a manner op déi aner Liwwerungen zréckgräifen.

An ech mengen, och dat soll eis bewosst sinn, dass mer och do eise befrënnte Länner kënnen hëllefen, dass mer och do d'Méiglechkeeten hunn, eppes ze maachen, fir dass och si do déi Hëllefe kréien an dass och si hir Energie kënnen op dee Punkt opbauen.

Et ass jo awer scho komesch: Mir probéieren elo alles ze maache mat Sonn a mat Wand. Ech mengen, dee Kontinent, deen déi meeschte Sonn huet, ass den afrikanesche Kontinent, an deene probéiere mer ze erklären: „Elo huelt der Kuel an da maacht der Kuelewierker dohinner an da maacht der Iech domadder Energie an dann huelt der nach aner Punkten, fir kënnen Energie ze maachen.“ Mir halen hei op mat der Kuel an da géife mer am léifsten hinnen nach déi Anlagen zur Verfügung stellen, fir dass si iwwert déi Method kéinten Energie maachen, a mir bauen hei Solaranlagen a mir bauen hei Wandanlagen. Mee da muss ee sech d'Fro stellen, ob een do net eng Etapp iwwersprëngt an hinnen direkt hëlleft, fir datt och si kënnen Energie iwwer Solar maachen, well si hunn d'Grondviraussetzung, fir dat kënnen ze maachen: d'Sonn, am meeschten do.

An ech mengen, alles dat sinn Diskussiounen, déi een och net däerf vergiessen, wa mer iwwer Kooperatiounspolitik schwätzen: Ma dass mer och do eis Verantwortung hunn. Well alles dat, wat mir do maachen, dat si Win-win-Situatiounen an der Kooperatiounspolitik.

Ech hunn dat virdru gesot, vum Norden op de Süden. Do waren honnert Milliarden Dollar ofgemaach ginn, déi eigentlech 2020 hätte solle fléisse vum Norden erof an de Süden, dat wier e wichtegt Element. Ass dat passéiert? Sinn déi honnert Milliarde gefloss, Här Minister? Wivill sinn der gefloss? A wéi ass do d'Philosophie, fir domadder weiderzefueren, fir dass mer och do zu eisen Engagementer, déi mer awer geholl hunn ... a wann ech elo soe „mir“, da mengen ech elo net onbedéngt Lëtzebuerg aleng, mee Europa, wat fir eng Engagementer mer do geholl hunn, ob déi och esou gefuer gi sinn.

Do muss ee sech och d'Fro stellen: Wéi ass et mat der finanzieller Strukturéierung vun all deenen Hëllefen? Sinn déi gutt opgedeelt an de jeeweilegen Däppen, esou wéi et ass? Den Här Minister huet eis gëschter schéi propper am Detail erkläert, wat hei zu Lëtzebuerg mat deenen eenzele Sue geschitt, mee wéi gesäit dat an der europäescher Strategie aus? Well ee Land aleng, also Lëtzebuerg aleng, kann do och näischt ausriichten, mee do ass et wichteg, dass mer och do, geopolitesch gekuckt, als Europa zesummestinn. An et ass och wichteg, dass déi Verspriechen, déi mer ginn, och agehale ginn, well soss ka kee Vertrauen do si vun där anerer Säit fir alles dat, wat mer do maachen.

An e leschte Gedanken, deen ech do och wëll maachen – an ech hunn dat gutt fonnt, wéi de Minister dat gëschter ënnerstrach huet –, dat ass, wou mer gesot hunn, dass mer och do déi Privat ..., an ech mengen domadder net déi Privat hei zu Lëtzebuerg, mee déi Privat, déi et an deene Länner gëtt, dass een deenen och schonn déi Hëllef gëtt, déi se brauchen, mee dass een och do muss garantéieren, dass do eng Onofhängegkeet ass, fir dass déi Leit sech och net do u Leit erumaachen, déi nëmmen e kuerzsiichtege Profitt virun Aen hunn an da kuerz hëllefen, an duerno si se verschwonnen. Och dat ass wichteg, dass et net dozou kënnt.

A firwat soen ech dat? Dat ass – an Dir wësst et alleguer – dat Beispill vum Mali. De Mali, wou mer elo wärend Joerzéngte gehollef hunn. Wann ech soe „mir“, mengen ech net nëmme Lëtzebuerg, mee och Europa. Mir haten eng Geeberkonferenz, wou mer vill Sue versprach hunn, mee d'Sue waren nach net all gefloss, do war schonn erëm deen nächsten interne Problem geschitt. D'Fransousen hunn elo decidéiert, sech zréckzezéien, an d'Wagner-Truppen, déi sinn amgaangen opzemarschéieren. A wou déi hierkommen a wiem déi méi nostinn, dat ass jo jiddwerengem heibanne bekannt.

A wann ech vun de Wagner-Truppe schwätzen, kann ech dat och soe fir Libyen. Ech kann dat soe fir d'Zentralafrikanesch Republik. Do koume jo och scho Berichter iwwer Hiriichtungen, Massenerschéissungen, Vergewaltegungen, fir nëmmen dat ze soen. An do muss ee sech d'Fro stellen, ob dat dee richtege Wee ass an ob dat gutt ass, wat do geschitt. Musse mir – an domadder mengen ech eis als Europa – do alles hinnen iwwerloossen, Russland a China, a mir zéien eis iwwerall zréck? An de Russen an de Chineesen, ech wëll elo kengem eppes Schlechtes ënnerstellen, mee ech mengen, deene geet et virun allem drëm, d'Mainmise op déi Buedemschätz ze kréien, déi an deene Länner sinn. An déi hunn awer nach eng aner Virstellung vun Demokratie a vu Liewensqualitéit, wéi mir dat hei hunn.

An dofir froen ech den Här Minister: Wéi gesitt Dir d'Lag zanter dem Réckzuch vu Frankräich am Mali? Wéi geet et virun? Dir hat gëschter schonn déi eng oder déi aner Pist heibannen erwäänt. Wat bedeit dat? A wéi komme mer an där ganzer Roll virun? Wann ech vum Mali schwätzen, kann een och vun engem anere Land, mee do kommen ech méi spéit nach drop, iwwert den Niger schwätzen, wat jo och eent vun eisen Haaptpartnerlänner ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir mussen hinnen all hëllefen. An hëllefen ass dach am Fong eppes Schéines, wann een engem kann hëllefen. Ob dat privat ass, ob dat berufflech ass oder wou

dat ass, dat deet engem dach gutt, wann een engem Mënsch kann hëllefen. Dat ass eppes, wat mer an eiser Bildung, wat mer vun doheem aus matkritt hunn, dass et wichteg ass, een deem aneren ze hëllefen. An dofir ass et och wichteg, dass mer de Länner hëllefen, dass si d'Méiglechkeet hunn, sech selwer kënnen ze entwéckelen, a mir hëllefe fir ze hëllefen.

Ech hunn dat gesot zwëschen Kooperatioun, zwëschen Ëmwelt an Energie. Meng Kolleegen, de Paul Galles an de Jean-Paul Schaaf, haten do schonn eng Kéier eng Initiativ geholl, fir eng Commission jointe ze maache vun der Ëmweltkommissioun an der Energiekommissioun fir ze kucken, wat mer alles kënne maachen am Kader vun enger Energiezesummenaarbecht mat Partner vun der Kooperatioun. An do kann een d'Beispill vum Cap Vert huelen, wou jo och schonn Initiative geholl gi sinn. Mee ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer alles maachen, och dofir Kooperatioun ze maache mat den erneierbaren Energien an och domadder de Länner kënnen ze hëllefen.

Mee ier een och do eppes ka maachen, ass et och wichteg, dass een eng Rou huet, eng innepolitesch Rou huet an dass et net a Krichsgebidder ass, wou et ass, well dann hëlleft et och net, eppes opzeriichten, wat e puer Stonnen drop erëm eng Kéier zerstéiert gëtt.

A wa mer dat alles kucken, Kolleeginnen a Kolleegen, da misste mer eis och emol d'Fro stellen ... Wa mer vu Kooperatiounspolitik schwätzen, ass dat eng Aufgab vun der Weltgemeinschaft, fir dass een deem anere kann hëllefen. An ech hunn et virdru gesot: Wa mer vun aacht Milliarden op zéng Milliarden an d'Luucht ginn, wäert et net méi einfach ginn, alles dat ze erreechen. Mee dass mer och do déi richteg Akzenter setzen, fir kënnen ze hëllefen an och virun allem – ech schwätzen ëmmer vu „kënnen" – wëllen ze hëllefen. An do kann ee sech heiansdo d'Fro stellen, ob mer dat alleguerte mat deem selwechte Bréll, aus deem selwechte Bléckwénkel kucke fir ze hëllefen oder ob do net och aner Interessen an aner Potenzialer hannendrustiechen.

Ech géif nach eng Kéier soen: D'Bekämpfung vun der Aarmut, d'Bekämpfung vum Honger kann nëmme geléngen, wa mer alleguerten zesummeschaffen a wa mer alleguerten zesumme kucken, fir deene Leit ze hëllefen an deene Leit och eng Perspektiv ze ginn. Well wann ech virdru geschwat hu vun aacht Milliarden – déi sinn et zanter gëschter –, da wësse mer och, op der Altersskala ...: An de Länner vum afrikanesche Kontinent, do ass den Duerchschnëttsalter e bësse méi niddreg wéi hei um europäesche Kontinent. An och do ass d'Liewenserwaardung nach net esou héich. Mee dat misst jo awer och eng Kéier en Zil sinn, fir dat ze erreechen.

A wa mer vun all deene Liwwerunge schwätzen, déi gemaach ginn, vun Hëllefsmëttelen, déi mer op deem Plang an déi Länner liwweren, wat d'Liewensmëttelsécherheet ubelaangt – an de Minister ass gëschter e bësse méi am Detail dorop agaangen –, da musse mer och kucken, wat mer do alles – pardon fir den Ausdrock, mee – „verbrach" hunn an deene leschten honnert Joer: Dass déi Leit op eemol Saachen ugebaut hunn, déi mir gär gehat hätten, an net onbedéngt dat, wat si wollten. Dass do Saachen ugebaut gi sinn, déi net ëmmer deem entspriechen, wat fir dat Klima a fir déi Gewunnechten, déi do sinn, gutt ass, mee dass mir, wann ech soe „mir", mengen ech elo net onbedéngt Lëtzebuerg aleng, mee dass déijéineg, déi do decidéiert hunn, si zu eppes forcéiert hunn.

A wann ee Kooperatiounspolitik mécht, dann ass dat eng Win-win-Situatioun, dann ass dat eng Situatioun, wou si solle matdecidéieren op Aenhéicht, wat geschitt, an net mir vun uewen erof decidéieren, wat si ze maachen an ze denken hunn, dass dat och wichteg ass, a wa mer hinnen hëllefen, nei Saachen unzebauen, wa mer hinnen hëllefen, Spideeler a Schoulen opzebauen, dass et och un hinnen ass, fir do selwer kënnen ze decidéieren, wéi an a wat fir enger Form, an net dass mer vun uewen erof probéieren, wéi dat am virege Joerhonnert meeschtens de Fall war: „Entweeder maacht der dat, wat mer iech soen, oder dir kritt näischt méi!", dass dat dee falsche Wee ass. Mee dass ee mat deene Leit op Aenhéicht driwwer diskutéiert, wéi si et gesinn a wat si och wëlles hunn ze maachen.

An dat ass ganz wichteg. Och wa mer hinne soen: „Mir hëllefen Iech, eng nei Landwirtschaft opzebauen." Eng Landwirtschaft opbauen, jo, mee eng Landwirtschaft, esou wéi si sech et virstellen, vläicht mat eiser Hëllef a mat eiser Berodung, mee net dass mir vun uewen erof decidéieren, wat si ze maachen hunn, wat si unzebauen hunn a wat si alles doriwwer eraus ze maachen hunn. „Hilfe zur Selbsthilfe" ass deen däitschen Ausdrock, deen ech do fonnt hunn.

An deem selwechte Kontext ass et och mat der Educatioun, wat jo ëmmer ee vun de Piliere vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik war, dass mer gesot hunn: „Mir mussen deene Leit hëllefen, Schoulen opzeriichten. Mir mussen hinnen hëllefen, fir dass och do d'Méiglechkeet besteet, dass se sech kënnen eng Bildung, eng Erzéiung uschafen." Och do stelle mer fest, dass et nach ëmmer grouss Ënnerscheeder gëtt zwësche Jongen a Meedercher, wéi déi do d'Perspektiven hunn an deene Länner, dass et och do wichteg ass, dass mer do déi néideg Akzenter drop setzen, dass et do eng Gläichberechtegung gëtt, an dass et och wichteg ass, deene Leit dat bäizebréngen.

Mir diskutéieren de Moment vill iwwer eng Fussballweltmeeschterschaft, déi an engem komesche Land ... net an engem komesche Land, mee am Katar stattfënnt, wou mer wëssen, wéi et mat der Demokratie a mat allem gespaant ass. Do hate mer elo kee Problem. Do huet och kee Problemer mat der Energie.

Mee da musse mer awer och drun denken, wa mer soen, mir hätte gären, dass demokratesch Prinzippien ugewannt ginn, dass mer dat och selwer maachen an deene Gremien, wou mer sëtzen, well soss si mer och fir déi Länner an Afrika, deene mer Beispiller gi vun der Gläichberechtegung, net ëmmer e gutt Beispill, wann een deenen elo seet: „D'COP fënnt an Afrika statt," ech mengen, och net grad an der gréisster Demokratie, déi et gëtt, wa meng Informatioune richteg sinn, wat an Ägypte geschitt a wat ëmmer an deene Rapporten ass, déi den Yves Cruchten eis och reegelméisseg an der aussepolitescher Kommissioun an Erënnerung rifft, wat do alles vu Mënscherechter ass, oder wa mer elo eng Fussballweltmeeschterschaft an de Katar ginn.

Doriwwer eraus, wa mer vun Investitioune schwätzen, déi mer do maachen, ass och d'Gesondheetspolitik eng ganz wichteg Politik, déi et do gëllt. An och do ass et wichteg, drop hinzeweisen, dass et och bei der Gesondheetspolitik d'Spideeler sinn, déi feelen. Et sinn awer och d'Dokteren, déi feelen, an et ass och d'Gesondheetspersonal, wat feelt.

Wéi ech gëschter Owend u menger Ried geschafft hunn, sot mäi Meedchen, wat selwer aus deem Secteur ass: „Schwätz de elo muer iwwer eis, ...

(Hilarité)

... wann s de iwwert déi Doktere schwätz, déi feelen, iwwert déi Gebaier, déi net virukommen, an iwwer Infirmieren oder Infirmièren?" Ech sot: „Nee, ech schwätzen am Fong an der Kooperatiounspolitik." Du sot et: „Ma da misst de vläicht Lëtzebuerg an der Kooperatiounspolitik mat eranhuelen, well dat mat den Dokteren a mat den Infirmièrë spillt sech och hei am Land of."

An dofir, mengen ech, ass et och wichteg, wa mer vläicht net an deem Spektrum ... Här Kersch, ech gesinn an Ären Aen, Dir hutt Problemer mat menger Ausso, mee de Manktum vun de Leit ass awer hei zu Lëtzebuerg och eng Realitéit.

Mee da musse mer och bei der Gesondheets- a bei der Bildungspolitik Opklärung maachen. Ech erkläre mech. Eent vun eise wichtegste Partnerlänner – fir net ze soen: dat wichtegst oder dat gréisst oder dat, wat déi meeschten Hëllefe kritt – ass den Niger. Den Niger an Dänemark waren 1970, dat steet am Geografiesbuch vun 1970, d'selwecht grouss, wat d'Awunner ubelaangt: Dänemark hat 4,93 Milliounen Awunner an den Niger 4,51 Milliounen Awunner. Dat war 1970. Am Joer 2000 – dat stoung awer net am Geografiesbuch, dat hunn ech nogekuckt – hat Dänemark 5,34 Milliounen Awunner an den Niger 11,33. An 2021 hat Dänemark 5,86 Milliounen Awunner an den Niger 25,13. Just fir déi Entwécklung ze kucken, déi do a 50 Joer stattfonnt huet.

An dat ass net nëmmen am Niger esou, mee et ass eebe just, well dat am Package beieneegepasst huet, fir dat Beispill ze soen. An och do ass et wichteg, dodrop hinzeweisen: Fir 25 Millioune Mailer ze stoppen, brauchs de méi wéi fir 5. An och dat alles gehéiert mat, wa mer dervu schwätzen, vun den Infrastrukturen, vun de Liewensmëttelen, vun de Schoulen a vun de Spideeler an dass et och do wichteg ass, dass mer do de Leit hëllefen, déi Opklärung ze maachen, déi noutwendeg a wichteg ass.

1982 huet Lëtzebuerg säin éischt Gesetz iwwer Kooperatioun gestëmmt. An 2012 (veuillez lire: 2013), dat sinn elo zéng Joer hier, huet de Laurent Moyse e Buch iwwer 30 Joer Entwécklungshëllefspolitik vu Lëtzebuerg erausginn. Haut, 2022, sinn et der da 40, awer d'Noutwendegkeet fir ze hëllefen ass nach ëmmer grouss an ass nach ëmmer wichteg, a villes, wat deemools richteg war, ass dat och nach haut.

An ech mengen, och gëschter si mer eis däers jo nach eng Kéier bewosst ginn, net nëmme gëschter Mëtten, wéi den Här Minister de Kooperatiounsrapport vun der Lëtzebuerger Regierung virgestallt huet, mee och wéi gëschter Moien de Charel Schmit, de Chef vum OKaJu, eis emol nach eng Kéier drun erënnert huet, wivill DPIen hei zu Lëtzebuerg sinn, an och mineur DPIen. A wann een déi Länner kuckt, dat si Syrien, Eritrea, Afghanistan, Venezuela. An dann ass ee Land, wat een ëmmer erëm sprachlos mécht. Ech mengen, dat ass NATO-Land an dat ass och EU-Bäitrëttskandidat: d'Türkei. Den Irak, den Iran an Albanien, dat sinn déi, wou déi meeschte mineur DPIen hei zu Lëtzebuerg ukommen. Dat beweist, dass nach ganz vill Aarbecht virun eis läit an dass nach ganz vill Aarbecht kënnt.

An erlaabt mer déi Klammer: Ech mengen, no deem wat den Här Schmit eis gesot huet, misste mer och als Chamber driwwer nodenken, ob mer net am Budget vläicht nach en Amendement kéinte maachen – wou ass den Här Hahn? –, fir dass mer och do deene Problemer kéinten op de Fong goen, déi gëschter hei vum Här Charel Schmit ënnerstrach gi sinn. D'Klammer erëm zou.

Da wollt ech soen, dass mer eis an all deene Punkten och solle bewosst sinn, dass alles dat, wat de Staat mécht, en Deel dovun ass, an dass et och ganz vill ass, wat eis ONGen do maachen. An ouni all déi Aarbecht, déi d'ONGen do maachen an déi vill Benevollen, wier dat alles net ze stemmen, wat Lëtzebuerg mécht an der Kooperatiounspolitik. Mee net nëmme

Lëtzebuerg, och an anere Länner gëtt et ONGen a Benevollen, an dofir deenen alleguerten e ganz grousse Merci fir dat, wat se dagan an dagaus maachen, wou se sur place hëllefe ginn, wou se Geld derfir sammelen. Dofir och de Vertrieder vun den ONGen e ganz grousse Merci.

Mee ech mengen, alles dat, wat an der Kooperatiounspolitik geschitt ass, och hei vun der Lëtzebuerger Regierungssäit aus, wier ouni ee vun den Haaptacteuren – esou wéi ech dat a mengem Käppche gesinn – vun der Kooperatiounspolitik net méiglech gewiescht, an dat ass LuxDev. Alles dat, wat LuxDev ëmsetzt, wat alles vu staatlecher Säit kënnt, gëtt jo duerno am Fong zum gréissten Deel vun hinnen ëmgesat. Do muss een och deene Leit vu LuxDev e grousse Merci soe fir dat, wat se hei am Land leeschten, genausou wéi d'Vertrieder vum Ministère, mee awer och virun allem, wat déi Leit vu LuxDev um Terrain maachen, wou se um Terrain dat ëmsetzen, wou déi Gelder, déi hei vun der Chamber der Regierung geneemegt gi sinn, déi Gelder, déi och vun den ONGe gesammelt gi sinn … och deene gehéiert e ganz grousse Merci fir dat, wat se gemaach hunn. An ech mengen, eppes, wat sécher ass: D'Aarbecht wäert hinnen och an deenen nächste Joren, fir net ze soe Joerzéngten, net ausgoen. An et ass nach vill Aarbecht virun hinnen, a merci fir hiren Asaz.

Da wëll ech awer och nach eng Kéier un eppes erënneren. Mir hunn 2015 eng Decisioun geholl – net mir, mee et war och erëm eng Kéier, wou dat am Kader vun internationale Versammlungen decidéiert ginn ass –, an dat ass „17 Ziler fir eng nohalteg Entwécklung bis 2030", sou huet dat geheescht. An dat ass 2015 decidéiert ginn an déi 17 Ziler, wann een déi virliest – ech wëll se elo net all am Detail virliesen, soss wier ech ze laang amgaang –: Aarmut an all Form beende steet dran. D'Verfügbarkeet vun der Bewirtschaftung vu Waasser- a Sanitäranlage soll iwwerall virhande sinn. Eng aner, déi drasteet, ass, dass et wichteg wier, dass mer d'Ongläichheeten innerhalb vun de Staate géife méi kleng maachen. Dass mer et géife fäerdegbréngen, d'Ozeanen an d'Mierer am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung och nohalteg ze notzen, an dass et och virun allem wichteg wier, dass mer friddlech an eiser Gesellschaft géifen zesummeliewen.

Dat waren der elo nëmme fënnef vun deene 17, mee wann de Wonsch besteet, kann ech awer jiddwerengem nach eng Kéier déi 17 ausdeelen. An do gesäit een, dass mer nach wäit dervun ewech sinn, mee dass et awer och elo, 2022, nach ëmmer genausou noutwendeg ass wéi 2015 an dass mer do vill musse maachen, fir dat bis 2030 erreecht ze hunn. An Här Minister, ech wënschen Iech do alles Guddes, dass Der et fäerdegbréngt – also Dir net eleng, mee Dir musst do de Punkt setze bei Äre Kolleeginnen a Kolleegen –, dass mer dat och bis 2030 an de Gréff kréien.

An an där ganzer Geschicht däerfen eis d'Flüchtlingen och net egal sinn, well alles dat, wat ech elo gesot hunn a wat duerch d'Kooperatiounspolitik am Positive geschitt, dat ass jo och, fir deene Leit eng Perspektiv ze ginn.

Mee, Här President, well ech och vun de Flüchtlinge schwätzen, wollt ech Iech gläichzäiteg hei eng Demande ginn, fir eng Heure d'actualité iwwert …

(M. Marc Spautz dépose une demande d'heure d'actualité.)

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Marc Spautz (CSV) | … d'Flüchtlingspolitik ze féieren, well ech mengen, dat wier och wichteg, wa mer eis heibannen eng Kéier géifen iwwert d'Flüchtlingen ënnerhalen.

An ech wëll nach eng Kéier drun erënneren: An der Kooperatiounspolitik gi mer deene Leit Perspektiven a mir ginn deene Leit Hoffnung, dass iergendeppes geschitt. Dass dat net alles ka vun haut op muer geschéien, dat ass kloer. Dat wäerte mir net fäerdegbréngen – wann ech soe „mir" : an dësem Fall hei, mir als Lëtzebuerg –, mee trotzdeem ass et wichteg, dass mer weider eis Efforten, finanzieller Natur an och personeller Natur, an d'Luucht setzen.

Kolleeginnen a Kolleegen, wichteg ass virun allem, dass d'Kooperatiounspolitik net do ass, fir Almosen ze verdeelen, dass mir de Länner virschreiwen, wéi si ze liewen hunn, mee et geet drëm, hinnen ze hëllefen, dass si op Aenhéicht mat eis diskutéieren a Projeten zesummen uginn an hirem Interessi.

Et geet drëm: Mir kënne vun hinne léieren a si kënne vun eis léieren. An dat ass keng Einbanstrooss. An dofir muss een och bereet sinn, dat ze maachen. Et muss ee bereet sinn, dat ze liewen. Mir léiere vun hinnen a si léiere vun eis. An dat soll och ëmmer e Motto vun eis sinn. An dat ass ëmmer nëmme méiglech, wann een dat op Aenhéicht mécht.

Et geet drëm, de Länner an de Leit Zukunftsperspektiven ze ginn an eng Liewensperspektiv an deene Länner ze schafen. An dat ass fir mech – an net nëmme fir mech, mee och fir meng Partei – de wichtegste Punkt vun der Kooperatiounspolitik: Dat ass, een deem aneren ze hëllefen, well mir brauchen een deen aneren.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, d'Covidpandemie an den Ukrain-Krich, dat si ganz schlëmm Krisen, zwar éischter temporairer Natur; nieft dem Klimawiessel ass awer och d'Aarmut eng permanent Kris. „Leider", muss ee soen. An Hëllefe fir Länner, déi op Entwécklungshëllef ugewise sinn, där sinn et der nach ëmmer ginn an ech fäerten, där wäert et och leider an Zukunft ginn.

Bis elo jiddefalls huet déi international Communautéit et nach net fäerdegbruecht, den Honger op der Welt ze bekämpfe respektiv ganz ze eliminéieren, obwuel sech natierlech och reegelméisseg awer ganz nobel Ziler gesat ginn. Dat soll awer selbstverständlech déi wuelhabend Länner – a mir gehéiere jo och derzou – net dervun ofhalen, och an Zukunft maximal Ustrengungen ze maachen, fir eeben, wéi gesot, dee Fleau do an de Gréff ze kréien.

An duerfir huet och deen Debat haut hei an der Chamber, dee jo eng Traditioun huet, esou eng Wichtegkeet, an ech begréissen et och, datt et déi éischte Kéier ass, datt mer deem Debat hei och no baussen eng gréisser Importenz ginn an deem Sënn, datt eebe gëschter d'Deklaratioun war an datt analog, wéi gesot, och zu der Debatt iwwert d'Aussepolitik dann haut eeben, wéi gesot, d'Debatte stattfannen.

Et muss een natierlech direkt am Ufank eng kruzial Fro stellen: Ass an Zäite vu Krich a gréissere Krisen de Wëllen nach do, fir d'Kooperatiounspolitik als primäert Zil unzegesinn?

Elo, leider ass dat och e bësselche bei eis spierbar, wou nationalistesch Téin ëmmer méi opkommen, ass et natierlech net ausgeschloss, datt dee Bléck iwwert d'Grenz ëmmer méi dréif gëtt bei verschiddene Leit, an et gëtt sech ëmmer méi verstäerkt och op national Interesse konzentréiert.

Ech mengen, den Ukrain-Krich huet dat elo am beschte symboliséiert. Wa mer iwwert d'Sanktioune schwätzen, da mierke mer, datt och do awer lues a lues eng gewësse Solidaritéit um europäesche Plang amgaangen ass ze zerbréckelen. Leider gëtt et och Leit hei zu Lëtzebuerg, déi mengen, déi Sanktioune géifen näischt bréngen, déi mengen, déi Sanktioune géifen derzou bäidroen, datt eis Liewensqualitéit géif drënner leiden. An dann natierlech si mer och ganz séier, wéi gesot, bei der Fro: Musse mer an dësen Zäiten nach Entwécklungshëllef leeschten?

Ech mengen, déi Fro ass, op alle Fall aus der Perspektiv an aus der Siicht vu menger Partei, ganz kloer mat Jo ze beäntweren.

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Et ass ze bedaueren, datt mer eis e bëssen an engem Gemësch beweegen zwësche Populismus an och aneren negativen Approchen, fir, wéi gesot, no baussen ze kucken an och no baussen Hëllef ze leeschten. A grad dowéinst ass eeben och d'Sensibilitéit vun der Populatioun an dësen Zäite gefuerdert. A grad an dësen Zäite soll een eng positiv Approche hu vis-à-vis vun der Kooperatiounspolitik.

Entweeder mir bekämpfen elo d'Ursaachen, an där Ursaache gëtt et ganz vill, oder mir maachen näischt an da brauche mer eis awer net ze wonneren, wa mer a Joren a Joerzéngte Rechnunge kréien, déi, ech géif soen, ëm dat Dausendfacht méi héich si wéi dat, wat mer elo investéieren, fir dann eenegermoossen d'Problematik an de Gréff ze kréien.

An dowéinst ass et evident, datt virun allem och um internationalen Niveau nach vill méi enk muss zesummegeschafft ginn. A Lëtzebuerg huet do eng besonnesch Verantwortung ze droen. Natierlech gëtt et och Problemer hei zu Lëtzebuerg. Natierlech wësse mer, datt eng Rei Leit och musse permanent gehollef kréien, an ech mengen, dat maache mer jo awer och. Et ka jo awer keen hei behaapten, mir géifen déi Leit, déi net déi néideg Hëllef hei bei eis hätten, am Ree stoeloossen –ganz au contraire. Mee mir sollen awer vläicht reegelméisseg de Bléck iwwert d'Grenze werfen, an da gesi mer ganz, ganz séier, datt eise „Misär" – zwësche Guillemeten, muss ee bal soen – dach am Verglach zu deem, wat vill Leit op der Welt mussen all Dag erliewen, dann awer u sech vill méi bescheiden ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | De „Sustainable Development Report" vun 2022 klasséiert eist Land op der 162. Plaz vun 163 Länner, wat déi negativ sozial an Ëmwelteffekter op aner Länner betréfft. Jo, dat ass mat Sécherheet net auszeschléissen, och wann ee sech vläicht awer muss méi déifgrënneg Gedanke maachen, ob dee Rapport dann der Wierklechkeet entsprécht, mee mir sollen awer näischt schéirieden. Ganz kloer: Eise Liewensstil dréit och derzou bäi, datt Problemer virun allem an der Drëtter Welt bestinn. Da schwätze mer natierlech vum sougenannte „spillover score". An datt mir, wéi gesot, mat eisem Konsumverhalen negativ Spuren hannerloossen, däerf och net hei vertuscht ginn. Dat ass ganz kloer.

An da si mer natierlech ganz séier erëm eng Kéier bei der Ëffentlechkeetsaarbecht a mir si ganz séier bei den ONGen. An ech profitéieren och direkt vun der Geleeënheet hei, fir allen ONGen – et sinn der 96, mengen Informatiounen no, dovu sinn der 91 agreéiert – e ganz groussen, éierleche Merci ze soen. An dee Merci ass wierklech … dee kënnt, dee kënnt vun Häerzen, well ech sinn awer iwwerzeegt, wa mer net déi ganz vill, déi Honnerten, déi Dausende Leit hätten hei am Land, déi esou engagéiert sinn, déi sech esou hiergi fir déi do Problematik, da wier

d'Bewosstsinn warscheinlech nach vill méi bescheiden, an dowéinst gëllt hinnen dee ganz grousse Merci. Ech kommen herno och nach eng Kéier e bësselchen op hir Aarbecht zréck. Wéi gesot, si spillen och oft eng Roll vun Don Quichotte a mer wësse jo, datt deen et net einfach hat, a si hunn et dann an deem Sënn och net einfach.

Mee jiddweree vun eis ass natierlech och op seng Manéier gefuerdert. Och do soll keen dat elo net esou gesinn. A mir hunn och d'Méiglechkeet, haaptsächlech un eisem Konsumverhalen eppes ze änneren.

Da si mer och ganz séier bei de Fairtrade-Produkter. Do gëtt et ganz vill alternativ Produiten zu deem, wat ee klassescherweis ugebuede kritt. An et ass och ze begréissen, datt do awer e gewëssent Ëmdenken ze erkennen ass, och virun allem um Niveau vu Geschäfter an och um Niveau vu gréissere Geschäfter.

De Klimawandel, d'Liwwerketteproblemer an de Krich an der Ukrain hu leider derzou bäigedroen, datt den Honger an d'Aarmut an der Welt nach zougeholl hunn. Zemools um Horn vun Afrika ass déi schlëmmsten Dréchent zënter deene leschte 40 Joer festgestallt ginn. Bal 15 Millioune Sudanese leiden ënner Honger. Dat ass natierlech och eng direkt Konsequenz vum Ukrain-Krich, well de Sudan plus ou moins 80 % vu senge Kären aus der Ukrain geliwwert kritt huet.

An dofir mussen eeben all Ustrengunge gemaach ginn, fir datt déi Liwwerungen eeben och weider kënne gefouert ginn. Et däerf een net vergiessen, datt scho méi wéi zéng Millиounen Tonnen zënter dem 3. August aus der Ukrain exportéiert gi sinn. An da kënnt natierlech och nach d'Erhéijung vun de Pëtrols- an de Gaspräisser derbäi. An dat Gemësch féiert zu deem, wat mer eeben elo de Moment hei erliewen. An den UN-Generalsekretär, den António Guterres, dee fäert, datt mer riskéieren, déi gréisst Hongerskatastroph zënter 1945 ze kréien.

Da gëtt et natierlech doriwwer eraus nach ganz aner Krisen, den Här Minister ass gëschter drop agaangen, sief dat Afghanistan, Syrien, Jemen, Äthiopien an natierlech och am Sahel. Et ass evident, datt mer déi Regiounen och musse prioritär an Zukunft behandelen.

Sécher, d'Schéier zwëschen aarmen a räiche Länner ass net méi kleng ginn. Se ass éischter vläicht souguer nach méi grouss ginn! An duerfir hu mer eeben och déi verdammte Flicht, muss ee scho bal soen, datt deen Ecart op kee Fall däerf nach an d'Luucht goen. Éischter muss e verréngert ginn.

Well d'Zuel vun deene Leit, déi Honger leiden, déi ass vun 2019 vu 628 Milliounen op tëschent 700 an 828 Milliounen eropgaangen. Dat sinn Zuele vun der UNO-Welternärungsorganisatioun. D'UNO schätzt, datt 1,9 Milliarde Leit op der Welt mat manner wéi 3,20 Dollar den Dag auskomme mussen, an 3,4 Milliarden hunn net méi wéi 5,5 Dollar den Dag zur Verfügung. Dat ass entre-temps also méi wéi d'Hallschent vun der Mënschheet insgesamt, well déi jo zënter gëscht, Statistiken no, op 8 Milliarde geklommen ass.

Jiddefalls, déi Diskrepanz zwëschent Aarm a Räich, déi fält engem natierlech och op, wann een emol aner Länner besiche geet. Da gesäit een, a wéi engem Ëmfeld déi Leit do oft musse liewen. Duerfir ass d'DP och der Meenung, datt déi Strategie, déi d'Regierung zréckbehalen huet, an déi jo elo aus 50 Aktiounspunkte besteet, fir u sech déi ganz Problematik ze bekämpfen, déi richteg ass. A mir begréissen och déi Efforten, déi um Niveau vun der Innovatioun gemaach ginn, déi um Niveau vun der Recherche gemaach ginn.

Da kënnt natierlech e ganz grousse Problem och op der Plaz selwer derbäi an deene Länner, dat ass de sougenannte „Landgrabbing". Do geet et drëms, datt eeben international Konzerner fir 50 oder fir 100 Joer Fläche lounen, fir dann do eeben haaptsächlech Planzen unzebauen, déi awer net fir den direkten Ernärungszweck gebraucht ginn, mee déi haaptsächlech agesat ginn als Déierefudder.

D'Oxfam-NGO ass der Meenung, datt zum Beispill de Moment déi Fläch, déi fir esou Saache genotzt gëtt, géif duergoen, fir eng Milliard Mënschen op der Welt ze ernären. Den Akzent muss also méi wéi jee och verstäerkt op d'Agroekologie geluecht ginn.

2017 gouf jo schonn d'Joerzéngt vun den Nations Unies fir d'Familljelandwirtschaft dekretéiert an d'FAO gesäit och, zu Recht, an der Agroekologie eent vun de Schlësselelementer, fir eeben d'Aarmut ze bekämpfen.

Jiddefalls, d'Liewensmëttelsécherheet muss also an Zukunft nach méi eng strateegesch Achs vun eiser Kooperatiounspolitik ginn. Ech verweisen och op d'Deklaratioun hei vun de Vereenten Natiounen iwwert d'Rechter vun de Baueren, UNDROP. An enger Rei Länner si jo och do eng Rei interessant Projeten ze bemierken. Ech wëll stellvertriedend hei zum Beispill de Centre de formation vun der Asdm (ndlr: Agence de soutien et de développement des médias) am Togo oder e Projet vun der Fondation Partage Luxembourg am Guatemala erwänen.

Jiddefalls, wa mir den Drock op d'Kären an d'Planzenueleger gäre reduzéiere wëllen, da musse mir och manner Agrocarburanten notzen. A wéi gesot, eng Rei ONGen, ech hunn elo zwou Stéck hei stellvertriedend genannt, weisen am Fong och de richtege Wee. An ech verweisen och hei op de Koalitiounsaccord. Do steet op der Säit 224: „La coopération luxembourgeoise entend privilégier les partenariats respectueux des besoins des petites structures agricoles et des methodes agroécologiques."

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zwëschent Aarmut a Klimawiessel besteet natierlech en direkte Lien, dat ass ganz kloer. An datt dat déi gréissten Erausfuerderung fir d'Mënschheet de Moment duerstellt, ech mengen, dat stellt och entre-temps kee méi a Fro. Hei geet et wierklech ëm eis eege Substanz. An dat muss eis jo awer méi wéi ze denke ginn. Jiddefalls, déi lescht Zuele si méi wéi alarmant. Mir hunn de Klimawiessel och an eisen direkte Regiounen hei, virun allem dëse Summer, gespuert, ouni elo an den Detail anzegoen.

Datt mir elo am November nach Deeg hate mat 15 Grad, dat war nach onvirstellbar viru Joerzéngten. Duerfir ass elo ze hoffen, datt zu Sharm el Sheikh d'Bewosstsinn nach ëmmer méi grouss gëtt an ee jiddefalls muss zur Konklusioun kommen, datt schnellstméiglech muss gehandelt ginn. Jiddefalls, datt d'Duerchschnëttstemperatur elo schonn annerhallwe Grad iwwert der virindustrieller Zäit läit, dat muss méi wéi ze denke ginn.

D'Schmëlze vun de Gletscher geet ganz monter virun. An den Alpen, zum Beispill, gëtt de Verloscht vun der Äisdecken op 3 bis 4 Meter geschat. Dat ass däitlech méi wéi am Rekordjoer vun 2003. A Grönland – ech hat selwer d'Chance, elo virun e puer Méint do ze sinn – do ass scho 26 Joer noeneen d'Äis geschmolt. An do huet et souguer am August 2021 um héchste Punkt, wou et ëmmer schneit, deemools awer scho gereent.

Jiddefalls ass jo och de Mieresspigel rapid eropgaangen, an d'Konzentratioun vun alle Gasen – ech denken un den CO_2, CH_4, an N_2O – ass dëst Joer nach ëmmer weider an d'Luucht gaangen. De Süde vu China an och Europa hunn, wéi gesot, dëst Joer dorënner gelidden.

An d'WMO – dat ass d'Weltwiederorganisatioun – schätzt, datt duerch d'Dréchent an Ostafrika dëst Joer 19,3 Millioune Leit grouss Problemer haten, sech iwwerhaapt ze ernieren. Och a Westafrika war d'Situatioun ganz dramatesch. An dann natierlech am Pakistan. Ech mengen, déi Biller hu mer nach all virun eis, déi enorm Iwwerschwemmungen, wou et zu 1.700 Doudege komm war. Ronn 33 Millioune Leit waren an deem Land do betraff. D'Malaria, d'Cholera an d'Dengueféiwer hu sech jiddefalls do och rapid ausgebreet.

Déi Flut huet natierlech awer och erëm Konsequenzen op déi Schwächst vun eiser Gesellschaft: Dat sinn eis Kanner. Vill Schoulen hu missen zougemaach ginn, a vill Schoule ginn haut fir aner Saache gebraucht. Dat heescht, déi Kanner ginn dann dee Moment automatesch erëm zur Aarbecht gezwongen. Mir wëssen, wat dat alles bedeit.

Mee dat bréngt awer och Verännerung mat an der Ekonomie an deene Länner. Ech erënneren zum Beispill drun, datt d'Banannen- an d'Kaffisproduktioun a Mëttelamerika oder de Kakaoubau am Peru an an der Dominikanescher Republik elo ëmmer méi schwiereg wäerte ginn. An et gëtt Studien, déi behaapten, datt bis d'Joer 2050 d'Hallschent vun där Fläch dann net méi kéint fir de Kaffiubau gebraucht ginn.

Duerch de Klimawiessel gëtt natierlech d'Migratiounswell nach verschäerft. D'Weltbank schätzt zum Beispill, dass et bis 2050 eng 143 Millioune Flüchtlinge gëtt, déi da just reng aus klimatesche Grënn wäerten hir Heemescht verloossen. Duerfir ass et besonnesch ze bedaueren, datt déi Länner, déi am mannsten zum Klimawiessel bäidroen, déi sinn, déi awer am meeschten drënner ze leiden hunn. An duerfir ass och d'Fro ze stellen, ob net déi Länner, déi d'Haaptemittente sinn – a mir gehéieren och dozou! –, net awer misste verstäerkt fir e gewëssene Schued, deen do entsteet, opkommen. Mir hu jo och hei de Fonds pour le financement climatique international geschafen. Do konnten eng ronn 30 Projeten an zéng verschiddene Länner bis elo realiséiert ginn, sief dat am Bangladesch, am Nepal, de Philippinnen oder dem Benin.

Wéi een natierlech net soll mat Flüchtlingen ëmgoen, dat huet eis awer elo erëm déi nei italiensch Regierung bewisen. Ech mengen, dat Trauerspill, wat sech do ofgespillt huet op der „Ocean Viking", dat ass awer wierklech ënner kengen Ëmstänn ze akzeptéieren. A glécklecherweis huet Frankräich do eng aner Positioun ageholl. Mee ech mengen, d'Madamm Meloni huet elo scho gewisen, „wessen Geistes Kind ich bin". An ech hoffe jiddefalls, datt et net op déi dote Manéier weidergeet. Do ass jiddefalls awer och de Beweis erbruecht, datt mer leider hei zu Lëtzebuerg respektiv virun allem och an Europa net déi koordinéiert Migratiounspolitik entwéckelt hunn, an do mussen effektiv nach ganz vill Efforte gemaach ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et muss een awer éierlech sinn: D'Lëtzebuerger Entwécklungspolitik léisst sech weisen! Se ass net perfekt, mee trotzdeem musse mer awer drop hiweisen, datt mer awer ëmmerhin nach 1 % vun eisem RNB – richtegerweis – der Entwécklungspolitik zur Verfügung stellen. A wéi de Minister och gëschter gesot huet, wäerte mer dëst Joer de Kap vun de 500 Milliounen iwwerschreiden. An et ass wichteg, datt mer och an Zukunft mat enger Rei internationalen Organisatiounen enk zesummeschaffen, sief dat d'OMS, d'Unicef, d'UNFPA, d'FIDA (ndlr: Fonds international de développement agricole) an esou weider.

An da wëll ech och drun erënneren, datt mer jo 2015 zu Addis Abeba zu deene Länner gehéiert hunn, déi sech als Donateur duergestallt hunn, fir de Pays moins avancés ëmmer tëschent 0,15 an 0,20 % vun hirem RNB zoukommen ze loossen. An da muss een och nach soen, datt déi Fraisen, déi eis hei zu Lëtzebuerg duerch d'Gestioun vun der Flüchtlingskris entstinn, jo net mat aberechent ginn an eis APD.

Ech wëll och op dëser Plaz dann hiweisen op d'Delegatioun vum CICR fir de Cyberspace, déi jo, wann ech dann elo gëschter de Minister richteg verstanen hunn, muer ageweit gëtt. An ech wëll hei de Minister aus senger interessanter Ried vu gëschter zitéieren, wéi e gesot huet: „Mat dëser neier Delegatioun fir de Cyberspace ka Lëtzebuerg sech als humanitären Acteur um internationale Plang weisen a beweisen." An dat ass och richteg esou!

Ee wichtegen Acteur an der ganzer Entwécklungspolitik bei eis hei gëtt munchmol vergiess, dat sinn d'Gemengen. Et sëtze jo vill Kolleeginnen a Kolleegen heibannen, déi och e Mandat um lokale Plang hunn, an déi wëssen, datt d'Gemengen hei kënnen eng ganz wichteg Roll spillen, sief dat, datt se verstäerkt op Fair-Trade-Produkter setzen, sief dat, datt se Ëffentlechkeetsaarbecht leeschten, sief dat, datt se selwer Initiateur si vun enger ONG, déi dann all déi lokal ONGe vläicht an enger zesummefléisse léisst. An da kënnen d'Gemengen och iwwert de Klimapakt nach ganz vill wichteg Aktioune maachen. Kleeserchersdag steet elo virun der Dier – vläicht e klengen Opruff un déi Gemengen, déi Titercher ausdeelen: Déi kann ee ganz gutt mat flotte Produite vu Fairtrade fëllen!

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | An der Gemeng, déi mir nosteet – d'Madamm Schäffe kann dat jo nëmme bestätegen –, maache mir dat scho mindestens ...

Une voix | Zéng Joer.

M. Gusty Graas (DP) | ... zéng Joer. Maja. Do gesäit een also, datt ee Méiglechkeeten huet, wann een nëmme wëllt!

(Brouhaha)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer awer och ..., ech wéilt nach eng Kéier zréckkommen op d'ONGen, virun allem op de Cercle des ONG, an zwar, fir hiert Dokument „En route pour 2023" hei e bësselchen ze analyséieren.

Fir d'éischt wëll ech nach eng Kéier dem Cercle felicitéieren, virun allem fir déi konstruktiv Approche. Ech hat selwer d'Chance, op zwou verschiddene Plaze mat hinnen eng Entrevue ze hunn. An et muss een ëmmer erëm feststellen, datt hei awer dee richtegen Toun fonnt gëtt: Kritesch, selbstverständlech, eng Rei Suggestiounen, net alles kann een ëmsetzen. Mee et ass awer ëmmer erëm flott, mat hinnen den Dialog ze féieren. An ech soen dat ganz éierlech. Ech mengen, mir sollen eis och glécklech schätzen hei zu Lëtzebuerg, datt mer esou eng Lobby – Lobby am positive Sënn vum Wuert! – hunn.

Natierlech ass et evident, vill Aarbechte vun hinne ginn um Niveau vum Benevolat gemaach; da kënnt natierlech ëmmer erëm zu Recht d'Fro op: Wéi wäit kënne mer nach zousätzlech ënnerstëtzt ginn? Dann ass och ëmmer d'Fro vun de Salairen, ob déi net solle matintegréiert ginn an d'Projeten.

An da wëll ech awer och drop hiweisen, datt den Här Minister gëschter eng luewenswäert Ausso gemaach huet, dat heescht, de Plaffong fir d'Berechnung vun de Frais administratifs gëtt jo elo vu 14 % erëm op 15 % eropgesat. Här Minister, do fannt Der jiddefalls ganz kloer d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei!

Mir sinn dann natierlech och direkt beim Privatsecteur: Wat fir eng Roll soll de Privatsecteur an der Entwécklungshëllef spillen? Ech mengen, do muss een ëmmer e gudden Equiliber fannen. Et muss een eng intelligent Virgeeënsweis ervirbréngen. De Privatsecteur huet natierlech och eng Rei Virdeeler. E ka méi séier schaffen. E schaaft Aarbechtsplazen, soudatt also do ëmmer eng gutt Symbios muss bestoe bleiwen. An ech verweisen hei zum Beispill op de Business Partnership Facility, wat jo u sech och eng gutt Saach ass.

D'Fro ass natierlech awer: Wéi soll déi Partnerschaft mam Privatsecteur an Zukunft ausgesinn? Natierlech besteet do ëmmer d'Gefor, datt verschidde Firmen, Entreprisen e politeschen Afloss kënnen huelen. Dat ass natierlech net grad de Wee, wou et soll higoen.

Ech zitéieren och hei d'Journalistin Naomi Klein. Si huet zum Beispill geschriwwen, datt verschidden humanitär Katastrophe leider vun eenzelnen, onverantwortleche Gesellschaften ausgenotzt goufen, fir eeben e gewëssene Profitt ze maachen. Si nennt do d'Beispiller vum Krich am Irak oder dem Tsunami an Indonesien. Dat sinn natierlech déi Momenter, wou d'Politik gefuerdert ass, dat sinn déi Momenter, wou d'Politik muss Grenze setzen! Ech bleiwen awer der Meenung, mir sollten net a priori ze vill skeptesch si géintiwwer enger Zesummenaarbecht zwëschent dem ëffentlechen an dem Privatsecteur an deem dote Beräich.

Natierlech ass och d'Fro ugeschnidde gi vum Cercel, wat d'Kohärenz vun eiser Entwécklungspolitik ubelaangt, wéi dee Comité interministériel schafft, wat fir eng Iddien e virbréngt. An dann ass jo d'Propos gemaach ginn, fir d'Gesetz vum 15. Dezember 2017 iwwert d'Kooperatioun ze änneren. Vläicht kann den Här Minister dozou herno kuerz Stellung huelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass jo och zënter dem Januar 2022 Member vun der UNO-Mënscherechtskommissioun. Dat ass net nëmmen eng grouss Éier, mee dat ass eng grouss Verflichtung. An et gëtt eis awer och d'Méiglechkeet, direkt an der Entwécklungspolitik anzewierken, virun allem vis-à-vis vun totalitäre Regimmer. An do ass natierlech ganz vill ze maachen.

Ech ginn ee Beispill hei: d'Republik Kongo, do, wou virun allem d'Fraerechter nach enorm mat Féiss gestouss ginn, wou d'Fraen nach violéiert ginn. An dowéinst sollt een och hei nach eng Kéier zréckgoen op déi luewenswäert Initiativ, déi de Friddensnobelpräisträger vun 2018, den Dokter Mukwege, geholl huet, deen zu Panzi eng spezifesch Klinick fir eeben déi Frae kreéiert huet. Jiddefalls, et ass inakzeptabel, wat do nach ëmmer vir sech geet.

Et ass och inakzeptabel, wéi Kanner maltraitéiert ginn. An da si mer och ganz séier bei de Kannerrechter. Gëschter Moie war dat jo hei och en Theema. An datt eng ronn 160 Millioune Kanner mussen ënner onméiglech Konditiounen liewe respektiv schaffen, ass inakzeptabel!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwer Entwécklungspolitik schwätzen, musse mer natierlech och e Wuert iwwert den Devoir de vigilance verléieren. Den Ausseminister hat dat a senger Ried d'lescht Woch e bësse méi ausféierlech thematiséiert. Ech war dunn a menger Interventioun net drop agaang. Ech wëll dat awer haut kuerz maachen, wéi gesot, nach eng Kéier, well dat awer och e wichtege Volet ass vun der Entwécklungspolitik.

Mir wëssen, datt mer de Moment op EU-Niveau mat engem Projet vun enger Direktiv konfrontéiert sinn. Déi ass vum zoustännege Justizkommissär, dem Här Didier Reynders, ausgeschafft ginn. Déi soll sech dann op Betriber bezéien, déi mindestens 500 Employéen hunn. Dat wären, op Lëtzebuerg gekuckt, 0,4 % vun eisen Entreprisen.

Mir sinn als Demokratesch Partei jiddefalls der Meenung, datt eng Kontroll en amont an en aval ouni Zweifel muss gemaach ginn, datt och souwuel eng administrativ wéi eng zivillrechtlech Responsabilitéit muss an Zukunft spillen. Fir eis ass et och ganz normal, datt Produiten, wou wierklech nogewise ka ginn, datt se ënner Zwangsaarbecht hiergestallt goufen, natierlech dee Moment musse vum EU-Marché ewechgeholl ginn.

Dann awer e Wuert zur Fongenindustrie. Den Ausseminister huet jo ganz kloer gesot, datt Lëtzebuerg dergéint ass, datt d'Fongenindustrie mat an déi Direktiv do involvéiert gëtt. Mir gesinn dat als Demokratesch Partei och esou. Iwweregens sti mer do net méi eleng. Et sinn eng ganz Rei gréisser Länner um europäeschen Niveau, déi dat och deementspriechend esou gesinn. Et däerf een net vergiessen, d'Finanzindustrie ass vill méi eppes Mobilles, dann däerf een och net de Finanzprodukt mat engem Produkt aus der Realwirtschaft vergläichen. Duerfir solle mer eis och déi néideg Zäit ginn, fir en „impact assessment" opzestellen.

An erlaabt mer awer, nach eng Remark hei ze maachen: Et ass net ganz glécklech, wann ëmmer erëm versicht gëtt vu verschiddene Säiten, eis Finanzplaz schlecht duerzestellen, wéi wann hei zu Lëtzebuerg géifen Aktivitéiten um Finanzniveau stattfannen, déi net ëmmer ganz korrekt wären oder hei an do. Dann hätt ech och gär, datt déi Leit sollen de Beweis bréngen! Kommt, mir halen op, déi Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg schlechtzerieden! Dat bréngt eis näischt an et bréngt och villen anere Leit näischt. Dat awer just emol zwëschent den Zeilen hei gesot.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Ech wëll elo an deem Kontext awer och op positiv Saachen hiweise vun der Finanzplaz, zum Beispill de Luxembourg Microfinance and Development Fund. Deen ass 2009 kreéiert ginn. An do ass jo d'Zil d'Bekämpfung vun der Aarmut. An do si bis elo schonn 39,9 (veuillez lire: 38,9). Milliounen Euro verschafft ginn an et konnte 76.000 Entreprisen aus 26 Länner dovunner profitéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen elo eppes, wat mäi Virriedner dës Kéier net wollt maachen, mee ech ginn awer trotzdeem e bëssen op d'Pays-cibles an. Dat ass elo keng Kritik un der Ried vu mengem Virriedner, bestëmmt net, mee ech sinn der Meenung, datt ee sech awer sollt iwwert dat eent oder anert Land hei ausloossen.

Ech fänken u mam Burkina Faso. Dat ass natierlech eent vun eise gréisste Suergekanner. De Burkina Faso, wou elo bannent e puer Méint zwee Putsche waren, ass e Land mat 21 Milliounen Awunner, wou d'Liewenserwaardung bei plus ou moins 57 Joer läit. De Burkina Faso steet ënnert deenen 189 äermste Länner op der 182. Plaz. Et ass eng zimmlech jonk Populatioun, dat heescht, 78 % vun der Populatioun hu manner wéi 35 Joer. Am Verglach: zu Lëtzebuerg leie mir bei 42 % (veuillez lire: 43 %). D'Liewenserwaardung hat ech scho gesot. An eng Fra kritt do an der Moyenne 5,6 Kanner.

Mir wëssen, datt de Burkina Faso natierlech e ganz grousse Problem duerstellt. Mir wëssen, datt do d'Mënscherechter alles aneschters wéi respektéiert

ginn. 2014 war e gewëssenen Hoffnungsschimmer ze erkennen, wéi de Blaise Compaoré dee Moment gestierzt gi war. Dunn hat ee geduecht, dat Land géif sech e bëssen a Richtung Demokratie beweegen. Mee entre-temps hu mer jo festgestallt, datt dat net méi de Fall ass. De Moment ass jo dann de Kapitän Ibrahim Traoré um Rudder. Mee ech mengen awer trotzdeem, mir sollen a mir mussen och weiderhin an deem Land present bleiwen. Dofir ass jo elo den drëtte PIC verlängert gi bis Enn des Joers, an dee beleeft sech jo op 96,3 Millounen.

Dat selwecht gëllt och fir de Mali. Och de Mali ass natierlech e ganz grousst Suergekand. Do huet d'Situatioun sech elo an deene leschte Joren natierlech nach verschäerft, nodeems och elo déi franséisch Missioun Barkhane op en Enn komm ass. Mee dat ass ganz kloer der Junta aus dem Mali hir Schold. An déi schénge jo léiwer mam Grupp Wagner zesummenzeschaffen. Wien deen duerstellt, dat wësse mer jo och alleguer. Och do gëtt et zwar e klengen Hoffnungsschimmer: 2023 soll jo e konstitutionelle Referendum stattfannen an 2024 si jo Presidentschaftswalen ugesot.

Am Mali sinn d'Problemer esou grouss, datt eng hallef Millioun Leit sech intern am Land hu missen deplacéiere respektiv och an d'Nopeschlänner geflücht sinn. Mir ënnerstëtze jo do zwee Secteuren iwwer LuxDev an de Proman: Dat ass den Développement rural an d'Formation professionnelle. Elo kann ee sech natierlech d'Fro stellen, ob net vläicht nach méi soll um Niveau vun der Santé am Mali gemaach ginn, wéi dat de Moment de Fall ass, iwwer LuxDev zum Beispill. Ech wëll och drun erënneren: Do ass eng Klinick, „Mère-Enfant" huet déi geheescht, haut gëtt se „Hôpital Luxembourg" genannt.

A fir déi nächst zwee Joer ass zwar e Santésprogramm, mengen ech, am Norde virgesinn, zu Kidal, zu Bamaku awer da just e Projet Formation professionnelle. Duerfir kann een awer d'Fro stellen, grad ënnert dësen Ëmstänn – Covid, Malaria –, ob een net sollt och zu Bamaku selwer nach e Projet Santé, esou wéi mer dat bilateral jo an anere Länner iwwer LuxDev maachen, kéint an d'Weeër leeden. Ech denken do zum Beispill un den Amenagement vun enger Bluttbank oder och Ënnerstëtzung fir tropesch Krankheeten.

Dramatesch ass d'Situatioun natierlech och am Nicaragua. Och do brauch een net op d'Detailer zréckzekommen. Mir wëssen, datt den, et muss ee scho bal soen, „Clan Ortega" do ganz Schlëmmes gemaach huet. Virun allem si jo 200 ONGe verbuede ginn.

A wat nach méi dramatesch ass, dat ass, datt grad dat Land, wat en extreem aarmt Land ass, och nach ënnert de Konsequenze vum Klimawandel ze leiden huet, reegelméisseg Naturkatastrophe muss iwwer sech ergoe loossen. A mir hu jo do zu Recht eise Chargé d'affaires ofgezunn. Deen ass jo elo an de Costa Rica gaangen. Ech mengen, iergendwéi muss een och heiansdo e ganz kloert Zeeche vis-à-vis vun esou Regimmer setzen!

Et gëtt dann natierlech nach eng Rei aner Plazen, ech wëll se hei net all am Detail opzielen. Et kënnt een awer och net derlaanscht, erëm eng Kéier e Wuert iwwer Palästina ze verléieren. Ech mengen, dat ass leider och eng Situatioun, wou ee keen Enn gesäit. An no de rezente Walen, wou jo elo den Här Netanjahu riskéiert, mat Hëllef vun engem Rietsbündnis dann erëm un d'Muecht ze kommen an derzou wäert bäidroen, datt de Problem do mat Sécherheet à court et à moyen terme net wäert geléist ginn ...

An do ass och erëm de Problem vun der Liewensmëttelsécherheet. Ech mengen, et muss ganz vill op d'Landwirtschaft gesat ginn. Mee do bestinn eng Rei Contrainten, well eeben och d'Transportweeër vun de Palästinenser oft duerch Kontrolle vun den Israelien ënnerbrach ginn. An dat ass natierlech och net ganz positiv.

Bis de Februar 2021 war och de Myanmar e potenziellt Zil. An och do wësse mer, wat entre-temps geschitt ass. Och do wësse mer, datt d'Militärjunta d'Regierung iwwerholl huet, also d'Muecht iwwerholl huet. An d'Arrestatioun vun der Madamm Aung San Suu Kyi, déi huet jiddefalls d'Situatioun an deem Land do ouni Zweifel och nach dramatesch verännert.

Et muss een awer drop hiweisen, leider ass de Myanmar e bëssen aus der internationaler Press verschwonnen, mee do gi wierklech ganz schlëmm Verbriechen un der Mënschheet gemaach. Ech erënneren drun, datt hei Dierfer niddergebrannt ginn. Ech erënneren drun, et ass nach net allze laang hier, datt e Concert ënnerbrach ginn ass, wou da 70 bis 80 Leit doutgemaach goufen, haaptsächlech Musiker an aner Artisten. Den Drogenhandel huet elo erëm extreem zougeholl. Et gëtt nach eng Rei ONGen, déi do aktiv sinn. An dowéinst muss ee versichen, vläicht iwwer aner Kanäl mazethëllefen, déi nach ze ënnerstëtzen. An et gëtt och eng Rei Gruppen, déi awer versichen, de Myanmar demokratesch no baussen ze representéieren. D'Situatioun ass warscheinlech ganz schwiereg ze duerchblécken. Natierlech spillt China do och eng ganz grouss Roll. An awer soll een och d'EU hei opfuerderen, iwwer ASEAN vläicht ze kucken, och do nach Awierkungen ze hunn, well dat ass menger Meenung no eng vun deene wéinegen Organisatiounen, déi zu dësem Zäitpunkt nach kënnen am Myanmar intervenéieren.

2021 gouf jo och eng Etüd gemaach, wat eis Hëllef an Zentralamerika ubelaangt. Duerfir begréisse mir et och, datt iwwert den ADA (ndlr: Appui au développement autonome) nach wichteg Kreditter zur Verfügung gestallt ginn.

Costa Rica hat ech virdru scho genannt. Da kënnt natierlech den El Salvador, och e Suergekand. Et ass zwar keen Zilland, dat war fréier eent. Mee och am El Salvador ass natierlech ganz vill ze maachen, do ass guer keen Zweifel.

Bon, dann ass natierlech d'Fro ze stellen: Wéi e Land kann een zréckbehalen an Zukunft, fir als Pays cible ausgewisen ze ginn? Ech weess, datt den Här Minister do scho munchmol duerchblécke gelooss huet, datt dat ënner anerem kéint de Ruanda sinn. Jo, firwat net? Mir wëssen och, datt de Ruanda op immens vill Hëllef ugewisen ass. Et gëtt natierlech de Moment ee Problem am Ruanda, dat ass eeben d'Situatioun mam Nopeschland, d'Demokratesch Republik Kongo, wou jo awer déi sougenannten „M23-Rebelle" sinn, wou d'Kongoleese behaapten, déi géife vum Ruanda ënnerstëtzt ginn. An dat sinn natierlech awer och Situatiounen, déi eis et de Moment mat Sécherheet net einfach maachen, fir do aktiv ze ginn. Vläicht kann den Här Minister dozou herno och nach eng méi kloer Ausso maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, d'Entwécklungspolitik ass ouni Zweifel e ganz sensibelt Theema, ech war am Ufank schonn drop agaangen. Déi Leit, déi sech mat Häerz a mat Léift fir d'Entwécklungspolitik asetzen, déi kréien net iwwerall geklappt, dat wësse mer, dat ass eeben esou. A mir wëssen och, datt et leider nach vill Leit gëtt, déi och Reserven hu vis-à-vis vun der Entwécklungspolitik. Mee dat soll eis, wéi gesot, awer net drun hënneren, eis nach wie vor voll dofir anzesetzen.

Wou mer natierlech ëmmer méi de Problem kréien, dat ass eebe vis-à-vis vun deene verschiddenen autoritäre Regimmer. Da gëtt natierlech ëmmer déi kruzial Fro an déi berechtegt Fro gestallt: Solle mer an deene Länner nach aktiv bleiwen, jo oder neen?

Mir mussen eis natierlech och bewosst sinn, datt mer eise Wirtschaftsmodell net kënnen eent zu eent an deene Länner ëmsetzen. Mir mussen och Respekt vis-à-vis vun hire Kulturen hunn. Mir musse méi Verständnis fir hir Liewensaart a -weis entwéckelen. Dat ass ganz kloer. Mee wou mer kee Verständnis kënnen hunn, dat ass natierlech vis-à-vis vun enger Rei vu Regimmer!

An do ass natierlech dann d'Fro ze stellen, ob mer net solle versichen, iwwer aner Kanäl, an zwar net bilateral mat der Regierung, mee iwwer aner Kanäl, an ech denken do erëm eng Kéier un d'ONGe respektiv gegeebenefalls international Organisatiounen, iwwer esou Weeër verstäerkt de Leit ze hëllefen. Well et muss een dat éierlech soen: D'Populatioun ka jo net fir de politesche Regimm an deene Länner! A si sinn déi, déi am meeschten drënner ze leiden hunn. An dowéinst solle mer eis awer maximal do engagéieren.

Jiddefalls, wat d'Hongersnéit ubelaangt ass natierlech d'Geldiwwerweisung wichteg. Mee dat ass ëmmer nëmmen eng Symptombekämpfung. A mir mussen awer versichen, esou vill wéi méiglech och Ursaachefuerschung ze maachen an do den Hiewel usetzen. Duerfir ginn, wéi gesot, finanziell Hëllefsprogrammer eleng net duer, fir d'Grondnarungsmëttel ze finanzéieren.

Et ass jo eng absurd Situatioun! Dat muss ee sech awer emol virstellen, datt a ganz ville Länner, afrikanesche Länner virun allem, Gelder mussen investéiert ginn, fir datt d'Populatioun sech do d'Grondnarungsmëttel kann akafen – akafen natierlech, also vu baussen importéiere loossen –, woubäi se awer am Fong geholl d'Méiglechkeet hätten, selwer déi Liewensmëttel ze produzéieren.

Humanitär Hëllef däerf jiddefalls och an Zukunft keng Grenze kennen, onofhängeg vum politesche Regimm. Naturkatastrophe wäerten, ouni elo en negative Propheet ze sinn, awer zouhuelen. Dat hunn déi lescht Jore gewisen. Mir mussen also och gewappnet sinn. Wann ech elo soe „mir", dann ass et natierlech an éischter Linn d'Europäesch Unioun, da sinn et virun allem Länner wéi Lëtzebuerg, déi do mussen u viischter Front stoen, awer déi mussen natierlech dann och beschtméiglech drop preparéiert sinn, fir kënnen anzegräifen.

Ofschléissend wëll ech soen, datt d'Demokratesch Partei nach wie vor voll hannert der Entwécklungspolitik vun dëser Regierung steet. Besonnesch an dëse Krisenzäite wier et e falscht Signal, dovunner ofzeréckelen. A mir sinn och besonnesch frou – ech ginn dervun aus, dat wäert och de Budgetsrapporter, den Här Hahn freeën –, datt jiddefalls d'Kreditter fir d'nächst Joer net zréckgeschrauft goufen. Dat ass e wichtegt Signal, wat mer ginn. An ech wëll och hei vun der Geleeënheet profitéieren, dem zoustännege Minister, dem Franz Fayot, Merci ze soen. Et huet ee gespuert an et spiert een, datt en och mat grousse Engagement senger Aarbecht hei nokënnt. Mir brauchen esou Leit un der Spëtzt.

An an deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Joer 2022 hunn eis

Partnerlänner net nëmme mat de bestoende globalen Erausfuerderungen ze kämpfen, mee och mat den direkte Konsequenzen an Nowéie vun der Pandemie a vum russeschen Ugrëffskrich an der Ukrain.

Dee schwieregen internationale Kontext huet och eist Land an der Kooperatiounspolitik mat multiplen a ganz komplexen Erausfuerderunge konfrontéiert. Dofir louch et eis och um Häerz, eisen Engagement an der Entwécklungszesummenaarbecht net nëmme bäizebehalen, mee weider eropzeschrauwen. Als LSAP hale mir ausdrécklech op de Prinzipp, 1 % vun eisem Bruttonationalakommes an d'Aide publique au développement, kuerz APD, ze investéieren.

2021 huet sech d'APD op ronn 456 Milliounen Euro belaf. Dovunner sinn ongeféier 83 % vum Ausseministère an eng 10 % vum Finanzministère geréiert ginn. Par rapport zu 2020, wou dëst an absolutten Zuele ronn 397 Millioune waren, huet dëst eng Hausse vu bal 15 % ausgemaach.

Mir waren immens frou, wéi eise Kooperatiounsminister gëschter annoncéiert huet, dass eis APD och dëst Joer wäert an d'Luucht goen a sech fir d'éischte Kéier op iwwer 500 Milliounen Euro belafe wäert. Dorop kënne mir houfreg sinn!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Mir sinn awer leider eent vun deene wéinege Länner, bei deenen dat de Fall ass. Bis elo war och Schweden an der Logik vun 1 %. Dat ass elo eriwwer. Mam Regierungswiessel huet Schweden de Prinzipp vun 1 % gestrach. Fir 2023 si ronn 673 Milliounen Euro manner fir international Hëllef a Kooperatioun virgesinn. Dat ass e ganz battere Réckschlag fir déi international Communautéit. Ëmsou méi wichteg ass et, dass mir als Land weider un eisem Engagement festhalen an eis um internationalen Niveau mat dofir asetzen, dass och aner Länner matzéien. Fir eis ass dat eng Fro vu Responsabilitéit a vu Solidaritéit.

Och als klengt Land kënne mir e groussen Impakt hunn. Mir begréissen dofir d'Efforte vun eiser Regierung, fuerderen awer, dass all Beméiungen am Hibléck op déi staatlech Investitiounen an d'Entwécklungszesummenaarbecht och um internationale Plang verstäerkt an acceleréiert musse ginn.

1970 – dat sinn elo schonn iwwer 50 Joer hier – hat d'Assemblée générale vun der UNO an enger Resolutioun festgehalen, dass all wirtschaftlech fortgeschratt Land seng APD progressiv erhéije wäert, fir e minimum Nettobetrag vun 0,7 % vu sengem Bruttonationalakommes bis Mëtt vum Joerzéngt ze erreechen. Et ass bedauerlech, dass vill Länner dat bis haut net ëmgesat hunn. Hei musse mer eis wierklech verstäerkt Gedanke maachen, wéi ee Länner derzou bréngt, hir Verantwortung ze iwwerhuelen an zu hiren Engagementer ze stoen.

Et ass heibanne schonn e puermol gesot ginn, an et ass nach ëmmer richteg: D'APD a Form vu Subventioune soll privilegiéiert ginn an d'Roll vun der Kooperatioun als Katalisator fir d'Mobiliséierung vun zousätzleche Ressourcë weider verstäerkt ginn. Mir schwätzen eis als Land och derfir aus, dass d'Additionalitéit vun de Fongen, déi fir déi international Klimafinanzen a fir den Accueil vun de Flüchtlingen hei zu Lëtzebuerg mobiliséiert ginn, weiderhin appliziéiert gëtt. Dat stäerkt och eis Roll an eisen Afloss als Leader an der Kooperatioun um internationale Plang.

Une voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Mee trotz oder grad wéinst dem komplizéierten internationale Kontext hale mir als Land un eisen Ziler fir nohalteg Entwécklung fest. D'APD ass net nëmmen eng wichteg Finanzéierungsquell, fir dës Ziler ze erreechen, mee och e ganz mächtegt Instrument, fir ëffentlech a privat Investitiounen ze mobiliséieren. Mir mussen dobäi d'Privatwirtschaft abannen a Partnerschaften agoen, well ouni hir Bedeelegung an hir Ënnerstëtzung ass et iwwerhaapt net méiglech, eis Ziler ze erreechen.

Eng vun de Public-private-Partnerships, déi ech an deem Zesummenhang wëll ervirhiewen, ass emergency.lu. Ech sinn och net dat Éischt, dat dat hei mécht. Mee et ass wierklech eng ganz wichteg Partnerschaft, well et ass e Konsortium vun Organisatiounen, déi do matmaachen. Et besteet schonn zënter zéng Joer. D'SES ass mat dran, HITEC, Air Rescue.

Si ass en place gesat ginn, fir bei humanitären an zivillen Aktiounen um Niveau vun der Telekommunikatioun déi éischt Responder kënnen ze ënnerstëtzen. Op Demande vun der Unicef ass emergency.lu och a Syrien deployéiert ginn, fir e Satellittenterminal en place ze setzen; ganz wichteg deemools. Déi Missioun leeft elo schonn zënter Juli 2020. An emergency.lu ënnerstëtzt aktuell och déi humanitär Hëllef un d'Ukrain an ass wierklech en immens wäertvollen Outil, fir konkreet ze hëllefen, do, wou Hëllef gebraucht gëtt.

Um Niveau vun der Kollaboratioun mam Privatsecteur fir d'Ëmsetzung vun eisen nohaltegen Entwécklungsziler wéilt ech och d'Business Partnership Facility, BPF, ernimmen, déi vu Lux-Development geréiert gëtt. Dëst Instrument promouvéiert net nëmmen den Transfert vun Technologien, wat u sech scho ganz wichteg ass, a vun Expertisen natierlech, mee encouragéiert och d'Schafung vun Aarbechtsplazen an eise Partnerlänner, wat jo eent vun eise wichtegsten Uleiessen ass.

Zu de Secteuren, déi cibléiert sinn, zielen ënner anerem: d'Technologies de l'information et de la communication, erneierbar Energien, Logistik, d'Économie circulaire, an neierdéngs och de Secteur vum Space, d'Mobilitéit, CleanTech an HealthTech. Haut zielt BPF net manner wéi 34 Projeten. An ech muss soen, dass ech dat beandrockend fannen.

D'Zesummenaarbecht mam Privatsecteur ass also essenziell: fir d'Finanzementer ze mobiliséieren; fir eis national Strategien ëmzesetzen; och fir eis Cohérence des politiques, op déi ech herno nach wäert agoen; an, last but not least, fir déi nohalteg Entwécklungsziler tatsächlech ze erreechen.

Här President, den Optimismus, deen d'Weltgemeinschaft 2015 verspuert huet, wéi mer eis mat der Agenda 2030 den SDGe verschriwwen hunn, dee schéngt e bësse verflunn ze sinn. Mir sinn elo schonn um hallwe Wee a Richtung 2030, a rezent Trende weisen, dass kaum ee vun deene Staaten, déi sech den SDGe verschriwwen haten, dës Ziler wäert erreechen. Et feelt massiv u finanzielle Mëttelen an zum Deel leider och u politeschem Wëllen.

Bei den SDGe geet et net just ëm politesch Aspiratiounen. All eenzelnen SDG an 93 % vun den 169 Ziler hunn en direkte Lien zum internationale Mënscherechtstraité. Dorunner hänken d'Schicksaler vu Millioune vu Mënschen an, net ze vergiessen, d'Zukunft an d'Bewunnbarkeet vun eisem gesamte Planéit.

Aktuell feelen, internationale Schätzungen no, iwwer 4 Billiounen US Dollar, fir déi 17 SDGen ze erreechen. Den UN Special Rapporteur on Human Rights huet a sengem Bericht „The human right to a clean, healthy and sustainable environment: a catalyst for accelerated action to achieve the Sustainable Development Goals", deen am August dëst Joer publizéiert ginn ass, siwe Sourcë fir Finanzementer identifizéiert, déi et géifen erméiglechen, alljoers bis zu 7 Billiounen US Dollar generéieren ze kënnen, déi an d'SDGe kéinten investéiert ginn.

Zu dëse Finanzquellen zielen, ënner anerem: en internationale Kader fir d'Aféierung vu Besteierungsmesurë fir Superräicher a fir déi, déi responsabel si fir d'Verschmotzungen am grousse Stil; Scholdenerloossunge fir Staate mat niddregem a mëttlerem Akommes; d'Zoumaache vu Steierschlupflächer; de cibléierten Asaz vu staatleche Subventiounen an nohalteg Aktiounen; an d'Anhale vu bestoenden Engagementer an der Kooperatioun an an de Klimafinanzen.

Déi international Communautéit an och mir als Lëtzebuerger sinn hei an der Verantwortung, fir eis verstäerkt fir den Investissement an déi SDGen anzesetzen. Nach ass et méiglech, d'Kéier ze kréien an domat d'Liewensqualitéit vu Millioune vu Mënschen an de Schutz vun eisem Planéit radikal ze verbesseren.

Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Ëmsetzung vun den SDGen hu mir zu Lëtzebuerg, nieft der genereller 2030-Strategie, dräi weider Strategien, déi 2021 deklinéiert goufen: Dat ass d'Strategie „Environnement et changement climatique", et ass d'Strategie „Genre" an et ass d'Strategie „Finance inclusive et innovante". Mat dëse Strategië kënne mir eis Ambitiounen an deene Beräicher preziséieren an och konkretiséieren.

D'lescht Joer am Juli huet eise Kooperatiounsminister Franz Fayot zu New York zwee Accorde fir Kaderstrategien ënnerschriwwen – ee mam United Nations Development Programme, UNDP, an een zweete mam United Nations Capital Development Fund, UNCDF – fir eng Gesamtzomm vun 29,1 Milliounen.

Déi zwee Accorde gëlle fir d'Period vun 2022 bis 2025 a schreiwe sech voll a ganz an eis 2030-Strategie an. D'Zil vun dësen Accorden ass et, fir déi rezent Entwécklunge vun der UNO matzeberücksichtegen an eis och un déi neiste Strategië vun den UNO-Agencen ze alignéieren.

Et kann een et net oft genuch ënnerstäichen: Bei der Ëmsetzung vun den SDGen um internationale Plang spille souwuel d'APD wéi och d'ONGen eng ganz zentral Roll! Ouni d'Aarbecht vun den ONGDe wier eis Lëtzebuerger Kooperatioun nämlech absolutt guer net méiglech. Si mécht net ouni Grond ronn 20 % vun eiser APD aus, sou wéi et aus dem Rapport d'activité vun 2021 ervirgeet.

Am Februar dëst Joer huet eise Minister eng Partie Accords-cadre de développement mat ONGDen ënnerschriwwen. Dorënner waren der fënnef, déi verlängert gi sinn. Een Accord-cadre mat der ONGD „Le soleil dans la main" ass fir d'éischte Kéier ënnerschriwwe ginn. A fir d'Aide internationale à la Croix-Rouge luxembourgeoise an Handicap International Luxembourg ass fir d'éischte Kéier en Accord-cadre am Konsortium ënnerschriwwe ginn, wat eng gutt Saach ass.

Déi siwen Accorden zesumme belafe sech ëmmerhin op eng Gesamtkontributioun vun 32 Millioune mat enger Lafzäit vun 2022 bis 2026. Domat sinn d'Aktivitéite vun eisen ONGe mat 60 % bis 80 % kofinanzéiert; wat beachtlech ass, a mengen Aen.

Geografesch gesi riicht sech d'Aarbecht u 25 Länner, déi sech op dräi Kontinenter verdeelen. Mir begréissen och, dass déi staatlech Ënnerstëtzung bei de Frais administratifs réels vun den ONGen eropgeet, andeems de Plaffong erëm op 15 % gehuewe gëtt. Och dat ass eng ganz wichteg Saach.

A wa mer vun ONGe schwätzen, dierfe mer net vergiessen, datt hannert dëser Ofkierzung vill immens passionnéiert an engagéiert Mënsche stinn, an d'Ufuerderungen un d'Organisatioun an un d'Leit vum Terrain sinn déi lescht Jore gewuess an extreem komplex ginn.

Kooperatioun kléngt a priori no enger spannender Aarbecht: Am Ausland liewen, no bei der Bevëlkerung sinn, de Leit hëllefen, Guddes maachen. Fir an der Kooperatioun ze schaffen, brauch et awer vill méi, wéi d'Bereetschaft fir ze hëllefen. Erfuerderlech sinn nieft engem héije Grad u sozialem Engagement och Know-how an interkulturellt Verständnis. Dëst bedeit virun allem d'Upassung un d'Gewunnechten an d'Liewensbedéngunge vun enger anerer Kultur, déi net eis ass.

A well d'Aarbecht ëmmer méi komplex gëtt, si gutt forméiert Mataarbechter ëmmer méi gefrot. Kooperatioun brauch héich qualifizéiert Spezialisten aus de verschiddenste Beräicher. D'Palett ass ganz breet a geet vum Asaz fir méi Ëmweltbewosstsinn iwwer berodend Aktivitéiten am Beräich vun de Ressources humaines bis hin zur Assistance bei der Organisatioun vu Walen. D'Ëmsetzung vu Projeten geet net ouni den Austausch tëscht de Kulture vun de Liewens- an Aarbechtsmethoden. Aleng bei Lux-Development schaffen insgesamt 524 Leit, dovunner 456 am Auslandsasaz. An hinnen alleguerte gehéiert eis Unerkennung an eise Respekt.

Dobäi kommen akut Erausfuerderungen un d'Leit um Terrain, bedéngt duerch Katastrophen, Pandemien, militäresch Konflikter, wéi et leider op ganz ville Plazen an och bei ganz ville Partnerlänner vun eis de Fall ass.

D'Sécherheet vun de Leit sur place ass dobäi ëmmer vun héchster Bedeitung a verdéngt eis onageschränkten Attentioun.

Dofir sinn ech frou, dass de Ministère zanter 2020 net nëmme Formatiounen a puncto Sécherheet fir d'Leit um Terrain finanzéiert, mee och verstäerkt militärescht Schutzmaterial zur Verfügung stellt, fir d'Sécherheet vun de Mataarbechter an de lokale Partner ze garantéieren.

Här President, grad an dësen Zäiten, déi duerch massiv Onsécherheete markéiert sinn, musse mir un eise laangfristeg ausgeriichtenen Usätz festhalen. A ville Länner hunn iwwert déi lescht Méint Onstabilitéit a Gewalt zougeholl. Dozou zielen och eng Rei Länner, déi scho laang Joren eis Partnerlänner an der Kooperatioun sinn. Dat betrëfft, zum Beispill, den Nicaragua, awer och d'Sahelregioun, wou de Roli ..., wou de Rôle vum Mali ganz zentral ass.

(Hilarité)

Och d'Situatioun am Burkina Faso huet sech, net nëmmen, wat de Respekt vu Mënscherechter a vu Rechtsstaatlechkeet ugeet, weider degradéiert, wat jo mat dozou gefouert huet, dass keen neie PIC am Februar mam Burkina ënnerschriwwe ginn ass.

Déi partnerschaftlech Approche an déi staark lokal Verankerungen an der Kooperatioun erlaben et eis an der Reegel, séier ze reagéieren an d'Konsequenze vu Krisen a Kricher beschtméiglech ofzefiederen.

Dofir ass et och esou wichteg, dass déi konkreet Zesummenaarbecht mat eise Partnerlänner weiderhin am Vierdergrond vun der Kooperatioun steet. Dat setzt allerdéngs viraus, dass eng effektiv Kooperatioun och nach ëmmer méiglech ass. Wa sech d'Situatioun an engem Partnerland esou dramatesch verännert a mëttelfristeg keng Verbesserung a Siicht ass, da musse mer eis ëmmer erëm kënne froen, ob eng Partnerschaft nach ëmmer Sënn mécht. An deem Fall muss gréndlech ofgewie ginn, wat d'Konsequenze sinn. Fir am Sahel ze bleiwen, sou setzt Lëtzebuerg sech iwwert den European Institute of Peace, EIP, fir Konfliktpreventioun an. Bei deem Projet geet et virun allem drëms, dass Land a Ressourcen an der Konfliktléisung berücksichtegt ginn. Esou Initiative sinn an deem Kontext immens wichteg, fir nei Hoffnung ze schëpfen an d'Situatioun am Sahel laangfristeg ze stabiliséieren.

Jiddefalls musse mir eis Ressourcë virrangeg do asetzen, wou se och eng reell Chance hunn, unzekommen a wierksam ze sinn. Och dat ass eng Fro vu Verantwortung.

Här President, de Minister Franz Fayot huet am August ugekënnegt, dass eis humanitär Hëllef generell weider an d'Luucht wäert goen, wat mir als LSAP nëmme begréisse kënnen. Ab dësem Joer wäert se sech op 15 % vun der APD belafen. Gutt esou!

Duerch déi vëlkerrechtswiddreg Attack vu Russland op d'Ukrain gesi mir déi traureg Noutwendegkeet vun enger Verstäerkung vun der humanitärer Hëllef och hei an Europa. Ronn 4 Milliounen Euro si vu Lëtzebuerger Säit bis elo aleng an d'Ukrain gefloss, fir deem Land a senger Populatioun an där schwiereger Situatioun zur Säit ze stoen. Am Juli huet eise Kooperatiounsminister op der Ukraine Recovery Conference an der Schwäiz déi Lëtzebuerger Ënnerstëtzung un d'Ukrain weider gefestegt. Als LSAP begréisse mir, dass Lëtzebuerg sech an der Deklaratioun vu Lugano mat engagéiert huet, fir d'Ukrain an hirem Parcours vun der Rekonstruktioun kuerz- a laangfristeg ze ënnerstëtzen.

An deem Kontext schafft Lëtzebuerg och mat ukraineschen Entreprisen zesummen, déi an der Entwécklung vun héichwäertege modulairen a mobillen Haiser spezialiséiert sinn, fir Mënschen, déi innerhalb vun der Ukrain op der Flucht sinn, ze hëllefen. Dat fanne mir eng ganz gutt Initiativ.

Zousätzlech engagéiere mir eis um europäesche Plang, fir der Ukrain humanitär bäizestoen. Fir eis als LSAP ass dat och eng Fro vu Solidaritéit a Verantwortung, déi mir als Europäer mussen iwwerhuelen. Dofir begréisse mir och dem Minister seng Ukënnegung, dass de Soutien financier humanitaire fir d'Ukrain sech vu 4 Milliounen op 8 Millioune wäert verduebelen.

Enn Oktober huet d'EU-Kommissioun e Supportpackage vu bis zu 18 Milliarde virgesinn, an dat a Form vu Prêten, déi ab 2023 iwwert en Instrument, dat sech „Macro-Financial Assistance Plus" nennt, zum Asaz kënne kommen. Dës Sue si fir akut Besoine geduecht, awer och fir den Opbau vu ganz kriteschen Infrastrukturen, wéi Waasserversuergung, Transportnetzwierker, Stroossen, Klinicken, Schoulen oder sozial Infrastrukturen. Déi Fonge kënnen och fir institutionell Reforme benotzt ginn a fir den Erëmopbau vum Land gebraucht ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, duerch de Krich an der Ukrain ginn d'Liewensmëttelpräisser an d'Produktiounskäschte ronderëm d'Welt massiv eropgedriwwen, wat eng ganz kriddeleg a schwiereg Situatioun schaaft. Dat trëfft, wéi sou oft, déi Äermst am häertsten. Dofir mussen dréngend a verstäerkt Géigemoossname geholl ginn, fir eng weltwäit Hongersnout ze verhënneren.

De Programme alimentaire mondial schwätzt vun enger dramatescher Welternärungssituatioun. 2022 ass amgaangen, d'Joer vu beispilllosem Honger ze ginn. Ronn 345 Millioune Mënsche sinn dëst Joer vun akuter Hongersnout betraff a brauchen dréngend eis Hëllef. Hei si mir alleguerten zesumme gefuerdert. An et ass e globalen Challenge, deen eis alleguerten eppes ugeet.

2021 huet Lëtzebuerg 40 Millioune fir Liewensmëttelsécherheet ausginn. De Montant, dee fir Liewensmëttelsécherheet debourséiert gëtt, ass 2022 weider eropgaangen op iwwer 60 Milliounen. Domat fléissen iwwer 10 % vun der APD an d'Sécurité alimentaire.

Des Weidere spillen och d'Kaderbedéngungen an den internationalen Handelsbezéiungen eng wichteg Roll. An et ass noutwendeg, eng Rei vu bestoende Mechanismen ze hannerfroen, fir se kënnen ze verbesseren. Wat eis Handelsbezéiungen ugeet, kënne mir Lëtzebuerg net lassgeléist vun der Europäescher Unioun kucken. Et ass um europäeschen Niveau, wou mer eis derfir asetze mussen, anstänneg Kadergesetzer en place ze setzen, dat och am Sënn vum Schutz vun de Mënscherechter, dem Klimaschutz an eiser Cohérence des politiques. An dofir brauche mer och en europäescht Liwwerkettegesetz.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Als LSAP plädéiere mir derfir, dass an Zukunft verstäerkt d'Energiesécherheet (veuillez lire: d'Ernärungssécherheet) fir déi Länner, déi am meeschte betraff sinn, an all Entscheedungsprozesser afléisst, duerch finanziell an technesch Ënnerstëtzung, duerch den Austausch vu Wëssen an duerch d'Férderung vun innovative Konzepter, déi lokal wuesse kënnen.

Nëmme sou kënne mer mëttel- a laangfristeg eng Reduktioun vun der staarker Ofhängegkeet am Liewensmëttelberäich vun dëse Länner erreechen an och gläichzäiteg domadder hir Méiglechkeet stäerken, sech besser a méi nohalteg am Kampf géint de Klimawiessel opzestellen.

An deem Zesummenhang, Här President, wéilt ech och eng entspriechend Motioun deposéieren, déi vun alle Majoritéitsparteien an och vun der CSV signéiert ass. Mir waarden nach op e Feedback vun deene Lénken a vun de Piraten. Ech géif dann den offiziellen Dépot domadder maachen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant l'Agenda 2030 des Nations Unies pour un développement durable et la stratégie générale de la coopération luxembourgeoise « En route pour 2030 » ;

– considérant l'impact majeur de la guerre d'agression non provoquée et injustifiée de la Fédération de Russie sur l'augmentation des prix de l'énergie, des combustibles, des matières premières et des produits agricoles, entraînant une forte augmentation des coûts de production qui compromet la continuité de la production, risquant d'entraîner des ruptures dans la chaîne d'approvisionnement et aggravant ainsi la situation alimentaire mondiale ;

– considérant les estimations du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies chiffrant à 345 millions le nombre de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë et ayant besoin d'une aide urgente en 2022, représentant une duplication par rapport à 2019,

invite le Gouvernement

– à maintenir un niveau élevé de ses contributions en faveur d'organisations multilatérales pour l'aide humanitaire ;

– à poursuivre ses efforts de mobilisation au niveau international, en particulier regardant l'investissement étatique d'un pourcent du revenu national brut dans l'aide publique au développement ;

– à renforcer son action au niveau international de sorte que la sécurité alimentaire soit au coeur de la prise de décision, afin d'éviter la pénurie et d'assurer la sécurité nutritionnelle dans les pays les plus vulnérables, en particulier sur le continent africain ;

– à s'engager davantage pour la réduction de la dépendance actuelle de l'Afrique à l'égard des importations de denrées alimentaires, de semences, d'engrais et de pesticides, à travers la continuation du soutien financier et technique, le dialogue politique, l'échange de connaissances et de nouvelles technologies et la promotion de l'innovation africaine ;

– à poursuivre son engagement au niveau européen et international en faveur de la promotion de l'investissement dans la coopération au développement se concentrant sur les énergies renouvelables, l'approvisionnement en eau, les mesures d'adaptation au climat, et la construction d'infrastructures publiques, portant une attention particulière à la création d'emplois locaux et à l'approfondissement des chaînes de valeur.

(s.) Lydia Mutsch, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Marc Spautz.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Et ass mëttlerweil ganz kloer ginn: An der Kooperatioun muss de Fokus ganz besonnesch op deene Projete leien, wou eebe grad erneierbar Energien, d'Agroekologie – e Stéchwuert, dat och an der aussepolitescher Kommissioun vum Cercle des ONG thematiséiert ginn ass –, d'Waasserversuergung, d'Klimamesuren, de Bau vun ëffentleche Gesondheets- a Versuergungsinfrastrukturen an d'Schafung vu lokalen Aarbechtsplazen am Mëttelpunkt stinn. Well dat sinn nämlech d'Prioritéiten, wéi se sech am Moment stellen. Nëmmen esou kënne mer d'Resilienz vun de Populatioune verbesseren an nohalteg Verbesserungen iwwerhaapt erreechen.

Heibäi dierfe mer net vergiessen, dass et sech ëm Sujeten handelt, déi ganz komplex Léisungen erfuerderen an och net ëmmer einfach um Terrain ëmzesetze sinn. Dofir musse mer de Wëssensaustausch och direkt an de Vierdergrond vun deene Projete setzen, déi mer wëllen um Terrain ëmsetzen. Wéi zum Beispill bei engem Projet zu Sikasso am Mali, wou virrangeg Fraen eng Formation continue iwwer landwirtschaftlech Wäertschëpfungskette vu Mëllech a Gromperen ugebuede kréien. Haaptbestanddeeler vun där Formatioun sinn ënner anerem d'Agroécologie paysanne, d'Kompostéierung an d'Entwécklung vu Gestiounspläng. De Klimaschutz muss dobäi als transversaalt Theema an all eise Projete permanent afléissen.

Ech wéilt awer net schléissen haut, Kolleeginnen a Kolleegen, ouni op dëser Plaz un den Ursprong an un d'Ziler vun der Kooperatioun ze erënneren. D'Kooperatioun dierf jo – do si mer eis, mengen ech, all heibannen eens – keen Neokolonialismus sinn! Dofir war de Wandel vun der Entwécklungshëllef, wéi fréier gesot ginn ass, hin zur Kooperatioun, zur Entwécklungszesummenaarbecht jo och esou wichteg. Et ass eis drëm gaangen, e Bewosstsinn derfir ze schafen, firwat mir an deene Länner aktiv sinn a firwat eis iewescht Prioritéit d'Eradikatioun vun der extreemer Aarmut ass a firwat dat och fir eis Länner wichteg ass, wann dat eis zu engem gudde Stéck geléngt, a kloerzemaachen, dass et net ëm d'Opzwénge vun eise Meenungen a vun eise Modeller geet oder ëm eis wirtschaftlech a finanziell Interêten an deene Länner, déi iwwregens wierklech genuch geplot si mat invasiven a guer net selbstlose sougenannte „Partnerlänner". Mir wëssen all, vu wéi engen ech schwätzen.

Ee Beispill, wéi een et anescht ka gesinn, well ech hei nennen: Am Laos ass d'Zesummenaarbecht mat Lëtzebuerg virun allem op d'Santé, d'Educatioun an d'Entwécklung vun de Ressource-humainen axéiert, adaptéiert un déi konkreet Besoine vum Land. Am Beräich vun der Gesondheet huet sech Lëtzebuerg um Bau vun engem Spidol bedeelegt, dunn op d'Aus- a Weiderbildung vum Personal ..., also wierklech openeen opgebaut. An aktuell, am Kader vum Programm „LAO/027", participéiert Lëtzebuerg un der Ëmsetzung vun enger Reform vum Gesondheetssecteur als solchem, an där d'Gesondheet vu Mammen a Kanner eng besonnesch Prioritéit duerstellt.

Eis Agence Lux-Development ass natierlech och hei am Asaz, fir déi Projete laangfristeg ze begleeden. An doduerch hu mer eng Form vu Kooperatioun fonnt, wou een ee vun deem aneren och léiere kann a wou ee sech besser kenneléiert. Dat erlaabt och, Krise besser ofzefiederen a séier ze reagéieren, wann et noutwendeg ass a wann eng schwiereg Situatioun entsteet.

Bei der Covid-19-Pandemie war dat zum Beispill de Fall. Hei konnte mer dem Laos net nëmme finanziell schnell ënnert d'Äerm gräifen, mee gläichzäiteg och d'Gestioun vun der Kris begleeden an déi eng oder déi aner Tuyaue mat op de Wee ginn.

Den Ursprong vun eiser Kooperatioun baséiert um Prinzipp, dass mir an der Verantwortung sinn an eis fir Solidaritéit a Gerechtegkeet asetze mussen. Mir wëllen dat esou, mir wëllen dat heiheem maachen a mir wëllen dat och an der Welt maachen.

Wéi d'Wuert „Kooperatioun" et seet, muss de Mateneen, den Austausch op Aenhéicht an de Respekt vu verschiddene Liewensaart a -weisen eng Premiss vun eiser Politik sinn. Fir eis als LSAP si mir an engem Zäitalter ukomm, wou all Land eng Plaz um Dësch muss kréien, ...

Une voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | ... wou all concernéiert Acteure musse kënne gehéiert ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Nëmmen esou ka Multilateralismus fonctionéieren.

Dat dierf eis net dervun ofhalen, iwwerall do, wou mer kënnen, eis Grondwäerter, wéi Rechtsstaatlechkeet, Recht op Meenungsfräiheet, Gläichstellung vu Mann a Fra a generell de Respekt vu Mënscherechter an all senge Facetten, no baussen ze droen, Allianzen ze sichen a se beschtméiglech an eis jeeweileg Zesummenaarbecht afléissen ze loossen.

An aus genee deem Grond ass d'Cohérence des Politiques och esou wichteg, well dorunner gi mer gemooss an dovunner hänkt e gudden Deel vun eiser Kredibilitéit, doheem an och an der Welt, of. Mir gi gemooss un deem, wat mer maachen, a mir wëllen dat och esou.

Et sinn dës Grondiwwerleeungen, déi souwuel eis Aussepolitik wéi och eis Kooperatiounspolitik an eis humanitär Hëllef erëmspigelen. Och an eiser Politik vun den dräi „D"e stinn – iwwregens an enger, alt erëm, kann ech soen, transversaler Logik – Diplomatie, Defense an Developpement fir déi selwecht Politik, am Interêt vun deenen, déi eis Hëllef am meeschte brauchen.

A well Krisen a Kricher net genderneutral sinn, dat hu mer gesinn, an d'Stäerkung vun de Fraerechter net vum selwe geet, wëll ech op dëser Plaz nach eng Kéier de Besoin an d'Bedeitung vun enger feministescher Aussen- a Kooperatiounspolitik ënnersträichen. Et ass ganz einfach: Et gëtt keng nohalteg Entwécklung ouni Geschlechtergerechtegkeet! An dofir muss d'Genderstrategie eng Prioritéit an eiser Kooperatiounspolitik bleiwen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | An deem Zesummenhang begréisse mir als LSAP, dass eise Minister am Juli dëst Joer deen éischte pluriannuellen Accord-cadre mat ONU Femmes fir 2023-2025 ënnerschriwwen huet. Dat ass eng ganz wichteg Saach!

Mir begréisse selbstverständlech och, dass Gender, nieft enger inklusiver humanitärer Approche, der mentaler Gesondheet, der Lokalisatioun vun Hëllef, der Innovatioun, der Ekologisatioun, eng vun de sechs „priorités transversales" vun der neier „stratégie de l'action humanitaire" ass.

Dës nei Strategie schreift sech voll a ganz an eng Kontinuitéit vun eiser Kooperatiounspolitik an. Lëtzebuerg ass a bleift e Verdeedeger vun der lokaler Aktioun um Terrain. Se huet awer och d'Erneierung bruecht, do wou se néideg war. Et ass generell noutwendeg, souwuel am Beräich vun der Kooperatioun wéi och vun der Aide humanitaire, eis opgrond vun neie Besoinen an neien Erausfuerderungen an och neien Erkenntnisser permanent ze adaptéieren an dofir ze suergen, dass eis Ressourcen esou effizient wéi méiglech agesat kënne ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an eiser Kooperatiounspolitik geet et, wéi gesot, ëm Solidaritéit an ëm Verantwortung. Déi aktuell Krisen ënnersträichen op en Neits, wéi dréngend eisen Engagement gefuerdert ass a gebraucht gëtt, grad haut gebraucht gëtt, net nëmmen, fir eis eege Verantwortung ze ënnersträichen, mee och, fir aner Länner verstäerkt ze motivéiere fir matzemaachen a fir si ze mobiliséieren. Nëmmen zesummen erreeche mir deen Impakt, dee gebraucht gëtt, fir nohalteg d'Wuelbefanne vun de Mënsche weltwäit ze verbesseren an ze festegen.

Merci fir Är Attentioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, wéi gëschter scho vum Här Minister ugeschwat ginn ass: D'Liicht um Enn vum Tunnel, dat gesi mer net. Au contraire, et kritt een d'Gefill, dass den Tunnel, an deem mer grad ënnerwee sinn, ëmmer méi laang gëtt.

Meng Zäit leeft hei ëmmer nach weider, ech wollt Iech et just soen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Nee, kuckt emol just virun Iech op deem klenge Schierm ...

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ok, wonnerbar. Tipptopp, et leeft elo.

Voilà. No den Erausfuerderungen, déi zwee Joer Pandemie grad och fir d'Kooperatiounspolitik an d'Kooperatiounsaarbecht duergestallt hunn a wou mer gehofft haten, 2022 erëm frësch starten ze kënnen, si mer elo mat enger nach méi schwiereger Situatioun confrontéiert a mir si vun eisen Ziler méi wäit ewech wéi eh und je.

Dësen Äerdball zielt elo aacht Milliarden Awunner an e groussen Deel vun hinne lieft an extreemer Aarmut. Den Undeel vun de Leit, déi ënner akutem Honger leiden, huet nees extreem zougeholl. Mir schwätzen hei vun engem Kontext vu Multikrisen: Klimawandel, Dürren, eng allgemeng Sécherheetssituatioun, déi sech a ville Länner verschäerft, an derbäi kënnt dann nach deen total iwwerflëssegen an net gerechtfertegten Ugréffskrich vu Russland op d'Ukrain, deen net nëmmen d'Ukrainer an d'Ukrainerinnen terroriséiert an an eng ganz prekär Situatioun bréngt, ëmmer méi prekär, mee deen och ganz uerg Konsequenzen op d'Liewensmëttelversuergung vu ganz ville Länner, virun allem an Afrika, huet.

Allgemeng stelle mer fest, dass d'Besoinen an eise Partnerlänner konstant an d'Luucht ginn. A mir maachen, wat mir kënnen, fir do ze hëllefen, wou et néideg ass. Mir dierfen awer net vergiessen, dass mir eis hei an engem Kader beweegen, wou eng Rezessioun

ganz konkreet och eng Reduzéierung vum Kooperatiounsbudget bedeite kann, well eist Zil, 1 % vum PIB an d'Kooperatioun ze investéieren, eeben och bedeit, dass déi Zomm jee no Wirtschaftslag méi oder manner no uewen, awer eeben och no ënne ka schwanken.

Mir beweegen eis hei nach ëmmer op engem héijen Niveau, an dach schwéngt iergendwou déi Suerg um Terrain dann awer nach ëmmer mat, dass d'Budgete kéinten erofgoen an domadder och d'Planungssécherheet, notamment vun den ONGen, net méi gi wier.

An deem méi schwierege Kontext fënnt also eis diesjäreg Debatt statt, an ech wollt dem Här Minister wierklech Merci soe fir déi Ried, déi Dir gëschter gehalen hutt. Dir hutt d'Komplexitéit vun der Problematik wierklech breet an theemeniwwergräifend erläutert a mir hu virun allem vill Informatioune kritt iwwer nei Entwécklungen, nei Projeten an nei Initiativen, déi beweisen, dass ganz vill lassgekappt ginn ass an dass mer an eiser Kooperatiounspolitik parallell zu de Problemer, déi ëmmer weider wuessen, och capabel sinn, do matzewuessen.

Ech hunn aus där Ried och eraushéieren, dass mer versichen, eis méi breet opzestellen, dass mer innovativ sinn an eis net scheien, nei innovativ Weeër ze goen, fir déi grouss Erausfuerderungen och unzegoen.

Ugefaange mat der Liewensmëttelonsécherheet, mat där mer erëm, wéi gesot, akut ze kämpfen hunn. Den Honger weltwäit ass ee vun eise ganz akute Problemer, fir dee mer Léisunge musse fannen. Laut aktuellen Zuele wiere mer elo bei ëm déi 800 Millioune Leit, déi un Honger leiden. Dat ass eng däitlech Verschlechterung par rapport zu nach virun e puer Joer – mat „e puer Joer" kann ee soen: dräi bis véier Joer.

Wéi gesot, et sinn elo aacht Milliarde Leit op dësem Planéit. Dat ass also quasi all zéngt Persoun, déi vun Honger betraff ass. Dat sinn also haut Rekordzuele vu Mënschen, déi an dësem Zenario vu Multikrise mussen ernäert ginn, an hinnen all hëllefen ze kënnen, dat sollt och eisen Usproch sinn.

A virewech: Theoreetesch wier genuch Iesse fir jiddereen do. Eleng 2019 si weltwäit 931 Milliounen Tonne Liewensmëttel verschwent ginn. Dat seet eis de „Food Waste Index Report". Eleng dee Constat ass dramatesch, wann een deem d'Zuel vun de Millioune Leit entgéintsetzt, déi ënner Mangelernärung leiden. Vun deene verbëtzte Liewensmëttel kéint een theoreetesch zwou Milliarde Mënschen ernären. Theoreetesch bedeit dat also, dass kee Mënsch méi misst hongereg sinn.

Ressourcen effizient asetze bedeit awer net just, dass mer der Verschwendung de Kampf mussen usoen, mee och dass mer op Effizienz poche mussen. Mir dierfen net vergiessen, dass zum Beispill an der EU d'Hallschent vun de Kären un Déiere verfiddert ginn. Fir ee Kilo Fleesch ze produzéieren, muss ee 15 Kilogramm Planze produzéieren. Dee Constat mag vläicht net jiddderengem ganz geneem sinn, mee en auszeblenden, bréngt eis um Fong net weider. A wa mer bis bereet sinn, dee Constat och tatsächlech sacken ze loossen, da musse mer an aller Kohärenz och dierfe soen an och dierfe fuerderen, dass Effizienz nieft dem Evitéiere vu Verschwendung eeben och bedeit, dass eng planzlech Ernärung muss gefërdert kënne ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Et geet also net just ëm d'Fro, wat mer musse maachen, fir méi ze produzéieren – eis Äerd hätt duerchaus genuch ze bidden, fir dass kee misst hongereg an d'Bett goen –, mee et geet drëm, dass mer déi Ressourcen, déi mer hunn, endlech méi effizient asetzen.

Duerfir si mir frou ze gesinn, dass d'Liewensmëttelsécherheet nach ëmmer eng vun den Toppprioritéiten zu Lëtzebuerg an eiser Kooperatiounspolitik ass. An de Minister huet mat Recht drop higewisen, dass et wichteg ass, eis Ernärungssystemer laangfristeg resilient ze gestalten, och a grad am Kontext vum Klimawandel.

Huele mer als Beispill den Niger. Aus engem Interview mam François Moreillon vum Internationale Kommitee vum Roude Kräiz geet ervir, dass am Niger aktuell 4,4 Millioune Mënschen net ausräichend ernäert kënne ginn. An all Joer ginn deem Land wéinst der Äerderwärmung zousätzlech ëm déi 120.000 Hektar Land verluer. Dat ass den Equivalent vun 160.000 Fussballsterrainen, just fir dat emol eng Kéier an d'Relatioun ze setzen.

An do steet et ausser Fro, dass Ernärungssécherheet och en direkte Lien zur Sécherheetslag vun enger Populatioun huet, well Ernärungsonsécherheet onweigerlech zu Verdeelungskämpf féiert. Och aus deem Bléckwénkel betruecht ass den Handlungsbedarf evident.

Mir mussen an deem Kader nach méi systeemesch denken an och all déi Mechanisme verstoen, déi zu Migratioun a Flucht féieren. Wann zum Beispill duerch de Klimawandel Mënschen aus Regioune verdrängt ginn, wou se vläicht familiär gewirtschaft hunn, an déi dann a grouss Regiounen oder Stied migréieren, wou dann d'Waasserknappheet nach verstäerkt gëtt, da potentéiert dee Problem sech nach emol. An dofir sinn esou Projete wéi zum Beispill deen am Burkina Faso, wou et drëm geet, staark degradéiert Land erëm landwirtschaftlech opzewäerten, vun enormer Bedeitung.

An do wollt ech och nach op d'Demande vum Secteur agoen, dass mer eebe fir eis Aktiounen am Beräich vun der Liewensmëttelsécherheet op 10 % vun eiser APD eropginn. Gëschter hutt Dir, Här Minister, eis confirméiert, dass mer entre-temps effektiv bei deenen 10 % ukomm wieren an dass dëst Zil fir 2022 esouguer wäert iwwerschratt ginn.

Do hätt ech eng Verständnisfro, well Der eebe gëschter gesot hutt, dass 2021 10 % vun der APD an de Beräicher Agrikultur, Agroekologie an awer och Basisnarungsmëttel investéiert gi sinn: Bedeit dat elo, dass déi 10 % exklusiv a Projete fir méi resilient Ernärungssystemer gefloss sinn? Oder ass do awer och eventuell den Akaf vu Basisnarungsmëttel matagerechent, wat natierlech och wichteg ass, mee dee Moment net onbedéngt ënnert dem Volet Produktioun vu Liewensmëttel, Agroekologie oder lokal Produktioun ze verbuche wier? Dat als Verständnisfro.

Soulaang mer nämlech genee déi doten Erausfuerderungen net geléist kréien, wäert de Basisbesoin un Aide humanitaire ëmmer weider steigen, mat alle Konsequenzen, déi dat fir d'Acteuren um Terrain mat sech bréngt. Si sinn ëmmer méi oft net méi an der Lag, eng Grondversuergung fir d'Leit kënnen unzebidden, an dat aus Mangel u Gelder.

Esou huet viru Kuerzem zum Beispill den UNHCR, also d'UN-Flüchtlingshëllefswierk, en dréngenden Appell gemaach, well si wéinst finanziellen Enkpäss am Uganda net ausräichend hëllefe kënnen, fir géint d'Ebolaepidemie unzekämpfen. Se haten einfach net méi genuch Geld, fir Seef an aner Hygiènesartikelen ze kafen. An aus deem selwechte Grond ass am Tschad d'Waasserversuergung an engem Lager ënnerbrach ginn oder am Libanon waren et iwwer 70.000 Flüchtlingen, déi net déi néideg Hëllef konnte gebuede kréien. Alles an allem wieren et eleng fir den UNHCR bis Enn des Joers 700 Milliounen Euro, déi géife feelen.

Lëtzebuerg gëtt an dësem Kader ëmmer als ganz zouverlässege Partner gelueft, well mer eis laangfristeg engagéieren an och ëmmer erëm bereet sinn, spontan Gelder ze deblockéieren, wann dat néideg ass. Duerfir fannen ech et immens wichteg, dass mer eis hei engagéieren, fir minimum 15 % vun eise Mëttele fir humanitär Zwecker ze benotzen.

Mir weisen, wéi gesot, och, dass mer reaktiv sinn. Den Här Minister huet gëschter d'Beispill gi vum Pakistan, wou mer schnell eng Millioun deblockéiert hunn, fir no den Iwwerschwemmungen direkt Hëllef kënnen ze leeschten. An déi selwecht Richtung geet och d'Entscheedung, nach emol 20 zousätzlech Milliounen Euro ze deblockéieren, fir den akuten Honger an onse Partnerlänner ze bekämpfen.

Ma och d'Ukrain ass net vergiess: Véier Milliounen Euro goufen zënter Februar fir d'Ukrain a Form vu finanzieller humanitärer Hëllef zur Verfügung gestallt a weider véier Milliounen Euro ginn elo fir de Wanter deblockéiert, fir déi dréngend benéidegt Hëllef kënnen ze leeschten. An trotzdeem komme mer awer och hei net ëm de Constat erëm, dass och dëst eng weider Kris ass, bei där muss gehandelt ginn, an dobäi gëtt den internationale Kuch vun der humanitärer Hëllef jo net méi grouss.

An ech wollt am Kader vun der Aide humanitaire awer och nach op eppes zréckkommen, wat Dir gëschter virgestallt hutt, Här Minister. Dir hutt nämlech vun enger neier Koordinatiounsplattform geschwat, déi och schonn dat nächst, dat kommend Joer stoe soll. An do géif et drëm goen, bei Krisen an Naturkatastrophen am Ausland eng méi effikass a besser koordinéiert humanitär Hëllef ze erméiglechen. An dat kléngt natierlech immens spannend.

Ech wéilt do awer nofroen, wat ee sech elo genau dorënner ka virstellen. Wéi eng Ressorte sinn do concernéiert respektiv wéi eng aner staatlech Acteure sinn do eventuell involvéiert? Wéi gesäit et do mat den ONGen aus? Si si och an dëse Projet mat agebonnen? Also wann Der do e bësselche méi allgemeng Informatioune fir eis hätt, wär dat sécher ganz interessant.

An da wollt ech och nach froen: Dir hat och en neien internationale Programm an Zesummenaarbecht mam Welternärungsprogramm ugeschwat, dee sollt innovativ Solutiounen a Servicer ënnerstëtzen, e bëssen änlech wéi emergency.lu – esou hunn ech dat elo mol verstan. An och dat kléngt relativ interessant, schéngt och eng weider Méiglechkeet ze sinn, mat där mir och als klengt Land erëm kënnen en Ënnerscheed maachen, andeems mer wierklech, wéi gesot, innovativ virginn an och nei Iddien entwéckelen. An och dofir wär ech ganz interesséiert, wann Der eis hei kéint e puer weider Detailer dozou ginn, fir dass et méi einfach ass, sech e Bild dovunner ze maachen, wat dëst an der Praxis géif bedeiten.

Ech wollt d'Geleeënheet och net verpassen, fir Iech Merci ze soen, dass Der an Ärer Ried och vill Wäert drop geluecht hutt, op d'Roll vun de Fraen an der Kooperatiounspolitik anzegoen. Well wann et drëm geet, eis Ziler ze erreechen, sief dat bei der Konfliktpreventioun, bei Strategië géint de Klimawandel, der Aarmutsbekämpfung, der Rechtsstaatlechkeet an esou weider, do si Fraen eeben net aus deem Kader ewechzedenken.

An an deem Kader wéilt ech och dat neit Partenariat mat UN Women ervirhiewen, dat fir den Zäitraum 2023 bis 2025 ënnerschriwwe ginn ass. Dat ass och eent vun de Beispiller, dat beweist, dass mer net stoebleiwen an eis Partenariater och an deem Beräich

ausbauen, well, wéi Der gëschter gesot hutt: Iwwerall, wou Fraen implizéiert sinn, do geet et virun. Mir kënnen eis Ziler net erreechen, wa mer d'Hallschent vun der Weltbevëlkerung carrement ausschléissen.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | An duerfir ass et gutt, dass mer do drubleiwen an un de Prinzippie vun der feministescher Aussepolitik festhalen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | An dat verhënnert awer net, dass mer selwer och nach weider Efforte musse maachen, fir eis selwer och mat de Prinzippie vun der feministescher Aussepolitik konform ze setzen, zum Beispill och an der Opstellung vun eisen eegenen Delegatiounen, déi, opmannst wat ee ka vun de Fotoe beurteelen, déi een dann esou gesäit, och net ëmmer ganz equilibréiert opgestallt sinn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | A propos Delegatiounen: Dir hutt eis gëschter eng ganz remarkabel Lëscht opgezielt vu Partenariater, och neie Partenariater, déi rezent och konnten am Kader vu verschiddene Visitte ficeléiert ginn. D'Presenz op der Plaz, den Austausch mat den Acteuren an eisen Zillänner, institutionell Acteuren, awer och d'Zivillgesellschaft, dat ass natierlech immens wichteg. Dat ass awer an enger Rëtsch Länner, notamment eeben am Sahel, net méi esou einfach méiglech, well sech d'Sécherheetssituatioun do extreem verschlechtert huet.

Bon, ech brauch elo net méi op déi ganz schwiereg Situatioun am Burkina Faso an am Mali anzegoen. Mir wëssen all, dass dës e ganz grousse Problem fir eis Partnerschaft mat deene Länner duerstellt. An et ass trotzdeem immens wichteg a richteg, dass mer eis net komplett vun eise Partner dohannen ofwenden. Mir dierfen d'Bevëlkerung do net ganz am Stach loossen, well si brauchen eis an eis Hëllef haut och ganz besonnesch.

Richteg ass et awer och, dass Hëllef net méi via déi jeeweileg Regierunge sollt lafe gelooss ginn, mee eebe just nach via ONGen oder eeben déi multilateral Organisatioune gestallt sollt ginn. Dat selwecht gëllt deementspriechend dann och fir den Nicaragua. Do läit et dann allgemeng awer och op der Hand, no Alternativen ze sichen, a mir hu gëschter de gesamten Iwwerbléck, wéi gesot, kritt iwwert déi nei Initiativen, déi ergraff gi sinn. An dorënner fält zum Beispill och d'Informatioun, dass mer d'Ambassade aus dem Nicaragua elo wäerten an de Costa Rica transferéieren, fir vun do aus, quasi vun där Basis aus, d'Kooperatioun mat anere Länner an der Regioun ze organiséieren.

Dir sidd gëschter och op de Benin agaangen. Uganks des Joers gouf mat deem Land eng Lettre d'entente ënnerschriwwen, fir zum Beispill am Beräich vun der inklusiver an nohalteger Finanz eis Zesummenaarbecht auszebauen. Et sollen awer och aner Projete lancéiert ginn, wéi zum Beispill dee Projet, vun deem Der gëschter erzielt hutt, dee mer zesumme mat der Belsch géife maachen a wou et drëm geet, eng méi nohalteg a lokal Landwirtschaft ze stäerken. Hei soll souguer 2023 en neie Büro opgemaach ginn, an och dat weist erëm, dass net chôméiert ginn ass an der leschter Zäit a mer gewëllt sinn, eis Presenz um Terrain weider auszebauen.

Änleches gëllt fir de Ruanda, wou LuxDev ganz rezent och e Büro opgemaach huet a wou mer och eng Rei Projeten ënnerstëtzen. Dir hutt, wat de Ruanda ubelaangt, gëscht haaptsächlech vu Projeten am Kader vun der nohalteger an inklusiver Landwirtschaft geschwat. Bei deem Partenariat – et gouf jo eng ganz Partie Artikelen an der Press doriwwer –, wat do uviséiert gëtt, geet et jo zu engem ganz groussen Deel och ëm d'Zesummenaarbecht am Kader vun hirer an eiser Finanzplaz.

Am Kader vun deene rezente Visitten an der Regioun ass deementspriechend och vill de Slogan „Trade, not Aid" gefall. An hei géif ech awer gär e puer Gedanken drop verwenden. Hei geet et mer effektiv drëm, dee Spagat unzeschwätzen, dee mer wëllen hikréien, wa mer engersäits vun enger Aide non liée schwätzen, an op där anerer Säit awer och Win-win-Situatiounen ustriewen. Ech wëll dat elo hei emol nach net direkt a Fro stellen, mee mir sinn eis bewosst, dass net all Partnerland d'selwecht ass an deemno och d'Besoinen anerer kënne sinn.

Kooperatioun ass, dat wësse mer, net „one size fits all", mee grad hei fannen ech et awer wichteg, dass mer eis do och permanent selwer hannerfroen, fir eeben och keng Inkohärenzen ze schafen. An ech wéilt dat un dem rezente Beispill vun der Visitt am Ruanda och opgräifen.

Do ass am Kader vun där Visitt gesot ginn – an dat war fir mech eventuell och en neie Moment –, dass an der Welt vun der Kooperatioun d'Aide liée, also net d'Aide non liée, am Domän vum Donnant-donnant läit. An dat war eng éierlech Ausso: Déi eng hunn e Besoin an erwaarde sech eng Hëllefstellung, an en contrepartie zu där Hëllefsstellung schléit dat sollicitéiert Land och e bëssen eppes fir seng eege Betriber eraus. Ouni dat elo ze bewäerten, héieren ech dorauser eraus, dass mer am Kader vun eise Partenariater duerchaus net méi just op Aide non liée setzen, mee et kann awer och sinn, dass ech do eppes Falsches draus eraushéieren. Duerfir géif ech do ëm eng kleng Opklärung bieden.

Vläicht ass et och einfach esou, dass dee Cut tëscht Wirtschaft oder Finanzen op där enger Säit an der Kooperatioun op där anerer Säit no baussen net méi esou visibel ass. An ech mengen, dass dat awer net onweesentlech ass, dass do e kloren Ënnerscheed gemaach gëtt. An ech ginn awer gären zou, dass deen Exercice vläicht méi schwéier ass, wann een, wéi aktuell, an enger Situatioun ass, wou een op de Wirtschaftsminister an op de Kooperatiounsminister dat selwecht Gesiicht setzt. Duerfir ass et vläicht méi schwéier dann, deen Ënnerscheed ze maachen. Mee och heizou wären Är Iwwerleeungen dozou fir eis ganz interessant.

Fir dee Gedankegang weiderzespannen: Mir schwätzen zum Beispill iwwert de Ruanda am Kader vun der Kooperatiounsdebatt. Mir baséieren eis do och op Informatiounen, déi mer vum Kooperatiounsminister kréien. Do sinn och ganz vill, ganz interessant a ganz villverspriechend Kooperatiounsprojeten, déi virgestallt gi sinn. A gläichzäiteg kréie mer, wa mer d'Zesummesetzung vun der Delegatioun kucken, déi dohinner gaangen ass, awer éischter d'Signal vermëttelt, datt et sech ëm eng Wirtschaftsmissioun kéint gehandelt hunn.

An dat wier zum Beispill ee vun de Sujeten, déi mir am Kader vun eise reegelméissegen Evaluatioune géife wichteg erschéngen, dass déi Kommunikatioun no baussen, och vis-à-vis vun eisen nationale Stakeholders, do relativ kloer ass, dass zum Beispill och evaluéiert gëtt, wéi dann déi Debatt iwwert déi nei Partnerschaften an deenen hir Ausriichtung ..., wéi do d'Decisioune falen, wéi eng Krittäre benotzt ginn, wéi eng Moyene mer eis och ginn, fir dës nei Initiativen herno op hiren Output hin ze evaluéieren an och, wéi en Impakt eis Projeten op déi jeeweileg Communautéiten hunn.

An dëst si Froen, déi mir eis stellen, a mir stellen déi awer och ganz kloer am Bewosstsinn, dass mer déi Defien, mat deene mer konfrontéiert sinn, net eleng iwwert d'ëffentlech Hand kënne geréieren, dass mer also do mussen och nei Weeër goen.

An de Constat, dass de Privatsecteur vill méi staark misst matagebonne ginn, dee steet jo och elo net eréischt zënter gëschter am Raum. Wou et eis elo drëm geet, ass, dass mer dës nei Weeër dann och mat rouegem Gewësse kënnen ugoen, andeems mer de richtege Kader derfir schafen an eis, nach eemol, eeben och déi néideg Moyene ginn, fir Evaluatiounen ze maachen.

An Dir hat do gëschter an deem Kader zum Beispill och déi Business Partnership Facilities ugeschwat, e Konzept, wat op enger ganz novollzéibarer Basis berout, mee wou et eis – oder virun allem mir – vläicht u konkreete Beispiller feelt, fir mer wierklech eppes kënnen ënnert deene Prozedure virzestellen. De Basisconstat, deen deele mer, mengen ech, all: Mir dierfe keen ausschléissen a mir mussen all Méiglechkeet notzen, déi sech eis bitt, fir nei Quelle kënnen unzezapen.

Dat grousst Fragezeichen ass herno bei der Erugeeënsweis an de Prozeduren, déi en place sinn, well mer sinn eis jo iergendwou awer eens, dass mer och net komplett – ech soen elo mol – naiv kënnen un déi Saach erugoen, well net all privatwirtschaftlechen Acteur ass u Win-win-Situatiounen interesséiert. Oft geet et eebe justement ëm den eegene Win a manner ëm de Win vun engem aneren. A fir mech ass et nach ëmmer net richteg gräifbar, vläicht och unhand vu konkreete Beispiller, wéi esou Projeten opgebaut ginn a wéi de Kader dovunner och evoluéiert.

Wa mer zum Beispill haut dervu schwätzen, dass dëst Joer eis Business Partnership Facility moderniséiert ginn ass – Dir hat dat gëschter ugeschwat –, fir se besser un d'Besoine vum Privatsecteur unzepassen, dann drängt sech bei mir direkt hannendrun d'Fro op: Wéi eng Adaptatioune sinn dann am Endeffekt do virgeholl ginn an op Basis vu wéi enger Demande? War dat Feedback vun eisem Privatsecteur oder waren dat Acteuren aus eise Partnerlänner? Vläicht kënnt Der eis dozou och nach e puer Informatioune ginn.

An do kommen ech dann och nach emol op meng Iwwerleeung vu virdrun zréck. Mir soen als Land jo eigentlech, dass mer um Wee vun der Aide non liée wëlle bleiwen. Awer dee Prinzipp fonctionéiert jo net wierklech gutt, wa mer vu privatwirtschaftlechen Acteure schwätzen. Also: Wéi kréie mer elo finalement dee Spagat hin? Wéi kënne mer garantéieren, dass dës Partenariater an eis allgemeng Strategie passen an net contraire dozou verlafen? Wat sinn dat fir Instrumenter, déi mer eis ginn hunn, déi sécherstellen, dass héich Standarde respektéiert ginn, ier eng Kooperatioun kann zustanekommen?

Fir mech, deen dat dann awer als Aussesteeënde betruecht, wieren e puer Beispiller aus eiser Praxis do vläicht ganz hëllefräich, fir e bessert Bild vun dëse Mechanismen a Prozeduren ze kréien.

Ech wëll awer preziséieren, Här Minister, dass all déi Froen, déi ech elo hei stellen, wierklech net solle mëssverstane ginn als allgemeng Skepsis géigeniwwer eiser nationaler Approche. Et si wierklech Verständnisfroen, déi eis eege Capacitéit zur Selbstreflexioun absolutt net a Fro stellen, virun allem – an dat wëll ech ënnerstraichen – wann een déi Explikatioune kuckt, déi Der eis gëschter ginn hutt iwwert déi verschidden Evaluatiounsmechanismen, déi eis wierklech ganz positiv gestëmmt hunn.

An zwar geet et net nëmmen ëm eng Autoevaluatioun, well Dir hutt effektiv och drop higewisen, wéi wichteg et ass, e Bléck vu baussen op eis Aarbecht ze werfen. Déi nei Stratégie humanitaire ass deemno och ganz bewosst esou opgebaut ginn, dass se vill besser kann evaluéiert ginn. Dat ass also en Zil, eebe fir ze moossen, wéi een Impakt déi lëtzebuergesch Kooperatiounspolitik an der Praxis och huet.

Ech wëll och nach emol drop hiweisen, dass Lëtzebuerg sech och rezent enger Revue nationale volontaire ënnerzunn huet, dëst am Kader vum Forum politique sur le développement durable zu New York. An dës Evaluatioun huet och en Deel beinhalt, deen op d'Kooperatiounspolitik axéiert war.

Ma et geet jo net nëmmen drëm ze evaluéieren, mee et geet och drëm, d'Recommandatiounen dorauser herno eescht ze huelen. A wann een do kuckt, wéi mer domadder ëmginn, dann ass dat awer och ganz positiv. Well, zum Beispill, an enger vun de vergaangenen Evaluatiounen, nämlech där vum CAD Peer Review vun der OECD, hate se d'Recommandatioun erausginn, an eise Projete méi Wäert op eng resultatsorientéiert Gestioun ze leeën. A Lëtzebuerg huet sech dat dunn och zu Häerze geholl an huet doropshin d'Gestiounsprinzippie vu senge Programmer ëmgestallt. An ech mengen, dorobber kënnt et dann am Endeffekt och wierklech un: sech ëmmer erëm a Fro stellen, Evaluatiounen zouloossen an ëmmer bestriefт sinn, falls néideg – munchmol ass et jo net néideg – seng Approche ze adaptéieren, fir mat eise Moyenen dat beschtméiglecht Resultat ze erzilen.

An duerfir fannen ech et och wierklech ganz luewenswäert, dass dëst Joer deen Accord mam LISER an deem Beräich ënnerschriwwe ginn ass, fir och hei méi enk zesummenzeschaffen. Dat weist dorop hin, wéi gewëllt mer sinn, déi Evaluatiounen och ze maachen an eis Politicke permanent och a Fro ze stellen.

Evaluatioune sinn natierlech och derfir do fir ze kucken, dass mer eisem Usproch am Kader vun der Cohérence des politiques gerecht ginn. De Minister huet ganz Recht, wann e seet, dass eist Verhalen, eist Konsumverhalen an eis Aart a Weis ze wirtschaften en direkten Impakt op d'Mënschen am Globale Süden huet, op si ganz besonnesch. Si leiden als Éischt un eisen Deriven. Duerfir kënne mer nëmme begréissen, wa gesot gëtt, dass mer och mat eis selwer musse kohärent a konsequent sinn. Ech sinn a menge leschte Riede relativ ausféierlech op dëse Volet agaangen, duerfir wäert ech mech elo net nach emol do widderhuelen.

Ech géif awer gären nach emol op den Devoir de vigilance ze schwätze kommen, well et hei op EU-Niveau wichteg Evolutioune gëtt. An dass mer op EU-Niveau endlech seriö virukomme mam Sujet vun der Sorgfaltsflicht fir Betriber, ass wierklech begréisenswäert. Mir si frou, dass Lëtzebuerg sech hei aktiv engagéiert huet, fir dës Direktivpropositioun op de Wee ze bréngen. Mir sinn och frou, dass mer eng gemeinsam lëtzebuergesch Positioun festgehalen hunn, déi eis et erlaabt huet, ambitionéiert Ziler op EU-Niveau eebe festzeleeën. An den Här Asselborn huet déi lescht Woch a senger Deklaratioun och déi Haaptlinne vun eiser Positioun presentéiert.

Zum Beispill heescht et do, dass mer eis fir e Projet asetzen, deen den Afferschutz stäerkt. Ausserdeem steet Lëtzebuerg fir eng Kontroll op der gesamter Chaîne de valeur no ënnen an no uewen. Dat ass gutt a wichteg. Wat mer déi lescht Woch och gesot kritt hunn, dat ass, dass mer déi gemeinsam Positioun vun deene Länner ënnerstëtzen, déi gär hätten, dass awer d'Fongen net an d'Direktiv sollen integréiert ginn. A wat d'Seuilen ubelaangt, do géif gëllen, dass eng Entreprise just dann ënnert d'Direktiv fält, wa se méi wéi 500 Mataarbechter huet. Déi Positioun hate mer och mat ënnerstëtzt.

Als Gréng begréisse mer op alle Fall, dass d'Aarbechten op EU-Niveau weiderkommen, souguer relativ zügeg weiderkommen. Mir géifen et awer genausou begréissen, wann och d'Initiativ, fir och un engem ambitionéierten nationalen Text ze schaffen, géif weidergefouert ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Den Didier Reynders hat et selwer gesot: Eng EU-Direktiv, dat gëtt e Minimalkonsens. An natierlech, wa mer bis eng EU-Direktiv hunn, da muss dës an nationaalt Recht ëmgesat ginn. Domadder hätte mer jo och en nationale legislative Kader, dat ass kloer. Mir geheien awer weiderhin eis Bedenken an de Raum, ob den EU-Text, wéi en aktuell virläit a wéi mir eis elo och dozou positionéiert hunn, dem Lëtzebuerger Kader effektiv gerecht gëtt respektiv, fir méi kloer ze sinn: ob dee Kader am Endeffekt net kéint e gréissert Schlupflach fir eist Land duerstellen.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Wann d'Fongen, ee vun de grousse Risikosecteuren, ausgeschloss sinn a just Betriber ab 500 Leit géifen en compte geholl ginn, da wieren et emol keng 100 Entreprisen, déi hei am Land géifen drënner falen.

Den Här Ausseminister hat bei senger Ried, zumannst wat d'Seuile vun de Salariéen ubelaangt, Gespréichsbereetschaft signaliséiert, fir och eventuell méi niddreg Seuilen ze diskutéieren. Mee wat eis Finanzplaz ubelaangt, do schénge mer awer e bësse wäit vun enger ambitionéierter Positioun ewech ze sinn, déi och en ligne wier mat eisen allgemenge Valeuren, déi mer notamment och am UN-Mënscherechtsrot vertrieden.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | An an deem Sënn: Mir hunn eis zwar da ganz wuel fir en hallefweegs ambitionéierten EU-Text agesat, mee mir selwer falen net ganz vill ënnert déi Dispositiounen. An ech hunn en Doute, ob dat eisen Usproch soll sinn, op en Text hinzeschaffen, vun deem mer wëssen, dass mer zu engem gudden Deel herno duerch d'Raster falen.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | An ech géif mer wënschen, dass mer eis och do vum Gedanke géife leede loossen, dass mer eis musse kohärent a konsequent sinn, well et ass am Endeffekt och eng Fro vun der Glafwierdegkeet.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Loosst mech zum Schluss awer nach kuerz op d'Zesummenaarbecht mat den ONGen agoen an op hire wichtege Rôle, dee si an deem ganze Gefüge hunn.

Virop wéilt ech nach eng Kéier de Rappel erausginn, dass déi aktuell Situatioun och e groussen Impakt op eis ONGen huet: D'Inflatioun, den Index, d'Salairë ginn an d'Luucht, d'Käschten allgemeng ginn an d'Luucht, awer d'Done ginn an Zäite wéi haut net parallell zu de méi héijen Depensen an d'Luucht an éischter de Géigendeel ass de Fall.

Dat ass e Problem fir d'Planungssécherheet vum Secteur. Dobäi leeschten eis ONGen eng essenziell Aarbecht an deem Gefüge vun der Kooperatiounspolitik, wou ganz vill Zännrieder mussen anenanergräifen.

Duerfir begréisse mir d'Nouvelle, dass entscheet ginn ass, hir Frais administratifs erëm eropzesetzen. Domadder hu si erëm méi Sputt, fir hir Aarbecht ze maachen.

Et ass wichteg, dass deen institutionaliséierte Raum fir den Echange an d'reegelméisseg Consultatioun vum Secteur bestoe bleift an ausgebaut gëtt, dass si d'office invitéiert ginn, wann et drëm geet, nei Strategien auszeschaffen, bei deenen hirer Ëmsetzung si am Endeffekt herno och musse mat un engem Strang zéien.

An an deem Sënn wéilt ech och hei nach emol hir Aarbecht honoréieren an hinnen alleguer Merci soen, well nëmmen zesummen hu mir eng Chance, den haitegen Erausfuerderunge wierklech gerecht ze ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | An an deem Sënn freeën ech mech natierlech op d'Geleeënheet, déi sech eis sécherlech wäert bidden, bei de kommenden Assisen, fir zesummen ze kommen, eis auszetauschen an aus deenen Echangen dann och frësch Energie ze tanke fir déi kommend Méint.

Duerfir och e Merci, Här Minister, dass dës Assisen entgéint eisen, zum Gléck onbegrënnten, Befierchtunge kënne stattfannen, an dat en plus en présentiel. Dat freet eis ganz besonnesch.

An ech soen Iech domadder villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ... A, ech hunn den Här Kartheiser hei stoen. Dann ass dat warscheinlech en Iertum. Den Här Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, Spende ginn e gutt Gefill. Hëllefe gëtt e gutt Gefill. Da kann ee gutt schlofen, mat proppe-rem Gewëssen. Dat ass schéin. Dat ass esou.

Mir als Lëtzebuerger kënnen an deem Sënn gutt schlofen a mir kënnen eis gutt fillen, well mir gi vill méi wéi dat, wat mer eigentlech misste gi laut den Accorde vu Rio vun 1992, déi 0,7 % vun eisem Bruttonationalakommes virgesinn. Mir ginn iwwer 1 %.

Allerdéngs kënne mir och net genee soen, wat eis Entwécklungshëllef an eis Kooperatioun wierklech iwwer all déi Zäit bréngt. Et gëtt sécher positiv Resultater – a mir hunn dat och hei elo héieren – op der Plaz. Mir hunn och vill flott Projeten erkläert kritt, déi absolutt ënnerstëtzenswäert sinn, och vun eiser Säit aus.

Awer mir wësse jo alleguer, dass och Entwécklungshëllef keen Allheilmittel ass, dass se scho ganz laang gemaach gëtt, deelweis vläicht net dat bruecht huet, wat ee sech erwaart huet. Si kann deelweis och detournéiert ginn, zum Beispill duerch Korruptioun, oder an der Bürokratie stieche bleiwen. A si kann och negativ Konsequenzen hunn, wéi beispillsweis eng Lämung vun der Wirtschaft dohannen an d'Verlueregoe vun der Eegeninitiativ.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Wësst Der, do gëtt et e Spréchwuert vum Kurt Tucholsky, wat am Fong relativ gutt heihinner passt. An dat Spréchwuert, dat geet: „Das Gegenteil von gut ist nicht böse, sondern gut gemeint." Eppes, wat gutt gemengt ass, dat ass eeben net onbedéngt och gläichzäiteg gutt.

An, Här President, ech géif dofir op méiglech Kritikcken un der Entwécklungshëllef respektiv un der Kooperatiounspolitik agoen. An ech wëll am Ufank awer och agoen op d'Bild, wat mir haut hu vun den aarme Länner, vun der fréier sougenannter „Drëtter Welt",

vun den Entwécklungslänner. Dat Bild, wat nach ëmmer vill Leit hunn, wann een hinnen einfach „Afrika" seet: Dann denke Leit u Krich, u Knascht, u Bulli, u Chaos, u Pescht, u Cholera an esou weider an esou fort, an déi Biller hunn eng grouss Muecht. Iwwregens – Klammer op –, och déi Leit dohanne maache sech vläicht falsch Biller vun eisem Liewen hei. Oft denke si bei „Europa" u BMWen, u Penthousen, u Piscinnen, u Party, u Luxus, wat jo och net onbedéngt der ganzer Wourecht hei entsprécht. Et ass méi nuancéiert.

An ech mengen, et wier och un der Zäit, dass mer alleguerten an der westlecher Welt dee Stereotyp vun den „ënnerentwéckelten Afrikaner" – an ech schwätzen och fir déi aner, déi an deem Fall sinn – ze briechen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Well 400 Millioune Afrikaner gehéieren haut zur Mëttelschicht, déi produzéieren, déi studéieren, déi konsuméieren, an et gëtt der ëmmer méi.

Et gëtt een anert Afrika, wéi dat, wat mir oft gewise kréien. Well eis gi jo haaptsächlech dann déi méi problematesch Situatiounen, déi et jo och gëtt, an d'Vitrinn gestallt. Et soll een natierlech och net vergiessen, dass ronn 30 % vun den Afrikaner nach ëmmer ganz aarm sinn a mat manner wéi 2 Dollar den Dag mussen eens ginn. Mee et gëtt eeben och e méi nuancéiert Bild.

An dat Bild, wat d'Leit oft hunn, ass eebe vläicht dat, wat falsch ass, wou se mengen, dass do en ënnerentwéckelte Kontinent ass, dee permanent eis Hëllef brauch fir ze iwwerliewen. Well da froen d'Leit sech iergendwann: „Jo dat ass säit Joerzéngten esou. A wat huet dann déi ganz Hëllef, déi mir gemaach hunn, iwwerhaapt bruecht?" Mee bon.

Ech wëll och kloer drop hiweisen, drun erënneren hei, dass et an Afrika selwer trotzdeem ëmmer méi Stëmme gëtt vun Intellektuellen, vun Organisatiounen an och vu Regierungen a Politiker, déi sech géint d'Entwécklungshëllef a géint déi traditionell Kooperatioun, déi déi westlech Länner maachen, ausschwätzen. Firwat, soe si, sollte mir Europäer d'Recht hunn, d'Afrikaner aus hirer Verantwortung fir hir eegen Entwécklung ze verdrängen? Si soen – an dat gëtt et wierklech vill –: „Afrika brauch net méi Geld. Afrika brauch net méi Hëllef." Si soen: „Afrika brauch méi Eegeverantwortung." A méi Entwécklungshëllef a Kooperatioun kann eeben d'Eegeverantwortung schwächen. Dat kenne mer jo alleguer aus anere Beispiller.

Wat gutt gemengt ass, ass eeben net ëmmer och wierklech gutt am Nachhinein. Méi Geld a méi Hëllef féieren eeben net onbedéngt zu méi Entwécklung. An dat, wat fundamental stéiert, dat ass, dass déi Hëllef op der Iddi baséiert, dass déi, déi ganz ënnen op der Leeder dohanne sinn, net selwer eppes zustane géife bréngen. Vill Beispiller a sougenannten Entwécklungslänner hunn awer och schonn de Contraire gewisen.

Wat sécherlech gebraucht gëtt – an do sti mer op der Säit och mam Minister, dee, mengen ech, dat zu enger Prioritéit och gemaach huet –, dat ass, dass mer bei humanitäre Katastrophen schnell an effizient mussen agräifen. Ech kommen nach eng Kéier drop zréck, mee ech mengen, eist Agräifen an den humanitäre Méiglechkeeten an der Ukrain ass e ganz gutt Beispill. An ech mengen, dass mir do och natierlech op enger Linn sinn hei alleguerten.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Et gëtt weider extreem Erausfuerderungen. Och déi sinn hei scho genannt ginn. E risege Problem, an dat schonn zënter Laangem, dat ass d'Bevëlkerungsexplosioun. Nigeria, dat bevëlkerungsräichste Land an Afrika, huet haut ëm 200 Milliounen Awunner a wäert am Joer 2050 450 Milliounen Awunner hunn – an dat sinn der méi wéi d'USA an dat sinn der méi wéi d'ganz Europäesch Unioun!

Den Här Spautz huet och geschwat vun de leschten Deeg, wou déi 8 Milliarde Mënschen op der Äerd iwwerschratt gi sinn. An dat féiert natierlech zu immens grousse Problemer.

Esou eng Bevëlkerungsexplosioun, wéi mer se haut gesinn, besonnesch an Afrika, ass et an der Geschicht vun der Mënschheet nach ni ginn. An dat bréngt ganz vill Problemer mat sech: Mangel un allem, Iwwerweidung am ländleche Raum mat der Desertifikatioun, Stied, déi explodéiere mat hire Slums, Manktum un Infrastrukturen, Verkéiersweeër, Waasserversuergung, Schoulen et cetera.

À propos Schoulen: Gutt ausgebilte Leit feelen nach vill an Afrika. An oft ass et leider esou, dass, wa se emol gutt ausgebilt sinn, op Unien zum Beispill hei an Europa oder an den USA, da wandere se gutt a gär an Industrielänner aus, an dat ass de Brain Drain, Migration des cervaux, an dat ass e groussen Handicap fir d'Entwécklung vun deene Länner, wa se déi „beschte Gehierer" esou un d'Industrienatioune verléieren, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | ... op där anerer Säit fir eis vläicht gutt.

Här President, d'ADR ass kloer fir Zesummenaarbecht a fir néideg Hëllef, fir eng Entwécklungshëllef mat Häerz a Verstand. An och an dësem Beräich musse mer awer d'Ausgabe vu Steiergelder mat der néideger Suergfalt geréieren. Well och dat soll een trotzdeem net vergiessen: Mir verscholden eis hei ëmmer méi a mir riskéieren och ëmmer méi, a finanziell Schwieregkeeten ze kommen.

500 Milliounen, eng hallef Milliard, abee, dat ass ganz vill pro Joer. An déi dinn eis och wéi. Dat kann een och soen. Dat sinn, wann Der emol eng Kéier rechent, 2.000 Euro pro Stot hei am Land. Dat ass also, wéi wann all Famill géif 2.000 Euro d'Joer spenden. An, „toute proportion gardée", mir hunn och vill – dat ass virdrun och schonn eng Kéier e bësse vum Här Spautz ugeschwat ginn – Problemer hei am Land an och eng gewëssen Aarmut hei am Land.

A wann ech da kucken – an dat ass eng Fro, déi mer dem Här Minister scho gestallt haten –, ech verstinn dat och, wa mir Sue gi fir Entwécklungshëllef an Indien. Ech verstinn, do gëtt et ganz vill Ongläichheeten, do gëtt et schreckleche Misär, an ech versti ganz gutt, dass et ONGe gëtt, déi an Indien deenen Äermsten hëllefen. An ech verstinn och, dass mir higinn an déi mat Milliounen ënnerstëtzen.

Trotzdeem stellen ech mer d'Fro, ob en technologesch esou erfollegräicht Land, wéi Indien et awer aktuell ass, mat enger Raumfaartindustrie, mat enger grousser Arméi, mat Atombommen, mat soss Industrie an esou weider an esou fort ..., ob ee wierklech soll higoen an do nach Hëllef ginn, respektiv, jo, fir dass si sech sollen entwéckelen. Solle si net awer och emol gesot kréien, dass se sech selwer sollen ëm hir Leit këmmeren? Well d'Méiglechkeeten hätte se!

Här President, d'ADR steet hannert der Fuerderung vum Weltsommet vu Rio aus dem Joer 1992, datt déi räich Länner 0,7 % vun hirem nationale Bruttoakommes fir déi ëffentlech Entwécklungshëllef asetzen. Awer, an dat ass och gesot ginn, aner Industrienatiounen, a ganz besonnesch d'Memberstaaten aus der Europäescher Unioun, leien däitlech drënner. Zum Beispill leie Spuenien an Italien bei ëm déi 0,2 % a Frankräich bei eppes ëm déi 0,4 %. Schweden an Norwegen, déi bis elo ëmmer och ganz héich waren, hu kierzlech decidéiert erofzegoen. An dat ass am Fong eng Situatioun, wou een awer, wann ee wierklech kohärent wëll sinn, emol vläicht och deene Länner misst staark rappeléieren, dass se dat, wat 1992 festgesat ginn ass, sollen anhalen. Well et ass nämlech och eng Saach vun der Gerechtegkeet, wou ee sech dann iergendwann awer ka froen: Firwat solle mir dann 1 % ginn, wann eis Nopeschlänner däitlech, däitlech manner ginn?

A mir mengen do och, dass an deem dote Kontext ... 0,7 %, dat sinn déi, déi virgesi sinn, déi géifen am Fong och duergoen. Et kann een natierlech ëmmer nach méi héichgoen, mee 0,7 %, menge mer, dat wier scho ganz korrekt an da géife mer dat, wat mer eis virgeholl hunn, ganz gutt erfëllen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Ech géif dann eng Partie konkreet Propositiounen hei nach maachen. Déi éischt, an dat sinn am Fong Saachen, déi mer och scho gesot hunn: Éierlech a komplett Zuelen hätte mer gär!

Mir sinn nämlech a Wierklechkeet däitlech iwwer 1 %. A mir fuerderen, dass mer endlech all déi ëffentlech Gelder kontabiliséieren, déi an d'Entwécklungshëllef fléissen, reell, fir de Prozentsaz ze rechnen, dëst no de Krittäre vum CAD, dem Comité d'aide au développement, a vun der OECD. Da géif sech wuel erausstellen, dass mer nach vill méi an Entwécklungshëllef stiechen, wéi déi aktuell Zuelen dat aussoen.

(Interruption)

Dëst betrëfft speziell déi Gelder, déi fir Flüchtlingen an och a puncto Klima ausgi ginn an eigentlech och zur Entwécklungshëllef misste gezielt ginn. Duerfir, Här Minister, hätte mer gären eng Kéier déi ganz Rechnung, fir dass d'Leit sech och e komplett Bild kënne maachen a fir dass mer eis och besser mat aneren Industrienatioune vergläiche kënnen, well déi zielen déi Gelder natierlech mat an hirer Statistik. Dat wier éierlech an dat wier transparent!

Zweetens, mir hätten och gären onofhängeg Kontrolle vun der Kooperatioun. Mir hätte gär méi Evaluatiounen; Evaluatiounen, déi net onbedéngt gemaach ginn, doduerch, dass déi Acteure sech een deen anere géigesäiteg kontrolléieren, déi oft matenee verstréckt sinn. Well de Punkt ass jo deen: Mir schwätzen hei vu 500 Milliounen Euro pro Joer a mir kréien dat jo net onbedéngt mat, wat iergendwou op enger anerer Plaz hei an der Welt leeft. Mir gesinn dat a Rapporten. Mir kréien dat erzielt. Mee et ass jo eppes fundamental aneres, wéi wa mer hei am Land Investissementer maachen, wou mer dat matkréien am Alldag, wou mer Leit kennen, déi do involvéiert sinn a wou mer do oft eng neutral Berichterstattung kënne kréien. Dat ass hei ganz, ganz schwiereg, well mer eeben net do sinn a well mer déi Leit dohannen net onbedéngt kennen, déi dervu solle profitéieren.

Dann, drëttens: Mir brauchen och eng richteg Zesummenaarbecht, wou och déi Länner, mat deene mer zesummeschaffen, dach awer och eis heiansdo kënnen entgéintkommen. An ech denken do beispillsweis un ... Et ass net elo onbedéngt elo e lëtzebuergesche Problem, mee en allgemengen europäesche Problem, dass oft, wa Persoune bei eis um Territoire sinn an Europa, déi illegal hei sinn an déi sollen zréckbruecht ginn aus verschiddene Grënn, da si verschidde Länner, déi wuel Kooperatioun mat eis maachen, déi sech awer do weigeren, deene Leit Pabeieren, zum Beispill, auszestellen. An do wier et gutt, wa mer eng gewësse Kohärenz hätten, wa mer kéinten ... Légitimement kéinte mer vun deene Partnerlänner dach awer verlaangen, dass se eng

gewësse Loyautéit an der Bezéiung hätten, an deem, wat mer maachen, an dann och dat ënnerstëtzen.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Véiertens: D'Chamber méi mat abauen. Et geet hei schliisslech ëm ganz héich Zommen: Wann een et ganz rechent, dann iwwer 2,5 Milliarde pro Legislaturperiod. An dofir hätte mer gär eng Ratifizéierung vun de Programmes indicatifs de coopératioun hei am Parlament. Dat soe mer allkéiers, an esou ass et am Fong och virgesinn an eiser Verfassung. An et géif eis och erlaben, an dat wär gutt, allkéiers eng Diskussioun iwwert d'Opportunitéit an d'Netopportunitéit vu verschiddene Projeten ze debattéieren. An da misst d'Chamber och reegelméisseg iwwert de Fortschrëtt vun de sougenannte PICen informéiert ginn, an da misst een och e qualitativen a chiffréierte Bilan ënnerbreet kréien, an da kéint een dann och do eng Decisioun hei an der Chamber dozou treffen.

Wat de Fong vun der Entwécklungshëllef a vun der Kooperatioun ugeet, géife mer nach dräi Propose maachen.

Déi éischt, déi ass e méi korrekten Handel. D'Entwécklungshëllef, d'Kooperatioun, kéint nei iwwerduecht ginn an hirem Konzept. An ech wëll och elo guer net soen, dass dat net gemaach gëtt. Ech mengen, dass hei am Land och vum Här Fayot gutt geschafft gëtt an dass mer an déi Richtung ginn. Mee mir hätte gär, dass dat eebe wierklech och weidergefouert gëtt a vläicht nach méi wäit.

An dat, wat wichteg ass, dat ass, dass mer Handelsrelatioune mat deene Länner kréien, déi esou gerecht an oppe si wéi méiglech, keng onfair Konkurrenz méi, fir et deene Länner ze erlaben, e richtegen Zougang zu de Mäert ze kréien an hinnen derbäi ze hëllefen.

Dat ass laangfristeg e bessere Wee wéi déi traditionell Entwécklungshëllef an déi traditionell Kooperatioun, déi mer elo zanter der Dekoloniséierung kennen. Da kréie mer eng richteg Kooperatioun op Aenhéicht mat Partner, mat deene mer zesummeschaffen, genau esou, wéi mat aneren dichtege Länner och.

Ganz wichteg ass an deem Kontext natierlech och d'Eegeverantwortung vun deene Leit an d'Vertrauen, wat mir a si stiechen.

An da musse mer awer och ganz genee d'Politik vun deenen anere grousse Playeren op dëser Welt am A behalen. Ech denke ganz besonnesch u China, déi op eng aner Aart a Weis an Afrika ënnerwee sinn, sech do implantéieren, ëmmer méi groussen Aflos kréien, och op den Ofbau vun de Ressourcen natierlech, an déi awer trotzdeem da bei deene Länner oft ganz gutt ukommen, well se einfach manner Froe stellen an hir Infrastrukturen ausbauen. Dat ass fir eis natierlech geféierlech a mir mussen do geostrateegesch gutt oppassen, wéi d'Zukunft an deem Kontext wäert ausgesinn.

Dann en anere Punkt, dat ass d'Ideologiséierung vun der Entwécklungspolitik. An ech géif dat an engem Kontext gesi vun engem gewëssenen Neokolonialismus. Aner Länner, aner Kulturen. Jo, munches gefält eis net an anere Kulturraim, an anere Länner, bei anere Vëlker. Si liewen aneschters wéi mir. Si hunn aner Traditiounen, en anert Gesellschaftsbild, en anert Fraebild, en anert Bild vu Kannererzéiung, en anert Verhältnis zur Relioun, zur Autoritéit, zu der ethnescher Hierkonft, en anert Verhältnis och zu de Mënscherechter an esou weider an esou fort. Jo, si hunn eng aner Kultur wéi mir.

(Brouhaha)

Dat ass d'Diversitéit, déi et op der Welt eebe gëtt. An d'Fro ass: Wéi wäit solle mir eis amëschen an hir Kultur? A wéi wäit solle mir dohigoen an hinnen erklären, dass déi Manéier, wéi si elo säit Honnerte vu Jore liewen, eng falsch ass an dass se hir Kultur sollen änneren, fir se eiser esou gutt wéi méiglech unzepassen? Ass dat net och eng Form vun Neokolonialismus?

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | An ass et net eng Form vun Disrespekt och vis-à-vis vun deene Leit, vun där Kultur? Musse se wierklech esou gi wéi mir? Ech mengen, mir wéilte jo och net, dass d'Leit heihinner kommen an eis op eemol soen, dass mir misste liewen, wéi dat aktuell op anere Plazen op der Welt ass, déi eis net esou gutt gefalen.

Et gëtt sécher Saachen, déi kann een net guttheeschen an do muss een dergéint virgoen. An déi sinn och schonn hei genannt ginn. An ech mengen, dat ass och wichteg. Mee am grousse Ganze sollt een awer och probéieren, hinnen d'Recht ze loossen, esou ze liewen, wéi si dat dohannen decidéieren, ouni dass mer hinnen dat mat enger bekannter westlecher Arroganz virschreiwe wëllen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Am grousse Ganze wëll ech ofschléissen an nach eng Kéier drun erënneren, dass mir ganz sécher derfir sinn, deenen Aarme vun deenen Äermsten ze hëllefen. Mir wëllen déi 0,7 % natierlech bäibehalen. Mir sinn awer och skeptesch, wou ee ka wierklech kucken, dat nach weider ze erhéijen. Mir sinn op 1 %. Mir hunn hei an Europa och am Moment eng Kris. An ech weess net, ob et wierklech realistesch ass ze soen, dass mer dat an den nächste Jore kënnen a solle bäibehalen.

An e leschte Punkt ass deen, dass et eis ganz wichteg ass, dass mer an engem Punkt wierklech net spueren an dass mer am Fong e groussen Deel sollen huele vun deem Gesamtpackage a fir déi humanitär Hëllef solle gebrauchen, wann an der Welt Kricher sinn, Naturkatastrophen, Epidemien, wat och ëmmer, wou wierklech e Schicksalsschlag d'Leit dohanne staark betrëfft. Da solle mer keng Méi a keng Efforte scheien an dohinner goen an deene Leit ... natierlech musse mer deenen dann hëllefen, esou wéi mer et och elo maachen, wou mer de Leit an der Ukrain hëllefen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption par M. Dan Kersch)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, wann den Här Keup ...

M. Fred Keup (ADR) | A, ech hunn ... Nee, also, ech hu wierklech immens gär, wann den Här Kersch mer eng Fro stellt, jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hu gär, wann Dir et gär hutt, wann ech Froe stellen.

(Hilarité)

Ech wollt Iech froen, ob Der Iech bewosst sidd, wann der insinuéiert, dass déi 500 Millioune Kooperatiounshëllef eventuell kéinten ze vill sinn, well et der jo méi si wéi déi 0,7 %, dass Der et domadder enger ganzer Rei Leit, déi jo vu sech aus och nach privat dozou spenden, u sech jo am Fong onméiglech maacht respektiv dass Dir Iech awer och eng Frechheet vis-à-vis vun hinne leescht, well déi Leit jo mat Sécherheet wëssen, dass de Staat op där enger Säit ganz vill an der Kooperatioun mécht, an trotzdeem Der Meenung sinn, dass dat net duergeet a selwer och nach privat eppes maachen.

Ech perséinlech sinn doriwwer ganz frou a mengen, dass déi Leit alleguerten, an dat sinn der Dausenden an Dausenden, Är Meenung op jidde Fall net deelen.

Dat war dat eent. An déi zweet Fro, déi ech Iech wollt stellen, ass, ob Der net mengt, dass d'Ausriichtung, déi d'Lëtzebuerger Regierung gewielt huet, fir ganz bewosst méi an d'Kooperatioun ze stieche wéi déi 0,7 %, déi vun eis verlaangt ginn, an op där anerer Säit vläicht e bësse manner ze maachen am Militär, wéi dat, wat international vun eis ugeduecht ginn ass, dass dat net dach déi richteg Aart a Weis ass. Dat ass nämlech déi richteg Friddensfërderung, déi mer queesch duerch d'Welt kënne maachen iwwert d'Kooperatioun. An ech mengen, dass dat e ganz, ganz richtege Choix ass, zu deem mir als Partei op jidde Fall wäerte stoen. An ech hoffen, dass Dir, déi Iech jo gären als Friddensengelen hei an der Chamber opféiert, dat och kënnt esou ënnerstëtzen.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Majo, also, Här Kersch, do kann ech jo bal nëmme mat Iech averstane sinn, bei deem, wat Dir elo gesot hutt. Also ech wëll effektiv déi Dausende Leit begléckwënschen, déi hei am Land bereet sinn, aus hirer privater Täsch an aus hirer eegener Motivatioun eraus ze spenden. An ech géif emol dervun ausgoen, dass déi allermeescht heibannen och dozou gehéieren. An dofir wëll ech all deene Leit e grousse Merci soen.

Hei schwätze mer natierlech vun eppes anerem: Hei geet et ëm de Budget och vum Lëtzebuerger Land. An deen ass nun eeben emol och net onbegrenzt. A wat déi aner Saach ugeet, dat ass e ganz interessante Punkt: d'Militärausgaben an op där anerer Säit dann d'Ausgabe fir d'Kooperatioun. An ech mengen awer kënnen ze soen, dass et e gewëssen ..., dass déi zwee wichteg sinn, dass et e Gläichgewiicht muss ginn. Ech mengen, mir sinn och keng Fanatiker, déi wëllen, dass mer déi 2 % bei de Militärausgaben erreechen, déi eis virgi ginn. A bei den 0,7 % si mer awer komplett d'accord, dass mer déi erreechen.

Mee ech mengen, fir op der Welt Fridden ze garantéieren a fir op der Welt derfir ze suergen, dass Entwécklung stattfënnt, do brauch een awer déi zwee, souwuel op där enger Säit d'Hëllef an och op där anerer Säit d'militäresch Kraaft, fir, wann et muss sinn, dann eeben Drock ze maachen oder eppes duerchzesetzen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech gesinn also, dass Der verstanen hutt, dass d'Regierung um richtege Wee ass.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir hutt Humor, Här Kersch. Dat do war déi Bescht haut!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci, merci och. An d'Wuert huet dann direkt d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, fir d'éischt wollt ech meng Absence vu gëschter entschëllegen, well ech war krankheetshalber doheem an ech hunn dem Här Minister awer ganz opmierksam vun doheem aus nogelauschtert.

(Hilarité et interruption par M. Fernand Kartheiser)

Majo. Am Fréijoer hat den Här Minister nach an engem Interview ugekënnegt respektiv hannerfrot, ob een dann an Zukunft nach weider sollt Geschäfter maache mat allméiglechen Diktatoren. Dat ass eis alleguerten a besonnesch mir am Kapp hänke bliwwen. Mir wëssen alleguer, dass dat ganz schnell nees vergiess war, well Ufank Juni ass hien zesumme mam

Premier op eng Visitt an de Ruanda geflunn, fir do als Wirtschaftsminister Geschäfter ze maachen – mat engem Diktator.

Déi international Organisatioune sinn zimmlech explizitt, wann et ëm d'Situatioun vun de Mënscherechter am Ruanda geet. Dat muss een ëmmer erëm ënnersträichen. De President Paul Kagame, dee säit iwwer 20 Joer do un der Muecht ass, huet generell e Problem mat der politescher Oppositioun. Bei Amnesty oder bei Human Rights Watch geet rieds vun Oppositionellen, déi einfach esou verschwannen, vu Folter, arbiträre Prozesser an enger genereller Ënnerdréckung vun der Meenungsfräiheet.

Ech si frou, datt den Här Fayot bei senger Visitt mat de Verantwortlechen dat ugeschwat huet an dass de President Kagame anscheinend en oppent Ouer derfir hat. Ech betounen awer, dass dat den absolutte Minimum ass, wann ee mat Diktatoren zesummeschafft an ech zweifelen dorunner, dass een do iergendeen Impakt wäert hunn.

Jo, ech zweifelen och un där Theorie „Wandel durch Handel", déi jo ëmmer erëm vu westleche Politiker zitéiert gëtt, wann ee sech da muss rechtfertegen. Ech denken un Dubai, Katar, d'Tierkei, elo Ruanda an nach bis viru Kuerzem Russland.

Nach d'lescht Woch hat ech virdru gewarnt, mat Autokraten zesummenzeschaffen. Do kritt ee mëttel- oder laangfristeg noutgedrongе Problemer. An datt de Premier Xavier Bettel de President Kagame dann och nach op Lëtzebuerg invitéiert, ass jo eigentlech d'Kiischt um Kuch.

Ech wollt awer eigentlech déi Visitt ënnert dem entwécklungspolitesche Gesiichtspunkt thematiséieren, well dat jo och d'Theema vun haut ass, fir d'éischt emol, wat de Choix ugeet, fir verstäerkt mat Ruanda zesummenzeschaffen.

Déi lëtzebuergesch Kooperatioun huet hir afrikanesch Zillänner jo alleguerten a Westafrika. Et ass do, wou si eng laangjäreg Expertis opgebaut huet. Dat entspriécht jo och dem Prinzipp vun der „concentration géographique", deen an der Lëtzebuerger Strategie steet, mat explizitter Referenz op Westafrika.

D'Entscheedung, fir elo verstäerkt mat engem Land zesummenzeschaffen, dat 3.000 Kilometer wäit ewech an Ostafrika läit, ass do fir eis net richteg nozevollzéien, och wa schonn an der Vergaangenheet Projeten do gemaach goufen.

Ech hat dem Här Fayot och eng Fro an enger Question parlementaire gestallt an d'Äntwert huet mech awer e wéineg stutzeg gemaach. Déi Entscheedung, esou heescht et an der Äntwert, „constitue un choix cohérent dans le contexte actuel, où la Coopération luxembourgeoise cherche à ce diversifier géographiquement suite aux difficultés bien connues, rencontrées dans d'autres régions, notamment en Afrique de l'Ouest."

Dës Äntwert schéngt mer e bëssen am Widdersproch ze si mat deem, wat de Minister gëschter sot, nämlech, dass mer eis westafrikanesch Partnerlänner net am Stéch wäerte loossen. A vläicht kann de Minister dann och herno eng Kéier op dës apparent Kontradiktioun agoen.

Jo, et gëtt e Sécherheetsproblem a Westafrika, mee um Terrain gëtt et fir d'alleréischt emol e Problem vun Iwwerliewen, vun Aarmut a vu Perspektivlosegkeet. An doraus eraus ass e Sécherheetsproblem entstanen. A jo, d'Kooperatioun gëtt ëmmer nach als ee vun den eenzegen Hiewelen ugesinn, fir iwwerhaapt nach op d'Situatioun anzewierken, nodeems déi europäesch Militärmissiounen an d'Box gaange sinn.

An deem Kontext si mir der Meenung, datt mer mussen eisen Engagement do stäerken, och wann dat aktuell um Terrain immens schwiereg ass. A vläicht eeben net an aner afrikanesch Géigenden auswäiche wéi an de Ruanda.

An deem Kontext wier ech frou, wann den Här Minister duerno kéint erklären, wat ee sech genee ënnert enger „stratégie transitoire" fir d'Sahellänner muss virstellen, vun där e gëschter hei geschwat huet.

Mir sinn natierlech net esou naiv ze mengen, dass dee Choix, mam Ruanda zesummenzeschaffen, aus enger entwécklungspolitescher Logik entstanen wier. Et geet eiser Meenung no villméi ëm Business, an déi Lëtzebuerger Kooperatioun ass do just en Türöffner.

D'Regierung vum Ruanda wëll nämlech gären hir Haaptstad Kigali zu engem internationale Finanzhub maachen, wéi mer alleguerte wëssen. Si huet dofir déi Initiativ „Kigali International Financial Center" an d'Liewe geruff, déi dann och elo vun der lëtzebuergescher Kooperatioun ënnerstëtzt gëtt.

Wann ee sech d'Homepage vun där Initiativ ukuckt, da mierkt ee schnell, ëm wat et eigentlech do geet: Do gëtt Kigali ugebueden als Destinatioun fir Investoren, déi hir afrikanesch Geschäfter effizient vun enger Plaz aus strukturéiere wëllen. D'Investore kéinte vun enger ganzer Rei Virdeeler profitéieren, dorënner keng Devisekontrollen, 100 % Rapatriatioun vu Profitter a Steiervirdeeler bei Strukturatiounen. Et gëtt Reklamm gemaach mat preferentiellen Tauxe bei der Kierperschaftssteier a mat Exemptioune bei der Quellesteier op Dividenden, Zënsen a Royalties.

Kee Wonner also, dass de President Kagame d'Zesummenaarbecht mat Lëtzebuerg sicht. Hei geet et ganz kloer drëms, eiser Meenung no, eng Finanzplaz „à la luxembourgeoise" opzebauen, déi de westleche Multinationale soll hëllefen, hir Profitter aus ganz Afrika zu Kigali ze sammelen, fir se do eventuell ze rapatriéieren, ouni mussen an aneren afrikanesche Länner Steieren ze bezuelen.

Ech erënneren an deem Kontext och drun, dass d'Chamber geschwënn e Steierofkommes mat dem Ruanda soll votéieren, dat d'Besteierung vun de Kapitalfléss tëschent deenen zwee Länner soll erofsetzen.

Une voix | Ech mengen, d'nächst Woch.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | E Rapport vun der CNUCED, also vun der UNO, vun 2020 schätzt, dass déi afrikanesch Staate pro Joer ëm déi 89 Milliarden Dollar wéinst illicitte Finanzstréim verléieren, dorënner virun allem déi aggressiv Steieroptimiséierung vu westleche multinationalen Entreprisen. Dee Montant ass vill méi héich wéi déi ganz Kooperatiounsgelder, déi laut der OECD 2020 bei 73 Milliarden Dollar louchen.

Grouss Konzerner, déi an Afrika Ressourcen exploitéieren, exportéieren déi Profitter via Steieroase méiglechst integral erëm an de Westen, mat der Konsequenz, dass a ganz Afrika Steiergelder feele fir Santé, fir Educatioun a fir Sozialsystemer. Och dat ass näischt Neits. Och dat wësse mer alleguerten.

A mir ënnerstëtzen awer elo mat eiser lëtzebuergescher Kooperatioun eng Initiativ, déi dat trotzdeem an deem Beräich vun der Steieroptimiséierung wëll facilitéieren. Awer natierlech ënnert dem Deckmantel vu Stéchwierder wéi „finances durables", „FinTech" an „investissements à impact", well dat klëngt jo och vill besser. Och dat kënne mer ganz gutt hei op der lëtzebuergescher Finanzplaz.

Mir schwätzen hei am Parlament reegelméisseg vu „cohérence des politiques", wann et ëm d'Entwécklungszesummenaarbecht geet, an d'Regierung hänkt sech dat jo och ganz gären op de Fändel. Och de Kooperatiounsminister huet gëschter d'Politikkohärenz e puermol genannt. Bei esou Dossiere wéi deem heite mierkt een da ganz schnell, dass et awer och schnell dermadder eriwwer ass.

Une voix | Jo!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Politikkohärenz awer ass eppes, wat een net einfach nëmmen niewebäi mécht, vun deem een net just schwätzt, mee dat ass eppes, wat duerch alles an duerch all Politik soll goen, wéi e roude Fuedem. An da muss ee sech och kohärent drun halen.

Här President, an deem Kontext vun der Politikkohärenz wëll ech gären d'Geleeënheet notzen, fir enger Persoun ze gedenken, déi ech selwer gutt kannt hunn, nämlech dem entwécklungspolitteschen Analyst Rainer Falk. Hien huet laang Joren zu Lëtzebuerg gelieft an zemools den ONGe ganz vill mat sengem Wëssen a sengen Analyse weidergehollef. Am August dëst Joer ass hien am Alter vu 70 Joer vun eis gaangen.

De Rainer Falk ass engem méi grousse Publikum zu Lëtzebuerg bekannt duerch eng kleng Studie, déi 2009 am Optrag vum Cercle de coopération veröffentlecht ginn ass. Verschiddener vun Iech kënne sech vläicht nach drun erënneren, et ass dodranner ëm den Impakt vun eiser Finanzplaz op déi sougenannten „Entwécklungslänner" gaangen. Den deemolege Premier Jean-Claude Juncker hat doropshin hei op der Tribün de Cercle gerüügt an d'Dokument als „primitiv Etüd" ëmschriwwen.

Ech kann Iech nëmme roden, dat Dokument haut, 13 Joer méi spéit, nach eng Kéier ze liesen, well seng Analys huet sech am Nachhinein natierlech als richteg erausgestallt a seng Recommandatioune vun deemools gi mëttlerweil an den internationalen Institutiounen diskutéiert a goufen och deelweis schonn ëmgesat.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An där Studie hat de Rainer Falk och geschriwwen, datt et net duergeet, wa sech d'Finanzplaz un déi international Standarden hält a mat Green Finance e puer positiv Akzenter setzt. Entscheedend, sou de Rainer Falk, ass d'Bereetschaft, kritesch Froen zouzeloossen iwwert den Impakt vun der eegener Finanzplaz op d'Entwécklungslänner.

Ech hunn d'Gefill, dass déi liberal Bereetschaft awer ëmmer nach net do ass.

Här President, bei der Visitt am Ruanda waren och eng ganz Rei lëtzebuergesch Entreprisë mat derbäi, well dëst war jo virun allem och eng Wirtschaftsmissioun, méi wéi eng Kooperatiounsmissioun. Trotzdeem mengen ech, datt een déi Schnëttstell tëscht dem Privatsecteur an der Entwécklungszesummenaarbecht sollt thematiséieren, sou wéi de Minister et och gëschter gemaach huet, well déi lëtzebuergesch Kooperatioun engagéiert sech jo ëmmer méi op deem Wee, fir enk mam Privatsecteur zesummenzeschaffen.

Dës Approche ass jo keng lëtzebuergesch Spezifizitéit, mee scho säit e puer Joren och Deel vum internationalen Agenda. Well déi räich Natiounen hir Verspriechen a Saachen Entwécklungshëllef – net sou wéi Lëtzebuerg – net anhale wëllen, gläichzäiteg d'Besoinen awer ëmmer méi grouss ginn um Terrain, virun allem an de Südlänner, soll elo de Privatsecteur asprangen, fir d'Leit aus der Aarmut ze féieren. Deem zu Gronn läit de Glawen, datt en Euro, dee vun enger Entreprise doran investéiert gëtt, genee dee selwechte Wäert hätt wéi en Euro, dee vun der staatlecher Kooperatioun investéiert gëtt.

Do gëtt et awer en décken Ënnerscheed, eiser Meenung no: Déi staatlech Kooperatioun schafft, zumindest an der Theorie, oneegennëtzeg; privat Entreprisen awer sichen, par la nature, e Return-on-Investment. Ausserdeem këmmert sech déi staatlech Kooperatioun, zumindest an der Theorie, ëm déi Äermst, wärend de Privatsecteur virun allem Leit cibléiert, déi och eng gewësse Kafkraaft hunn.

Ech soen dat net als Accusatioun un d'lëtzebuergesch Kooperatioun. Wann ee sech, zum Beispill, d'Business Partnership Facility ukuckt, wou déi lëtzebuergesch Kooperatioun privat Entreprisë subventionéiert, déi an Entwécklungslänner investéieren, do gëlle relativ streng Krittären an et geet och ëm verhältnisméisseg geréng Montanten. Mee et muss een an deem Bräich awer immens gutt oppassen, eiser Meenung no, datt et net eng Eegendynamik gëtt, an dass een duerno net méi Schued uriicht wéi Guddes mécht, virun allem, wann ee mat Acteure vun der Finanzplaz zesummeschafft, wéi ech virdrun unhand vum Beispill Ruanda gewisen hunn.

Här President, am Hierscht 2020, matten an der Coronapandemie, hat mäi Kolleeg Marc Baum, deemools hei an der Chamber, hei eng Motioun zur Ofstëmmung bruecht, fir d'APD an absolutten Zuelen anzefréieren op de Montant vun 2019. Dat, well duerch de covidbedéngte Réckgang vum Revenu national brut, och d'Entwécklungshëllef riskéiert huet erofzegoen, déi jo op 1 % vum RNB fixéiert ass. Deemools wollt d'Regierung net mat op de Wee goen, mam Resultat, datt mer vu 420 Milliounen op 396 Milliounen am Joer 2020 gefall sinn, fir dann erëm erop op 456 Milliounen ze klammen.

Sou Schwankungen no ënne bréngen eng gewëssen Onsécherheet mat sech, bei den Acteuren, natierlech, vun der lëtzebuergescher Kooperatioun an natierlech bei de Beneficiairen um Terrain. Zemools, well an deem Beräich jo generell mat pluriannuelle Programmer geschafft gëtt.

Et muss ee sech also froen, ob et wierklech derwäert war, hei elo 24 Milliounen anzespueren. Dat soen ech net, fir eng Poleemik ze maachen, mee fir doraus ze léiere fir eng nächste Kéier. Mir mengen, dass ee sollt iwwer eng Reegel nodenken, fir déi dach rar Fäll, wou eisen RNB eventuell sollt erofgoen, dass ee sollt probéieren, zumindest de Montant vum Virjoer ze halen, fir eng gewësse Previsibilitéit ze erhalen, quitte datt een dat dann an de Joren duerno erëm kompenséiert. Vläicht kann den Här Minister jo och duerno kuerz op dës Propos agoen.

Zum Schluss da wëll ech nach op d'Aarbecht vun den ONGen agoen. Ech mengen, et kann een net genuch d'Wichtegkeet vun der Aarbecht vun den ONGen ënnersträichen. D'ONGen – de Secteur, aus deem ech och kommen –, déi jo bal alleguerte mat Partnerorganisatiounen zesummeschaffen um Terrain, hunn eng ganz gutt Connaissance vun de lokale Realitéiten a kennen de Beräich, an deem se schaffen, extreem gutt. Do, wou d'bilateral Kooperatioun Schwieregkeeten huet, effektiv, wéi zum Beispill am Beräich vun de Mënscherechter oder och an der Ënnerstëtzung vun der Zivillgesellschaft, do kënnen d'ONGe vill besser um Terrain schaffen.

Vill ONGe mierken och dann haut, dass d'Mënscherechter, virun allem Mënscherechtsverteideger, ëmmer méi eng wichteg Roll hunn. Dat, well a ville sougenannten Entwécklungslänner d'Ëmweltrechter, mee och d'kulturell an d'politesch Rechter vu ganz ville verschiddene Bevëlkerungsgruppen, a virun allem och vun indigeene Bevëlkerungen, a Gefor sinn an dacks carrement och ënner Beschoss kommen, wéi a ville latäinamerikanesche Länner, mee och op de Philippinnen oder och zum Beispill am besate Palästina.

A well Entwécklung net ouni Mënscherechter geet a Mënscherechter net ouni Entwécklung geet, dofir ass dës Grille d'analyse vun de Mënscherechter esou wichteg. A mir brauchen d'Mënscherechtsverteideger.

Et kéint ee sech also froen, ob de Ministère net nach méi op de Wee wéilt goen, fir d'zivillgesellschaftlech Acteuren direkt um Terrain ze ënnerstëtzen, sou wéi zum Beispill d'Mënscherechtsverteideger. Wann d'Mënscherechter dem MAE jo esou wichteg sinn, kéint ee jo och direkt op dee Wee goen, fir an deene Länner, wou massiv Mënscherechtsviolatioune gemaach ginn – zum Beispill an de Sahelländer, wou mer eis eventuell elo e bësse vum Terrain zréckzéien –, esou Acteure méi direkt um Terrain ze ënnerstëtzen.

D'lescht Joer hat ech hei zwou Motiounen an deem Sënn agereecht, fir zu Lëtzebuerg temporär Defenseuren, also Mënscherechtsverteideger, opzehuelen, déi an hire Länner a Gefor sinn, an e Referent fir Mënscherechter am Bausseministère proposéiert. Wat mat deenen zwou Motioune geschitt ass, dat wësse mer haut. Déi éischt Fuerderung no sougenannte „shelter cities" ass méi aktuell wéi jee, wa mer wëssen, dass alljoers Honnerte vu Mënscherechtsaktivisten ëmbruecht ginn.

An deem Kader wëll ech och d'Fuerderung vum Cercle des ONG ënnersträichen, dass Lëtzebuerg sech dach wannechgelift eng transversal Strategie fir Mënscherechter soll ginn. Déi feelt dach gewalteg, wann een d'Wichtegkeet vun der Grille d'analyse vun de Mënscherechter gesäit a wouerhëlt.

Eng Grille d'analyse dann, oder de Bräll, mat deem mer d'Realitéiten an eiser Welt liesen, deen hu mer jo alleguerten un. Mir si jo alleguerten net onbedéngt ëmmer mateneen averstanen, mee dass mer e politeschen an e kritesche Bräll unhunn, dat wësse mer alleguer, an dat fanne mer och gutt, a mir wëlle jo eigentlech och, dass Jonker esou eng kritesch Lektür vun der Welt a vun den Interconnexiounen an der Welt maachen, zumindest en théorie.

D'Éducation au développement an d'Éducatioun aux droits humains ginn dann och ëmmer méi zu engem unerkannten Deel vun der Kooperatiounsaarbecht. Laang ass d'sougenannten „ED" als onwichteg ugesi ginn. Mee fir all déi, déi iwwerzeegt si vu Politikkohärenz fir Entwécklung a fir Mënscherechter, déi wëssen, dass d'ED, d'Éducatioun au développement, extreem wichteg ass. Do geet et dréms, wéi de Minister et och gëschter gesot huet, eis Gewunnechten aus der Perspektiv vum globale Süden ze beliichten, eis Aktiounen am Liicht vum Impakt op de globale Süden ze kucken, Stéchwuert „ekologesche Foussofdrock" oder och – en Term, dee mer bis viru Kuerzem net bekannt war – de „Spillover-Effekt", wou mer jo anscheinend als Lëtzebuerg déi zweetschlechtste Plaz beleeën. Merci dem Cercle des ONG, fir dës Beliichtungen an der Kommissioun.

Den administrativen Opwand dann, fir de Suivi vun de Projeten ze maachen, ass fir d'ONGen enorm an huet och d'Tendenz, mat der Zäit eropzegoen: Demanden, Rapporten, Finanzsuivien, Cadre-Logiquen, Evaluatiounen, Auditen an esou weider. Et ass e grousse bürokrateschen Opwand fir dacks ganz kleng Strukturen, virun allem, wann een dat vergläicht mat den éischter laxen Exigenzen an anere Beräicher. Ech hu mer dann och erkläre gelooss, dass an deene Business-Partnership-Facility-Projeten d'ONGen dacks méi streng Oplagen hu wéi déi aner privat Acteuren, an dat fir en änlechen, fir dee selwechte Projet.

Deementspriechend kënne mir d'Fuerderung vun den ONGen och gutt verstoen, de Kofinanzement bei de Frais-administratiffen ze erhéijen. Wann de Staat hinnen esou rigouréis administrativ Oplage mécht an ëmmer méi Professionaliséierung verlaangt, da muss de Staat och fir de Finanzement suergen, well soss geroden d'ONGen an eng Situatioun, wou se ëmmer méi Geld – an dat heescht och Donen – musse siche goen an dat da fir Pabeierkrom an net fir d'Projeten agesat gëtt.

D'Ukënnegung dann, fir de Plaffong vu 14 % op 15 % ze erhéijen, ass sécher e Schratt an déi richteg Richtung. Et geet awer eiser Meenung no net duer. Domadder komme mer just op d'Situatioun vun 2014 zréck. An dat ännert näischt drun, dass dës Fraise just zu 66 % kofinanzéiert ginn. Eiser Meenung no missten d'Personalkäschten, déi mat direkter Betreiung vun de Projeten zesummenhänken, an d'Projete kënnen integréiert ginn, fir dës Aarbecht méi nohalteg ze maachen.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol soen ech dem Minister Merci fir seng ausféierlech Erklärunge gëschter Mëtten, mee awer och fir déi 23 Accord-cadren, déi dëst Joer da konnten ënnerschriwwe ginn an déi elo a Kraaft trieden.

Och dëst Joer nämlech wäert en ustrengend Joer fir d'Kooperatioun an d'Acteuren um Terrain ginn. Wéi de Minister richteg sot, ass d'Luucht um Enn vum Tunnel erëm e bësse manner hell ginn. Et gëtt e bësse méi däischter an d'Situatioun gëtt eng méi schwéier – weltwäit. Dat ass net nëmmen de Fall an eise Partnerlänner, dat ass och am Moment ganz akut de Fall natierlech an der Ukrain, wou ech schonn d'lescht Woch hei op dëser Plaz gesot hunn, datt mer dréngend mussen op EU-Niveau zesummeschaffe fir ze assuréieren, datt jiddwereen do weiderhi Stroum an Hëtzt huet.

Mir Piraten begréissen, datt de Minister hei eng éischt zousätzlech Hëllef vu véier Millioune versprach huet. An ech hoffen, datt déi séier ukënnt an datt mir als Lëtzebuerg do weiderhi kënne positiv an Erscheinung trieden.

De Krich an der Ukrain huet awer och ganz konkreet Konsequenze fir eis Partnerlänner. De Krich kann e groussen Afloss op d'Liewensmëttelsécherheet op der Welt hunn, virun allem awer a Länner, wou en Deel vun der Bevëlkerung haut schonn ënnerernierte ass. Den ukrainesche President hat et a senger Ried hei an dësem Haus scho gesot: D'russesch Propaganda probéiert, der Ukrain d'Schold un der Liewensmëttelknappheet ze ginn, alternativ der EU respektiv dem globalen Norden.

Mir mussen d'Ukrain an hire Beméiungen ënnerstëtzen, déi russesch Propaganda opzedecken an ze weisen, datt et net si, mee de russesche Regimm ass, dee schold drun ass, datt et weltwäit zu Liewensmëttelknappheet an Energieknappheet kënnt. Och dat muss eis Aufgab als Alliéiert vun der Ukrain sinn.

Well d'Handelsorganisatioun, op déi ech och nach ze schwätze kommen, huet dann och festgehalen, datt et keng Exportlimitatiounen op Weess an Ueleg aus der Ukrain sollt ginn. Leider waren awer schonn am Juli eng 20 Länner – dorënner wichteg Exportateuren, wéi zum Beispill Indien –, déi ugefaangen hunn, Exportrestriktiounen op hir eege Produiten anzeféieren an domadder natierlech d'Situatioun net onbedéngt entlaascht hunn.

Et ass ganz verständlech, datt ee wëllt seng eege Populatioun als Éischt emol virun enger Hongersnout schützen, mee et ass bedauerlech, datt hei Länner net méi ënnerenee kooperéieren an zesumme Léisunge fannen, fir d'Zuel u Mënschen, déi musse weltwäit Honger leiden, weider ze reduzéieren.

Här President, vum Krich an der Ukrain kommen ech dann op eng aner Kris, déi eis déi lescht Jore gepräägt huet, nämlech d'Covidkris, déi eis awer och nach ëmmer net ganz verlooss huet. D'Covidkris ass nach net ausgestanen an et gëllt, eise Partnerlänner weider ënnert d'Ärem ze gräife mat Vaccinen, Tester a Masken. Datt Lëtzebuerg aleng mëttlerweil schonn iwwer 78.000 Dose Vaccin fir 1,4 Milliounen ewechgepucht huet, weist, wéi ongerecht dëse verdeelt ass.

Mir hu gesinn, datt eng Ëmverdeelung vun de Vaccinen, wa se bis hei am Land ukomm sinn, net funktionéiert. Dofir musse Länner, déi um Wee vun der Entwécklung sinn, anescht Accès kréien. An dofir begréisse mir Piraten, datt d'Welthandelsorganisatioun erreecht huet, datt d'Patentrecht op de Covidvaccine fir fënnef Joer ausgesat gëtt; och wa mer bedaueren, datt et just fënnef Joer sinn an d'Tester an anert medezinnescht Material net drënnerfalen.

Mir Piraten fannen et schued, datt hei kee méi couragéisen Accord konnt fonnt ginn, dee virun allem méi fréi hätt kënne kommen. Ech erënnere mech gutt drun, wéi mer hei an der Chamber schonn iwwer Motiounen zu deem Theema diskutéiert hunn, wou ech deelweis och nach gesot krut, datt dat alles guer net géif goen, ma elo gesitt Der, léif Kolleeginnen a Kolleegen: D'Welthandelsorganisatioun huet et fäerdegbruecht.

Mir als Partei schwätzen eis zanter eiser Grënnung géint Patenter op Liewen aus. Patenter a Beräicher vu Liewewiesen, Software a Medikamenter dierft et an eisen Ae guer net ginn, respektiv streng limitéiert. All Mënsch soll kënnen Accès zu liewensrettende Medikamenter an domadder och Vaccinen hunn. Dat hei ass awer net nëmmen en Theema wéinst Covid-19-Vaccinen, mee gëllt generell fir eng fair Verdeelung vu Wëssen a medezinneschem Schutzmaterial.

Mir hätten eis hei also gewënscht, datt sech Länner wéi d'USA, England an awer och Staategemeinschafte wéi d'EU net vun der Pharmaindustrie beschwätze gelooss hätten, mee Patenter fréizäiteg fräiginn hätten. Wie weess, wéi vill Leit mer duerch eng Vaccinsproduktioun lokal a weidere Länner hätte kënne retten.

Well d'Zäit awer nëmmen no vir an net no hannen dréit, gëllt et dann elo, dat Bescht aus deem Accord ze maachen an de Staaten, déi wëlle selwer produzéieren, esou vill wéi méiglech Hëllef zoukommen ze loossen. Eng weltwäit Vaccinsproduktioun, ob am Beräich vum Covid oder vun anere Krankheeten, kënnt eis alleguerten zegutt, well se Liewe rett an d'Verbreedung vum Virus, an domadder och vu Mutatiounen, andämmt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg huet kooperatiounstechnesch vill ze bidden: Mir sinn e Land mat Mëttelen, mir sinn e Land mat Knowhow. Mir Piraten soen et op dëser Plaz alljoers: Lëtzebuerg soll dësen Knowhow weiderginn! Mir hunn a puncto Digitalisatioun Projete mat ville Länner a mir sinn duerch eis Finanzplaz international vernetzt.

Leider ass et esou, datt sech d'Kooperatioun gefillt ëmmer méi u wirtschaftlech Interessie vun eisem Land upasse muss. An dat ass ee Gefill, dat och vum Cercle, an domadder vum Terrain, gedroe gëtt.

E rezent Beispill dofir ass – an et gouf haut schonn ugeschwat – de Ruanda. Ee Land, mat deem Lëtzebuerg an Zukunft vill méi enk wëllt zesummeschaffen. Ee Land, dat de Premier an de Kooperatiouns- a Wirtschaftsminister am Juni besiche waren a wou de Minister gëschter op dëser Plaz sot, datt bei Wäitem net alles perfekt ass an datt et Problemer a puncto Rechtsstaat a Respekt vun de Mënscherechter gëtt.

Dat ass en Discours, dee mech un eppes erënnert huet. Den CSV-Minister Frieden, deemools Finanzminister, hat 2012 iwwert de Katar gesot, datt et zwar keng lupenrein Demokratie wier, mee datt ee se kéint mam Handel op déi richteg Pist bréngen. Ma, ech mengen, d'Diskussioun, elo zéng Joer méi spéit, ronderëm d'Weltmeeschterschaft am Katar weist, datt, just mam Handel Länner derzou ze kréien, awer iergendwéi eppes fir Mënscherechter ze maachen, iergendwéi net klappt.

Et ass iwwregens och een Discours, deen e fréiere Kolleeg, also e Virgänger vum Här Wirtschaftsminister – da muss ech et elo eng Kéier esou soen – och schonn eng Kéier gesot huet, wéi e gemengt huet, datt ee Russland jo als Alliéierte kéint halen, wann ee just genuch Geschäfter mat enger russescher Bank hei zu Lëtzebuerg géif maachen. Och dat ass schifgaangen, wéi mer an der rezenter Geschicht geléiert hunn.

Wéi 2012 gleewe mir Piraten och haut net un esou Aussoen. Mir bedaueren, datt déi zweet grouss Rees vum Minister no der Debatt iwwert den eetheschen Handel dann net dat widdergespigelt huet, wat de Minister hei an der Chamber betount huet, nämlech, datt eis Wäerter musse méi wichteg si wéi den Handel ëm all Präis.

De Ruanda ass e Land – an och dat gouf haut scho gesot –, dat vun Amnesty als Diktatur ugesi gëtt an dat mat England en Accord ënnerschriwwen huet, dee vun alle Mënscherechtsorganisatiounen, déi iergendwéi um Terrain aktiv sinn, kritiséiert gëtt. D'Mënscherechter ware laut dem offizielle Communiqué vum Ministère awer nëmmen eng kleng Fousszeil, anescht wéi de Minister dat gëschter hei duergestallt huet. Well nämlech an engem Saz ginn d'Mënscherechter erwäänt, wärend duerno iwwer eelef Paragrafen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwer all méiglech gemeinsam Projeten am Beräich Digitalisatioun geschwat gëtt. Ee Saz versus eelef Paragrafen!

De Cercle de coopération huet dat och no der Visitt an engem Communiqué kloer kritiséiert. Si bedaueren, datt et keng detailléiert Strategie gëtt, wat de Rôle vun de Mënscherechter an eiser Kooperatioun ugeet.

Nach eng Kéier: Mir Piraten sinn derfir, datt Lëtzebuerg dat Wësse weidergëtt, wat mer hunn. Mir sinn awer net dermat d'accord, wa Lëtzebuerg esou wichteg Reesen net notzt, fir mam Land iwwer offensichtlech Mënscherechtsverletzungen ze schwätzen.

An ech erënnere mech un eng aner Rees, wou ech d'Chance hat, als parlamentaresch Delegatioun mat derbäi ze sinn – an och dat Land gouf haut scho vum Lydia Mutsch ugeschwat –: de Laos, wou mer och eng Ënnerstëtzung ginn hunn, fir e Code pénal neizeschreiwen, dee weiderhin d'Doudesstrof beinhalt. Och do muss ee sech d'Fro stellen, ob een esou Projeten dann iwwerhaapt als Land ënnerstëtze sollt. Ëmmerhin: Den Europäesche Kommissär hat deemools dann awer staark Wierder fir déi Situatioun fonnt.

An zréck bei de Ruanda. Den Accord mat England ass och esou e Fall. Den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter huet déi éischt Deportatiounen a Richtung Ruanda gestoppt. Amplaz, datt béid Länner den Accord opgeléist hunn, deen England elo schonn 120 Millioune Pond kascht huet, ass an England d'Diskussioun entbrannt, ob een net no der EU dann och nach sollt aus der Europäescher Konventioun fir Mënscherechter austrieden.

Mir hoffen, datt den Accord tëscht England an dem Ruanda viru Geriicht gekippt gëtt an et ni zu Ausweisungen an dës Diktatur kënnt. Mir Piraten sinn der Meenung, datt Lëtzebuerg engem anere Land net soll virschreiwen, wat fir Accorden et ageet. Mir sinn awer fest dervun iwwerzeegt, datt den Asaz vu Mënscherechter bei esou enger Visitt sech muss a méi wéi engem Saz an engem Communiqué erëmspigelen.

Mir huelen de Minister dofir beim Wuert, wann e seet, datt an Zukunft en Deel vun onsem Budget dorop verwennt gëtt, Projeten ëmzesetzen, déi zum Zil hunn, ganz spezifesch de Respekt vun de Mënscherechter ze stäerken. De Kigani Financial Centre (veuillez lire: Kigani International Financial Centre), dee Lëtzebuerg jo offiziell ënnerstëtzt, ass op jidde Fall keen esou ee Projet, dee sech spezifesch fir d'Mënscherechter asetzt an onofhängeg vun eise wirtschaftlechen Interesse wier.

De Ruanda ass dofir e Beispill. Et kéint een awer och vun der Visitt vum Grand-Duc zu Peking uganks dës Joers schwätzen, wou Lëtzebuerg eent vun deenen eenzegen EU-Länner war, déi e Representant dohinner gescheckt hunn a wou schlussendlech de lëtzebuergesche Fändel nieft deem vu China gehaangen huet.

Mir dierfe Mënscherechter net nëmmen op den Ordre du jour setzen, wann et eis passt! A mir dierfen et och net bei enger Randnotiz oder enger Foussnott beloossen. D'Piraten fuerderen dofir weiderhin, datt d'Mënscherechtsbeoptraagte konsequent op Missiounen ageluede ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir haten hei an der Chamber virun net allze laanger Zäit eng Aktualitéitsstonn zum Theema Wirtschaft a Kooperatioun an d'Fro, ob mer wierklech nach mat alle Länner sollten zesummeschaffen an Handel bedreiwen.

D'CONCORD, d'europäesch NGO confederation of Relief and Development, huet viru Kuerzem eng Studie publizéiert, déi opgrond vu verschiddene Facteuren d'Kooperatiounspolitik vun den EU-Memberstaate bewäert. Lëtzebuerg schneit hei deelweis ganz gutt of – an dat soll een och zitéieren –, well mer eis net nëmmen a Rieden engagéieren, mee dann och konkreet Schrëtt folge loossen.

Allerdéngs weist dee Rapport och, datt mer keng sougenannten „Targeted Actions" kënne virleeën, wat d'Integratioun vu Mënsche mat engem Handicap ugeet. Beim Punkt „Praxis and Tools" kënne mer kee vun deenen eelef Punkten erfëllen, deen d'CONCORD opläscht. Mir analyséieren net genuch den Impakt vu verschiddene Mesuren a maachen och net genuch, fir Inegalitéiten duerch d'Digitalisatioun virzebeugen.

Eis Kooperatiounspolitik schneit am Allgemenge schlecht of, wat d'Ugoe vun Inegalitéiten ugeet. Esou beleeë mer mat Rumänien hei déi lescht Plaz vun deene 24 analyséierte Staaten. Eng immens interessant Analys, wou mir Piraten eis géife wënschen, datt sech déi Resultater zu Häerz géife geholl ginn an d'Recommandatioune géifen ëmgesat ginn.

Esou Rapporte sinn nämlech immens wichteg, well se d'Schwaachpunkte vun enger insgesamt dach ganz gudder Kooperatiounspolitik awer opleeën. Leider maache mer hei zu Lëtzebuerg ze seele selbstkritesch Analysen a Suivien iwwer eis Regierungspolitik. Dat ass generell eppes, wou mir Piraten eis géife wënschen, datt d'Regierung méi oppe fir esou eng Selbstreflexioun wier.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. An ech wëll op dëser Plaz e grousse Merci un déi Leit ausschwätzen – an, ech mengen, jiddweree vu menge Virriedner a Virriednerinnen

huet dat gemaach –, déi sech och dëst Joer erëm engagéiert hunn, déi Lëtzebuerg virbildlech no bausse vertrieden an eiser aller Respekt verdéngt hunn. Grad a Krichszäiten an elo, wou d'Zuel u Mënschen, déi probéieren, eise Kontinent ze erreechen, erëm klëmmt, ass dëst Engagement méi schwiereg an dofir awer ëmsou méi wichteg ginn.

Mir Piraten ënnerstëtzen d'Beméiunge vu Lëtzebuerg, wann et drëms geet, mat anere Länner zesummenzeschaffen a vuneneen ze léieren. Mir begréissen et och, datt de Plaffong vun de Frais administratifs erëm vu 14 % op 15 % eropgeet. De Cercle des ONGDs freet awer méi, nämlech datt d'Fraise vun de Gestionnaires de projets erëm an de Budget „Projet" amplaz an den „Administratif" kommen, well een doduerch erëm méi Leit bezuele kéint. Mir denken, datt een hei den Acteuren um Terrain nach méi wäit kéint a sollt entgéintkommen.

Eis geet den Asaz vun eise Ministere fir d'Mënscherechter net wäit genuch. Dat hunn ech, mengen ech, haut kloergemaach. Demokratië wéi Lëtzebuerg hu Mënscherechtsverletzungen op d'Agenda vu Reuniounen ze bréngen! Mir mussen op internationalem Niveau Ënnersichunge fuerderen, wa Berichter iwwer Mënscherechtsverletzungen ëffentlech ginn. Mir musse se konsequent bei alle Visitten an allen Treffen uschwätzen. An hei ass nach Loft no uewen.

Lëtzebuerg muss an der Entwécklungshëllef méi wäit kucke wéi déi eege wirtschaftlech Interessen, a Projeten ënnerstëtzen, déi de Leit an deene Länner och wierklech eppes bréngen an net nëmmen heiheem positiv Schlagzeile maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Kooperatiounsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Merci, Här President. Léif Deputéiert, ech géif fir d'alleréischt gäre jiddwerengem Merci soen, deen haut an deem Debat hei intervenéiert ass. Et war e flotten Debat, e räichen Debat. An ech mengen effektiv, dass et em och guttgedoen huet, dass mer dës Kéier d'Deklaratioun getrennt hu vun der Diskussioun, vun der Debatt, well dat effektiv jiddwerengem hei méi Zäit ginn huet, fir sech och ze preparéieren.

Ech géif gäre kuerz agoen op dat, wat verschidden Deputéiert gesot hunn, ugefaange mam Marc Spautz, deen och laang geschwat huet iwwert d'Flüchtlingen, iwwert d'Problematik vun de Flüchtlingen. Déi Leit, wéi e gesot huet, déi mussen hir Heemecht verloossen an déi dat net fräiwëlleg maachen.

Dat erënnert mech effektiv un en Zitat, wat ech eng Kéier gelies hunn am Buch vum Esther Duflo a vum Abhijit Banerjee „Good Economics for Hard Times", wou se eng brittesch-somalesch Poetin zitéieren, d'Warsan Shire – ech zitéieren dat elo net ganz –, mee wat seet: „Et ass keen ..."

„no one leaves home unless
home is the mouth of a shark.
[...]
you only leave home
when home won't let you stay."

An ech hunn dat selwer gesinn a Jordanien zu Amman, awer och méi wäit ewech am Niger zu Niamey, am Burkina Faso, am Mali. Iwwerall do sinn déi meeschte Flüchtlingen. D'Flüchtlinge sinn zu 80 % ganz no bei de Krisegebidder. Et ass net esou, dass d'Flüchtlingen Europa oder déi entwéckelt Welt iwwerrullen. Dat ass net esou.

An Dir hutt och alleguerte Recht ze soen, dass dat vläicht e Risiko ass, deen ëmmer méi reell gëtt, wa mer de Klimawandel net eeschthuelen, wa mer d'Hongerskris net eeschthuelen, dass mer dann iergendwann eng Kéier do viru ganz vill méi grousse Problemer stinn. Ech deelen déi Suerg. An dat ass och de Grond, firwat mer eis esou asetzen.

Et ass och vu verschiddenen Deputéierten ugeschwat ginn, dass mat Suerg gekuckt gëtt, dass eng ganz Rei Länner dat Zil vun den 0,7 % APD vun hirem Bruttonationalprodukt net respektéieren, deem se sech verschriwwen hunn. Dat ass effektiv eng Suerg, déi ech och deelen. Mir gesinn, dass dat eng Tendenz ass, déi extreem besuergniserreegend ass. Mir gesinn, dass Länner effektiv ... Schweden ass genannt ginn, England; Groussbritannien huet och hir APD relativ staark erofgeschrauft. Dat ass a mengen Aen eng ganz kuerzfristeg an eng kuerzsiichteg Vue. Fir do ze spueren, dat ass op der falscher Plaz gespuert.

Mir sinn e Land, wat elo säit bal 40 Joer Entwécklungszesummenaarbecht mécht. Wéi mer d'Gesetz 1983 gestëmmt hunn – an ech hat dat nogekuckt an den Travaux parlementaires –, du lounge mer mat eiser Entwécklungshëllef nach ënner 0,2 %. Mir sinn also säithier wierklech e wäite Wee gaangen an déi 1 %, déi mer haut an eis Entwécklungshëllef investéieren – 1 % vun eisem Bruttoakommes –, déi stinn eis net nëmme gutt zu Gesiicht, mee déi sinn extreem wichteg an eiser Aussepolitik.

An ech géif och gär soen, dass dee Principe de non additionnalité, deem mer eis verschriwwen hunn, fir ze soen: „Gutt, mir rechnen déi Investissementer, déi Käschte fir eis Flüchtlingspolitik an och fir eis Klimapolitik net an eis APD an", dass dat genee richteg ass.

Dir hutt gefrot, Här Keup, wat dat dann elo ass, dee Montant. Ech géif Iech invitéieren, de Budget ze liesen. Dat gëtt net verstoppt! Dir kënnt dat ganz einfach zesummerechnen. An et ass kloer, dass mer iwwer 1 % sinn. Ech sinn och houfreg drop, dass mer iwwer 1 % sinn. An ech kann Iech soen, dass dat eppes ass, wat eis ganz héich ugerechent gëtt.

Déi Länner an déi Regierungen, déi elo erofgi mat hirer Entwécklungshëllef, jo, dat si Länner wéi Schweden, virun hinnen d'Englänner, dat sinn och déi Länner, wou Regierunge sinn, déi net midd ginn, ëmmer erëm op d'Flüchtlingen ze klappen, d'Flüchtlingen ze diaboliséieren, déi nationalistesch Tendenzen hunn. Déi zwee gi ganz kloer zesummen. Dat ass net déi Politik, fir déi dës Regierung steet. Dat ass net eis Approche zur Entwécklungszesummenaarbecht.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Dat sinn och Länner, déi sech inspiréieren un enger Politik vun engem Donald Trump, dee mengt, dass ee sech mat Mauere kéint géint Flüchtlinge schützen.

Et ass och vill geschwat ginn, oder thematiséiert ginn, dass heiansdo eis Entwécklungszesummenaarbecht ugezweifelt gëtt oder heiansdo sech gefrot gëtt, firwat mer dat maachen oder firwat mer dat mat där Ambitioun maachen, mat där mer et maachen.

Ech sinn der Meenung, an dat ass och vun e puer Deputéierten ugeschwat ginn, d'Lydia Mutsch huet dat ugeschwat a senger Interventioun, dass et do eng ganz Rei Grënn gëtt.

Deen alleréischte Grond an den Haaptgrond, dat ass de Grond vun der Mënschlechkeet. Mir maachen dat aus mënschleche Grënn a mir maachen et aus Solidaritéitsgrënn, aus Grënn vun internationaler Solidaritéit. Eis Philosophie berout op der internationaler Kooperatioun. Mir liewen alleguerten zesummen als mënschlech Communautéit op engem Planéit. An et geet eis heiheem eppes un, wann et Leit an aneren Deeler vun der Welt schlecht geet. An ech sinn och frou, dass dat esou breet heibanne gedeelt gëtt.

Mee et gëtt och nach en anere Grond dofir, an och dat ass ugeschwat ginn: Mir hunn eng Verflichtung, dat ze maachen, och aus historesche Grënn, an dëser Regioun vun der Welt, an Europa. Virun net allze laanger Zäit – an ech weess net, ob se nach amgaangen ass – war eng Expositioun hei am Musée iwwer eis kolonial Vergaangenheet. Och dat explizéiert, firwat mer dat alles maachen. Mir maachen et aus Mënschlechkeet, mir maachen et aus internationaler Solidaritéit, mee och, well mer eng Verflichtung hunn, dat seriö ze maachen.

Mee mir maachen et och – a wann et nëmmen dowéinst ass, ass dat och e wichtege Grond – aus ganz eegeninteresséierte Grënn. Den David Beasley, den Directeur exécutif vum Welternierungsfong, huet nach virun zwee Deeg an engem Interview mam „Monde" e ganz einfacht Rechebeispill ginn. E sot: „Mat ee bis zwee Dollar pro Dag kann een e Resilienzprogramm finanzéieren, deen ee Kand kann ernieren. Wann een dat selwecht Kand muss en charge huelen, wann et op der Grenz ass, zum Beispill mat Amerika, da kascht dat 4.000 Dollar." An dee selwechte Calcul kann een natierlech an Europa maachen. Et ass onendlech méi deier, wann een dat duerno als Flüchtlingsproblematik muss ugoe wéi am Fong zum Beispill Resilienzpogrammer fir d'Liewenssécherheet (veuillez lire: d'Liewensmëttelsécherheet).

Dat si wierklech déi wichteg Grënn, firwat mer dat alles maachen. Mee ech ginn dem Gusty Graas och ganz Recht, mir mussen och ëmmer méi dorobber sensibiliséieren. D'Informatioun iwwert dat, wat mer maachen, d'Kommunikatioun iwwert eis Projeten, iwwert eis Entwécklungszesummenaarbecht ass extreem wichteg. An dat fänkt natierlech och alles u bei der Educatioun, bei der Bildung an der Schoul.

Ech war virun zwou Wochen zu Dublin, wou mer, ënner Lëtzebuerger Copresidence, zesumme mat den Iren eng Deklaratioun adoptéiert hunn, déi „Dublin Declaration" heescht. Dat war am Kader vum GENE, wou mer och ganz implizéiert sinn – dat ass de Global Education Network Europe –, deen eng ganz progressiv Deklaratioun ausgeschafft huet, och mat Participatioun vun der Lëtzebuerger Kooperatioun, wou sech wierklech der Educatioun op globalen Theeme verschriwwe ginn ass, sief dat de Klimawandel, d'sozial Gerechtegkeet, d'Mënscherechter, d'Gläichheet zwësche Mann a Fra, all déi Saachen, a wou all déi Länner sech engagéiert hunn, fir dat och nach vill méi staark an hirer Educatioun anzebannen, dat heescht, an der Schoul déi global Perspektiv op d'Welt nach vill méi ze ginn. An ech mengen, et ass extreem wichteg, dass mer dat heiheem maachen, dass d'Kanner, dass déi Jonk, dass d'Leit iwwerall, d'Bierger, déi Perspektiv, déi global Perspektiv, an Ausbléck hunn, wa se sech mat de Problemer heibannen ausenanersetzen. Ech hunn dat gëschter gesot: Mir hu Campagnë wéi „Rethink Your Clothes", wou mer justement deen Eclairage ginn, zum Beispill op eise Konsum vu Kleeder.

Dofir ass et esou wichteg, fir eeben och déi Akzeptanz par rapport zu der Entwécklungszesummenaarbecht dobaussen ze kréien.

Et ass och e puermol gesot gi vu verschiddenen Deputéierten, vum Gusty Graas an, ech mengen, och vum Lydia Mutsch, dass eise Liewensstil natierlech och zu de Problemer bäidréit. Dat ass richteg. Eis Modernitéit an och eise Wirtschaftsmodell, eise Konsummodell, dat geet op d'Käschte vun der Entwécklungswelt.

A wann Der, wéi mer dat am Juli gemaach hunn zu New York, de Voluntary National Review presentéiert, wou mer eise Progrès bei den ODDen, bei den nohaltegen Entwécklungsziler, presentéieren, dann ass dat natierlech och eng vun de Remarken, déi Der gemaacht kritt, dass Der eent vun deene Länner sidd, wat als Éischt säin Overshoot Day huet. Eis Empreinte op de Planéit ass enorm. An dofir musse mer och weiderhi ganz offensiv un der Dekarbonisatioun vun eiser Ekonomie an eiser Gesellschaft schaffen. Mir mussen un technologesche Léisunge schaffen, sief dat d'Digitaliséierung, sief dat d'Kreeslafwirtschaft, sief dat d'Deelwirtschaft, awer och natierlech un enger Gesellschaft an enger Wirtschaft, déi méi sober ass, déi sech der Sobrietéit verschriwwen huet.

An natierlech och eng Ekonomie, déi d'Mënscherechter seriö hëlt! An do géif ech gären och kuerz op dat agoen, wat d'Stéphanie Empain sot iwwert den Devoir de viligance. Dir wësst, dass dat eppes ass, wat mir ganz staark um Häerz läit. Mir hunn dat schonn a vergaangenen Debatten hei iwwert d'Kooperatioun an och iwwert d'Ekonomie ugeschwat. Do gëtt et elo eng Direktiv, déi virläit, wou mer eis interministeriell concertéiert hunn derzou, wou mer als Lëtzebuerg eng gemeinsam Positioun hunn a wou mer wierklech eis och engem ambitiéisen Text verschriwwen hunn.

Do kann ee kritiséieren, dass d'Fongen net dra sinn. Dat kann een awer och ganz gutt justifiéieren, dat hunn och aner Länner gemaach an hirer Approche zu der Direktiv. Et war ëmmer meng Suerg, mir war ëmmer wichteg an deem Dossier, dass mer en Text géife kréien, deen op eisen Tissu économique passt. Et geet hei net duer, en Text ze hunn, deen op eemol all d'Entreprisë betrëfft, och déi, déi dat guer net kënnen um Terrain verifiéieren. Mir brauchen en Text, deen op eis Wirtschaft passt. An et mécht wéineg Sënn, fir zum Beispill Kleng- a Mëttelbetriber ënnert deen Text ze kréien, wëssend, dass se guer net d'Moyenen hunn, fir dat an hirer ganzer Liwwerketten ze verifiéieren.

Dofir kann ee vill diskutéieren iwwert de Champ d'application vun deem Text. Déi Entreprisen, déi dat kënne verifiéieren, sollen dat musse maachen. An dofir wäerte mer eis ganz kloer derfir asetzen, dass dat och duerno de Fall ass.

Ech hunn, schonn ier déi Direktiv virlouch, a mengen zwee Ministèren, a mengen Aiden-Instrumenter, sief dat am Business Partnership Facility, sief dat awer och an den Aiden an der Ekonomie, eng Konditioun draschreiwe gelooss, dass déi Entreprisen, déi Beneficiaire si vun deenen Aiden, sech och de Mënscherechter verschreiwen an hirer ganzer Liwwerketten. Dat ass eppes, wat kontraktuell festgeluecht ass, an dat ass eppes, wou et mer och wichteg ass, dass mer dat duerno och am Gesetz verankeren.

Dofir kënnt Der sécher sinn, dass ech mech wäert asetze fir en ambitiéisen Text vun där Direktiv, well deen ass jo nach net fäerdeg verhandelt, awer duerno och fir eng ambitionéiert Transpositioun vun deem Text.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Et ass och geschwat ginn, am Kontext vum Ruanda, awer net nëmmen, iwwert déi Fro vun der Aide non liée. D'Aide liée, dat ass, wann d'Entwécklungshëllefsgelder bedéngt sinn, konditionéiert sinn zur Vergab vu Marchéen. Dat ass d'Aide liée. An et sinn eng ganz Rei Länner, déi dat maachen – an net där Klengster! – a wou ganz kloer ass: Wa mer de Marché, oder wann eis grouss Entreprisen d'Marchéen net kréien an deene verschiddenste Beräicher, da gëtt et och keng Entwécklungshëllef!

Jo, dat ass: Eng Hand wäscht déi aner! Dat ass net dat, wat mir zu Lëtzebuerg maachen, ganz kloer net. An ech wäert dat och net stoe loossen, dass mer dat maachen.

Mir ass, par contre, dru geleeën, dass mer an eise Partnerlänner, an iwwerhaapt an der Entwécklungszesummenaarbecht, och en ekonomeschen Empowerment maachen. Et geet net duer, sech an d'Educatioun ze implizéieren oder an d'Beruffsformatioun, wann et duerno keng Debouchéë gëtt, wann et duerno keng Aarbechtsplaze gëtt an deene Länner, wou mer dat maachen.

An dat ass de Grond, firwat et esou wichteg ass, och ekonomesch Fillièren ze developpéieren, och wirtschaftlech Opportunitéiten ze developpéieren. An do schummen ech mech net, dat ze maachen. An et geet, nach eng Kéier, net drëm, déi Lëtzebuerger Ekonomie ze entwéckelen! Par contre hunn ech kee Problem domat, wa Lëtzebuerger Entreprisen am Partenariat mat Entreprisen – jo, och zum Beispill am Ruanda, am Benin, op anere Plazen – zesummeschaffen, fir do nei Aktivitéiten ze entwéckelen.

An ech soen Iech: Dat ass eng Demande an deene Länner! Wa mer am Ruanda ware mat Entreprisen, dann ass dat, well se eis dat gefrot hunn, well se interesséiert sinn, mat eis zesummenzeschaffen, mat eisen Entreprisen, am Beräich vun der Digitaliséierung, am Beräich vun de Finanzen. Och dat ass näischt, woufir ee sech muss schummen!

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Am Beräich vun der Agrikultur: Dat ass dat, wat mer maachen am Ruanda. An nee, mir sinn net do, fir Business ze maachen! Mir sinn do aus anere Grënn. Mir sinn do, fir d'Agrikultur opzebauen. Mir sinn och do, fir iwwer Mënscherechter ze schwätzen. Mir sinn do, well mer eng Geschicht do hunn a well mer nach ëmmer respektéiert gi wéinst där Kooperatiounspolitik, déi mer do gemaach hu virun 10, 15, 20 Joer, well se sech nach un eis erënneren a well mer e kredibelen a respektéierte Partner do sinn. An ech schumme mech och net fir déi Orientéierung vun enger wirtschaftlecher Kooperatioun.

An ech géif Iech och gär soen, dass déi Verdäiwelung, déi oft kënnt par rapport zu där Iddi, fir och e wirtschaftlechen Developpement ze maachen, ganz oft aus Ecke kënnt, déi nach an enger Mentalitéit sinn, déi een aus enger Zäit kënnt, déi ee konnt am Musée do gesinn. Dat kënnt aus Milieuen, aus enger Zäit, wou d'Kooperatioun effektiv nach vill méi mat Hëllef ze dinn hat wéi mat Zesummenaarbecht, am Fong aus enger Zäit, wou d'Entwécklungshëllef vu Missionare gemaach gouf, mat enger ganz spezieller Iddi vun Nächstenliebe.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Dat ass net meng Iddi vun der Kooperatioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Ech gleewen, dass ee muss Perspektive schafen, och wirtschaftlech Perspektiven, dass ee muss Aarbechtsplaze schafen. Do ass fir mech, wéi gesot, näischt Anrücheges drun. Dat ass, au contraire, wierklech dat, wat mer musse maachen. A mir mussen do effektiv eis Atouten abréngen, d'Digitalisatioun, eis Fuerschung, eis inklusiv Finanz, all déi Saachen, wou mer e Savoir-faire hunn, musse mer do matabréngen. An dat ass och dat, wat mer maachen. An do sinn ech och houfreg drop.

De Business Partnership Facility ass eent vun deenen Instrumenter. An do sinn ech e puer Beispiller gefrot ginn. Ee vun de Projeten, zum Beispill, ass e Betrib aus Frankräich, deen am Senegal zesummeschafft am Beräich vum Agrivoltaisme, dat heescht, fir dekarboniséiert Agrikultur ze maachen. En anere Betrib ass een am Beräich vum Space, dee Fotovoltaikpanoe mécht mat Sand, deen am Burkina Faso e Projet huet. An e weideren ass een am Beräich vun der Konstruktioun, wou och am Burkina Faso nohaltegt Konstruktiounsmaterial gemaach gëtt. Dat sinn déi Genrë Projeten, déi do iwwert d'Business Partnership Facility gemaach ginn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President?

M. Fernand Etgen, Président | Jo, Här Fayot, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Loosst mech just wannechgelift fäerdeg maachen, da kann den Här Kartheiser duerno froen.

Da war nach eng Fro vun der Madamm Empain, déi gefrot huet, wat déi 10 % am Beräich vun der Sécurité alimentaire alles géifen duerstellen. Dat ass d'Sécurité alimentaire am breede Sënn. Dat heescht, do ass alles dran. Do sinn och Saache wéi de Soutien, d'Ënnerstëtzung vu Schoulkantinnen an de Welternärungsfong dran, zousätzlech zu eise Projeten an der Agrikultur, der Agroekologie, an d'Opbaue vu Resilienz ass och do dran.

Dann Är Fro zur Koordinatiounsplattform. Bon, do bréngе mer Acteuren zesumme wéi de CGDIS, mat deem mer jo zesummeschaffe bei emergency.lu, awer och d'Santé, d'Defense, fir notamment d'Fligeren, awer och den HCPN, déi si bei där Plattform do mat dran. An dat ass, wéi gesot, eppes, wat elo an deenen nächste Méint, Ufank d'nächst Joer, dierft operationell ginn.

Dann hat Der och nach eng Fro iwwert deen Humanitarian Innovation Accelerator. Et war effektiv d'Iddi, fir opgrond vum Succès vun emergency.lu am Fong een nächste Projet esou opzebauen, erëm eng Kéier mat der Implikatioun vum Welternärungsfong, well de PAM ass u sech déi Agence bei der UNO, déi am stäerksten an am meeschten op der Innovatioun schafft. Dat heescht, do war et natierlech, fir mat deenen zesummenzeschaffen, awer och aner UNO-Agencen an aner humanitär Acteuren zesummenzebrénge mat eisen Entreprisen – awer net nëmme mat eisen –, mee mat Entreprisen am Beräich vun der Digitalisatioun, vun der Finanz, vum Space an och aneren, fir eeben ze kucken, fir d'éischt emol d'Besoinen ze identifizéieren. An da gëtt en Appel à projets gemaach, fir eeben do och Solutiounen ze entwéckelen, déi da kënnen agesat ginn an an den Déngscht gesat gi vun der humanitärer Aktioun. Dat ass d'Iddi vun deem Accelerator, an dee wäert dann d'nächst Joer eng éischte Kéier operationell gemaach ginn.

Här President, ech géif och elo hei zu engem Schluss kommen. Ech hat virun zwee Joer gesot – 2020 bei menger Ried, wéi ech hei war, do ware mer matten am Covid –, dass et an enger Zäit, wou de Wand vun der Ännerung bléist, zwou Zorte Leit gëtt: Et gëtt déi, déi Mauere bauen, an et gëtt déi, déi Wandmille bauen. An ech hat gesot, dass ech zu där zweeter Kategorie géif gehéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | An ech hoffen, dass all d'Deputéiert heibannen och dozou gehéieren.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kooperatiounsminister Franz Fayot. Da Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. An och dem Här Minister merci fir seng Aussoen an déi Bereetschaft, dann op dës Fro ze äntweren.

Dir sot, Här Minister, „Et gëtt der, déi Mauere bauen an et gëtt der, déi Wandmille bauen." Ech hätt d'Tendenz, elo mol unzehuelen, datt Dir och zu deene gehéiert, déi Mauere bauen. An ech wollt Iech dat kuerz erklären, an da kënnt Der Stellung huelen.

Dir hat geschwat iwwert déi Politik vum Här Trump an Amerika. Deen huet effektiv dann do déi Politik géintiwwert dem Süden op der Südgrenz do gemaach. Mäin Androck war, datt den Här Biden viru gutt engem Mount decidéiert huet, dat virunzebauen. Also, et schéngt net nëmmen den Här Trump ze sinn, mee och den Här Biden. Ech wollt dat just soen.

(Brouhaha)

Dat Zweet ass, wa meng Informatioune richteg sinn, Här Minister – Dir kënnt mer dat bestëmmt soen –, huet d'Europäesch Unioun, wou mir matfinanzéieren, Fongen zur Verfügung gestallt fir d'Befestegung vun der Grenz tëschent Griicheland an der Tierkei an tëschent der polnesch-belarussescher Grenz. Dat gëtt alles mat EU-Fonge gebaut, zum Deel Honnerte vu Kilometeren Drot, pickegen Drot, Gelänneren, elektronesch Iwwerwaachungsmoossnamen, wou mir Lëtzebuerger matfinanzéieren, also Är Regierung.

Dofir wollt ech Iech froen, ob Der dat kënnt confirméieren, datt d'Lëtzebuerger Regierung iwwer EU-Fonge mathëlleft, Grenzbefestegungen ze maachen, notamment a Polen an a Griicheland.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Fayot.

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Jo, bon, dat do ass wéi ëmmer eng Vermëschung vu ville Saache beim Här Kartheiser. Dat si mer gewinnt.

(Interruption)

Saachen, déi aus dem Kontext gerappt ginn an à dessein detournéiert ginn. Mir wëssen alleguerten, dass mer an Europa, an haaptsächlech wéinst Länner, déi vu Parteie regéiert ginn, déi Iech ideologesch ganz no stinn, keng ideal Flüchtlingspolitik hunn. An et ass effektiv net déi allerbescht Solutioun, fir Maueren oder pickegen Drot opzeriichten. Et wär effektiv eng vill besser Solutioun, fir vill méi nach an d'Kooperatiounspolitik ze investéieren, fir déi Saachen do un der Wuerzel ze bekämpfen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Dat ass déi Positioun, déi mer vertrieden an déi natierlech och ëmmer rëm hei vu mengem Kolleeg Jean Asselborn vertruede gëtt an zu där ech och 100%eg stinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Kooperatiounsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motion 1

Dëse Punkt kënne mer awer eréischt ofschléissen, wa mer iwwert d'Motioun ofgestëmmt hunn. Wie wëllt nach zu der Motioun, déi vun der Madamm Mutsch ofgi gi war, d'Wuert ergräifen? Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och der Madamm Mutsch fir déi u sech exzellent Motioun, déi mer och kënne matdroen.

Ech wëll just vläicht op een Invite méi am Detail agoen. An ech mengen, datt ech an der Konklusioun d'Approche hei vun deene véier Parteien, déi ënnerschriwwen hunn, deelen, mee vläicht am Wee fir dohinner net onbedéngt d'nämmlecht sinn, an dat ass, ech sot et virdrun an der Ried, wann et ëm d'Liewensmëttelsécherheet geet. Do musse mer derfir suergen, datt och jiddwereen Accès zu de Liewensmëttel huet an och zum Som. Dir schreift explizit „sémences" an den Invite. Et ass awer haut leider esou, datt et wéinst Patenter op Som ganz heefeg zu Problemer kënnt, fir eebe Planzen nach eng Kéier unzebauen, fir de Som ze benotze vu Planzen, déi schonn eng Kéier geplanzt goufen. Alles e bëssen technesch.

Um Enn vum Dag, wa mer eis derfir asetzen, datt an Zukunft d'Liewensmëttelknappheet soll verhënnert ginn, da musse mer eis definitiv nach eng Kéier alleguerten zesummesetzen an eis och engagéieren, datt déi Patenter op Som, op genmodifizéiertem Som, net däerfen zu Limitatioune vun der Uplanzbarkeet féieren. Dat ass haut leider nach de Fall. Mee ech mengen, datt mer, wa mer gudde Wëllens sinn, dat och géifen hikréien.

Duerfir wäert ech déi Motioun och matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci och, Här President. Och merci fir d'Propos vun der Motioun. Mir hu se net matënnerschriwwen, well mer e bëssen hin an hier iwwerluecht hunn. Mir droe se nawell mat, well se elo näischt beinhalt, wat mer elo problematesch fannen.

Mee mir fanne se awer éischter schwaach. Mir fannen och, dass gewësse Kontradiktiounen dra sinn, wann dervu rieds geet, dass een d'Dependance vun den, ech mengen, do steet, afrikanesche Länner vis-à-vis vun den entwéckelte Länner soll reduzéieren, a gläichzäiteg gëtt een awer eng Aide humanitaire a weiderhin d'Ënnerstëtzung vun den Organisatiounen. U sech kreéiert d'Aide humanitaire och eng gewëssen Dependance, wann een déi muss maachen.

Eise Wee wär deen, éischter op Souveränitéit, op Liewensmëttelsouveränitéit, ze setze wéi op Sécherheet, well Sécherheet a Souveränitéit, dat ass net dat selwecht. D'Sécherheet ass déi Notioun, déi u sech méi kuerzfristeg denkt wéi d'Souveränitéit, déi méi laangfristeg denkt. Mat der Liewensmëttel- oder Narungsmëttelsouveränitéit kënne mer Projete wéi agroekologesch Projeten ënnerstëtzen, wou d'Leit d'Méiglechkeet hunn, selwer u Land ze kommen, selwer hir eege Semencen ze produzéieren, selwer unzebauen an an deem Sënn eng méi resilient an nohalteg Landwirtschaftspolitik ze maachen.

Dat ass méi e resiliente Wee, méi en nohaltege Wee. An domat kreéiere mer méi eng Souveränitéit wéi eng Sécherheet. Netdestotrotz ënnerstëtze mer et mat, well et elo net falsch ass. Mee, wéi gesot, mir géifen éischter op de Wee vun der Liewensmëttelsouveränitéit goen, wat méi en nohaltege Wee ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen. Kënne mer dës Motioun à main levée ofstëmmen? Nee. Dat heescht, de Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

4. 8046 – Proposition de loi modifiant la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet d'Propositioun de loi 8046, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dëser Proposition de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech presentéieren Iech elo an e puer Wierder e mëndleche Rapport iwwert d'Gesetzespropositioun 8046. Et geet hei ëm e Gesetz am Kontext vun der Verfassungsreform, an zwar iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot.

Deenen, déi elo fortginn, soen ech, dass mer geschwë wielen, nee, stëmmen.

(Hilarité)

Op dëser Plaz hunn ech de leschten 13. Juli dës Propos deposéiert. D'Propositioun gouf cosignéiert vun de véier Corapportere vun der Verfassungsreform Simone Beissel, Léon Gloden, Mars Di Bartolomeo a mir selwer.

Mir hunn de Rapport den 20. Oktober eestëmmeg an der Kommissioun vun den Institutiounen ugeholl, d'Kommissioun, déi sech och ëm d'Verfassungsreform këmmert. Dës Propos koum eestëmmeg zustan no Iwwerleeungen an eiser Kommissioun. Se

ass och an der Suite ze gesi vum Léon Gloden senger Propos 7687 vum 21. Oktober 2020, déi sech mam selwechten Theema befaasst huet: Wie kann ëm en Avis beim Staatsrot froen an zu wat?

Déi Propos ass awer no Avise vun der Regierung an dem Staatsrot selwer fale gelooss ginn. Esou si mer elo haut bei engem Text, deen de Staatsrot a sengem Avis vum 11. Oktober 2022 ouni weider Observatiounen zu den Artikele guttgeheescht huet.

Dëst kuerzt Gesetz wäert awer an Zukunft d'Praxis vum Fonctionnement vun eisen Institutiounen änneren, notamment d'Zesummespill vun eis, der Chamber, an dem Staatsrot.

Am Kapitel 4 vun der Verfassungsreform gesi mer vir, dass souwuel d'Chamber wéi och d'Regierung all méiglech Froe kënnen un de Staatsrot riichten. D'Modalitéite ginn duerch d'Gesetz festgeluecht. Dëst Gesetz ass eeben dat vun haut, wou mer déi Modalitéite festleeën, an dat trëtt a Kraaft dee selwechten Dag wéi déi nei Verfassung.

Mir modifizéieren haut d'Gesetz vum 16. Juni 2017, wou de Staatsrot reforméiert gouf.

Bis ewell huet just d'Regierung sech kënnen un de Staatsrot wennen, fir Froen ze stellen a fir vum Staatsrot Gesetzesprojeten a -proposen aviséieren ze loossen. Dat mécht de Staatsrot jo souwisou. Dat ass seng Haaptfunktioun, esou wéi mir et och kennen. Mee par analogie kritt och d'Chamber elo dëst Recht. Et geet drëms, dass d'Chamber de Staatsrot ka prealablement zu engem Gesetzesprojet oder enger Gesetzespropositioun froen, ob et prinzipiell opportun ass, iwwerhaapt e Gesetz zu engem Theema ze maachen.

An deem selwechten Artikel 2 hu mer och drageschriwwen, dass de Staatsrot an déi aner Richtung däerf souwuel der Regierung wéi der Chamber soen oder recommandéieren, nei Gesetzer ze maachen oder besteeënd Gesetzer unzepassen. Dëst gëlt och fir Reglementer.

Am drëtte Paragraf vum zweeten Artikel steet och elo ganz einfach a kloer, dass d'Chamber an d'Regierung dem Staatsrot all aner Fro kënne stellen, d'Chamber grad ewéi d'Regierung. Dat war de sprangende Punkt vun dësem kuerze Gesetz.

Am Artikel 4, ech sinn elo komplett, reforméiere mer dann och nach den Eed, deen d'Membere vum Staatsrot leeschte bei hirer Vereedegung: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité. Je promets de tenir secrètes les délibérations du Conseil d'État et les affaires du Gouvernement et de la Chambre des Députés."

Voilà. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter Charles Margue.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. E grousse Merci un de Rapporteur, de Kolleeg Charles Margue, fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

De Rapporteur huet et gesot: Dës Proposition de loi schreift sech an am Kader vun der Verfassungsreform, wou mer jo an den nächste Wochen hei wäerten den zweete Vott huelen, a baséiert op enger Proposition de loi, wéi de Rapporteur et gesot huet, déi ech 2020, Dir erënnert Iech, am Kader vun der Reform vun der Maison grand-ducale, deponéiert hat, wou virgesi war, datt fënnef Deputéierter kéinten de Staatsrot uruffen, fir en Avis betreffend enger Proposition de loi, engem Projet de loi oder engem Reglement kënnen ze kréien.

Opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun gefouert hunn, opgrond och vun deenen Avisen, déi erakomm si par rapport zu där Proposition de loi, ware mer dunn och bereet, déi zréckzezéien an eeben op de Wee vun där gemeinsamer Proposition de loi vun der Kommissioun ze goen.

De Rapporteur huet et richteg gesot: Mir kënnen elo als Chamber de Staatsrot froen, éier eng Proposition de loi deponéiert gëtt, ob et richteg a wichteg wier, esou eng Proposition de loi ze deponéieren. A mir kënnen och all aner Fro stellen.

Ech weisen drop hin an ech ënnersträichen dat, well dat war och en Diskussiounspunkt an der Kommissioun, an dat war och wichteg fir eis als CSV: Sollt d'Chamber – well et ass d'Chamber, déi als Organ hei de Staatsrot urifft, net en eenzelnen Deputéierten – zur Konklusioun kommen, datt et net opportun wier, de Staatsrot unzeruffen, dann ass et natierlech ganz kloer, well dat steet an eise Verfassungstexter, datt all eenzelnen Deputéierten dat Recht behält, eng Proposition de loi ze deponéieren. An déi muss och hire prozedurale Wee goen. Dat huet de Rapporteur och opgrond vun der CSV-Interventioun nach eng Kéier ganz kloer am Rapport ënnerstrach, datt et do net zu enger Ambiguitéit oder zu engem Malentendu kënnt. Duerfir wëll ech dat hei nach eng Kéier um Riednerpult ënnersträichen.

Et ass och e Paradigmewiessel, dee mer hei vollzéien. Ech erënneren drun, datt 1856 de Staatsrot am Fong an d'Liewe geruff ginn ass als Organ, fir deemools dem Roi Grand-Duc ze hëllefen, d'Chamber ze iwwerwaachen, fir datt déi keng Dommheete géife maachen an den Ae vum Roi Grand-Duc. A bis elo war de Staatsrot am Fong ëmmer en Organ, wat a Relatioun mat der Exekutiv stoung. Si hunn d'Projet-de-loien aviséiert an och d'Propositions de loi vun der Chamber.

Mee elo kënne mir selwer d'Initiativ huelen, fir de Staatsrot unzeruffen. Dat heescht, et ass e Paradigmewiessel, an ech sinn der Meenung, datt dat och zu enger moderner Demokratie gehéiert, datt déi Relatiounen tëschent de verschiddenen Institutiounen, éischtens, méi transparent ginn an, zweetens, datt och e Parlament kann e Staatsrot uruffen, fir en Avis ze kréien, well in fine geet et drëm, datt mer hei an dësem héijen Haus eng gutt legislativ Aarbecht maachen. An duerfir ginn ech och fir d'CSV den Accord zu dëser Proposition de loi.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Ech géif och virun allem dem Charles Margue Merci soe fir seng zwee Rapporten, schrëftlech a mëndlech. Et ass u sech schonn alles gesot. De Léon Gloden huet och nach lescht Detailer a Prezisioune ginn.

Ënnert dem Stréch kann ee festhalen, dass duerch dësen Text d'Chamber verstäerkt gëtt, se kritt méi Pouvoiren. Allerdéngs, déi aner Säit ass, dass de Conseil d'État eeben och e bësselche méi mat Aarbecht iwwerlaascht gëtt, well mer jo eng Partie Froe kënnen direkt stellen am Virfeld, soudass ee sech vläicht kéint d'Fro stellen als Schlussfolgerung vun dëser Proposition de loi, ob een net misst de Conseil d'État verstäerken. Jiddweree sollt gesinn, wat ech domadder mengen.

Une voix | Très bien!

M. Guy Arendt (DP) | Dat gesot, géif ech den Accord vun der DP ginn zu dësem Text.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Arendt. An d'Wuert geet direkt weider un den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen, Kolleegen, déi verschidde Kapitele fir déi fundamental Revisioun vun eiser Verfassung féieren niewent enger ganzer Rei vu wichtegen Adaptatiounen zu enger Opwäertung vun eiser Chamber.

Déi Bestriewung zitt sech wéi e roude Fuedem duerch déi eenzel Kapitelen, déi jo schonn eng éischte Kéier hei an der Chamber mat grousser Majoritéit duerchgaange sinn. Den zweete Vott ass am Laf vun deenen nächste Woche virgesinn.

Déi Proposition de loi, déi mer haut diskutéieren, déngt derzou, déi Dispositioune betreffend d'Relatiounen tëschent Chamber a Staatsrot, déi an der neier Verfassung virgesi sinn, auszeféieren an ze preziséieren. Si wäert zu nach méi engem systematesche Austausch tëschent Chamber a Conseil d'État a vice versa féieren.

Deen Austausch, dee wäert an Zukunft vergläichbar sinn – net absolutt identesch, mee vergläichbar – mam Austausch tëschent der Regierung an dem Staatsrot. Esou kënne mer de Staatsrot offiziell consultéieren, wa mer Froen un hien hunn oder hien och zum Prinzipp vun enger Proposition de loi wëlle befaassen, ier déi Proposition de loi deponéiert gëtt. An de Léon Gloden huet zu Recht drop higewisen, dass dat kengem Deputéierte säi Recht schmälert, egal wéi den Avis vum Conseil d'État oder d'Stellungnam vum Conseil d'État ausfält, eng Proposition de loi ze deponéieren, déi da selbstverständlech och instruéiert gëtt wéi all aner Proposition de loi.

Dee méi breeden Austausch geet net nëmmen an eng Richtung, an esou kann de Staatsrot d'Chamber drop opmierksam maachen, wann en eng Opportunitéit gesäit fir ze legiferéieren.

Insgesamt ginn also den Dialog tëschent Conseil d'État an der Chamber grad ewéi hir Kompetenze gestäerkt. Iwwerhaapt, mat deene verschiddenen Dispositioune gëtt derfir gesuergt, dass déi verschidden Institutiounen hei am Land op Aenhéicht matenee kënne kommunikéieren an den interinstitutionellen Dialog verbessert gëtt.

An der Praxis huet sech dësen Dialog tëschent Staatsrot a Chamber an deene leschte Jore scho weesentlech verbessert, well ech ka mech nach un eng Zäit erënneren, wou et quasi verpöönt war, dass d'Chamberskommissioune mam Conseil d'État kommunikéiert hunn. A mengen Aen e graffe Feeler, well et kënnt ëmmer eppes Besseres eraus, wann eng objektiv, neutral, net „partie prise" Kommunikatioun zwëschent den Institutioune stattfënnt.

Just nach e puer Informatiounen iwwer eis Aarbechten un den Ausféierungsgesetzer, de Proposition-de-loien an den Ännerungen un eisem Reglement, déi duerch déi nei Dispositiounen an der Verfassung noutwendeg ginn.

Mir hu schonn eng ganz Rei vu Propositions de loi deponéiert betreffend legislativen Initiative vun de Bierger, Commissions d'enquêtes an Dispositioune betreffend den Ombudsman. D'Regierung schafft un enger Rei vu weideren Texter. Mir haten eng ganz gutt Zesummenaarbecht och tëschent der Reglementskommissioun an der Institutiounskommissioun, fir eist

Reglement ze adaptéieren, Texter, déi alleguer entweeder schonn deponéiert sinn oder drop an dru sinn, deponéiert ze ginn. Mir waarden nach op eng Rei Texter vun der Regierung.

A vu dass de Premier just kuerz erausgaangen ass an den Här Kox awer hei ass, géif ech e waarmen Appell un d'Regierung riichten – a, de Premierminister ass do –, fir déi Texter, déi nach an der Maach sinn, esou schnell wéi méiglech hei an der Chamber ze deponéieren. Ech weess, dass op ville Plazen dru geschafft gëtt, et sinn der och keng Honnerten, fir dass mer dat quasi zäitgläich mat den zweete Votte vun der Verfassung kënne behandele respektiv ofstëmmen.

Dat gesot, Här President, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a gi selbstverständlech och den Accord vun der LSAP fir dës Proposition de loi. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An d'Wuert ass elo fir den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänken an dem Här Margue Merci soe fir dee Rapport, deen en eis gemaach huet. E seet, et ass e kuerzt Gesetz, et ass awer e wichtegt Gesetz. A mir begréissen dat.

Ech wëll dat och ausdrécklech soen. Et si jo Saachen an där neier Verfassung, wou mir als ADR gesot hunn, dat géife mir och esou matdroen, dat wéilte mir maachen. Wär et nëmme méiglech gewiescht, dat am Konsens erauszehuelen, wou mer eis all hätte kënnen drop eenegen, fir dat de Bierger zum Referendum virzeleeën, da wier et haut méi einfach wéi dat, wat mer haut hunn!

Ech wéilt awer vläicht zwou Bemierkunge maachen.

Dat Éischt ass, datt mir eis jo och vill Gedanke gemaach hunn iwwert dat ganzt lescht Joer, oder méi wéi ee Joer, wou mer déi Verfassungsdebatt haten an och elo, wou mer dat Gesetz hei diskutéiert hunn.

Ech wéilt just op zwee Aspekter agoen. Dat Éischt ass dat, wat och den Här Arendt scho gesot huet, dat ass, datt mer der Meenung sinn, datt mer de Staatsrot iergendwéini musse verstäerken. Well déi Aarbecht vun deem Gremium ass net nëmmen extreem wichteg, och vun enger héijer Qualitéit, mee mir musse kucken, datt mer de legislative Prozess heiansdo kënne méi séier gestalten an esou weider. An dat bedéngt eeben, datt de Staatsrot déi néideg Mëttelen huet, fir dat ze maachen. Dat heescht, mir denken och an déi Richtung, datt mer déi Institutioun sollte verstäerken.

Eng zweet Iwwerleeung ass awer eng méi allgemeng. Wéi mer iwwert déi Verfassung gekuckt hunn, hu mer eis och e bëssen international situéiert, wat d'Eedesformel ugeet. An ech wéilt hei just soen, wéi et an Däitschland ass. Do ass jo och déi Optioun, wann ee vereedegt gëtt, datt ee kann derbäi soen, „so wahr mir Gott helfe", fräiwëlleg, da kann een dat maachen oder net maachen, esou wéi jiddereen dat wëllt.

Hei ass dat an den Texter net virgesinn. Mir hunn eis bei där Saach zum Beispill och d'Fro gestallt: Wat wär dann zum Beispill, wann een hei géif soen, niewent sengem Eed, „ainsi que Dieu me soit en aide"? Wär dat akzeptéiert, wär et net akzeptéiert? Géif gesot ginn, d'Formel ass richteg prononcéiert, d'Formel ass net richteg prononcéiert? Mir hätten u sech gär gehat, datt déi Eedesformel preziséiert wär, och mat där Optioun.

Elo hu mer eng Situatioun, wou mer konfrontéiert sinn, an dësem Text och, mat enger Harmoniséierung vun der Eedesformel an engem Sënn, deen eis net gefält. Mir hate wärend der ganzer Verfassungsdebatt ëmmer gesot, mir hätte gär, datt den Eed net verännert gëtt an datt dat Element „je jure fidélité au Grand-Duc" sollt an der Eedesformel verankert bleiwen.

Et ass och déi Consideratioun, déi eis dozou féiert – obscho mer hei mam Contenu komplett d'accord sinn –, datt mer der Meenung sinn, datt d'Chamber soll gestäerkt ginn. Déi nei Relatioun, wéi se definéiert ass, mam Conseil d'État, wär och eppes, wat mir akzeptéiert hätten an enger Verfassungsrevisioun. Mee dee Bemoll ass awer do, dat ass déi Harmoniséierung vun enger Eedesformel ouni d'Referenz op de Groussherzog. An dofir wäerte mir eis bei dësem Projet enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Charles Margue fir säi Rapport, Jo, déi virgesinnen Adaptatioune resultéiere jo aus der Proposition de révision vun der Constitutioun, déi jo ënner anerem mat sech bréngt, dass de Conseil d'État e wierklecht eegent Kapitel kritt, also an der Constitutioun däitlech vun der Exekutiv lassgekoppelt gëtt.

Geneesou ännert, datt och elo d'Chamber d'Méiglechkeet huet, de Conseil d'État direkt mat Froe vum allgemengen Interessi ze kontaktéieren. Dëst Recht fir d'Chamber – e Recht, wat laut Constitutioun bis elo nëmme fir de Gouvernement virgesi war – ass eng wichteg Ännerung. Hei gëtt also elo däitlech eng direkt Relatioun tëscht der Chamber an dem Conseil d'État an der Constitutioun verankert.

Wéi ech jo schonn a menge Riede bei dem betreffenden Deel vun der Verfassungsrevisioun gesot hunn, ass dëst e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung.

Weider Punkten, déi ugepasst ginn, schéngen och begréissenswäert. Ech denken hei ënner anerem un d'Méiglechkeet, datt de Conseil d'État d'Chamber zum Beispill op juristesch Onsécherheeten opmierksam ka maachen. D'Chamber decidéiert dann, ob se d'Legislatioun wëllt upassen oder net oder ob se souguer wëllt e Gesetz elaboréieren. All dëst kënnt eiser Virstellung vun engem Conseil d'État als Organe consultatif vun der Chamber e Stéck méi no.

Trotzdeem muss een och betounen, datt aner wichteg Punkten, wéi zum Beispill d'Nominatiounsprozedur an insgesamt d'Kompositioun vum Conseil d'État, weeder duerch d'Verfassungsrevisioun nach duerch déi haiteg Proposition de loi geännert ginn. Hei bleiwe mir iwwerzeegt, datt een an abseebarer Zäit déi noutwendeg Diskussioune féiere muss.

Wéi gesot, ass et insgesamt eng Entwécklung an déi richteg Richtung an dofir stëmme mir dës Propositioun och mat. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol virewech e grousse Merci un de Rapporter, awer och un d'Auteure vun där Proposition de loi, well mir begréissen dat, wat virläit.

Et geet nämlech drëm, der Chamber e puer nei Méiglechkeeten ze ginn, Méiglechkeeten, déi se virdrun net hat. An dat begréisse mer. An datt dës Ännerunge positiv ze gesi sinn, dat ka keen ofstreiden, an ech mengen, dat huet och heibanne keen a senge Rieden ofgestridden, well mir liewen alleguerte gären an enger Demokratie, wou d'Chamber eeben dann och Pouvoiren huet.

D'Chamber spillt eng grouss a wichteg Roll, an dat soll sech och esou an hiren Aufgaben a Méiglechkeeten erëmspigelen. Esou vill also zur gudder Säit.

Komme mer awer zu e puer klenge Problemer. Mir betoune gären ons demokratesch Wäerter. D'Wourecht ass awer, datt et net ëmmer esou demokratesch ass, wéi et sollt a misst sinn. Ech ginn Iech e puer Beispiller, déi dat ganz gutt beweisen.

Mir hunn als Piraten – mee ech weess, datt dat fir déi aner Oppositiounsparteien och de Fall ass – déi lescht Joren eng ganz Rei Proposition-de-loien agereecht. Ganz dacks ass et awer de Fall gewiescht, datt dës Propositiounen net esou traitéiert goufen, wéi dat vum Gesetz jo u sech virgesinn ass. Et huet ee bal d'Gefill: Wat net däerf sinn, dat kann och net sinn. An deementspriechend gi se am Tirang leie gelooss. A verschiddene Fäll hu mer direkt e puer Bréiwer missen un de Chamberspresident schreiwen, fir datt d'Kommissiounspresidentinnen a -presidente sech un d'Reegelen hale respektiv och de Staatsrot, dee verschidden Avisen einfach net mécht.

Dat ass alles anescht wéi demokratesch, well och d'Oppositioun huet d'Recht drop, hir Projeten iergendwann aviséiert ze kréien. Aner Projet-de-loie vun der Regierung goufe virgezunn, wärend déi vun den Oppositiounsparteien zum nämmlechten Theema am Tirang leie bloufen. An och bei den Avise vum Staatsrot ass et dacks dann esou, datt een onheemlech laang waarde muss. An ech kéint Iech elo eng ganz Lëscht vu Projeten, Propositioune ginn, wou dat de Fall ass. Ech erspueren Iech dat. Ech fanne just, dat dierft net sinn.

Wa mer als Oppositiounspartei d'Regierungsparteie kritiséieren, kréie mer am Géigenzuch ganz heefeg de Virworf gemaach, mir géife just kritiséieren, awer selwer näischt Konstruktives op den Dësch bréngen. Mee dat stëmmt net. An dat wëssen déijéineg, déi dee Virworf maachen, och ganz genau, well se misste just eng Kéier op de Rôle vun der Chamber kucke goen a kucken, wéi vill Proposition-de-loien aus den Oppositiounsreie komm sinn zu ganz konkreeten Theemen. An da kann een net soen, et géife keng Propose gemaach ginn. Eis Propose gi just net aviséiert!

An ech hoffen, datt sech dat heimadder e bëssen ännere kann, well mir droen alleguerten heibannen eisen Deel dozou bäi, besser gesot, mir probéieren et alleguerten. Mee et hëlleft natierlech net, wann eng Majoritéit dat ënnerbënnt.

Witzeg ass et natierlech och, wann dann Iddie kopéiert ginn an op eemol Projet-de-loie kommen zu Proposition-de-loien, déi scho laang am Tirang leien, ouni och nëmme mat engem Wuert an hiren Introduktiounen, an hiren Exposé-de-motiffen ze erwänen, datt fir änlech Proposition-de-loien deelweis verbatim déi nämmlecht Ännerungen a Gesetzer gemaach goufen, an dat gëtt einfach ewechgekiert, als hätt dat net misse sinn.

Bon, dat kann ee kritiséieren. Ech soen et einfach esou: Als Pirat fannen ech et ganz gutt. Gutt Iddien sinn do, fir kopéiert ze ginn! An ech begréissen et, wann déi gutt Iddien dann och wéinstens ëmgesat ginn. Mee heiansdo géif et natierlech der Séil guttdoen, wann ee wéinstens d'Attributioun dovunner géif kréien.

M. Léon Gloden (CSV) | D'Source zumindest!

M. Sven Clement (Piraten) | An eng Source ze nenne géif och heiansdo hëllefen, den Här Gloden huet dat

richteg gesot. Mee bon, do maachen ech mer hei bei dëser Regierung net allze vill Hoffnungen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, wann d'Chamber dat richteg fënnt, dann ass dat esou. Dir sidd den éischte Pouvoir. Ech mengen, et ass wichteg an den Institutiounen, dass een och enger Chamber d'Méiglechkeet gëtt, en Avis beim Staatsrot ze froen. De Staatsrot gëtt jo ganz oft och als „sage" bezeechent – ech soe „bezeechent" – an ech wëll hinnen awer och nach eng Kéier, och wann dat hei elo näischt mam Sujet ze dinn huet, fir déi lescht zwee Joer, déi mer erlieft hunn, nach eng Kéier Merci soe fir d'Aart a Weis, wéi se geschafft hunn, och hei dem Orateur vun der LSAP vun haut, deen de Rapporteur permanent ass vun deene Covidsgesetzer, dass mer gesinn hunn, dass mer mam Staatsrot ganz effikass kënne schaffen.

Hei ass et jo dann d'Méiglechkeet, déi d'Chamber huet, fir dem Staatsrot och Froen ze stellen. Ech mengen, et ka kengem schueden, de Staatsrot ze consultéieren. Dat, wat de Guy Arendt seet, ass net falsch. Well si hu schonn e Volume de travail, dee grouss ass. Dat heescht, wann de Volume de travail nach méi grouss gëtt, muss ee vläicht iwwer aner Saachen zesummen diskutéiere kënnen. Ech weess jo net, wivill Froen dat kënne sinn, mee wann dat esou vill ass, wéi hei d'Regierung Texter deposéiert a Froen huet, da kënnt de Staatsrot vir an hannen net bäi.

A wann d'Delaien ëmmer méi laang ginn, fir Texter ze deposéieren, bei verschiddenen, wou mer scho bei Direktive riskéieren, en retard ze sinn, géif ech just virdru warnen ze kucken, wat mer vum Staatsrot gesot kréien, well et geet net nëmmen duer mat administrative Leit. Et sinn och d'Kompositiounen, d'Kommissiounen, et cetera, et cetera. Déi Diskussioun muss een dann och eng Kéier opmaache kënnen.

Last but not least, den Här Di Bartolomeo huet och eng Fro gestallt. Do geet et ëm ganz vill Saachen, vu Paien iwwer Recoursen, iwwert d'Cour constitutionnelle. Mir hoffen, dass mer déi Texter nach Enn November an de Regierungsrot kréien, fir dass se dann och kënnen esou séier wéi méiglech gestëmmt ginn. Voilà, e grousse Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8046. Den Text steet am Document parlementaire 8046[2].

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8046 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration.

Une voix | Här President ...?

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Jo. De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par M. Marc Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 8073 – Projet de loi modifiant la loi du 22 juillet 2022 relative à une subvention de loyer

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour, de Projet de loi 8073, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Loyerssubventioun. Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, d'Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, als Erënnerung, d'Gesetz vum 22. Juli 2022 iwwert d'Mietsubventioun ass eng vun deene Moossnamen, déi am Solidaritéitspak virgesi waren, deen och den 31. Mäerz dëst Joer ënnerschriwwe ginn ass.

Mat dësem Gesetzesprojet 8073 soll elo e materielle Feeler korrigéiert ginn, deen an der Tabell vun de Parametere fir d'Berechnung vun der Mietsubventioun festgestallt gouf. Mir haten d'Gesetz vun der Subventioun Loyer och de 14. Juli elo am Summer hei an der Chamber votéiert.

Tatsächlech ass am Tablo e Feeler geschitt an et ass esou, datt fir e Stot mat dräi Kanner e Montant vu 6.937 Euro virgesi war, deen als Basis soll gëllen, fir e maximale Subsid kënnen auszerechnen. A genau do läit leider de Feeler: U sech ass de Montant méi héich, nämlech 8.937 Euro. Dëse Projet de loi gesäit also d'Ofännerung vun dësem Montant vir an natierlech och domadder déi Berechnungsparameteren, déi ganz wichteg sinn, fir eebe méi en héije Subsid kënnen ze kréien.

Une voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Iwwert d'Joer gesinn huet de Gesetzgeeber also fir e Menage mat dräi Kanner e järlechen Nettoakommesplaffong vun 58.000 Euro – 58.269, fir genau ze sinn – ursprénglech virgesinn, fir e maximale Subsid kënnen ze kréien.

Dëse Plaffong ass op Basis vun deem falsche Montant, dee bei 6.900 läit, ausgerechent ginn. Mam neie Montant, deen elo méi héich läit, dat heescht déi 8.937, ass den Akommesplaffong och eropgesat ginn, nämlech op ronn 75.070 Euro Revenu net annuel – an do kënnt de sprangende Punkt –, an dat erlaabt nämlech, datt vill méi Leit dervunner kënne profitéieren, fir eeben e Subsid fir de Loyer unzefroen.

Wichteg ze betounen op dëser Plaz ass och, datt déi Leit, déi bis elo dovunner profitéiert hunn, dat heescht, déi Beneficiairen, net penaliséiert ginn, well dat Ganzt gëtt och retroaktiv ausgerechent, nämlech op den 1. August 2022, den Datum, wou och d'Gesetz a Kraaft getruede war.

Vu datt déi Chifferen ëmmer indexéiert ginn an et schwéier ass, genau erauszefannen, bei wéi engem Montant ee läit, hunn ech och zwee konkreet Beispiller ausrechne gelooss, also ausgerechent, fir de Stot mat dräi Kanner, dat mécht dat Ganzt vläicht méi verständlech.

Dat éischt Beispill ass e Menage, wéi gesot, mat dräi Kanner, en Nettojoresakommes vu 76.000 Euro – wat relativ héich ass –, sou hätte si e Recht op eng Mietsubventioun vun 357 Euro am Mount.

Dat zweet Beispill, dat baséiert sech éischter op e mëttlert Akommes pro Stot, wat op d'Joer 2020 eebe gekuckt gouf. Do leie mer bei engem Revenu net annuel, wéi gesot, dee bei 58.000 Euro läit, an do géife mer ganzer 400 Euro Subventioun kréie pro Mount, wat och de maximale Montant wier.

Kuerz zu den Aarbechte vun der Kommissioun. Also, Dir gesitt, et ass wierklech e ganz kuerze Projet. Mee et war eeben, fir deen ee Chiffer ofänneren ze loossen. De Gesetzesprojet gouf vum Logementsminister den 19. September 2022 an der Chamber deposéiert. An an eiser Reunioun vun der Logementskommissioun hu mer de Rapport ugeholl. Déi Reunioun huet den 11. November 2022 (veuillez lire: den 10 November 2022) stattfonnt.

Zu den Avisen. Mir krute just zwee Avisen eran. An hirem Avis vum 5. Oktober begréisst d'Chambre de Commerce natierlech déi Rektifikatioun an nach méi déi retroaktiv Demande, déi da wäert zoutreffen. A sengem Avis vum 25. Oktober mécht de Staatsrot och keng weider Observatiounen.

Dat alles gesot, soen ech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech heimadder och den Accord vu menger grénger Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Rapportrice Semiray Ahmedova.

D'Regierung huet d'Wuert.

(Interruption par M. Henri Kox)

Den Här Logementsminister Henri Kox seet, datt fir hien alles an der Rei wier.

Da kënne mer elo direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8073 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8073[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8073 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8073 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par M. Max Hengel), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, MM. Marc Hansen, Charles Margue et Mme Jessie Thill (par M. François Benoy) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 22., 23. a 24. November virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.16 heures.)

14e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 36
M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
2. **Communications** p. 36
M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
3. **Ordre du jour** p. 36
M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement
4. **Dépôt d'une motion par Mme Nathalie Oberweis** p. 36
Exposé : Mme Nathalie Oberweis
5. **Heure de questions au Gouvernement** p. 37
Question n° 358 du 22 novembre 2022 de Mme Diane Adehm relative à la campagne de vaccination hivernale contre la Covid-19, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 37
Mme Diane Adehm | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
Question n° 359 du 21 novembre 2022 de M. André Bauler relative aux retards éventuels en matière de livraisons de médicaments, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 38
M. André Bauler | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
Question n° 360 du 22 novembre 2022 de M. Jeff Engelen relative à la couverture des réservoirs de stockage de lisier, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 38
M. Jeff Engelen | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (intervention de M. Jeff Engelen)
Question n° 361 du 22 novembre 2022 de Mme Cécile Hemmen relative au retrait du Luxembourg du Energy Charter Treaty, adressée à M. le Ministre de l'Énergie p. 39
Mme Cécile Hemmen | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
Question n° 362 du 22 novembre 2022 de M. Marc Goergen relative au congé parental dans le cas du décès de l'enfant, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 40
M. Marc Goergen | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
Question n° 363 du 21 novembre 2022 de Mme Stéphanie Empain relative à l'adaptation de l'offre des transports publics en raison de la fermeture du Tunnel Schieburg, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
Question écrite n° 7145 du 9 novembre 2022 de M. Jeff Engelen relative aux travaux dans le tunnel Schieburg, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
Question écrite n° 7188 du 15 novembre 2022 de M. Emile Eicher, Mme Martine Hansen, Aly Kaes et de M. Jean-Paul Schaaf relative aux travaux dans le tunnel Schieburg, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 40
Mme Stéphanie Empain | M. Jeff Engelen | M. Jean-Paul Schaaf | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
Question n° 364 du 22 novembre 2022 de Mme Elisabeth Margue relative à la situation sur le marché du logement suite à la hausse des taux d'intérêts, adressée à M. le Ministre du Logement p. 42
Mme Elisabeth Margue | M. Henri Kox, Ministre du Logement
Question n° 365 du 22 novembre 2022 de M. Gilles Baum relative à l'autorisation de nouveaux vaccins contre la Covid-19 pour les enfants de bas âge, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 43
M. Gilles Baum | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
Question n° 366 du 21 novembre 2022 de M. François Benoy relative au refus d'autorisation de redémarrage du réacteur nucléaire Cattenom-1, adressée à M. le Ministre de l'Énergie p. 43
M. François Benoy | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
6. **Question élargie n° 162 de M. Gusty Graas au sujet des bibliothèques publiques** p. 44
M. Gusty Graas | Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | M. Gusty Graas
7. **Question élargie n° 166 de M. Dan Biancalana au sujet de l'inscription d'une troisième option dans le registre de l'état civil** p. 45
M. Dan Biancalana | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
8. **Question élargie n° 168 de M. Paul Galles au sujet du « Footprint » environnemental** p. 46
M. Paul Galles | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
9. **Désignation d'un membre du Conseil national des finances publiques (CNFP)** p. 47
M. Fernand Etgen, Président
10. **Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet des résultats de la COP27** p. 47
Exposé : M. Sven Clement (dépôt de la résolution 1 et de la motion 1)
Débat : M. Paul Galles | M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | Mme Jessie Thill | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti (dépôt de la motion 2)
Prise de position du Gouvernement : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
Résolution 1 : Mme Josée Lorsché | M. Sven Clement | M. Fred Keup | M. Sven Clement
Vote sur le renvoi de la résolution 1 au Bureau de la Chambre des Députés (adopté)
Motion 1 : M. François Benoy | M. Sven Clement
Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
Motion 2 : Mme Stéphanie Empain | M. Paul Galles
Vote sur la motion 2 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson, M. Henri Kox, M. Georges Engel et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Gudde Mëtteg, ech maachen heimat d'Sëtzung op an entschëllegen de President fir den éischten Deel vun der Sëtzung, hie wäert am Laf vun der Sëtzung zou eis stoussen.

D'Fro dann direkt un d'Regierung: Huet d'Regierung eng Matdeelung ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

2. Communications

Ech wollt Iech matdeelen, dass d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten hei deponéiert ass.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 22 novembre 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé auprès de l'Administration parlementaire :

8102 – Projet de loi portant modification de la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides sous forme de garanties en faveur de l'économie luxembourgeoise à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 21/11/2022

3) Le projet de règlement grand-ducal suivant a été déposé auprès de l'Administration parlementaire :

8101 – Projet de règlement grand-ducal modifiant
1° le règlement grand-ducal du 12 août 2008 portant application de la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements du Conseil (CEE) n° 3820/85 et (CEE) n° 3821/85 concernant la législation sociale relative aux activités de transports routiers et abrogeant la directive 88/599/CEE du Conseil en vue de la transposition de la directive (UE) 2020/1057 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2020 établissant des règles spécifiques en ce qui concerne la directive 96/71/CE et la directive 2014/67/UE pour le détachement de conducteurs dans le secteur du transport routier et modifiant la directive 2006/22/CE quant aux exigences en matière de contrôle et le règlement (UE) n° 1024/2012 ;
2° le règlement grand-ducal du 26 janvier 2016 sur le contrôle technique des véhicules routiers ;
3° le règlement grand-ducal du 31 janvier 2003 sur les transports par route de marchandises dangereuses

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 17/11/2022

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2530 – Demande de pétition publique : Änderung des Gesetzes über die Erbfolge

Dépôt : Mme Alice Schwartz, le 15/11/2022

2531 – Demande de pétition publique : Wirtz Yannick

Dépôt : M. Yannick Wirtz, le 15/11/2022

2532 – Demande de pétition publique : Stopp vun den Trams-Aarbechten tëschent Kirchbierg–Findel, well d'Natur doduerch futti gemaach gëtt

Dépôt : M. Mathis Greis, le 16/11/2022

2533 – Demande de pétition publique : Créer une voie de bus pendant les heures de pointe sur les autoroutes en direction de Luxembourg en prenant la voie d'urgence

Dépôt : M. Nuno Miguel Branco De Oliveira, le 18/11/2022

2534 – Demande de pétition publique : D'Petitioun Nummer 2516

Dépôt : M. Timothée Roger René Puhl, le 18/11/2022

2535 : Demande de pétition publique : Exemption d'impôts sur l'allocation de fin d'année des pensions

Dépôt : M. Jacques Parasch, le 21/11/2022

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Da froen ech d'Chamber, ob se mat dem ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloe ginn ass, d'accord ass.

Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Kartheiser do derzou, mee Här Arendt, Dir kommt awer nach drun.

(Interruption par M. Guy Arendt)

Jo.

(Hilarité)

Nee, ech hunn dat och esou verstanen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Ech wollt eigentlech just d'Wuert froen – an ech soen Iech Merci, datt Der mer et ginn hutt –, well mer elo e Jubiläum feiere vun enger Motioun, déi den Här Jeff Engelen virun engem Joer hei am November 2021 deponéiert hat. A mir wollten Iech bieden, datt mer dës Woch kënnen doriwwer ofstëmmen. Dir kennt eise Chamberreglement selbstverständlech besser wéi ech. Zum Beispill den Art. 86 (3) gesäit jo vir, datt normalerweis eng Motioun oder Resolutioun, déi verwise gëtt an eng Kommissioun, sollt bannent dräi Méint zréckkommen an d'Plenière. Dat ass bis elo net geschitt. An dofir wollte mer dat maachen.

Et geet an dëser Motioun eigentlech drëm, datt mer Hëllef fir d'Bauere froen, dat war eng Initiativ vu mengem honorabele Kolleeg, dem Här Engelen, wéinst de Präisser, notamment bei den Düngemëttel. A mir hu jo gesinn, datt déi Situatioun sech absolutt net geännert huet, et ass, au contraire, nach méi schlëmm ginn. Dofir ass dat nach ëmmer aktuell. An dowéinst wäre mer ganz frou, Här President, wa mer nach dës Woch kéinten iwwert déi Motioun hei ofstëmmen. Ech däerf Iech se nach eng Kéier iwwerreechen.

An ech soen Iech villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

Da géif ech d'Kolleeginnen an d'Kolleege froen, ob se mam ofgeännerten Ordre du jour d'accord sinn.

(Assentiment)

(Interruption par M. Guy Arendt)

Jo. Merci, Här Arendt.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, wat maacht Der dann elo mam Här Kartheiser senger Motioun gären?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, also, dat gesi mer am Laf vun dëser Woch. Et ass jo näischt aneschters gefrot.

Une voix | Voilà.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

4. Dépôt d'une motion par Mme Nathalie Oberweis

Dann, vu dass den Ordre du jour elo ugeholl ass a mer kucken, wou mer dem Här Kartheiser seng Motioun ënnerdaach kréien, ginn ech an en attendant d'Wuert der Madamm Nathalie Oberweis fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Jo, merci, Här President. Et gi jo heiansdo esou Revirementer. A mir stelle fest, dass et e ganz krasst Revirement gëtt. De Wunnengsbauminister schwätzt jo ëmmer erëm vun engem Paradigmewiessel a mir stelle fest, dass effektiv e Paradigmewiessel festzestellen ass bei deem neie Gesetz, bei deenen Amendementer vum Gesetz vum Bail à loyer.

Et ass nämlech do, wou bis elo ëmmer gesot gouf – an notamment am Exposé des motifs vum initiale Gesetz –, dass d'Locatairë sollte geschützt ginn, dass hien de Minister vum Logement abordable wier, dass u sech misst déi Loyersspiral gebremst ginn, do stelle mir elo fest, dass genee de Géigendeel riskéiert ze passéieren, an zwar, dass de Capital investi bis elo wierklech um materiellen Investissement festgemaach gouf, do ass et elo esou, dass mat deenen neien Amendementer Koeffizienten agefouert ginn, déi wierklech de Capital investi um Maartpräis festmaachen. An zwar soll déi Reevaluatioun, Zitat, „plus cohérente avec l'évolution du marché" passéieren. Dat heescht, et ass wierklech eng Knäppung un d'Maartpräisser.

Mir gesinn dat als extreem problematesch un, well wierklech de Maartpräis domadder legitiméiert gëtt, woubäi eigentlech do de Problem ass.

Op eemol huet den Discours geännert. Op eemol ginn et och Exzesser no ënnen. Mir froen eis, wéi eng Exzesser no ënnen dat si bei de Loyerspräisser, well d'Locatairë ginn, wéi mer alleguerte wëssen, ënner ënnert der Charge financière vun de Loyeren.

An do stelle mer fest, an ech mengen, Dir hutt et alleguerten och an der Press gelies, dass déi Koeffizienter riskéieren ze maachen, dass d'Loyeren, virun allem bei deene méi ale Wunnengen, an zwar beim Gros vun de Wunnengen, bis zwee- oder dräimol méi héich wäerte ginn an domadder en enorme Risiko fir d'Locatairen, déi elo schonn zu 31 % vum Aarmutsrisiko betraff sinn, also eppes, wat fir eis hei en absolutten No-Go an en enorme Risiko ass fir d'Locatairen an eeben déi Aarmut, an där se zum groussen Deel sinn. An et decourageéiert och den Investissement an déi eeler Wunnengen, wou eigentlech missten d'Proprietären encourageéiert ginn, fir dran ze investéieren.

Dofir fuerdere mir mat dëser Motioun op, dass den Amendement 3 vum Bail-à-loyers-Gesetz zréckgezu gëtt. An ech ginn Iech dann domadder eis Motioun eran.

Villmools merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– considérant le projet de loi n° 7642 déposé par Monsieur le Ministre du Logement en date du 31 juillet 2020 ;

– considérant les amendements gouvernementaux audit projet de loi n° 7642 déposés par Monsieur le Ministre du Logement en date du 14 octobre 2022 ;

– considérant que Monsieur le Ministre du Logement note dans le commentaire de l'article 2 point 3° du projet de loi initial qu'il « s'avère en effet incohérent et même inéquitable de se référer à une valeur marchande » pour déterminer le montant du capital investi d'un logement mis en location pour préciser plus loin qu'« en effet, la notion du capital investi renvoie à l'effort économique que le propriétaire-bailleur a entrepris pour constituer le bien loué et la notion de "revenu annuel" prévue à l'article 3 renvoie à la rémunération du fruit de ce capital. C'est donc l'effort de l'investissement qui est rémunéré par un revenu annuel, c'est-à-dire le loyer ne pouvant dépasser 5 % de l'investissement. Se référer dans ces cas à une "valeur marchande" établie selon la logique du marché, de façon indépendante du capital investi et incluant notamment une rente économique, c'est-à-dire le gain réalisé par le propriétaire au-delà du coût de la rémunération de ses fonds dénature l'essence même du plafond du loyer déterminé en règle générale par rapport au capital investi par la législation spéciale en matière de bail à loyer, et ceci depuis 1955 » ;

– considérant que l'amendement 3 au projet de loi n° 7642 vise au contraire une réévaluation du capital investi « plus cohérente avec l'évolution du marché » (page 11, amendements gouvernementaux) ;

– considérant que cet amendement en matière de réévaluation du capital investi aura comme effet une augmentation de ce dernier en phase avec l'évolution du marché pour les logements existants sur le marché locatif privé ;

– considérant que la réduction du plafond du loyer annuel maximal de 5 % à 3,5 % respectivement à 3 % ne pourra pas contenir l'impact du nouveau coefficient de réévaluation des capitaux investis sur l'évolution des loyers ;

– considérant que cette nouvelle orientation du projet de loi est ainsi en contradiction avec l'approche initiale du projet visant à « améliorer la situation des locataires » ;

– considérant que le taux de risque de pauvreté des locataires au Luxembourg se situant à 31 % est parmi les plus élevés dans le classement des pays de la zone euro et qu'une augmentation des loyers risquera d'exacerber cette situation ;

– considérant que les modifications proposées en matière de réévaluation du capital investi pourraient décourager des investissements dans l'amélioration des immeubles mis en location ;

– considérant qu'un tel effet serait en contradiction avec les objectifs en matière de lutte contre le réchauffement climatique du gouvernement visant e.a. une réduction de 64 % des gaz à effets de serre dans le secteur des bâtiments d'ici 2030 par rapport à 2019,

invite le Gouvernement

– à retirer l'amendement 3 au projet de loi n° 7642 ;

– à soumettre à la Chambre des Députés une nouvelle proposition pour la détermination du capital investi d'un logement mis en location qui soit cohérente avec les objectifs visant à la fois une amélioration de la situation des locataires et un encouragement des investissements dans l'amélioration des logements existants par les bailleurs.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Et ass schonn e bëssen ongewinnt, vu dass mer mat der Instructioun vun engem Gesetz amgaange sinn an déi Instructioun nach net fäerdeg ass.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Wann ech dozou däerf eppes soen: Souwäit ech weess, war virun e puer Wochen hei och eng Motioun ugeholl ginn, wou et och ëm e Gesetz goung, an zwar d'Agrargesetz, wat och en cours ass. Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo. Et ass trotzdeem speziell. Mee bon.

5. Heure de questions au Gouvernement

Kolleeginnen, Kolleegen, de Mëtten hu mer eng Froestonn um Ordre du jour. Dir wësst, dass d'Deputéierten zwou Minutten hunn, fir d'Fro ze formuléieren, an d'Regierung véier Minutte fir ze äntweren. A wa mer se alleguer wëllen duerchkréien, bieden ech Iech, Iech esou strikt wéi méiglech un déi Zäiten ze halen.

Déi éischt Fro kënnt vun der Madamm Diane Adehm, geet un d'Gesondheetsministesch a betrëfft d'Wanterimpfung géint de Covid-19. D'Madamm Adehm huet d'Wuert.

– Question n° 358 du 22 novembre 2022 de Mme Diane Adehm relative à la campagne de vaccination hivernale contre la Covid-19, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President, Madamm Minister, mir wëssen, dass mer aktuell praktesch 80 % vun eiser Bevëlkerung iwwer fënnef Joer hunn, déi e komplette Schéma vaccinal virweise kënnen. Ech wéilt och virop betounen, dass et fir eis als CSV immens wichteg ass, fir d'Impfung ze ënnerstëtzen, an dass mir och ëmmer zu eise Wierder stinn.

Ech erlabe mer awer, Iech eng Fro ze stelle betreffend engem Mail vun engem Cabinet de Big Four. Fir prezis ze sinn, ass et d'Consultingbranche vun deem Cabinet de Big Four, dee verschidde Gemenge bei eis hei am Land ugeschriwwen huet, wou se froen, ob se däerfen op hire lokale Chrëschtmaart goen, fir Goodien ze verdeelen. Dës Goodië solle verdeelt ginn a Form vu Postkaarten a Chaufferetten an et sollen Hostessen dat verdeelen. An de Mann, deen dat geschriwwen huet, dee seet nach, dass hie Responsabelen ass vun der Kommunikatioun vun der Regierung ronderëm Covid-19 zu Lëtzebuerg.

Duerfir meng Froen un d'Madamm Minister: Firwat huele mer e Cabinet Big Four, fir déi Kommunikatioun ze maachen? Wat ass seng prezis Missioun? Wat ass de Käschtepunkt dovunner? Ass gegeebenefalls eng Ausschreiwung gemaach ginn?

Zweet Fro: Op wéi enger Basis ginn d'Gemengen erausgesicht, wou déi Goodië verdeelt ginn? Gëtt do gekuckt, wéi den Impftaux an där Géigend ass? Respektiv weess d'Regierung iwwerhaapt, a wéi enger Gemeng wéi den Impftaux vun der Bevëlkerung ass, oder net?

Drëtt Fro: Wat gëtt sech konkreet dovunner erwaart, fir de Leit Goodien op engem Chrëschtmaart ze verdeelen? Wéi vill Leit wëll ee mat där doter Campagne erreechen? An ëm wéi vill soll den Impftaux eropgoe mat dëser Campagne? A gëtt duerno dann e Bilan presentéiert vun dëser Campagne?

An dann déi lescht Fro ass: Wat kaschten déi Goodien? A firwat brauch ee Goodien, fir d'Leit dovunner ze iwwerzeegen, eppes ze maachen, wat se u sech maache sollten, well et an hirem Interêt ass a well an eiser aller Interêt ass?

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An eis Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert, huet direkt d'Wuert fir ze äntweren. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President, fir dës Fro. Eis Campagne ass effektiv villschichteg am Hierscht an an de Wanter eran an ech hat mer déi elo hei opschreiwe gelooss. Vu datt ech den Detail vun Ärer Fro net am Viraus weess, wäert et mer sécherlech elo schwéierfalen, hei par rapport zu mengem Budget Detailer ze ginn, wéi eng spezifesch Aspekter vun der Campagne elo wat kaschten. Do sinn ech wierklech iwwerfuerdert, muss ech soen. Ech weess net, wéi déi aner Leit an hire fréieren Ämter hir Budgete beherrscht hunn, mee dat do hunn ech definitiv net drop, fir Iech do elo de Käschtepunkt ze ginn.

Ech kann iech awer gären informéieren, wat mer alles geplangt hunn an der Impfcampagne iwwert den Hierscht an och an de Wanter eran. Mir hu jo lescht Recommandatiounen, déi erauskomm sinn, elo vum CSMI, vum 26. September.

Mir hunn eng Informatiounscampagne lafe fir den Hierscht spezifesch mat Affichagen, Social Media a Printen.

Dann hu mer eng aner fir de Wanter programméiert, och Affichage, Social Media an eng Rei Printcampagnen.

Dann hu mer eng Impfcampagne zesumme mat den Hausdokteren an den Apdikte lafen, déi och ausgeschafft ginn ass, engersäits mat der AMMD a mam Syndicat vun den Apdikter.

An da kënnt effektiv, an dat ass dat, wat Dir elo am Viséier hutt: Op de verschiddene Chrëschtmäert hu mer Hostesse virgesinn, déi sollen d'Leit opmierksam maachen, Froe beäntweren, déi d'Leit hunn. Dat hu mer iwwert déi lescht Jore reegelméisseg gemaach op Eventer, wou Leit sinn, déi uspriechbar sinn, déi och ausgewise sinn, dass se fir d'Impfcampagne do stinn. Dat fonctionéiert normalerweis ganz gutt, d'Leit komme sech renseignéieren. Bon, am Moment ëmmer manner. Do wäert ech och nach drop kommen.

Déi Primovaccinéen, där schwätze mer net méi ganz vill un, ech mengen, do si mer derduerch. Mee d'Leit hunn awer ëmmer vill Froen iwwert d'Rappellen, ob se dat solle maachen oder net, well net jiddwereen ëmmer am Detail informéiert ass, wat déi lescht Recommandatioune vum CSMI sinn, soudass eis Hostesse, wéi mer dat nennen, do wou mer se hunn – déi si meeschtens kombinéiert gewiescht mat de Bussen –, awer ganz vill ugeschwat ginn, wa se op Eventer sinn. An dat ass dat, wat och op de Chrëschtmäert virgesinn ass.

Dann hu mer Radiospotte virgesinn, fir op d'Méiglechkeete bei den Dokteren an den Apdikten nach eng Kéier opmierksam ze maachen an den Hierscht an an de Wanter eran. Eng Rei Communiqué-de-pressë wäerte kommen.

An och: Mir haten elo, an déi wäerte mer elo ofschafen, bis an den Oktober eran eis Helpline „Vaccinatioun", déi mer zesumme mam CHL gemaach hunn. Déi hu mer elo agestallt. Déi war am Fong geholl destinéiert, fir d'Leit, déi nach ëmmer Zweifel hunn un enger Primovaccinatioun, ofzehuele mat hire Froen. Do hu mer awer misse feststellen, dass dat effektiv komplett ufänkt zréckzegoen.

D'Froen, déi d'Leit haut hunn, si ronderëm d'Rappeller, ob dat fir si Sënn mécht oder net Sënn mécht an esou weider.

Déi eenzel Campagnen: Mir maache selbstverständlech Ausschreiwungen. Mir hu ganz breet gestreeten Impfcampagnë lafe gehat iwwert déi lescht Joren. An do maache mer deementspriechend Ausschreiwungen, fir déi ze verginn.

Ech muss Iech awer leider soen, dass ech do den Detail elo esou op Abruf net am Kapp hunn, fir Iech dat

kënnen esou kuerzfristeg matzedeelen. Dat deet mer ganz leed. Wann dat gewënscht ass, kënne mer dat awer gären noreechen. Dat ass alles transparent. Ech mengen, dat si Budgeten, déi mer accordéiert kritt hunn an op deene mer schaffen. An d'Prozeduren, do ginn ech dovunner aus, dass eis Leit mëttlerweil genauestens wëssen, wéi déi lafe mat deene Saachen.

Ech wëll Iech Merci soen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Ministesch.

An déi nächst Fro, d'Madamm Ministesch ka schonn an der Géigend bleiwen, geet och u si a kënnt vum Här André Bauler betreffend eventuell Verspéidunge bei der Ausliwwerung beim Approvisionnement mat Medikamenter. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 359 du 21 novembre 2022 de M. André Bauler relative aux retards éventuels en matière de livraisons de médicaments, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Ech wollt, wéi gesot, der Madamm Gesondheetsministesch eng Fro stellen. Duerch d'Pandemie ass et bekanntlecherweis zu Liwwerenkpäss a ville Beräicher komm, och wat d'Liwwerung vu Medikamenter ugeet.

An Däitschland schloen d'Apdikter zanter leschter Woch Alarm. Et géif u verschiddene Medikamenter feele wéi Houschtesirop, Bluttdrockreduzéierer, Medikamenter géint de Broschtkriibs oder géint Moseier, fir nëmmen déi ze nennen. Dat hätt et zanter 30 Joer net ginn, seet e Spriecher vum Apdikteschverband aus dem Nordrhäin.

An net méi spéit wéi de Moie sinn ech gewuer ginn, datt sech a Frankräich änlech Problemer stellen. Dat huet haut de Moien, wéi gesot, eng Apdiktesch mer ugedeit.

Dofir wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen: Huet d'Penurie an Däitschland en Impakt op d'Liwwerung vu Medikamenter hei zu Lëtzebuerg? Ass och hei mat Retarden an Defiziter an den nächste Méint ze rechnen? Oder gesäit d'Situatioun bei eis heiheem méi entspaant aus wéi an Däitschland oder vläicht och wéi a Frankräich?

Wéi vill Sputt gëtt et iwwerhaapt, fir mëttelfristeg eng Rei Medikamenter, Pharmaka nees méi verstäerkt an der Europäescher Unioun ze produzéieren? Gouf dat schonn eng Kéier op EU-Niveau kloer beschwat? Wa jo, wat wieren do eventuell Pisten, déi villverspriechend wieren? Ass da iwwerhaapt realistesch? Oder bleiwe mer awer weider ofhängeg vu Länner wéi Indien an aneren, déi zwar wuel no europäesche Standarde produzéiere mussen, ma awer net grad virun de Paarte vun der Europäescher Unioun leien, wouduerjer de Risiko vun Ënnerbriechungen an de Liwwerunge klëmmt?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An d'Wuert geet da weider un d'Madamm Gesondheetsministesch. Dir hutt d'Wuert, Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Jo, d'Liwwerenkpäss sinn eppes, wat eis ganz vill an och heibanne ganz vill beschäftegt iwwert déi lescht sechs Méint. Et kënnt ëmmer erëm zu Retarden, dat hu mer misse feststellen an Europa.

Bon, et ass ugaange mam Brexit, dat hat en Impakt. Du koum d'Kris. Mir hunn elo e Krich. Also, esou ganz entspaant si mer sécherlech net. Mir sinn net an deem selwechte Mooss elo eent zu eent betraff ewéi Däitschland, well mer jo haaptsächlech aus der Belsch beliwwert ginn. Mee ech géif vläicht, ausser elo villes ze widderhuelen, wat mer scho geschriwwen hunn, eng Kéier op eng Rei Question-parlementairë verweisen zu deem Theema.

Mee et ass ugaangen: Mir haten am Juli eng vun der LSAP iwwert d'Penurie, am September eng vun der CSV iwwert d'Rupture vu verschiddene Medikamenter, dann nach eng Kéier eng zweet am September, och nach eng Kéier vun der CSV, dann um 13. Oktober méi eng rezent an och den 28. Oktober elo nach eng Kéier zur Penurie. Do fannt Der vill Detailer – ech mengen, ech widderhuelen dat elo net alles eng Kéier hei – vun allem, wat geplangt ass.

De Problem ass bekannt. Mir hunn d'Chance bis elo, dass mer ëmmer nach Alternativen haten. Den Informatiounsflux – deen hate mer och scho beschriwwen an deenen eenzelnen Äntwerten – ass deen, dass mer u sech mat den Apdikte kommunikéieren, dass si Bescheed wëssen, wéi eng Alternative se kënnen ubidden. A mir schaffen och, och dat war schonn eng Kéier thematiséiert an enger Äntwert op eng Fro, un enger elektronescher Plattform, fir do méi geziilt a méi direkt Informatiounen ze ginn, wou et hapert.

Also, wéi gesot, richteg Entspanung kann ech net vermellen. En Theema op EU-Niveau ass et allefalls. Et ass allkéiers quasi en Theema, wann ech mat mengen Homologen och zesummekommen. Et gëtt jo och vill Bestriewungen, fir déi Industrien nees an Europa unzedreiwen. Dass et méiglech ass, denken ech schonn. Et ass natierlech ëmmer eng Fro vum Präis. Et ass e globale Maart a wa mer eis vum Präis drécke loossen, da geschéien déi Saachen, wéi mer se elo hunn. Wann et onbedéngt muss dat Bëllegst sinn, wat gëllt dann? Jo, da kënnt een an d'Situatiounen, wéi mer elo als Europäer dra waren.

Ech si selwer iwwerzeegt, dass jiddwereen immens erschreckt ass, also, wann een huet misse gewuer ginn an der Pandemie, dass een eng Aspirin op dem europäeschem Territoire net méi ka produzéieren, well d'Basisbestanddeeler hei net existéieren, da muss ee sech wierklech Froe stellen. Ech mengen, dann hu mer iergendwéi versot. An ech hunn op alle Fall fir mäin Deel d'Gefill, dass dee Message ukomm ass an dass déi grouss Länner bestrieft sinn, wierklech Investissementer an déi dote Richtung ze fërdere fir d'Zukunft.

Mee, wéi gesot, am Moment ass et ..., mir sinn net do derduerch. Mir mussen eis ëmmer erëm drop astellen, mat esou Enkpäss ze dinn ze hunn. Dat ass eppes, wat een net esou kannt huet. Am Moment ass et nach net dramatesch ginn. Mee wat op ons duerkënnt, dat kann ee mat Sécherheet zu dësem Zäitpunkt net soen.

Wann ee mat der Situatioun wëllt vergläichen, wann Der international liest, ass et d'Belsch, déi mer mussen am A halen, well et ass iwwert dee Wee, wou mir haaptsächlech beliwwert ginn. Dat heescht, wann eppes an der Press ass, an do brennt et, da kann ech elo scho virgräifen, dass mer dat wäerten hei spieren. Dat ass elo mat Däitschland net onbedéngt esou ganz direkt de Fall. Voilà.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Gesondheetsministesch.

An déi nächst Fro kënnt vum Jeff Engelen a riicht sech un d'Ëmweltministesch an dréit ronderëm d'Ofdecke vun, ech géif dat emol iwwersetzen: Piffbehälteren a Piffkaulen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Esou an déi Richtung.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ass dat richteg iwwersat? Well „Lagune" seet mer net direkt eppes.

– Question n° 360 du 22 novembre 2022 de M. Jeff Engelen relative à la couverture des réservoirs de stockage de lisier, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Dir hutt net Onrecht: Ab dem 31. Dezember 2024 mussen oppe Güllebehälter a Lagunen, déi sech an der Gréngzon befannen, eng Ofdeckung hunn, zum Beispill eng Folie oder en Zeltdaach.

D'Baueren, déi esou eng Lagun oder esou e Güllebehälter an der Gréngzon hunn, musse fir d'Ofdecke vun dësem eng Geneemegung ufroe beim Ëmweltministère. An den Ae vun de Baueren ass dës Fro vun der Geneemegung awer iwwerflësseg. Wann de Bauer en oppene Güllebehälter oder eng Lagun an der Gréngzon huet, huet en, fir dës kënnen ze bedreiwen, souwisou scho missen eng Geneemegung ufroen an hu vum Ëmweltministère. Firwat also nach eemol eng Geneemegung ufroen? Et handelt sech schliisslech ëm eng Obligatioun un d'Baueren, déi se musse maachen, fir där Fuerderung nozekommen. Dat muss souwisou geschéien.

D'Ufroe vun der Geneemegungsprozedur, dat wësse mer all, brauch Zäit an den Ëmweltministère muss all déi Ufroe fir d'Geneemegungen dann och traitéieren, wat eeben Zäit an Usproch hëlt. Och fir de Bauer ass dat en onnéidegen Opwand. Den Ëmweltministère huet souwisou all d'Donnéeë vun de Baueren, déi esou e Güllebehälter oder esou eng Lagun hunn.

Da wier ons Fro: Firwat schéckt den Ëmweltministère deene betraffene Betriber dann net einfach d'Geneemegung, vläicht nach mam Zousaz vun engem Äntwertschäin, datt dëst och gemaach gouf? Dat géif Zäit an administrativen Opwand spueren an d'Resultat wär an onsen Ae genau dat selwecht.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An d'Wuert huet direkt eis Ëmweltministesch.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Gudde Mëtteg, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, kuerz anzegoen op de legale Kontext vun döser Thematik.

D'EU huet sech iwwert d'NEC-Direktiv, déi national Plaffonge fir d'Ammoniakemissioune festleet, déi all Land ze erreechen huet, e Kader ginn, deen och Lëtzebuerg muss respektéieren. De wäitaus gréissten Deel vun den Ammoniakemissioune kënnt an eisem Land aus der Landwirtschaft. Déi rezent Berechnunge weisen, dass Lëtzebuerg säin Zil fir 2020 verpasst huet, well verschidde Moossnamen net séier genuch ëmgesat goufe bezéiungsweis nei Erkenntnisser an den Inventaire agefloss sinn.

U sech sollten 2020 d'Emissioune vum Ammoniak ëm 1 % par rapport zu 2005 reduzéiert sinn. Aktuell leie mir awer bei ronn 6 % driwwer vum nationalen Total. A bis 2030 mussen déi Emissiounen ëm 22 % par rapport zu 2005 reduzéiert ginn.

Aus deem Grond huet een elo missen agéieren. Dofir huet de Landwirtschaftsminister mat mir zesummen e Mesurëpak ... Mir hunn eis zesumme concertéiert, fir e Mesurëpak auszeschaffen, dee kuerzfristeg soll esou Emissiounsreduktioune mat sech féieren, mam Zil, Lëtzebuerg konform ze maache mat dësen Ziler.

Dëse Mesurëpak gouf mam Secteur beschwat an deenen zwee Ministèren dëse Summer matgedeelt.

Zu dësem Mesurëpak gehéiert och d'Ofdecke vun de Güllebehälter, dat net nëmmen eng Reduktioun vun Emissioune bréngt, mee och verhënnert, dass déi stockéiert Gülle vermëscht gëtt mat Nidderschléi an doduerjer méi grouss Behälter brauch. Des Weidere gehéiert zu deem Pak, wéi d'Gülle soll ausbruecht ginn an dass d'Gülle sou séier wéi méiglech nom Ausbrénge soll an de Buedem ageschafft ginn.

Wien elo scho fräiwëlleg esou Mesuren hëlt, ier se obligatoresch ginn, ka vu finanziellen Hëllefe vum Landwirtschaftsministère profitéieren.

Esou eng Ofdeckung ass iwwregens net nëmmen aus Emissiounsgrënn wichteg, mee och fir d'Biodiversitéit, déi dervunner profitéiert, dass lokal manner héich Emissiounen an d'Loft gi wéi ouni esou eng Ofdeckung.

Doduerjer dass den Ammoniak awer och e Virleefer ass fir Feinstëbs zum Beispill, fënnt och bei deem Parameter eng Reduktioun statt duerch dës Mesuren.

An des Weidere ginn natierlech d'Gerochsemissiounen am Ëmfeld doduerjer reduzéiert. Voilà.

Mat deem ganzen Autorisatiounsregimm ass et esou, dass dat sech bezitt op d'Naturschutzgesetz, op d'Artikele 6 a 7, déi fir eng Konstruktioun an der Gréngzon eeben och stipuléieren, dass eng Geneemegung muss sinn. Et ginn awer och do verschidde Configuratiounen, och elo schonn.

Et gi Fäll vu Behälter, déi schonn en Deckel hunn an domadder schonn zu enger Emissiounsreduktioun bäidroen. Et ginn awer och scho Behälter, déi scho geneemegt sinn an déi och gebaut sinn, awer nach keen Deckel hunn. An da ginn et och Behälter, déi eréischt geplangt ginn an an der Geneemegungsprozedur sinn. Dat heescht, et gëtt eng Hellewull verschidde Cas-de-figuren, wat et natierlech och elo kompliz éiert mécht, mee trotzdeem si mer do un enger pragmatescher Léisung interesséiert.

Et sief och nach eng Kéier preziséiert, dass net all Betrib an enger Gréngzon läit. An deem Fall eriwwregt sech dës Obligatioun.

Mir sinn eis bewosst, dass aktuell d'Betriber schonn administrativ belaascht sinn, a mir kennen och déi hei prezis Problematik, well mer ëmmer erëm am Echange si mat hinnen an och rezent op dës Problematik higewise goufen. An dofir si mer och elo amgaangen, eis ze iwwerleeën, wéi mer déi dote Situatioun kënne behiewen, an eng final Decisioun ass am Moment an der Ausaarbechtung. Si wäert dem Secteur och kuerzfristeg matgedeelt ginn. Voilà.

Et ginn awer – vläicht nach eng Kéier fir ze preziséieren – vum Naturschutz aus zwee Uspréch gestallt fir esou Deckelen: Si sollen nëmmen déi absolutt néideg Héicht hunn an och eng relativ flaach Ausféierungsform hunn an och solle se aus engem net blénkegen, anthrazitgroen oder schifergroe Material sinn. Béides ass, fir de visuellen Impakt méiglechst kleng ze halen, also wat d'Naturschutzgesetz eeben och verlaangt. Dës Dispositioune ginn och haut schonn an eis Geneemegunge matagebaut.

An ech wëll eeben nach eng Kéier ofschléissend ënnersträichen, dass mer op der Sich sinn no enger pragmatescher Léisung, déi sech och schonn ofzeechent, fir déi concernéiert Betriber, dass net all Bauer muss seng eenzel Autorisatioun bei eis ufroen. Voilà.

Ech soen Iech Merci.

M. Jeff Engelen (ADR) | Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Welfring. Nee, et ass eng Froestonn, ...

M. Jeff Engelen (ADR) | A, ok.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... do ass näischt aneschters méi dran.

Mir kommen zu där nächster Fro. Déi kënnt vun der Madamm Hemmen a riicht sech un eisen Energieminister a betrëfft eisen Austrëtt aus dem Energiecharta-Traité. Här Ener- ..., jo, Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 361 du 22 novembre 2022 de Mme Cécile Hemmen relative au retrait du Luxembourg du Energy Charter Treaty, adressée à M. le Ministre de l'Énergie

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här President. Et ass och scho bal alles gesot.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Majo, dofir wollt ech och direkt dem Energieminister d'Wuert ginn. Sorry. Nee, Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Däerf ech nach e klengen ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, Dir däerft.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci. Merci.

(Hilarité)

Jo, Här Minister, dëser Deeg koum jo d'Nouvelle, dass Lëtzebuerg géif aus dem ECT, also dem Energiecharta-Traité, austrieden. An dësen Zäiten, wou d'Energie jo e grousst Theema ass, sinn esou Nouvellen natierlech ëmmer ganz opreegend.

Et ass jo awer och gewosst, dass et den Energiecharta-Traité zanter den 90er-Jore gëtt, a säin Zil war et jo elo bis viru Kuerzem nach – oder ass et nach ëmmer –, fir Investitiounen a fossill Energien ze schützen, wat natierlech haut net méi ze vertrieden ass.

D'Fro ass: Hätt een deen Traité duerfir net éischter misse verloossen? Wat sinn eigentlech d'Grënn, firwat d'Regierung grad elo decidéiert huet, aus dem Energy Charter Treaty auszetrieden? Firwat huet d'Lëtzebuerger Regierung hir Decisioun, aus dëser Charta erauszegoen, net direkt geholl, wat jo och fir Kritik gesuergt huet? Wat waren och eigentlech d'Grënn, fir sech méi Zäit ze loossen? Ënner wat fir enge Bedingungen hätt Lëtzebuerg kënne mat engem reforméierten Accord averstane sinn? Wat wären d'Virdeeler gewiescht? Wat sinn d'Konsequenze vun eisem Retrait? A wéi geet et elo virun? Ass en neien Traité virgesinn, mat deem déi nohalteg Energië gefërdert ginn?

Ech weess elo net, ob ech op dëser Säit eppes verpasst hunn, ech hat ...

(Interruptions)

Nee? Ok. Merci. Da sinn dat meng Froen un de Minister.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Hemmen, mat nach eng Kéier der Entschëllegung. Ech sinn e bëssen agerascht. An ech ginn elo d'Wuert weider un den Här Energieminister, den Här Turmes.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Här President, léif Deputéiert, den Energy Charter Treaty ass e Vertrag aus den Ufank-90er-Joren. D'Sowjetunioun brécht zesummen an duerno sinn virun allem och europäesch an deelweis och japanesch Energiekonzerner dorun interesséiert, Investitiounen ze maachen, haaptsächlech an deenen Ex-Sowjetunioun-Republicken a -länner. An an den 90er-Jore geet et eeben haaptsächlech ëm fossill Energien: Kuel, Pëtrol a Gas.

Deen Traité, deen ass dunn Enn den 90er-Jore ratifizéiert ginn. Ech mengen, et war en Traité, deen net ville Leit bekannt war ausser e puer Experten. A wéi awer dunn de Paräisser Traité zum Klimaschutz 2015 komm ass, dunn ass kloer ginn, dass e Problem besteet.

Wouranner besteet de Problem? International Traitéen hu keng Hierarchie. Dat heescht, de Paräisser Accord, deen, jo, mengen ech, méi weesentlech ass fir d'Mënschheet, well e jo d'Grondlag vun der Mënschheet, dass de Klimasystem net futtigeet, schützt, deen ass hierarchesch net iwwert dem Energy Charter Treaty. Dat heescht, du hues e Konflikt zwëschent, op där enger Säit, Länner, déi soen: „Mir mussen e Groussdeel vun de Kuelen, de Pëtrols- an de Gasreserven am Buedem loossen, well soss hu mer ze vill CO_2-Emissiounen"; dat steet dann am Widdersproch zu dem Investitiounsschutz, deen an deem Energy Charter Treaty dran ass.

Wéi dat du festgestallt ginn ass, ass et zu enger Diskussioun komm ëm d'Moderniséierung vun deem Traité, fir eeben ze soen: Ok, da musse mer deen Traité esou ëmbauen, dass en déi fossill Energië manner schützt an dass en dann och manner am Konflikt ass mat den internationale Klimaschutzbestriewungen, notamment eeben och mam Paräisser Accord, fir eeben op 1,5 Grad de Klima ze schützen.

Déi Moderniséierung, déi huet 25, 27 Ronnen iwwer zwee an en halleft Joer gedauert. D'Europäesch Unioun hat ..., well dat en Traité mixte ass, huet d'Europäesch Kommissioun dat am Numm vun de 27 EU-Länner verhandelt. An elo virum Summer ass d'Resultat vun där Moderniséierung du quasi kloer ginn. An duerfir hat et och kee Sënn, fir sech do virdrun ze positionéieren.

Gutt, an da kënnt natierlech de Moment, wou ee muss soen: Ok, et ass zwee an en halleft Joer verhandelt ginn, wat ass dobäi erauskomm? A mir sinn als Lëtzebuerger Regierung zum Schluss komm, dass nach ëmmer e Konflikt besteet zwëschent deem moderniséierten Energy Charter Treaty an eeben dem Paräisser Klimaofkommes. An dee Konflikt ass esou grouss, dass mer decidéiert hunn erauszegoen.

Déi Fro: „Gi mer eraus, ier den Traité moderniséiert ass oder nodeems?", do ass et esou, dass bei där Modernisatioun awer eng weesentlech Verbesserung komm ass, dat heescht, dass den Investitiounsschutz fir fossill Energien elo net méi 20 Joer gëllt, wann ech erausginn, mee nach just 10 Joer. Dat heescht, eigentlech hues de en Interêt, dass den Traité fir d'éischt moderniséiert gëtt, well och wann s de erausgees, muss de nach ëmmer wärend 20 Joer d'fossill Energien, déi Investitiounen, schützen. Wann den Traité moderniséiert ass, sinn dat keng 20 Joer, mee nach just 10 Joer. An dat war eigentlech den ursprénglech Plang.

Elo ass et awer esou, dass leschte Freiden als Virbereedung op haut – haut ass den Energy Treaty ... –, d'Memberen dovunner sëtzen iergendwou an Asien ... An als Virbereedung sollt eeben d'Europäesch Kommissioun e Mandat kréien, fir där Moderniséierung zouzestëmmen. Do hunn elo eng Rei Länner eng Minorité de blocage fäerdegbruecht, soudass elo d'Europäesch Kommissioun net d'Mandat huet, fir den Traité ze moderniséieren, an dat ass elo en neie Moment.

An dësen Donneschden hu mer zu Bréissel eng Reunioun vun de 27 Energieministeren. Do geet et haaptsächlech ëm Gas, d'Gasversuergung fir den nächste Wanter. Et geet och ëm erneierbar Energien, mee mir wäerten och um Rand da vun där Reunioun

diskutéieren, wéi mer dann elo weiderfueren um europäeschen Niveau zu där Moderniséierung, ob mer dann elo éischter geschlossen als Europäesch Unioun eraustrieden.

Mee eppes ass kloer: Well deen Traité net gutt ass fir de Klimaschutz, hu mir als Lëtzebuerger Regierung decidéiert, do erauszegoen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An déi nächst Fro kënnt vum Marc Goergen, riicht sech un den Aarbechtsminister a betrëfft de Congé parental am Fall vum Doud vun engem Kand. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 362 du 22 novembre 2022 de M. Marc Goergen relative au congé parental dans le cas du décès de l'enfant, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Meng Fro dréit sech haut ëm d'Aarbechtswelt. Wann e Kand op d'Welt kënnt, ass dat fir d'Eltere mat dee schéinste Moment, dee se kënnen an hirem Liewen erliewen. Et freet ee sech op de Congé parental, fir nach méi Zäit mat deem Kand ze verbréngen. Mee leider kann awer och den tragesche Fall antrieden, dass dat Kand verstierft, wat een aus der Bunn geheit, wat eng ganz Famill op d'Kopp geheit. An do ass et leider esou, dass an der Aarbechtswelt de Congé parental da seet, e wär deen aneren Dag bis maximum ee Mount duerno fäerdeg. Dat heescht, et misst een erëm direkt schaffe goen.

Fir d'Famill bedeit dat, et muss ee bei den Dokter goen, et muss ee sech aner Hëllef sichen, fir net erëm direkt musse schaffen ze goen, well mir si keng Fäll bekannt, wou een nom Doud vum Kand direkt erëm fäeg wär, muer schaffen ze goen.

Dofir ass meng Fro un den Aarbechtsminister, ob een dee Congé parental net sollt esou gestalten, dass, wann e Kand géif stierwe wärend dem Congé parental – well de Staat géif dat keen Cent méi kaschten; et hätt ee souwisou dee Congé parental bezuelt –, een d'Leit net méi géif, nenne mer et „schikanéieren", dass se mussen op aner Plazen higoen, fir hire Congé kënne fäerdeg ze maachen, fir mat der Trauer eens ze ginn, an ob de Staat net gewëllt wär, fir deene Leit d'Chance ze ginn, hire Congé parental zu Enn ze maachen a sech dann zum Deel och nach déi professionell Hëllef ze sichen, déi se brauchen, awer net direkt den Dag nom Doud vum Kand änner Drock ze setzen, dass se erëm musse schaffe goen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An d'Wuert huet elo direkt eisen Aarbechtsminister. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Merci och dem Här Goergen fir déi Fro. Déi Fro, déi huet den Här Goergen och schonn ugedeit, wou mer hei den Débat public haten, wou déi zwou Petitionärinne sech, iwwregens ganz gutt virbereet, hei mat de Leit vun der Chamber ënnerhalen hunn. Gradesou gouf mer rapportéiert, dass och déi Fro schonn an der Kommissioun gestallt gouf an och do den Här Goergen schonn eng Äntwert op déi Fro do kritt huet. An ech si frou, datt ech dann haut och nach eng Kéier kann ...

Une voix | Jamais deux sans trois!

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | ... eng Äntwert op déi Fro vum Här Goergen ginn, datt se dann elo fir d'drëtt gestallt ass.

Effektiv ass et esou, datt ëmmer méi Leit op de Congé parental zréckgräifen. Dat weist dann och, datt de Congé parental gutt ukënnt bei de Leit. Iwwregens sinn och dëst Joer – oder d'lescht Joer, mengen ech – méi Pappe wéi Mammen, déi op de Congé parental zréckgegraff hunn.

De Congé parental ass do, fir datt sech d'Leit, wéi den Här Goergen et ganz richteg gesot huet, ëm d'Educatioun vum Kand këmmeren an och méi eng staark Bindung zum Kand sollen opbauen: „pour s'adonner pendant une période déterminée à l'éducation de leurs enfants". An et ass ganz richteg, et freet ee sech ganz vill, wann e Kand op d'Welt kënnt, an ëmsou méi tragesch ass et natierlech och, wann duerch den Doud déi flott Zäit, déi schéin Zäit da getrüübt gëtt. Dat ass e ganz trageschen Incident.

Et muss een awer och soen, dass de Congé parental seng Raison d'être dann net méi huet, well d'Raison d'être vum Congé parental ass, fir eng Bindung mam Kand opzebauen.

An et ass awer net esou, wéi den Här Goergen elo gesot huet, dass d'Leit schikanéiert ginn, fir dann direkt erëm schaffen ze goen. Et ass esou, dass de betraffenen Elterendeel ee Mount – ee Mount! – Zäit huet, fir duerno erëm schaffen ze goen.

Dat huet iwwregens deen, deen net am Congé parental ass an deem säi Kand stierft, wat grad esou tragesch ass, net. Deen huet net e Mount duerno Zäit, fir dann nach doheem ze bleiwen an där Situatioun, déi ganz schwéier ass, dann och do gerecht ze ginn. Deen huet dann déi fënnef Deeg Congé extraordinaire, déi am Artikel 233-16 am Code du travail dann och virgesi sinn.

Dat, wat den Här Goergen wëll, dat ass en Trauercongé. A wann dat gewollt ass, da kann ee gären eng Kéier doriwwer diskutéieren. Do gëtt et jo Initiativen, déi all Deputéierte kann huelen. Mee de Congé parental ass de falsche Moyen, ass net dat Richtegt fir d'Leit, déi e Kand da verluer hunn. Dat, wat, wéi gesot, den Här Goergen wëll, dat ass en Trauercongé.

Dat, fir nach komplett ze sinn: An deene sechs Joer, wou et de Congé parental elo gëtt, goufen et effektiv néng där Fäll; néng där Fäll, déi ganz tragesch sinn, sécherlech, mee ech bleiwen derbäi: Et ass en Trauercongé an dee gëtt et net am Gesetz an d'Leit ginn net schikanéiert, well d'Leit hunn ee Mount nach Congé parental zegutt, ier se da musse schaffe goen.

Iwwregens ass d'Aarbecht och ganz oft e gudde Moyen, fir sech erëm un dat soziaalt Liewen ze winnen a fir eraus aus der Isolatioun ze kommen. Duerfir, och dat wollt ech awer hei nach an deem heite Kontext gesot hunn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Minister.

Mir kommen dann zur nächster Fro. Si kënnt vun der Madamm Stéphanie Empain, riicht sech un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, iwwert d'Upassung vum ëffentlechen Transport nom Äerdrutsch am Tunnel Schieburg. D'Spezifizitéit hei ass, dass och aner Kolleegen eng änlech Fro gestallt hunn. Dat gëllt fir den Här Engelen a fir den Här Eicher, d'Madamm Martine Hansen, d'Hären Aly Kaes a Jean-Paul Schaaf, déi dann och d'Geleeënheet hunn, ...

(Brouhaha)

... fir hir schrëftlech Froen noeneen ze stellen, an dem Minister d'Geleeënheet ginn, fir dorop ze äntweren.

An elo huet d'Madamm Stéphanie Empain d'Wuert.

– Question n° 363 du 21 novembre 2022 de Mme Stéphanie Empain relative à l'adaptation de l'offre des transports publics en raison de la fermeture du Tunnel Schieburg, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

– Question écrite n° 7145 du 9 novembre 2022 de M. Jeff Engelen relative aux travaux dans le tunnel Schieburg, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

– Question écrite n° 7188 du 15 novembre 2022 de M. Emile Eicher, Mme Martine Hansen, Aly Kaes et de M. Jean-Paul Schaaf relative aux travaux dans le tunnel Schieburg, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Här Minister, wéi Der gesitt, ass dat e Sujet, deen am Norden ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Entschëllegt, Madamm Empain! Ech géif d'Kolleege bieden, e bësse méi roueg ze sinn, well et ass vill Gegrommels am Sall.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech weess net, ob et Gegrommels war oder Diskussiounen iwwert den Tunnel. Wéi mer gesinn, ass et jo e Sujet, deen eis alleguer, ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dat hänkt net mam Tunnel zesummen.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | ... ok, deen eis alleguerten awer beschäftegt. Ech wollt effektiv nach eng Kéier op d'Fro vun der Fermeture vum Tunnel Schieburg zréckkommen, well wéi mer alleguerte wëssen, huet dat scho relativ grouss Repercussiounen op de ganze Reseau vum ëffentlechen Transport am Norden.

An nodeems elo da feststoung, dass den Tunnel net virun Ouschteren d'nächst Joer erëm kéint opgoen, hat Der de leschten Dënschden op enger Pressekonferenz presentéiert, wat alles zënter dem 12. September schonn en place gesat ginn ass a wat och elo nach zousätzlech geplangt ass un Ersatzbussen, fir déi Offer esou gutt et geet eeben opzefänken, quitte dass mer natierlech och wëssen, dass Bussen ni kënnen zu 100 % den Zuchreseau ersetzen.

Mir sinn op alle Fall ganz frou, dass d'Urgence wierklech erkannt ginn ass an dass och wierklech versicht gëtt, esou schnell et geet op déi Enkpäss ze reagéieren.

Ech wollt awer vun dëser Geleeënheet profitéieren, Här Minister, fir Iech ze froen, ob Dir entre-temps scho méi konkreet Zousazinformatiounen eventuell fir eis hutt, wat deen Ersatzverkéier eeben ubelaangt. Also konkreet: Ginn et scho prezis Informatiounen, wéini déi nei Offer kéint en place gesat ginn? Also ab wéini kéinten déi nei Bussen, déi nei Linne fueren?

An déi aner Fro wier, ob et eventuell nieft der schonns op der Pressekonferenz ugekënnegter Offer nach aner Iddien oder Entscheedunge ginn zu Linnen, déi zousätzlech kéinten derbäikomme bis zur Reouverture vun der Zuchstreck, fir eebe fir e beschtméiglechen Ersatz fir den Zuch ze suergen.

Ech soen Iech villmools Merci am Viraus fir Är Äntwert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Empain. An d'Wuert huet direkt den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech wéilt dann direkt do virufueren, wou d'Madamm

Empain opgehalen huet. Déi ganz Schieburg-Geschicht oder deen Incident ass net glécklech fir de ganzen Norden. Et sinn deels Chaos an och aner Saache programméiert. Ech hätt awer do e puer Bemierkungen oder Ureegungen.

Den éischte Punkt ass: Well mam ëffentlechen Transport deen Ersatz net glécklech ass, féieren eng Partie Elteren hir Kanner bis op Kautebaach op den Zuch. Aus dem Norde sinn dat der eng Rëtsch an do hunn déi mer elo matgedeelt, datt den Zuch reegelméisseg Verspéidung huet vu 15 a méi Minutten zu Kautebaach, wou jo Endstatioun ass oder Terminus.

Meng zweet Fro betrëfft dann den Transport iwwert d'Nordstrooss. Do fuere jo elo Busser vu Clierf a vu Maarnech bis op Ettelbréck. Mir wësse jo awer alleguerten, wéi iwwerbelaascht d'Nordstrooss ass zu allen Zäiten, praktesch zu allen Zäiten, haaptsächlech awer an de Stousszäite moies fir erof an owes fir heem ass déi Strooss iwwerbelaascht. Ech si se selwer wéi vill mol gefuer. Do steet een dann am Stau. An et wier awer vläicht eng Iwwerleeung wäert, Här Minister, wa mer géife vum Schinker aus op Kautebaach mat de Busser fueren. Da wieren déi Busser schonn aus deem Stau eraus. Dat wier eng Ureegung, déi ech géif do mat op de Wee ginn.

An dann ass d'Parkplaz do op der Gare zu Kautebaach och ongrécklech. Do sinn elo Chantieren a se ass och iwwerfëllt. Hoffentlech gëtt et kee strenge Wanter oder schlëmme Wanter, well dann ass déi grouss Parkplaz net disponibel, well se do mat Héichwaasser iwwerflut ass an esou weider. Do misst och vläicht gekuckt ginn, ob mer do net kënne Noutléisunge fannen.

An dann nach eng aner Ureegung: Mir hunn elo ganz vill Bussen, RGTR-Linnen, bäigesat an ëmgesat an hin an hier an d'Duerf Maulusmillen huet elo zanter e puer Woche keen Uschloss méi, fir mat de Bussen an hir Schoulen ze fueren.

Merci, Här Minister, fir d'Äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An dann huet de Jean-Paul Schaaf stellvertriedend fir eng ganz Rei vu senge Kolleegen d'Wuert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Sou, merci. Jo, ech mengen, meng Introductioun brauch ech net méi ze maachen. Vläicht nach just een anere Saz: Also, Onglécker geschéien a wann Onglécker geschéien, da gëtt et och fir en Ongléck seelen e Schëllegen. Dat wëlle mer kloerstellen. Mir sinn net hei, fir dem Minister ze soen, e wier Schold un iergendengem Inconvenient, deen op där Nordstreck do geschitt ass. Et ass bedauerlech, mee d'Konsequenze si fir d'Leit douewen awer enorm grouss. Dat muss ee sech einfach virstellen.

Et sinn d'Schüler, déi den Zuch brauchen, fir an hir Schoulen ze fueren. Et sinn awer och d'Unisstudenten, déi mëttlerweil mam Auto nees op Léck, Hasselt, Maastricht an esou weider fueren, well dat anert eng onméiglech Weltrees gëtt ouni den Zuch. Et sinn awer och all déi Leit, déi all Dag Beruffspendler sinn aus dem Éislek erof dann eeben an den Zentrum respektiv an d'Stad Lëtzebuerg.

Duerfir ass et schonn enorm, enorm wichteg an d'Leit géifen och gären – wéi soe mer? – d'Liicht um Enn vum Tunnel gesinn, fir et emol esou auszedrécken, an och wësse wéini.

Elo huet d'Regierung eng Kéier ugekënnegt, den 11. Dezember wier den Tunnel erëm op. Duerno hunn d'CFL ugekënnegt, et wier no Ouschteren, no der Ouschtervakanz, wou et erëm géif opgoen. Duerfir vläicht déi éischt Fro, ob ee mëttlerweil scho ka mat Sécherheet soen an deckungsgläich wa méiglech och soen, wéini den Tunnel dann eeben erëm ka säi Betrib ophuelen. Dat wier fir déi Leit, déi sech awer eng Planungssécherheet wënschen, schonn emol ganz gutt.

An dat anert ass, datt ech mech de Kolleegen hei uschléisse mat hire Froe vun Alternativléisungen, déi net allen Erausfuerderunge gerecht ginn, an ob do net nach méi fir d'Attraktivitéit vun deene Léisunge ka gemaach ginn, notamment zousätzlech Express-Buslinnen. De Jeff Engelen huet hei och eng Méiglechkeet ugedeit, zousätzlech Express-Buslinnen anzeféieren, fir dat doten ze maachen. Respektiv meng Fro, wéi eng aner Mesuren d'Regierung eventuell nach gedenkt ze maachen, fir datt bis zur Ouverture, wou Der eis jo elo den Datum nennt, dann och besser Léisunge kënnen do si fir d'Leit.

Villmools merci.

Une voix | Bravo!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An d'Wuert huet elo den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. An och merci den Deputéierte fir hir Froen. Wann Der erlaabt, wëll ech just eng kleng Virbemierkung maachen. Ech géif awer vläicht suggeréieren, datt d'Chamber eng Kéier doriwwer nodenkt, wéi mer mat de Froen ëmginn. Ech hunn natierlech kee Problem, déi Froen hei all ze beäntweren, mee ech wëll drop hiweisen: Déi Pressekonferenz vun den CFL, déi war Dënschdeg. A méindes schonn hat ech bewosst ugereegt, datt soll direkt eng Chamberskommissioun sinn, déi och donneschdes war, wou d'CFL, ech géif soen, bal eng Stonn alles erkläert hunn am Detail, och e Vertrieder do war vum Bus an esou weider an d'Deputéierten am Fong d'Geleeënheet haten, all hir Froen ze stellen.

Bon, elo ass et dann esou, datt awer dann déi Froen net gestallt gi sinn – oder déi, déi do waren, hunn der natierlech gestallt. Mee et waren der och, déi net do waren, déi hunn der duerno nach schrëftlech gestallt. Ech hunn och domadder, mat allem, kee Problem. Ech verstinn, datt d'Deputéierten natierlech vill Froen hu ronderëm deen Dossier, mee et muss een awer och bedenken, et ass awer e groussen Opwand, dee mer scho bedriwwen hunn, fir e Maximum un Informatiounen ze ginn. A vläicht misst ee sech awer eng Kéier eens ginn, wat mer wëllen, wann eng Kommissioun ass zum Beispill, wou alleguerten d'Beamten do sëtzen. Ech mengen, déi waren zu sechs oder siwen do an där Sëtzung, plus nach Beamte vu mengem Ministère an esou weider. Ech mengen, da wär et awer, fannen ech, besser, et géif een all seng Froen do stellen, da bräichte mer net deen Opwand ze bedreiwen.

Mee bon, soit, dat ass eng Ureegung, déi ech wëll ginn, just fir awer och ze ënnersträichen, datt mer op déi meescht Saache scho geäntwert hunn, déi hei gefrot gi sinn. Et sinn e puer nei Saachen elo hei bäikomm vun der Madamm Empain, mee och vum Här Engelen an och vum Här Schaaf e puer méi Detailer, well dat sech elo nodréiglech nach erginn huet. Dat fannen ech och ok, datt déi dann och dowéinst hei gestallt ginn.

Bon, ech mengen, datt, wat do geschitt ass ... Ech wëll och direkt dem Här Schaaf soen: D'Regierung huet guer näischt ugekënnegt. D'Regierung huet net ugekënnegt, den 11. Dezember wär de Chantier fäerdeg oder géif erëm d'Streck opgoen. Ech krut eng Fro gestallt eng Kéier hei an der Chamber an do hunn ech mech erkundegt bei de CFL, wéi si mengen, datt et wär. An et sinn net de Minister a seng Beamten, déi do mat der Pioche beim Tunnel sti fir ze kucken, wat do geschitt ass, mee dat sinn d'CFL an dat ass natierlech normal, well dat ass och de Maître d'oeuvre vun deem Ganzen. De Minister an och d'Regierung kann Iech beim beschte Wëllen net soen, wéini wat do opgeet, ausser natierlech e kritt d'Informatiounen vun deenen, déi dofir zoustänneg si sur place.

An dat ass geschitt, an zwar op där Pressekonferenz. Déi éischt Annonce, déi vun den CFL gemaach ginn ass fir den 11. Dezember, dat war, well natierlech am Ufank, wéi einfach dat Gerisels do lassgaangen ass, den Tunnel zougaangen ass, jo kee gesinn huet, wat d'Envergure ënnendrënner war. Et konnt jo kee Mënsch gesinn, wéi deen Hang do an deen Hiwwel do ..., wat do bannendra wierklech lass war. Well dat Ganzt ass jo och nëmme geschitt, well do e Chantier bannendra war, glécklecherweis jo och alles zou war an d'Aarbechter och esouguer eraus konnte goen, nämlech well den Enrobé vum Banneschte vum Tunnel opgemaach ginn ass. Do ass eréischt festgestallt ginn, wat ënnendrënner war. Wann den Enrobé och net opgemaach gi wier, da wier dat warscheinlech iwwerhaapt net zum Droe komm. Mee bon, den Tunnel huet awer misse frësch gemaach ginn, duerfir ass dat du passéiert. Mee zu deem Zäitpunkt konnten d'CFL ëmmer nëmmen approximativ eppes soen.

An dat ass och de Grond precisement, firwat d'CFL net andauernd nach dertëschent kommunikéiert hunn. Dat hu se och ëmmer gesot, well dat kee Sënn erginn huet, well ee jo net wousst, wat bannendra wierklech war. Dofir sinn déi Buerunge gemaach ginn. Et ass ëmmerhin tëschent 60 a 70 Meter déif an de Buedem op 12 Plaze mat décke Réier gebuert ginn. Et si Kameraen erageschoss ginn an déi Tunnelen, also an déi Réier, fir vu bannen ze kucken: Ma wéi ass iwwerhaapt d'Zesummesetzung vun deem Hiwwel? An eréischt esou konnt festgestallt ginn, wat da wierklech war.

An den Haaptproblem, deen Der hutt, dat ass, datt op där Plaz, wou et erausgeriselt ass, do gëtt et e Vakuum effektiv am Bierg. An duerch dee Vakuum ass dat Ganzt entstanen. An et kënnt derbäi, datt Der nach en dréchenen, extreem dréchenen, Summer hat. Dat huet näischt arrangéiert, well normalerweis hutt der Leembuedem do. Do ass deen natierlech verdréchent, vergrimmelt, a wéi dat dunn opgemaach ginn ass, ass et erausgefall.

Et ass eigentlech extreem tragesch, wéi dat geschitt ass. Mee bon, wéi gesot, mir wëssen am Éislek net, wéi de Schifer iwwerall zesummegesat ass. Dat weess och warscheinlech keen heibannen. Dat fënnt een eeben eréischt eraus, wann ee wierklech dora buere geet.

Elo hunn d'CFL déi Analyse gemaach. Et ass an der Kommissioun jo och alles genau am Detail presentéiert ginn, och mat Grafiken. An den Timing, deen heirop gesat ginn ass vun den CFL, datt en no der Ouschtervakanz erëm opgeet, deen ass realistesch. Natierlech, et huet ee bei esou Saachen ëmmer eng Reserv. Et muss alles klappen, esou wéi een et sech do virgestallt huet mat den Aarbechten. Well Dir kënnt Iech jo virstellen, dat doten ass net einfach.

Dir kënnt zum Beispill och elo net higoen an einfach soen: „Elo huele mer dee Sand do oder dat, wat do erofgefall ass, do gi mer eran an dann huele mer dat einfach eraus an da maache mer vun ënnen erop erëm zou." Dat geet guer net, well dat ass immens geféierlech. Dat kann nëmmen duerch déi Réier vun uewe gemaach ginn. Dat heescht, deen Hank muss als Gesamte stabiliséiert ginn, fir datt een eng

honnertprozenteg Garantie huet, dat net eppes passéiert, well dat ass jo d'Zil dovunner. An et ass och net ze spaassen hei domadder. Hei muss een einfach virsiichteg sinn.

Duerfir, deen Timing ass elo scho realistesch an deen Timing, dat musst Der bedenken, do ass och nach vill Chance derbäi, datt dat iwwerhaapt esou méiglech war, well do gëtt 20 Stonnen op 24 geschafft. Also, do hätt een och kënne soen: „Ma firwat hutt Der net 24 Stonne geschafft?" Ben, éischtens ass eng Minireserv dran an zweetens, déi véier Stonnen, déi notzen Iech do net schrecklech vill méi, well da musst Der jo mat Schichte schaffen, mat de Wiesselen an esou weider. Herno verléiert Der méi Zäit allkéiers, wéi d'Saach Iech do bréngt. Also, et ass de Maximum erausgeholl ginn. Mee virun allem, firwat ass et Chance? Well: Ma et ass Chance, datt iwwerhaapt déi Entrepreneuren d'Leit haten, fir dat doten ze maachen, well de Moment ass et um Bau ganz schwéier, fir Leit ze fannen.

Bon, dat ass elo hei gelongen, Gott sei Dank. An duerfir, wann dat alles esou klappt, wéi et elo virgesinn ass, da wäert effektiv den Tunnel fäerdeg sinn. Da geet och erëm d'Streck normal op no der Ouschtervakanz. Kommt, mir paken Holz un – hei ass es jo –, datt dat och esou geet! Ech si gudder Déng, datt se dat hikréien. Op alle Fall: De Wëllen ass do, fir dat ze maachen.

Dat ass natierlech extreem problematesch, well déi Nordstreck, dat gesi mer elo un deem Beispill hei, wann déi net richteg fonctionéiert, wat dat fir eng Konsequenz huet fir d'Mobilitéit am Norden a fir den Trafick generell, op der Strooss, iwwerall. Natierlech sinn en Deel Leit, déi musse mam Auto fueren. Dat ass net einfach, déi verléieren extreem Zäit. A gleeft mer et: Sougutt d'CFL wéi och de Minister an d'Regierung, dat deet eis immens wéi, well eigentlech insgesamt ...

De Moien huet den Här Wengler jo bei RTL gesot, wéi vill Chantieren et op der Eisebunn de Moment ginn, et sinn Honnerte Chantieren de Moment um Reseau. Mir wëllen dee Reseau jo och zesumme moderniséieren, datt e vill besser gëtt, wéi e war, wéi en haut ass, an dat ass och gutt um Lafen. Déi Chantiere si bis elo och all gutt gaangen, mee hei ass eeben een, wou mer Pech haten. Dat ass esou schlëmm, wéi et och ass, mee do gëtt et net vill Wonnerléisungen, fir deem entgéintzewierken.

D'Regierung huet schonn am September direkt reagéiert, also huet d'CFL de Maximum gemaach mat den Zich fir ze kucken, datt dat nach fonctionéiert. Ech sinn och scho gefrot ginn: „Mee hätt een net nach kënne méi Zich asetzen, zum Beispill tëschent Kautebaach a Wolz an esou weider?" Mee Dir musst wëssen, d'CFL huet och mat hirem eegene Material ..., ass um Limitt! Well Dir hutt jo net manner Material, vu datt Der jo elo bis virun den Tunnel mat den Zich normal fuert. An uewe gëtt och nach gefuer, vun Ëlwen erof op Clierf. Dat heescht, Dir braucht eigentlech méi Zich wéi virdrun, wou d'Streck op war. Dat heescht, materialsméisseg gëtt och um Schinnereseau selwer wierklech e Limitt erreecht.

Dat geet awer souwisou bis den nächste Summer och alles besser, well bis de Summer ginn déi nei Automotricen, déi bestallt gi sinn, geliwwert, déi éischt zéng. An et ass esou, do wäerten Testfaarten am Januar elo um Reseau lassgoen. An déi éischt, wann déi bis mat den Testfaarte fäerdeg sinn, déi kommen op d'Nordstreck. Do ginn déi Z2en ersat, déi schrecklech al Gefierer, déi och nach vun Dikrech kommen an esou weider. Dat gëtt vum Confort hier e richteg grousse Sprong. An och fir d'Leit am Norden, och vun der Capacitéit hier, gëtt dat sécherlech eng Verbesserung, onofhängeg emol vum Tunnel. Mee, wéi gesot, à ce stade, elo reng zuchméisseg gesinn, ass de Maximum gemaach ginn.

Dann, bei de Bussen hu mer ganz villes gemaach scho gehat am September, wéi et ugaangen ass. Natierlech, wéi et sech ofgezeechent huet, mir waren am Ministère natierlech, mir hate jo déi zwou Méiglechkeeten ... Mir hu gehofft, et wier awer méiglech, datt et manner schlëmm wär, datt den 10. Dezember kéint opgoen. Mee mir hunn eis awer virbereet dorobber, wann et net géif opgoen, datt mer nach kéinten eng Schëpp noleeën.

Dat war schonn zum Deel an der Kommissioun och vum Alex Kies, vum Direkter vun der Administratioun, ugekënnegt ginn. An ech hunn elo d'Detailer, déi hu mer elo. An ech kann Iech och soen: Ab dem 28. November, dat heescht, nächste Méindeg – mir hunn elo e fixen Datum –, wäerten déi Ännerungen do alleguerten en place sinn, also a Kraaft trieden.

Och dat war net einfach, well Dir hutt am Busreseau, dat kann ech Iech soen, do hutt Der e Problem, datt et éischtens keng Busse méi gëtt, Dir hutt zweetens de Problem vun der Penurie u Chauffeuren. Dat heescht, de ganzen Transportsecteur huet e Riseproblem vu Main d'oeuvre de Moment an dofir sinn ech wierklech frou, datt mer dat do hikritt hunn, an dat war awer net einfach, fir dat hinzekréien!

Ech wëll Iech elo da matdeelen, wat et ass: Dat ass op der Linn 179 Clierf–Ettelbréck, déi hate mer schonn agefouert, den 19.09.22, an déi fiert elo gebündelt mat der Linn 170. An doduerjer gi mer dann erof vum 30-Minutten- op de 15-Minutten-Takt. Dat heescht, dat ass schonn e substanzielle Sprong no vir.

Dann op der Linn 174 Ëlwen–Heinerscheid–Housen, do hate mer och Renforte schonn am September agefouert. Déi ginn natierlech bäibehalen. Dat sinn zwou Faarte moies an dräi Faarten owes. An do gi mer och nach e Schratt méi wäit: Moies gi Faarten elo tëschent 5.34 Auer a 6.34 Auer Depart Ëlwen op Ettelbréck verlängert. Dat heescht, et geet méi wäit a méi fréi. An dat nämmlecht natierlech och owes, ab 15.44 Auer bis 17.44 Auer kritt ee vun Ettelbréck aus schonn erëm e Bus fir zréck erop, wat sécherlech och eng Erliichterung ass fir déi Leit.

Dann d'Linn 146 Wolz–Goesdorf–Kautebaach: Den Horaire vun där Linn ass besser op den Zuch vum Arrêt Kautebaach ofgestëmmt ginn. Dat heescht, op der Gare hu mer eng ganz Rei Upassunge gemaach, fir datt dat besser klappt. An d'Buskategorie gëtt ab dem Méindeg, dem 28.11., op Demande och ugepasst. Dat heescht, da geet et drëms, datt kee Client méi um Arrêt stoe bleift. Ech mengen, dat war jo virdrun och elo opgeworf ginn. Dee Problem misst dann eigentlech och vum nächste Méindeg u vill besser sinn.

An dann: Provisoresch Schülerlinne féiere mer a vu Wolz, Heiderscheid, Gilsdorf a souguer bis bei d'Akerbauschoul. Mir setzen eng Busoffer fir de Schoultransport vun der Akerbauschoul aus dem Raum Wolz hei bäi an den Horaire, dee gëtt och der Schoul kommunizéiert. Dat heescht, dat sinn natierlech elo Linnen, déi fueren elo nëmmen och wärend där Zäit do, wou de Chantier ass.

An dann zum Schluss d'Linn 153 Housen–Holzthum op Kautebaach. Bei Bedarf passe mer natierlech deen Horaire vun der Linn 153 un den Zuch an um Arrêt Kautebaach op der Gare un. An den Horaire gëtt am Moment nach ausgeschafft. Dat ass dat Eenzegt, wat de Moment nach net fäerdeg ass, mee e wäert awer och an deenen nächsten Deeg fäerdeg ginn. An da kommen och do nach eng Kéier weesentlech Verbesserungen.

Also, mir hunn hei nach eng Kéier e Maximum gemaach. Dat kascht och nach eng Kéier eng Staang Geld, muss ee soen. Mee dat ass awer derwäert, fir dat ze maachen. Mir maachen alles, fir de Leit am Norden entgéintzekommen, fir datt se déi Méint do iwwerstinn. An da musse mer hoffen, datt den Horaire, den Timing, esou wéi en elo virgesinn ass, agehale gëtt an da wäert no der Ouschtervakanz d'Situatioun erëm normal fonctionéieren.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Mir hunn alleguer gemierkt, dass den Här Minister d'Riedezäit fir dräi Froen additionéiert huet. Dat ass eng Méiglechkeet, fir et ze maachen. Ech hoffen, dass jiddweree vun Iech de Farplang mat konnt opschreiwen. Mee de Minister huet en och warscheinlech bereet, fir en ze verdeelen oder op de Reseau vun ...

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Mir maachen och nach e Communiqué, Här President, selbstverständlech.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Voilà. Dat gesot, géife mer ..., ech géif dann awer och sécherstellen, dass mer all déi aner Froen nach beäntwert kréien.

Déi siwent Fro kënnt vun der Madamm Elisabeth Margue un de Wunnengsbauminister iwwert de Marché du logement no der Erhéijung vun den Zënsen. Madamm Margue, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 364 du 22 novembre 2022 de Mme Elisabeth Margue relative à la situation sur le marché du logement suite à la hausse des taux d'intérêts, adressée à M. le Ministre du Logement

Mme Elisabeth Margue (CSV) | Merci, Här President. Här Minister, säit ugangs des Joers klammen d'Zënsen op Immobilieprête bedéngt duerch d'Inflatioun. An dëst huet en direkten Impakt op d'Kafkraaft vun onse Matbierger a féiert awer och zu enger Onsécherheet um Immobiliemarché.

Wann een am Moment mam Secteur, mat de Banke schwätzt, dann héiert een, datt d'Ventë vun den Immobilie staark zréckginn a ganz besonnesch, wat d'Neibaute betrëfft. Et héiert ee weider, datt eng Rei Immobilieprojeten am Moment net méi weidergefouert ginn duerch d'Onsécherheet um Marché.

Sollt dat effektiv de Fall sinn, datt d'Venten zréckgaange sinn, kéint dat och eng direkt Konsequenz hu fir ons Handwierksbetriber. Well wa keng Haiser, keng Appartementer méi verkaaft ginn, da kënnen d'Handwierker och net méi bezuelt ginn.

D'Handelsfederatioun huet sech an dësem Sënn och Suerge gemaach ëm d'Liquiditéiten um Marché op hirer Generalversammlung. Dowéinst géif ech mer erlaben, an dësem Kontext e puer Froen un de Minister ze stellen.

Éischtens: Kann de Minister den Trend vum Réckgang vun den Immobilieverkeef confirméieren op Basis vun den Notairesakten, déi gemaach gi sinn? Sidd Dir au courant vun eventuelle Problemer vu Liquidatioun respektiv schonn éischte Faillitten um Marché? Falls d'Äntwerten op dës Froe positiv wären, huet d'Regierung wëlles ze reagéieren, fir besonnesch Primoacquereuren ze hëllefen, sech erëm e Bien kënnen ze leeschten? Huet d'Regierung wëlles, eppes ze ënnerhuelen, fir de Manktum u Wunnengen, deen duerch dës Situatioun wäert entstoen an e puer Joer, entgéintzewierken? An da leschtens: Huet d'Regierung wëlles, eppes ze maachen, fir de Liquiditéitsproblemer um Marché entgéintzewierken?

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot. An d'Wuert huet de Wunnengsbauminister, den Här Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Merci, Här President. Merci och fir déi Fro, déi an Zäite vun der Onsécherheet an och vu Krisen natierlech net einfach esou aus der Häft ka beäntwert ginn, well d'Detailer an der Fro net esou direkt waren. Ech probéieren awer, e puer Punkten ze beäntweren, déi Der opgeworf hutt.

Ech wëll drun erënneren, dass mer awer och zu der Problematik vun der Héicht vun den Zënsen zwou Question-parlementairen haten, déi ech de 6. an den 13. Oktober beäntwert hunn, wou eng Rei Phenomeener dra beschriwwe goufen, ënner anerem, dass mer jo d'Zënspolitik net an der Regierung selwer decidéieren, mee dat ass an Onofhängegkeet vun der Zentralbank. An dat ass och gutt esou.

Op där anerer Säit wësse mer awer och, dass d'Banken avertéiert sinn, fir zesumme mat de Clienten ze kucken: Wou sinn déi, déi elo hir Zënsen oder Prête lafen hunn? Déi mam Taux fixe, déi sinn elo bei där héijer Inflatioun vläicht besser eraus, well Dir wësst, datt duerch d'héich Inflatioun och eng Geldentwäertung entsteet. Dat ass awer net fir jidderee gutt. Dat ass just an dësem ganz spezielle Fall. Natierlech, déi, déi en Taux variable hunn, dat ass e bësse méi problematesch, well déi si jo ganz kloer an der Diskussioun mat de jeeweilege Banke fir ze kucken: „Wéi kréie mer dat besser an de Gréff?"

Dat heescht och, fir nei Prêten ass och vun der Bank gekuckt gi mat deene jeeweilege Clienten, wéi hir Solvabilitéit ass, wivill Akommes se hunn. Och do gëtt gekuckt, ganz genau, fir se net an eng Iwwerschëldung a sech ze dreiwen, well dat ass jo déi zweet Konsequenz dorauser bei dëser Situatioun.

De Client selwer, mengen ech ... Dat ass jo déi Politik, déi mer amgaang sinn ze maachen, dass mer och d'Moyene vun der Locatioun méi an de Vierdergrond stellen, dass éischtens de Staat och am Ufank elo mol vill méi investéiert. Ech mengen, ech ginn elo net genau op déi Zuelen an, awer Dir wësst, dass mer extreem Investitioune gemaach hu fir déi grouss Projeten.

Gëschter war ech nach zu Wolz de Spuetestéch maachen. Dat ass emol eng kuerz-, mëttel- a längerfristeg .... Am Ganze sinn am Fonds spécial, wann ech déi am Kapp hunn, 242 Projete mat 3.300 Wunnengen. Dat ass awer net d'Äntwert direkt op déi momentan Kris.

Natierlech héiere mer och Problemer am Secteur, dass Wunnengen elo vläicht an där Kris vum Client zréckgestallt ginn an net direkt kaaft ginn. Haut de Mëtten ass eng Delegatioun vu menge Mataarbechter mat der Chambre des Métiers zesummen, fir verschidde Pisten ze kucken. All dat, wat Der ugeschwat hutt vu Liquiditéit, vum Wëlleshunn och un d'ëffentlech Hand vläicht Projeten ze verkafen, wat vläicht dann net mat där Plus-value gemaach gëtt, awer wou si Sécherheet hunn, fir eng Liquiditéit ze kréien, gëtt gekuckt. Wéi gesot, de Mëtteg sëtzen eis Leit mat hinnen zesummen, fir och ze kucken ..., fir eeben och déi Diskussioun, déi ëmmer kënnt: „Wéi kënne mer si nach besser abannen an déi ganz Strategie, fir abordabele Wunnengsraum ze schafen?"

Da verweisen ech ..., well Der och gefrot hutt: „Wéi eng Hëllefe gi mer nach un eis Matbierger?" Dir wësst, dass mer dee Projet de loi, en ass elo scho bal e Joer ënnerwee ..., dat d'lescht Joer am Dezember, de Gesetzesprojet 7937, bei deem ech drop waarden, dass de Conseil d'État säin Avis gëtt ... An do hu mer jo éischtens d'Zënsbonifikatioun an d'Zënssubventioun zesummegeluecht. Mir hunn och gekuckt, méi Gerechtegkeet, ...

(Interruption par la présidence)

... no dem Akommes gekuckt; d'Subventiounen, d'Eligibilitéit ass an d'Luucht gesat. Just eng Minutt nach, Här President, da sinn ech och direkt fäerdeg. D'Eligibilitéit vun der Zënssubventioun ass och gekuckt ginn.

Nach vläicht e leschte Punkt: Mir hunn och, dass déi Kreditter oder déi Subventioune gestreckt ginn, dass déi net eng Kéier bezuelt ginn, dass déi dann net falsch benotzt ginn, mee eng längerfristeg Zënssubventioun, déi iwwer 300 Méint geet. An dat hëlleft awer dann och, Leit nach eng Previsibilitéit an hirem Kaf oder an enger Perspektiv vun engem Kaf kënnen ze ginn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An déi nächst Fro kënnt vum Här Gilles Baum, riicht sech un d'Madamm Gesondheetsministesch an et geet ëm d'Zouloossung vun Impfstoffer fir kleng Kanner. Här Baum.

– Question n° 365 du 22 novembre 2022 de M. Gilles Baum relative à l'autorisation de nouveaux vaccins contre la Covid-19 pour les enfants de bas âge, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Gilles Baum (DP) | Merci. Merci fir d'Wuert, Här President. Den 20. Oktober huet d'EMA, déi europäesch Medikamentenagence, zwee nei Covidimpfstoffer vu BioNTech/Pfizer a vu Moderna fir d'Kanner vu sechs Méint bis véier Joer inclus zougelooss.

An Däitschland huet d'STIKO, „die Ständige Impfkommission", hir Recommandatioune fir dës Impfung elo am November bekannt ginn a si recommandéieren, fir déi kleng Kanner, déi u Virerkrankunge leiden an esou engem méi héije Risiko, wierklech um Covid ze erkranken, ausgesat ginn, ze impfen.

Dofir meng Froen un d'Madamm Gesondheetsminister: Huet Lëtzebuerg schonn een oder vläicht béid Impfstoffer fir d'Kanner vu sechs Méint bis véier Joer bestallt? Wa jo, wéini wären déi verfügbar? An och d'Fro un d'Madamm Minister, ob mer hei zu Lëtzebuerg deene selwechte Recommandatioune wéi an Däitschland sollten nogoen. Wann nee, dann awer d'Fro, ob mer hei zu Lëtzebuerg wëllen op de selwechte Wee goe wéi Däitschland. An och d'Fro hannendrun, ob et zu dësem spezifesche Punkt en Avis vum Collège médical respektiv vun der CSMI zur Impfung vu klenge Kanner gëtt.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An d'Wuert huet d'Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. E klengen Update dann effektiv op eppes, wou vill Froen am Raum stinn. Wéi ass et mat den Impfungen an den Hierscht era fir d'Kanner? Mir hunn effektiv virgebaut. Eng ganz Rei Impfstoffer si schonn disponibel. Mir hunn, Stand haut, 19.200 Impfdosen, déi schonn am Land sinn, fir Kanner, déi prett sinn, fir Kanner tëscht sechs Méint a véier Joer, a weider Liwwerunge sinn och geplangt.

Mat de Recommandatiounen, do ass, wéi Der richteg unhuelt, de CSMI dermadder befaasst. Mir hu jo bis elo allkéiers fir eis Recommandatiounen deen Avis ofgewaart. De CSMI mécht, wéi dat seng Gewunnecht ass, och eng Analys vun de Recommandatiounen, déi an de Länner ronderëm sinn. Mengen Informatiounen no ass dat an der Maach bei hinnen. Dat gëtt och an dësem Fall natierlech mat de Pediateren zesummen ofgeschwat. Soubal do gréng Luucht kënnt an eppes Klores kënnt, wäerte mer dat selbstverständlech kommunizéieren. Ech ginn dervun aus, dass dat an eng änlech Richtung wäert goe wéi am Ausland, mee ech wëll deem awer och natierlech net virgräifen. Si sinn d'Experten an ech hunn do vollstens Vertrauen, dass do deemnächst déi richteg Recommandatioune wäerte kommen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci der Madamm Gesondheetsministesch.

Eigentlech wär d'Froestonn elo eriwwer, mee vu déi speziell Situatioun mat deenen dräi Froen, déi beienee gestallt gi sinn, froen ech d'Chamber – ech decidéieren dat hei net vun uewen erof –, ob se d'accord ass, fir ausnamsweis bei enger Situatioun, wou dräi Froen hannerenee gestallt ginn, ëm eng Fro ze verlängeren. Ass ...?

(Assentiment)

Op alle Säiten?

(Assentiment)

Gutt. Da maache mer dat esou. An dann huet d'Wuert den Här François Benoy mat enger Fro un den Energieminister iwwert de Reakter Cattenom. An de Rescht seet hie selwer.

– Question n° 366 du 21 novembre 2022 de M. François Benoy relative au refus d'autorisation de redémarrage du réacteur nucléaire Cattenom-1, adressée à M. le Ministre de l'Énergie

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. An och villmools merci Iech alleguerten, dass ech déi Fro elo nach hei ka stellen.

Dir Dammen an Hären, Här Minister, 2022 ass bis elo en desastréist Joer fir déi franséisch Nuklearindustrie. Deels hu missen iwwer d'Hallschent vun den Atomreaktere vum Netz geholl ginn. Enn August waren am Ganzen 32 vun de 56 Reakteren ofgeschalt. An zu Cattenom koum et zur historescher Situatioun, dass wärend enger Zäitchen all véier Reakteren hors service waren.

Déi 24 Reaktere sinn aus ganz verschiddene Grënn ofgeschalt: Maintenance, Kontrollen, Nobesserunge wéinst de Lafzäitverlängerungen a Remplacementer vu Brennstoffer. An am Fall vu Cattenom gouf et och Rëss un enger kritescher Leitung vum Reakter. Eng sécher an eng verlässlech Energieversuergung gesäit definitiv anescht aus.

An deem Kontext hat déi franséisch Zeitung „Le Canard enchaîné" d'viregt Woch geschriwwen, dass EDF de Reakter 1 vu Cattenom trotz der Entdeckung vun deels grousse Rëss awer nees ab dem 17. Dezember zumindest iwwert de Wanter a Betrib wollt huelen. Der Firma no waren dës Rëss net esou schlëmm, datt de Reakter net awer nach siwe bis aacht Méint kéint lafen, ier et géif gefléckt ginn. Dobäi sollt dee schlëmmste Rëss awer eng Déift vu ronn 6 Millimeter hunn, also méi wéi en hallwen Zentimeter déif sinn.

Glécklecherweis ass d'Atomopsiichtsbehörd ASN awer haart bliwwen an huet d'Demande vun der EDF zréckgewisen. Dat Beonrouegend dobäi ass awer, datt de Medieberichter no d'EDF seng Zuele bewosst schéigerechent an eenzel Aspekter net berücksichtegt hat, fir nees séier kënnen un d'Netz ze goen.

An an deem Sënn wollt ech de Minister froen, ob en dës lescht Informatiounen zu de passend gemaachten Zuele vun der EDF zum Cattenomreakter 1 ka confirméieren an ob et eventuell hei

weider Detailer gëtt an dëser Affär a wéi et ëm déi aner Cattenomsreaktere steet, ob déi eebefalls vu Rëss betraff sinn.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An d'Wuert huet den Energieminister, den Här Claude Turmes. Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Effektiv ass et esou, dass Cattenom vun deene Korrosiounsproblemer betraff ass a besonnesch déi Reakteren 3 an 1. Dat war scho virum Summer bekannt a mir sinn dunn iergendwann nom Summer gewuer ginn, dass de Reakter 3 géif aus gelooss ginn an dass effektiv déi Rëss géife gefléckt ginn, ier déi Reakteren erëm géifen un d'Netz goen. A mir sinn awer dunn iergendwann, Enn September, Ufank Oktober, aus Frankräich informéiert ginn, vu Leit, mat deene mer ganz enk zesummeschaffen, dass d'EDF géif eppes maachen, wat eigentlech absolutt net korrekt ass. Wa Rëss an engem Atomreakter, am banneschte Kär festgestallt sinn, da kann et net sinn, dass dee Reakter erëm un d'Netz geet, ouni dass déi Rëss gefléckt gi sinn.

An ech mengen, dat, wat de „Canard enchaîné" lapidar seet: „L'électricien a torturé les chiffres pour faire redémarrer un réacteur aux tuyaux très fissurés", dat ass nozeliesen an deenen eelef Säite vum IRSN. Wien ass den IRSN? A Frankräich gëtt et eng Atomsécherheetsbehörd, dat ass den ASN. An den IRSN ass eigentlech den techneschen Knowhow, also déi technesch Behörd, déi dann eeben déi ganz Analyse mécht, eebe wéi et ëm d'Reaktere steet.

An ech ginn elo net ... Ech kéint hei dräi, véier Passagen aus dem IRSN zitéieren, mee et ass relativ kloer, wann Der deen Avis liest, dass EDF wierklech probéiert huet, op eng skandaléis Aart a Weis quasi ze justifizéieren, dass de Reakter kéint un d'Netz goen, ouni dass déi Rëss gefléckt gi sinn. Ech mengen, dat kann een e bësse vergläichen, wann ee mat engem Tankwon op d'Côte d'Azur fiert an et géif ee wëssen, dass de Bremskabel schonn ugerass ass. Also, et ass wierklech eppes, wat wierklech en absolutten No-Go ass!

Ech si frou, dass dee Bras de fer, deen do war zwëschent der EDF an de franséischen Atomsécherheetsbehörden, dass dee gutt ausgaangen ass. Mir hunn och eist derzou bäigedroen, dat heescht, mir hunn an deenen Deeg, ier déi Decisioun gefall ass, nach eng Kéier zesumme mat der Ëmweltministesch, dem Joëlle Welfring, e Bréif gemaach un déi franséisch Autoritéiten. An ech si frou, dass elo awer zum Schluss festgehale ginn ass, dass de Reakter net däerf un d'Netz goen.

An ech mengen, ech si frou, dass et esou ausgaangen ass. Et kann net sinn, dass eis Bevëlkerung engem onnéidege Risiko ausgesat ass, well Frankräich seng Stroumhausaufgaben net gemaach huet. An ech wëll op dëser Plaz nach eng Kéier ausdrécklech och dem Roger Spautz vu Greenpeace Merci soen, mat deem mer ganz enk hei an deem Dossier zesummegeschafft haten, awer och mat eisen Experten a Frankräich. Ouni déi gutt Zesummenaarbecht, mengen ech, wier a Frankräich elo eng Decisioun gefall, déi fir eist Land wierklech net gutt gewiescht wier.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Domat si mer dann elo um Enn vun eiser Froestonn ukomm.

6. Question élargie n° 162 de M. Gusty Graas au sujet des bibliothèques publiques

Mee et geet awer weider mat Froen an zwar erweiderte Froen. An déi éischt kënnt vum Här Gusty Graas, riicht sech un d'Kulturministesch an dréit sech ronderëm d'ëffentlech Bibliothéiken. Ech erënneren drun, dass den Auteur vun der Fro fënnef Minutten huet, inklusiv eventuell eng Zousazfro, an der Regierung stinn zéng Minutten zur Verfügung. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, et stellt warscheinlech jo keen a Fro, datt Liesen immens gewënnbréngend am Liewen ass. Et muss een allerdéngs feststellen, datt leider ëmmer manner gelies gëtt, virun allem besonnesch gutt Bicher. D'Ursaache si bekannt, déi wëll ech elo net hei verdéiwen, vläicht hänkt et awer och mat der Entwécklung vun de soziale Medien an och vun der Videotechnik zesummen. Mee, wéi gesot, et geet elo haut net dorëms ..., obwuel deen Debat interessant wär, deen och emol am Detail ze féieren.

Duerfir ass d'Politik awer ouni Zweifel och gefuerdert, fir e Kader ze setzen, datt eeben d'Liese méi attraktiv nach ka ginn.

A wa mer beim Liese sinn, si mer natierlech och séier bei de Bibliothéiken. Ech wëll drop hiweisen, datt mer kënnen houfreg sinn op eis Nationalbibliothéik. Mir hunn awer doriwwer eraus och nach e Reseau vu ganz villen ëffentleche Bibliothéiken.

Wat d'Zuel vun den ëffentleche Bibliothéiken ugeet, esou si mir haut zu Lëtzebuerg, am internationale Verglach, en Entwécklungsland. Dat hunn net ech gesot, mee dat huet de Rapporter vum Gesetz vun de Bibliothéike gesot, dee leider verstuerwene Mill Majerus, deemools war en hei an der Chamber, dat war am Joer 2010. An dann ass natierlech direkt elo haut schonn d'Fro ze stellen: Si mer elo haut och nach en Entwécklungsland, zwielef Joer méi spéit nom Gesetz?

Eppes ass sécher: Et bleift nach e gewëssene Sputt no uewen. Mir haten 1932 115 ëffentlech Bibliothéiken hei zu Lëtzebuerg, 2010 waren et der nach 23 an am Moment hu mer der nach plus ou moins 20. Da muss ee sech natierlech awer Gedanke maachen iwwert déi Entwécklung. Just am Verglach: D'Saarland, wat jo eng Millioun Awunner huet, déi hunn de Moment nach 59 ëffentlech Bibliothéiken.

Déi lescht Parbibliothéik huet iwwregens och elo am Joer 2020 no 111 Joer Existenz hir Dieren zougemaach. Dat war déi vu Lëtzebuerg-Lampertsbierg.

Ech verweisen dann och op de Koalitiounsaccord, do steet op der Säit 89: „la loi sur les bibliothèques doit être soumise à une analyse critique et être remaniée le cas échéant, notamment en vue d'une simplification administrative." An och am Kulturentwécklungsplang 2018–2028, do ass ënnert der Mesure 64 virgesinn, datt d'Gesetz vum 24. Juni 2010 iwwert d'ëffentlech Bibliothéiken, le cas échéant, soll reforméiert ginn.

De leschten 22. Mee huet dunn de Kulturministère eng luewenswäert Initiativ ënnerholl, andeem en déi wichtegst Acteuren um Niveau vun den ëffentleche Bibliothéiken ugeschriwwen huet – ech denken hei un d'Gemengen, ech denken un déi eenzel Bibliothéiken, Federatiounen –, fir dann awer och hir Meenung ofzeginn, wéi si dann de Moment d'Situatioun gesinn. An déi Acteure waren och gebiede ginn, ënner anerem och iwwert de Règlement grand-ducal vum 4. Juli 2010 iwwert d'Exekutioun vum Gesetz, Stellung ze huelen, an dat bis zum 30. September vun dësem Joer.

Dofir wollt ech an deem Kontext eng Rei Froen un d'Madamm Minister stellen. Déi éischt ass natierlech eng klassesch Fro: Wéi vill Äntwerte koumen – selbstverständlech – bis den 30. September eran? A kann een och déi Äntwerten opschlësselen no de verschiddenen Acteuren? Wéi geschitt elo och déi Auswäertung vun deenen eenzelen Äntwerten? Wien ass duerfir zoustänneg? Fir och vläicht zu dësem Zäitpunkt gewuer ze ginn: Ass eng allgemeng Tendenz ze erkennen? Zum Beispill: Ass éischter eng Majoritéit fir d'Bäibehale vum Gesetz oder éischter fir e Status quo oder vläicht dofir, e komplett neit Gesetz ze maachen? Gëtt et eng Rei Gemeinsamkeeten, déi an deenen Äntwerten ze erkenne sinn? Goufen och kloer Positioune gemaach, zum Beispill, wat d'Konzept vun enger moderner Bibliothéik ubelaangt?

Dann och, wéi d'Madamm Ministesch vläicht den zukünftege Rôle vum Ministère an der Entwécklung vun den ëffentleche Bibliothéike gesäit. Sinn och do scho vläicht eng Rei kuerzfristeg Mesurë virgesinn, fir eeben och déi lokal respektiv regional Bibliothéiken nach méi attraktiv ze maachen? An dann natierlech och virun allem, ob een och net vis-à-vis vun de Gemenge soll vläicht nach méi aktiv virgoen, well d'Gemenge jo awer an der Entwécklung vun de lokale Bibliothéiken eng ganz grouss an eng ganz wichteg Roll wäerte spillen.

Wa mer iwwert ëffentlech Bibliothéike schwätzen, da komme mer natierlech och net derlaanscht, e Wuert iwwert de Bibliobus ze verléieren. De Bibliobus ass a priori u sech eng interessant Iddi, mee d'Fro ass eeben, ob de Bibliobus als Konzept de Moment nach ëmmer an där Form genotzt gëtt, ob dat net vläicht misst iwwerduecht ginn.

An dann zum Schluss vläicht nach déi eng oder aner méi allgemeng Fro: ob d'Madamm Ministesch zu dësem Zäitpunkt der Meenung ass, datt d'Bibliothéiksgesetz vun 2010 an dëser Legislaturperiod nach misst ugepasst ginn, an och, ob een net vläicht awer misst kuerzfristeg drun denken, fir och d'Kreditter vis-à-vis vun deenen eenzelene Bibliothéiken ze adaptéieren, well mer jo awer wëssen, datt do eng Rei Problemer bestinn. Voilà.

Ech soen Iech am Virfeld scho Merci fir Är Äntwerten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci, merci och. An d'Wuert huet direkt eis Kulturministesch, d'Sam Tanson. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Jo, schéine gudde Mëtten alleguer. Merci fir d'éischt emol dem Gusty Graas fir dës Fro.

D'Bibliothéike spillen eng zentral Roll an eiser Gesellschaft, well et eigentlech jiddwerengem den Accès erméiglecht zur Welt vun der Literatur. Ech weess net, wéi et Iech ergaangen ass, mee ech sinn ëmmer immens gären hei an d'Stater Bibliothéik gaangen. Et huet mer erméiglecht, all Woch nei Bicher auszeléinen, ouni op dem Budget vu menger Mamm ze leien, an och ganz flott Recommandatiounen ëmmer ze kréie vun de Bibliothecairen, déi do aktiv waren.

A wann een haut de Weekend an d'Stater Bibliothéik geet, fir dat dann als Beispill ze huelen, da gesäit een, dass déi Traditioun nach fortbesteet, well och do ganz vill Eltere mat hire Kanner zum Beispill ëmmer sinn a sech eeben der Welt vum Buch näheren.

Mee et geet net nëmmen ëm d'Kanner, et geet och ëm déi Erwuessen. An et ass wierklech eng Fro, net nëmme vu sozialer Gerechtegkeet, mee och vum Zesummeliewen, well wann ee gesäit, déi eenzel Gemengen, sief et – et sinn der elo e puer, déi grouss Anniversairë gefeiert hunn iwwert déi lescht Joren – zu

Diddeleng, zu Esch, wou een och gesäit, dass et eng ganz laang Traditioun ass an dass déi sech och wierklech weiderentwéckelt mat Projete ronderëm, mat Aktivitéiten, déi organiséiert ginn, wéi een och vläicht déi Transitioun vum Buch als Objet, deen et gléckelecherweis nach ëmmer gëtt, hin zum Buch, dat sech och dematerialiséiere kann, wéi dat genotzt gëtt, mee eeben och mat ville Liesungen, eeben Aktivitéite ronderëm, soudass déi Roll essentiell ass a mer dofir och dee Prozess ugaange sinn, fir dat Gesetz, wat jo eigentlech nach net esou al ass, eng Kéier op de Leescht ze huelen an ze kucken, wou do Verbesserungsméiglechkeete sinn.

Dofir hu mer dee Prozess lancéiert, deen den Här Deputéierte grad ugeschwat huet. Dir hutt mech gefrot: „Wéi vill Leit hu geäntwert?" Et ass wéi ëmmer bei deene Consultatiounen: Mir wëlle gären esou vill wéi méiglech d'Leit matabannen, mee et kritt een herno net esou vill Äntwerten, wéi ee sech dat dann eigentlech erhofft. Mir hunn hei zwielef Äntwerten erakritt gehat, dräi vu Privatpersounen, aacht vun ASBLen, sechs vu Federatiounen, eng vun enger ëffentlecher Bibliothéik an eng vun enger spezialiséierter Bibliothéik an dann déi vum Conseil supérieur vun de Bibliothéiken.

Dir frot: „Wéi fuere mer elo weider? Wien evaluéiert dat doten?" Natierlech an e puer Etappen. Mir maachen natierlech intern eng Analys dovunner. Mir hunn awer och de Conseil supérieur, dee jo dat consultatiivt Organ ass, gefrot, sech deenen Avisen unzehuelen. A mir hunn en État des lieux, wéi mer dat elo an anere Secteuren och gemaach hunn, an Optrag ginn, deen da vun zwou Persoune wäert ausgefouert ginn, fir eeben en État des lieux précis et complet ze maachen, sou wéi et am Kulturentwécklungsplang virgesinn ass, en général, dass mer déi État-des-lieuxe solle maachen. Hei wäerten dann och déi Avisen, déi mer erakruten, afléissen.

Da wäerte mer am Abrëll 2023 e Workshop organiséieren, fir e bëssen och eng Bestandsopnam ze maachen. Dir hutt elo scho verschidden Zuele genannt. Niewent den Zuelen, wéi vill Bibliothéiken dass mer hunn, ass jo och wichteg ze wëssen, wéi vill Lieser déi eenzel Bibliothéiken hunn an iwwert wéi ee Wee se op d'Bicher zréckgräifen. Dir wësst jo, dass se vernetzt sinn am Moment, wat jo och eng ganz gutt Hëllef ass fir vill vun de Lecteuren.

An dann, wann dat doten ofgeschloss ass, den État des lieux, de Workshop, wou mer jo och nach eng Kéier hoffen, Input ze kréien, wäerte mer den Avantprojet de loi an d'Preparatioun huelen. An de But ass awer och nach, Assisen ze organiséieren, soubal déi Etappen do ofgeschloss sinn.

Parallell dozou muss ee wëssen, dass och op internationalem Plang eng Rëtsch Initiativen en cours sinn. Do gëtt et notamment am Conseil de l'Europe eng Recommandatioun iwwert d'Legislatioun an d'Politik vun de Bibliothéiken an Europa, déi amgaangen ass, ausgeschafft ze ginn, an dann natierlech och den neie Kulturprogramm, deen am Januar d'nächst Joer wäert a Vigueur trieden, vum Conseil vun der Europäescher Unioun.

Da frot Der: „Wat sinn d'gemeinsam Punkten?" Dat geet „von bis": Déi eng, déi mannst, si fir de Status quo, déi aner sinn der Meenung, mir misste ganz vill reforméieren, et ass awer een, deen och souguer carrement seet, mir sollen d'Gesetz ofschafen, soudass eng Panoplie vu Proposen hei erakënnt. Natierlech dréit sech ganz vill ëm de Finanzement, wéi een dee soll organiséieren, d'Krittären, fir déi Aiden ze kréien, den Encadrement an d'Formatioun an dann, bon, da gëtt et ënnerschiddlech Meenungen och eeben zu deem nationale Reseau, vun deem ech och grad geschwat hunn, an dann och eeben de Rôle vun dem Service vun de Bibliothéiken.

Dir wollt och nach wëssen wat, wéi de Roll vum Ministère ass. Ech mengen, dat ass wéi an all deenen ... Am ganze Beräich vun der Kultur gesi mer eis als Instanz, déi fir d'Strategie zoustänneg ass, déi national Strategie, fir eeben och deemno wéi, wann dann elo d'Konklusioun sollt déi sinn, d'Gesetz unzepassen, wou ech scho mengen, dass et wäert an déi Richtung goen, da si mir natierlech dofir do, fir dat ze maachen an dann eeben och den néidege Kader ze assuréieren.

Dir hutt och gefrot, wat mer elo kuerzfristeg virgesinn hunn. Wat mer elo gesinn hunn, dat ass: Op alle Fall, wat d'Infrastructures ugeet, hu mer um Internetsite vum Ministère elo d'Krittäre publizéiert, wat iwwerhaapt ..., well et ass eng Fro, déi ëmmer erëmkënnt an déi ëmmer méi komplex gëtt: „Wat fält ënner de Finanzement vun den Infrastructures culturelles?", wou d'Bibliothéike fir d'Gemengen och drënnerfalen.

Dann hutt Der eng Fro gestallt zum Bicherbus. 2021 sinn awer 37.882 Prêten iwwert dee Bicherbus gemaach ginn. A fir déi vun Iech, déi op de Walfer Bicherdeeg waren de Weekend, déi hu gesinn, dass och de Bicherbus vun der BnL net deen eenzegen ass. Et gëtt och nach eng aner Initiativ, déi och do present war, wou een och gesäit, dass et schonn e Besoin ass, méi no bei d'Leit mat de Bicher ze goen. Nawell ass och d'BnL amgaangen, Reflexiounen ze maache fir ze kucken, wéi een de Bicherbus un d'Besoine vum Public adaptéiert. Dat ass normal, dass esou Reflexioune gemaach ginn.

Voilà, merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Ministesch. An nächsten ... A, den Här Graas froen ech awer nach, ob en net nach eng Zousazfro huet.

M. Gusty Graas (DP) | Nee, d'Madamm Ministesch war komplett. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci villmools.

7. Question élargie n° 166 de M. Dan Biancalana au sujet de l'inscription d'une troisième option dans le registre de l'état civil

Da komme mer op déi nächst erweidert Fro. Si kënnt vum Här Dan Biancalana, riicht sech un d'Justizministesch an dréit ëm eng drëtt Optioun bei der Inscriptioun an den État civil. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Am Kontext vun der Ëmsetzung vum Koalitiounsaccord gouf festgehalen, datt d'Méiglechkeet vum Aschreiwe vun enger drëtter Optioun beim Geschlecht am Persouneregister soll iwwerpréift ginn. Dëst ass a ville Länner ronderëm eis op déi verschiddenst Aart a Weisen ëmgesat ginn respektiv soll et ëmgesat ginn.

Ier ech awer elo kuerz op eis Nopeschlänner aginn, wëll ech kuerz e klengen Ënnerscheed erklären an den Termen, wat d'sexuell Identitéit ugeet. Ech mengen, et gëtt jo d'Notioun vun der „Transidentitéit", also eng Persoun, déi bei der Gebuert medezinnesch kloer zougewise ginn ass a bei där d'Geschlecht net mat deem Geschlecht, wéi gesot, iwwereneestëmmt, mat deem si sech identifizéiert. Dat ass eng Notioun, déi och déi Persounen aschléisst, déi sech kengem chirurgeschen Agrëff ënnerzéien, fir hir Geschlechtsmierkmoler ze änneren, fir esou hirer Geschlechtsidentitéit ze entspriechen.

An dann déi zweeten Notioun: d'„Intersexualitéit" oder d'„Intergeschlechtlechkeet". Dëst ass den Uewerbegrëff fir all Persoun, déi Variatiounen an der Geschlechtsentwécklung huet. Dat heescht, dass si bei der Gebuert kengem vun deenen zwee Geschlechter kann zougeuerdent ginn. An ënner dës Notioun kënnen och Transgender-Persoune falen, Persounen, déi sech mat dem bei der Gebuert zougewisene Geschlecht falsch oder ongenügend beschriwwe fillen.

D'intersexuell Mënsche si virun allem déi, déi vun der Aschreiwung vun enger drëtter Optioun am Registre d'état civil géife profitéieren. Am Moment hu si nëmmen d'Méiglechkeet, sech als „Mann" oder „Fra" kënnen anzeschreiwen, wat haaptsächlech jo op eise binäre System, deen en place ass, zréckzeféieren ass.

Fir de betraffene Persounen ze hëllefen, hunn eis Nopeschlänner verschidde Pisten ageschloen. D'Belsch, awer och Holland sinn op de Wee gaangen, fir d'Geschlechtsidentitéit vun der Carte d'identité ze sträichen. Mat dësem Wee ass dem Legislateur gelongen – an der Belsch ass d'Gesetz nach um Instanzewee, bon, an an Holland gëllt d'Reegel ab 2024 –, Persounen am Fong net ze diskriminéieren a méi an d'Gesellschaft ze integréieren.

Däitschland, op där anerer Säit, huet en anere Wee ageschloen. 2018 ass d'„Gesetz zur Änderung der in das Geburtenregister einzutragenden Angaben" vom Bundestag adoptéiert ginn. Duerch dës Legislatioun gëtt et nieft der männlecher an der weiblecher Geschlechtsoptioun am Persouneregister elo och d'Optioun „divers" fir intergeschlechtlech Persounen. Zousätzlech huet de Bundestag 2021 e Gesetz verabschit, fir Operatiounen a Behandlunge vun intersexuelle Kanner bei der Gebuert ze verbidden, wann dës Aktiounen nëmmen dem Ugläichen un ee Geschlecht dénge sollen. Den däitsche Legislateur, mierkt een also, war hei ganz aktiv.

Donieft muss een awer och betounen an erwänen, datt a Frankräich d'Denominatioun „neutre" als drëtt Optioun virum Geriicht an enger Appellinstanz gekippt ass, nodeem se an enger éischter Instanz zréckbehale gouf. D'Argument, dat hei virgedroe gouf, ass, datt d'Binaritéit de sougenannten „Ordre social et juridique" an eiser Gesellschaft bestëmmt an definéiert, notamment am Kader, wéi gesot, vun der Filiatioun a vum Familljerecht.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Wat awer kloer ass: datt eng reng binär Gesellschaft, sou wéi de Code civil se insgesamt virgesäit, net méi ganz zäitgeméiss ass. Et soll eis alleguerte wichteg sinn, datt all Persoun sech als Persoun an als Mënsch respektéiert fillt a säi Liewen esou fräi féiere kann, wéi si et wëllt a si et decidéiert. A vun dëser Fräiheet soll och all Persoun kënnen, wéi gesot, profitéieren, fir hiert Liewen esou opzebauen, a well mer och wëssen, dass intersexuell Mënschen oft d'Zil vun Diskriminatioune sinn.

Wéi aus engem Presseartikel vun 2021 erauszeliesen ass, hu säit 2018 105 Persounen zu Lëtzebuerg e Changement de nom an de genre ugefrot, eng Zuel, déi mat der drëtter Optioun am Persouneregister sécherlech steige géif. Et ass awer och kloer d'Demande do, fir eppes um Status quo ze änneren, well am Fong d'Argumenter, datt net jiddwereen op eng drëtt Optioun géif zréckgräifen, soll net derzou déngen, déi Betraffen auszeschléissen.

Lëtzebuerg stinn am Fong zwou offensichtlech Optiounen zur Verfügung, wann ee sech reng un den opgezielten Nopeschlänner inspiréiert: Entweeder mir suppriméieren d'Kategorie „sexe" aus dem Registre d'état civil, an dat komplett, oder mir fügen eng drëtt Optioun bäi, ënnert der Denominatioun „divers" oder „neutre".

An deem Kontext wéilt ech dann der Madamm Justizministesch follgend Froe stellen: Wou sinn d'Aarbechten, sou wéi et am Koalitiounsaccord virgesinn ass, vun der Méiglechkeet, dës drëtt Optioun am Persouneregister anzeféieren, drun? Huet d'Madamm Ministesch sech och do en Zäitplang nach ginn? Wa jo, op wat fir eng Denominatioun oder op wéi een Term géif een hei am Fong fir déi drëtt Optioun zréckgräifen? Wéi eng Persoune wären hei dann och genee betraff? An ass och dee sougenannten „examen médical", deen och ëmmer virgesinn ass an esou Situatiounen, duerch en Eed ze ersetzen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. D'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Merci, Här President, an och hei merci dem Här Deputéierte fir déi ganz wichteg Fro, déi eis scho laang beschäftegt.

An ech ka mech nach erënneren, wéi ech hei Rapportrice war vun deem Gesetz, vun deem elo rieds gaangen ass, an zwar dat, fir dass mer eng einfach Prozedur géife kréien, fir et enger Persoun ze erlaben, hire Genre ze changéieren, du war dat och eng vu menge Konklusiounen an Demanden, dass weider géif drop geschafft ginn, fir och dat heite méiglech ze maachen, well dat eigentlech jo nach iwwert déi Problematik, déi scho ganz komplex ass, déi Dir elo ganz gutt beschriwwen hutt, erausgeet vu Persounen, déi transgender sinn oder sech eeben net kënnen ..., oder eeben e Changement de sexe ufroen. Et gëtt och ëmmer méi Persounen – an dat gesi mer eeben och am Kader vun deem dote Gesetz –, déi sech einfach kengem vun deenen zwee Genren zougehöreg fillen oder sech net wëllen an déi eng oder déi aner Kategorie dränge loossen.

An Dir hutt och ganz gutt d'Situatioun am Ausland beschriwwen. Mir sinn do net méi eleng déi, déi Reflexiounen do féieren. Et si schonn e puer Prozeduren ënnerwee, legislativ, respektiv schonn ofgeschloss.

Bon, et ass natierlech esou, dass mer och en europäesch-internationale Kontext hunn. Mir hunn dofir och en interministeriellen Aarbechtsgrupp an d'Weeër geleet. Do ass d'Hallschent vun der Regierung mat vertrueden, mee notamment eeben och den Ausseministère, well natierlech déi Froe vu „wat muss op engem Pass stoen, fir dass deen och valabel ass am Ausland?" zum Beispill Froe sinn, déi extreem wichteg sinn an déi mer an dësem Kontext och gekuckt hunn.

Mir hunn och eng Bestandsopnam gemaach vum internationale Plang. Mir hunn eis och nach eng Kéier gutt ugekuckt, wéi eng ënnerschiddlech Avisen och eis ënnerstëtzen an déi Richtung do, fir do ze schaffen, notamment de Conseil de l'Europe mat schonn zwou Resolutiounen, den nationalen Eethikrot, d'Mënscherechtskommissioun an d'European Union Agency for Fundamental Rights. Dat heescht, et ass wierklech eng Demande do, fir et ze maachen.

Vläicht och nach eng Kéier fir de Kontext: Et ass och elo net eppes, wat lassgeléist och vun deem ass, wat d'Populatioun eigentlech gären hätt. Wann een den Eurobarometer vu Mee 2019 kuckt, du waren d'Leit gefrot ginn zu Lëtzebuerg: „Wat haalt Der dovunner? Mengt Der, dass et sollt méiglech sinn, eng drëtt Optioun virzegesinn oder kee Genre virzegesinn?" An do ware 56 % vun de Leit zu Lëtzebuerg der Meenung, dass een dat sollt erméiglechen.

Wou si mir elo drun? Ma, d'Aarbechte komme ganz gutt virun. Et gëtt am Moment um Avant-projet de loi geschafft. An de But ass, dass mer deen am éischten Trimester d'nächst Joer och kënnen op den Instanzewee bréngen.

Et ass elo nach e bësse fréi, fir iwwert de Contenu dovunner ze schwätzen, well mer eeben och nach amgaange sinn, verschidden Optiounen nach eng Kéier ze verifizéieren, well dat eeben e ganz grousse Impakt hannendrun huet. Et si vill Froen, déi sech stellen, och am Lien mat de Prozedure vum Changement de nom, mat de Prozedure vum Changement de sexe.

Et si Froen, déi sech stellen, zu wéi engem Moment – do gëtt et och ënnerschiddlech Legislatiounen an deenen ënnerschiddleche Länner – ee ka Changementer maachen, wéini ee muss wat uginn. Alles dat si mer amgaangen, am Detail ze kucken. An de But ass, wéi gesot, en Depot Ufank d'nächst Joer, also am éischten Trimester d'nächst Joer.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson.

8. Question élargie n° 168 de M. Paul Galles au sujet du « Footprint » environnemental

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 168 vum Här Paul Galles iwwert de Footprint. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Den Observatoire de la politique climatique huet viru Kuerzem säi Rapport erausginn, dee ganz interessant ass. Et ass e grousse Rapport, mat ganz ville Recommandatiounen, Iddien. Et konnt een ënner anerem och op de Klimadeeg op der Luxexpo e bësse kucken, wat se alles erausfonnt hunn. Si haten do gutt resuméiert.

An eng vun deene Saachen, déi mer opgefall ass an déi mech ganz staark interesséiert huet, dat ass, dass se eigentlech en anere Berechnungsmodus, e komplementäre Berechnungsmodus, fir d'CO_2-Emissiounen an och déi Verantwortung, déi mer fir eis CO_2-Emissiounen droen, virschloen. Op deen anere Berechnungsmodus wollt ech kuerz agoen an och dozou e puer Froe stellen.

Dee Berechnungsmodus, dee mer am Moment benotzen, ass nämlech dee vun esou engem Budget, engem CO_2-Budget, dee mer nach zegutt hunn an dee gerechent gëtt par rapport zur Produktioun an dem Verkaf, an dem CO_2, deen doduerch produzéiert gëtt, duerch Produktioun a Verkaf vun engem Produit op eisem nationalen Terrain an dat, wat een „nationalen Inventaire" nennt, deen dann herno zu engem CO_2-Budget féiert fir zum Beispill Lëtzebuerg.

Dat ass dee Berechnungsmodus, dee mer notzen, fir eise PNEC herno dann duerchzedefinéieren, déi fënnef Secteuren opzedeelen, an dann och, fir déi eenzel Secteuren ze definéieren, wéi vill CO_2-Budget dann do nach iwwregbleift a wéi vill Prozent Reduktioun da fir den eenzelne Secteur muss gemaach ginn, fir dass een dann op déi Gesamtziler fir Lëtzebuerg kënnt.

Dat ass deen ee Berechnungsmodus, wéi gesot, ausgeeënd vu Produktioun a Verkaf. Dat ass deen europäesche Berechnungsmodus. An deen, mengen ech, wann ech dat richteg verstanen hunn, dee muss dann an den eenzele Länner och fir d'PNECe vun den eenzele Länner esou ugewannt ginn.

Den Observatoire huet awer nach en anere Berechnungsmodus elo proposéiert. An dee geet dervun aus, dass een net d'Produktioun an de Verkaf als Ausgangspunkt hëlt, mee d'Consommatioun vun de Produiten eeben, déi een hei dann um nationalen Territoire consomméiert. Dat heescht, do kommen och zum Beispill mat dran: déi ganz Strecken, déi ganz Distanzen, déi Kilometeren, déi eeben och da mat CO_2-Emissioune verbonne sinn, déi e Produit brauch, bis en dann zu Lëtzebuerg ukënnt a bis en dann hei konsuméiert ka ginn.

Dat ass déi Approche, déi mer schonn e bësse kennen. Dat ass déi Carbon-Footprint-Approche. Déi ass relativ no un der Approche vun deem Overshoot Day. Déi ass eis alleguer bekannt, well mer ëmmer vum Ufank vum Joer – ech mengen, dëst Joer war et de 14. Februar – dann drun erënnert ginn, dass Lëtzebuerg dat zweetschlëmmste Land op der Welt ass mat deem Carbon Footprint, mat deem Footprint, dee mer eigentlech dann hunn.

Et gëtt nach en Ënnerscheed – dat muss een eigentlech éierlecherweis derzou soen – tëschent deem Carbon Footprint, deen den Observatoire de la politique climatique elo hei opgräift, an deem Footprint, deen den Overschoot Day hëlt. Well an deem Footprint vum Overshoot Day, do sinn och nach Theemen oder esou Saache wéi Biodiversitéit oder Waasserqualitéit, Loftqualitéit an esou Saache mat dran, wärend et hei beim Observatoire de la politique climatique da just ëm de Carbon Footprint, also d'CO_2-Emissiounen, geet.

Déi Fro, déi ech mer stellen, dat ass: Dat ass jo eng ënnerschiddlech Berechnung. Dat heescht, op deem doten Niveau, wann ee just dann d'Consommatioun kuckt, do si mer wierklech, weltwäit gesinn, relativ schlecht. Wann een dat elo ganz éierlech kuckt, wéi een dann elo hei zu Lëtzebuerg consomméiert, da kéint dat jo derzou féieren, dass ee seet: „Ok, mir misste vläicht eis Ziler adaptéieren." Oder: „Mir missten eng aner Approche wielen zu Lëtzebuerg." Dat kéint jo sinn. An dat ass eigentlech och meng Fro, déi ech un d'Madamm Ministesch wëll stellen.

Vläicht nach e Beispill, fir et just kuerz ze illustréieren. Wann een zum Beispill hautdesdaags en elektreschen Apparat kafe geet, da gëtt oft gekuckt: Wéi energieeffizient ass en? Dat ass och ganz richteg. Mee wann een elo géif déi aner Approche huelen, déi den Observatoire de la politique climatique proposéiert, da géif een zum Beispill och kucken: Wou ass den Apparat hiergestallt ginn? Wéi wäit huet e scho missen transportéiert ginn? Dat heescht, wat ass a sengem ganze Liewenszyklus fir eng CO_2-Laascht dran? An dann ass et vläicht heiansdo souguer besser, en Apparat ze huelen, dee manner energieeffizient wär, deen awer hannen um Enn eng besser CO_2-Bilanz hätt.

Wann een elo deen dote Berechnungsmodus nach géif huelen, si meng Froen un d'Madamm Minister: Wéi geet d'Regierung mat där doter Recommandatioun vum Observatoire de la politique climatique ëm? Wëllt Dir déi dote Recommandatioun iwwerhuelen? Wëllt Dir deen dote Berechnungsmodus iergendwéi iwwerhuelen, fir och de Lëtzebuerger Territoire ze berechnen, wat mer am Moment hei verbrauchen, wa mer konsuméieren? Gëtt et vläicht eng Méiglechkeet, déi dote Berechnung an de PNEC ze integréieren, och vläicht einfach duerch ee Kapitel? A féiert dat vläicht dozou, dass mer eis Ziler zu Lëtzebuerg mussen anescht definéieren? Oder féiert dat zu enger Ännerung vun den Ziler? Dat ass einfach just déi Fro, déi ech mer an deem heite Kontext gestallt hunn, well et natierlech eng ganz interessant Approche ass, déi den Observatoire eis do proposéiert.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Galles. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol nach eng Kéier merci un den Här Galles fir déi interessant Fro, déi mer jo och schonn an enger Kommissiounssëtzung zum Klimabilan de 7. Oktober eng Kéier matenee beschwat haten.

Et ass esou, dass d'Emissiounsinventairen zu Lëtzebuerg, wéi vun alle Länner, no klore Reegele musse gemaach ginn, déi souwuel der Klimakaderkonventioun an och dem Paräisser Accord wéi och der EU-Reglementatioun no mussen opgestallt ginn.

Dës Reegele schreiwen eng territorial Approche vir, fir d'Treibhausgasen ze inventariséieren. Dat betrëfft zemol d'europäescht Reglement vun 1999 iwwert de Gouvernancesystem vum Klimaschutz. Déi si ganz kloer do virginn. Dat heescht, do kënne mer net dovun ofweichen.

Lëtzebuerg ass also verflicht, dës Inventairen esou opzestelle fir d'Secteure vum Transport, Gebaier, kleng Industrien, Land- a Forstwirtschaft souwéi Ofwaasser an Offall.

D'Basis vun deenen Inventairen, déi vun der Ëmweltverwaltung a Kooperatioun mam Statec, dem Service d'économie rurale, der Natur- a Waasserverwaltung opgestallt ginn, ass eng Methodologie, déi vum Weltklimarot zesummegesat ginn ass. Dat heescht, dass d'Produiten, déi am Ausland produzéiert ginn, mee zu Lëtzebuerg consomméiert ginn, net an eisem nationale Bilan ugerechent ginn, mee am Bilan vun deem Land, wou se produzéiert goufen. Dës Logik gëllt natierlech och fir d'Emissioune vu Produiten, déi bei eis am Land hiergestallt ginn, ier se exportéiert ginn.

De Grond, firwat dat esou gemaach gëtt, ass deen, well et déi preziisten an fiabelsten Approche ass, fir d'Emissiounen ze berechnen, natierlech och fir ze vermeiden, dass Emissiounen eventuell zweemol géife gerechent ginn.

Fir gréisser Regiounen oder grouss Länner, déi villes selwer produzéieren, ass den Ënnerscheed zwëschent dem Footprint-Usaz an der Methodologie, wéi se vun der Klimakaderkonventioun ausgeet, net esou grouss. Am leschten IPCC-Rapport steet dran, dass fir Europa zum Beispill de Footprint 20 % méi héich ass wéi déi Zomm vun den nationalen Inventairen.

Lëtzebuerg huet awer eng speziell Situatioun, well bal all d'Gidder, déi mir consomméieren, am Ausland hiergestallt ginn, an och e groussen Deel vun eisem Stroum gëtt am Ausland produzéiert.

Op där anerer Säit ginn och Gidder, déi hei zu Lëtzebuerg produzéiert ginn an op de Marché kommen, am Ausland consomméiert. An als Beispill kann een do de Stol, Gas a Pneuen nennen, déi natierlech am ETS-Beräich eebe matberechent ginn. Mee bei der Emissiounsbilanz ass et haaptsächlech den Export vu Pëtrolsprodukter, Bensinn an Diesel, deen an eis Bilanz fält, dee sougenannten Tanktourismus.

Dofir huet den Observatoire de la politique climatique op Basis vun enger Berechnung vum LIST erausfonnt, dass de konsumbaséierte Footprint zu Lëtzebuerg ëm 70 % méi héich ass wéi déi national Inventairen.

Dëse Footprint weist, dass zum Beispill den Transport den Haaptdeel duerstellt, well den Auto eeben nach d'Mobilitéit zu Lëtzebuerg selwer dominéiert an d'Awunner reegelméisseg fléien an d'Zich a Bussen nëmmen e klengen Deel vum Foussofdrock ausmaachen.

An déi nächst grouss Kategorie ass de Logement mat senge 25 %. D'Liewensmëttel hunn och en Impakt duerch den héije Fleeschkonsum hei zu Lëtzebuerg. An der Moyenne consomméiere mer 86 Kilo Fleesch pro Persoun pro Joer, an dovunner si 15 % Rëndfleesch, wat am meeschten Emissioune mat sech bréngt.

Jo, voilà, an duerno ginn et nach aner Konsumgidder wéi d'Fabrikatioun, den Transport, d'Notzung, energiegeneréiert Emissiounen, och ëffentlech Servicer ginn derbäigerechent, als Beispill.

Voilà. Et ass awer wichteg ze verstoen, dass dës Konsumkategorien, wéi och schonn ugedeit ginn ass, net nëmmen am Beräich vum Klima Impakter mat sech bréngen, mee och nach an aneren Ëmweltberäicher wéi Biodiversitéit a Waasser, déi awer net am Carbon Footprint eebe matgekuckt ginn. Voilà.

An eiser Klimalaangzäitstrategie gëtt dowéinst awer och en Accent op aner Politicke gesat, wéi zum Beispill op d'Offall- a Ressourcëpolitik, déi sécher en Effekt op eise Footprint hunn an déi do och staark op Kreeslafwirtschaft setzen, gradesou wéi d'Ernärung zum Beispill.

Och wann de Footprint-Usaz elo net benotzt gëtt, fir eis Zäregasinventairen opzestellen, sou guidéiert dësen Usaz vun enger integréierter Aart a Weis d'Lëtzebuerger Ëmwelt- a Klima- an och Nohaltegkeetspolitik. An de Footprint-Usaz ass do an eisen Aen och e sënnvolle Complement zu den Zäregasinventairen, sou wéi mer se u Bréissel a Bonn, de Siège eebe vum Sekretariat vun der Klimakonventioun, rapportéieren, an dat besonnesch aus de Perspektive vun der Informatioun, der Berodung an der Sensibilisatioun. Voilà.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Welfring.

9. Désignation d'un membre du Conseil national des finances publiques (CNFP)

Mir designéieren haut de Mëtten ee Member fir de Conseil national des finances publiques. Laut Artikel 157 vum Chambersreglement ginn d'Membere vun der Chamber op Propos vun der Conférence des Présidents hin designéiert. D'Presidentekonferenz proposéiert den Här Romain Bausch als Kandidat.

Well mer ee Kandidat fir ee Posten hunn, kann den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement applizéiert ginn. De Paragraf 5 vum Artikel 7 gesäit vir, datt, wann esou vill Kandidate wéi Posten ze vergi ginn, d'Chamber op eng Ofstëmmung verzichte kann. Deemno géif de Kandidat zum Member vum Conseil national des finances publiques proklaméiert ginn.

Ass d'Chamber domat averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren? Ech géif déi bieden, déi domat averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

(Assentiment)

Den Här Romain Bausch ass domat zum Member vum Conseil national des finances publiques proklaméiert.

(Interruptions)

10. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet des résultats de la COP27

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Resultater vun der COP27, déi d'politesch Sensibilitéit Piraten ugefrot huet. An ech géif dann direkt d'Wuert ginn un den honorabelen Här Sven Clement als Vertrieder vun der politescher Sensibilitéit Piraten. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Weltklimagipfel 2022 ass de leschte Weekend op en Enn komm. Ech freeë mech dofir, datt mer haut scho kënnen e bëssen iwwert d'Konklusiounen dovunner schwätzen, well d'COP27 war e wichtegt Treffen. Mee leider sinn d'Erwaardungen hei net erfëllt ginn.

Fir eng Noriichteplattform ze zitéieren: „Es könnte die Einleitung eines Monty-Python-Sketches sein: In den letzten Tagen flogen Dutzende bis Hunderte Privatjets ins ägyptische Sharm el-Sheikh, um über Maßnahmen gegen die Erderwärmung zu verhandeln.

(Interruption)

„Die Zwischenbilanz der Klimakonferenz: ernüchternd. Wie jedes Jahr. Die Schlagzeilen: pessimistisch. Wie jedes Jahr." Zitatenn.

Effektiv sinn d'Echoen an der internationaler Press éischter vun Enttäuschung oder Erniichterung geprägt. Méi bekannte politesch Persounen aus der Klimabeweegung wéi zum Beispill d'Greta Thunberg hu carrement refuséiert, op d'COP27 ze goen. D'Klimakonferenz wier en, Zitat, „kollossale Bedruch" an eng Geleeënheet fir d'Politiker an d'Politikerinnen, fir Opmierksamkeet ze kréien.

Zu Recht kann ee seng Frustratioun iwwert déi weltwäit Klimapolitik esou matdeelen, well effektiv gëtt weltwäit vill ze wéineg fir d'Anhale vum 1,5-Grad-Celsius-Zil gemaach, ob a China, Amerika oder och an Europa.

An och d'Format vun der COP27 ass dach e bëssen iwwerholl. Mussen déi Veranstaltungen ëmmer esou organiséiert si wéi haut? A virun allem: Mussen déi Leit invitéiert ginn, déi invitéiert goufen? Musse Fossilllobbyisten do Werbung maachen, wärend mer probéieren, vun de fossillen Energië lasszekommen?

Dat ass also eng berechtegt Kritik. An effektiv muss kee Land op der ganzer Welt waarden, bis erëm eng COP iergendwou organiséiert gëtt, fir an dësen Zäiten, an deenen de Klimawandel ëmmer méi spierbar gëtt, eng méi kloer Klimapolitik ze maachen. Mir dierfen net op eng COP28 ..., och erëm an engem Land, wou een driwwer diskutéiere kann, ob déi éischter förderlech sinn, fir de Klimawandel ze bekämpfen, oder éischter förderlech sinn, fir de Klimawandel ze befeieren, mee bref. Mir mussen net op eng COP28 waarden, fir selwer Verantwortung ze iwwerhuelen!

D'Klimaziler si kloer: 1,5 Grad net ze iwwerschreiden. D'Moossnam, déi mer mussen huelen, ass och kloer: d'Zäregaser an der Atmosphär reduzéieren. Instrumenter, wéi mer dat bewierken, hu mer genuch: Verzicht op Emissiounen duerch Verzicht op Konsum, negativ Emissiounstechnologien, Effizienzgewënner a virun allem d'Energiewenn mam massiven Ëmstelle vu fossillen Energien op erneierbar Energien. An och Lëtzebuerg an och d'Europäesch Unioun mussen den Usproch hunn, fir hei Virreider ze ginn a Verantwortung ze iwwerhuelen, an dat esou schnell wéi méiglech. Well bis 2030 bleift eis no all Joer genau e Joer manner.

Fir Kloertext ze maachen: Lëtzebuerg, also mir, sinn ee vun den déckste Ressourcëverschwender op der ganzer Welt, direkt no deem Land, wou an dësen Deeg ënner ganz schreckleche Konditiounen eng Weltmeeschterschaft organiséiert gëtt: dem Katar.

Eisen ekologesche Foussofdrock, op de Kapp gesinn, ass deen zweethéchste weltwäit, de Paul Galles huet et elo grad nach gesot. Et ass natierlech einfach, op aner Länner ze klappe wéi zum Beispill China, dat dat Land mat den héchsten Emissioune ass. Mee wa

mer ëmmer an der Logik operéieren, datt mir näischt maachen, esoulaang deen aneren näischt mécht, da bleiwe mer an enger Inaktivitéitsspiral gefaangen. Fakt ass: Mir kënne méi maachen a mir sollten dofir och méi maachen, mir sollte Verantwortung iwwerhuelen!

Lëtzebuerg ass eng oppen Ekonomie mat villen Importer a genausou villen Exporter. Eis Verantwortung ass et awer, virun allem mol ze kucken, wat mer hei am Land consomméieren, wa mer wëlle selwer eppes maachen.

Mir hunn de Luxus, soen ze kënnen, wéi mer mat eise Ressourcen an Zukunft wëllen ëmgoen. A wann een eng Lektioun aus der COP27 ka mathuelen, dann ass et déi, datt elo all Land och aus Eegeninteressi sollt kucken, fir manner Emissiounen an der Atmosphär ze hunn. Well d'Konsequenze vum Klimawandel sinn haut scho spierbar, och zu Lëtzebuerg, wou mer an deene vergaangene Jore mat Extreemwiederevenementer ze kämpfen haten, vun Iwwerschwemmungen iwwer Hëtzewelle bis hin zu engem Tornado. An datt dee leschten Tornado, deen Nordfrankräich getraff huet, Lëtzebuerg net getraff huet, war éischter eng glécklech Fügung, well déi puer honnert Kilometer si fir en Extreemwiederevenement keng Distanz.

(Interruption)

An engem „Zeit"-Artikel vu virun e puer Deeg war ze liesen, ech zitéieren: „Mehr Egoismus wagen! In Zeiten der Hoffnungslosigkeit führt der Weg zur Klimawende nur über den Eigennutz." Zitatenn. An dat ass net ganz falsch. Well nëmmen, wa mer verstinn, datt de Klimawandel eis all betrëfft an datt mer alleguerten aus Eegennotz vun der Energietransitioun och kënne profitéieren, nëmmen da kënne mer d'Leit mathuelen op de Wee an eng klimaneutral Zukunft!

Erneierbar Energië si mëttelfristeg méi bëlleg a se maache Lëtzebuerg an Europa méi onofhängeg vu Länner wéi Russland oder Katar. Dat ass positiv an dorobber sollte mer aus Eegennotz opbauen. Datt dat Ganzt nach e positiven Effekt fir d'Allgemengheet huet, mengen ech, sollt dat Ganzt nach méi interessant maachen.

Mee och de Staat muss heifir mam gudde Beispill virgoen an endlech selwer massiv opstocken, ugefaangen, datt et net ka sinn, datt am Joer 2022 manner wéi 5 % vun de staatlechen Diecher mat Fotovoltaikanlagen ekipéiert sinn oder datt nach ëmmer méi wéi d'Hallschent vun de staatleche Gebaier mat fossille Brennstoffer gehëtzt ginn oder datt et Joren dauert, datt Subsiden, ob fir Vëloen oder Fotovoltaikanlagen an hoffentlech net och nach fir Pellets, dann herno ausbezuelt ginn.

Mir dierfen net op d'COP28 waarden, fir méi Klimamoossnamen elo ëmzesetzen! An dat ass u sech de Message, dee mer haut als Chamber hei kommunizéiere sollten.

An, Här President, vu datt d'Chamber och zum deel Proprietär respektiv gréisstendeels Locataire vu Gebaier ass, d'Chamber selwer Operatiounen huet, déi natierlech e Foussofdrock hannerloossen, géif ech Iech eng Resolutioun iwwerreechen, Här President, wou mer d'Chamber géifen opfuerderen, fir bis 2030 ..., also u sech elo schonn e Plang opzestellen, wéi mer bis 2030 klimaneutral kënne ginn, an de Chambersbureau ze mandatéieren, eng konkreet Propos derfir auszeschaffen an déi dann och der Plenière zum Vott ze stellen.

Résolution 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– de Paräisser Klimaaccord an den europäesche Green Deal ginn d'Marschrichtung vir, fir d'europäesch Wirtschaft bis 2050 klimaneutral ze gestalten;

– d'Regierung huet sech an deem Kontext mam PNEC een Instrument ginn, mat deem se d'Zäregasemissioune vum Land bis 2030 wëll reduzéieren;

– d'Institutioune vum Land musse mam gudde Beispill bei der Energiewend virgoen an hir Infrastrukturen, Gebaier, Prozeduren a Schaffweisen esou gestalten, dass och op dëse Plazen d'Klimaneutralitéit erreecht gëtt;

– d'Chamber huet als éischte Pouvoir vum Land eng besonnesch Verantwortung a sollt esou schnell wéi méiglech d'Klimaneutralitéit vun der gesamter Institutioun erreechen.

Aus dëse Grënn decidéiert d'Chamber vun den Deputéierten:

1. dass d'Chamber hire gesamten ekologesche Foussofdrock evaluéiert, sech déi néideg Mëttele gëtt a Methoden ausschafft, déi d'gesamt Institutioun an hir Aarbechtsweis bis 2030 klimaneutral maachen;

2. de Chambersbureau ze mandatéieren, eng konkreet Propos auszeschaffen a se am Plenum zum Vott ze stellen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, d'Auswierkunge vum Klima betreffen d'Leit hei am Land alleguerten. Ob Bauer, Working Poor oder en Direkter, ob räich oder aarm, jiddereе ka vun den Auswierkunge vun engem Tornado getraff ginn.

Op der COP27 war dee klengste gemeinsamen Nenner den Opbau vun engem Fong fir Klimakatastrophen, deen d'Schied vum Klimawandel reparéiere soll. Iergendwéi si se sech eens ginn – Dir kënnt eis herno sécher nach méi dovun erzielen, wéi dat geschitt ass –, ganz in extremis nach eens ginn, fir e Fong ze hunn, eng Ofschlossdeklaratioun ze hunn, déi iergendwéi eppes soll maachen. Mee wéi genau dee Fong soll fonctionéieren, wien e soll fëllen, wou dat Geld soll hierkommen, wéi et verdeelt sollt ginn, bon, bref, dat sinn alles Froen, déi och no zwou Woche COP27 nach keng Äntwert haten an déi hoffentlech da vläicht eventuell, an Dir mierkt e bësse main Zynismus bei där ganzer Fro, bei der COP28 da gekläert wären.

Dobäi sinn d'Schied haut schonn op der Welt. Mir haten elo erëm en Äerdbiewen. Dat ass net Klima, mee mir haten awer Äerdrutschen, mir haten Iwwerschwemmungen am Pakistan, déi Millioune vu Leit betraff hunn. Mir gesinn all Dag, egal wou mer op der Welt kucken, Bëschbränn. Mir gesinn Héichwaasser. Alles dat ass e Klimaschued!

An dee Fong gëtt haut gebraucht, dee gëtt net eréischt no enger COP28 gebraucht, wa mer eis dann als globalen Norden eventuell eens sinn, wéi mer eis do arrangéieren! Mee, an do kommen ech dann op de Punkt: Ech begréissen u sech, datt et dee Fong gëtt, wann en da gefëllt gëtt a wann en dann och debourséiere kann.

Mee och mir Piraten haten hei schonn eng Kéier an der Chamber d'Aféierung vun esou engem Calaméitsfong gefuerdert, nämlech hei zu Lëtzebuerg bei der leschter Budgetsdebatt, an dat esouguer mat enger Motioun, well d'Cour des comptes eis eng ganz kloer Recommandatioun dofir ginn hat. A mir sinn och weiderhin der Meenung, datt mer och zu Lëtzebuerg d'Schied vum Klimawandel am Viraus budgetiséieren a provisionéiere sollten.

Well nëmmen, wa mer e Präis dropsetzen, kënnt erëm dat Argument vum Eegennotz, wat den „Zeit"-Artikel esou schéi gewisen huet, datt mer gesinn: Wa mer wëssen, datt et eppes kascht, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dann hu mer op eemol vill méi Interêt, fir eppes dergéint ze ënnerhuelen, wéi wann dat en abstrakte Käschtepunkt vläicht eventuell an der Zukunft ass.

A genau dofir, Här President, hunn ech dann nach eng Kéier eng Motioun matbruecht, fir den Observatioune vun der Cour des comptes an der Fondation IDEA Rechnung ze droen an esou e Spezialfong fir Naturkatastrophen opzebauen.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– D'Fondatioun IDEA hat an hirem Aarbechtsdokument n° 7 „Quelques réflexions sur le budget 2022 !" eng Rëtsch Verbesserungsvirschléi fir de Budget 2022 virgestallt. Am Punkt n° 8 plaidéiert d'Fondatioun fir d'Schafung vun engem Katastrophefong fir Lëtzebuerg: „Celui-ci permettrait de garantir des réserves mobilisables rapidement en cas d'événements climatiques graves. Dans son objet, il pourrait s'inspirer du Fonds belge des Calamités, qui prévoit une aide à la réparation aux sinistrés. Le but de ce dernier n'est pas de remplacer ou de compléter les indemnités octroyées par les compagnies d'assurance, mais plutôt (...) de permettre aux sinistrés de retrouver une vie normale et de recouvrer des biens de première nécessité".

– Och d'Cour des comptes hat an hirem Budgetsavis 2022 d'Opstelle vun engem Spezialfong fir Naturkatastrophe recommandéiert: „La Cour encourage le Gouvernement à considérer la création d'un fonds spécial dédié au financement des dommages occasionnés par les catastrophes naturelles susceptible de renforcer la capacité d'absorption de notre économie face à des événements liés au changement climatique. Il s'agit également de mobiliser des fonds permettant de soutenir les victimes rapidement sans pour autant trop impacter le budget étatique. La création de ce fonds de soutien aux victimes de la crise climatique aurait en outre l'avantage de rendre les coûts liés au changement climatique plus transparents et de simplifier le suivi et l'évaluation de ces dépenses."

– D'UNO-Klimakonferenz huet op der COP27 festgehalen, ee Katastrophen- a Reparatiounsfong op internationalem Niveau opzebauen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung:

– den Observatioune vun der Cour des comptes an der Fondatioun IDEA Rechnung ze droen an ee Spezialfong fir Naturkatastrophen opzebauen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Well, wéi ech et sot, esou e Fong géif eis all besser virun Aen halen, datt de Klimawandel eis am Endeffekt nieft der Liewensqualitéit virun allem och vill Sue kascht, sief et duerch Stroossen, déi mussen nei gebaut ginn, Recolten, déi wéinst der Dréchent ausfalen, Diecher, déi erëm mussen op en Haus gesat ginn.

De Klimawandel geet eis all eppes un, well mir all dovunner betraff sinn, am globalen Norde wéi am globale Süden, an dofir sollte mer zu Lëtzebuerg net zécken, fir méi wäit ze goen, méi séier ze goe wéi déi aner Länner.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Conférence des Présidents huet festgehalen, datt all Fraktioun an all politesch Sensibilitéit zéng Minutten zegutt huet.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, als ee vun deenen, déi un der COP elo deelgeholl hunn, kommen ech zréck an ech sinn immens enttäuscht vun dëser COP. An ech wëll Iech och gläich erklären, firwat.

Éier ech dat awer maachen, wëll ech Iech, Madamm Minister, an Ärer Ekipp Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht wärend der COP, och fir déi Debriefingen, déi mer haten, fir zesummen driwwer ze kucken: Wéi steet Lëtzebuerg? Wéi steet Europa? Wéi sinn iwwerhaapt déi weltwäit Diskussiounen amgaangen? An ech wëll och dovu profitéieren, fir dem Jessie Thill Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht wärend deenen Deeg, déi mer do haten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Paul Galles (CSV) | Ech war d'lescht Joer erëmkomm vun der COP26 an ech hu gesot: „D'Glas ass hallef voll an hallef eidel zugläich." Ech hunn d'Tendenz, ëmmer ze soen: „Et ass hallef voll!", also eng optimistesch Vue. Ech hunn dëst Joer eng aner Approche: Et ass hallef eidel!

Ech sinn enttäuscht, well engersäits huet dës COP trotzdeem mat enger Farce gewisen, opgrond vun där Plaz, op där se stattfonnt huet, dass se iergendwéi den Erausfuerderungen, déi se gestallt krut, net ka gerecht ginn.

Mir sinn op eng Plaz geschéckt ginn, wou d'Mënscherechter a Fro gestallt ginn, wou Leit am Prisong sinn. Mir hu selwer gemierkt sur place, wat fir e Polizeistaat an Iwwerwaachungsstaat do ass. A just fir déi ganz kleng Episod ze erklären: Do stounge Leit a Krawatt an der Wüst, vun deenen ee wousst, déi gehéieren zum Geheimdéngscht a sinn amgaang ze iwwerwaachen, wat mir grad op där Weltklimakonferenz do maachen.

(Interruption)

An déi Mënscherechter an dee Klimawandel, déi hunn ëmmer mateneen ze dinn. Engersäits féiert de Klimawandel dozou, dass d'Mënscherechter op ganz vill Aart a Weisen a Fro gestallt ginn, d'Rechter vun Aarmen, vu sozial Defavoriséierten, d'Rechter vu Kanner, vu Fraen, d'Rechter vun Aktivisten, Leit, déi drënner leiden, dass de Klimawandel och déi sozial Gefüge duerjerneebréngen. An op där anerer Säit ass de Klima, e gesonde Klima, selwer e Mënscherecht, an dat ass ëmmer eng Fro, déi muss an d'Woschuel geworf ginn.

Ech war enttäuscht, well déi Plaz do mëtten an der Wüst, an enger Touristenhéichburg, op enger total artificieller Plaz eng Plaz ass, déi alles als Message matgëtt, just net deen: „Këmmert Iech wannechgelift ëm d'Klima!" An et ass eng Tendenz, déi sech am Moment leider duerchsetzt. Déi Länner, déi an där Géigend do leien, déi sinn amgaange grouss Eventer wéi zum Beispill eng Expo 2020, eng COP27, eng COP28, eng Fussballweltmeeschterschaft u sech ze rappen. A mir haten alleguerten den Androck, dass déi Länner amgaange sinn, mat deene ville Suen, déi se hunn, an deene ville Moyenen, déi se hunn, eng Kontroll iwwer esou Welteventer ze gewannen an doduerch iergend e Message ze verbreeden, vun deem ech iwwerzeegt sinn, dass en net deem entsprécht, wat mir ënner Klimaschutz an Nohaltegkeet verstinn: eng Show an eng Inszenéierung a ganz vill Obeismus. An de Sven Clement huet dat elo just och nach gesot.

Ech war enttäuscht och, well ech mer déi Fro gestallt hu vum System vun der COP, wéi se funktionéiert. Ech hu mer soe gelooss, dass an deenen éischte Joren op de COPe ganz wéineg Pavillone Konferenzen organiséiert hunn an dass an deene Pavillonen da ganz vill Leit do waren, fir bei deene Konferenzen derbäi ze sinn an ze diskutéieren. An am Moment si mer éischter an deem Modell, dass eng Hellewull vu Konferenzen a Sideevents organiséiert ginn, soudass ee wierklech ganz genau muss erausfillen, wou een higeet a wat ee sech als Informatioune siche geet. Et ass eng enorm grouss Offer, wou een heiansdo wierklech net derduerchgesäit.

An déi Fro, déi ee sech stellt, ass wierklech déi: Ass dee System do, esou wéi et am Moment als Form dosteet, déi COP, nach dee richtege Wee, fir all déi dote Saachen zesummenzefaassen, déi eigentlech da sollen zu enger Kärentscheedung féieren, nämlech dass mer de Klima op dëser Welt verteidegen an dass mer e schützen an dass mer e retten?

Ech war mer och laang net sécher, an et ass déi nächst Enttäuschung och schonn am Virfeld gewiescht, ech war mer laang net sécher, wéi héich d'Ambitioune bei dëser COP iwwerhaapt wären, déi Ambitiounen, déi ni kloer formuléiert gi sinn.

Op der COP selwer, an dat war interessant, goufen e puer ganz staark Aussoe gemaach. Ech huelen der einfach emol zwou eraus. Engersäits d'Premierministesch vu Barbados, déi e Virschlag gemaach huet fir eng Reform vun de Kreditter vun der Weltbank a vum internationale Wärungsfong. Dat war interessant an dat ass och mat ganz vill Interessi vun de Participantë vun der COP opgeholl ginn. Op där anerer Säit awer och den designéierte President vu Brasilien, de Lula, dee kloer gesot huet, dass en eng aner Klimapolitik a sengem Land wëll usetzen an uwenne wéi säi Virgänger.

Dat sinn natierlech Zeechen an Aussoen, déi Courage maachen. An trotzdeem huet ee sech op där anerer Säit ëmmer erëm gefrot: „Féiert et iergendwou hin a komme mer herno tatsächlech zu engem Resultat?", well awer d'Konditiounen insgesamt esou waren, dass ee sech do net ganz sécher konnt sinn.

An dofir wëll ech och ofschléissend nach op déi Resultater vun der COP agoen. An ech hu mer se einfach a véier Punkten notéiert.

Dat Éischt ass, an ech muss och soen, dass do eng Enttäuschung natierlech matschwéngt, quitte dass mer ee Punkt hunn, an de Sven Clement huet och schonn zu Recht gesot, an ech huelen och un, dass anerer dat wäerte soen, dass et ee Punkt gëtt, iwwert dee mer ganz zefridde sinn, nämlech dass dee Fong vu „loss and damage" do agefouert ginn ass.

Mee déi Enttäuschung, déi trotzdeem am Raum stoung, ass engersäits déi, dass déi 100 Milliarden Dollar, déi eigentlech alljoers sollte fléisse fir d'Adaptatioun tëschent dem globalen Norden an dem globale Süden, nach ëmmer net erreecht gi sinn. Mir waren, mengen ech, d'lescht Joer op 83 Milliarden, wat schonn net schlecht ass. Mee mir sinn trotzdeem, obwuel dat elo scho säit Jore leeft, nach ëmmer net op dee Montant komm.

Dat Zweet ass, dass mer eigentlech eis Ziler net weider verbessert hunn. Si sinn e Copy-Paste vu Glasgow eigentlech bliwwen an trotzdeem, obwuel mir als europäesch Communautéit an als Europäesch Unioun ëmmer erëm gesot hunn, mir stinn zu deem 1,5-Grad-Celsius-Zil, ass et net kloer, dass d'gesamt Weltgemeinschaft dat wierklech ënnerstëtzt an och wierklech do dohannert steet.

Dat Drëtt, an dat ass eigentlech hannen um Enn dat Positiivt, wat ech mathuelen, ass dee Fong vu „loss and damage", deen agefouert ginn ass. Dir, Madamm Ministesch, hutt an engem Interview gesot, dass dee Fong méi cibléiert muss ginn. An déi Fro, déi ech Iech do wollt stellen, well dat mech einfach interesséiert, ass: Wéi mengt Der et? Wat bedeit dat? Well dat ka jo zwou Saachen heeschen.

Engersäits kann et heeschen, dass et méi cibléiert muss sinn, wat d'Beneficiairen ugeet. Well mir hunn e grousse Problem, dass esou, wéi et am Moment definéiert ass, also wéi ech et verstinn, ëmmer China sech nach kéint als Entwécklungsland esou definéieren, dass si selwer Beneficiaire vun deem Fong do ginn, amplaz, esou wéi Europa et gefuerdert huet, dass se eigentlech missten zu deene gehéieren, déi abezuelen. Also hutt Der dat gemengt, wéi Der gesot hutt, dass et muss méi cibléiert sinn?

Oder hutt Der dat anert gemengt, wat och méiglech ass, nämlech déi Fro: Soll dee Fong just dora bestoen, dass Suen abezuelt gi vum globalen Norden, soudass de globale Süde ka Suen erauszéien? Oder muss hannert där Abezuelung och eng Technizitéit, eng Opperationalitéit mat virgesi ginn, dat heescht, dass do och Konditioune formuléiert ginn, woufir dass déi Suen herno kënnen agesat ginn a woufir se kënne genotzt ginn? Ass et an deem Sënn vläicht gemengt, wou Der gesot hutt, dass et méi cibléiert muss sinn?

A wat heescht dat och da fir eise lëtzebuergesche finanziellen Apport? Well ech mengen, ech hunn am Communiqué vum Ministère gelies, dass Lëtzebuerg 10 Milliounen Euro géif an deen dote Fong elo mol eriwwerginn. Dat weess ech net, dat froen ech no, ob dat elo richteg ass oder net richteg ass. An ech hu mech do gefrot, ech hunn dat gelies, wéi wann dat 10 Milliounen Euro wären aus där Enveloppe vun deenen 220 Milliounen, déi mer eigentlech jo scho längst fir d'Adaptatioun vun deenen 100 Milliarde géifen draleeën. Dat sinn awer elo Zuelen, wou ech mech ganz gäre géif un Iech wenne fir ze wëssen, wéi déi Zuele beieneepassen a wat elo eigentlech woumat gemengt ass.

An dann déi lescht Fro, an dat ass awer en interessant Resultat, dat ass eigentlech dat Véiert, wat ech vun dëser COP elo mathuelen, dat ass, dass de Frans Timmermans am Numm vun der Europäescher Unioun gesot huet, dass mer eigentlech kapabel wären, net méi „fit for 55", mee „fit for 57" ze sinn, dat heescht, dass mer eigentlech op 57 % Reduktioun géife kommen. Dat ass meng Fro einfach just: Wéi ass dat? Ass dat tatsächlech esou, also ass dat och ënnert den europäesche Partner dann esou ofgeschwat ginn an ausgemaach ginn? Sti mer dozou? Wëlle mer dat? Wat heescht dat och elo fir eis einfach? An ass dat elo eng nei Virgab, déi mer wëllen an nächster Zäit suivéieren?

Ech wëll nach ganz séier an zum Schluss op zwou Froen agoen, déi trotzdeem och an deem Kontext gestallt gi sinn a vun deenen ech mengen, dass et awer wichteg ass, dass mer déi hei kuerz soen.

Déi Fro ass gestallt ginn, ob et wierklech wichteg ass, dass Vertrieder vun der Chamber bei där COP dobäi sinn. Ech mengen: jo! D'Chamber ass op ville Plaze vertrueden an ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer als Chamber och bei der Regierung sinn, dass mer mat der Regierung am Dialog sinn an dass mer mat der Regierung zesumme kucken, op wat fir e Wee se wëlle goen. Dat war och scho säit Joren esou. Ech hunn et als Traditioun iwwerholl, dass dat esou ass, dass Vertrieder vun der Chamber matginn. An ech fannen dat ganz hëllefräich, well een dann natierlech och hei e Rapport ka maachen an deem Moment, wou een et wierklech erlieft huet.

An déi aner Fro, déi jo am Raum stoung, dat war jo déi grouss Fro, an de Sven Clement huet se och, mengen ech, schonn zitéiert, dass ze vill CO_2 ausgestouss gëtt, fir dohinnerzekommen, wou een dann einfach wëll entscheeden, dass een CO_2 wëll aspueren. Dat ass eng richteg Fro an ech mengen, dass mir och, déi mer eis op de Wee op d'COP gemaach hunn, eis alleguerte Gedanken driwwer gemaach hunn, wéi mer wëllen domat ëmgoen.

An trotzdeem mengen ech, aus der Erfarung elo vun der COP, soen ze kënnen, dass et héchstwarscheinlech net méiglech ass, esou eng COP iwwer Zoom ze maachen. Si muss einfach en présentiel sinn, well do Leit kënne mateneen diskutéieren, well eeben an de Gäng dobaussen déi Gespréicher stattfannen, déi soss net kënne stattfannen, well een do Kompromësser mécht, well een do Diskussioune féiert, well een do probéiert, och diplomatesch mateneen ëmzegoen an erauszefannen, wat deen een an deen anere bereet ass ze maachen.

Ech fannen et selwer och ganz ongënschteg, dass déi nächst COP28 zu Dubai ass.

Une voix | Très bien!

M. Paul Galles (CSV) | Wéinstens kann een hinnen zegutthalen, dass se wéinstens den Terrain vun der Expo 2020 erëm recyclen an nach eng Kéier asetzen. An trotzdeem, och dat Signal ass net ganz glécklech. Ech mengen awer, dass et richteg ass, dass d'COP en présentiel ass. Déi Fro, déi ee sech stelle kéint, ass déi, ob et wierklech nach esou an deem dote System, an där doter Form muss sinn, wéi et elo ass, och mat all deene Lobbyisten, déi derbäi waren, wat natierlech och e ganz onglécklecht Zeechen ass.

Voilà, dat ass einfach dat, wat ech hei wollt soen, och e bëssen als Rapport vun deem, wat ech erlieft hunn a wou ech d'Chance hat, kënnen derbäi ze sinn. Ech soen Iech villmools Merci dofir.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Galles. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn ageschriwwen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. D'Konsequenze vum Klimawandel an d'Schied, déi e mat sech bréngt, sinn enorm. Och zu Lëtzebuerg hu mer dat déi lescht Joren des Ëfteren ze spiere kritt: Dréchenten a Bëschbränn op där enger, Héichwaasser a Joerhonnertiwwerschwemmungen op där anerer Säit.

Mee och wa mer zu Lëtzebuerg schonn e klenge Virgeschmaach op d'Auswierkunge vum Klimawandel kruten, ginn et aner Länner, déi haut scho vill méi schlëmm betraff sinn. Denke mer nëmmen un d'Iwwerschwemmungen am Pakistan, wou 1.700 Mënschen hiert Liewe verluer hunn a Millioune Leit keen Doheem méi hunn.

Tatsächlech sinn et oft déi Länner, déi selwer net déi gréisste Responsabilitéit fir d'Klimakris hunn, déi haut schonn am meeschten drënner leiden. Ëmgedréit sinn d'Suitte vum Klimawandel an deene Länner bis elo manner staark ze spieren, déi historesch am meeschten zum CO_2-Ausstouss bäigedroen hunn. Dofir ass et och verständlech, dass déi Länner, déi massiv duerch de Klima bedrot sinn, en institutionaliséiert Reegelwierk fuerderen, dat d'Industrielänner verflicht, fir de Schued, dee si an aneren Deeler an der Welt verursaachen, opzekommen.

Als DP begréisse mir, dass genee dëse Sujet, nämlech d'Theema „loss and damage", also Verloscht a Schied duerch de Klimawandel, et dëst Joer bei der COP27 op den Ordre du jour vun der Konferenz gepackt huet.

Net all Land ass derfir. D'USA a China sinn, wat dëse Punkt betrëfft, zréckhalend. Et kann ee verstoen, wéisou. D'USA fäerten, dass se de Beidel spéider ze grouss mussen opmaachen. A China verstoppt sech hannert engem Entwécklungslandstatus, deen et laut UN-Klimakonventioun säit 30 Joer huet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, net nëmmen huet dëse Sujet et endlech op den Ordre du jour vun der Klimakonferenz gepackt, mee de Gros vun de Länner ass och averstanen, e gemeinsamen Entschiedegungsfong ze kreéieren, wann dann all Land matmécht. Dass et schlussendlech zu kengem méi ambitionéierten Accord koum, ass awer méi wéi bedauerlech. Grad an dësen Zäite gesi mer d'Mauer ëmmer méi no kommen. An awer bréngt d'Weltgemeinschaft et net fäerdeg, mat grousse Schrëtt zesummen an déi Richtung ze goen.

D'Welt befënnt sech op enger Trajectoire, fir 2,4 bis 2,6 Grad Celsius Äerderwiermung bis Enn vum Joerhonnert ze erreechen. D'Efforte bis elo ginn net duer. Et hätt ee sech wierklech méi Realismus vu verschiddene Säite kënnen erwaarden.

D'Tatsaach, dass mer frou kënne sinn, dass d'Ziler vun der Ofschlossdeklaratioun net hannert déi vu fréieren Accorden zréckfalen, seet eigentlech alles! Et ass dofir och schued, dass an der Ofschlosserklärung vun der COP27 en Zréckfuere vun alle fossille Brennstoffer net zréckbehale ginn ass. Et wier e courageise Virstouss an e wichtegt Zeechen am Kampf géint de Klimawandel gewiescht.

Positiv war dann awer d'Ofschlosserklärung vum G20-Sommet d'lescht Woch zu Bali, bei där et méi Zougeständnisser gouf wéi erwaart an déi notamment d'Klimaziler vun de Konferenze vu Paräis a Glasgow och beinhalt.

Iwwerdeems hu sech och d'USA a China a puncto Klimafroe weider rapprochéiert. A China huet sech op e Weideres derzou verflicht, d'1,5-Grad-Zil matzedroen.

Och déi rezent Walen a Brasilie loossen hoffen. Den neie President Lula huet versprach, dass mat him d'Ofholzung vum Amazonas erëm op null soll falen. Den Amazonas, och „déi gréng Long vun der Welt" genannt, ass e wichtegen Acteur am Kampf géint de Klimawandel. Et kann een also nëmmen hoffen, dass den Här Lula säi Verspriechen och hält.

Ech soen Iech Merci, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Nolauschteren an dem Här Clement villmools Merci, fir dës Aktualitéitsstonn ugefrot ze hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här President. Madamm Minister, ech hat leider net d'Chance wéi d'Kolleege Galles oder d'Madamm Thill, fir sur place ze sinn, soudass ech eigentlech dat, wat ech Iech haut soen, aus der Press hu missen eraushuelen an och zu verschiddenen Aussoen hu missen e bësse meng Iwwerleeunge maachen.

Et ass natierlech eng aner Saach, wann ee sur place ass an et spiert een d'Ambiance. Mee et ass awer och scho villes, wann een eng Press huet, déi iwwer Wochen déi ganz Thematik, fir net ze soen déi grouss Problematik, oprullt. A wéi gesot, ech wäert da probéieren, Iech meng Siicht hei virzebréngen.

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | „We are on a highway to climate hell! A mir hunn de Fouss um Gas!" Dat sot den UNO-Generalsekretär António Guterres, an dat war ganz dacks an der Press ze liesen.

Hie sot dat am Ufank vun der COP27 a ganz sécher war et als Motivatioun geduecht, fir dass déi bal 200 Länner endlech zuenee géife fannen an och konkreet Resultater op den Dësch leeën.

Elo, zwou Woche méi spéit, muss een awer mat Bedauere feststellen, dass mir de Fouss ëmmer nach um Gas hunn. An an dëser Aktualitéitsstonn soll et dann ëm d'Resultater vun der COP27 goen an déi sinn, an dat kann ee ganz kloer soen, enttäuschend! Dir hutt et heibanne gesot, et huet een et gelies, et huet een et héieren.

Dat huet vläicht awer och mat der Natur vun där Weltklimakonferenz ze dinn. Mee d'COP27 muss een och als e Puzzledeel gesinn. Et ass déi 27. Klimakonferenz an et ass ze fäerten, dass et nach vill där Konferenze brauch, bis d'Länner sech endlech eens ginn. Et ass e ganz laangwierege Prozess, deen der Brenzelegkeet vun der weltwäiter Situatioun leider net gerecht gëtt.

Et wier duerfir prinzipiell falsch, op d'Resultater vun der COP ze waarden. Méi wichteg ass et virun allem, dass d'Politiker schliisslech entscheeden, wat se maachen, an dass mer eis dann och herno dorunner orientéieren, an haaptsächlech soll déi Entscheedung dann och op deem baséieren, wat se vun där COP mat heembréngen.

D'Bedingungen, ënnert deenen d'COP zu Sharm El Sheikh an Ägypte staattfonnt huet, stoungen, fir et elo nawell ganz léif auszedrécken, ënner kengem gudden Zeechen, ënner anerem wéinst den héijen Iwwernuechtungskäschten. Zum Beispill, hunn ech gelies, war de Site vun der Weltklimakonferenz net wierklech accessibel fir jiddwereen. An dat huet derzou gefouert, dass verschidden Organisatioune vu vireran emol guer net konnten aus finanzielle Grënn un där COP27 deelhuelen an och op de leschte Stëppel souguer hu missen ofsoen, well d'Präisser op eng Kéier an d'Luucht gaange sinn. Bref, si waren einfach manner vertrueden.

A wann ee weess, wéi mat den Demonstranten an och mat den Aktivisten an Ägypten ëmgaange gouf, dann huet dës Weltklimakonferenz de Spalt tëschent Aarm a Räich och gewisen. Eng zivill Bedeelegung un der COP27 war deemno kaum méiglech.

Wärend et fir Ëmweltaktiviste ganz schwéier war, den Zougang ze kréien, sinn awer Sponsoren – an Dir erlaabt, dass ech hei Nimm nennen – wéi zum Beispill Coca-Cola oder och General Motors, déi jo fir villes bekannt sinn, awer net fir hiren Ëmweltschutz, hoféiert ginn.

An obwuel et op der Weltklimakonferenz eigentlech drëm goe sollt, vun de fossillen Energien ewechzekommen, sinn ëmmerhi 636 Lobbyiste vun der fossiller Energie do gewiescht. An dat si 25 % méi wéi d'lescht Joer zu Glasgow.

Esou ass et jo och kee Wonner, dass sech an der Ofschlosserklärung vun der COP27 néierens fanne léisst, wéi oder wéini dass mer dann elo sollen aus dem Ueleg an aus dem Gas erausklammen.

D'COP27 weist d'Spannungsfeld tëschent de Mënscherechter an dem Klimawandel; tëschent deenen, déi Hëllef brauchen, an deenen, déi d'Suen hunn. Et kann een natierlech iwwer Klimamesurë schwätzen, mee soulaang wéi d'Haaptpollueuren d'Weltklimakonferenz sponseren an déi marginaliséiert Gruppen net un den Diskussiounen deelhuele kënnen, soulaang brauch ee sech keng staark Resultater vun enger COP ze erwaarden.

Den Numm vum Greta Thunberg ass haut de Mëtteg hei gefall, mee ech schwätzen Iech vum Adélaïde Charlier. D'Adélaïde Charlier ass Kogrënnerin vu Youth for Climate. Och si sot vu vireran, si géif sech net vill erwaarden, mee schlussendlech hunn ech se an engem ganz gudden Interview op France Info héieren, wou se gesot huet: „Peut-être que la COP27 peut encore marquer l'histoire."

An dobäi wär ech da bei deem Liichtbléck, dee si och an deem Interview genannt huet a wou si dat Ganzt dann natierlech och nuancéiert huet: Et ass eppes ganz Besonnesches, wann d'Mënsche vun der ganzer Welt ureesen, fir zesummen iwwer eis gréisste Gefor ze schwätzen. Et ass ëmmerhi gelongen, trotz ville Versich vu verschiddene Säiten, e Réckschrëtt a Saache Klimaschutz ze verhënneren.

Weiderhin ass jo dann och nach eemol betount ginn, dass d'1,5-Grad-Zil agehale soll ginn, a mir solle lues a lues awer aus der Kuel erausklammen. Dat sinn allerdéngs och nëmme Widderhuelunge vun de leschte Kéieren an et kann een natierlech elo net vu Fortschrëtt hei schwätzen.

Am meeschten ervirzehiewen ass awer natierlech de Fong zum „loss and damage". De Grondprinzipp ass jo deen, dass de globalen Norden, dee fir de Gros vun allen CO_2-Emissiounen an domadder awer och fir de Gros vum Klimawandel verantwortlech ass, endlech fir d'Schied soll opkommen, déi virun allem de globale Süden ze spiere kritt. An anere Wieder sollen déi räich Industriestaaten d'Verantwortung iwwerhuelen a mat den Entwécklungslänner solidaresch sinn.

Et ass fir d'alleréischte Kéier, dass d'Industriestaate sech offiziell bereet weisen, Verantwortung ze iwwerhuelen. Et ass awer net den éischte Fong, deen opgestallt gëtt, fir den Entwécklungslänner am Kampf géint de Klimawandel ze hëllefen. Nodeems virdru scho Sue gefloss sinn, fir d'Emissiounen erofzesetzen, goufen am Joer 2009 zu Kopenhagen 100 Milliarden US-Dollar zougesot, fir dass d'Entwécklungslänner sech un déi éischt Konsequenze vum Klimawandel upasse kënnen. Elo, 2022, ginn d'Suen zesummegetrommelt, fir d'Verloschter an d'Schied ze bezuelen. Wann dat eis eppes weist, dann, dass mir dem Klimawandel hannendrulafen, an et gëtt ze denken, firwat da wuel deen nächste Fong gebraucht gëtt.

An och wann dës Zougeständnisser fir en neie Fong eng ganz gutt Saach sinn, esou muss een dach awer dat Ganzt nuancéieren. Dat Eenzegt, wat elo um Dësch läit, ass de gudde Wëllen. Op konkreet Hëllefe soll sech allerdéngs eréischt op der nächster COP an engem Joer zu Dubai gëeenegt ginn. Ma och wann d'Hëllefen dann hoffentlech suedelfest sinn, muss drop opgepasst ginn, dass d'Konsequenze vum Klimawandel och als dat unerkannt ginn. An ze denke gëtt och, dass, wéi ech virdru gesot hunn, am Joer 2009 schonn emol 100 Milliarde versprach goufen, an déi si bis dato awer nach net ukomm. Déi Sue sinn och net gratis an och net fir de gudden Zweck, mee gréisstendeels Kreditter.

Fir den neie Fong fir d'Verloschter an d'Schied ass keng Zomm genannt ginn. D'Sue sollen awer un déi Staate fléissen, déi se am meeschte brauchen an déi am meeschte vum Klimawandel betraff sinn. Dem World Resources Institute no liewen 3,3 Milliarde Mënschen an esou Géigenden. Wann een awer bedenkt, dass eleng 58 schwéier betraffe Staaten iwwert déi leschten 20 Joer schonn hir Schied mat 525 Milliarden Dollar beziffert hunn, dann ass ee weltwäit ganz séier bei Zommen ukomm, déi net mat Milliarden, mee mat Billioune musse berechent ginn. An eleng dat weist, reng mathematesch, dass d'Rechnunge quasi onbezuelbar wäerte ginn, wann de Klimawandel net eescht geholl gëtt.

An da schwätze mer hei nach nëmme vun Zuelen. Hannert all Zuel sti Mënscheliewen, déi entweeder op d'Kopp gehäit oder awer zerstéiert ginn. An dat hunn dëst Joer d'Iwwerschwemmungen am Pakistan gewisen, wou een Drëttel vum Land ënner Waasser stoung a bal 2 Millioune Mënsche quasi vun haut op muer keen Doheem méi haten. D'Käschte gi mëttlerweil op 30 bis 40 Milliarden Euro geschätzt – just nëmme geschätzt.

Eng wichteg Neierung ass dowéinst, dass mëttlerweil gefuerdert gëtt, dass räich Entwécklungslänner wéi d'Arabesch Emiraten a China sech och un der Rechnung bedeelege mussen. Effektiv gehéieren déi zwee Staaten an absolutten Zuelen zu de gréisste Pollueure vun der Welt. An dat läit am Fall vu China allerdéngs och dorunner, dass mat 1,4 Milliarden Awunner bal all fënnefte Mënsch vun der Welt a China wunnt.

Kuckt een elo d'CO_2-Emissioune pro Kapp, da läit China weltwäit op der Plaz 28, wäit hanner Lëtzebuerg. An et dierf een och net vergiessen, dass déi héich CO_2-Emissiounen a China an an den Arabeschen Emiraten och duerch den europäesche Liewensstandard entstinn. Mir benotzen a mir verbrauchen den Ueleg an all méiglech Wueren, déi an dëse Länner bëlleg an op d'Käschte vun der Ëmwelt kënnen hiergestallt ginn.

Och dat weist, dass et beim Kampf géint de Klimawandel net drëms geet, ee géint deen aneren auszespillen, mee et muss ee sech géigesäiteg un der Hand huelen. D'COP27 huet gewisen, dass et virun allem drëms geet, jiddwereen an d'Diskussioune matanzeschléissen.

Klimaschutz, léif Kolleegen, ass kee Luxus fir déi Räich, mee e Mënscherecht. An als LSAP sti mir fir eng Klimagerechtegkeet, fir eng Zukunft, an där keen zréckgelooss gëtt!

An deem Sënn wëll ech och ervirhiewen, dass dee vun der EU virgeschloene solidaresche Fong zum „loss and damage" och duerch d'Agräife vum Sozialdemokrat Frans Timmermans méiglech gemaach gouf.

Merci fir d'Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Jessie Thill, e weideren Temoignage vun der Plaz. Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol nach e Merci un de Sven Clement fir d'Ufroe vun dëser Heure d'actualité.

Dës COP genau wéi d'Wiederextreemer dëst Joer hunn nach eng Kéier bewisen, datt Klimagerechtegkeet a Mënscherechter enk matenee verbonne sinn. D'Klimakris ass eng vun de gréisste Gefore fir d'Mënsche weltwäit. Dëst ass net nëmmen eng abstrakt zukünfteg Méiglechkeet, mee eng ganz konkreet Liewensrealitéit. Massiv Iwwerschwemmungen, Dréchenten, Hëtzewellen, Ausfall vu landwirtschaftlecher Produktioun; Millioune Mënsche weltwäit sinn dagdeeglech heimadder konfrontéiert. Duerch mangelnde Schutz, mangelnd Virsuerg, mangelnd Aktioune weltwäit ginn hir fundamental Mënscherechter op d'Liewen, op d'Gesondheet, op eng adequat Liewensqualitéit, op Iessen, op Waasser beschnidden. Marginaliséiert Gruppen, Kanner a Jugendlecher, Fraen, schutzbedürfteg Leit an indigeen Vëlker si besonnesch impaktéiert.

De Kampf géint d'Klimakris muss Hand an Hand mat der Lutte fir Mënscherechter goen. Dat ass awer nach net iwwerall de Fall. Genau dofir sinn ech dëst Joer mat e bësse Bauchwéi op Sharm El Sheikh an Ägypte gaangen, e Land, an deem d'Mënscherechtslag extreem bedenklech ass, e Land, an deem 60.000 Mënsche politesch inhaftéiert sinn, e Land, wou harmlos Meenungsäusserunge méijäereg Haftstrofen zur Folleg hunn. Iwwer eeben dës Méssstänn konnt ech mech sur place mat Mënscherechtsaktivist/innen ewéi dem Ahmed Abdallah vun der Egyptian Commission for Rights and Freedoms austauschen. An ech sinn dankbar iwwert dës Erfarung, déi ech do gemaach hunn, fir och eng Kéier un eegenem Leif erlieft ze hunn, wéi et ass, a senger eegener Meenungsäusserung gestéiert ze ginn.

Dësen Austausch huet mech immens gepräägt an huet verdäitlecht, ewéi kruzial d'Roll vun der Zivillgesellschaft op de Klimakonferenzen ass. Si weise sur place op d'Mëssstänn am Klimaschutz a bei de Mënschrechter hin a fuerdere méi Aktioun vun hire politesche Vertrieder.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'COP ass déi zentral Plaz, wou d'Weltgemeinschaft zesummekënnt a global verbindlech iwwert de Wee aus der Kris eraus verhandelt. An dofir ass et eis Responsabilitéit, fir als Lëtzebuerg an Europa Leadership am Klimaschutz ze weisen an esou vill wéi méiglech aus dëse Konferenzen erauszehuelen.

Une voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Wat sinn dann elo d'Resultater vun der COP27? D'Upassung muss nieft der Andämmung vun der Klimakris am Mëttelpunkt vun der globaler Aktioun stoen. Mee d'Impakter vun der Klimakris sinn haut a verschiddene Regioune schonn esou grouss, datt souguer éiergäizeg Investitiounen an d'Upassungen d'Auswierkungen op d'Leit net méi vollstänneg kënnen offiederen.

Dofir ass déi grouss Errungenschaft vun dëser COP, en zousätzleche Fong fir „loss and damage", also Verloschter an Zerstéierung, ze schafen. D'Fro, wie fir d'Schied opkënnt, déi duerch d'Klimakris uechtert d'Welt geschéien, ass en Theema, dat déi kleng Inselstaate scho méi wéi 30 Joer thematiséieren, well et ass hiert Doheem, wat riskéiert, ganz vum Mier gefriess ze ginn.

Hei begréisse mir, datt sech op dëse Fong festgeluecht gouf an domadder e finanzielle Gerechtegkeetsmechanismus ëmgesat gëtt. Et ass e wichtege Meilesteen, deen erëm ka fir méi Vertrauen tëscht dem globalen Norden a Süde bei de Klimaverhandlunge suergen.

Wichteg ass och, datt festgehale gouf, dass d'Suen aus dem Fong cibléiert un déi vulnerabelst Länner solle fléissen an datt d'Méiglechkeet besteet, dass nieft den industrialiséierte Länner och aner grouss Emittente wéi zum Beispill China dëse Fong speisen.

D'Verhandlungen, wie wéi vill an de Fong abezilt a wat domadder genau ka finanzéiert ginn, stinn awer nach virun eis.

Déi aktuell lëtzebuergesch international Klimafinanzstrategie thematiséiert haut scho Punkten, déi fir „loss and damage" relevant sinn, wéi d'Noutfallpreperatioune fir Katastrophen- a Fréiwarnsystemer. Zousätzlech huet d'Madamm Ministesch jo och gesot, dass Lëtzebuerg eng Enveloppe vun 10 Milliounen Euro fir „loss and damage" virgesäit. Hei ka si ons sécherlech nach méi Informatioune ginn.

Och wann dëse Fong eng grouss Errungenschaft ass fir déi vulnerabel Länner, ass et kee Grond fir ze feieren, well et ënnersträicht, datt mir an engem Zäitalter vun irreversibele Klimaschied ukomm sinn an datt d'Weltgemeinschaft nach ëmmer net genuch mécht, fir d'Klimakris opzehalen. Well jo, de globale Süde verdéngt ons Ënnerstëtzung fir hir Verloschter a Schied, mee si verdéngen och onsen héijen Éiergäiz,

fir d'Transitioun ze acceleréieren a weider Katastrophen ze vermeiden.

Dofir ass et esou dramatesch, datt d'1,5-Grad-Zil zwar confirméiert, mee net solidifiéiert gouf. De Spezialrapport vum Weltklimarot vun 2018 huet den dramateschen Ënnerscheed tëschent 2 Grad an 1,5 Grad kloer opgezeechent a firwat et esou wichteg ass, datt mir déi 1,5 Grad net depasséieren.

Wann een d'Versprieche vu Klimaneutralitéit mat eranhëlt, wär d'Welt momentan a Richtung vun 1,8 Grad Celsius Äerderwärmung ënnerwee, wat schonn emol gutt kléngt. Mee mat den aktuelle Politicken, déi tatsächlech en place sinn, steiert d'Welt laut UNEP-Gap-Report op 2,8 Grad Celsius duer!

Dat weist, wéi wichteg et ass, datt op Wieder a Verspriechen och Dote follgen a Laangzäitziler a konkreet Politicken an Aktiounen ëmgesat ginn!

Positiv bewäerten ech, datt fir d'éischte Kéier e Verweis op Kipppunkten am Text ass, eng Warnung, datt d'Klima sech net lues a lineär wäermt, mee datt mir Gefor lafen, Réckkoppelungsschläifen auszeléisen, déi d'Klimakris eskaléieren doen. E Beispill ass d'Erwiermung vum Amazonas, déi de Reebësch an eng Savann géif verwandelen an esou vun enger CO_2-Senk zu enger CO_2-Quell géif maachen.

Ausserdeem ass d'Recht op eng propper, gesond an nohalteg Ëmwelt an den Text opgeholl ginn, dat jo eeben aus där Iwwerzeegung, datt och déi nächst Generatiounen dëst Recht sollen hunn an datt mir d'Energietransitioun mussen acceleréieren.

A genau dofir ass et dramatesch, datt d'Weltgemeinschaft sech an dëse Verhandlungen net op e staarken Text zur Dekarboniséierung an den Ausstig aus de fossillen Energië konnt eenegen an esou Symptombekämpfung mécht, mee net Ursaachebekämpfung. Well d'Wëssenschaft ass kloer: Mir mussen ophalen, fossillen CO_2 an eis Atmosphär ze blosen!

Indien hat zwar e Virstouss gemaach, fir „phase down all fossil fuels" an den Text ze kréien. Dee gouf och vun eppes iwwer 80 Länner ënnerstëtzt, dorënner d'EU a Lëtzebuerg. Mee duerch d'Blockadehaltung vu fossille Länner si mir beim Glasgow-Wording „phase down coal" bliwwen.

Et ass och ze bedaueren, dass den Text iwwer emissiounsaarm Energien als Léisung schwätzt. Déi vag Formulatioun léisst zou, dass nieft den erneierbaren Energien och Nuklearreakteren, Kuelekraaftwierker verbonne mat „carbon capture and storage" oder souguer Gas gemengt sinn.

D'COP27 huet et net fäerdegbruecht, de fossillen Energien de Réck ze dréien, wat awer absolutt noutwendeg ass. Aktuell ginn déi weltwäit Emissiounen nëmmen erop. D'Wëssenschaft seet ons kloer, datt ab 2025 ons Emissioune weltwäit drastesch mussen erofgoen. A mir bedaueren, datt dëse Stéchdatum fir de Pic vun den Emissiounen net am finalen Text ze fannen ass.

Op dëser Plaz géif ech da gären den UN-Generalsekretär António Guterres zitéieren: „Our addiction to fossil fuels is pushing humanity to the brink. We face a stark choice. Either we stop it – or it stops us. It's time to say: enough."

Eppes ass ganz kloer: Mir mussen heiheem esou schnell wéi méiglech aus de fossillen Energien erausklammen, eis Ofhängegkeet briechen, Erneierbarer massiv ënnerstëtzen an ausbauen, d'Energieeffizienz stäerken! Genau dat maache mir. An dës Agenda gëllt et weiderzeféieren an eis Efforten ze acceleréieren an zesumme mat eisen europäeschen an internationale Partneren Allianzen ze bilden, esou datt mir op der nächster COP e Maximum u verbindlechem Klimaschutz eraushuelen. Dat si mir dem globale Süden an onsen nächste Generatioune schëlleg!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, säit mengem Studium war et en Dram vu mir, eng Kéier op eng Klimakonferenz ze goen. Ech konnt elo goen an huele ganz vill aus dëser Erfarung COP27 mat, eng enorm Beräicherung an Energie, well ech gesinn hunn, wéi vill Mënschen et gëtt aus allen Ecke vun der Welt, Aktivist/innen, Politiker/innen, déi sech fir déi selwecht Cause asetze wéi mir: d'Klimakris stoppen, fir den zukünftege Generatiounen iwwerall op der Äerd e liewenswäerte Planéit ze hannerloossen. An dat gëtt mir Hoffnung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Thill. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen: Am Katar ass d'WM, zu Sharm el Sheikh ass d'COP. Wéi schéin! Wat ee Gléck fir eis alleguerten!

Et schéngt esou ze sinn, dass grouss Evenementer wéi eng WM an och eng COP an esou weider derzou benotzt ginn, den Image vun international kritiséierte Regimmer, fir et emol fein auszedrécken, opzepoléieren. Dat gëtt kritiséiert hei an dat ass och richteg!

Mir hunn dann 1,2 Millioune Gäscht op der WM am Katar a mir hu 40.000 Leit zu Sharm el Sheikh, natierlech och all mam Fliger. Ech weess plus/minus, wat déi 1,2 Millioune Leit am Katar op der WM maache respektiv wat se net do maachen, well se et net maachen dierfen. Mee ech froe elo mol ganz einfach hei: Wat maachen déi 40.000 Leit zu Sharm El Sheikh? Wéi leeft esou eng Konferenz of? Dat ass ganz schwéier virstellbar bei esou vill Leit.

Wéi kënnen déi vill Aktivisten a Vertrieder vun Organisatiounen, déi sécherlech motivéiert sinn, sech iwwerhaapt do abréngen an och eventuell hire Protest ausdrécken? Déi Fro muss ee sech emol stellen. An iwwerhaapt dann och, ob esou eng COP, wéi se elo hei erëm eng Kéier war an d'nächst Joer erëm ass, ob dat iwwerhaapt nach zäitgeméiss ass.

Am Endeffekt sinn et jo awer vläicht honnert oder e puer Honnerte Leit, déi do wierklech matentscheeden. A „matentscheeden" ass och e grousst Wuert. Wéi eng Entscheedungen ginn dann do getraff?

Mir hu repetitiv COP-Konferenzen a mir mussen eis froen, wat den Notzen dovunner ass. Wéi vill Länner droen dat iwwerhaapt alles mat? D'Zil, dat soll erreecht ginn, gëtt ni erreecht. Gleewen d'Länner, déi do sinn, iwwerhaapt dorun? An et ass ëmmer erëm dat selwecht Resultat: Enttäuschung; d'Zil ass net erreecht ginn!

Firwat gëtt d'Zil net erreecht? Wat sinn d'Argumenter da vun de Länner, déi soen, si wéilten net matmaachen? A wat sinn d'Argumenter, an dat ass nach méi interessant, vun deene Länner, déi zwar soen, si wéilte matmaachen, mee a Wierklechkeet guer net matmaachen?

Et gouf e Fong geschaaft, wou verschidde Länner, d'Industrielänner, fir Schied a Verloschter sollen opkommen, déi mam Klimawandel zesummenhänke sollen.

Eng kleng Remark do, déi ech schonn eng Kéier gemaach hunn: Mir schwätzen do da ganz besonnesch vun Naturkatastrophen. Ech hat gesot, ech hat eng Kéier d'Chance, a mengem Liewen och e puer Joer Klimatologie ze studéieren, an et ass ëmmer ganz vill Wäert drop geluecht ginn, den Ënnerscheed ze maachen zwëschent meterologesche Phenomeener a Klimatologie.

D'Klima ass eppes, wat iwwer laang Zäit gekuckt gëtt, meeschtens iwwer 30 Joer, wärend d'Meteorologie vereenzelt Evenementer betrëfft. An et ass relativ schwiereg, fir elo ze soen, eng Iwwerschwemmung am Pakistan wier duerch de Klimawandel bedéngt. Wann dat méi oft virkënnt, wann dat méi hefteg virkënnt an der Zäit, da kann een dat sécherlech soen, esou wéi een och ka soen, dass, wann déi lescht 30 Joer d'Temperaturen ee Grad méi héich si wéi déi 30 Joer virdrun, dann hu mer eng klimatesch Ännerung. Mee op een eenzelt Evenement et festzemaachen, dat schéngt mer dach awer schwéier.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Ma ech kommen drop zréck: E Fong gouf geschaaft, fir verschidde Länner dann ze entschiedegen. Dat ass och schéin, mee et gouf net festgeleecht, an dat ass ganz typesch fir déi COPen, wéi dee Fong finanzéiert soll ginn. Et ass einfach e Fong geschaaft ginn, mee wie leet dann elo eppes dran? An ech mengen, dat ass awer déi essenziell Fro: Wéi gesäit d'Finanzéierung aus? Esou wéi bis elo, wou déi meescht net bezuelen, wou just e Brochdeel vun deem, wat ugekënnegt gouf, wat versprach gouf, dann effektiv zesummekënnt? An da wier nach déi aner Fro, wou déi Gelder dann och genee hifléissen. Dat ass nach méi komplizéiert.

China wëllt net bezuelen. China ass fläisseg; fläisseg am Baue vu villen neie Kuelekraaftwierker, fläisseg am Eropsetze vun den Emissiounen. China seet, et wier en Entwécklungsland. An domat musse si natierlech net matbezuelen. Dat ass e gutt Argument. Dat gëtt dann esou higeholl. Mir bezuelen awer, vläicht, vläicht och net, wa mer nach Suen hunn.

Summa summarum: jo, vill Geschwätz, vill Enttäuschung, wéineg Resultat! Wann et jo dann esou ass, wéi déi verschidde Klimamodelléierer mengen, da wäert de Mënsch dëse Prozess net ophale kënnen a scho guer net stoppen. Wär et dann net emol gebueden, net ëmmer einfach sech enttäuscht ze weisen no esou COPen, mee éierlech ze sinn an de Fakten an d'Aen ze kucken a vläicht eng aner Pist anzeschloen, eng Pist, déi méi a Richtung Fuerschung geet?

Beispill Atomkraaft: Firwat gëtt da vun deene Leit, déi wierklech wëllen CO_2-Emissioune verhënneren, net gesot, massiv an Atomkraaft ze investéieren, dat ass jo awer fir dee Problem eng Léisung, quitte dass et eigentlech net déi bescht ass, oder ze probéieren, Methan an CO_2 anzefänken aus der Atmosphär?

An dann huet een d'Gefill: Wéi ee Land mengt et da wierklech seriö och op der COP mat der Vermeidung vum CO_2 an hält net nëmme Sonndesrieden, wéi verschiddener et maachen? Do sinn der vill, déi soe schéi Saachen, déi schwätzen de Leit schéin. Mee kann een deene wierklech trauen? Mengen déi dat och wierklech, wéi se et do soen?

China, Indien, d'USA, do heescht et nach ëmmer: China First, India First, America First. Iwwregens och mam President Biden. Dat ass d'Realitéit! An ass d'EU vläicht besser, oder mir, Lëtzebuerg? Mir hunn hei ambitiéis Ziler, mee mir erreechen déi och guer net! Et sinn Ukënnegungen, méi net.

Den Ausstouss vun CO_2 ass effektiv hei am Land 2020 an 2021 erofgaangen. Jo, mir hate Lockdown, mir hate Covidmoossnamen, mir haten Teleaarbecht. Elo geet en erëm erop. Dat ass d'Realitéit. An niewebäi gesot, an dat ass och vläicht krass, mee: Sollte mir

och als Lëtzebuerger déi Ziler erreechen hei an och nach vläicht eis Noperen an Däitschland, sou wäert dat leider Gottes, an dat ass erëm déi nächst Enttäuschung, um Weltklima, wa mer déi do Entwécklung kucken, ganz genee esou vill notzen, dat heescht: näischt! Dat ass schued, mee dat ass d'Realitéit!

An de Combel vun der Absurditéit, dat ass och scho gesot ginn, an ech mengen, do si mer eis awer e bëssen eens, dat ass, dass déi nächst COP dann d'nächst Joer zu Dubai ass – Dubai! Majo, da flitt all op Dubai. Bonne Chance zu Dubai!

Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, dës COP stoung wéi keng aner COP virdrun am Zeeche vun der Gewalt, ugefaange beim Organisateur vun dëser COP, e repressive Regimm, deen dissident Stëmme mat Gewalt nidderschléit an d'Mënscherechter absolutt net respektéiert. Dofir war dës COP och eng Héichsécherheets-COP ouni staark Presenz vun der ägyptescher Zivillgesellschaft an ouni d'Stëmm vun der Strooss, déi vu bausse versicht, Drock op d'Negociatiounen auszeüben.

Ech schwätzen och vun der Form vu Gewalt, déi all deene widderfiert, déi dës COP suivéiert hu mat engem Rescht Hoffnung, dass d'Engagementer vun de Staaten endlech der wëssenschaftlecher Noutwendegkeet Rechnung droen, an awer um Enn erschloe si vum x-ten Echec. Well no zwou Wochen zéie Verhandlungen ass erëm dat erauskomm, wat all déi lescht Joren d'Gewunnecht ginn ass, nämlech dass d'Entscheedungen op eng nächst COP vertässelt ginn, a fäerdeg!

An natierlech déi Gewalt, déi vun der Klimaverännerung selwer ausgeet an déi am Joer 2022 méi staark war wéi jee virdrun. Well den Ausstouss vun Zäregasen iwwert d'Kipppunkten eraus ass näischt aneschters wéi Gewalt! Eng Tonn CO_2 méi an der Atmosphär verursaacht Zerstéierung iergendwou op der Äerd, suergt fir mënschlecht Leed, an dat meeschtens net do, wou d'CO_2-Emissiounen ausgestouss gi sinn, mee op enger ganz anerer Plaz, oft bei besonnesch ufällege Staaten a Regiounen am globale Süden.

Getraff ginn och net déi Verantwortlech vum Ausstouss vun Zäregasen. Getraff ginn net d'Aktionäre vun de Pëtrols- a Gaskonzerner. Och déi superräich Investore ginn net getraff, déi sech an der COP d'Klensch an de Grapp ginn, mee aner Mënschen, meeschtens déi äermste Mënschen, déi zu groussen Deeler selwer emol guer net un der fossiller Wirtschaft deelhuelen oder deelhuele kënnen, well se kee Stroum oder e motoriséiert Fortbeweegungsmëttel hunn.

Déi eenzeg positiv Noriicht fir all dës Mënschen a Regiounen ass déi ugekënnegt Schafung vun engem Fong fir déi sougenannten „loss and damages", also déi irreversibel Schied, déi vun der Klimaverännerung a villen Äerddeeler entstinn.

Ze begréissen ass och, dass de Reseau vu Santiago, deen 2019 ugekënnegt ginn ass, fir d'„loss and damage"-Finanzementer an Initiativen um Terrain ëmzesetzen, ab nächstem Joer operationell soll ginn. Endlech!

Dëst war och säit Ufank vun de COP-Verhandlungen an den 90er-Joren eng ganz wichteg Fuerderung vum globale Süden an dës Kéier hu se endlech Satisfaktioun kritt. Et ass e Schrëtt a Richtung Klimagerechtegkeet, mee méi awer och net, well d'EU an d'USA hunn esou engem Fong just zougestëmmt, well keng rechtlech Haftbarkeet domadder verbonnen ass. An anere Wieder: Esou e Fong setzt just op d'Fräiwëllegkeet, op de gudde Wëlle souzesoe vun de räiche Länner, déi fir d'Opstocke vun deem Fong verantwortlech sinn. Deementspriechend sinn aller Viraussiicht no och d'Zommen, déi an dëse Fong fléisse sollen, net a Relatioun mat deenen entstanene Schied op der Äerd. Donieft ass och guer net kloer, a wéi engem Zäitraum dëse Fong soll esou opgestallt ginn, fir dass een déi vu Klimaschied betraffe Länner och entschiedege kann.

Här President, de Fortschrëtt bei „loss and damage" erbleecht awer, wann ee gläichzäiteg feststelle muss, dass dësen Accord absolutt kee Fortschrëtt erzile konnt bei der Reduktioun vum Ausstouss vun Zäregasen. Fir ënner enger Äerderwiermung vun 1,5 Grad Celsius ze bleiwen, misste laut IPCC d'CO_2-Emissioune bis 2030 ëm 43 % erofgoen. Stand haut klammen d'Emissiounen awer vu Joer zu Joer. Kee Land, ausser Mexiko, huet nennenswäert Efforten op der COP ugekënnegt, fir seng CO_2-Emissioune méi staark ze reduzéieren.

D'EU bleift mat hiren Absiichten ënnert dem néidegen Zil vu minus 65 % bis 2030 zréck. A wat besonnesch beonrouegend ass: Déi lescht Quartaalszuele vun Eurostat weisen, dass an der EU d'Emissiounen entretemps erëm um Niveau vun 2019 sinn, also vu viru Corona. Mir sinn also net nëmmen ze lues ënnerwee, mee mir fuere carrement an déi falsch Richtung!

A wann een déi Entwécklung weiderdenkt an dat mat „loss and damage" a Verbindung bréngt, da kënnt ee séier zur Erkenntnis, datt bis op e gewëssene Punkt Schied kënne kompenséiert ginn, mee net onendlech.

Wat d'Klimaverännerung méi aus dem Rudder leeft, wat d'Schied ëmmer méi grouss ginn an domadder ëmmer manner einfach ze kompenséiere sinn. Och an de räiche Staate kënnt et haut schonn zu eeschte Klimaschied. A wat dat méi zouhëlt, wat d'Solidaritéit mat dem globale Süde riskéiere wäert zréckzegoen. Kompensatioune si bis op e gewëssene Punkt denkbar. Mee iergendwann eng Kéier gëtt et näischt méi ze kompenséieren. Op dee Seeldanz sollte mir eis ni aloossen an all Ustrengunge maachen, fir d'Emissioune vun Zäregase sécher a konsequent ze reduzéieren. Dat ass a bleift fir eis déi alleréischt Prioritéit fir déi nächst COPen!

Här President, dës COP war och eng COP vu Greenwashing op allen Niveauen. Mat Coca-Cola als Haaptsponsor vun enger Klimakonferenz huet een de Bock definitiv zum Gäertner gemaach. Mee domadder net genuch, d'Pëtrolsindustrie hat op dëser COP Honnerte vu Lobbyisten zu Sharm El Sheikh. Si war domadder besser vertruede wéi déi staark vun der Klimaverännerung betraffe Länner. A pour cause! Well wärend op dëser COP iwwert déi international Beméiunge fir de Klimaschutz gestridde ginn ass, koum et parallell zu 14 neien Accorden – jo, 14 neien Accorden! – tëschent Staaten a Konzerner, fir nei Investitiounen a fossill Energien ze tätegen. Et mengt ee bal, et kéint net sinn!

Däitschland huet nach den Dag virum Lancement vun der COP e Gasdeal mat Ägypten ënnerschriwwen. Dat muss ee sech einfach emol virstellen! A Saachen Zynismus ass dat iwwerhaapt net méi ze iwwerbidden, besonnesch wann d'EU dann awer och nach aner Staaten attackéiert, well déi verhënnert hunn, dass méi verbindlech Usoen iwwer fossill Energien am Ofschlosstext stinn.

Am finalen Text steet och dës Kéier traditiounsgeméiss erëm kee Wuert iwwert d'Noutwendegkeet, fir fortzekomme vun de fossillen Energien. An ech ginn eng Wett mat Iech an: Och dat nächst Joer wäert esou e Passage feelen op der COP28 zu Dubai, an den Arabeschen Emiraten, enger repressiver Petromonarchie!

Iwwerhaapt, wéi ass et da mat Lëtzebuerg op dëser COP? De Message, dass d'Regierung sech näischt virzegeheien huet, kann een net esou stoe loossen. Natierlech steet d'Regierung net bei allem op der Brems, mee dat ka jo awer net d'Ambitioun sinn!

Fakt ass, d'Entwécklung vum CO_2-Ausstouss zu Lëtzebuerg ass net kohärent mat der 1,5-Grad-Limitt, déi am Accord vu Paräis festgehale gouf. Bei Wäitem net! Besonnesch enttäuschend ass et awer, datt d'Regierung ugekënnegt huet, just 10 Milliounen d'Joer an de Fong fir „loss and damage" anzebezuelen. Dës Zomm bleift anekdotesch. D'ASTM huet dëse Betrag pro Joer op iwwer 300 Millioune gerechent. Och wann een net direkt op deen Niveau geet, misst d'Regierung awer scho méi ambitiéis sinn an och d'Ambitioun hunn, dat ze maachen!

Wat donieft awer nach vill méi problematesch ass, dat ass déi Ausso, dass déi 10 Milliounen net nei bäikomm sinn, mee aus deem Dëppe vun der bestoender internationaler Klimafinanzéierung bezuelt ginn. Dat ass also e klengen Täschentrick. E Montant gëtt vun enger Case an eng aner geréckelt an da gëtt dat als grousse Worf vu Solidaritéit verkaaft!

Dofir géife mir Iech hei eng Motioun iwwerreechen, Här President, wou mir froen, datt mer missten en zousätzleche Fong kreéieren, datt een eng progressiv Augmentatioun vun deem Fong misst maachen an datt ee sech engagéiere misst, datt onbedéngt déi Mechanisme virun der COP28 kënnen ugoen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– considérant la décision de la 27e Conférence des parties des Nations Unies sur les changements climatiques (COP27) sur la création de nouveaux mécanismes de financement visant le soutien des pays particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique dans leur réponse aux pertes et dommages économiques et non économiques causés par les effets du changement climatique ;

– saluant cette décision onusienne qui reconnaît la vulnérabilité particulière des États pauvres aux catastrophes climatiques amplifiées par le réchauffement climatique ainsi que la responsabilité des pays les plus émetteurs de gaz à effet de serre pour ce réchauffement ;

– considérant que le Luxembourg fait partie des États invités à contribuer aux mécanismes de financement en question ;

– considérant la stratégie luxembourgeoise pour le financement climatique international qui prévoit une enveloppe budgétaire à hauteur de 220 millions d'euro pour la période 2021-2025 ;

– saluant que Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et de l'Aménagement du territoire a d'ores et déjà annoncé la contribution annuelle du Luxembourg à hauteur de 10 millions d'euro auxdits mécanismes,

invite le Gouvernement

– à s'assurer que les fonds attribués aux mécanismes de financement des pertes et dommages soient additionnels aux fonds prévus pour le financement climatique international pour la période 2021 à 2025 ;

– à prévoir une augmentation progressive des fonds attribués au financement des réparations des pertes et dommages à hauteur de la responsabilité du Luxembourg ;

– à s'engager au niveau international pour que les mécanismes en question soient opérationnels avant la COP28.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, et gëtt ëmmer méi däitlech, datt d'COPen depasséiert sinn. Si bleiwen awer wichteg fir de globale Süden, déi wichteg Zougeständnisser kënne kréien. Dat weist jo och dës COP27.

Dofir wier et och liichtfankeg ze fuerderen, datt et keng COPe méi bräicht. Mee et misst ee vläicht iwwerleeën, wéi a wou ee se mécht. Doriwwer eraus erreeche se awer näischt méi, well se am Fong just nach mat der Gestioun vun der Klimakatastroph befaasst sinn. Déi grouss richtungsweisend Decisioune bleiwen aus, well wirtschaftlech a finanziell Interessen dominéieren, zum Beispill a Saachen Handelspolitik oder beim Investitiounsschutz.

Klimaschutz spillt do dra keng zentral Roll a stéiert éischter. D'Ëmweltministesch huet dat dofir – zu Recht! – ugeprangert. Allerdéngs spillt Lëtzebuerg dat Spill leider och mat. Dës Regierungsmajoritéit dréit och klimaschiedlech Accorde wéi CETA mat. Si investéiert ëffentlech Gelder och a fossill Energien – Stéchwuert nach ëmmer: de Rentefong.

Soulaang dat esou weidergeet, sti mir alljoers op en Neits hei an dësem héijen Haus, fir den Echec vun der COP ze bedaueren. A fir de Rescht geschitt einfach net genuch. Vill Blabla fir wéineg Resultater – leider. An dobäi brennt d'Welt!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech wëll just nach ganz zum Schluss bemierken, datt, mengen ech, d'Mënschheet nach ëmmer net matkritt huet, datt si et sinn, déi sech selwer zum Ofstierwe verurteelen. Well d'Welt gëtt mat sech selwer eens, mee mir wäerten déi grouss Leittragend sinn a mir wäerten iergendwann eng Kéier, ech soen et ëmmer, wéi d'Dinosaurier ausstierwen.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Prise de position du Gouvernement

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jee no Point de vue kann een d'COP27 als en historeschen Duerchbroch oder als eng riseg Enttäuschung bezeechnen. Leider gouf villes op spéider vertaagt.

An d'Beispill gouf schonn eng Kéier benotzt, mee ech benotzen et nach eng Kéier: d'Beispill vun engem Patient mat Féiwer. Do hu mer elo e puer Symptomer behandelt, mee de Patient Äerd huet weiderhi Féiwer an dat riskéiert, net erofzegoen.

Wat fir eng Roll huet d'EU op dëser Konferenz gespillt? Haut virun enger Woch, kuerz no der Hallschent vun der COP27, war et fir d'EU nach quasi ausgeschloss, datt mer e Fong fir Schied a Verloschter – „loss and damage" – géife kréien. Elo ass en awer decidéiert. An dat ass schonn eng historesch Decisioun, well d'Entwécklungslänner fuerderen dësen, an dat ass och schonn ugeklongen, säit 30 Joer; en dediéiert Finanzinstrument, dat bei „loss and damage" duerch de Klimawandel gräift.

D'EU ass op der COP27 ganz staark opgetrueden an huet sech als Stëmm vun der Klimaambitioun an der Welt weider gestäerkt. D'EU huet als geopolitesche Block net nëmmen déi ambitiéist Reduktiounsziler fir d'Zäregasen, mee mam „Fit for 55"-Pak och e konkreeten Implementatiounsplang, dat heescht eng Roadmap, déi genau festleet, wéi dës Ziler ze erreeche sinn.

Déi éischt Reegelungen aus dem „Fit for 55"-Pak si jo rezent och duerch en Accord politique gestëmmt ginn a gesinn och europawäit souwäit zum Beispill e Phaseout vum Verbrennermotor fir 2035 vir an d'Obligatioune fir d'EU-Memberstaaten a puncto Bannung vun CO_2 iwwer Bëscher a Gréngflächen am Kader vun der neier LULUCF-Reegelung. Dëst huet eis Kredibilitéit als EU an d'Verhandlungspartner sécher gestäerkt op der COP.

D'EU huet op der COP27 weesentlech och derzou bäigedroen, dass aner Industrielänner wéi d'USA – jo, déi waren och ze iwwerzeegen iergendwann –, Kanada, Australien, Neiseeland, Norwegen an d'Schwäiz deen neie Fong fir Schied a Verloschter och konnten acceptéieren, deen elo, an dat war och eng Fuerderung vun der EU, op besonnesch vulnerabel Entwécklungslänner limitéiert ass.

An dat ass dat, wourop en ziilt, an dat ass och d'Äntwert, mengen ech, op dat, wat Dir och elo scho gefrot hutt. D'Fro, déi gestallt gi war: Si ass cibléiert op Länner, déi et am meeschte brauchen. Och dofir ginn et Definitiounen, och elo schonn a verschiddene Rapporte vun der IPCC. Voilà.

An och nach eng Kéier: Et geet hei net ëm Länner, déi eenzel Wiederphenomeener ausgesat sinn, mee ganz kloer de Klimawandel manifestéiert duerch eng laang Serie vu Phenomeener, déi ganz kloer ze observéiere sinn. An d'Wëssenschaft beleet dat ganz, ganz kloer. Et ass zynesch, dat haut nach a Fro ze stellen!

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Wat fir Entscheedunge goufen op der COP27 getraff: „Schied a Verloschter", et ass schonn ugeklongen. An d'Decisioun op der COP zu dësem Theema geet awer méi wäit wéi just de Fong. Et goufen och verschidden aner Komponenten zesumme festgehalen.

Niewent deem besote Fong fir besonnesch vulnerabel Entwécklungslänner goufe weider Finanzéierungsmoossnamen decidéiert iwwert den neie Fong eraus: dat sougenannte Mosaik vu Finanzléisungen an déi sougenannte Verbreederung vun den Donneuren – dat heescht „broadening of the donor base" –, wat weesentlech, ganz weesentlech, fir d'EU war. Dat heescht, hei geet et och drëm, dass räich Schwellelänner wéi China, Indien, Südkorea, Indonesien, Mexiko an d'pëtrolexportéierend Länner wéi zum Beispill d'Golfstaaten och an de Fong sollen abezuelen.

Déi zousätzlech Finanzéierungsmoyenen aus verschiddene Quellen, dorënner d'Weltbank an d'IMF, an aner Entwécklungsbanke wéi d'BEI, an och eventuell Recetten aus dem zukünftege weltwäiten Emissiounshandel vu Fliger, Fligerei a Schëfffaart, dat ass de méi innovativen Usaz, deen och hei zréckbehale gouf, den Asaz vun engem sougenannten Iwwergangskommitee, dem „Transitional Committee", dee bis déi nächst COP zu Dubai Detailer kläre soll, wéi dee Fong soll agesat ginn, an deen och do Virschléi maache wäert. Dat heescht, et geet méi wäit wéi just de Fong, mee et gëtt och ganz konkreet Ëmsetzungsmoossnamen.

Da gouf et och nach e Programm iwwert d'Emissiounsreduktioun, de „Mitigation Work Programme". Fir d'EU war dëse Farplang fir d'Emissiounsreduktioun awer mindestens genausou wichteg wéi d'Finanzéierung vum „loss and damage", well nëmmen doduerch kann de „loss and damage" verhënnert, ageschränkt oder iergendwann reduzéiert ginn. Dat eent kann een net vun deem aneren trennen. An et hunn iwwer 80 Länner, och dat ass hei scho gesot ginn, op der COP27 dat nämmlecht gesinn, dorënner natierlech och d'EU. Et konnt esou just nach verhënnert ginn, dass d'Ambitiounsziler vun der COP26 zu Glasgow ofgeschwächt gi wieren.

Un deem more Resultat ass d'ägyptesch COP-Presidence net onschëlleg. Si huet leider net neutral verhandelt a sech relativ eesäiteg – ouni op déi ambitiéis Länner ze lauschteren, op verschidden aner Länner – beaflosse gelooss, obwuel ganz vill ambitiéis Industriestaate wéi d'EU, mee och déi ambitiéis Entwécklungslänner wéi zum Beispill d'Inselstaaten aus dem Pazifik an der Karibik, mee och vill afrikanesch Länner, déi alleguer am stäerksten ënnert dem Klimawandel leiden a quasi keng eege Moyenen hunn, domat ëmzegoen, an zum Deel doduerch och an eng endlos Schold kënnen erageroden, sech och agesat hunn. Och déi goufen ignoréiert – leider. Voilà.

Verschidden Eckpunkte vun deem Mitigation Work Programme beinhalten zum Beispill, dass deen nach leeft bis 2026, mat Optiounen, fir kënne verlängert ze ginn – an dat wäert och sécher gemaach ginn. E verlaangt och vun de Länner, hir national Klimaziler no der Trajetoire vum 1,5-Grad-Zil auszeriichten, an e verlaangt och eng sektorial Approche, fir d'Zäregasereduktioune festzeleeën. Voilà. Dat si just e puer Beispiller vun dësem Punkt vum Aarbechtsprogramm, dee festgehale ginn ass.

En drëtte Punkt, deen och decidéiert ginn ass, ass den Ëmsetzungsplang vu Sharm El Sheikh. Dat ass déi sougenannte Cover Decision – dat ass en anert wichtegt Dokument vun der COP27 –, déi bei all COP dann och geholl gëtt an oft en eegenen Numm kritt. An dësem Fall ass et eeben de „Sharm El Sheikh Implementation Plan", woufir eleng d'ägyptesch Presidence verantwortlech ass.

Dat eenzegt Positiivt un dësem Plang ass, dass en esou just net hannert d'Acquise vum Glasgow Climate Pact zréckfält. Mee och dat war ëm een Hoer bal geschitt!

Wichteg Komponente vun dëser Cover Decision beinhalten zum Beispill: d'Auslafe vun der Kuel – dat war och schonn zu Glasgow decidéiert ginn –; d'Ofschafe vun ineffiziente Subventiounen, sougenannten ineffiziente Subventioune fir fossill Brennstoffer – och dat war zu Glasgow scho geschitt. Fir et méi kuerz ze maachen: eng propper a gerecht Ëmstellung bei den erneierbaren Energien an hire beschleunegten Ausbau. Dat ass bal deen eenzegen neie Punkt, deen eng gewësse Wichtegkeet huet, deen hei beschloss ginn ass.

Leider ass et awer bal méi wichteg opzelëschten, wat net zu Sharm El Sheikh am Implementation Plan drasteet. An dat si fir d'EU a fir vill anerer awer och weesentlech Komponenten, wéi zum Beispill, dass keen Emissiouns-Pic fir 2025 – dat war eng ganz kloer EU-Fuerderung – drasteet an och kee klore fossille Phaseout – an net de Phasedown, well deen och elo nach ëmmer drasteet.

Dat sinn definitiv Punkten, déi nach weider wäerte fuerderen, dass mer do hannendrubleiwen a mer eis an der nächster COP nach ganz intensiv derfir mussen asetzen. Dofir stinn och d'Erwaardunge fir déi nächst COP trotzdeem héich, obwuel ech och do déi Bedenken héieren, déi mer zum Deel och deelen. Op där anerer Säit gesäit een awer och elo schonn, dass den Empfänger vun där nächster COP28, d'Emirater, och schonn éischt Signaler setzt, déi positiv sinn, well se sech wierklech exzellent international Experten an hiert Team geholl hunn, fir dës COP virzebereeden.

Ech denken, dat war och eppes, wat bei dëser Presidence e bëssen zréckbliwwen ass, an dass sech ganz vill Efforten op déi puer Wochen hei konzentréiert hunn. Et gesäit esou aus, wéi wann déi nächst

COP-Presidence hir Aarbecht géif méi eescht huelen. An dat gëtt engem och Hoffnung!

Och do wäert e sougenannte „Global Stocktake" gemaach ginn. Dat heescht, et ass esou eng Aart Kassensturz fir ze kucken, wat alles gemaach ginn ass. Do kann natierlech dann och ganz kloer erauskommen, dass verschidde Länner wäit hannert den Erwaardungen zréckbleiwen, wat vläicht e gestäerktent Bewosstsinn eng Kéier wäert mat sech bréngen an Zukunft a wat warscheinlach och nach fir Motivatioun wäert suergen, fir och d'Efforten eropzeschrauwen.

Wat war d'Roll vu Lëtzebuerg? Wärend de Verhandlungen op Ministeschniveau hunn ech zesumme mat mengem hollännesche Kolleeg Rob Jetten d'EU am Beräich Finanze vertrueden. Op techneschem Niveau an de wëssenschaftlechen Echangë war et den Andrew Ferrone, deen op dëse leschte COPen ëmmer Member vun eisem Team war, dee wärend deenen zwou Woche vun der COP27 de Beräich „Periodic Review", also vum Laangzäitzil vun der Klimakonventioun, cofacilitéiert huet an och do exzellent Aarbecht geleescht huet.

Lëtzebuerg engagéiert sech trotzdeem am Kader vun der Suite vun dëser COP nach eng Kéier an neien Investissementer, och dat ass elo schonn ugeklongen. Ech wëll dofir zum Schluss och nach eng Kéier op de Volet Finanzéierung vun de Schied a Verloschter zréckkommen.

Lëtzebuerg huet am Kader vun der internationaler Klimafinanzéierung schonn 220 Milliounen Euro zwëschent 2021 an 2025 am Klima- an Energiefong reservéiert. A verschidden Initiative lafen och do schonn. Dat si ganz konkreet Projeten, déi mer bilateral mat verschiddene Länner an Entwécklungslänner hunn, wou konkreet Klimamoossnamen ëmgesat ginn, déi souwuel am Beräich „Schied a Verloschter" opfänken, mee awer och am Beräich vun der Klimaadaptatioun.

Do gëtt et awer och nach zousätzlech Pläng an dat sinn déi 10 Milliounen, déi och elo schonn ugeklonge sinn, déi am grousse Ganzen am Beräich „Schied a Verloschter" sinn. Dovunner gesi mer 5 Millioune vir fir Technical Facility vum „Santiago Network on Loss and Damage". Dat ass eng Instanz, déi vun der Klimakonventioun och en place gesat ginn ass, fir wierklech déi technesch Ëmsetzung vum ganze Volet „Schied a Verloschter" och ëmzesetzen. Déi solle mer also ënnerstëtzen, fir dass dat och esou séier wéi méiglech ka gräifen.

Zousätzlech hu mer och do op der COP Echangë gehat mat Vertrieder vun zum Beispill dem „Global Shield", deen Däitschland am Kader vu senger G7-Presidence zesumme mam V20 – dat sinn déi vulnerabelst Länner – lancéiert huet a bei deem schonn elo vill EU-Länner an aner Industrielänner annoncéiert hu matzemaachen. Och do wëlle mer eis dru bedeelegen, well et geet wierklech drëm, intelligent Ofsécherungen a Versécherunge vun deene vulnerabelste Länner, déi och dann net mussen extra derfir bezuelen, hei en place ze setzen.

Zousätzlech wëlle mer 1,5 Milliounen Euro fir an eng Fréiwarninitiativ CREWS. Do geet et wierklech drëm, Fréiwarnsystemer en place ze setzen, fir dass déi Länner oder déi Regiounen a Communautéiten, déi besonnesch betraff sinn, fréizäiteg gewarnt ginn, dass e Stuerm zum Beispill opkënnt, an domadder kënnen déi verschidde Saachen nach retten. Esou Saache wëlle mer op alle Fall weidermaachen.

An och am Adaptatiounsfong wëlle mer eng zousätzlech Finanzéierung virgesinn, alles an där aktueller Enveloppe, déi mer elo scho reservéiert hunn. Mir kënnen natierlech näischt do maachen, wat nach net am Budget ageschriwwen ass a wat mer net reservéiert hunn. Dofir ass et ganz wichteg, dass mer se an där Enveloppe beweegen. Voilà.

Ech wäert de Kommitee vum Energie- a Klimafong zäitno mat der Evaluatioun vun dësen Initiative befaassen. An dann hoffen ech, och zäitno kënnen dës Investissementer ze maachen.

Nach e Lien zu Lëtzebuerg ass natierlech, dass niewent der internationaler Klimapolitik déi national Klimapolitik an den nächste Méint eng ganz wichteg Roll wäert spillen. Meng Ekipp iwwerschafft zurzäit ganz intensiv deen integréierten Energie- a Klimaplang, de PNEC. An do integréiere mer, esou wéi och hei scho gesot, d'Virschléi vum Klimabiergerrot a vum Observatoire vun der Klimapolitik, dem OPC. A mir sinn am Moment amgaang, zesumme mat de Ministèren, déi an dësem Kontext och betraff sinn, eis doriwwer ze echangéieren an och do ze kucken, wéi eng vun deene Virschléi besonnesch sënnvoll sinn an dësem Kontext. An och dofir eleng sinn déi Echangen hei extreem wichteg. Voilà.

Ech wäert och, soubal dat méiglech ass, eng Mise à jour vun dësem PNEC an och e Projet vun dësem PNEC an dëser Ronn hei virstellen. Voilà.

Et geet an dëser Klimakris ëm eis Zukunft an ëm d'Zukunft vun eise Kanner. Dofir däerfe mer mat eisen Efforte sécher net noloossen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Résolution et motions

Da komme mer elo zur Diskussioun respektiv dem Ofstëmme vun der Resolutioun an de Motiounen.

Résolution 1

Fir d'éischt déi Resolutioun. Wëllt nach een d'Wuert zu där Resolutioun ergräifen? D'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Ech wéilt grad drun erënneren, dass mer am Bureau schonn eng ganz Rei Moossnamen decidéiert hunn, déi och schonn en place sinn, fir energiefrëndlech an der Chamber ze fonctionéieren. Dat hu mer all zesummen decidéiert an dat ass och e gudde Schrëtt gewiescht.

Dernieft ass d'Administratioun amgaangen, eng Charte de sobriété énergétique auszeschaffen, déi och vun eis all begréisst gëtt an déi deemnächst am Bureau wäert virgestallt ginn. Ech mengen, den Här Scheeck hat och schonn ugedeit, dass mer do op der leschter Ligne droite sinn. An da kann ee soen, dës Resolutioun schreift sech och an dee Kontext an.

Natierlech si mer der Meenung, dass mer all Volete sollen ënnersichen. Dofir proposéieren ech, dass mer dës Resolutioun dann och mat an de Bureau huelen, fir do nach eng Kéier ze kucken, ob mer vläicht deen een oder anere Punkt vergiess hunn, wéi eis Deplacementer ausgesinn.

Alles dat, wat d'Chamber organiséiert, wat ofleeft, muss natierlech analyséiert ginn. Mee et ass net, wéi wann dat hei en neie Moment wier. Et ass am Fong an der Linn, wou mer scho laang amgaange sinn. An dofir kënne mer dëst dann och nach mat an de Bureau huele wéi vill anerer, déi am Bureau diskutéiert ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. Da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Resolutioun, den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also, d'Madamm Lorsché huet u sech genau dat proposéiert, wat am zweeten Invite vun där Resolutioun steet, nämlech de Chambersbureau ze mandatéieren, dat ze maachen, wat am éischten Invite steet. An ech mengen, datt doriwwer, wat se proposéiert, déi Resolutioun, hei roueg kann ofgestëmmt ginn.

Ech weess, datt et eng ganz Rëtsch Beméiunge gëtt an der Chamber, fir Saachen ze maachen. Wat, mengen ech, deen neie Moment an där Resolutioun ass, ass, dass mer probéiere wéilten, de gesamten ekologesche Foussofdrock vun der Chamber, hiren Operatiounen, hire Fonctionnement ze evaluéieren – do gëtt et Mechanismen, fir dat ze maachen – an dann deementspriechend och ze kucken, wat eventuell an eisen aktuellen Dispositiffe feelt. Dat ass d'Iddi.

A wuelbemierkt: Esou wéi och eis Prozeduren an der Chamber sinn, wär et um Chambersbureau, d'Detailer dovunner auszeschaffen. Et ass net un der Plenière oder un der Resolutioun, dat ze maachen. Dofir mengen ech, datt déi Resolutioun hei op alle Fall an déi richteg Richtung geet. Soss hätt ech se net matbruecht.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da freet den Här Keup d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dës Resolutioun huet schonn eppes relativ Spannendes, wann ech dat liesen: d'Chamber, déi gesamt Institutioun an hir Aarbechtsweis, bis 2030, dat heescht a siwe Joer, klimaneutral ze maachen. An ech géif gär gesinn de Chambersbureau dat ausschaffe mat enger konkreeter Propos, well ech ganz einfach mengen, dass dat guer net méiglech ass op verschiddene Punkten.

Mir kënne vläicht hei de Stroum nach klimaneutral kréien, mir kënnen eng Partie aner Saache klimaneutral kréien, mee bei enger ganzer Partie Saache wäert dat net fonctionéieren – och net méi spéit wéi 2030.

An ech wëll Iech just ee Beispill ginn: Et kënnt jo awer relativ oft vir, dass eng Delegatioun aus der Chamber – ech war bis elo nach ni derbäi – iergendwou an d'Ausland op Besuch geet, mam Fliger flitt, an d'Mongolei oder a Südkorea, fir do eng Delegatioun aus hirem Parlament ze treffen. Da géif ech einfach emol froen: Wéi soll et da méiglech sinn, klimaneutral 2030 ze fléien?

Da schwätzen ech guer net vun de Computeren, vun all de Miwwelen, vun all deem, wat mer hei alles brauchen, fir dass de Fonctionnement dach awer vun der Chamber garantéiert gëtt, soudass ech awer géif soen, dass do dem Chambersbureau e bëssen ze vill Guddes zougemutt wier. An duerfir géife mer heirobber verzichten.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup.

Här Clement, frot Dir de Vott iwwert dës Resolutioun oder kënne mer se einfach esou un de Bureau verweisen?

(Interruption)

M. Sven Clement (Piraten) | Also, Här President, ech verstinn net, firwat net kéint driwwer ofgestëmmt ginn. Mee ech hunn esou e Gefill am klenge Fanger, ...

Une voix | Mir och.

M. Sven Clement (Piraten) | ... datt d'Majoritéit se net wéilt stëmmen, mee se just wéilt verweisen. Dee Moment kann ech domadder liewen, ënner

Applikatioun natierlech vum Artikel, ech mengen, den Här Kartheiser hat virdru gesot, 86 (3), datt mer spéitstens an dräi Méint dann heiriwwer nach eng Kéier schwätzen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

Vote sur le renvoi de la résolution 1 au Bureau de la Chambre des Députés

Wien ass d'accord, fir dës Resolutioun un de Bureau ze verweisen? Deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Resolutioun eestëmmeg un de Bureau verwisen.

(La résolution 1 de M. Sven Clement est renvoyée au Bureau de la Chambre des Députés.)

Motion 1

Da komme mer zur Motioun Nummer 1, déi vun de Piraten deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach derzou d'Wuert ergräifen? Den Här François Benoy.

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Mir haten haut eng Debatt, wou et ëm international Klimaschutzpolitik respektiv d'COP27 gaangen ass. Dat heescht, bon, ob elo wierklech haut de perfekte Moment war, fir déi heiten Thematik opzewerfen, weess ech net, an ob dës Motioun perfekt an d'Debatt gepasst huet. Trotzdeem gëtt effektiv verwisen op eng Rei Avisen, déi hei leien, fir esou e Spezialfong fir Naturkatastrophen ze schafen.

Ech wëll awer och zousätzlech derzou soen, dass och zum Beispill Leit aus menger Fraktioun, notamment de Charles Margue, déi Fro schonn e puermol opgeworf hunn. Mir hunn och iwwermuer hei an der Chamber eng Question élargie vum Charles Margue zu deem doten Theema.

Dat dote gouf och schonn an diverse Budgetsrapporten opgeworf, notamment d'lescht Joer, also beim leschte Budgetsrapport, soudass ech awer mengen, dass et wierklech wichteg ass, dass mer weider heirunner schaffen.

Dofir géif ech proposéieren, dass mer eng Kommissioun maachen, wou mer vläicht iwwert déi heite Motioun kënne schwätzen. Ech denken, dat misst och eng Jointe si mat notamment de Finanzen, awer och zum Beispill der Famille oder aneren, soudass ech proposéieren, dass mer déi heite Motioun géifen an eng Commission jointe verweisen, fir dat do weider ze verdéiwen, och mat den zoustännege Regierungsvertrieder.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy. Da ginn ech d'Wuert direkt zréck un den Auteur.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Här Benoy. Do gesäit een, wéi an engem Joer awer d'Attitüd zu där Propositioun kann änneren. Mir hunn déi nämmlecht Motioun virun engem Joer beim Budget deposéiert gehat. Deemools gouf se vun der Majoritéit rejetéiert. Elo komme mer schonn an d'Kommissioun. Wa mer se dann an engem Joer nach eng Kéier deposéieren, da gëtt se hoffentlech ugeholl.

(Hilarité)

Mir sinn op alle Fall domat averstan, datt dat an d'Kommissioun geet.

(Interruption et hilarité)

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

M. Fernand Etgen, Président | Wien ass d'accord, fir d'Motioun Nummer 1 an d'Kommissioun ze verweisen? Deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder soll sech eng Commission jointe der Motioun 1 unhuelen.

(La motion 1 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire et à la Commission des Finances et du Budget.)

Motion 2

Da komme mer bei d'Motioun 2, déi vun der Sensibilitéit déi Lénk deposéiert ginn ass. D'Madamm Stéphanie Empain freet direkt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Merci och fir d'Motioun. D'Iddien derhannert sinn natierlech ganz luewenswäert. Ech wollt dozou soen, wat deen éischten Invite ubelaangt ..., ech wollt och nach eng Kéier op dat zréckkommen, wat d'Madamm Minister grad elo och um Pult erkläert huet.

Mir hunn de Moment keen zousätzleche Budget, deen derfir virgesinn ass. Et ass also wichteg, dass mer an där aktueller Enveloppe budgétaire bleiwen. Et ass awer och wichteg ze soen, dass mer an där aktueller Enveloppe budgétaire och nach Sputt hunn. Do si Gelder dran, déi justement fir esou Saache virgesi sinn. Dat heescht, et ass einfach net méiglech, elo Suen auszeginn, déi mer net virgesinn hunn.

Par contre, wou ech awer de Rappel géif drop maachen, wat awer wichteg ass, am Hannerkapp ze behalen, och well mer elo rezent awer d'Kooperatiounsdebatt haten – mir hunn dëst Joer ganz wéineg dorobber ronderëmgeridden, mee dat war awer ee Punkt, dee ganz oft an deene leschte Joren opgeholl ginn ass –, nämlech: Mir hunn op där enger Säit de Kooperatiounsbudget, dee mer op 1 % halen, wou deelweis och schonn e bësselche Klima dran ass, mee mir hu supplementaire do derzou eeben e Budget fir Klimaprojeten, déi am Ëmweltministère leien an déi zousätzlech zum Kooperatiounsbudget lafen. Dat ass och eppes, wat aner Länner an där Form net maachen. Voilà.

An da wollt ech just nach eng kleng Prezisioun ginn, wat deen zweeten Invite ubelaangt: dass do effektiv virgesinn ass, dass dat progressiv eropgeet. Voilà.

Wéinst den Explikatiounen, déi ech fir deen éischten Invite ginn hunn, kënne mer déi leider an där Form net mat ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Da ginn ech d'Wuert un den Här Paul Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Merci, Här President. Mir wäerten eis elo bei däser Motioun enthalen, an zwar aus deem einfache Grond, an d'Madamm Empain huet et elo erkläert, dass de Prinzipp vun der Additionalitéit immens wichteg ass. Si huet och grad erkläert, wou mer dee schonn hunn. A wann ech elo d'Madamm Minister richteg verstanen hunn, dann ass dee Prinzipp vun der Additionalitéit hei eigentlech och iergendwann eng Kéier virgesinn, dass eng eegen Enveloppe fir „loss and damage" geschaaft géif ginn. Dat ass elo zumindest emol mäi Verständnis vun deem gewiescht, dass et elo am Moment net méiglech wär, mee awer spéiderhin dann iergendwann eng Kéier géif gemaach ginn. Dat ass awer elo déi Fro, déi ech hunn.

Mir wäerten eis enthalen, well mer elo agesinn, dass mer am Moment an deene Contraintë sinn, an deene mer sinn.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Galles.

Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 2 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen a 27 Abstentiounen net ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 2 voix pour, 30 voix contre et 27 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, MM. Marc Hansen, Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Félix Eischen), MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.45 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 58**

   M. Fernand Etgen, Président

2. **Ordre du jour** **p. 58**

   M. Fernand Etgen, Président

3. **Interpellation de M. Claude Wiseler au sujet des leçons à tirer de la crise du Covid-19 pour l'élaboration d'une loi « Pandémie »**

   Débat de consultation au sujet de l'étude de l'OCDE « Évaluation de la gestion du Covid-19 au Luxembourg » **p. 58**

   Exposé de l'interpellation : M. Claude Wiseler (interventions de Mme Martine Hansen)

   Exposés du débat de consultation : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

   Débat : M. Marc Spautz (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Gilles Baum (intervention de M. André Bauler) | M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Dan Kersch) (dépôt de la motion 1) | Mme Josée Lorsché | M. Jeff Engelen (interventions de M. Dan Kersch et Mme Simone Asselborn-Bintz) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement (interventions de Mme Nathalie Oberweis et M. Fernand Kartheiser)

   Prises de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (intervention de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé)

   Motion 1 : M. Claude Wiseler | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Mars Di Bartolomeo

   Vote sur la motion 1 (adoptée)

4. **Question élargie n° 158 de M. Sven Clement au sujet de la prise en charge des contraceptifs** **p. 80**

   M. Sven Clement | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

5. **Question élargie n° 163 de Mme Martine Hansen et de M. Claude Wiseler au sujet de la cardiologie au Centre Hospitalier du Nord** **p. 80**

   Mme Martine Hansen | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Mme Martine Hansen | Mme la Ministre Paulette Lenert

6. **Question élargie n° 167 de M. Marc Hansen au sujet de la continuité des soins** **p. 82**

   M. Marc Hansen | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

7. **8026 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé** **p. 83**

   Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : Mme Cécile Hemmen

   Discussion générale : M. Claude Wiseler | M. Gusty Graas | M. Marc Hansen | M. Jeff Engelen (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

   Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8026 et dispense du second vote constitutionnel

8. **7904 – Projet de loi portant modification du Code de la consommation aux fins de transposition de la directive (UE) 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et les directives 98/6/CE, 2005/29/CE et 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs** **p. 84**

   Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : M. Carlo Weber

   Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Gusty Graas | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

   Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs

   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7904 et dispense du second vote constitutionnel

9. **Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser** **p. 87**

   Exposé : M. Fernand Kartheiser

10. **8088 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals et modifiant la loi du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel** **p. 88**

    Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : Mme Josée Lorsché

    Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Gilles Baum (intervention de M. Sven Clement) | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement, Mme Stéphanie Empain, M. Dan Kersch, M. Charles Margue, Mme Josée Lorsché et M. Michel Wolter) | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

    Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Sven Clement et M. Fernand Kartheiser) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)

    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8088 et dispense du second vote constitutionnel

11. **8075 – Projet de loi portant modification de la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine** **p. 93**

    Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : M. Gilles Baum

    Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Dan Kersch, M. Sven Clement et Mme Stéphanie Empain) | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

    Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes

    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8075 et dispense du second vote constitutionnel

12. **Motion de Mme Nathalie Oberweis au sujet du retrait de l'amendement 3 du projet de loi n° 7642 et introduction d'une nouvelle proposition pour la détermination du capital investi d'un logement mis en location** **p. 97**

    Exposé : Mme Nathalie Oberweis

    Discussion générale : Mme Josée Lorsché | M. Marc Lies | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis

    Vote sur la motion (rejetée)

13. **Résolution de M. Fernand Kartheiser au sujet du soutien financier des groupes et sensibilités politiques afin qu'ils puissent rendre leur site Internet plus accessible par le biais du langage simple** **p. 98**

    Vote sur le renvoi de la résolution au Bureau de la Chambre des Députés (adopté)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, M. Claude Turmes, M. Lex Delles et M. Georges Engel, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Ordre du jour

Et gëtt proposéiert, d'Motioun vun der Madamm Nathalie Oberweis fir de Retrait vun dem Amendement Nummer 3 vum Gesetzesprojet 7642 als leschte Punkt op den Ordre du jour vun haut ze setzen. An et gëtt proposéiert, d'Motioun vum Här Jeff Engelen iwwert d'Bäihëllef fir d'Baueren, déi vun der Deierecht vun Düngemëttel betraff sinn, als éischte Punkt op den Ordre du jour vu muer de Mëtten ze setzen.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Interpellation de M. Claude Wiseler au sujet des leçons à tirer de la crise du Covid-19 pour l'élaboration d'une loi « Pandémie »

Débat de consultation au sujet de l'étude de l'OCDE « Évaluation de la gestion du Covid-19 au Luxembourg »

Mir fänken d'Sitzung vun de Mëtten u mat der Interpellatioun vum Här Claude Wiseler iwwert d'Léier, déi een aus der Covid-19-Kris kann zéien, fir e Pandemiegesetz ze elaboréieren, an der Consultatiounsdebatt iwwert d'OECD-Studie, déi d'Covid-19-Gestioun hei zu Lëtzebuerg bewäert huet. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, den Här Gilles Baum, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Exposé de l'interpellation

M. Claude Wiseler (CSV), interpellateur | Villmools merci, Här President. Säit méi wéi engem Joer, am Fong säit engem an engem hallwe Joer, säit déi Interpellatioun hei ugefrot ginn ass, hu mer bei allen Diskussiounen als CSV, bei allen Diskussiounen, déi iwwert de Covid gaange sinn, zwou Saache gefrot: Dat eent, dat ass e Pandemiegesetz, an dat Zweet, dat ass eng Evaluatioun vun deene Moossnamen, déi wärend der Pandemie a Kraaft gesat gi sinn.

Dat war meeschtens eng Fin de non-recevoir, déi mer kritt hunn, well et ass guer net op déi Proposen agaange ginn, mat Äntwerten, déi awer variéiert hunn. Iwwert d'Pandemiegesetz ass eis gesot ginn: „Mir hunn dach e Covidgesetz. Wat brauche mer dann elo nach e Pandemiegesetz?" Dat war déi éischt Äntwert. Déi Zweet war: „Dat maache mer spéider an aller Rou, wann dat Ganzt dann eriwwer ass, an da kënne mer eis Gedanken doriwwer maachen."

Dat Zweet, dat war d'Evaluatioun vun de Moossnamen, déi mer konstant an ëmmer gefrot hunn. Och do waren zwou Variatioune vun Äntwerten. Déi éischt Äntwert, déi huet doranner bestane fir ze soen: „Dat kann een am Fong net esou prezis maachen, well mer ëm e Pak vu Moossnamen, déi agefouert gi sinn ..., an da kann een ni Zuelen huelen, fir ze soen, wat déi eng oder wat déi aner bruecht huet." Dat war deen een Typ vun Äntwert. Déi zweet Äntwert war déi: „Mir loossen elo eng Evaluatioun vun der OECD maachen."

Haut stellen ech fest, datt mer weeder dat eent nach dat anert virleien hunn. An dee Rapport, dee mer vun der OECD hei leien hunn, iwwert dee mer och de Mëtte schwätzen, dat ass alles, mee just keng Evaluatioun vun deenen eenzele Moossnamen, déi en pratique gesat gi sinn.

D'ailleurs huet d'OECD selwer an hirer Pressekonferenz gesot, datt se effektiv de ganze politesche Suivi vun der Covidkris gemaach hätt, mee datt hire Bericht keng Evaluatioun vun de Moossname wär. Dat war jo d'ailleurs net d'Zilsetzung gewiescht, dat war net den Auftrag, dat war net dat, wat se gefrot ginn ass.

Wat d'Evaluatioun ugeet: Et gëtt eis gesot, datt esou eng Etüd net méiglech ass, well mer ëmmer vill Saache mateneen a Kraaft gesat hunn, well et schwéier ass, an den Zuelen eens ze ginn, dat, well een do net kann eenzel Moossnamen isoléieren a filteren an dann d'Effikassitéit dovunner festleeën. Ech gesinn awer just, datt et am Ausland eng Rei Etüde gëtt, Honnerten Etüden, déi an anere Länner gemaach goufen an déi genau ëm deen do Sujet sech dréien. Et gëtt souguer Etüden, déi mer Metaanalyse vun den Etüden nennen, déi bis elo bestinn, dat heescht, déi am Fong alleguer déi Etüden, déi gemaach gi sinn, zesummefaassen an nach eng Kéier genau analyséieren, wat dann déi eenzel Etüden erausfonnt hunn.

Zum Beispill huet de Bundestag, wat jo och e gutt Beispill fir eis ass, eng Etüd gemaach, déi heescht: „Zur Wirksamkeit nicht pharmazeutischer Corona-Maßnahmen. Ausgewählte Studien und Beiträge", wou am Fong eng ganz Rei Etüden analyséiert gëtt, fir déi eenzel Moossnamen ze definéieren an ze kucken, wat se bruecht hunn a wat se net bruecht hunn. Oder de „British Medical Journal", deen eng Metaanalys vu 70 Etüde gemaach huet, fir genau dat erauszefannen. Oder e Sachverständigenausschuss, deen an Däitschland eng Evaluatioun vun de Rechtsgrondlagen a vun de Moossname vun der Pandemiepolitik gemaach huet. Et ass also absolutt méiglech ze maachen. Hei ze behaapten, déi Etüd wär net dran, dat ass einfach net richteg.

A fir eis ass et einfach fundamental a wichteg, datt mer all déi eenzel Etüden, datt mer all déi eenzel Moossnamen analyséieren. Mir wëllen einfach wëssen, ob zum Beispill déi Maskeflicht nun an der Covidkris eppes bruecht huet oder net, ob déi Lockdownen, iwwert déi mer jo vill hei diskutéiert hunn, effikass waren oder ob se net effikass waren, ob déi Ausgangsspären eppes bruecht hunn, ob den 3G op der Aarbecht, an der Schoul positiv war, eppes bruecht huet, näischt bruecht huet, ob d'Spärstonnen an de Restauranten an an de Bistroen effikass waren, ob déi Distanz, déi mer imposéiert hunn, zwee Meter, sënnvoll war, net sënnvoll war, ob d'Masken, d'Spären an den Eventer, an de Schoulen, an de Geschäfter, am ëffentlechen Transport eppes bruecht hunn oder och net.

Dat sinn an eisen Aen net einfach Froen, déi ee sech muss stelle fir d'Konscht vum Froestellen, mee hei ass et awer esou, datt et ëm déi gréisst Aschneidungen an d'privat Fräiheete geet, déi mer säit dem Zweete Weltkrich kritt hunn. An ech fannen et dann absolutt normal, wann déi wochelaang de Leit imposéiert gi sinn, datt een duerno an allem Calm eng Analys mécht, ob dat sënnvoll war, ob et net sënnvoll war, ob et proportionell war, ob et richteg war, a wär et nëmme schonn eleng aus deem Grond, datt mer net wëssen, wat op eis zoukënnt. De Covid ass nach net ganz eriwwer, mee mir wëssen net, ob net nach a sechs Méint, engem Joer oder an zwee eng aner an eng änlech Kris kënnt, an da wär et wierklech de Minimum an eisen Aen, datt mer déi dramatesch Momenter an eiser Geschicht analyséiert hätten, datt mer doraus géife léieren, an datt mer all Konsequenzen doraus géifen zéien.

D'ailleurs, wann ech de Rapport vun der OECD kucken, seet deen op ganz ville Plaze genau dat selwecht a freet d'Lëtzebuerger Regierung, déi Analys ze maachen. Zum Beispill op enger Plaz: „Le Luxembourg doit s'attacher à évaluer plus systématiquement ex post les mesures adoptées pendant la crise pour tirer des leçons pour l'avenir." Déi Saach ass ganz kloer, et ass net nëmmen eng Kéier, mee se froen et dräi-, véier-, fënnefmol an a sämtleche Konklusiounen, déi se hei bréngen. Mir froen et säit engem an engem hallwe Joer och. An ech fannen, datt mer dat elo endlech musse maachen.

Zweetens: D'Pandemiegesetz froe mer och säit méi wéi engem Joer. Mir froen et d'ailleurs mindestens säit engem an engem hallwe Joer, well dat ass dee Moment, wou mer déi Interpellatioun hei gefrot hunn.

An an dësem Kontext ass och déi OECD-Etüd am Fong ganz interessant, well se d'Mechanismen analyséiert, wéi Decisiounen hei zu Lëtzebuerg geholl ginn a wéi d'Ëmsetzung zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass, mat den Avantagen a mat den Desavantagen. Ganz neutral.

D'Regierung, op Basis vun där OECD-Etüd, huet dann an der Press sech grosso modo eng Bonne note ausgeschriwwe par rapport zu deem OECD-Rapport. Mir gesinn dat, wa mer dee Rapport am Detail liesen, e bësse méi nuancéiert, well mer och déi zweet Sätz liesen, well mer dee ganze Rapport liesen an net nëmmen d'Resümmeeë liese vun deem Rapport. A well mer och materlieft hunn a wëssen, wéi d'Realitéit da schlussendlech war. An ech gi vläicht op déi wichtegst Etappen an, sou wéi ech se vun eisem Standpunkt wëll beschreiwen.

Dat Éischt ass, sou wéi d'OECD et seet, datt déi Reaktioun am Ufank vun der Kris schnell an effikass war. Den éischte Fall vum Covid war den 1. Mäerz 2020. Den État de crise ass den 18. Mäerz 2020 deklaréiert ginn iwwer Règlement grand-ducal, sou wéi eis nei Constitutioun oder d'Ëmännerung an der Constitutioun dat virgesinn huet. Just tësche Klammeren: Fir déi, déi sech erënnere kënnen, wat fir eng Diskussioune mer haten, wéi mer déi Constitutioun virun e puer Joer geännert hunn, a wéi vill Contestatiounen et och iwwerall war gouf, muss ech soen, datt ech dee Moment extreem frou war, datt mer esou en Artikel iwwerhaapt zur Dispositioun haten, fir kënnen ze reagéieren. Klammer zou.

Mir hunn als Oppositioun deen État de crise ënnerstëtzt, mir hunn och de 24. Mäerz 2020 dat Gesetz matgestëmmt, well mer kloer an däitlech hannert deene Moossnamen, déi déizäit geholl gi sinn, stoungen.

Du koum awer eng Episod hei an der Chamber, déi net am Rapport evoquéiert ginn ass, déi iwwerhaapt net erwäänt gëtt am Rapport, déi awer fir mech och hir Wichtegkeet huet. Dat war dee Moment, wou mer nom Oflafe vun där Zäit, déi et gebraucht huet, bis déi éischt Moossnamen da gesetzlech net méi gülteg waren, vun der Regierung eng Propos op den Dësch geluecht kritt hunn, wou se sech d'Méiglechkeete ginn huet, fir alles iwwer Règlement grand-ducal ze reegelen. An d'Parlament, Oppositioun a Majoritéit, hunn dunn an aller Däitlechkeet gesot, datt se net dermadder averstane waren.

Ech muss soen, ech si jo schonn eng Zäitchen an der Chamber an ech hu selten nach en Temoignage an der Chamber héieren, wou d'Parlament seng Autoritéit par rapport zur Regierung esou affirméiert, wéi et se dee Moment affirméiert huet. Dat huet mech gewonnert. Mee et huet mech gefreet op där anerer Säit, well d'Parlament huet der Regierung en fin de compte déi Method, wéi mer duerch déi ganz Covidkris gaange sinn, imposéiert an definéiert.

(Interruption par M. Dan Kersch)

An elo kritt Lëtzebuerg eng gutt Nott derfir.

(Interruption par M. Dan Kersch)

Ma tant mieux, ma tant mieux!

A, ma ech hunn elo gesot, léiwen Här Kersch, datt dat en aussergewéinleche Moment an dëser Chamber war, deen ech och besonnesch approuvéieren, dee mech gewonnert an dee mech gefreet huet an deen net normal an dëser Chamber war. Mee dat hei war een, wou d'Parlament sech eng Method imposéiert huet, déi d'Regierung och de ganze Wee duerno matgaangen ass. An dofir kréie mer eng Bonne note elo vun der OECD, vun anere Gremien, a mir si ganz zefridden dermat.

Mir haten doropshi 26 – mengen ech, wann ech richteg gezielt hunn, ech sinn awer net honnertprozenteg sécher – Gesetzestexter, déi iwwert d'Covidgesetz gaange sinn. Mir haten och nach duerno Debatten iwwert d'Impfflicht, iwwert den État de crise an dräi separat parlamentaresch Debatten, dat heescht, iwwer 30-mol, wou mer heibannen zesummekomm sinn, fir déi Diskussiounen ze féieren.

Mir hunn, wa meng Calculle gutt sinn, 16-mol géint Texter vun der Regierung gestëmmt, dräimol hu mer eis enthalen, siwemol hu mer Jo gestëmmt, fir domat eis Meenung zum Ausdrock ze bréngen; ëmmer op Basis vun deem Gesetz, genau deem Gesetz, dat dee Moment virlouch.

Mir hunn awer och ...

(Interruption)

Mir hunn awer och d'Schwaachpunkte vun deem System gesinn. Obwuel gesot gëtt vun der OECD: „Et ass en äusserst demokratesche System, d'Parlament war dauernd impliziéiert", an dat ass jo och gutt, an dat ass jo och richteg esou, mee et sinn awer och eng Rei Schwaachpunkten an deem System gewiescht, déi mer alleguer gemierkt hunn. Ech soen elo emol esou, wéi ech se percevéieren, vläicht hunn aner Leit se anescht gesinn, anescht percevéiert, mee ech soen Iech elo mol meng Analys, well ech mech fir meng Fraktioun ëm deen Dossier do bekëmmert hunn.

Dat Éischt ass dat, datt mer awer ganz oft Texter an e puer Deeg, an enger Woch gestëmmt hunn, wat eis jo am Fong d'Rapiditéit vun der Chamber beweist, mee dat huet awer och eng ganz Rei Problemer mat sech bruecht. D'Aart a Weis, wéi mer geschafft hunn, huet net ëmmer d'Konditioune geschaaft, fir déi Texter an allem Detail an effektiv richteg ze kucken. Mir hunn eng ganz Rei Feeler erausgeholl. Den Här Di Bartolomeo huet ëmmer gesot, datt kaum en Text hei an d'Chamber komm ass, deen d'selwecht erausgaangen ass, wéi en erakomm ass. Dat ass och richteg. Mee ech ka mech awer och un eng Rei erënneren, bei där eis bewosst war, wéi mer hei driwwer geschwat hunn, datt nach eng Rei Feeler, eng Rei juristesch Feeler notamment, drastoe géif, an dann hu mer wéinst der Hetz awer gesot: „Mer mussen et awer elo stëmmen, ..."

Une voix | Jo.

M. Claude Wiseler (CSV), interpellateur | „... dann huele mer se eeben d'nächste Kéier eraus." An dat konnt och bei deem System, dee mer haten, net anescht gemaach ginn. Et ass och net e Reproche, deen ech maachen, et ass just e Constat vun der Aart a Weis, wéi mer geschafft hunn, deen ech maachen.

Mäin drëtte Punkt, dat ass, datt een och vill Schwieregkeeten hat, ëmmer d'Avise vun deene Gremien, déi dann erakomm sinn, heiansdo den Dag virdrun, heiansdo de Moie selwer, den Avis vum Conseil d'État respektiv vun all deene Chambre-professionnellen an Organismen, déi gefrot gi waren ..., datt ee kaum d'Méiglechkeet hat, se ze liesen. A wann ee se gelies huet, hat ee kaum d'Méiglechkeet, dat, wat heiansdo u gudde Remarken awer dra war, an d'Texter afléissen ze loossen, well et einfach ëmmer esou schnell huet misse goen. Ech hunn et am Fong inadequat fonnt, fir eng korrekt parlamentaresch Aarbecht ze maachen.

A mir hunn och – dat ass mäi véierte Punkt – hei gemeinsam, mam Accord vun der CSV-Fraktioun a mam Accord vu sämtlechen Oppositiounsparteien, och bei allen Texter ware mer d'accord, fir eist Reglement komplett ausser Kraaft ze setzen, wat am Fong guer net méi gezielt huet, wat d'Delaien ugaangen ass. Dat war warscheinlech wichteg, well et huet missen esou duerchgesat ginn. Mee ech muss awer soen, datt een elo, nodeem dat alles eriwwer ass, mat all deenen Erfarungen, déi ee gemaach huet, muss feststellen, datt ee vläicht besser hätt, sech awer Moyenen ze ginn, fir dat, wann et dann urgent muss sinn, och an alle korrekte Forme ze maachen, well et däerf net zur Normalitéit ginn, datt mer d'Reglement heiansdo applizéieren an dann, wa Situatioune virkommen, wou dat net méi geet, et dann einfach emol aussetzen.

Mir wëssen, datt Situatioune vun Urgenz kommen, da loosse mer eis do d'Moyene ginn, fir se ordentlech ze traitéieren! Och dat ass e Grond, firwat mer fir e Pandemiegesetz plädéieren.

A schlussendlech – dat ass mäi fënnefte Punkt – ware ganz oft awer normal parlamentaresch Aarbechten duerch deen Drock, dee mer haten a verschiddene Kommissioune respektiv am Plenum, blockéiert respektiv si méi spéit komm. Dat konnt een heiansdo als Excuse huelen, mee et war awer net ëmmer gutt an der parlamentarescher institutioneller Prozedur.

A mäi sechste Punkt, villes ass och verschiibt ginn op d'Gemengen, där hir Roll net ëmmer kloer definéiert war.

Dofir, aus all deene Grënn si mer iwwerzeegt, datt mer e Pandemiegesetz brauchen. Mir hunn och gekuckt, wat am Ausland besteet u solchen Texter. An do ass et esou, datt verschidde Länner der hunn. Notamment huet d'Belsch en Text kierzlech gemaach, dat heescht am Juli 2021.

A fir eng Kéier iwwert d'Zilsetzungen ze schwätzen, déi esou en Text an eisen Ae misst hunn: Éischtens muss d'Regierung d'Méiglechkeet kréien, extreem schnell op Krisesituatiounen ze reagéieren. Dat hu mer momentan am État de crise, mee den État de crise ass ëmmer zäitlech gebonnen un déi Durée, déi an der Constitutioun feststeet. An ech mengen, datt mer eis do aner Méiglechkeete sollte ginn, wann d'Noutwendegkeet et erweist, datt Krise méi laang dauere wéi déi Delaien, déi an der Constitutioun virgesi sinn.

Zweetens, en Text, deen d'Méiglechkeete vun der Regierung och kloer encadréiert, an dat ass manifestement elo net de Fall, well eise Krisentext, sou wéi e virgesinn ass an der Constitutioun, extreem vaste ass. Wann ee vun engem Pandemiegesetz schwätzt, dann ass et weesentlech, datt den Encadrement dovunner, wat ee wëllt, wéi wäit ee ka goen, och kloergemaach gëtt.

An den drëtte Punkt ass, datt ee selbstverständlech d'Matbestëmmungsméiglechkeeten an d'Kontrollméiglechkeete vun der parlamentarescher Demokratie net ewechleet, mee déi oprechterhält an dem Parlament d'Méiglechkeet gëtt, hire Contrôle ënnert ordentlechen a korrekte Konditiounen ze decidéieren.

An der Belsch hu se esou e Gesetz gestëmmt. Ech widderhuelen elo dat belscht Gesetz net am Detail, mee do sinn awer eng Rei Iwwerleeungen, déi ech wëll ustoussen, vun deenen ech mengen, datt se misste gefouert ginn an där doter Reflexioun.

Éischtens, de Punkt vum Déclenchement vun der Urgenz. Do hu mer elo schonn e Modell an der Constitutioun, d'Belsch hunn en änleche Modell geholl fir hiert Gesetz. Wann een e Pandemiegesetz schreift, da kéint een eng änlech Prozedur virgesinn, andeem de Kader doranner kloer definéiert gëtt an d'Libertéconstitutionnellen, déi kënnen temporaire ausser Kraaft gesat ginn, och limitativ a kloer definéiert ginn. Wichteg ass, datt mer de Kader esou prezis wéi méiglech setzen.

Den zweete Punkt ass, datt d'Parlament selbstverständlech den État de crise muss confirméieren, och do e similairë Mechanismus wéi deen, dee mir am État de crise schonn hunn. An der Belsch ass et fir eng maximal Durée vun dräi Méint mat 2/3-Vott am Parlament, wat och hei zu Lëtzebuerg kéint zum Beispill no Diskussioun iwwerholl ginn.

Mäin drëtte Punkt ass, datt och ganz kloer muss definéiert ginn an allem Detail – an dat ass dann anescht wéi dat, wat mer an der Constitutioun momentan stoen hunn –, a wat fir enge Fäll esou en Text kann declenchéiert ginn. Och dat muss limitativ opgezielt ginn.

De véierte Punkt ass d'Definitioun vun der Roll a vun der Kollaboratioun vun de Lokalautoritéiten, déi och am Kader vun esou Pandemien an esou Krisen ëmmer eng Roll ze spillen hunn a wou elo wärend der Gestioun vun der Kris heiansdo Missiounen op se zoukoumen, op déi se net ordentlech virbereet waren oder wou se net genau wousssten, wéi se se sollten executéieren. Och dat misst an engem Text prezis festgeschriwwe ginn.

De fënnefte Punkt sinn d'Mesures de police administratives, déi prezis misste festgesat ginn.

De sechsten ass d'Fixatioun vum Grad vun de Strofmoossnamen, wou mer vill hei driwwer diskutéiert hu mat der Justizministesch, deen och scho vu vir era kloer misst preziséiert ginn.

An de siwenten, ee vun deene wichtegsten, dat ass d'Roll vum Parlament, wou d'Belsch eng Prozedur virgesinn hunn, déi mir net onsympathesch schéngt, awer diskutabel. Dat ass en obligatoresche Rapport, deen all Mount un d'Parlament gemaach gëtt, mat der Méiglechkeet am Gesetz, fir den État d'urgence oder all Moossnamen oder all Moossnam eenzel zu all Moment ofzeschafen. D'Parlament ka se ofschafen, wéini et wëllt. An en Abau vun engem Mechanismus, wou en Deel vun den Deputéierten, zum Beispill 10 oder 15, wéi een dat da wëllt, ka froen, datt d'Confirmatioun vum État d'urgence muss verifiéiert ginn an der Chamber. Wann 10 oder 15 Deputéiert dat froen, mussen zwee Drëttel vun den Deputéierten den État d'urgence erëm confirméieren, wann et dann ubruecht ass, wat der Chamber absolutt e Kontrollmechanismus an och e Rektifikatiounsmechanismus géif ginn.

An dann hunn d'Belsch och d'Kreatioun vun engem Conseil scientifique virgesinn, deen independent vun der Regierung seng Analyse ka maachen, och der Chamber virleeën a reegelméissegen Ofstänn,

an och – an dat hu mer manner gehat – eng Analyse indépendante et régulière vun der Proportionalitéit, der Necessitéit an der Nondiskriminatioun vun deene Moossnamen, déi geholl ginn. Dat kann zum Beispill de Conseil d'État oder en anert Gremium maachen, mee de Prinzipp ass, datt et festgesat ass am Gesetzestext an datt et eng reegelméisseg Obligatioun ass, fir et ze maachen.

Wann Der an der däitscher Legislatioun kuckt, da gesitt Der do, datt d'Epidemiegesetz vun 1950 eng ganz Rei Beschreiwungen huet, wéi esou e Pandemiegesetz ausgesi kann, zumindest an deem, wat definéiert gëtt, wat kéint drënner falen. Eng ganz genau Deskriptioun, wat dann deen Eenzelnen, ob dat elo d'Bundesregierung, d'Landesregierung oder d'Kommune sinn, als Obligatioun huet, wat en däerf maachen a wat en net däerf maachen.

Dat, mengen ech, wären déi puer Punkten, déi an esou engem Kontext wichteg wären. Ech hunn elo hei e puer Saache proposéiert, ouni datt dat eng Meenung ass, déi feststeet. Ech mengen, datt dat do Punkte sinn, déi ee misst, wann ee wëllt op esou e Wee goen, gemeinsam diskutéieren: wat zu Lëtzebuerg sënnvoll ass, wat ee ka maachen oder wat een net ka maachen.

Mee wichteg ass, an dat seet och d'OECD, datt mer am Fong déi Mechanisme virgesinn, déi eis erlaben, déi Krisen ze anticipéieren. D'OECD seet: „L'anticipation des prochaines crises devrait s'appuyer sur un processus d'évaluation des risques renforcé et un effort généralisé d'utilisation de ses conclusions pour progresser les actions de préparation."

Dat féiert mech dann och zur Analys vum éischte Kapitel vum OECD-Rapport, dee vun der Anticipatioun. Do ginn eng ganz Rei positiv Punkte beschriwwen, zum Beispill deen, datt den Haut-Commissariat vun der Regierung eng kompetent, eng mature Aarbecht gemaach huet an effektiv eng Kris geréiert huet op eng korrekt Aart a Weis. Et gëtt och drop higewisen, datt och eise Réseau diplomatique sech am Kader vun deem, wat e konnt maachen, relativ gutt duerchgesat huet, an och op déi Schwieregkeete ronderëm d'Grenzen higewisen, wou mer awer probéiert hunn, d'Casse ze limitéieren, wann aner Länner wollten d'Grenzen zoumaachen.

Eng Rei Problemer ginn awer och beschriwwen, notamment an dem Kapitel vun den Anticipatiounen. Zum Beispill dee vun der Continuité vun de Serviceessentiellen, wou d'OECD seet – an ech fannen dat eng extreem wichteg Remark –, datt eis Serviceessentiellen, notamment déi medezinnesch Serviceessentiellen, bis elo net als Infrastructure critique consideréiert gi sinn an deene Plan-de-crisen an doranner absolutt misst ugepasst gi fir ze garantéieren, dass u sech d'Kontinuitéit vun deenen anere medezinneschen Operatiounen och kéint geschéien.

Dat ass am Fong déi ganz Diskussioun, déi mer hei iwwert d'Covidspidol gefouert hunn, wou mer eis ëmmer op dat Covidspidol konzentréiert hunn an dann doriwwer am Fong heiansdo poleemesch diskutéiert hunn, mee am Fong hunn ech ëmmer empfonnt, datt d'Zilsetzung vun deenen Diskussioune jo war: Wéi kann ech kucken, datt ech niewent dem normale Fonctionnement vun dem Spidol ka meng Covidfäll esou traitéieren, datt se dat anert Fonctionnement net genéieren? Ob een dat elo Covidspidol nennt, ob een dat a verschiddenen Unitéite separat mécht, mee et war am Fong dee Souci an dee Gedanken, datt eng Medezinn kéint normal fonctionéieren, och wa mer eng Pandemie an eng Krisesituatioun op där anerer Plaz hunn. An déi Gedanke misste mer och weiderféieren, wou mer do dru sinn.

Da seet – mee dat huet jiddweree gemierkt – am Ufank d'OECD, datt mer Schwieregkeeten hate mat de Connaissances am Etat vun de Stocken. Ech denken, datt do jo schonn eng ganz Rei Verbesserunge gemaach gi sinn. D'selwecht wéi bei de Plans d'urgences, déi mussen aktualiséiert ginn. An datt och am Ufank dee Problem war vun dem Partage d'expérience mat eisen Nopeschlänner, déi jo am Fong probéiert haten, eis d'Grenzen zouzemaachen, wat fir Lëtzebuerg eng Katastroph gi wär.

Do suggeréiert d'OECD, mir sollten emol hei zu Lëtzebuerg eng Recherche maache fir ze kucken, wat fir eng Effikassitéit dat iwwerhaapt hätt, wa Grenzen zou géife gemaach ginn. Well warscheinlech hätt et guer keng. Mee datt mer zumindest argumentativ gutt kënnen dostoen, wann nach eng Kéier esou Diskussioune kommen, fir kënnen an d'Diskussioune mat den Nopeschlänner eranzegoen.

Wat de Système de gouvernance ugeet, do analyséiert d'OECD och, datt den HCPN eng gutt Aarbecht gemaach huet a se seet och, datt den – se nennt dat dann, fir den Här Staatsminister – „plus haut niveau du Gouvernement" direkt mat den Affäre concernéiert war, wat jo och fir d'OECD wichteg war a wat och hei de Leit d'Impressioun ginn huet, datt déi Kris extreem serió „au plus haut niveau de du Gouvernement" géif geholl ginn.

Mee wat d'OECD dann awer och ganz kloer ervirsträicht: Nodeem datt se dat Positiivt bewisen huet, seet se dann awer och, datt de Problem bei där Kommunikatioun respektiv bei deem System heiansdo dee war vun der wëssenschaftlecher Expertis, dat zumindest déi wëssenschaftlech Expertis, sou wéi se dann an der Kommunikatioun bei de Leit eriwwerkomm ass. An ech kann och déi Remark novollzéien.

Och do wëll ech erënneren un déi Debatten, déi mer heibannen haten, wou mer heiansdo alleguer, Majorité an Opposition confondues, jo Schwieregkeeten haten, fir ëmmer ze verstoen, wat dann déi Taskforce vum Covid-19 eis als Donnéeë ginn huet respektiv wat mer mat deenen Zuele sollten ufänken, déi mer vun hinne kruten, well mer net ëmmer verstanen hunn, wou dat soll higoen respektiv wie si eppes gefrot hätt, fir wie se géifen d'Avise schreiwen. A mer kruten da mathematesch Modeller, wou et awer schwiereg war, doraus eng Realitéit ze maachen. Richteg politesch Conseile krute mer net.

Dat selwecht gëllt par ailleurs fir de Conseil scientifique du domaine de la santé respektiv fir de Conseil supérieur des maladies infectieuses, déi am Fong, mengen ech, der Ministesch méi Avise gemaach hunn zu prezise Fäll, notamment zu der Impfung, an do och absolutt sënnvoll waren, mee fir d'Chamber war et kaum e wëssenschaftleche Gremium, deen eis geholl lef huet, déi politesch Decisiounen do nozevollzéien an ze huelen. An och net ze schwätze vun deem Expertegrupp iwwert d'Impfflicht, wou mer vill Kontroversen heibannen driwwer haten.

Mir hu wärend der Covidkris oft gefrot, datt mer esou e wëssenschaftleche Gremium sollte fir de Suivi continu asetzen. Ech ka mech erënneren, datt ech nach iwwert d'Beispill Irland geschwat hunn, dat esou e Gremium hat, respektiv den Dokter Fauci an den USA, dee relativ independent d'Leit informéiert huet iwwert d'Situatioun, notamment déi wëssenschaftlech Situatioun.

An d'OECD proposéiert haut fir Lëtzebuerg am Fong eppes Änleches: de „Conseil scientifique au Gouvernement", esou wéi se en a Groussbritannien hunn. Dat ass op jidde Fall dat Beispill, dat d'OECD hei proposéiert, fir zu Lëtzebuerg anzeféieren. A mir fannen dat fundamental richteg, datt mer esou en independente Gremium hei och fir zukünfteg Krisen zu Lëtzebuerg kréien.

An d'Beschreiwung vun deem, wat dee Gremium soll maachen, ass am Fong einfach: mat deene beschte wëssenschaftlechen Donnéeë schaffen, och d'Hesitatioun an de Grozonen, déi een ëmmer huet, wann eppes nei op een zoukënnt, ... well mer dann net ëmmer wëssen: Ass et richteg? Ass et falsch? Wéi ass et? Wéi soll ech reagéieren? Mee esou e Gremium kann am Fong déi Grozonen, déi Hesitatiounen, besser no baussen explizéieren, wéi Politiker dat am Fong kënnen, well och déi Wëssenschaftler an deem Moment méi kredibel sinn. Zumindest ass dat dat, wat d'OECD freet. Och e Gremium, deen ausserhalb vu jiddwer politeschen Interessen ass an deen transparent erschafft Avisen, déi och transparent gebraucht ginn, kann der Politik zur Verfügung stellen. Ech fannen, datt wann een e Pandemiegesetz mécht, een absolutt esou e Gremium misst virgesinn, fir de Suivi scientifique ze maachen.

Ee Wuert iwwert d'Krisekommunikatioun. Do gëtt vun der OECD begréisst, datt vill kommunizéiert ginn ass, datt och iwwer vill Kanäl kommunizéiert ginn ass. An dat war jo och sécher positiv. Par contre seet dann d'OECD och, datt d'Frequenz vun der Kommunikatioun an déi vill Changementer, déi an deenen eenzele Gesetzer waren, heiansdo zu Konfusioune gefouert hunn, wou d'Leit dobaussen kee Verständnis méi fir d'Reegelen haten. Ob dat hätt kënne vermidde ginn oder net, ass schwéier ze soen, mee et ass eng Constatatioun, déi d'OECD hei mécht.

Zur Resilienz vum System wëll ech just kuerz dräi Remarke maachen. D'OECD seet, datt d'Campagne vaccinale gutt organiséiert war, datt d'Reaktivitéit och absolutt ok war an datt och déi nei Modeller vun Teleconsultatioun an E-Prescriptioune schnell konnten zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn. Den eenzege Reproche, dee se maachen, dat ass, datt mer net eng multisektoriell Approche haten, zum Beispill den Traitement vun der Santé mentale zesumme mat der Educatioun, dem Emploi an esou weider, fir haaptsächlech d'Population-à-risquë besser kënnen ze suivéieren. Ech mengen, datt déi Remark net falsch ass. Wann ech mengen Experienzen, déi ech um Terrain alt esou erëmkréien als Retour, nolauschteren, do wär wierklech eng Iwwerleeung ze féieren, wéi een déi multisektoriell Approche kéint verbesseren.

Deen zweete Punkt, dat ass, datt a sech d'OECD och seet, mat Recht, wa se d'Zuele kuckt, datt d'Äntwert op d'Vaccinatioun ënnert der Moyenne vun den OECD-Länner louch. Mir hu knapp iwwer 70 % vun de Leit, déi e komplette Schéma vaccinal zu Lëtzebuerg hunn. Wann ee Länner wéi Portugal kuckt, da leien déi iwwer 88 %, wat awer weesentlech méi héich ass.

Do misste mer elo, vu datt sech dat elo alles awer berouegt huet, vläicht eng Kéier d'Iwwerleeung féieren: Firwat ass dat zu Lëtzebuerg esou? Wat sinn déi Retizenzen, déi bei eis heiansdo méi grouss si wéi an anere Länner, a wéi kënne mer gemeinsam kucken, fir déi Retizenzen ofzebauen an déi Explikatiounen de Leit ze ginn. Och dat, mengen ech, wier e wichtege Punkt, dee mer sollten an aller Rou elo ugoen.

An, wéi gesot, mee dat hunn ech scho gesot, d'Konsequenzen, déi d'OECD gesäit, datt mer e Recul vun de Consultation-professionnellen, vun der Activité hospitalière hate wärend der Covidzäit, well mer et net fäerdegbruecht hunn, déi zwee Systemer matenee lafen ze loossen.

E puer Wuert iwwert d'Educatioun, wou den OECD-Rapport seet, datt de Modèle de gestion positiv wär, well – an dat ass dann d'Ausso – et esou ass, datt d'Schoul wéineg zou war: just 48 Deeg am

Fondamental a 34 Deeg am Secondaire. Dat wär europawäit ganz wéineg.

Dat kann een esou analyséieren. Ech soen do éierlech: Mir gesinn dat zwar liicht an e wéineg anescht. Dat hu mer och wärend der ganzer Kris e wéineg anescht gesinn. Dat wäert den Educatiounsminister net wonneren, wa mer et e wéineg anescht hei gesinn, well mer awer gesinn hunn déizäit, wéi d'Schoulen nach op waren am véierte Semester 2020, datt dat genau eng Zäit war, wou mir zu Lëtzebuerg déi héchsten Zuelen un Infektioune quasiment a ganz Europa haten a wou mer och, héichgerechent, mat déi héchsten Zuelen u Stierffäll an enger Zäit haten. Mir hunn déizäit fonnt, datt d'Regierung spéit reagéiert huet, mee si huet awer reagéiert, mee d'Schoulen hunn nach méi spéit reagéiert. A mir sinn der Iwwerzeegung, datt dat och derzou bäigedroen huet, datt mer déi do Zuelen haten.

D'OECD baséiert hir Analys d'ailleurs – an dat ass ganz besonnesch – op eng Rei Etüden, déi géife beweisen, datt d'Schoul net en Ustiechungsherd gewiescht wär. An da kucken ech awer no, wat fir eng Etüden dat sinn, déi dat beweisen, an da stellen ech fest, datt dat déi dräi Etüde sinn, déi de Ministère de l'Éducation nationale gemaach huet, déi dat beweisen. Déi Etüden, déi mer awer heibanne sou oft an esou laang diskutéiert hunn an déi mer och konstant contestéiert hunn, well mer fonnt hunn, datt se nu wierklech net op deene wëssenschaftleche Basisse géife berouen, déi mer verlaangen, fir esou Etüden ze maachen. Also do si mer liicht enger anerer Meenung a kommen op aner Konklusiounen, well mer en fin de compte och d'Realitéit heibannen anescht erlieft hunn.

Mir froen haut, datt déi Evaluatioun och soll gemaach ginn an datt, wann eng Evaluatioun vun all de Moossname soll gemaach ginn, mer solle sine ira et studio higoen an och dat, wat an der Schoul, wéi et decidéiert ginn ass, eng Kéier genau ënnert d'Lupp huele fir ze kucken, wat richteg a wat falsch war.

D'Konklusiounen, déi d'OECD doraus zitt, sinn der awer dräi. Dat ass déi Éischt fir ze soen: En période de crise, le Ministère de l'Éducation doit être inclus dans la cellule de crise interministérielle. An anere Wierder contestéiert d'OECD hei, datt den Educatiounsminister e wéineg eng separat Politik gemaach huet par rapport zu deenen anere Ministèren, a bei enger nächster Kris misst am Fong d'Educatiounspolitik méi integréiert ginn an déi grouss Konzepter vun der Krisepolitik selwer. Dat sinn net ech, deen dat elo seet, dat ass dat, wat ech am Rapport liesen.

An dat Zweet, dat ass, datt sech d'Inegalitéiten zu Lëtzebuerg wärend der Covidzäit awer nach accentuéiert hunn. Do seet d'OECD, datt een eng Rei proaktiv Moossname misst huelen, notamment Tutorater an Änleches misst aféieren, fir dee Suivi ze maachen. Ech mengen, Dir sidd Iech och där doter Problematik absolutt bewosst. D'Fro ass just: Wat fir eng Äntwert gi mer drop a wéi kënne mer do Verbesserunge maachen?

An da seet d'OECD och, datt eng Repartitioun vun de Responsabilitéite soll gemaach ginn, fir den Équipement an d'Gestioun vun den Infrastructure-numériquë sou ze maachen, datt se am Fong zentral solle gemaach ginn, notamment vum Ministère solle gemaach ginn an net méi vun deenen eenzele Gemengen.

Ech ka mech erënneren, ech mengen, et war den Här Roth oder d'Madamm Hansen, déi an deem Kontext och virun engem Joer eng Motioun deposéiert hunn, fir a sech ze kucken, datt dat informatescht Material soll vum Staat an net vun de Gemengen ...

Mme Martine Hansen (CSV) | Eng Proposition de loi.

M. Claude Wiseler (CSV), interpellateur | ... eng Proposition de loi ...

Mme Martine Hansen (CSV) | Den Avis vum Staatsrot ass do.

M. Claude Wiseler (CSV), interpellateur | ... gemaach huet. Voilà. Da kënne mer also am Kader vun deem Avis iwwert déi do Propositioun vun der OECD schwätzen.

Ech ginn elo net méi op ..., well meng Zäit ass hei schonn op 33 Minutten an ech hat der nëmmen 31. Ech kommen also elo net méi op déi Moossname vun der Ekonomie ... ech gesinn, den Här Delles ass hei. Deen ee Saz, deen ech wëll dozou soen, dat ass am Fong de Resümmee, wat ech verhalen hunn doraus. Dat ass, datt déi Moossnamen, déi mer quasiment alleguer matgedroen hunn, positiv waren, datt se och der Ekonomie iwwer ganz, ganz schwiereg Zäiten ewechgehollef hunn. Dat gëtt och genügend vun der OECD an deem Rapport – oder beluewegend – ervirgehuewen.

Et si just zwee Punkten, wou se soen, datt mer eis misste Gedanke maache bei enger nächster Kris. Dat ass d'Gestioun vun den Independanten, well se am Fong festgestallt hunn, datt mer an deem ganze Kontext do awer eng Rei Schwieregkeete gehat hunn, déi mer net richteg an de Grëff kritt hunn. Do muss een also iwwerleeën, wéi een dat zukünfteg besser upeekt. An dat Zweet, dat ass bei jonke Leit, notamment Studenten, wa se sou kuerz Kontrakten oder ofgehackt Kontrakten hunn, wéi een déi Fäll upeekt.

Dat sinn also Ureegungen, déi eis och fundamental richteg erschéngen. Ech ka mech do och erënneren, datt den Här Mosar verschiddentlech notamment d'Situatioun vun den Indpendanten hei evoquéiert huet. An un deenen zwee Punkten, mengen ech, misst an deem ganzen Ensemble, deen awer als positiv ze consideréieren ass, geschafft ginn.

Ech ginn dann net op d'Sozialpolitik an op den Emploi an, well den Här Spautz wäert dat als Riedner duerno maachen. Den Här Spautz wäert nach iwwer Emploi, iwwer Soziales an och iwwert de Volet Personnes âgées schwätzen.

Als Konklusioun soen ech: Wéi de Rapport virgestallt ginn ass, huet d'Regierung sech hei eng Bonne note ausgestallt. Mir soen: Et sinn hei an deem Rapport Stäerkten dran, et sinn och Schwächten dran a mir hätte gär eng ordentlech Diskussioun doriwwer, fir datt mer déi Schwächte kënnen och uschwätzen an anescht an de Grëff kréien. Mir hätte gär e Pandemiegesetz. Mir hätte gär eng detailléiert Evaluatioun, déi eis déi eenzel Moossnamen analyséiert. Mir hätte gär d'Schafung vun engem Conseil scientifique. Mir hätte gär eng Planifikatioun, eng Preparatioun an eng Organisatioun, déi eng nächst Kris virbereet. Mir hätte gär eng Reorganisatioun vun der Gouvernance. A mir hätte gär, datt bei den Hëllefen e System ausgeduecht gëtt, dee méi gerecht ass, also wou deenen zwee Schwaachpunkten och Rechnung gedroe gëtt.

An ech soe just eppes: Déi Konklusiounen, déi mussen direkt gezu ginn. Et kann een elo net erëm waarden, bis d'Walen eriwwer sinn, well et kann een net ëmmer alles no hanne schiben. An ech weess, datt verschiben, vergiessen duerno heescht, datt näischt gemaach gëtt.

An déi nächste Kéier, wou esou Evenementer op eis zoukommen – an iergendwa kommen der op eis zou –, wäerte mer dann, wa mer näischt maachen, wa mer eis net virbereeden, erëm dostoen a mussen alles vu vir ufänken.

Mir erwaarden also vun der Regierung, datt se d'Konklusiounen aus deem Rapport hei ëmsetzt, datt se sech ordentlech virbereet op déi nächst Kris. Et geet net duer, dës Etüd, d'Konklusiounen, ze kucken an driwwer ze schwätzen, se mussen och ëmgesat ginn, well d'Preventioun an d'Virbereedung sinn op alle Fall dat, wat eng verantwortlech Politik ausmécht, an dat kënnen d'Leit vun der Regierung verlaangen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler.

D'Wuert huet elo de Premier- a Staatsminister, den Här Xavier Bettel.

Exposés du débat de consultation

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass iwwer ee Joer hier ongeféier, wou d'Regierung annoncéiert huet, dass mer eng Etüd an Optrag géife ginn, fir am Fong déi richteg Léieren aus där Covidpandemie ze zéien an am Fong ze léieren, net fir eng Zensur duerno ze kréien, mee fir am Fong, wann eng nei Pandemie géif kommen, och besser kënnen ze agéieren.

Mir hunn ons deemools ... an ech wëll just drun erënneren, well virun engem Joer ware mer och nach matzen an enger Krisegestioun. Mir haten deemools eng Delta-Variant, eng Delta-Variant, déi méi schlëmm war wéi dat, wat mer virdru kannt hunn. Duerno ass den Omikron komm, dee sech zwar méi séier verbreet huet, mee deen awer manner schlëmm war. A mir hunn deemools esou wéi haut, muss ech Iech soen, nach ëmmer mat eppes ze schaffen: Et ass mat Incertituden. Deen, deen hei mengt, e kéint eis op der Tribün hei soen, dass en deemools alles aneschters gemaach hätt, well en aneschters Saache wosst, ... oder Lektioune wëllen ee Joer duerno ginn ass, mengen ech, net opportun. An de Fait, dass ee mengt, elo schonn ze wëssen, dass mer ni méi mat Covid ze dinn hunn, ass och falsch.

Ech paken Holz un, Här President, ech weess net, wat déi nächst Méint an déi nächst Jore geschitt. Mir gesinn awer elo, dass all déi Geste-barrièren, déi mer awer haten, net méi obligatoresch sinn, awer dofir nach ëmmer eng Rëtsch vu Leit d'Geste-barrièrë respektéieren: Masken unhunn, nach ëmmer eng Tapp ginn etc., etc. Dat heescht, dass mer an engem Staat liewen, wou mer awer och trotz Covid bal zur Gewunnecht zréckfonnt hunn, mee – an ech insistéieren, Här President – nach ëmmer all Woch Leit dru stierwen.

Mir gesinn, och wa verschidde Leit dat deemools net richteg fonnt hunn, dass virun allem vulnerabel Leit bei deene verschiddenste Variante krank gi sinn a bei Delta nach méi an och méi Ongeimpfter am Fong gestuerwe si wéi Geimpfter, wann een do de Verglach ka maachen ab engem gewëssenen Alter. Dat heescht, dass awer d'Impfung selbstverständlech gewierkt huet.

Här President, fir mech ass et, an ech hunn et virdru gesot, vläicht net déi lescht Pandemie. D'Globaliséierung, wann ee kuckt och d'Massendéierenhaltung an och de Klimawandel – dat soll een och net vergiessen – bréngen mat sech, dass mir riskéieren, och an Zukunft méi oft mat Pandemien ze dinn ze hunn. Dofir ass et eeben haut wichteg, sech och am Spigel ze kucken an ze soen: Wat hu mer gutt gemaach? Wat hu mer net gutt gemaach?

Fir mech ass virun allem wichteg, dass een éierlech ass a keng Politique politicienne mécht. Ech kéint jo hei stoen a soen: „Hei, mir hunn ... et war alles tipptopp. Kuckt de Bilan! Kommt, mir vergläichen eis

mam Ausland! Et ass alles super gewiescht." Dat wëll ech net maachen.

Ech wëll awer och net polemiséieren, well ech hätt och kënnen haut all déi Motiounen auspaken, déi ech wärend enger Pandemie hat. Den éischten Orateur ass guer net agaangen op verschidde Propositiounen, déi se haten, mee ech wëll awer just drun erënneren, dass en d'Fro stellt, ob de Mask hëlleft oder net, dass et déi Partei ass, déi gesot huet, mir missten eng Mask iwwerall hunn, souguer an der Strooss, dass gesot ginn ass: „Ass de Virus ustiechend oder net? Oder geet en an d'Vakanz fir Chrëschtdag?" Ech wëll Iech just drun erënneren, dass Demanden do waren, fir dass een zum Beispill wärend der Chrëschtzäit sollt d'Mesuren ophiewen. Ech hu lo keng Partei zitéiert, mee ech wëll Iech just drun erënneren, dass, wa mer déi ganz Motiounen, déi ganz Texter, déi mer deposéiert kritt hu wärend där Zäit, ...

Une voix | Spillplaz!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | ... wärend där Zäit ... Spillplaz! Ech kéint weiderfueren a weiderfueren iwwer alles, wat gefrot ginn ass. Ech maachen et net, well ech gären hätt, dass mer en Debat hunn, deen net poleemesch soll sinn, wou mer net een deem anere solle Saache virwerfen, mee ech wëll just drun erënneren, dass een duerno ëmmer, ob een an der Majoritéit oder an der Oppositioun ass, méi gescheit ass wéi virdrun!

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | An, Här President, mir hu mussen – an ech wëll dat och hei soen –, mir hu musse séier reagéieren. Jo, mir hu musse séier reagéieren. An tatsächlech, d'Leit froe mech: „Häss de dann alles d'selwecht gemaach?" Jo, an deem Moment, mat deem Wëssen, dat ech hat, hätt ech et net aneschters gemaach. Mee duerno, wann een nei Informatiounen huet, jo, hätt een doudsécher vläicht dat eent oder dat anert kënnen aneschters maachen. Mee deemools hate mer déi Informatiounen net!

An ech wëll elo just och d'OMS zitéieren: am Ufank Mask, net Mask, Mask, net Mask, Mask, net Mask. Wéi soll de Bierger do verstoen, wat richteg gebraucht gëtt? Well am Ufank wosst keen et. Richteg wosst keen, wéi de Virus komm ass, et wosst keen, wéi de Virus ze bekämpfe wär. An elo, wou mer de Virus besser verstinn, Här President, muss een och zouginn, dass een och munches hätt kënnen aneschters maachen. Mee dat wësse mer elo.

A fir erauszefannen, wat gutt gelaf ass a wat hätt kënne besser lafen, huet d'Regierung dofir eng onofhängeg Institutioun gefrot. Mir hätten och kënnen ... Dir wësst jo ... a mir kréie jo oft de Reproche gemaach: „Kommt, mir froen nees eng vun deene Boîtten, vun deene Consultingsboîtten, dass déi eis genau soen, wat se dovunner halen!" Mir hunn en onofhängegen, internationale Gremium gefrot, fir eis op d'Fangeren ze kucken, wéi mer déi Gestioun gemaach hunn. An dofir hu mer eis och fir d'OCDE entscheet, well se eeben déi Neutralitéit huet, well se och déi Transparenz huet. Et sinn déi, déi am meeschte jo iwwert d'Transparenz och schaffen.

A mir sinn och ganz frou, dass se mat hiren Ekippen hei wierklech och mat jiddwerengem konnte schaffen, bei jiddwerengem och oppen Diere fonnt hunn, fir deen Echange kënnen ze hunn. Ob dat d'Gewerkschafte waren, ob dat d'Patronat war, ob dat d'Gemenge waren, d'COPAS, d'Spideeler, d'Patientevereenegung, där hir Meenungen an dës Etüd matagefloss sinn, Apdikten, Dokteren, Infirmieren, Deputéiert. Dat heescht, et ass eng Rëtsch vu Leit, déi mat hinnen och zesummekomm ass.

Mir wollte keng Gefällegkeetsetüd, well dat hätt näischt gehollef. Wann et drëms geet, aus der Pandemie ze léieren, ass et och wichteg, dass een eeben och do en Onofhängegen hëlt.

Ob een et wëll oder net – an ech weess, dat gefält vläicht net jiddwerengem, an d'Interpretatioun, déi eng fannen et gutt, déi aner fannen et net gutt –: D'OCDE huet eis – an dat ass objektiv hir Meenung – keng schlecht Nott ginn. Si huet eis keng Datz ginn. Ech gi keng Punkten. Ech hunn e grousse Prinzipp an der Politik: Et gëtt ee sech keng Punkten. Mee wann ech mat de Leit dobausse schwätzen, menge se, dass dës Regierung a Chamber – a Chamber! – zesumme richteg Decisioune geholl hunn.

Hei gëtt behaapt: „Dir hutt Iech imposéiert!" Ech kann Iech just soen, Här President, dass ech keen anere Choix hat am Ufank wéi den État de crise mussen auszeruffen. Mir hate kee Choix. Ech hu just deemools gesot, dass, wa mer Texter brauchen, déi mer musse séier änneren, wann d'Chamber net disponibel ass ..., well am Ufank war et net esou kloer, ob dat géif goen oder net. Mee esoubal mer dee Modus vivendi fonnt haten, déi Routine fonnt haten, dee permanente Rapporter Di Bartolomeo on the road haten, ...

(Hilarité)

... do konnt ech soen, Här President, dass dat jo gutt verlaf ass. A gleeft mer: Ech weess net, ob et vill Parlamenter an Europa gëtt, wou eng Gesondheetsministesch an e Premierminister bal all zweet, drëtt Woch Rendez-vous hei haten, fir zesummen iwwert d'Texter ofzestëmmen. Firwat? Well mir haten deen Débat public, mir haten deen Débat politique, mir haten d'Argumenter vun deenen engen an d'Argumenter vun deenen aneren. An deen Echange kréie mir haut och eeben ënnerstrach, wéi positiv deen doten Impakt och war, well déi meescht Länner waren an engem État de crise normal.

A gleeft mer et, Här President, net nëmme fir mech als liberale Premierminister, mee fir eng Regierung, wou zwou aner Parteien nieft der d'Demokratescher Partei Member sinn, eng LSAP an déi gréng, waren d'Restriktiounen eng vun deene schwéierste Mesuren, déi mer ze huelen haten. Och wa verschidde Leit gemengt hunn, mir missten eng Cloche iwwert d'Land halen, eng Klack, a mir missten am Fong d'Restriktiounen, d'Privatioune vu Fräiheeten, als Prinzipp bal hunn, sinn ech frou, dass mer dann och zesumme fäerdegbruecht hunn, de Minimum vu Restriktiounen ze hunn, mee deen de Maximum vu Garantien a vu Sécherheet bruecht huet. An net, dass een op eng Kéier sech dru winnt, dass een net méi dierf owes eraus, dass een net méi dierf bei d'Grossmamm, dass een net méi dierf ... Nee, dat muss d'Ausnam bleiwen an enger Demokratie! An dofir war ech och ganz frou iwwert dee Konsensus, dee mer hei fonnt hunn.

An ech hunn Iech Merci gesot, Här President, fir Är Institutioun, fir d'Chamber, ech wëll awer och de Conseil d'État net vergiessen. De Conseil d'État huet hei matgespillt. Wann de Conseil d'État net matgespillt hätt, hätte mir keng Gesetzer gehat. An erlaabt mer, stellvertriedend hanner Ären Institutiounen all deene Mataarbechter ... an dozou zielen och déi an deene Ministèrë vun deene Ministeren, déi hei sëtzen, déi un Texter geschafft hunn Dag an Nuecht, fir d'Texter fäerdeg ze maachen, wou d'Kommissiounen zesummekomm sinn, wou bei Iech an Ären Administratioune Beamten Dag an Nuecht geschafft hunn, wou am Conseil d'État Leit Dag an Nuecht geschafft hunn, wou beim Service de législation Dag an Nuecht geschafft ginn ass!

A wann ech vun deene schwätzen, erlaabt mer awer och, déi, fir déi mer am Ufank geklappt hunn, net ze vergiessen. An ee vun deenen emotionaalste Momenter, déi mer dëst Joer Nationalfeierdag haten, dat war en Defilé vun deene Leit, déi eis an däser Period vum Covid duerch déi Situatioun bruecht hunn: de Personnel aus de Krankenhaiser, déi Leit aus den Altersheemer, déi Leit, déi am Fong och net d'Auer gekuckt hunn. A wann ech vun deene Leit geschwat hunn, déi ni op d'Auer gekuckt hunn, déi 24 Stonnen op 24 geschafft hunn, déi – wéi een op gutt Lëtzebuergesch seet, Här President – op der Felg waren, ni d'Auer gekuckt hunn an och net gemeckert hunn a geschafft hunn, déi solle mer alleguerten net vergiessen, well elo, wou ... an dat ass esou, dat ass normal, dat ass mënschlech, un événement pousse vers l'autre événement a soubal eng nei Neiegkeet kënnt, vergësst ee schonn, wat virdru geschitt ass.

Mee wa mer haut de Bilan vun der Pandemie maachen ... et kann ee vläicht Kriticken hunn iwwert dat eent oder iwwert dat anert, mee erlaabt mer hei virun allem, de Luef och ze hu vis-à-vis vu Beamten, vis-à-vis vun Institutiounen, vis-à-vis vum Corps médical, vis-à-vis vun Associatiounen – ech gesinn hei aktiv Scouten –, wéi déi aktiv waren, fir dat eent oder dat anert ze maachen, wéi kreativ d'Leit ware bei Masken, wéi jiddweree probéiert huet, fir een deem anere Kommissioune maachen ze goen. Déi Solidaritéit, déi mer kennen zu Lëtzebuerg, ass déi, déi wichteg ass.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | An dat soll een ënnersträichen, Här President, dass an dësem Land, egal wéi d'Situatioune sinn, d'Solidaritéit an d'Zesummenhale vun der grousser Majoritéit gedeelt gëtt. Et ass eng Minoritéit, déi probéiert, eis ze splécken. Et ass eng Minoritéit, déi probéiert, all Autoritéit a Fro ze stellen. An et ass virun allem eng Minoritéit, déi och probéiert ze soen, dass d'Medezinn an de Progrès vun der Science an eeben och d'Gesondheetswiesen hei zu Lëtzebuerg net dat Richtegt maachen. Ech gehéieren zu deenen, déi hinnen op jidde Fall e grousse Merci soen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, ech ginn elo net op déi eenzel Beräicher a Recommandatiounen an. Do soll jo och en Echange haut stattfanne mat Iech. Ech hu jo och schonn a menger Ried zur Lag vun der Natioun eng Rëtsch vu Punkten ernimmt. An et ass eng Rëtsch vu Regierungsmemberen, wéi Der gesitt, déi hei och present ass, well mer eis geduecht hunn, mir hu geduecht: „Hm, wat sinn déi Sujeten, déi wäerten opkommen?" Dofir hunn ech och d'Regierungskolleege gefrot, fir nieft der Madamm Lenert a mir selwer och hei kënnen drop anzegoen. Dat heescht, d'Madamm Lenert wäert elo direkt och asprangen, fir op de Volet vun der Santé anzegoen. Ech wëll ... an dann duerno déi aner Kolleegen, déi zu deene Volete reagéieren, zu deenen och eppes gefrot gëtt.

Ech wëll hei der OCDE e grousse Merci soen. A mäi gréisste Wonsch, Här President, wier, wann ech Iech kéint soen, dass mer weeder e Pandemiegesetz brauchen nach besser Covidreegelen oder méi oder manner. Dat Schéinst wier selbstverständlech, wann een dat net bräicht! Mee där Meenung si mer net. Mir wëssen, dass, och wann et net fir muer ass, awer de Risiko besteet, dass mer mat enger nächster Pandemie kënne konfrontéiert ginn. An dat Bescht ass, aus sengen eegenen Erfarungen och ze léieren.

Dës Regierung huet vläicht net alles perfekt gemaach, Här President, mee ech kann Iech just soen,

dass dës Regierung zesummegehalen huet. Dës Regierung huet och probéiert, Solidaritéit ze weisen. Ech wëll just drun erënneren, dass dee klenge Grand-Duché krank Leit geholl huet aus groussen Nopeschlänner!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Et soll een och net vergiessen, wat d'Solidaritéit bedeit! Solidaritéit ass net nëmmen an eng Richtung, et geet och an déi aner Richtung. An ech sinn houfreg kënnen ze soen, dass mir als Lëtzebuerger, och mat den Impfungen, mam Verdeelen, mat de Patienten, bewisen hunn, dass mir net nëmmen als Land oder als Institutiounen, mee och als Bierger d'Häerz op der richteger Plaz hunn. An dat deet gutt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President, et ass esou villes scho gesot, et fält mer schwéier ze enchaînéieren. Mir kucken zréck mat enger, jo, mat enger gewëssener Berouegung, well mer e groussen Deel vun där Kris hanner eis hunn. Nach si mer awer dran, dat gëtt oft vergiess. Ech wäert mer Méi ginn, de Passé net ze benotzen, well mer awer nach an enger Kris dra sinn, och wa mer scho mat engem Fouss an enger nächster sinn an esou weider.

Wat war eis gréissten Angscht? Mir sinn alleguerten zesumme kal erwëscht ginn, net just hei zu Lëtzebuerg, queesch duerch d'Welt, an eis gréissten Angscht war, dass mer géifen op eis Limitte kommen.

Wat heescht dat, op eis Limitte kommen? Dat hätt geheescht, dass eise Gesondheetssystem net méi hätt kënnen d'Leit ophuelen an d'Leit hätte misse stierwen, well se einfach virun der Dier gewaart hätten, keng Soine méi hätte kënne kréien. Dat si Biller, déi mer ni fir méiglech gehal hätten. Dat si Biller, déi mer awer gesinn hunn an Italien, guer net wäit vun eis, iwwert d'Grenzen, a Frankräich, wou huet missen Oxygène op Parkingen ausgedeelt ginn an esou weider. Dat war eis gréissten Angscht.

Fir deem entgéintzewierken, hu mer villes gemaach. Mir hu virun allem improviséiert! Dat muss ee ganz kloer an däitlech soen. Mir haten net dee perfekte Plang, fir hei ze reagéieren. Mir hunn eis all zesummegedoen, sämtlech Acteuren, a mir hu schnell nogeduecht, wat mer kënne maache fir ze handelen, ze handelen, ze handelen. Dat war net an der Perfektioun, dat ass evident. Mee et huet eppes eis ausgezeechent, dat sinn eis kuerz Weeër. Dat war eng Chance fir Lëtzebuerg, dass mer eis schnell konnte vernetzen, déi richteg Leit beienee konnte kréien an och op eng grouss Solidaritéit konnten ziele vun allen Acteuren, déi einfach hei nëmmen eng Hand mat ugepaakt hunn, sief et d'Leit aus dem Privatsecteur, aus dem Gesondheetswiesen, oder aus de Verwaltungen, aus allen Ecker.

Dat, wat mer och gemaach hunn, wat eis auszeechent, ass, dass mer ganz fréi – mir sinn déi Éischt! – esou eng Analys maache gelooss hu bei der OECD, dass mer déi Decisioun geholl hunn. Mir wollte gäre léieren aus dëser Kris. Et ass net drëms gaangen, hei eng Nott ze kréien, mee et ass eis drëms gaangen, e Bléck vu baussen ze kréien. Et ass ee vill mam Kapp am Guidon an esou enger Kris, dat kënnt Der mer gleewen, an et deet gutt, Experten ze hunn, déi dat vu bausse kucken, objektiv kucken, an engem hëllefe bei der Evaluatioun. Mir sinn alleguerten amgaangen. An do waarde mer mat Sécherheet net op déi nächst Walen! Mir schaffe schonn intensiv un der Verbesserung vun deem, wat mer maachen. Scho lafend wärend der Kris hu mer Saachen amelioréiert. Eis Plan-de-montée-en-chargen an de Spideeler sinn ëmmer erëm ugepasst ginn. Mir haten all Woch Reuniounen. An als Cellule de crise hu mer eis ëmmer erëm a Fro gestallt a gekuckt: Si mer op der richteger Schinn? Kënne mer eppes besser maachen, kënne mer et anescht maachen? Et ass also e lafende Prozess.

An deen Avis, dee mer elo kritt hunn, deen hëlleft eis nach eng Kéier, do en Hiewel unzesetzen. E gëtt eis och Guidelines. Ech si fir mäin Deel ganz frou, dass mer déi Schwaachstellen, déi oppegeluecht ginn, an ech géif mech op déi konzentréieren, am Fong och schonn zum groussen Deel selwer erkannt haten.

Dat eent ass d'Digitalisatioun. Et ass gesot ginn: Esou eppes ass extreem wäertvoll, wann een an enger Krisesituatioun kann op zentral Daten zréckgräifen! Do hu mir als Lëtzebuerg et fäerdegbruecht, ganz schnell eppes, ech soen dat elo mol, informatesch ze bastelen, wat awer d'Strooss gehalen huet. Dat huet eis differenzéiert vu grousse Länner, wou e Land wéi Däitschland zum Beispill bis zum Schluss vun der Kris verschidden Donnéeën nach net wierklech zentral konnt eraginn, well et einfach kee System hat, fir se ze erfaassen. Dat heescht, do ware mer gutt ënnerwee. Mee et geet elo drëms, dat ze festegen, fir dat och an d'Zukunft eranzebréngen an zu enger Normalitéit ginn ze loossen.

Do sinn eng Rei Diskussioune scho gelaf, bon, engersäits ronderëm de Gesondheetsdësch, awer och ganz spezifesch. Ech hunn och schonn den Optrag kritt, validéiert iwwert d'Regierung, fir a Richtung vun enger anerer Gouvernance um Niveau vun der Digitalisatioun am Gesondheetswiese kënnen ze schaffen, fir dat wierklech a Richtung vun engem Système unique ze bréngen, soudass mer als Land kënne Modellcharakter kréien an och an Zukunft op zentral Date kënnen zréckgräifen.

D'selwecht d'Teleconsultatioun. Et ass drop higewise ginn, dass mer do e bëssen hannendra sinn. Am Verglach: Bei der OECD-Moyenne gi ronn 20 % vun de Consultatioune schonn haut digital gemaach. Mir leien do hannendran. Mir hunn dat elo eréischt richteg ugefaangen ze pushe wärend der Pandemie, mee et ass awer eppes, wat mer aus der Pandemie och materaushuelen. Dat ass scho verlängert ginn an dat wäert och bäibehale ginn. Mir wäerte kucken, wéi een et ka wierklech an der Durée bäibehalen. Et ass ni ënnerbrach ginn, contrairement zu Affirmatiounen, déi esou de part et d'autre an de leschten Deeg gemaach gi sinn. D'Teleconsultatioun ass eng gutt Erfarung vun der Kris gewiescht, déi och haut scho verankert ginn ass an der Nomenclature a wou d'Leit hei zu Lëtzebuerg och kënne weiderhin a fortlafend drop zréckgräifen.

Vläicht och nach e Wuert zum Personal, et gëtt ëmmer erëm erwäänt: Eis grouss Schwaachstell ass, dass mer ganz staark ofhängeg si vu sougenannte „commuters", vu Leit, déi all Dag iwwert d'Grenzen an eist Land erakommen, fir an eisem Gesondheetssystem ze schaffen. Net nëmmen do, mee eeben och do. Dat ass haut jo de Sujet! An dat ass eppes, wou mer mussen eis Käpp zesummestrecken, wéi mer kënne lues a lues och méi Leit bei eis am Land ausbilden. Och do lafen Aarbechten. Och do waarde mer sécher net op déi nächst Walen, fir domadder ze kommen. Zesumme mam Claude Meisch si mer do amgaangen ze kucken, wéi mer eis Uni kënne weider ausbauen, Formatiounen ubidden, de Studenten entgéintkommen, fir dass se heihinner kommen. Alles dat eeben, fir op där doter Schwaachstell ze schaffen, déi och hei erëm eng Kéier, zu Recht, ervirgestrach ginn ass vun der OECD.

D'selwecht d'Soin-primairen an dat pluridisziplinäert Schaffe ronderëm d'Spideeler. Et ass ervirgehuewe ginn, wéi wichteg et ass, dass dat gestäerkt a gefestegt gëtt. Ech kann Iech haut scho soen, an ech hat och schonn d'Geleeënheet gehat, dat an der Chamberskommissioun ze maachen: Dat wäert ee vun de Schwéierpunkten am Plan national santé ginn, wou mer och haut schonn éischt Schrëtt geholl hunn! Mir hunn als Regierung e Projet op den Instanzewee ginn, fir Gesellschafte méiglech ze maachen tëschent Dokteren, déi justement och pluridisziplinär solle kënne sinn an Zukunft. Och dat sinn alles Pisten, déi am Fong schonn identifizéiert waren an eis elo nach eng Kéier hei virun Ae gehale ginn.

D'Centrale d'achat ass och genannt ginn. Et ass nëtzlech, wann ee seng Moyenen zesummendeet. Dann ass ee méi effikass. Dat hu mer probéiert, jo, an der Improvisatioun ze maache wärend der Kris. Mee och do hu mer Aarbechte lafe säit iwwer engem Joer. Déi komme quasi op en Enn elo. Ech ginn dervun aus, dass mer Ufank des nächste Joers spéitstens mat enger Propos kënne kommen, wéi mer hei am gesamte Gesondheetswiese kënnen zesummen eis Achate maachen an esou engersäits méi effikass kënne sinn an anerersäits, an dat ass och net onwichteg an dësen Zäiten, eebe Sue kënnen aspueren.

Dann och d'Abanne vun den Dokteren a vun den Apdikter an der Impfcampagne, eppes, wat mer gemaach hu bei eis. Mir sinn e klengt Land, bei eis hat et eng gewëssen Effikassitéit, zentral ze schaffen. Mee ab deem Moment, wou mer dës Leit matagebonnen hunn, huet dat eis et nach eng Kéier erlaabt, e groussen Outreach ze kréien. Och dat sinn Enseignementer, déi ganz wichteg sinn, och fir en zukünftege Plan national santé. Mir hu beispillsweis gesinn, dass d'Leit e grousst Vertrauen an hir Apdikter hunn, do war groussen Zoulaf fir d'Impfungen. Dat sinn alles ganz interessant Messagen, déi mer hei kënne mathuelen an déi mer sécherlech och wäerte weiderverschaffen, fir eebe mat allen Acteuren zesumme beschtméiglech kënnen eis Leit ze versuergen.

Dann eppes, wat déi grouss Schwächt war an der ganzer Pandemie, net nëmme bei eis, och an deenen anere Länner, dat ass, dass eeben an der Urgence villes huet missen zréckgeschrauft ginn. Jiddwereen huet sech fokusséiert, fir eeben dat Uergst ze evitéieren. Jiddwereen ass un d'Front gaangen. Doduerjer sinn déi normal Gesondheetsdéngschtleeschtungen oft zréckgestallt ginn. Dat wäert Konsequenzen hunn. Och an der Preventioun sinn d'Programmen net esou duerchgefouert ginn, wéi dat misst sinn. Däers si mer eis bewosst. Dat gouf och nach eng Kéier ënnerstrach hei an der Etüd. An dat wäert eng vun deene Saache sinn, wou mer an Zukunft wäerten drop schaffen, wa mer Pandemiepläng ausstellen, fir ze iwwerleeën: Wéi kann ee sech opstellen, fir parallell zu der Gestioun vun der Pandemie vläicht awer d'Preventiounspläng kënne fortlafend weider oprechtzehalen?

Ech sinn haut zouversiichtlech, dass mer och do Léisunge wäerte fannen. Mir hu fir vill Problemer Léisunge fonnt, wou mer warscheinlech ni geduecht hätten, dass mer se esou schnell kéinte fannen, an dat heiten ass ee vu villen. An do wäerte mer sécherlech och mat Äntwerte kommen.

Dat selwecht gëllt fir d'Santé mentale. Mir wëssen, dass d'Leit vill gelidden hunn. Mir waren och do relativ reaktiv, mat Hotlinen, déi mer en place gesat hunn, mat Teleconsultatiounen, fir d'Leit ofzehuelen. Mee dat ass generell iwwerall an de Länner e

Problem gewiescht, wou ee sech och nach ka weider iwwerleeën, dass ee vläicht direkt scho prett ass mat esou eppes. Mir hunn et am Fong en cours de route gemaach, wéi mer gesinn hunn, dass Problemer waren. Dat wësse mer haut. Ech denken, an enger nächster Pandemie si mer do prett, fir op déi Erfarungen zréckzegräifen.

Generell kréie mer gesot, mir hätte schnell anticipéiert. Ech mengen, dat war effektiv de Fall. Mir ware flexibel, e bësse kreativ. Jo, et war vläicht net ëmmer perfekt, mee iergendwéi schnell, schnell ware mer, an dofir och vu menger Säit nach eng Kéier e ganz, ganz grousse Merci u jiddwereen. A grad den demokratesche Prozess, dee mer hei haten, et ass scho gesot ginn, deen ass gelueft ginn, deen huet Modellcharakter.

An ech ka confirméieren: Ech mengen, et gëtt kee Land op der Welt, wou d'Chamber esou vill – an aktiv – matimpliziéiert war. Ech mengen, dat ass eppes, wou mer kënnen houfreg drop sinn, alleguerten zesummen! Mir hunn ons net d'Käpp ageschloen. Et war vläicht heiansdo méi hefteg hiergaangen, mee alles an allem sëtze mer nach frëndlech hei zesummen. Ech mengen, dorobber kënne mer alleguerte stolz sinn. Op alle Fall gëtt vill dorobber gekuckt aus dem Ausland.

An e Pandemiegesetz, do sinn ech absolutt mat Iech d'accord, dass mer dat brauchen. Meng Astellung ass just, dass een dat net soll elo hetzen an haselen. Mir hu gutt fonctionéiert mat deem Kader, dee mer haten. Dee steet och nach, dee kënne mer zu all Moment erëm aktivéieren, wa mer en dréngend brauchen. A fir de Rescht sollte mer eis déi néideg Zäit huelen, fir en anstännegt Infektiounsschutzgesetz op de Wee ze bréngen – et ass esou, wéi ech et eigentlech wéilt nennen –, a mir sinn och do amgaangen. Mir hu scho ganz vill Austausch och mat anere Länner. Ënner anerem iwwert de Schwäizer Modell hat ech nach rezent Echange mat hinnen, si hu ganz gutt Erfarunge gemaach mat hirem Gesetz.

Dat, wat mer am Moment kucken erauszefannen, ass ze gesinn, wéi eng Rei vun deene Gesetzer, déi appliziéiert waren, sech wierklech gutt bewäert huet. Dat ass déi eng Fro.

An déi zweet Fro, déi mer eis eebe stellen, déi mer analyséieren, ass: Wat ass transposabel bei eis? Mir hunn eise spezifesche Kontext hei zu Lëtzebuerg, mat enger Matière réservée à la loi, wat et net onbedéngt méiglech mécht, allze vill grouss Fräiheeten op d'Exekutiv ze ginn. Mee och do bleiwen ech zouversiichtlech, dass mer an deenen nächste Méint eppes Anstänneges kënne proposéiere fir d'Zukunft.

Alles an allem denken ech, dass mer kënne stolz drop sinn, dass mer alleguerten zesummen dat Schlëmmst konnten evitéieren. Mir sinn, zesumme mat Dänemark a Finnland, dat Land, dat iwwert déi ganz Dauer vun der Pandemie ni eng substanziell Iwwermortalitéit hat bei den iwwer 65-Järegen. Dat ass dat, mengen ech, wat ee muss zréckbehalen. Alles, wat mer gemaach hunn, och wann een et am Detail schwéier kann evaluéieren, grad op esou enger klenger Echelle wéi Lëtzebuerg, huet iergendwéi fonctionéiert, soss hätte mer dat dote Resultat net kënnen hunn. Ech mengen, et ass dat, wat letztendlech zielt.

An och haut hu mer scho villes kënne mathuelen. Déi Kris huet ons villes geléiert, intensiv geléiert. Bei Monkeypox ware mer schonn anescht opgestallt, wéi mer dat beim Covid waren, wéi et ugefaangen huet. Mir hunn elo Bronchiolitten, wou mer kënnen direkt op d'Erfarungen zréckgräifen, déi mer gemaach hunn an der Pandemie, wou mer och op eng Réserve sanitaire kënnen zréckgräifen.

Also, et ass e flotte Prozess, wann een esou wëllt – wann et net déi Tragik hätt, déi et huet –, et ass eng flott Dynamik, déi amgaangen ass. Ech sinn a bleiwen zouversiichtlech, dass mer hei och déi néideg Konklusiounen zéien a mat engem bessere Plang kënnen an eng nächst Kris eragoen, wéi dat de Fall war, wéi mer hei ugefaangen hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | ... léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Regierung hat e Rapport bei der OECD an Optrag ginn, fir dass mer duerno géifen iwwert déi Entwécklung, wat alles gutt a wat alles schlecht war bei der Pandemie, diskutéieren. Mäi Kolleeg, de Claude Wiseler, hat och dozou eng Interpellatioun ugefrot.

Mir behandelen déi zwee Punkten haut de Mëtten hei an enger Diskussioun, well de Claude och domadder averstane war. Et hätt ee sech och kënne virstellen, dass een den OECD-Bericht fir d'éischt a verschiddene Kommissioune beschwat hätt, a verschiddene Kommissiounen, déi am Bericht extra erwäänt ginn, wou op schwaach a staark Stellen higewise gëtt, wou ganz interessant Statistiken an deem Bericht mat dra sinn, déi een och hätt kënnen diskutéieren an der Kommissioun, an da wier een duerno an de Plenum komm. Och dat wär eng Méiglechkeet gewiescht. Dann hätte mer vläicht eng aner Aart vun Diskussioun an eng aner Aart vun Dialog hei kënne féieren.

Et geet aus deem Rapport ervir, an dat ass jo och ënnerstrach gi vum Staatsminister, dass déi Suen, déi do investéiert gi si vum Lëtzebuerger Staat – d'Regierung huet se engagéiert an d'Chamber huet se gestëmmt –, dass dat 3,57 Milliarde sinn. Déi soll dee Package kascht hunn, wann een alles liest, wat d'OECD schreift.

Et si gutt Notten ausgedeelt ginn, et sinn awer och e bësse méi kritesch Notten an deem Bericht op deene jeeweilege Säite komm. Bei verschiddene Kapitele si mer Spëtzeklass, bei verschiddenen anere Kapitele sti mer manner gutt do.

De Claude ass schonn op verschidde Saachen agaangen an et ass schonn ënnerstrach ginn a mer hunn och a villen Diskussiounen heibannen, wa mer iwwert d'Aidë fir d'Betriber geschwat hunn, a wa mer iwwert d'Aidë fir d'Leit geschwat hunn – ech wëll do notamment de Chômage partiel an de Mëttelpunkt stellen an och déi Aiden, déi un d'Betriber erausgaange sinn –, gesot: Dat huet mat derzou bäigedroen, dass d'Lëtzebuerger Ekonomie et gepackt huet, aneschters aus där Kris erauszekomme wéi aner Ekonomien hei an der Groussregioun an och doriwwer eraus.

Wann een och kuckt, wat alles beim Chômage partiel méiglech war a wivill Aarbechtsplazen domat konnten ofgeséchert ginn, da muss ee soen, dass dat memorabel war! Deen eenzege Kritikpunkt – an de Classe-moyennes-Minister weess direkt, mat wat ech elo kommen –, deen eenzege Kritikpunkt beim Chômage partiel war dee vum Chômage partiel pour les indépendants, wat e Problem war, wat eng Diskussioun war. An ech mengen, elo, wann et net méi grad esou akut ass, misst ee sech awer eng Kéier domat beschäftegen, wat een do ka maachen. Et sinn herno Hëllefen un déi Leit erausgaangen, mee dat ass ee vun de Punkten, deen och als net gutt am OECD-Bericht steet.

A mir wëssen alleguer, mir haten déi Diskussioun souwuel am Plenum wéi och an der Kommissioun, allkéiers an ëmmer erëm. Do soll ee kucken, wat een do ka maachen, fir deene Leit künfteg op eng aner Aart a Weis kënnen entgéintzekommen, dass een do och Hëllefe fënnt. Ob dat dann herno och Chômage partiel heescht – well verschidde Leit sech anscheinend dodru gestéiert hunn –, dat ass mir och nawell, op Lëtzebuergesch gesot, egal. Mee et ass wichteg, dass mer do iergendeppes fannen an dass mer prevoyant sinn, wann dat nach eng Kéier geschitt. Et ass zwar ze hoffen, dass et ni méi geschitt, mee wie weess, et hätt och keen dat geduecht, wat am Februar 2022 geschitt ass, dat hat och keen am Virfeld geduecht. Mee et sollt een elo scho vläicht doriwwer nodenken, wat een do kann op de Wee bréngen.

Déi selwecht Diskussioun, déi ëmmer erëm gefouert ginn ass, an ech mengen, dass do op aneren Niveauen de Moment och eng Diskussioun gefouert gëtt, ass déi vun engem giganteschen Absentéismus hei zu Lëtzebuerg. Si schwätzen elo net méi vun Absenteismus wéinst Krankheet, mee si soen, wat d'Feelstonne sinn, oder net Feelstonnen, dat ass e schlecht Wuert, mee wat d'Stonne sinn, déi een net op der Aarbecht war. Wou dann och alleguerten déi Congé-spéciallen, déi mer hunn, wat awer sozial Errungenschafte sinn, och mat an d'Kritik gerode sinn. Do muss een awer ënnersträichen, dass, wa mer dat net gehat hätten, mer aner Problemer gehat hätten déi lescht net zwielef, mee déi lescht 18 Méint. An et ass och gutt, dass mer dat hunn, mee mer sollen och do eng Debatt driwwer féieren, zesummen, wat mer do kënnen aneschters maachen, wat mer do kënne besser maachen.

Och dat si Punkten, déi ee kéint eng Kéier an deene jeeweilege Fachkommissiounen uschwätzen, an elo net iwwert den OECD-Bericht soen: „Dat ass e gudde Bericht!", an en an den Tirang leeën an da schwätze mer net méi dervun, bis et dann eng Kéier esou wäit ass. Dat wier en Appell, deen ech géif un eis alleguerte maachen, souwuel un déi Leit, déi hei vis-à-vis vu mer sëtze wéi och un déi Leit, déi lénks a riets hei sëtzen, dass mer dat vläicht op deen Niveau kënnen huelen.

Ech mengen, dat, wat och ënnerstrach ginn ass, ass dat vum Comité de conjoncture. De Comité de conjoncture, dat wëll ech ënnersträichen, dee gëtt och eng Kéier extra am OECD-Bericht erwäänt. Dat ass eppes, dat zum Lëtzebuerger Sozialdialog gehéiert, dat ass och eppes, dat zum Lëtzebuerger Sozialdialog zielt, dat kann een och ënnersträichen. An et ass och gutt a richteg, wat do alles geschitt. A mer sollen och op dee Punkt agoen.

Eisen Aarbechtsmaart huet sech méi séier erholl, fir et elo emol esou auszedrécken, wéi verschidden Aarbechtsmäert ronderëm. Ech géif éischter soen, mir hunn de Moment e Problem um Aarbechtsmaart, awer en ëmgedréite Problem wéi deen, dee mer virun zwee Joer erwaart haten. Mir hunn nämlech elo de Problem, dass mer net genuch Leit hunn, fir an deene jeeweilege Secteuren ze schaffen.

An dee Secteur, deen am meeschten drënner gelidden huet, an dat geet och aus där Statistik, déi am Rapport vun der OECD ass, ervir, op der Säit 2007 (veuillez lire: 207), dat ass den Horeca-Beräich gewiescht, an dat ass och de Commerce gewiescht. Do

gouf, wéi ënnerstrach ginn ass, och am meeschten op Chômage partiel a Congéen zréckgegraff. An do hunn awer och vill Leit déi Secteure verlooss, well se festgestallt hunn, dass se vläicht keng Perspektiv méi do hunn, an hunn no aneren Aarbechtsformen, aneren Aarbechtsplaze gesicht. Verschiddener vun de Kolleege sinn zréckgaangen an hir Heemechtslänner, well do och Verbesserunge komm sinn. Respektiv, wann een och déi zwou Stonne moies an déi zwou Stonnen owes matarechnent, a wann d'Pai net méi fir aacht Stonnen ass, mee fir zwielef Stonnen, da gëtt dat och en anere Stonneloun. Och dat ass alles materakomm, soudass mer do musse kucken, wéi mer et zesumme fäerdegbréngen, déi Secteuren awer attraktiv ze maachen.

A wann ech dat soe vun deene Secteuren, da géif ech och gäre ganz besonnesch op dee Secteur agoen, vun deem och schonn d'Madamm Lenert geschwat huet. Dat ass de Secteur vun der Santé.

Mir hu fir se geklappt um 19.30 Auer. Et war e ganz impressionnante Konvoi vun de Jongbaueren, déi vun engem Spidol bei dat anert Spidol gefuer si mat den Trakteren. Net nëmmen eemol, mee zweemol. Gradesou eng Aktioun gouf et vum CGDIS. Déi sinn och bei verschidde Spideeler an Altersheimer gaangen, wat och doudsécher fir d'Motivatioun vun deene Leit ganz gutt war.

Mee wa mer driwwer schwätzen, dass mer de Secteur musse méi attraktiv maachen, an do si mer eis jo heibannen, mengen ech, alleguerten, sou wéi mer hei sëtzen, eens, ass et wichteg, dass mer méi Leit fir de Secteur kënne gewannen, ass et wichteg, dass mer d'Méiglechkeet hunn, méi Leit an de Gesondheetssecteur eranzekréien. A wa mer schwätze vum Gesondheetssecteur, schwätze mir virun allem ëmmer vun den Infirmieren an Infirmièren, mee ech mengen, an dat ass och déi lescht Zäit scho bekannt, déi Diskussioun ass och ëmmer erëm relancéiert ginn: Mir brauchen och méi Dokteren! A fir dass mer dat kënne maachen, musse mer och schwätzen iwwer en attraktive Secteur.

An do huet – ouni dass ech dat elo kritiséieren, well ech hunn et matgestëmmt, ech war eise Spriecher dozou – deen Zwielef-Stonnen-Dag, dee mer agefouert hu fir d'Spidolspersonal, fir d'Gesondheetspersonal, wou net all Spidol huet missen drop zréckgräifen, mee verschidde Spideeler hu missen drop zréckgräifen, net grad zu der Attraktivitéit vum Beruff bäigedroen. Well do muss een och ëmmer wëssen: Déi Leit hunn déizäit zwielef Stonne geschafft! Si haten – si hunn dat alt esou ausgedréckt – „Ganzkierperkondomer" un, wa se op e Covidstack gaange sinn, a si haten och net andauernd d'Méiglechkeet, op d'Toilette ze goen, well am Ufank waren där Kostümer net genuch do, an allkéiers, wann s de erausgaange bass, hues de en neie missen undoen. Och dat ass e Manktum, dee festgestallt ginn ass, och dat si Saachen, déi solle mer an all eis Iwwerleeunge materanhuelen.

Ech hu vu betraffenen Infirmièrë gesot kritt, dass dat net ëmmer ganz agreabel war. Wann s de dee ganzen oder en hallwen Dag an deem Kostüm wars, dann hues de mol léiwer net gedronk, well s de wosst, datt wann s de uewen drénks, da kënnt et och erëm eng Kéier gären op enger Plaz eraus an dann hues de de Kostüm misse wiesselen. A fir do dran ze kommen, dat ass net esou einfach gaangen. Och dat si Saachen, déi mer solle mat an d'A faassen.

An eppes, iwwert dat awer nach net geschwat ginn ass, mee wat och verklausuléiert an deem Rapport steet, dat ass, datt all déi Operatiounen, déi ausgesat gi sinn, all déi Depistagen, wat Kriibs ubelaangt, déi ausgesat gi sinn, derzou gefouert hunn, wann dat richteg ass, wat am OECD-Rapport steet, datt 10 % manner Depistagë gemaach gi sinn. Fir d'Gesondheetspersonal huet dat bedeit: Wéi de Covid bis eriwwer war, ass et Vollgas weidergaangen, well do hunn all déi Retarden, déi entstane sinn, jo missen opgeschafft ginn am Interêt vum Patient, soudass et dann do e bësse méi séier gaangen ass. Mee dat huet awer fir déi Leit bedeit, dass vum Zwielef-Stonnen-Dag beim Covid – kee Congé am Covid! – et weidergaangen ass, och doriwwer eraus.

Dofir musse mer kucken, wat mer kënne maachen, fir déi Beruffer ze revaloriséieren. An et geet sécher net duer, Kolleeginnen a Kolleegen, mat Klappen a mat Sympathiekundgeebungen, mee do musse mer och aner Akzenter setzen. D'Madamm Lenert huet gesot, si wier mam Här Meisch amgaangen ze kucken, well do ass et wichteg, dass mer eppes maachen, fir dee Beruff erëm méi attraktiv ze maachen. A fir en attraktive Beruff ass doudsécher de Salaire eppes. Mee ausser dem Salaire geet et awer och drëm: Wéi sinn d'Aarbechtsbedéngungen? An och, wéi ass de Stellewäert vum Beruff no baussen? An ech mengen, dat ass och eppes, wat aus deem Bericht vun der OECD misst ervirgoen.

Ech wëll awer, wann ech elo vum Gesondheetspersonal schwätzen, och deene Leit alleguerten nach eng Kéier e grousse Merci soen, well dass Lëtzebuerg esou duerch déi Katastroph komm ass, huet och mam Asaz an der Aktvitéit vum Gesondheetspersonal ze dinn, et huet awer och mat all deene Leit ze dinn, déi an deene Secteure geschafft hunn, déi alles oprechterhalen hunn, ob dat de Botzdéngscht ass – och déi Leit hunn duerch déi Pandemiegeschicht en anere Stellewäert kritt hei am Land –, an dat huet och mat deene Leit ze dinn, déi den Transportsecteur an aner Secteuren um Lafe gehalen hunn.

Ech wëll awer och op verschidde méi kritesch Punkten agoen. An ech wëll do nach eng Kéier op eppes zréckgoen, wou mer driwwer geschwat hunn – et war mäi Kolleeg, de Michel Wolter – a wou mer e bësse méi eng hefteg Debatt haten. Dat war net heibannen, dat war nach, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, am Cercel, wou déi éischt Debatt gefouert ginn ass iwwert de Fall vun den Alters- a Fleegeheemer, an dass et wichteg ass, dat ënnert d'Lupp ze huelen, wat do geschitt ass.

Do ware Clusteren op deene verschiddenste Plazen, ob dat Nidderkuer war, ob dat Rodange war, Boufer oder och Keel. An dat si Saachen, wou mer mussen oppassen, dass esou Saachen eis net méi geschéien! An do musse mer och oppassen, wat mer do kënne maachen. Mir kënne kee Cluster verhënneren, ech mengen, dat ass kloer. Mir kënnen dat vun hei uewen decidéieren, mee domat ass awer nach ëmmer näischt geschitt. Et ass nach ëmmer um Terrain, wou dat geschitt.

Mee mir kënnen awer kucken, wéi mer kommunizéieren, a wat fir enger Aart a Weis mer domadder ëmginn an och, wéi mer d'Familljemembere vun deene Famillen, déi an deene jeeweilege Strukture sinn, informéieren. Well och do ass et net ëmmer einfach gewiescht fir d'Leit, fir Informatiounen ze kréien, wat lass ass a wat geschitt ass. An do sinn et och oft déi Gemengeresponsabel, déi méi Informatiounen hate wéi anerer, duerch den État civil, wat op deene jeeweilege Plaze geschitt ass. An dat huet jo och deemools zu deem heftegen Debat, wéi ech gesot hunn, den 23. Määerz 2021 (veuillez lire: den 1. Abrëll 2021) heibanne gefouert. Net heibannen, mee am Cercel.

An ech wëll och do nach eng Kéier soen, dass et wichteg ass, dass mer eng eenheetlech Pandemiebekämpfung maachen, an dass et och wichteg ass, dass mer zesummen Decisiounen huelen, wat mer kënne maachen a wéi mer domadder kënne virgoen. An dass et och do wichteg ass, dass een deenen Haiser, déi do sinn, och déi Informatioune gëtt an déi Moyene gëtt, déi se brauchen, fir dergéint virzegoen.

An ech wëll do nach eng Kéier drun erënneren, dass wéi fir d'Altersheimer genausou Diskussioune vum Logement encadré sinn, wou jo och Diskussioune gefouert gi sinn, ob e Logement encadré och zu engem Altersheim géif gehéieren oder net. Do war och eng Majoritéitspartei op lokalem Plang, nämlech d'DP vu Keel, déi och eng Kéier gesot huet, si géif net verstoen, wat do alles géif geschéien.

Et misst een och schwätze vun deenen Doudegen, wou d'Madamm Lenert Recht huet, wat ënnerstrach ginn ass am OECD-Bericht, dass bei deenen Doudege Lëtzebuerg nawell relativ gutt dosteet. Mee op deem anere Punkt seet d'OECD awer och, dass bei den Altersheimer Lëtzebuerg awer absolutte Rekord ass. Mir hunn nach zwee Länner, déi besser si wéi mir. Dat eent ass Slowenien, an dann nach eent, sat och nach besser ass, nach besser wéi Slowenien, dat ass eist Nopeschland, dat sinn eis belsch Kolleegen. Wann een de Rapport vun der OECD kuckt, steet do ganz kloer dran, dass an der Belsch nach méi Doudeger waren, mee fir de Rescht Lëtzebuerg a Slowenien.

Wann een déi Statistik am Detail kuckt, da gesäit een dat. Wann ech dat richteg opgeschriwwen hunn, ass et op der Säit 121 am OECD-Bericht, deen der jo alleguerten do leien hutt, wou dat nach eng Kéier drasteet, dass et déi Länner sinn, wou dat esou ass. A wou och ënnerstrach gëtt am Rapport, an ech zitéieren, wat se soen, dass dat net gutt wier an dass een do heiansdo d'Gefill gehat hätt, dass déi Haiser net richteg preparéiert waren, net richteg informéiert waren, wat se solle maachen a wéi se do solle virgoen.

An ech ka mech och drun erënneren, dass no deem heftegen Debat, dee mer heibannen – net heibannen, mee op där anerer Plaz – haten, jo och de Jeannot Waringo dermat chargéiert ginn ass, e Rapport opzestellen. An dee Rapport hate mer jo och kritt, wou eng Bestandsopnam gemaach ginn ass. An déi Kritikpunkten, déi deemools vun der Oppositioun gemaach gi sinn, stoungen och deelweis am Bericht vum Jeannot Waringo, a vill Punkten dovu fënnt een och haut am OECD-Bericht erëm. An ech mengen, dass et dofir och gutt an néideg ass, dass mer probéieren, och deene Saache Rechnung ze droen, an dass mer och déi Saache matabauen. Do geet et ëm intern Kommunikatioun ënnert deene jeeweilege Ministèren, do geet et awer och ëm d'Kommunikatioun zwëschent de Ministèren, dass Recommandatiounen net duerginn, mee dass och Uweisunge missten do sinn, fir an deenen Haiser aneschters kënne virzegoen.

Pardon, ech hat virdru gesot: „Säit 121", et ass d'Säit 107, wou Der déi Statistik fannt. Pardon!

An da muss een och soen: Si hunn och nach eng Kéier ënnerstrach mat dem Wuert „sévère", wat hei alles geschitt wier an den Alters- a Fleegeheimer. An dat ass jo net grad e Kompliment, wann dat esou ënnerschriwwe ginn ass, dass mer virun allem do e Problem hätten, e Manktem. Wou och Leit verschidde Problemer hate mat den Infektiounszuelen, wou kee wosst, wéi en domadder sollt ëmgoen. An dass et och schwiereg war, Hygiènesinformatioune fir d'Personal an eng Mise en place vun Hygiènesreferenzen an de jeeweilegen Haiser ze kréien. De Santésministère wéi och de Familljeministère hu Recommandatiounen an Ordonnancë ginn, mee si hunn awer net gesot, dass dat eppes ass, un dat ee sech misst halen an dass déi Recommandatiounen och fir alleguerten d'Haiser géife gëllen.

An dat ass eppes, wou mer eis awer och mussen heibannen alleguerten eens sinn, dass dat eis net méi däerf virkommen. An ech wëll do ënnersträichen, ech zitéieren elo aus dem Rapport: „Si ces mesures sont indispensables pour soutenir médicalement les structures de [longue durée], améliorer la coordination des soins et accroître les compétences en matière d'hygiène et de prévention des infections, elles auraient gagné à être mises en place moins tardivement compte tenu de la gravité de la maladie pour les personnes âgées. Ceci aurait permis de limiter la surmortalité dans les structures d'hébergement qui s'approche de plus de 60 % en avril 2020."

Dat ass net dat, wat ech gesot hunn, mee dat ass dat, wat am Rapport vun der OECD mat drasteet. An ech mengen, dass dat awer dat bestätegt, wat mir soten, a wann ech soe mir, mengen ech net nëmmen d'CSV, mee ech mengen och déi dräi aner Oppositiounsparteie mat, well mir haten zu véier dat deemools an d'Kritik bruecht, a mir sinn deemools dohinnergestallt ginn, wéi wa mer vun Tuten a Blose keng Anung hätten a géife mat falsche Chifferen operéieren. Ech wëll awer soen, dass dat awer genausou am OECD-Bericht steet, wéi mer dat deemools och gesot hunn.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | An ech mengen, et ass och deemools gesot ginn, dat wieren alles „al Haiser", et wieren „al Leit", „déi si polymorbid a mir konnten net vill maachen", „et sinn der net méi gestuerwe wéi am Ausland". Dat sinn Zitater aus Rieden, déi déizäit vu Regierungssäit déi aner Säit gehale gi sinn. An ech mengen, dass een dat dann awer och kann zouginn, an dass et och keng Schan ass, wann ee Saachen zougëtt, déi falsch sinn, déi falsch gemaach gi sinn. An dass een dann net seet, dass alles, wat d'Oppositioun gesot huet, alles, wat déi gesot hunn, falsch ass. Mee dat ass richteg! Et steet op alle Fall esou am OECD-Bericht. Et sief dann, mir géifen och soen, dat, wat am OECD-Bericht steet, géif der Wourecht an den Tatsaachen net entspriechen.

Wann een dat alles kuckt, dann ass et richteg, dass mer hei zu Lëtzebuerg duerch dee gudde Gesondheetssystem e méi en héijen Altersduerchschnëtt hu wéi an anere Länner. Mee da geet et och drëms, dass mer deene Leit dat ginn an déi Hëllefen zoukomme loossen, déi se brauchen. An ech mengen – dat ass eng Deelkonklusioun, wat ech soen, ech hoffen, dass déi Konklusioun net fäerdeg ass an dass mer nach an de jeeweilegen Dossieren an de jeeweilege Kommissiounen drop zréckkommen –, dass ee sech muss bewosst sinn, dass mer aneschters hätte misse reagéieren op déi Clusteren, an dass mer och hätte misse kucken, an deenen Haiser aneschters domadder ëmzegoen.

Mir hätte misse kucken, fir eng aner Aart vu Kommunikatioun ze maachen, net nëmmen zwëschent dem Ministère an den Haiser, mee och zwëschent den Haiser an de Familljen. Well och do si ganz vill Problemer entstanen, wou Famillje sech Froe gestallt hunn iwwert den Zoustand vun hire Familljememberen, well och do net alles gutt gelaf ass. Mir haten och do Diskussioune mat der COPAS, fir nëmmen do drun ze erënneren, wou och d'Plazen erkläert gi sinn, wat gutt ass a wat schlecht ass. Mee mat all deenen neien Haiser, déi jo elo kommen, wäerte mer jo deem allem Rechnung gedroen hunn, soudass mer déi nächste Kéier d'Méiglechkeet hunn, dat departemental aneschters ofzetrennen, fir dass mer dann do déi Méiglechkeet kënne schafen, fir dass och d'Leit méi Méiglechkeeten hunn, fir bei hir Léifste kënnen ze goen.

Ech wëll och ënnersträichen, dass et och wichteg ass, dass mer, egal ob e Mënsch aacht Méint oder 88 Joer huet, all Mënsch déi Hëllef zoukomme loossen, déi e brauch, dass et ëmmer wichteg ass, dass mer deene Leit hëllefen. Well egal, wéi al eng Persoun ass oder wéi krank eng Persoun ass, wa se stierft, jiddwereen huet awer eng Bindung zu senge Léifsten! An et ass dofir och ëmmer wichteg, dass een dat an der néideger Aart a Weis mécht an datt een et och deenen Dossieren entspriechend behandelt, an dat och an Dignitéit!

An da géif ech och eng Fro un d'Madamm Familljeministesch hunn. Mir hunn e Gesetz kritt, de Projet 7524. Deen ass deposéiert ginn den 11. Februar 2020. Den 12. Februar 2020 hate mer héieren, dass et esou eppes géif gi wéi de Covid, mee méi Detailer a wéi dat géif endegen a wéi dat géif ausgoen, dat wosst, do ginn ech emol dervun aus, den 11. Februar nach keen. Well da wier et schlëmm, wa scho Leit dat wossten a si hunn näischt dovu gesot. Do geet et drëm, fir d'Qualitéit vun de Servicer fir déi eeler Leit ze bréngen. Do geet et ëm d'Gestioun Qualitéit, ëm Transparenz, ëm Flexibilitéit. Dat ass eppes, wat ech deemools gesot hunn a wat ech och net méi spéit wéi d'lescht Woch gesot hunn, dass dat Punkte sinn, déi mir als CSV ausseruerdentlech begréissen.

Deen Text gouf jo deemools deposéiert. Do sinn och elo d'Avisen do vun de Beruffschamberen a vum Staatsrot, an och net nëmme vun de Beruffschamberen, mee och vun der Mënscherechtskommissioun an aneren, wou och verschidde Kriticken un deem Text ubruecht gi sinn. Mir haten der och e puer. An ech war souguer dervun ausgaangen – ech hat dat och d'lescht Woch gesot an der Kommissioun, dofir däerf ech et och hei soen –, d'Madamm Minister géif de Projet zréckzéien an en neie Projet maachen. Si huet mer awer gesot, si géif de Projet net zréckzéien, mee opgrond vun deenen Amendementer wier awer den Text bal ganz nei geschriwwe ginn.

Ech gi jo dann dervun aus, dass mer och déi Saache vum Covid mat dranhuelen. A wann ech soen, „vum Covid mat dranhuelen", gi mer och dervun aus, dass bei deenen Amendementer, déi mir als Oppositioun op alle Fall nach net gesinn hunn, och op d'Schwächten an d'Stäerkten agaange gëtt, déi an deem Bericht vun der OECD stinn. Dass do d'Méiglechkeet geschafe gëtt, dass Leit, déi do schaffen, souwuel déi wéi och déi Leit, déi Client do sinn, aneschters kënnen ugepaakt ginn, also, den Dossier aneschters ugepaakt ka ginn, wéi dat elo beim Covid war.

An ech hoffen, dass dann an deem Gesetz och déi Ännerunge kommen, fir dass och d'Haiser aneschters kënne preparéiert sinn, an dass och d'Méiglechkeet besteet, dass net all Haus aleng Decisioune kann huelen, mee dass do verschidde Saache mussen déi selwecht sinn, egal a wat fir engem Haus dass Der sidd. Dass do nach ëmmer individuell an engem Haus mussen Adaptatioune gemaach kënne ginn, well all Haus och aneschters gebaut ass, well all Architekt seng Fräiheeten hat, wéi en dat Haus gebaut huet, mee dass awer de Prinzipp muss d'selwecht sinn an all deenen Haiser. An dat ass am Interêt vun de Patienten, awer och am Interêt vun deene Leit, déi do schaffen, an am Interêt vun de Familljen.

Dir Dammen an Hären, léif Frënn, ech kéint elo nach eng laang Zäit weiderfueren an och nach op aner Kapitele vun deem Rapport agoen, wat ech awer elo net wëll maachen, well ech soss e Coup de cloche vum Här President kréien. Mee ech wëll awer ënnersträichen an ech géif do nach eng Kéier en Appell maachen, dass souwuel an der Gesondheetskommissioun wéi an der Familljekommissioun wéi och an der Classe-moyennes-Kommissioun an an der Travailskommissioun, wat de Chômage-partiel-Problem vun den Independanten ubelaangt, ee sech awer eng Kéier sollt zesummesetzen. Dass dat elo net d'absolutt Prioritéit ass zu dësem Zäitpunkt, domat sinn ech och averstane bei dem Chômage partiel, mee et ass awer wichteg, dass mer deen Dossier uginn, fir dass mer och do déi Hëllefe kënne ginn – mir komme jo herno nach eng Kéier op e Pak zréck vun der Classe moyenne, wou et och erëm ëm Hëllefe geet fir d'Betriber –, dass mer och do eng Kéier probéieren, all zesumme Léisungen ze fannen, fir deene Leit kënnen entgéintzekommen.

Ech mengen, dat, wat wichteg ass, an dat sollt eis dat vun der OECD an och déi Pandemie bewisen hunn: All Liewen ass liewenswäert! Och eng al Persoun huet hir Würd, an hiren Dout ass net einfach eng Fatalitéit. A wa mer eis däers alleguerte bewosst sinn, dann, mengen ech, dass mer och déi richteg an déi néideg Konklusiounen aus deem Rapport zéien. An da sinn ech dervun iwwerzeegt, dass mer et fäerdegbréngen, alleguerten zesummen, iwwer sämtlech Parteigrenzen ewech, alles ze maachen am Interêt vun deene Leit, déi a Strukture sinn, an och vun alleguerten deene Leit, déi hei am Land wunnen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, merci fir d'éischt dem Interpellant, dem honorabelen Deputéierte Claude Wiseler, dass en déi Interpellatioun hei ugefrot huet. En hat se scho méi laang ugefrot. Et ass gutt, dass mer elo awer drukommen. An och merci der Regierung fir dee Bericht, dee se eis zur Verfügung gestallt huet an iwwert dee mer de Mëtte kënnen diskutéieren.

Ass d'Pandemie eigentlech eriwwer? Dat ass eng Fro, déi net nëmmen ech, mee, mengen ech, och vill Leit dobausse sech an de leschte Woche gestallt hunn. Offiziell ass se mat Sécherheet nach amgaangen, well d'WHO huet net deklaréiert, dass d'Pandemie eriwwer wär.

Op d'mannst an eiser Regioun an Europa, mengen ech kënnen ze soen, dass net méi vun enger akuter sanitärer Kris geschwat ka ginn. Mir hunn de Virus a sengen ënnerschiddleche Variante kennegeléiert. Mir hunn e missen akzeptéieren, mir hunn eist Liewe mam Virus gelieft, mir hunn eis adaptéiert a mir sinn zu engem groussen Deel erëm an eisem Liewen do, wou mer virun der Pandemie och waren.

Ma den Impakt, den direkten oder indirekten Impakt, wäert eis nach laang begleeden. De Sars-CoV-2 huet a ganz vill Famillje Misär an Trauer bruecht. Am Moment si schonn iwwer 1.100 Leit hei am Land duerch dëse Virus gestuerwen. Si hannerloosse Familljen a Frënn, déi dëse Verloscht musse mat sech droen. An och déi mental Gesondheet huet duerch d'Isolatioun, awer och duerch d'Angscht virun der ekonomescher Ongewëssheet an der allgemenger Ongewëssheet, wéi d'Zukunft wäert weidergoen, gelidden.

Mee mir däerfe bei all deem Leed an där Trauer net vergiessen, dass de Coronavirus a munchen Hisiichten awer och nei Denkustéiss mat sech bruecht huet, sief dat d'Plus-value bei der Digitaliséierung, d'Geleeënheet, fir nei Aarbechtsmodeller ze probéieren an ëmzesetzen, Stéchwuert Teletravail, oder d'Fro, wéi eis Gesellschaft an Zukunft nach méi resilient soll sinn.

Eis Gesellschaft huet sech missen zesummen adaptéieren a besser op d'Zukunft preparéieren. D'Pandemie war eng kollektiv Erfarung. An elo ass et un der Zäit, d'Léieren aus eeben däser Erfarung ze zéien an och e Pandemiegesetz auszeschaffen, dat eis an Zukunft besser op eng weider Eventualitéit virbereet.

Zousätzlechen Input läit eis elo duerch déi Etüd vun der OECD vir, déi eis eng ganz Rei Recommandatioune mat op de Wee gëtt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, 2006 hat déi deemoleg Regierung de Plan gouvernemental „Pandémie grippale" ausgeschafft, dëst am Kontext vun der Vullegripp, déi 2004 nees ausgebrach war a sech weltwäit verbreet huet. Wéi d'OECD an hirer Etüd schreift, gouf d'Cellule de crise wärend der Covidkris op Basis eebe grad vun dësem Plang ganz, ganz séier en place gesat, vill méi séier wéi an deene meeschten anere Länner. De Premier huet d'Cellule de crise schonn den 1. Mäerz aberuff, deen Dag, wou den éischte positive Fall bei eis detektéiert ginn ass. Frankräich huet derfir véier Deeg gebraucht nom éischten Infektiounsfall. An Däitschland an an der Belsch huet et souguer iwwert e Mount gedauert, bis eng Cellule de crise agesat ginn ass. Mee de Plang vun 2006 war net op d'Ausmooss vun der Covidkris ausgeriicht. Eng Pandemie, wéi mer se 2020 kennegeléiert hunn, gouf et an Europa fir d'lescht 1918, wou d'Spuenesch Gripp Millioune Leit d'Liewe kascht huet.

All Mënsch a bal all Secteur war vun der Pandemie impaktéiert, virop natierlech de Gesondheetssecteur, mee och d'Schoulen, d'Aarbechtswelt, d'Wirtschaft goufen op d'Kopp gehäit an hu sech deenen neie Realitéite missen upassen. Dräi Méint laang ware mer am État de crise. Just déi essenziell Servicer, wéi d'Spideeler, d'Police, den ëffentlechen Transport, mee och d'Supermarchéen, d'Logistikfirmen, d'Tankstellen – fir nëmmen déi ze nennen – sinn hirer Aktivitéit am Déngscht vun der Allgemengheet nogaangen. Aarbechter, déi net op den Teletravail konnten zréckgräifen, hunn natierlech misse schaffe goen an hu sech och dann dem Virus ausgesat. Dat verdéngt weiderhin eng grouss Unerkennung an et huet eis virun Ae gefouert, wéi wichteg Secteure sinn, déi mir allze oft als selbstverständlech empfannen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Pandemie war eng kollektiv Erfarung, déi eist Land solidaresch duerchgestanen huet. Wou et goung, huet een deem anere gehollef. An ech denken do als Alleréischt un d'Scouten, déi direkt, wéi et lass gaangen ass, agesprongе sinn a sech bereeterklärt hunn, zum Beispill fir eeler a vulnerabel Leit akafen ze goen.

D'Verantwortung, d'Bevëlkerung wärend enger Crise sanitaire ze schützen, also och beschtméiglech duerch d'Kris ze leeden, läit virop beim Staat. An dës Verantwortung huet eis Regierung iwwerholl a mir heibannen hu se och alleguer zesumme wärend all deene Méint iwwerholl.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Eis Wirtschaft koum wärend den éischte Méint vun der Pandemie praktesch zum Stëllstand. Och nodeems de Lockdown opgehuewe war, konnten Aktivitéiten net nees direkt mat voller Leeschtung urappen, well weltwäit d'Liwwerketten ënnerbrach waren an et zu Materialenkpäss komm ass.

Den Teletravail, dee wäitflächeg zum Asaz koum, an esou virop eis Finanzplaz weider um Lafe gehalen huet, huet d'Wirtschaft virum schlëmmste Kollaps bewaart. D'Regierung hat séier reagéiert a massiv an de Chômage partiel investéiert, soudass kee Salarié ënnert de Mindestloun gefall ass. Eleng fir d'Kuerzaarbecht huet de Staat iwwert eng Milliard Euro bereetgestallt, fir de Leit hir Aarbechtsplazen ofzesécheren. Zousätzlech Sue goufen natierlech och fir de Congé pour raisons familiales a fir Direkthëllefe fir Betriber an Independante bereetgestallt.

Et ass kloer – an et war och gutt –, dass d'Regierung net gezéckt huet, fir déif an d'Täsch ze gräifen, fir d'Bierger an d'Betriber an däser Kris ze ënnerstëtzen. Dat gouf och am Rapport vun der OECD ervirgestrach a gelueft.

Besonnesch positiv waren och d'Mesuren, déi d'Regierung par rapport zu der Schoul geholl huet. Vun Ufank u war de Minister Meisch dorobber bedueecht, d'Schoulen esou séier wéi méiglech nees opzemaachen an d'Kontinuitéit vun der Bildung ze assuréieren. Dat ass och e Prinzipp, hannert deem d'OECD steet.

Wärend d'Schoulen an den OECD-Länner am Duerchschnëtt 81 Deeg am Fondamental a 94 Deeg am Secondaire zou waren, waren et der zu Lëtzebuerg 48 respektiv 34. An dëst, well den Educatiounsministère net nëmmen op den Homeschooling gesat huet, mee och Hybridmodeller en place gesat huet, mat der Aféierung zum Beispill vun den A/B-Wochen.

Fir awer gläichzäiteg déi néideg Sécherheet an de Schoulen ze garantéieren, gouf och e Plang opgestallt, mat deem d'Hygiènes- an Distanzmesuren, souwéi d'Isolatioun an d'Quarantän jee no deem konnten ugepasst ginn. Zousätzlech sinn och mobill Testekippen an d'Schoule komm, fir d'Kontinuitéit vum Ennerrecht ze erméiglechen.

Fir de Gruef vun de sozialen Inegalitéite sou kleng wéi méiglech ze halen, huet de Bidungsminister eng Summerschool an och d'Onlineplattform schouldoheem.lu op d'Bee gestallt, déi de Kanner am Homeschooling an och wärend de Schoulvakanze konnten hëllefen.

Eis alleguer ass natierlech bewosst, wat fir en Impakt d'Pandemie och op eis mental Gesondheet huet. Eis Kanner waren natierlech genausou, wann net souguer méi schlëmm, betraff. A fir de Ministère war et dofir en zentraalt Uleies, sou fréi wéi méiglech de Fokus op d'Wuelbefanne vun de Kanner ze setzen.

D'Rentrée 2020/2021 stoung dann och ganz am Zeeche vun dësem wichtege Sujet. Sensibiliséierungscampagnen, Formatioune fir d'Personal, awer och eng verstäerkte Begleedung duerch de CePAS sinn e puer Preventiounsmoossnamen, déi an dësem Kader getraff goufen.

Natierlech goufen d'Famillje wärend der Pandemie net vergiess. Fir dass d'Eltere sech konnten ëm hir Kanner këmmeren, déi opgrond vum Covid-19 isoléiert waren an a Quarantaine, huet d'Regierung decidéiert, de Congé pour raisons familiales ze erweideren, esoudass méi Elteren och konnte vun deem Congé Gebrauch maachen. An ausserdeem gouf de Congé pour soutien familial agefouert, fir sech ëm déi eeler an handicapéiert Persoune këmmeren ze kënnen, wann eng Betreiungsstruktur temporaire huet missen zoumaachen.

Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesondheets- a Fleegesecteur war wärend der Pandemie natierlech besonnesche Strapazen ausgesat. D'Gesondheets- a Fleegepersonal huet säi Beschtméiglecht gemaach, fir mat der Situatioun ëmzegoen. Séier gouf och hei de Wäert vun der Digitaliséierung erkannt. Teleconsultatiounen an e-Prescriptioune goufe verstäerkt genotzt. Et goufe mobill Ekippen organiséiert, déi an den Altersheimer Covidtester an duerno och Impfunge gemaach hunn. Eng Réserve sanitaire gouf opgebaut, fir de Personalmanktum ze verhënneren. Ausserdeem hunn d'Generaliste Gardë fir d'Altersheimer op d'Bee gestallt, fir dass sech déi eeler Leit net hu missen deplacéieren, fir bei hiren Dokter ze goen.

Och d'Impfcampagne war effikass organiséiert, mat enger Prioriséierung vun de vulnerabele Leit an och dem Gesondheetspersonal.

Ënnerstëtzt – an dat ass, mengen ech, ganz wichteg – gouf eis Regierung, a mir och an eisen Decisiounen, zu all Moment vun der Wëssenschaft, vun Experten op hirem Gebitt, déi déi néideg Donnéeën zesummegedroen an analyséiert hunn, déi d'Regierung gebraucht huet, fir kënnen equilibréiert Decisiounen ze huelen. De Large-Scale-Testing, de CovidCheck an d'Kontrolle vun eisem Ofwaasser wärend dem gesamte Verlaf vun der Pandemie hunn eis ëmmer e wichtegen Iwwerbléck iwwert d'Situatioun an och wäertvoll Prognose geliwwert an d'Verbreedung vum Virus däitlech ausgebremst. Dëst sinn all Best Practices, déi och bei zukünftege Pandemien an den Asaz komme mussen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Rapport vun der OCDE ass op all dës Mesuren agaangen an zeechent insgesamt, mengen ech, awer e positiivt Bild, wéi d'Regierung an däser Pandemie agéiert huet, e positiivt Bild vun deem, wéi mir duerch déi Kris hei komm sinn. An ech mengen, zu Lëtzebuerg brauche mer eis net ze schummen.

Et war e schwéiere Balanceakt, dee gemeeschtert gouf, och well déi ganz grouss Majoritéit vun de Leit sech solidaresch gewisen huet a sech un d'Reegele gehalen huet. An am Ënnerscheed mat villen anere Länner, och mat eisen Noperen, gouf d'Chamber ganz séier an d'Decisioune matagebonnen.

Mir waren awer och ekonomesch gutt opgestallt, wéi mer an déi Kris hei eragaange sinn, well mer och net vun engem Secteur eleng ofhänken. Länner, déi haaptsächlech vum Tourismus liewen, hunn d'Pandemie wirtschaftlech vill, vill méi schwéier verkraft. Eise gesonde finanziellen Haushalt huet eis dee gewëssene Spillraum gelooss, dee mer gebraucht hunn, fir déi verschidden Hëllefspäck zesummenzedroen.

Ma et ass natierlech wouer, dass mer eis och nach verbessere kënnen, jo, verbessere mussen. Mir hu vill Erfarunge gesammelt an elo ass et wichteg, déi néideg Konklusiounen dorauser ze zéien, well déi nächst Pandemie, déi kënnt iergendwann.

Ech géif dann zum zweeten Deel vu menger Ried iwwergoen. Ganz däitlech virun Ae gouf eis natierlech gefouert, wéi ofhängeg mer vum Ausland sinn. Ouni d'Frontaliere wär villes hei zu Lëtzebuerg zum Stëllstand komm; besonnesch vulnerabel ass alt nees eise Gesondheets- a Fleegesecteur. De Personalmanktum ass en allgemeng bekannte Problem. Hätten eis Nopeschlänner decidéiert, d'Grenzen zouzemaachen, an d'Leit hätten net kënne bei eis schaffe kommen, wëll ech mer net ausmolen, wéi et eis dann hei am Land ergaange wär.

Une voix | Ganz richteg!

M. Gilles Baum (DP) | D'OECD huet an hirem Rapport dann och eng Rei Recommandatioune formuléiert. Op e puer vun deene wëll ech agoen.

Éischtens: Et ass evident, dass mer d'Ausbildung vun eisen Dokteren a vun eisem Gesondheetspersonal méi an déi eegen Hand huele mussen. Mir mussen déi Ofhängegkeet vum Ausland, déi mer hunn, reduzéieren. An de leschte Jore goufen op der Uni Lëtzebuerg déi éischt Bachelorstudiegäng fir Dokteren a fir Infirmièren agefouert. Dës Offer soll natierlech weider komplettéiert ginn, och wann dat net vun haut op muer geschéie kann.

Zweetens: D'Réserve sanitaire war eng gutt Mesure an huet wärend der Pandemie derfir gesuergt, dass Enkpäss op e Minimum reduzéiert konnte ginn. Fir d'Zukunft wäerte mer d'Réserve sanitaire natierlech

och bäibehalen. Bei de ville Fäll vu Bronchiolite bei klenge Kanner huet d'Santé jo ganz rezent och den Accord ginn, dass op d'Réserve sanitaire zréckgegraff ka ginn. Dat weist ganz däitlech den Notze vun der Réserve sanitaire och ausserhalb vun enger Pandemie.

Drëttens, zwou menger Meenung no ganz zentral Recommandatiounen, déi eise Gesondheetssystem besser op weider Krise virbereede géifen, sinn d'Mise en place vun enger zentraler Akafs- a Logistikzentral souwéi en eenheetlechen Informatiounssystem fir de gesamte Gesondheetssystem.

Wärend der Pandemie war natierlech an der Cellule de crise och eng logistesch Koordinatioun opgebaut ginn, déi dem Haut-Commissariat à la protection nationale ënnerstoung. Mee eng Akafs- a Logistikzentral ergëtt och ausserhalb vun de Krisenzäite Sënn. Amplaz, dass all Spidol sech eleng ëm seng Akeef an ëm d'Logistik këmmert, wär et méi ressourcëschounend, wann d'Akeef an den Transport vu Medikamenter, medezinneschem Ekipement an aneren essentielle medezinnesche Produite fir alleguer d'Gesondheetsinstitutiounen zentral kéinten organiséiert ginn.

Véiertens, en eenheetlechen Informatiounssystem fir de Gesondheetssecteur wier geneesou sënnvoll. D'Agence eSanté huet als eng vun hire Missiounen d'Interoperabilitéit vun all de verschiddenen Informatiounssystemer hei am Land ëmzesetzen. Leider si mer do awer nach net esou wäit, wéi mer gäre wären. All Spidol huet nach ëmmer säin eegene System a stellt dofir och seng eege Leit, seng eegen Informatiker an. Den Dossier de soins partagé soll op d'mannst d'Patientendonnéeë fir berechtegt Gesondheetspersonal op sécher Aart a Weis zougänglech maachen. Mee den DSP kënnt an eisen Aen nach net konsequent genuch zum Asaz. En ass net benotzerfrëndlech genuch an e ka säi ganzt Potenzial am Moment net entfalen. Bei der Digitaliséierung vum Gesondheetssecteur musse mer also nach eng déck Schëpp dropleeën.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | E gutt a sécher vernetzte Gesondheetssystem géif d'Liewe fir d'Patienten a fir dat ganzt Gesondheetspersonal méi einfach maachen.

D'Recommandatioune bezéie sech selbstverständlech net nëmmen op de Gesondheetssecteur. Dofir géif ech, fënneftens, d'Kommunikatioun als weidere Punkt thematiséieren. D'OECD huet Lëtzebuerg insgesamt gelueft fir d'Aart a Weis, wéi wärend der Pandemie mat de Bierger kommunizéiert gouf. D'Regierung huet vill verschidde Kanäl genotzt, op verschidde Sprooche kommunizéiert an och d'Bierger zu Wuert komme gelooss, zum Beispill iwwer Facebook-Live-Eventer. Trotzdeem weist d'OECD dorobber hin, datt et nach besser geet. Déi wëssenschaftlech Expertis, op déi sech d'Regierung an den Decisioune gestëtzt huet, soll nach méi transparent no bausse gedroe ginn. D'Avise vun der Taskforce zum Beispill kéinten all ëffentlech zougänglech gemaach ginn. Dat kéint och hëllefen, d'Kohärenz vun de Messagen ze verbesseren.

Sechstens, wat déi essentiell oder kritesch Servicer betrëfft, proposéiert d'OECD, kloer ze definéieren, wien alles an dës Kategorie fält, an och ze verlaangen, dass all kritesche Service iwwert en Noutfallplang verfüügt. Ausserdeem soll den HCPN bei dëse kritesche Servicer dauerhaft an eenheetlech Prozeduren zur Kollekt vun Donnéeën opbauen, fir sech zu all Moment op eng weider Kris kënne virzebereeden.

Siwentens, och bei der Ënnerstëtzung vun den Independante gesäit d'OECD nach vill Verbesserungspotenzial. E Selbstännegen huet wärend der Kris misse feststellen, dass e vu ville soziale Mesuren net gläichermoosse profitéiere konnt wéi e Salarié. Eist Aarbechtsrecht weist e puer Lacunnen op, déi mer ausbessere mussen. An ech ginn op dëser Plaz net weider dorobber an, well meng Fraktiounskolleegin, d'Carole Hartmann, eng Interpellatioun genau zu dësem Sujet ugefrot huet.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, d'OECD huet natierlech eng ganz Panoplie u weidere Recommandatioune proposéiert. Op alles kann een hei net agoen, mee ech wëll nach e puer Punkten uschwätzen, déi och an der Diskussioun ëm e Pandemiegesetz besonnesch relevant sinn.

D'Cellule de crise gouf am Groussen a Ganze positiv bewäert. Ech si jo schonn dorobber agaangen, wéi séier se an den Asaz koum. Eng Verbesserung wär et awer vläicht, wann d'Zivillgesellschaft méi kéint agebonne ginn, zum Beispill a verschiddenen Aarbechtsgruppen. Esou kënnen d'Spezifissitéite vu verschiddene Secteure méi däitlech gemaach an d'Mesurë besser ugepasst ginn. Och den Educatiounssystem soll an Zukunft an dëser Cellule de crise sinn. An engem Gesetz sollten also nieft de Missiounen a Kompetenzen och déi verschidden Acteuren, déi an d'Cellule de crise mussen dra kommen, kloer definéiert ginn.

D'Kooperatioun am Ausland ass am Rapport ugeschnidde ginn. D'Regierung huet sech vun Ufank u fir oppe Grenze wärend der Pandemie agesat a gouf fir déi international Zesummenaarbecht gelueft. Denke mer just dorunner zréck, wéi Lëtzebuerg franséisch Patienten opgeholl huet, well d'Spideeler a Frankräich iwwerfëllt waren.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Fir d'Ekonomie wärend der Kris ze ënnerstëtzen, huet de Finanzministère ëmmer nees bilateral Accorde mat den Nopeschlänner ausgehandelt, fir d'Deeg am Teletravail eropzesetzen an d'Duebelbesteierung vun de Frontalieren ze verhënneren. D'Zil ass et natierlech, dass d'Frontalieren och an Zukunft vum Teletravail profitéiere kënnen. Déi nächst Hürd, déi mer zesumme mat eisen Nopeschlänner mussen ugoen, ass eng Upassung vun de Reegele vun der Sécurité sociale op europäeschem Niveau.

D'Zesummenaarbecht mat der Grossregioun a Pandemiezäite kann een awer och nach weiderentwéckelen. De Premierminister hat esou a sengem État de la nation opgeworf, ob et net sënnvoll wär, als Grossregioun e Pandemiesplang auszeschaffen. Wéinst eisen oppene Grenzen ass dat eng Pist, déi een net vernoléissegen dierf, och wa mer natierlech an Zukunft manner ofhängeg vum Ausland wëlle ginn.

D'Kooperatioun mam Ausland soll sech natierlech net nëmmen op d'Groussregioun limitéieren. Wärend der Pandemie koum d'Diskussioun op, ob d'Europäesch Unioun nach méi Kompetenze kéint kréien, fir eng Union de la santé ze kreéieren. Scho wärend der Kris huet d'Zesummenaarbecht op EU-Niveau vill Virdeeler bruecht, wéi den EU-Covidzertifikat oder de gemeinsamen Akaf vu Vaccinen.

Ech wëll Iech just drun erënneren: Stellt Iech emol vir, mir hätten als klengt Land probéiert, eis um Weltmarché ze behaapten, a mir hätte probéiert, um Weltmarché Vaccinen ze kréien, ech mengen, do hätt et fir eis als Lëtzebuerger ganz, ganz schlecht ausgesinn ouni de Verbond mat der Europäescher Unioun.

Iwwerhaapt musse mer Europa als Ganzt méi resilient fir Pandemië maachen. Mir musse méi essentiel Produktiounen – vu Medikamenter bis Computerchippen – nees op eise Kontinent verlageren. D'Disruptioune vun de Liwwerketten hunn hei däitlech Schwaachstellen opgewisen.

An och iwwert den EU-Niveau eraus muss d'Kooperatioun an Zukunft besser fonctionéieren. Eng Pandemie ass e globale Problem. D'WHO huet d'Propos vun engem internationalen Traité zur Preventioun a Preparatioun vu Pandemië gemaach an 194 Länner hunn hiren Accord ginn, fir eng Konventioun, en Accord oder en anert internationaalt Instrument auszeschaffen. Dëst, fir an Zukunft bei der Surveillance, der Alert a bei der Reaktioun op Pandemië koordinéiert kënnen zesummenzeschaffen.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir kënne villes verbesseren, wa mer eis d'Recommandatioune vun der OECD zu Häerz huelen. Muncher si relativ séier ëmsetzbar, anerer verlaangen no méi déifgräifenden Diskussiounen. Sécher ass awer, dass mir méi innovativ a méi nohalteg, méi widderstandsfäeg a méi diversifizéiert musse ginn. Mäi Fraktiounskolleeg, den André Bauler, sot ganz richteg an engem vu sengen interessanten Artikelen am „Wort": „Et ass d'Zäit vum Ëmdenken."

M. André Bauler (DP) | A!

M. Gilles Baum (DP) | Wichteg Produktiounen, ...

Plusieurs voix | A!

M. Gilles Baum (DP) | ... wichteg Produktiounen – vu Liewensmëttel, Medikamenter an Technologië – mussen zréck an Europa verlagert ginn, well d'Ofhängegkeet vun Drëttstaaten eis wärend der Kris bal zum Verhängnis gi wär. All Eenzelne kann do säi Bäitrag leeschten, andeems en déi lokal an déi regional Produktioun ënnerstëtzt. Hei spillt och d'Gerechtegkeetsdebatt eng Roll, well mir esou och aarbechtsrechtlech Standarde besser kontrolléiere kënnen.

Den Här Bauler schreift och, mir misste weider an d'Fuerschung an an d'Digitaliséierung investéieren, ...

Plusieurs voix | O!

M. Gilles Baum (DP) | ... fir global Krise besser ze meeschteren. Mir missten eis ëm eis Gesondheet këmmeren, déi physesch an déi psychesch. Preventioun, d'Fërderung vun de Soins primaires an eng besser Erreechbarkeet an Disponibilitéit vun der Gesondheetsversuergung mussen eng Prioritéit um politeschen Agenda bleiwen. A mir musse léieren, méi respektvoll mat eiser Ëmwelt ëmzegoen. E récksiichtslosen Ëmgang schuet net nëmmen der Natur an den Déieren, mee en impaktéiert och eist Wuelbefannen. E gesond Liewen ass just am Aklang mat enger gesonder Natur méiglech. Dofir muss de Konzept vum „One Health" verstäerkt ugewannt ginn. Esou reduzéiere mir och de Risiko vu weidere Pandemien.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend fir d'Demokratesch Partei vläicht nach eng Kéier am Schnellduerchgang déi wichtegst Lektiounen, déi mir aus dëser Pandemie zéien. Mir kënne scho vill Resilienz opbauen, wa mer u follgende Punkte schaffen:

Éischtens, d'Implementatioun vum Teletravail, fir eng besser Work-Life-Balance ze ënnerstëtzen.

Zweetens, d'Independanten an Zukunft besser schützen an esou revaloriséieren.

Drëttens, de Gesondheetssecteur besser digital vernetzen, fir eng besser Prise en charge vun de Patienten.

Véiertens, de Prinzipp vu „One Health" verstäerken, verstäerkt asetzen, fir eise Liewensstil mat eiser Ëmwelt an Aklang ze bréngen.

Fënneftens, mat Hëllef vun digitalen Outilen alle Kanner eng héichwäerteg Bildung zougänglech maachen.

A sechstens, last but not least eng Lanz fir eis Landwirtschaft briechen, fir méi lokal a regional Produiten ze consomméieren.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn d'Chance vun engem Neiufank an déi Chance musse mer elo all zesummen ergräifen!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gilles Baum. An nächsten ageschriwwene Riedner ass de Rapporter vum Déngscht fir Covidgesetzer, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Covidkris hat eis an deene leschten zwee Joer fest am Grëff a mir hunn en héije Präis misse bezuelen, an dat a villen Hisiichten. Vill Leit – vill ze vill Leit – sinn um oder mam Virus gestuerwen. Nach vill méi Leit si méi oder manner schlëmm krank ginn. Eis Gemeinschaft, vu Jonk bis Al, ass mat Restriktioune konfrontéiert ginn, déi mer virun der Kris net méi fir méiglech gehalen hätten.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Eis Ekonomie gouf schlëmm getraff, Existenze stoungen um Spill an déi finanziell Belaaschtung war enorm. Eis Institutiounen hu gewinnte Rhythme missen duerch Schnellduerchgäng ersetzen. Wärend dëser Kris sinn awer och Begrëffer wéi „Solidaritéit", „Empathie" an „Zesummenhalt" nei belieft ginn.

Elo, wou et schéngt, wéi wa mer de Virus eenegermoossen am Grëff hätten – jo, ech si mat alle Kolleegen d'accord, dass een net ze fréi „Juchhe" soll ruffen, en ass onberechenbar, war onberechenbar an e bleift et –, ass et un der Zäit, datt mer eis Krisegestioun op Stäerkten a Schwächten analyséieren. An dofir huet d'Regierung e Rapport vun den Experte vun der OECD gefrot.

Dee läit elo vir an ass duerchaus positiv. No eis hunn och aner Länner esou Rapporte gefrot, déi och elo virleien. An och am Verglach mat deene sti mer ganz gutt do. Wat eis Hëllefsmoossnamen an de Beräicher Gesondheet, Schoul, Ekonomie, Soziales, Emploi ugeet, esou lueft d'OECD eist Land, well et schnell, massiv a villsäiteg gehandelt a gehollef huet.

Réckbléckend kann ee soen: D'Krisebewältegung war also duerchweegs gutt. Dat soen net just mir, mee dat geet kloer aus dem Rapport vun der OECD ervir, déi eis Gestioun vun der Covidpandemie ënnert d'Lupp geholl huet.

Den Haaptgrond ass an den Ae vun den Experten eise Gesondheetssystem, dee se fir gutt a performant halen. Ëmsou méi erstaunt – an ech soen dat hei aus déiwer Iwwerzeegung eraus – déi Schwaarzmolerei, déi zurzäit vun Eenzelnen iwwer eise Gesondheetssystem bedriwwe gëtt.

Une voix | O jo!

Une autre voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Och den Index vum Health Consumer Powerhouse ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Leider si se net heibannen, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | O, déi héiere mech, ech hunn et haart genuch gesot! Och den Index vum Health Consumer Powerhouse, deen déi verschidde Gesondheetssystemer an Europa verglach huet, gëtt eisem Gesondheetssystem eng ganz gutt Nott. Mir landen am Spëtzepeloton.

Da loosst eis wannechgelift net esou maachen, wéi wann eise Santéssystem mat deem vun engem Entwécklungsland vergläichbar wier!

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Villméi sollte mer gemeinsam déi Chantieren ugoen, déi sech opdrängen, alles maachen, fir dat noutwendegst Personal an der Santé ze kréien, ze behalen, an och iwwerméisseg Waardezäiten, wa se bestinn, konsequent ugoen.

Iwwregens gleewe laut de leschten Ëmfroen och eis Leit deenen net, déi aus politeschen oder korporatisteschen Hannergedanken eise Gesondheetssystem schlechtrieden: Laut TNS-ILReS-Ëmfro fannen dräi Véierel vun eise Leit, datt se vun eisem Gesondheetssystem gutt versuergt sinn.

Deux voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | D'Covidkris ass, an dat musse mer agestoen, eng Kris, déi eenzegaarteg ass a war, eng Kris, wéi kee se virausgesinn hat. An dach si mer net onvirbereet gewiescht, sot d'OECD. An hirem Rapport bezeechent se de Krisegestiounssystem, dee virun der Pandemie bestanen huet, als, ech zitéieren, „mature". Ausgeräift! Bon, mir hunn d'Erfarung gemaach, dass Loft no uewen ass, mee kommt, mer sinn net méi kritesch mat eis, ewéi d'Experten et sinn! Mee et ass nach drun ze schaffen, wa mer nach besser wëlle preparéiert si fir d'Zukunft.

D'OECD huet do e Bléck geworf op de Plang „Pandémie grippale" virun der Kris. Op dësen huet d'Regierung sech baséiert a se huet dëse Plang ganz sécher un déi nei Situatioun adaptéiert. Dir kënnt Iech erënneren, dass mer och Erfarunge gesammelt hate bei deene successivë Krisen, der Vullegripp an der Schwéngsgripp. Wat d'Infrastrukturen an d'Reaktivitéit ugeet, konnte mer éischt Tester fueren. Gottseidank war eis dat Schlëmmst erspuert ginn. Dës Kéier net.

D'Kontinuitéit vun den essenzielle Servicer konnt wärend der ganzer Kris oprechterhale ginn. De Rapport ënnerstäicht: „Au Luxembourg, la gestion interministérielle de la crise, pilotée au plus haut niveau du Gouvernement, a été particulièrement agile."

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | D'Flexibilitéit vun eiser Krisenzell huet eng grouss Reaktivitéit erméiglecht, an dat vun Ufank un, well wann een eis mat eisen dräi Nopeschlänner vergläicht, da war Lëtzebuerg dat éischt Land, dat eng Cellule de crise aktivéiert huet. Dëst ass direkt den 1. Mäerz 2020 geschitt. Dee selwechten Dag ass iwwregens och schonns d'Covidhotline a Betrib gaangen. Si besteet jo haut nach ëmmer. Dat alles, nodeems eréischt den Dag virdrun, den 29. Februar 2020, deen éischte positive Fall zu Lëtzebuerg detektéiert ginn ass.

Dat huet eis et erlaabt – ech zitéieren de Rapport, well en dat gutt resüméiert –, „de prendre des mesures pour anticiper la propagation du virus dans le pays très rapidement". Iwwerhaapt ass am Ufank net gezéckt ginn, och schwéier Decisiounen ze huelen, soudatt den État de crise den 18. Mäerz 2020 ausgeruff ginn ass an duerno, de 24. Mäerz, gesetzlech bestätegt ginn ass. Den État de crise gouf schnell decidéiert, fir schnell handelen ze kënnen. E war esou limitéiert an der Zäit wéi méiglech an duerno hu mer eise gewinnte Fonctionnement an den Institutiounen erëm opgeholl oder bal.

E weideren Aspekt, deen eis an deem Zesummenhang zegutt komm ass, ass, datt mer iwwer en Haut-Commissariat à la protection nationale, kuerz HCPN, verfügen. Dee war der Aufgab gewuess, och wann et hei eng Rei vu positive Suggestioune vun der OCDE gëtt.

Eebefalls positiv am Rapport ernimmt gëtt d'Aarbecht vun eiser „Taskforce Covid-19".

Weider bemierkt de Rapport, datt d'Zesummespill mat de Gemenge besser fonctionéiert huet wéi an anere Länner. Aus der Enquête vun der OECD geet ervir, datt 95 % vun de Gemenge geäntwert hunn, datt si déi néideg Ënnerstëtzung vun der Regierung kruten.

Dann ass d'Kommunikatioun, ech brauch dat net ze widderhuelen, als gutt bezeechent ginn, och wann heiansdo, vu dass mer net alles wousten, eng Rei vun Inkohärenze konnten detektéiert ginn. Mee mat esou engem onberechenbare Virus, iwwert deen een esou wéineg wousst, a wou haut eppes aneschters war wéi gëschter an och aneschters war wéi den Dag duerno ...

Als positiv ënnersträicht de Rapport och de permanenten Austausch mam Ausland. Déi gutt Relatiounen, déi mer haten, déi och verhënnert hunn, dass de GAU entstanen ass, doduerch, dass d'Grenzen zougemaach gi wären. Dat hätt kengem genotzt. Dat ass eng Saach, déi absolutt positiv ervirzesträichen ass.

Positiv erwäänt gëtt och déi communautaire, déi gemeinschaftlech Demarche, wat d'Beschafung vu Vaccinen ugeet, wat d'Beschafung vun deem Material ugeet, dat mer gebraucht hunn, fir d'Leit ze schützen.

Dat war eppes, wat mer zënter Jore gefuerdert hunn, déi gemeinsam Beschafungspolitik vu Medikamenter, vu Vaccinen, an dat net virugaangen ass an duerch d'Kris geboostert ginn ass, wéi mer eis et net méi konnten erhoffen. Virun der Kris huet jiddweree fir sech verhandelt an et huet jiddwereen deen héchstméiglech Präis un d'Pharmaindustrie an un d'Laboe bezuelt. Hei kréie mer eng aner Ausgangspositioun, och fir aner Krisen an och vläicht fir d'Normalitéit, wa mer och an der Normalitéit gemeinsam verhandelen.

Wat dat Internationaalt ugeet, mengen ech, soll een och déi Trompkaart erwänen, déi mer mat der Cargolux haten, net nëmme fir eis, mee och fir eis Noperen, déi eis heiansdo Material aus ganz, ganz wäite Länner bruecht huet, wou d'Cargolux ganz gutt Verbindungen hat. A gleeft mer: Ech hu keng gréisser Verbindung mat der Cargolux, mee was Sache ist, soll een awer kënne soen.

D'Aarbecht an der Chamber gëtt ganz positiv am OECD-Rapport ervirgehuewen. Mir hunn a Rekordzäit d'Covidgesetz ëmmer erëm adaptéiert. Mir hunn zwar kee sougenannt Pandemiegesetz, an dach hate mer eis fréi niewent bestoenden Texter eng Aart Kadergesetz ginn, dat mir ëmmer erëm, jee no Evolutioun vun der Situatioun, upasse konnten.

Dee Kader besteet haut nach a kann no Besoin adaptéiert ginn. Op deem Kader loosse sech och weider gesetzlech, sanitär, reglementaresch Kriseninstrumenter opbauen, déi sollten an e Pandemiegesetz oder en Infektiounsschutzgesetz mënden. Esou e Gesetz kann a méi technesche Froe fir déi Flexibilitéit suergen, déi mer brauchen, ouni allerdéngs d'Chamber auszehiewelen.

Fakt ass, datt säit Ufank vun der Kris d'Zännrieder aneneegegraff hunn, wat eis legislativ Prozedur ubelaangt. Mer konnten zum Deel kompliziéiert Gesetzer a Rekordzäit ausschaffen, beaarbechten a verabschiden. Dëst, well jiddwereen ugepaakt huet, vun der Regierung iwwert d'Parlament bis zum Staatsrot an och déi verschidde Beruffskummeren a berodend

Institutiounen, déi hir Avisen a Rekordzäit ausgeschafft hunn. Dofir also e grousst Luef vun der OECD.

Wann d'OECD eis eng Bonne note ginn huet, sou ass dat awer och weesentlech dem Asaz vun de Leit um Terrain ze verdanken. Dat kënnt mer am Rapport vläicht e bëssen ze kuerz an dat gëllt virun allem fir déi formidabel Aarbecht, déi am Gesondheetssecteur wéi och an anere Beräicher, sensibele Beräicher, geleescht gouf. An de Spideeler, den Impfzenteren, de Centres de soins avancés, bei de Generalisten, jee, bei alle Kategorië vu Gesondheets- a medezinnesche Beruffer an an allen anere sensibele Beräicher. Ouni hiren Asaz wier dës Kris net esou gutt gemeeschtert ginn, wéi eis et am OECD-Rapport attestéiert gëtt.

De Rapport sträicht ervir: „La réactivité de la cellule de crise interministérielle et la mobilisation des acteurs [du système de santé] ont été remarquables." Apropos Mobilisatioun: D'Schafung vun der Réserve sanitaire am Covidgesetz huet et erlaabt, op zousätzlecht qualifizéiert Personal zréckzegräifen. Mir sollten déi Cellule, esou wäit wéi et nëmme méiglech ass, perenniséieren. Mir maachen dat jo och elo zum Deel am Kader vun dem Ukrain-Krich.

Datt d'Kris konnt gemeeschtert ginn, ass och virun allem der Solidaritéit vun der Populatioun am Allgemengen ze verdanken, well de Gros vun de Leit huet den Eescht vun der Situatioun erkannt an huet och deementspriechend gehandelt, och wann d'Mesuren dem Eenzelne konnte restriktiv erschéngen, sou huet dat Ganzt nëmme kënne Wierkung weisen, well sech de groussen Deel vun de Leit dru gehalen huet.

Een Acteur, deen elo net am Rapport ernimmt gëtt an deen awer eng grouss Roll gespillt huet, ass eise Staatslabo. Am Nachhinein weist et sech als richteg, datt mer e reforméiert hunn a mat zolitte Mëttelen ausgestatt hunn. Sou konnt hien zu engem zentralen Acteur an der Krisebewältegung ginn. Ganz positiv gëtt en anert Element vun der Strategie am Rapport ervirgehuewen: de Large-Scale-Testing, deen eis eng ganz Rei vu méi schlëmme Verleef konnt erspueren.

Mee och wann de Bilan u sech positiv ass, d'Konsequenze vun der Pandemie si selbstverständlech net ausbliwwen. Eng grouss Iwwerstierflechkeet gouf et bei eis net, au contraire, den Taux de mortalité war bei eis am éischte Semester 2022 60 % méi niddreg wéi an der Moyenne vun den OECD-Länner. Dat heescht awer net, datt d'Populatioun net ënnert der Pandemie gelidden huet. Eng grouss Konsequenz ass nämlech, datt vill Diagnosen oder programméiert Behandlungen hu missen op spéider verluecht ginn. Op ee Joer sinn d'Zuele vun de Consultatiounen insgesamt an eisem Gesondheetssystem zréckgaangen, wann een elo ofgesäit vun deene pandemiebedéngte Consultatiounen. Bei de Kriibsfäll kann dat besonnesch dramatesch sinn. A mer mussen alles maachen, fir eventuell Diagnosen, déi eis entwutscht sinn, ze recuperéieren.

D'Santé mentale ass erwäänt ginn, jo, d'Santé mentale vun eise Leit, mir inclus, huet gelidden. Well och mir haten Zäiten, wou mer um leschten Nerv waren a wou mer eis ëmmer erëm d'Fro gestallt hunn: Maache mer dat Richtegt? Do, bei der Santé mentale, mengen ech, gëtt et Zäit, dass mer erëm eng nei Etapp an der Versuergung, wat d'Santé mentale ugeet, uginn. Viru 15 Joer hu mer e „Rapport Rössler" gemaach, deen eng wäitgeeënd Moderniséierung vun der Psychiatrie an der Santé mentale, d'Prise en charge vun der Santé mentale erméiglecht huet. Ech mengen, et ass un der Zäit, fir erëm eng Kéier en änleche Rapport an Ugréff ze huelen a virun allem d'Betreiung am Rame vun der Santé mentale nach méi no bei d'Leit ze bréngen.

De Rapport geet dann och op den Taux de mortalité fir Leit iwwer 80 Joer, déi an Alters- a Fleegeheimer gelieft hunn, an. An do ass den Taux däitlech méi héich wéi an der Moyenne vun der OECD, woubäi een och wësse muss, datt d'Leit zu Lëtzebuerg allgemeng vill méi spéit an d'Altersheimer ginn wéi an anere Länner. Dat ass gréisstendeels de Reseaue vun de Soins à domicile, déi gutt fonctionéieren, ze verdanken. Et bleift awer, datt een hei muss Léieren draus zéien an d'hygieenesch wéi déi medezinnesch Kompetenzen an d'Ekipementer an eisen Altersstrukture muss ausbauen. Et gi jo och elo Konsequenze gezunn. Nom Waringo-Rapport sinn Amendementen an de Projet de loi iwwert d'Qualitéit vun de Strukture fir eeler Leit gefloss, dee jo aktuell an der Familljekommissioun behandelt gëtt.

D'OECD werft och d'Fro vun engem Zesummeréckelen oder souguer Zesummeleeë vun dëse Strukture mat der Santé op. À réfléchir.

Weider geet de Rapport op d'Gestioun vun der sanitärer Kris an de Schoulen an. Do kréie mer eng Bonne note, well mer eis Schoulen insgesamt vill méi laang opgehalen hunn a vill manner zougemaach hu wéi am Ausland.

De Rapport stäicht déi enorm budgetär Efforten ervir, déi mer gemaach hunn, fir déi ekonomesch, sozial- a beschäftegungspolitesch Konsequenzen esou limitéiert wéi méiglech ze halen. De Rapport seet: „La politique de d'emploi et la politique sociale du Luxembourg ont largement permis de faire face à la pandémie de Covid-19."

D'Kolleege si schonn op d'Verbesserungsméiglechkeeten agaangen, déi mer och an enger gemeinsamer Motioun erëmfannen, déi mer ganz gär de Kolleege vun deene verschiddene Fraktiounen zur Verfügung stellen, fir se matzeënnerzeechnen.

Ech wollt just e puer Wuert nach soen iwwert dee Momentum, deen duerch déi Kris hei entstanen ass. Eise Gesondheetssystem ass erëm an de Mëttelpunkt, an de Fokus komm. An dee Momentum, dee solle mer notzen, fir eng Rei vu Saachen ze zementéieren an op enger Rei vu Gebidder eis weider ze verbesseren, den universellen a schnellen Zougang zu deene beschtméigleche Fleegeoptiounen, d'Garantéiere vun héichqualitative Gesondheetsleeschtungen, e Santéssystem, deem säi Finanzement op der Solidaritéit baséiert, eng Prise en charge, déi an alle Phase vum Liewen esou gutt ewéi méiglech ass, déi absolutt Prioritéit vun de Patienten amplaz den „agenda bis" vun de „chers investisseurs", d'Entwécklung vu reegelrechte Parcours de soins.

Kolleegen, ech brauch net nach eng Kéier dorop anzegoen, wat fir eis an der weiderer Entwécklung vun eiser Santéspolitik Prioritéit huet: d'Preventioun, d'Fréierkennung, den Ausbau vun eisem primären Netz a virun allem e Mateneen amplaz e Géinteneen. Ech fannen dat Ausspille vun engem Spidolsecteur géint en Extrahospitalier, vun enger stationärer géint eng ambulant Prise en charge éierlech gesot hierrësseg an dësem Land. Et kann net sinn, dass mer hei op Konkurrenz setzen! Mir mussen hei déi verschidde Servicer esou gutt wéi méiglech vernetzen a mer mussen Ulafstellen zwëschent deene verschiddene Strukture schafen.

An deenen, déi hei iwwert de Gesondheetssecteur Poleemik maachen, soen ech, dass Poleemik net en Zeeche vu Stäerkt, mee en Zeeche vu feelenden Argumenter ass. Mir sollen zesummen déi Schwächten, déi nach do sinn, ugoen. Wa mer gesinn, dass d'Waardezäiten ze laang sinn, dass mer Apparaten hunn, déi net méi um leschte Stand sinn, dass eis Apparate feelen, dass eis schwéier Apparate feelen, da solle mer eis se ginn! A wann et Blocagë gëtt, da solle mer déi Blocagë léisen. Ech kann net nokucken, wann deen een oder deen aneren, deen um Hiewel sëtzt, duerch en eidele Stull oder einfach duerch d'Rollladen-erofloossen déi Fortschrëtter net méiglech mécht. An do gëtt et der e puer. A wann et gewënscht ass, kann ech och Tacheles schwätzen.

Wann de President mer nach e puer Sekonne gëtt, wollt ech nach zwou, dräi Iwwerleeunge lassginn. Déi Kris hei, déi huet eis gewisen ... Ech brauch dann net weider op d'Motioun herno anzegoen. Déi Kris huet eis gewisen, datt mer eis net alles musse vun deene grousse Pharmakonzerner erwaarden, mee dass och kleng Strukture bal Wonner kënne wierken. An dass och e klengt Land a Saache Fuerschung an esou klengen Entreprisë ganz vill ka beweegen an dass, wa mer eis déi selwecht Mëttele ginn, wéi mer eis bei der Kris vum Covid ginn hunn, bei anere grousse Krankheeten, mer och déi grouss Krankheete mat grousser Warscheinlechkeet kënne lassginn oder kënne méi ..., méi ..., jo, méi liefbar maachen. Dat gëllt ënner anerem fir de Kriibs.

A puncto Digitalisatioun ass alles gesot. Mer mussen do Gas ginn an och do Blocagë lassginn.

Wichteg, an dat ass meng Konklusioun, wichteg ass elo, dee Momentum ze notzen, deen d'Kris eis ginn huet, fir virunzekommen. Wichteg ass et, e Feedback bei all deenen, déi an der Kris u vorderster Front, an éischter Linn stoungen, e Feedback ze froen an och eng praxisno Evaluatioun ze maachen, e systemateschen Debriefing ze maachen, deen eventuell duerch d'Taskforce ka gemaach ginn.

D'Fro zum Ofschloss: Hu mer elo alles richteg gemaach? Ech géif soen: Mer hunn eist Bescht ginn, eist Bescht gemaach, konform zum jeeweilege Wëssensstand iwwer e Virus, deen onberechenbar war. A wann ech kucken, wéi d'Reaktioune vun de Leit dobaussen an och vun Experte sinn, dann hu mer dat guer net esou schlecht gemaach.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Di Bartolomeo. D'Presidentin war grosszügeg an der Riedezäit, an elo ass et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Madamm Presidentin, well Dir esou grosszügeg waart, kritt Dir och nach vu mir eng Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– rappelant que le Luxembourg a déployé, dans un laps de temps court, d'importants moyens humains, financiers et techniques pour gérer et atténuer les conséquences de la crise ;

– considérant le rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) initié par le Gouvernement luxembourgeois et intitulé : « Évaluation des réponses au Covid-19 du Luxembourg » ;

– considérant que ce rapport constate que « le Luxembourg a su rapidement et efficacement coordonner les efforts de tous les acteurs impliqués dans la gestion de crise, tant au niveau local, qu'au niveau interministériel, et à l'international, afin d'assurer la continuité des services essentiels » ;

– considérant que ce même rapport relève que « le Luxembourg se démarque par l'implication très active du Parlement pendant toute la durée la crise, permettant ainsi d'assurer la continuité de la vie démocratique de la nation » ;

– considérant que ce rapport souligne que « la mobilisation des ressources et des acteurs autour de la cellule de crise interministérielle a été remarquable, permettant de développer rapidement des dispositifs inédits et d'élargir l'offre de services de santé pour absorber la crise sanitaire » ;

– considérant que le rapport constate que « le système luxembourgeois de gestion de crise bénéficie d'un bon niveau de maturité qui a permis de mettre en place une structure organisationnelle flexible » ;

– considérant que le rapport relève que « la date d'activation de la Cellule de crise correspond à l'activation la plus précoce du mécanisme national de gestion de crise par rapport aux pays européens et a permis au Luxembourg de prendre des mesures pour anticiper la propagation du virus dans le pays très tôt par rapport à ses voisins » ;

– considérant que « la gestion interministérielle de la crise, pilotée au plus haut niveau du gouvernement, a été particulièrement agile » ;

– considérant que le rapport constate que « l'efficacité de la campagne vaccinale au Luxembourg pour réduire les hospitalisations et les décès est indéniable » et que « la campagne a été menée avec succès » ;

– considérant que le rapport relève que le Luxembourg se distingue d'autres pays de l'OCDE par le faible nombre de jours durant lesquels les établissements scolaires sont restés fermés ;

– considérant que le rapport stipule que « la politique de l'emploi et la politique sociale du Luxembourg ont largement permis de faire face à la pandémie de Covid-19 » ;

– considérant que le rapport relève que le dispositif de soutien aux entreprises « a consisté en une diversité de mesures qui ont eu pour but d'offrir une réponse adaptée à la situation de chaque entreprise » ;

– considérant que le rapport indique que la pandémie a révélé certaines pistes d'amélioration du système de santé luxembourgeois ;

– considérant l'ensemble des recommandations formulées dans le rapport de l'OCDE,

invite le Gouvernement

– à poursuivre, sur base de ces recommandations, les travaux visant à renforcer la résilience du pays afin de répondre encore mieux au défi d'une prochaine crise sanitaire ;

– à tenir compte des expériences du terrain de chacun des secteurs concernés, à savoir : le système de santé, le système éducatif, les mesures économiques et budgétaires ainsi que les politiques sociales et de l'emploi ;

– à mettre en place un instrumentaire de lois et règlements menant à une loi pandémique et permettant une réaction rapide en cas de nouvelle crise sanitaire, tout en veillant à confirmer l'implication étroite du Parlement tel que considéré comme bonne pratique dans le rapport de l'OCDE ;

– à veiller à ce que ce nouvel instrumentaire de lois et règlements tienne compte des expériences acquises lors de la gestion de la crise de la Covid-19, de sorte à permettre une approche pragmatique face à une pandémie future en visant une coordination et une collaboration adéquate entre les acteurs concernés ;

– à développer un système d'information de santé unique et intégré, permettant de relier les différentes données de plusieurs secteurs de la santé ;

– à prioriser les investissements dans le personnel de santé et dans les soins primaires basés sur des équipes pluriprofessionnelles ;

– à constituer une centrale d'achat et de logistique pour toutes les institutions de santé pour les produits critiques, les médicaments et les dispositifs médicaux ;

– à repenser la montée en charge des capacités hospitalières plus finement pour maintenir la continuité des interventions non urgentes en temps de crise ;

– à renforcer les mesures d'incitation à la formation pendant la période du dispositif de maintien dans l'emploi, en particulier pour les personnes qui auraient des difficultés à trouver un nouvel emploi ;

– à examiner les pistes en faveur d'un soutien récurrent, comparable au chômage partiel, à destination des travailleurs indépendants ;

– à renforcer le dépistage et la surveillance des troubles mentaux et à développer des politiques de santé mentale multisectorielles ;

– à mettre en place, en temps de crise, des formes de soutien différencié pour prévenir les inégalités des contextes d'apprentissage qui sont susceptibles d'accroître les inégalités scolaires ;

– à prévoir un dispositif de crise permettant de mieux soutenir les travailleurs indépendants en cas de fermeture des écoles, de maladie ou de mise en quarantaine ;

– à évaluer le dispositif du congé pour raisons familiales lié à la Covid-19, tel qu'il a été appliqué durant la pandémie ;

– à revoir les conditions d'ouverture du droit au chômage en temps de crise sanitaire de sorte à en faciliter l'accès pour des personnes ayant eu des carrières professionnelles courtes ou interrompues, notamment les jeunes et les intérimaires, ainsi que les indépendants.

(s.) Mars Di Bartolomeo, André Bauler, Gilles Baum, Yves Cruchten, Josée Lorsché.

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Villmools merci.

(Hilarité)

Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Hären, d'Fro, wéi eng Léiere mer aus der Gestioun vun der Pandemie kënnen a sollen zéien, ass natierlech ganz komplex a se wäert och nach laang fir Diskussiounen a Bewäertunge suergen. A wat dës méi konstruktiv sinn, wat besser. Poleemik huet an dësen Zäiten näischt ze sichen.

Eppes wëll ech awer emol schonn direkt betounen, an dat am Numm vun der grénger Fraktioun: Am Verglach zu villen anere Länner steet Lëtzebuerg ganz gutt do. An dat léisst sech mat kengem Argument ewechargumentéieren. D'Demokratie, de Staat an d'Verwaltungen, d'Wirtschaft an déi sozial Ofsécherung hu sech zu Lëtzebuerg als robust erwisen. An dat Dank enger gutt iwwerluechter an transversaler Politik mat héijen Investitiounen.

Natierlech ass een duerno op deem engen oder anere Punkt méi schlau. Ganz einfach, well d'Pandemie an de Virus besser verstane ginn am Nachhinein. Decidéiere muss een awer no vir.

Eng ganz positiv Feststellung eisersäits bezitt sech méi speziell op eise Rechtsstaat an op den demokratesche Prozess bei der Gestioun vun der Pandemie. Hei huet Lëtzebuerg, an dat huet d'OCDE ënnerstrach, ganz kloer säin eegene Wee ageschloen. An dee Wee war dee vun der parlamentarescher Kontroll beim Gros vun den Decisiounen, déi a puncto Covidreegelen zanter dem État de crise getraff gi sinn. Dëse Wee zeechent Lëtzebuerg par rapport zu allen anere Länner aus.

An och wann am Schoulsecteur oder am Fleegesecteur verschidden Decisiounen net direkt an e Gesetz agefloss sinn, sou muss een deem awer entgéinthalen, datt déi parlamentaresch Kontroll an deene meeschten anere Länner komplett versot huet. A villen anere Länner war de Respekt vun de Mënscherechter mol net méi ginn. Et war mol net méi vu Mënscherechter ze schwätzen. Zu Lëtzebuerg huet d'Demokratie sech gréisstendeels duerchgesat. An dat weist eemol méi, datt mir eis zu Lëtzebuerg op eise Rechtsstaat an op eis Institutioune verloosse kënnen, wann et drop ukënnt.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Eng zweet positiv Eegenschaft, déi eis auszeechent, nennt sech Solidaritéit a Verantwortung vis-à-vis vun deenen aneren. Méi wéi eemol, an dat wësst Der alleguer, ass dës Eegenschaft an de Chamberdebatte ronderëm d'Covidgesetzer ervirgehuewe ginn. An dofir soll dee groussen Zesummenhalt an eiser Gesellschaft och an dëser Debatt net vergiess ginn.

An dee Kontext gehéiert ganz kloer och d'Roll vum Benevolat. Ech denken un de Schutz an un d'Ënnerstëtzung vu vulnerabele Persounen duerch Benevoller. Ech denken awer och un déi vill Benevoller, déi et fäerdegbruecht hunn, d'Sports- an d'Kulturveräiner trotz massiven Aschränkunge ganz kreativ a mat vill Asaz um Liewen ze halen. An ech denken un déi vill Benevoller, déi a sozial ausgeriichten Organisatiounen, wéi zum Beispill de Scouten oder ONGen engagéiert sinn a wärend der Pandemie vun Ufank u wäertvoll Aarbecht geleescht hunn.

D'Léier, déi mer doraus mussen zéien, läit, denken ech emol, op der Hand. Et ass definitiv un der Zäit, fir de Stellewäert vum Benevolat opzewäerten an et net bei Etüden ze beloossen.

Ech erënneren an deem Kontext un d'Etüd, déi vun der Agence du bénévolat duerchgefouert an am Abréll vun dësem Joer virgestallt ginn ass. D'Zil bestoung a besteet och weiderhin doran, déi reell Besoinen an Hürden um Niveau vum Benevolat ze identifizéieren an doropshin eng Strategie zur Ënnerstëtzung vun der Fräiwëllegenaarbecht op d'Been ze stellen, och um Niveau vun eisen auslännesche Matbiergerinnen a Matbierger, déi sech engagéiere wëllen a sech net richteg am System zurechtfannen.

Dir Dammen an Dir Hären, datt de Benevolat eng enorm Chance fir d'Zesummeliewen zu Lëtzebuerg duerstellt, hu mer net nëmmen an der Pandemie erlieft, mer wëssen et scho laang. An dowéinst si mer zouversiichtlech, datt d'Strategie an d'Opwäertung vum Benevolat sech gläich wäert konkretiséieren an dass Neel mat Käpp gemaach ginn am Hibléck op de 5. Dezember, den Dag vum Benevolat.

Madamm Presidentin, der grousser Kohäsioun an der Gesellschaft steet dann awer en aneren, manner erfreeleche Phenomeen géintewiwwer, dee mir och an der Pandemie erliewen hu missen. Dëse léisst sech leider net klengrieden oder mat rietspopulistesche Floskelen ewechargumentéieren. Ech schwätze vun deenen aggressive Gruppéierungen, déi sech wärend der Pandemie mat organiséierten Hetzcampagnen, Aschüchterung, Vandalismus a Verdréiunge vun der Wourecht lautstaark bemierkbar gemaach hunn an déi mat Methode géint politesch Mandatairen, ech denken un d'Familljeministesch an un de Premier, géint Journalisten awer och esouguer géint d'Wëssenschaft virgaange sinn. Esou Campagnen hunn net nëmmen d'Zil, se hunn och d'Potenzial, eis Demokratie an eis Institutiounen ze destabiliséieren.

Dat war de Constat, dee mer viru genee engem Joer am Kader vun enger Regierungsdeklaratioun op dëser Plaz gemaach hunn. An dëse Constat stëmmt an eisen Aen och nach haut.

Och wann dee beonrouegende Phenomeen sech mëttlerweil berouegt huet, sou misste mer nawell

eng politesch Léier aus deem Mouvement zéien. Et ass déi, datt mir och no der Pandemie wachsam musse bleiwen a weiderhin alles mussen drusetzen, fir datt Lëtzebuerg net zum Närbuedem vu rietsextremisteschen Entwécklunge gëtt.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Well och wa mer d'Pandemie haut plus ou moins am Grëff hunn, da bleift eng aner Gefor bestoen. Et ass déi, datt d'Rietspopulisten a Verschwörungsideologe sech en neit Theema eraussichen, fir d'Gesellschaft ze desinforméieren an opzehetzen, fir Angscht ze verbreeden a fir eise Rechtsstaat ze destabiliséieren.

Dozou däerf et net kommen, mir hunn et scho virun engem Joer hei betount, an dofir muss de Prinzipp vun der Nulltoleranz géintenìwwer esou Methode sech weiderhin zu Lëtzebuerg duerchsetzen; heibanne wéi dobaussen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Datt d'OECD an hirem Rapport net weider am Detail op dëse Volet agaangen ass, heescht net, datt en irrelevant ass.

Dat virausgeschéckt, kommen ech zu deem Secteur, deen an der Pandemie am Mëttelpunkt stoung: Et ass de Gesondheetssecteur natierlech, laanscht deen an dëser Debatt kee Wee ka féieren.

Wärend der Pandemie huet de Gesondheetssecteur, den zentrale Secteur vun der Santé publique, sech duerch eng grouss Krisefestegkeet ausgezeechent. An dat gëtt och positiv vun der OECD ervirgehuewen. Fir eis spillt de Solidaritéitsprinzipp dobäi eng entscheedend Roll.

Dës Bonne note däerf natierlech net iwwer eenzel strukturell Schwächten ewechtäuschen, dat huet mäi Virriedner och gesot, iwwert déi Schwächten, déi sech am Gesondheetssecteur op verschiddenen Eebene bemierkbar maachen an d'Stabilitéit vum ganze System awer dach e wéineg op d'Spill setzen. De Mathias Cormann, de Generalsekretär vun der OCDE, huet dee Volet ganz staark ënnerstrach.

Eng vun de gréisste strukturelle Schwächten ass natierlech déi schläichend Penurie u Personal. Dat ass bekannt. An der Pandemie ass virun allem de Fleegenoutstand méi visibel ginn an domat verbonnen eis grouss Ofhängegkeet vum Ausland. Allerdéngs schielt sech och um Niveau vun der Medezinn eraus, datt Lëtzebuerg op méi Generalisten a Spezialisten ugewisen ass.

Fir d'Penurie ze bekämpfen, si schonn eng Rei Moossnamen decidéiert ginn, an dat begréisse mir ausdrécklech. Mir bezweifelen awer, datt et mat deene geplangte Moossnamen duergeet, an dofir plädéiere mir derfir, weider Schrëtt ze analyséiere respektiv ze ënnerhuelen, déi et géifen erlaben, nach méi jonk Mënschen an d'Richtung vun engem Fleegeberuff oder awer enger medezinnescher Ausbildung ze orientéieren.

Et ass ganz sécher richteg, d'Studiegäng fir d'Fleegeberuffler duerch véier Spezialiséierungen ze erweideren an e Bachelor fir déi Beruffer anzeféieren, eiser Meenung no wier et awer och sënnvoll, dës Studiegäng méi enk mat de Studiegäng fir Medezinner ze vernetzen. Eng besser Vernetzung vun der Fleeg mat der Medezinn, e bessert Schaffen Hand an Hand géif engersäits d'Doktere vun enger Rei Tâchen entlaaschten an d'Aarbecht vun de Fleegeberuffer anerersäits méi interessant an attraktiv maachen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Doriwwer eraus ass et eiser Meenung no dréngend néideg, d'Infirmièren an d'Infirmiere vun deene massiven administrativen Aufgaben ze entlaaschten, fir datt se nees méi Zäit fir d'Patienten a Patientinnen hunn.

E weidere Punkt, deen eis och um Häerz läit, ass dee vum Statut vum Generalist. Als Gréng plädéiere mir derfir, datt dee Statut opgewäert gëtt. Dëst duerch d'Upassung vun der Nomenclature a vun den Tariffer, déi dem Zäitopwand muss Rechnung droen, déi en Dokter fir eng gutt individuell Begleedung vun engem Patient nun emol brauch.

Des Weidere mussen och d'Missiounen, déi souwuel um Niveau vun der Preventioun wéi och um Niveau vun der Primärmedezinn vun de Generalisten erfëllt solle ginn, nei definéiert an opgewäert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass sécher, wat d'Primärmedezinn iwwert dee Wee méi gestäerkt gëtt, wat d'Spideeler méi entlaascht ginn. Wéi wichteg dës Entlaaschtung ass, hu mer an der Pandemie erlieft. A pandemiefräien Zäiten ass et net manner wichteg, well och an normalen Zäite muss et drëms goen, der Iwwerbelaaschtung vum Personal a vun de Spidolscapacitéite virzebeugen.

Onofhängeg dovu muss all Mënsch net nëmmen a Pandemiezäiten, mee och generell am Alldag d'Recht op eng gutt medezinnesch Primärversuergung ausserhalb vum Spidol hunn, verschidde Priseen-chargen däerfen einfach net ausgesat ginn, éier iwwerhaapt emol vun enger Prise en charge am Spidol geschwat soll ginn.

Fir eis ass dat e weidere Grond, fir alles drunzesetzen, datt de Beruff vum Allgemeng- oder Primärmedezinner méi attraktiv gëtt an datt méi Medezinnstudente sech fir deen Ausbildungswee interesséieren.

Net anescht ass et am Beräich vun der Pediatrie, wou sech ëmmer op en Neits erausstellt, datt Lëtzebuerg mat engem akute Mangel u Pediatere konfrontéiert ass. Elo, wou d'Bronchiolite sech als Klengkand-Epidemie verbreet, ass d'Penurie u Pediateren nees an d'Aktualitéit geroden. Eigentlech ass de Problem awer net nei, scho viru Joren a Joren hu mer an der Chamber doriwwer diskutéiert a viru Joren a Joren hätten nei Weeër missen ageschloe ginn, fir de Beruff méi attraktiv ze maachen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Och hei spillt d'Opwäertung vum Statut eng entscheedend Roll. Stéchwuert Nomenclature, Tariffer a Facteur Zäit, déi bei der Pediatrie gradesou wéi bei der Generalmedezinn net genuch an d'Gewiicht falen. Positiv ass, datt déi grouss Gefor vun der Penurie mëttlerweil iwwerall, queesch duerch d'Bänk, unerkannt gëtt an domat och den akuten Handlungsbedarf, dee sech doraus ergëtt. Nach muss gehandelt ginn.

Ech kommen zu der Digitaliséierung, en anere wichtege Volet, op deen ech wëll agoen an dee sech och op de Gesondheetssecteur bezitt an dësem Fall. Am Fong war d'Pandemie eppes wéi e Wecker, deen am Beräich vun der Digitaliséierung geschellt huet. De sougenannte „wake-up call" huet dozou gefouert, datt d'Teleconsultatiounen an E-Prescriptioune praktesch vun engem Dag op deen anere méiglech gi sinn. Virun der Pandemie ware se bal net denkbar.

An awer! Trotz dësem Fortschrëtt, muss een haut feststellen, datt d'Digitaliséierung am Gesondheetssecteur nach ëmmer net do ukomm ass, wou se am Joer 2022 misst ukomm sinn. An dat obwuel d'Pandemie eis gewisen huet, wéi sënnvoll a wichteg d'Digitaliséierung am breede Beräich vun der Santé publique ass.

Dréi- an Aangelpunkt ass fir eis den Dossier de soins partagé. Ech widderhuelen dat, wat mäi Virriedner, de Mars Di Bartolomeo, och gesot huet: Ouni DSP ass e vernetzt Schaffen an eng Optimiséierung vun de Servicer, Akten a Prozedure ganz einfach net méiglech. An ouni DSP besteet och de Risiko, datt déi ëffentlech Gelder net ëmmer effikass agesat ginn. Duerfir si mir der Meenung, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Agence eSanté eng Gesamtstrategie mat engem kloren Zäitplang muss ausschaffen.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | D'Zil muss et sinn, d'Gestioun, mee och den Accès op d'Servere vun der eSanté an ëffentlecher Hand ze halen. Dat verhënnert net, datt ënnerschiddlech Logicielle vu baussen dateschutzkonform connectéiert kënne ginn an datt de Patient mat enger Gesondheetsapp Zougang zu all sengen Donnéeë kritt.

Wat d'Digitaliséierung am Spidolsecteur ugeet, muss et och geléngen, en eenheetlechen IT-System op d'Been ze setzen an d'Servicer konsequent mateneen ze vernetzen. Nëmmen esou ka garantéiert ginn, datt eenzel Ënnersichungen net zwee- oder dräifach mussen duerchgefouert ginn an deemno och zweeoder dräifach vun der CNS finanzéiert musse ginn.

Ëffentlech Gelder solle méi effikass ugeluecht ginn. Besonnesch an der Pandemie, wou den Drock op d'Spideeler grouss war, huet sech gewisen, wéi wichteg et ass, datt d'Zännrieder optimal aneneegräifen. An dowéinst muss déi pandemiefräi Zäit elo onbedéngt genotzt ginn, fir den Digitaliséierungsprozess an d'Vernetzung vun de Servicer op allen Eebenen ze beschleunegen an nohalteg ofzesécheren. Mir begréissen, datt d'Regierung och op dee Wee wëll goen, an dat geschwënn.

D'Pandemiegesetz, e grousst Stéchwuert fir haut. Dat gesot, kommen ech dann zu deem Punkt, deen den Här Wiseler dann och méi laang developpéiert huet. Ech schwätze vun deem Gesetz. Déi eng soen „Epidemiegesetz", déi aner „Pandemiegesetz". Ech denken, den Numm ass elo net dat Wichtegst. Et existéiert zu Lëtzebuerg iergendwéi an engem Tirang, an engem Schaf, aus dem Joer 1886, mengen ech. Et ass veraltert a kaum nach ze gebrauchen. Dofir ginn ech net op dat Gesetz an.

Mir hunn och e Gesetz iwwer Infektiounskrankheeten, dat am Juli 2018 nach emol ugepasst ginn ass. Dëst Gesetz bezitt sech op den Ëmgang mat héichgeféierlechen ustiechende Krankheeten.

An doriwwer eraus hu mer natierlech och mëttlerweil zwee Joer dru geschafft, fir 30 Covidgesetzer an extreem kuerzer Zäit op d'Been ze stellen. Bekanntlech waren dës Gesetzer speziell op d'Covidreegelen ausgeriicht an dat lescht Gesetz ass och nach a Kraaft. Wat zu Lëtzebuerg awer feelt, ass en zäitgeméisst an iwwergräifend Pandemiegesetz.

Domat mengen ech e Gesetz wéi zum Beispill dat an der Schwäiz. Den Här Wiseler huet vun deem däitsche Gesetz geschwat, dat an der Schwäiz besteet zanter 2012 ënnert dem Numm „Epidemiengesetz". Et berout op engem uralen Text, mee et gëtt reegelméisseg aktualiséiert, fir d'lescht nach am Joer 2020, wou et drëms gaangen ass, verschiddene Facettë vun der Coronapandemie Rechnung ze droen.

De sprangende Punkt ass follgenden: Prinzipiell geet et an engem Epidemiegesetz drëms – an notamment an deem vun der Schwäiz –, d'Zoustännegkeete vun den nationalen, regionalen a kommunalen Decideure kloer an transparent ze reegelen. An et geet drëms ze definéieren, wéi d'Zesummenaarbecht tëscht dem Staat an anere wichtegen Instanzen oder Institutiounen an enger Pandemie soll ausgesinn.

Den Zweck vun deem Gesetz ass deemno eng schnell an onbürokratesch Koordinatioun vu sämtlechen Acteuren, Gremien an Infrastrukturen, déi zur Iwwerwaachung, der Verhënnerung an der Bekämpfung vu Pandemien oder Epidemië bäidroe kënnen. An doweinst kommen och d'Fuerschung an déi internationaI Kooperatioun am Schwäizer Gesetz zur Geltung.

An deem Gesetz sinn dann och dräi Stufen definéiert, déi jee no Situatioun declenchéiert kënne ginn: déi normal Situatioun, déi besonnesch Situatioun an déi ausseruerdentlech Situatioun, déi am Fong vergläichbar ass mam État de crise, wou d'Decisioune praktesch komplett an den Hänn vun der Regierung leien, hei allerdéngs mat engem gewëssene Matsproocherecht vun der Populatioun. Dës lescht Situatioun oder Stuf ass op maximal sechs Méint limitéiert an der Schwäiz an däerf just a ganz akuten Noutsituatiounen ausgeruff ginn.

An deem Gesetz geet et also net just ëm d'Adaptatioun vun de Covidreegele jee no Situatioun an Entwécklung. Et geet virun allem drëms, en iwwergräifenden an transparente Kader ze hunn, deen et erlaabt, séier, effikass a kohärent ze handelen, ouni d'Demokratie ausser Kraaft ze setzen. Aus all deene Grënn si mir als Gréng der Meenung, datt d'Elaboratioun vun engem Pandemiegesetz och fir Lëtzebuerg eng gutt Saach wier a villes géif vereinfachen.

Mir sinn eis awer och bewosst, datt de Schwäizer Modell net direkt op eise politesche System iwwerdrobar ass. Mir sinn awer der Meenung, dass ee sech dorun inspiréiere kann oder awer un anere Modeller, déi et och gëtt. Aus dem Stee schléit een esou e Gesetz jiddefalls net.

Dir Dammen an Dir Hären, well meng Riedezäit net éiweg ass, kommen ech zum Schluss nach bei d'Educatioun a méi speziell bei d'Kanner an déi Jonk, déi an der Pandemie staark op d'Prouf gestallt gi sinn, souwuel bildungspolitesch wéi och mental. Eng gutt Bewäertung gëtt et am Schoulberäich, wou d'OCDE positiv ervirhieft, datt d'Schoulen zu Lëtzebuerg am mannsten zou waren am Verglach zu deenen anere Länner aus der OCDE. An der Grondschoul louch den OECD-Duerchschnëtt bei 80 Deeg, zu Lëtzebuerg waren et der nëmmen 48. Am Secondaire louch den Duerchschnëtt bei 94 Deeg, zu Lëtzebuerg bei just 34.

Datt d'Schoule gréisstendeels opbliwwe sinn, hu mir als Gréng vun Ufank un ënnerstëtzt, anerer manner oder guer net. Haut si mer frou ze gesinn, datt mer richteglouchen an datt déi oppe Schoule bewisenermoossen derzou bäigedroen hunn, déi negativ Effekter op d'Bildungsresultater a Grenzen ze halen.

An awer: Gutt Bildungsresultater heeschen net per se, datt et alle Kanner a Jonke gutt geet zu Lëtzebuerg an datt hir mental Gesondheet intakt ass. Ganz am Contraire: Sämtlech national an international Etüden, och d'OECD, weisen drop hin, datt déi mental Gesondheet vun der jonker Generatioun staark ënnert der Pandemie gelidden huet an datt dësen Zoustand riskéiert, ville jonke Mënschen d'Zukunft ze verbauen.

Doweinst kann een net oft genuch bedaueren, datt d'Waardezäiten an der Kanner- a Jugendpsychiatrie – hei geet et och ëm d'Penurie vu Spezialisten an engem ganz wichtege Beräich – endlos sinn an datt de Remboursement vun der Psychotherapie nach ëmmer op sech waarde léisst.

Dir Dammen an Dir Hären, och wann et haut nach net kloer ass, ob mir d'Pandemie schonn hannert eis hunn oder net, esou féiert haut scho kee Wee derlaanscht, eng To-do-Lëscht fir déi jonk Generatioun op d'Been ze stellen, engersäits fir d'Nofollgeschied vun der Pandemie op déi jonk Generatioun ofzefiederen, anerersäits awer och, fir se am Hibléck op d'Zukunft méi staark a méi widderstandsfäeg ze maachen.

Erfreelech ass dobäi, datt dës To-do-Lëscht schonn a groussen Zich existéiert. Ech schwätze vum virleschte Rapport vum OKaJu, dem Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, dee sech ganz speziell op d'Auswierkunge vun der Covidkris op d'Kanner a Jonker konzentréiert huet a ganzer 24 Recommandatiounen enthält. Mir mussen d'Rad also net nei erfannen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Elo geet et drëms, dës Recommandatioune mat liewegen Inhalter ze fëllen an déi jonk Generatioun un der Gestaltung vun deenen Inhalter ze bedeelegen. Wa mer dat fäerdegbréngen, Dir Dammen an Dir Hären, da komme mer e gutt Stéck weider, och um Niveau vun de Kannerrechter, wou Lëtzebuerg e gewëssenen Nohuelbedarf huet, wann et ëm Matbestëmmung a Participatioun geet.

Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Kanner an déi Jonk an der Pandemie net selwer konnten decidéieren, ob d'Schoulen op oder zou sollte sinn, ass aus sanitäre Grënn verständlech. Ech wetten awer, datt se sech mat enger grousser Majoritéit fir oppe Schoulen decidéiert hätten an domat och eis Regierung ënnerstëtzt hätten.

Dat gesot, soen ech Iech Merci, well meng Riedezäit um Enn ass.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Madamm Lorsché. An den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen, Dir Hären, merci der Regierung fir dës Debatt an dem Här Claude Wiseler och fir seng Interpellatioun en häerzleche Merci.

De Rapport vun der OECD ass méi nuancéiert wéi dat, wat d'Regierung ons gleewe maache wëllt. Niewent Luef gëtt et nämlech och Kritik. Besonnesch déi héich Zuel un Affer bei den eelere Leit an den Heemer, dëst trotz strenger an mënschenonwierdeger Isolatioun. Dat ass och der OECD opgefall. Dës verléiert awer kee Wuert driwwer, datt déi zoustänneg Ministerin net hir politesch Verantwortung iwwerholl oder geholl huet. Dat hat deemools déi ganz Oppositioun geschlosse verlaangt.

De Coronanarrativ vun enger grousser Kris a fläissegen Institutioune gëtt awer ervirgestrach. Zu Recht geet rieds vun der Erosioun vum Vertrauen an d'Regierungs- an Expertemeenung. Genee dat dierft awer an Zukunft d'Konklusioun sinn, déi vill Leit vum Corona zréckbehalen. Wie net déi ganz Wourecht seet, huet e Problem, fir d'Vertrauen duerno erëmzegewannen.

Am Virwuert vum Rapport gëtt och behaapt, datt d'Bewältegung vum Covid-19 opgrond vun zolitte Fakte geschitt wär. Dat hu mer deemools scho bezweifelt an haut wësse mer nach méi. Periodesch kommen nei Informatiounen eraus, déi villes vun deem, wat eis erzielt gouf, relativéieren oder souguer dementéieren. D'Fro ass: Wéi wäit war dat scho wärend der Pandemie gewosst? Oder gouf et wëssentlech verschwigen? Dat wësse mer net. Dat ass déi Fro, déi mer ons stellen.

D'OECD ass an eisen Aen net déi Instanz, fir esou eng Etüd ze maachen. Si kennt eist Land net genuch, an Interviewen iwwer Videoe si keng richteg Enquête. De Rapport vun der OECD ass an onsen Aen ...

(Brouhaha)

... eng Gefällegkeetsenquête am Optrag vun der Regierung. Laanscht eng neutral an objektiv Evaluatioun vun alle Moossnamen, déi ze veräntwere sinn, mat hiren Auswierkungen op eis ganz Gesellschaft, wäert d'Regierung net kommen.

A wat d'CSV ubelaangt, do wéilt ech jo nach emol och relativéieren, datt si nach villes méi streng wollte maache wéi d'Regierung.

(Interruptions)

Ech schwätze vun enger Tracingapp bis hin zu enger allgemenger Impfflicht.

M. Dan Kersch (LSAP) | Sot hinnen et emol! Et hëlt zwar keen Iech seriö, mee sot et awer!

(Interruption)

M. Jeff Engelen (ADR) | Här President ... oder Madamm Presidentin, pardon, ...

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Den Här Engelen huet d'Wuert a soss keen, wannechgelift.

M. Jeff Engelen (ADR) | ... Covid ass eng Realitéit. Vill Leit si krank ginn a vill sinn och mat deem Virus gestuerwen. All Doudegen ass en Doudegen ze vill an déi betraffe Familljen a Leit hunn eist déifst Matgefill.

Mir gehéieren net zu deenen, déi déi Krankheet leegnen. D'ADR hat awer dobäi ëmmer eng verantwortungsvoll a méi moderat Linn gehat: Respekt virun der Fräiheet a vun der Autonomie vum Eenzelnen, keng Aschränkung vun de Grondrechter a keng Repressiounen, Jo zu fräiwëllegen Impfungen.

Besonnesch d'Regierungsrhetorik mam Opdeele vum Land an „déi gutt Geimpft" an „déi béis Impfskeptiker" huet vill Schued gemaach. Zur Erënnerung: Leit, déi sech net wollten impfe loossen, goufen de facto vum sozialen a kulturelle Liewen ausgeschloss a si hu misse bezuelen, fir däerfe schaffen ze goen.

Bis haut wëll d'Regierung och keng Transparenz, wat d'Niewewierkungen ubelaangt, a bis haut zéie mer och nach keng Konklusiounen aus der Tatsaach, datt d'Impfen absolutt net d'Iwwerdroe vum Virus op anerer verhënnert.

Et koum wärend der Pandemie zu grousse Spannungen an der Gesellschaft an zu Demonstratiounen, déi konsequent ënnerdréckt goufen. Fir déi Rout Bréck zu enger Demonstratiounszon ze erklären, do muss ee schonn eng grouss Fantasie hunn. Dat war am Fong geholl en Trauerspill fir eis Demokratie. Jo, et koum leider ...

(Brouhaha)

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Dir hutt gehollef, dat ze ënnerstëtzen. Är Partei huet dat gehollef ze ënnerstëtzen, Här Engelen.

(Brouhaha)

M. Jeff Engelen (ADR) | Madamm Presidentin, et koum leider op der Säit vun enger klenger Minoritéit vun Demonstranten zu e puer inakzeptabelen a bedauerlechen Tëschefäll, zum Beispill um Chrëschtmaart oder géint d'Privatsphär vun e puer Politiker. Dat verurteele mer als ADR ganz däitlech an op d'Schäerfst.

(Interruption)

Awer déi grouss Majoritéit vun den Demonstrante war friddlech. Mee och si goufe kritiséiert a verdaamt. An eisen Aen ass dat absolutt inakzeptabel. Als ADR stelle mer fest, datt d'Regierung op Basis vun deels falschen Argumenter eng repressiv Politik bedriwwen huet.

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Här Engelen, erlaabt Der, datt den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

M. Jeff Engelen (ADR) | Ech géif emol eng Kéier soen, ech hätt haut keng Loscht op dem Här Dan Kersch seng Doktrinn.

Plusieurs voix | O!

M. Dan Kersch (LSAP) | Dir kommt awer net laanscht d'Fro. Wien huet dat gemaach?

M. Jeff Engelen (ADR) | Ech géif da virufueren, ech hunn nëmmen zéng Minutten.

M. Dan Kersch (LSAP) | Wien huet déi friddlech Demonstrante verurteelt? Dir hutt elo hei op der Tribün eppes gesot ...

(Brouhaha)

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Den Här Engelen hält elo seng Ried fäerdeg.

M. Jeff Engelen (ADR) | Ech hunn elo d'Wuert, Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | En ass elo duerjerneen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Dat kënne mer net acceptéieren, déi repressiv Politik. An enger Demokratie muss ëmmer Plaz si fir aner Meenungen a fir Protest!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Wou ass do d'Toleranz, vun där ëmmer esou grouss geschwat gëtt, dobaussen an och heibannen?

Leider hate mir och haasserfëllt Artikele géint Impfskeptiker a villen, och groussen Zeitungen. D'Press war gréisstendeels alles anescht wéi nuancéiert an/oder gemäässegt. Misst si sech och net emol hannerfroen?

(Exclamations)

Loosst mech nach op e puer Punkten agoen. Et ass éischtens drëm gaangen, de Spidolssecteur an de Gesondheetssystem net ze iwwerlaaschten. Dat ass gegléckt mat enger Beleeung vun den Akutbetter vu maximal 10 % bei deenen normalen a vu maximal 52 % bei deenen intensive Better, wéi d'Madamm Minister an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro selwer gesot huet.

Dat hat awer och en héije Präis, well bis haut waarden nach eenzel Leit drop, datt si medezinnesch Hëllef kënne kréie fir Problemer bei hire Krankheeten, no deene wärend der Pandemie kaum méi gekuckt ginn ass. Eenzel Spidolsservicer si broochgeluecht ginn. Dat musse mer alles ganz objektiv hannerfroen. A wat kënne mer besser maachen an der Zukunft bei enger änlecher Saach?

Corona huet virun allem och dat akut Versoe vun eiser sozialistescher Gesondheetspolitik gewisen, déi jorelaang Better ofgebaut huet, obschonns d'Bevëlkerung massiv gewuess ass.

Plusieurs voix | O!

M. Jeff Engelen (ADR) | Wann et awer iergendwéi nach goung ... ech hat jo do en Depot eragereecht, e Gesetzesdepot, dee kéint och emol aus dem Tirang erausgeholl ginn. Wann et awer iergendwéi nach goung, ass dat virun allem den Dokteren an dem medezinnesche Personal ze verdanken. Hinne soe mer nach emol e grousse Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Den zweete wichtege Punkt an der primärer Regierungsmissioun nieft dem Oprechterhale vum Gesondheetssystem war jo de Schutz vun de besonnesch ufällege Bierger an hei deenen eelere Leit. Leider muss ech kengem heibannen an Erënnerung ruffen, wéi monumental an deem Beräich d'Versoe vun der Regierungspolitik war.

An nach eppes wëlle mer däitlech ënnerstraichen: Mir wëllen d'Fräiheet vun de Leit verdeedegen. Mir wëlle keng QR-Coden, déi eist Liewe reglementéieren, a kee Gesondheetspass, deen an der EU als neit Reesdokument gëllt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Déi lescht Joren hunn eis leider gewisen, wéi zerbriechlech eis Fräiheet ass.

Mir wëllen och net ëmmer méi Kompetenzen un d'EU ofginn. Eng europäesch Gesondheetsunioun muss an den Hänn vun den Natioune bleiwen. Mir wëllen och net, datt d'Weltgesondheetsorganisatioun oder aner international Gremie bei eis am Land kënne konkreet politesch Mesuren oder Moossname virschreiwen. Mir sinn als ADR fir eng international Zesummenaarbecht am Gesondheetswiesen, awer mer mussen nach selwer kënnen decidéieren, wat hei am Land geschéie soll.

Eenzel Moossname waren zum Deel gutt, anerer iwwerspëtzt. Ech wëll dann op déi puer iwwerspëtzt agoen. Dat war de Couvre-feu mat sengen Ausname fir Hausdéieren. En huet de mënschleche Kontakt ënnerbonnen zu Auerzäiten, wou souwisou ganz wéineg Leit ënnerwee waren. Firwat hunn déi kleng Geschäfter missen zoumaachen an déi grouss konnten opbleiwen? D'Maskeflicht, déi haut vu villen och wëssenschaftlech hannerfrot gëtt. Den deiere Large-Scale-Testing. E Rapport duerch d'Cour des comptes gëtt elo gemaach op Drock vun der ADR.

(Hilarité)

Zu engem Bilan vun de Lëtzebuerger Coronamoossnamen zielt ganz sécher och en Audit vun deene Suen, déi an de private Secteur gefloss sinn. A wie kritt hei déi Testresultater? Wie kritt international Zougrëff op d'DNA vun deene Persounen, déi getest goufen? Als ADR verlaange mir eng komplett Opklärung.

Mir als ADR hunn d'Regierung do ënnerstëtzt, wou et eisem beschte Wëssen a Gewëssen no méiglech war. Dat hu mer gemaach. Mee et gouf och villes kopéiert, wat dobaussen an Europa decidéiert gouf, an dat huet och deels zu enger Opspléckung an eiser Gesellschaft geféiert, wat net glécklech war. Ech si well drop agaangen. Wat d'Spléckung ubelaangt, ass dat och bis op d'medezinnescht Personal eriwwergaangen. Hei hu leider och eenzel gutt Leit decidéiert, datt si dee Beruff net méi wëlle maachen, wat mir bedaueren.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Och d'wirtschaftlech Schied däerfe mer net vergiessen. D'Existenz vu ville Bierger am Aarbechtsverhältnis konnt geséchert ginn, an dat ass och gutt a richteg esou. Als ADR hate mer zwar 100 % Lounausgläich gefrot an net nëmmen 80 %. Wéi awer mat de liberale Beruffer a Geschäftsleit ëmgaange ginn ass, muss och nach genee gekuckt ginn. Bei ville Betriber a ganze Wirtschaftssecteure si bleiwend Problemer entstan. Horeca a Logistik sinn hei nëmmen zwee Beispiller vu villen.

Dankbar si mir als ADR all deenen, déi gehollef hunn, datt et awer virugeet: am medezinnesche Secteur, dem Léierpersonal, de Sécherheetsdéngschter, villen Administratiounen a Verwaltungen, de Camionschaufferen, der Post an nach vill méi. Si all hunn eng groussaarteg Aarbecht geleescht fir eis a fir eist Land.

D'Regierung brauch awer och nach méi Viraussiicht fir e verantwortungsvollt Handelen. Dowéinst hat d'ADR scho ganz am Ufank vun der Pandemie vill konkreet Initiative proposéiert. Och dat gehéiert zur Analys: en neit Pandemiegesetz – den Här Claude Wiseler ass scho méi laang drop agaangen –, strateegesch Reserven op eisem Territoire souwuel am Beräich vun der Energie, wéi och bei de Liewensmëttel, wichtege Gidder a Medikamenter, eng Reindustrialiséierung op EU-Niveau, fir d'Ofhängegkeet vu China ze reduzéieren, eng Opstockung vun de Spidolsbetter, d'Erhale vun der Beweegungsfräiheet an der EU, eng Landwirtschaft, déi eist Land kann ernieren; an et wär ganz sécher nach villes méi do ze ernimmen.

Madamm Presidentin ... Här President, pardon, mir mussen onbedéngt aus dëser Kris d'Léieren zéien. Mir brauchen ënner anerem e bessere Gesondheetssystem mat genuch Reserven. Mir bestinn dowéinst op engem grousse Militärspidol, dat och gäre kann zesumme mat der Iddi vun enger Uniklinick gemaach ginn oder geduecht ginn.

Mir brauchen demokratesch Kultur an och keng Repressiounen. Dat ass net gutt fir eist Land. Dat spléckt e Land, an dat wëlle mer net.

Mir wëllen eng Eenheet, an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, léif Ministeren, fir d'éischt emol merci der Regierung an och der CSV fir dës Debatt. An ech wéilt als Éischt agoen op d'Natur vun der OECD, well et muss ee jo awer och kloer soen, dass d'OECD als Wirtschafts- an Handelsorganisatioun net wierklech eng onofhängeg Organisatioun ass, fir eng Evaluatioun ze maachen. Et ass eng tëschestaatlech Organisatioun vun den entwéckeltste Länner vun der Welt, déi kloer en ekonomesch-politeschen Uerder vertrëtt an deemno och en ideologesche Brëll unhuet.

D'OECD ass och keng Gesondheetsorganisatioun. Als Organisatioun, déi ganz kloer eng maartwirtschaftlech Ausriichtung vertrëtt an deemno, wéi gesot, hiren ideologesch-politesche Brëll unhuet, gesäit d'OECD och net alles mat Recul a beliicht och net all d'Aspekter vun der Covidgestioun kritesch. Dat hunn och schonn eng Rei Virriedner hei gesot, an ech mengen, et ass wichteg, dat nach eng Kéier ze soen.

Sou blent si dann och eng Rei Punkten aus, déi mir awer reegelméisseg och scho kritiséiert hunn. An ech wäert dann och aus Zäitgrënn natierlech net op all Punkten agoen, mee op eng Rei Punkten an och virun allem op eis Haaptkritikpunkten.

Dorënner d'Auslagerung vun essenzielle Servicer wéi d'Testen an de Contracttracing u privat Acteuren. Erënnere mer dorun, dass grouss Consultingboîtten dës Aufgaben iwwerholl haten. Wa mer verstinn, dass an enger éischter Instanz natierlech an der Urgence dëse Schrëtt ënnerholl gouf, fir mat privaten Acteuren zesummenzeschaffen, sou versti mer net, dass no Méint a Méint nach ëmmer ganz vill vun dësen essenzielle Servicer vu privaten Entreprisë geréiert an exekutéiert goufen.

D'OECD geet esouguer méi wäit a recommandéiert eng verstäerkt Kollaboratioun tëscht dem Staat a privaten Entreprisen. Si kuckt hei natierlech net, a wéi

engen Aarbechtskonditiounen um Terrain geschafft gëtt, wat och d'Qualitéit ugeet.

D'Fro ass dann: Wéi wëlle mer eis an Zukunft, wa mer nach eng Kéier eng Pandemie hunn, besser opstellen? Oder wéi wëlle mer schaffen? Wëlle mer nach eng Kéier d'selwecht mat privaten Acteuren esou verfueren oder wëlle mer eis Servicer anescht opstellen?

D'Prise en charge vun der Gesondheet gehéiert an eisen Aen an eiser Meenung no zu den Haaptaufgaben a Responsabilitéite vum Staat als Garant vum Bien commun. Eiser Meenung no missten dowéinst déi Aufgabe vu staatlechen Acteuren iwwerholl ginn an net vu profittorientéierte privaten Acteuren.

Interessanterweis gouf jo och am Ufank vun der Pandemie ganz dacks drop higewisen, dass mer e staarke Staat brauchen, dass eebe grad d'Pandemie u sech eng Preuve derfir ass, dass mer e staarke Staat brauchen. Mee e bësselchen hu mer d'Gefill, dass déi Gedanken awer schnell vergiess waren am Laf vun der Pandemie.

Och recommandéiert d'OECD zum Beispill d'Institutionaliséierung vum Contacttracing, woumadder mir natierlech averstane sinn, eebe grad well mer der Meenung sinn, dass d'Resilienz an d'Zukunftsfäegkeet vun engem Gesondheetssystem vis-à-vis vun zukünftege potenzielle Pandemië besser ausgestatt ass, wa mer da staark ëffentlech Servicer hunn.

Wat d'Demokratie ugeet, och dorobber ass schonn hei laang a breet agaange ginn: D'OECD begréisst natierlech, wéi mer et och hei schonn oft gemaach hunn, dass d'Parlament esou vill agebonne war. Mee ech mengen, do muss een awer och ganz kloer soen, dass deen demokratesche Prozess awer och zum Deel scheindemokratesch Zich hat, wann ee gesäit, dass ganz vill Avisen, bon, vu dass mer immens kuerz Zäit ëmmer nëmmen haten, vun enger Rei Acteuren net wierklech en compte geholl gi sinn, wéi déi sällegen Avise vun der Mënscherechtskommissioun, déi awer op e wichtegen Aspect wéi dee vun der Proportionalitéit agaange sinn, déi ganz dacks net genuch mat en compte geholl gi sinn.

Wat d'Kommunikatioun ugeet, do recommandéiert d'OECD eng besser Kommunikatioun tëscht dem Schoulministère an de Leit um Terrain an den Administratiounen. Jo, dat ass sécherlech gutt, mee och do gesi mir hir Kritik als ze vill moderat, well e Problem war eiser Meenung no och ganz kloer, dass den Educatiounsministère Moossname fir sech geholl huet an net genuch mat agebonne gouf an déi generell Moossnamen, déi mir hei an de Covidgesetzer decidéiert hunn. Och dat ass scho gesot ginn.

An d'Kommunikatioun war allgemeng gepräägt vu ganz vill Hin an Hier, och dat ass schonn oft gesot ginn, virun allem bei de Moossnamen natierlech. Do bleift an Erënnerung, dass esouguer mir hei am Haus heiansdo net méi woussten, wéi eng Moossnamen da wierklech grad en vigueur waren, well et gouf effektiv vill Hin an Hier bei de Moossnamen. A leider geet d'OECD weider guer net op dëse Punkt an, woubäi dat awer eigentlech, mengen ech, och en Haaptpunkt ass, wann een eng Evaluatioun vun der Covidgestioun mécht.

Mir mengen awer, dass een, wann een eng Evaluatioun mécht, och ganz kloer dësen Zickzackkurs beliichte muss. E puer Beispiller: Dir kënnt Iech erënneren, dass den 2G agefouert an no engem Mount erëm ofgeschaaft gouf. Idem mam obligatoreschen 3G: Och deen ass agefouert ginn a kuerz drop erëm ofgeschaaft ginn. Wat huet dat bruecht, ausser Frust, Verzweiflung a Roserei?

Aner Moossnamen, déi Haaptinstrumenter waren an der Pandemiebekämpfung, wéi zum Beispill d'Kontaktquarantän oder och d'Isolatioun, goufen op eemol ofgeschaaft, ouni dass deem eng wierklech wëssenschaftlech Basis zugronn louch. A wa mer d'Froe gestallt hunn, krute mer ganz dacks gesot, dass dat eigentlech éischter eng Mesure wier, déi geholl géif gi wéinst deene Mesuren, déi am Ausland geholl gi wieren, also net wierklech eng wëssenschaftlech Basis deem zugronn louch.

De Risiko bei deem Zickzackkurs ass ganz kloer, dass Vertrauen an d'Politik verluer geet, d'Vertrauen an d'Institutioun verluer geet, an och dat huet d'Mënscherechtskommissioun ëmmer erëm widderholl an och mir hei am Haus hunn dat ëmmer erëm widderholl. An dat ass, mengen ech, och ee vun den Avantagen, deen effektiv e Pandemiegesetz hätt, fir méi Previsibilitéit a méi Kohärenz do eranzebréngen.

D'OECD geet dann och net op en anere Punkt an, deen eis awer och ganz wichteg ass, an zwar dass Politik gemaach ginn ass mat Drock. Den 2G war dat ganz kloer: Et ass dréms gaangen, Drock auszeüben, fir dass d'Leit sech impfe loossen. Den obligatoreschen 3G war am Endeffekt net wierklech eppes aneres. An ech mengen, et muss een och kloer soen, dass een net stolz dorobber soll sinn, dass mer Politik ... oder dass d'Regierung Politik mat Drock gemaach huet. An ech mengen, dass een dee gesellschaftleche Schued vun deene coercitive Moossnamen do net ënnerschätze kann, och wa mer effektiv am Moment guer net doriwwer schwätzen, well dat grad einfach esou ausgeblent gëtt. Mee ech mengen, dass do wierklech e gesellschaftleche Schued ass, deen een net kann ënnerschätzen.

Ech mengen, et ass ganz wichteg, éierlech ze sinn, well d'Regierung huet dann, wéi ech grad gesot hunn, Politik mat Drock gemaach. Dat hunn ech schonn e puermol gesot. Dat Ganzt stoung awer u sech op ganz wackelege Been, wéi mer haut wëssen.

A mir wëssen zënter Kuerzem, dass den Impfstoff vu Pfizer mol net vun hinne getest gi war eebe fir de Friemschutz. Ech mengen, dat ass jo viru Kuerzem vun enger Vertriederin vu Pfizer am EU-Parlament gesot ginn. An dat muss ee sech jo dann awer emol op der Zong zergoe loossen. Mir haten eng Impfcampagne mat deene Moossname fir de Friemschutz, dee baséiert huet op enger Premiss, dass mer eeler a vulnerabel Leit sollte schützen. An do si mer, wéi gesot, viru Kuerzem gewuer ginn, dass dat u sech eigentlech esou net gestëmmt huet.

D'Regierung huet sech dann, geneesou wéi aner EU-Regierungen, un der Nues féiere gelooss vu Pfizer a Co. Erënnere mer drun, dass d'EU 4,6 Milliarden Impfstoffdosen aacht pharmazeutesche Laboen ofkaf huet. Haut wësse mer, dass d'Impfstoffer virun allem en Eegeschutz géint schwéier Verleef sinn. Mir wëssen, dass déi héich geschwueren Devise, dass mer eisen Nächste solle schützen, esou net gestëmmt huet.

D'Pharmakonzerner, déi net ëmmer mat korrekte Mëttel geschafft hunn, wéi ech schonn duergeluecht hunn, hu sech an där Zäit eng gëllen Nues verdéngt: BioNTech huet am Joer 2021 e Benefiss vun 10,3 Milliarden Euro gemaach, Pfizer e Benefiss vun 21 Milliarden Euro am Joer 2021 eleng a Moderna 11,6 Milliarden Euro Benefiss am Joer 2021. Déi Zuele muss ee sech och wierklech unhéieren. Dat sinn enorm Gewënner!

An da kommt, mir schwätzen emol iwwert d'Verléierer. Et ass entre-temps gewosst, awéiwäit dës Entreprisen Drock op d'Regierungen ausgeüübt hunn, fir dass d'Brevete vun den Impfstoffer net sollten opgehuewe ginn. Corporate Europe Observatory – dat ass eng ONG, déi d'Lobbyinfluenz um Niveau vun der EU observéiert – seet, dass si an hire 25 Joer Existenz zu Bréissel nach ni esou eng enorm Intransparenz gesinn hu wéi am Dossier Impfstoffbeschafung. D'Pharmaindustrie hätt massiv Drock op d'EU-Kommissioun ausgeüübt, fir dass d'Patenter vun den Impfstoffer eeben net sollte suspendéiert ginn.

(Interruptions)

Erënnere mer eis un d'Initiativ vun Indien a Südafrika ... se si schéin, d'Käerzen, gell? Erënnere mer eis un d'Initiativ vu Südafrika an Indien, fir d'Breveten ze suspendéieren, eng Initiativ, déi mir och ënnerstëtzt hunn hei am Parlament ouni Erfolleg, an dat, fir dass an deenen aarmen a Schwellelänner eebe grad d'Produktioun vun Impfstoffer kéint ugekuerbelt ginn, fir dass och si kéinte vun den Impfstoffer profitéieren.

Wéinst dem Patentschutz awer an dem Onwëllen, dësen opzehiewen, ass den Impfstoff net zu engem ëffentleche Gutt ginn, an ech mengen, et muss ee kloer soen, dass ganz vill Mënschen onnéideg gestuerwe sinn. An dat dierf an enger Pandemie eigentlech net sinn.

D'Impfongerechtegkeet ass awer och net just e Resultat vun der Lobbyinfluenz, mee ganz kloer och vun der Realpolitik, vun enger Politik, déi op eegen Interessen ausgeriicht ass. Nodeems jo am Ufank versicht ginn ass, gemeinsam Impfstoffer anzekafen iwwert de COVAX-Mechanismus, si ganz schnell erëm aner Reflexer opkomm an déi räich Natiounen hunn d'Impfstoffer dann deier fir sech akaf. D'OECD recommandéiert dann och do eng méi staark Kooperatioun an Zukunft, wat mir definitiv begréissen.

Et freet ee sech: Wann dës Pandemie et net fäerdegbruecht huet, dass mir aneschters denken an handelen, dass mer ëmmer erëm an eise selwechte Grenzen denken, wat muss dann iwwerhaapt nach geschéien? Wann dës Pandemie eis net méi no zesummebruecht huet, mee d'Grief an der Welt an och an eise Käpp ëmmer méi déif gemaach huet, wat muss da geschéien? Mir hunn iwwerhaapt näischt geléiert, mengt ee bal. Mir hu keng Léiere gezunn a mir sinn net méi resilient gi fir zukünfteg Pandemien, fir sech do wierklech, wéi et dacks gesot gëtt, zesummen am Boot derduerchzemanövréieren. Dat ass am Endeffekt net geschitt. Dat waren eidel Parolen, déi gesot gi sinn. Mee leider ass dat net geschitt.

Zréck op Lëtzebuerg. Wat een och ëmmer erëm muss ervirhiewen – an och dat ass ganz oft hei och vu mir, och vun aneren, gesot ginn –, dat ass, dass eng Rei Populatiounsgruppen ouni Stëmm, ouni Lobby net prioritär bei de Moossname consideréiert goufen zu Lëtzebuerg. Virun allem d'Kanner hunn an de Schoule misse laang Masken unhalen a sech teste loossen, obwuel si keng Risikogrupp sinn. Och d'Prisonéier an d'Detenuen – dat hunn ech x-mol gesot – si laang vergiess ginn.

Bei hinnen hunn nach laang d'Moossname gegollt, wéi am Rescht vun der Gesellschaft schonn d'Moossnamen opgehuewe gi waren. Et kann net sinn, dass Mënsche mat wéineg Sproochrouer, mat wéineg Lobby einfach vergiess ginn! Och dat ass enger Demokratie net wierdeg.

Zur Impfflicht dann. D'Regierung huet gemaach, wéi wa se alternativlos wier. Dat waren hir Wierder. Och do mengen ech, dass immens grouss Schied ugeriicht gi sinn an eiser Gesellschaft, a virun allem am Zesummenhalt a wat d'Vertrauen ugeet an der Gesellschaft. Dat huet d'OECD och net ënnert d'Lupp geholl; wat ech bedaueren. An och d'Regierung an déi Parteien, déi sech fir d'Impfflicht ausgeschwat haten, hunn hir Roll net kritesch beliicht.

Et ass méintelaang eng Diskussioun gefouert ginn, déi extreem toxesch war fir den Zesummenhalt an eiser Gesellschaft. Wann een den Discours mat Recul analyséiert – an ech mengen, dat soll ee wierklech maachen –, da kënnt een net derlaanscht ze gesinn, wéi schnell mer eis dach géigesäiteg kënne beschëllegen.

Kollateralschied hu mer dofir do an och op anere Plazen op der ganzer Linn. Virun allem awer déi Jonk hunn an der Covidpandemie immens gelidden. Dofir kann ee kee schëlleg maachen. Wat een awer hätt kënnen evitéieren, ass, dass Jonker zum Beispill ausgeschloss gi vum Sport oder vu Klassenausflich, well se net geimpft sinn.

Do si Saache geschitt, déi hätten net dierfe geschéien! Kanner a Jugendlecher auszeschléissen op Basis vun hirem Impfstatus, dat geet eiser Meenung no iwwerhaapt net. Och dat ass net proportional zum Zil, wann ee weess, dass si keng vulnerabel Grupp sinn an dass de Friemschutz esou net wierkt.

Wonneren dierf ee sech dann och net, wa Jonker d'Vertrauen an d'Politik verléieren, net méi un Demokratie gleewen an u mentalen an emotionale Krankheeten erkranken. Een Deel vun deem, wat mer ënner psychologeschen an emotionale Suerge verstinn, ass dann awer och, mengen ech, hausgemaach. An, ech mengen, dat muss ee sech och unhéieren. D'OECD geet zwar op d'mental Gesondheet an, mee gesäit dee Lien net oder zumindest beliicht dee Lien net tëscht de Moossnamen an der mentaler Gesondheet.

D'OECD seet da ganz villes net. Si geet och net op déi strukturell Facteuren an, wéi zum Beispill de Personalschlëssel beim Gesondheetspersonal, de PRN. Dëse gëtt jo esou ausgerechent, dass nëmmen 82 % vun de cumuléierten Akte refinanzéiert ginn. De Personalschlëssel ass also esou gerechent, dass mer eigentlech permanent an engem Sous-effectif sinn. A wann dann eng Pandemie derbäikënnt: natierlech dréint een dann op der Felg. Ech mengen, och dat ass e strukturelle Facteur, deen een awer och muss benennen.

Des Weidere muss een och – an dat hunn och scho Virriedner gemaach – op d'Penurie vum Gesondheetspersonal agoen. Och do recommandéiert d'OECD ganz kloer d'Formatioun an de Rekrutement vu Gesondheetspersonal. Dat ass näischt Neies, dat ass och scho vun alle Virriedner gesot ginn. Natierlech musse mer rekrutéieren. Mee wéi solle mer rekrutéieren, wa keen do ass? Dofir ass d'Fro vun de Formatiounen, den Ausbildungen an och enger Uniklinick immens wichteg.

Dann zum Pandemiegesetz. Ech hunn et schonn e puermol gesot: Mir mengen och, dass dat sollt kommen, eebe grad, fir an Zukunft besser opgestallt ze sinn, fir sech besser virzebereeden, méi previsibel ze schaffen a manner an en Hin an Hier ze falen. Ech mengen, an de Klinicken hat ee jo eppes Änleches mat deene Stufen, wou een e bësse konnt virausgesinn, wat wäert geschéien. Eppes Änleches kéint ee sech och fir de Rescht vun der Gesellschaft virstellen.

Och d'OECD recommandéiert effektiv esou Protokoller, fir eeben an Zukunft méi schnell an effikass ze handelen. Dat geet och an déi Richtung.

Schlussendlech géif ech gär soen, dass ech weess, dass et ganz vill gudde Wëllen an Intentioune gouf, mee ech mengen, et muss een awer och ganz kloer soen, dass d'OECD villes net beliicht huet. An eisen Aen ass dës keng Evaluatioun, déi mat extreem vill Recul a mat ganz vill Kritik d'Covidgestioun beliicht huet. Virun allem huet se ganz vill strukturell Facteuren ausgelooss, déi een awer muss beliichten, wann ee vun enger Evaluatioun vun enger Pandemie schwätzt. Ganz vill Kollateralschied, wéi ech se grad ernannt hunn, si guer net zu Wuert komm. An dat bedauere mir.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech hunn elo nogelauschtert an ech sinn erstaunt. „D'OECD ass dee falschen Interlocuteur." Mee do, wou dann d'Recommandatiounen engem passen, do gi se awer genannt. Impfstoff ass awer schlecht anscheinend – an dann do, wou et awer passt, do seet een, et misst ee méi impfen. Also, iergendwann muss ee vläicht verschidden Eenzelner heibannen ...

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ech hunn dat net gesot. Et deet mer leed!

(Interruption)

M. Sven Clement (Piraten) | Dach, Dir hutt genau dat gesot, Madamm Oberweis. Ech hunn Iech gutt nogelauschtert. An ech muss soen: Heiansdo muss ee sech awer d'Fro stellen, ob een an där Pandemie net och deelweis eng kohärent Linn hätt solle fueren. An dat kann een da gutt fannen, déi kohärent Linn, oder och net. Mee zumindest gëtt se da gefuer.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Waart Dir fir eng intern Ofstëmmung, ob ee sech soll impfe loossen oder net?

M. Sven Clement (Piraten) | Här ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, den Här Clement huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Hie sot, et soll een eng kohärent Linn hunn, mee hien hat awer keng.

M. Fernand Etgen, Président | An nach ëmmer huet den Här Clement d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Här Kartheiser, ech mengen, mir kommen elo erëm ... Mir sinn elo da gläich awer beim Huffeisen heibannen ukomm, wat eng Theorie ass, déi ech u sech net esou super fannen, mee wat haut awer erëm ganz visibel gouf.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ob et Zäit ass, fir eng Evaluatioun ze maachen, wärend een u sech nach ëmmer ganz vill positiv Fäll huet, nach ëmmer Leit un der Krankheet, mat der Krankheet stierwen, dat stellen ech elo mol an de Raum. Et ass sécherlech eng Fro, déi ee sech stelle muss.

D'Zäite si laanscht, wou mer all Dag d'Statistike gekuckt hunn. Mee mir sinn awer quasi, zumindest wat Däitschland ugeet, wou d'Statistiken nach ëmmer an där nämmlechter Frequenz veräffentlecht ginn, nach ëmmer op engem Punkt, wou et ganz vill Fäll gëtt.

Wat gutt ass, ass, datt eis Gesondheetssystemer besser domadder eens ginn, datt déi meescht Leit mëll Verleef hunn. Dat kéint och op d'Impfung zréckzeféiere sinn. Op alle Fall gesi mer, datt mer d'Pandemie net hanner eis gelooss hunn, mee u sech nach ëmmer an enger Endemie sinn.

Wat ee ka soen, ass, datt op eng Pandemie wéi Covid-19 kee Land an Europa, kee Land op der Welt esou richteg virbereet war – och mir zu Lëtzebuerg net. Trotzdeem kann ee soen, datt mer zesummen déi Kris insgesamt, wann een alles am grousse Bild kuckt, relativ gutt gemanaget hunn: eng Chamber, déi hir Aarbecht gemaach huet, eng Regierung, déi mat Textpropose koum, déi deelweis direkt ugeholl goufen, deelweis verbessert goufen, mat Experten, déi sech zu Wuert gemellt hunn, op déi emol gelauschtert gouf, emol net, politesch Arbitragen, déi gemaach goufen, muss ee gutt fannen, muss een net gutt fannen. Mir hunn et gemanaget – zesummen!

Wichteg ass et awer, datt mer déi néideg Léieren aus der ganzer Situatioun zéien, nämlech och do, wou et net gutt gaangen ass, fir d'nächste Kéier besser virbereet ze sinn.

An och wa mer villes richteg gemaach hunn – an do gëtt eis den OECD-Rapport zu Recht gréisstendeels eng gutt Nott – sou gëtt et awer eng ganz Rei Punkten, déi absolutt net gutt waren a wou dréngend eppes muss gemaach ginn a wou mer eis verbessere mussen. Ech wäert mech haut dobäi awer just op déi Punkte limitéieren, déi fir eis Piraten am dréngendste sinn. Dir verstitt, datt ech an deene puer Minutten net kann op dee ganze Rapport agoen.

Komme mer also fir d'éischt bei d'Impfungen.

Mir Piraten hu ganz sécher kee Problem domadder gehat, datt Lëtzebuerg genuch Impfstoff wollt kafen. Woumat mer dann awer e Problem hunn, ass, datt mer Dausenden Dosen am Wäert vun 1,4 Millioune bis elo einfach ewechgeheit hunn, well se am Datum net méi gutt sinn. Genuch Impfunge bestelle war jo sécherlech net falsch. Mee wann et däitlech siichtbar gëtt, datt et ze vill Dose si bei enger vill ze klenger Demande, da muss ee rechtzäiteg no Alternative sichen. Wichteg an deier bezuelten Impfstoffer einfach an d'Poubelle ze geheien ass awer sécher net déi richteg Léisung.

Och d'Ophiewe vum Patentschutz huet d'Kolleegin vun déi Lénk schonn ugeschwat. Ech hunn et d'lescht Woch schonn eng Kéier gesot: Et ass gutt, dass d'WTO, d'Welthandelsorganisatioun, dat mëttlerweil opgehuewen huet. Besser spéit wéi ni. Besser wär et gewiescht, et wär éischter geschitt.

Den zweete Punkt ass d'Situatioun an de Schoulen. Den OECD-Rapport gëtt eis dozou eng, op den éischte Bléck, relativ gutt Nott. Mee dat gesi mer dann awer e bësse méi nuancéiert, wa mer dat dergéinthalen, wat den OKaJu zum Beispill am Rapport fir d'lescht Joer seet.

Et ass bekannt, datt vill Kanner a Jonker – an dat net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och a villen anere Länner – extreem ënnert der Situatioun gelidden hunn. Ech schwätzen net vun den Deeg, déi d'Schoul zou war. Do ass Lëtzebuerg e Land, dat et relativ gutt derduerch koum. Mee et geet ëm Ängschten, ëm d'Gefill, vläicht och net eeschtgeholl ze ginn oder iwwersinn ze ginn.

Den OKaJu huet a sengem Rapport vun 2021 festgehal, datt déi mental Gesondheet vun de Kanner a Jugendleche sech wärend de Coronaméint däitlech verschlechtert huet. Si bräichten dowéinst méi professionell Hëllef, déi awer ganz dacks zum Deel oder komplett feelt.

An och déi Problemer si leider net eréischt säit dem Rapport vum OKaJu bekannt. Grad Kanner a Jonker mussen dofir besser geschützt an ënnerstëtzt ginn. Och de Fernunterrecht war sécher besser wéi näischt, mee en huet d'Inegalitéiten – an där gëtt et der vill ze vill! – nëmmen nach verstäerkt. Grad sozial méi schwaach Haushalter waren hei definitiv benodeelegt. An ech schwätzen elo emol guer net vun der Sproochesituatioun. Et geet schonn domadder un, datt se technesch dacks méi schlecht ekipéiert si wéi Menagen aus anere Schichten.

Dobäi koum dann och nach, datt et fir déi méi schwaach Schüler schwéier war, anescht Hëllef ze kréien, besonnesch dann, wa se eeben net esou gutt zu Lëtzebuerg vernetzt ware wéi anerer.

Elo kënnt den OECD-Rapport zwar domadder, datt sech d'Resultater vun der Épreuve standardisée net signifikant verschlechtert hätten. Jo, dozou kann een dann awer nëmme soen, léif Kolleeginnen a Kollegen, datt dat net ganz vill ausseet, well d'Resultater souwisou schonn net super sinn, besonnesch wann ee bedenkt, wéi vill Sue Lëtzebuerg pro Schüler pro Joer ausgëtt. D'Endergebnis ass a bleift diskutabel.

A wann een eng Steigerung vun diskutabel sicht, da kënnt ee bei lamentabel un – an dat ass, wann ech op d'Alters- a Fleegeheemer aginn. Do kann ech eiser Regierung nëmmen eng Datz erstellen! A villen Alters- a Fleegeheemer hate mer ëmmer nees Infektiounsclusteren a vill Leit si gestuerwen. Dat ass hilänglech bekannt, dat hu mer hei méi wéi eng Kéier diskutéiert. Jo, an eisen Alters- a Fleegeheemer si souguer duebel esou vill Leit gestuerwe wéi an der OECD-Moyenne – duebel esou vill!

Esou eppes däerf sech ni méi widderhuelen an hätt ni dierfe geschéien! D'Leit an den Alters- a Fleegeheemer si mat déi Vulnerabelst, déi mer hunn, a mir musse se och deementspriechend protegéieren. Nëmme well se al an/oder krank sinn, kann een net einfach näischt maachen. Dat ass net ze akzeptéieren an et däerf ni méi esou virkommen!

D'Covid-19-Pandemie huet dann och ganz däitlech d'Limitten an d'Problemer vun eisem Gesondheetssecteur opgeléscht. De Problem vum Personalmangel ass net eréischt zënter Covid bekannt. Dee gouf et schonn ëmmer virdrun.

Ech hat dës Woch – esou naiv, wéi ech heiansdo sinn – gemengt, d'Situatioun wéinst der Bronchiolite an der Pediatrie wär eppes, wat een urgent misst ugoen an hat eng urgent Question parlementaire gestallt. De President huet, wéi ech elo weess, zu Recht déi Urgence net unerkannt, well d'Situatioun ass säit 30 Joer déi nämmlecht. Deementspriechend kann een no 30 Joer net erëm vun enger Urgenz schwätzen, an deementspriechend huet d'Pandemie och dat nëmmen nach eng Kéier gewisen.

D'Gesondheetspersonal huet wärend der ganzer Zäit eng enorm Aarbecht geleescht. A se hunn allze dacks missen op d'Zänn bäissen. Se kruten dofir vill Applaus. Deen hate se verdéngt, mee méi ass net geschitt. An d'Pandemie huet och bei hinnen hir Spueren hannerlooss. Wärend Méint ass d'Gesondheetspersonal ëmmer nees u seng Limitte gaangen, fir d'Situatioun iergendwéi gestemmt ze kréien, mam Resultat, datt vill Leit dës enorm Dauerbelaaschtung net méi gepackt hunn.

Da gëtt nach e Punkt am Rapport vun der OECD ugeschwat, deen awer ganz sécher allze dacks iwwersi gëtt. Ech zitéieren: „Les retards de diagnostic et de traitement du cancer auront probablement de graves répercussions sur le pronostic du patient." Wochelaang konnte Leit wärend dem komplette Lockdown just an absolutten Noutfäll bei den Dokter goen – a soss awer net. Un d'Repercussiounen dovunner gouf net genuch geduecht. An dat gëllt bestëmmt hei net nëmme fir de Kriibs, mee och fir aner Krankheeten. Fir wéi vill Leit dëst fatal oder grav Konsequenze wäert no sech zéien oder scho gezunn huet, wäerte mer wuel ni wierklech gewuer ginn.

Et ass héich Zäit, datt also och déi gesamt Gesondheetspolitik nach eng Kéier seriö op de Leescht geholl gëtt. Zënter Jore gëtt, wann iwwerhaapt, ëmmer nëmme gepléischtert, fir hei an do de klenge Bobo ze behiewen, mee déi grouss an dréngend Problemer kënnen esou net geléist ginn. Mat enger Plooschter kann een nun emol keng Schosswonn versuergen. Do mussen endlech grouss Reforme kommen, an zwar séier.

An hei just e puer Aspekter vun enger laanger Lëscht, bei deene séier eppes misst gemaach ginn:

Zum Beispill muss d'medezinnesch Ausbildung hei am Land séier ausgebaut ginn, fir datt dës ka komplett hei gemaach ginn an d'Leit hei am Land bleiwe respektiv och heihinnergezu ginn.

Da muss natierlech och un de Gehälterstrukture geschafft ginn, fir de Secteur esou interessant wéi méiglech ze maachen, a virun allem och derfir gesuergt ginn, datt déi Leit, déi scho laut Kollektivvertrag eppes zegutt hunn, dat och kréien, datt se an déi richteg Karriären agestuuft ginn, an net an deene falsche Karriäre weider musse fonctionéieren.

Insgesamt muss och un der Infrastruktur geschafft ginn, an zwar ganz massiv. D'Zuele vun de Better am Verglach zur Zuel vun den Awunner – hu mer alles schonn héieren, hu mer wärend der Pandemie e puermol diskutéiert – sinn iwwert d'Joren ëmmer erëm weider no ënne gaangen. Hei muss géigegesteiert ginn.

Wat fir Konsequenzen dat huet, wa mer näischt maache respektiv wa mer net gläichzäiteg mat der Populatioun wuessen, huet eis net nëmmen de Covid gewisen, mee weist eis och ganz aktuell d'Bronchiolite-Epidemie. Beim klengste Problem sinn d'Servicer séier erëm un der Grenz, voire iwwerlaascht. Dat kann an däerf net sinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen! An et soll ee keng Petitioun brauchen, wéi déi fir eng Kriibsstatioun fir Kanner, fir datt der Regierung bewosst gëtt, datt do e Mangel, jo, e strukturelle Mangel am System besteet!

(Interruptions)

Ech mengen, ech kann op dëser Plaz ... Ech hu ganz positiv ugefaang an ech wëll op enger awer e bësse méi positiver Nott nach ophalen. Ech mengen, datt mer, wéi ech et ganz am Ufank gesot hunn, insgesamt a verhältnisméisseg gutt duerch déi Welle komm sinn, déi mer virun eis haten.

Dat huet och bei deem engen oder aneren deen een oder anere Moment d'Nerve méi blankleie gelooss, wéi dat hätt misse sinn. Ech denke ganz besonnesch un all déi Leit, déi – an dat si Beamten, Ministeren, Deputéiert – mat Zenarie befaasst waren, wou mer simuléiert kruten, wéi vill Dausende vu Leit géife stierwen, wa mer déi eng oder aner Decisioun net géifen huelen.

Ech erënnere mech ganz gutt, wéi mer iwwert déi Tabloen an iwwert déi Graphiquë gestridden hunn. Ech mengen, mir sollten haut alleguerte frou sinn, datt déi Zenarien, déi do virgerechent goufen, net agetruede sinn, datt mer keng Noutfallpläng hu misse fannen, wéi mer géife mat biergweis Läichen ëmgoen, wéi dat aner Länner hu misse maachen. Et soll een och heiansdo dofir dankbar sinn.

Dat heescht net, datt alles richteg gemaach gouf, mee mir hunn awer och net alles falsch gemaach. Merci dem Claude Wiseler fir d'Initiativ, scho viru ganz laanger Zäit, fir déi heiten Interpellatioun op den Ordre du jour wëllen ze setzen. A merci der Regierung, datt se dann endlech och no där OECD-Etüd op deen nämmlechte Wee gaangen ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, fir d'éischt d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Prises de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dass et effektiv gutt a wichteg ass, wann een e klenge Recul huet oder bësse méi wéi e klenge Recul huet, fir Saachen opzeschaffen. An dofir sinn ech och ganz frou iwwert déi OECD-Etüd.

Do sinn elo verschidde Saache gesot ginn. Et sinn och natierlech verschidde Saachen, déi drastinn, net gesot ginn. Zum Beispill Säit 106 – dofir wëll ech drop zréckkommen –: Firwat sinn hei zu Lëtzebuerg effektiv méi Leit an Alters- a Fleegeheemer gestuerwe wéi an deenen anere Länner? Dat steet op der Säit 106 an deem Rapport vun der OECD. Well do steet ënner anerem dran, éischtens emol, dass mir vill méi e performante System hu vu Reseauen, déi bei d'Leit heem ginn, wéi an deenen anere Länner.

Dat ass natierlech e Choix! Et ass e Choix ze decidéieren, ob ee gären d'Leit decidéiere léisst, wéi a wou se wëlle liewen, och wa se krank sinn an och wa se Hëllef brauchen, oder ob ee se obligéiert ze plënneren, well se doheem net méi kënne versuergt ginn. Dat ass deen éischte Punkt.

Dës Regierung ass nach ëmmer der Meenung, dass d'Leit solle selwer kënnen decidéieren. Ganz vill Leit ginn doheem versuergt. A mir wëssen hei zu Lëtzebuerg, dass d'Leit méi al sinn, wa se an en Alters- oder Fleegeheem kommen, wéi am Ausland, well een eeben hei zu Lëtzebuerg ganz gutt kann doheem versuergt gi vun all deenen Déngschter, déi bei een heem kommen. An dat ass e Facteur, firwat an den Alters- a Fleegeheemer vill Leit gestuerwe sinn, well do wierklech déi gewunnt hunn, déi déi meeschte Fleeg gebraucht hunn.

Da gëtt et awer och ... Op Säit 106 am OECD-Rapport steet och ganz kloer dran, dass nach en anere Facteur hei gespillt huet. An de Premier huet et elo éinescht gesot: Et muss ee sech jo ëmmer nees an d'Situatioun setzen, wéi se deemools war a wat een deemools och wousst. Deemools hu mer d'Biller gesi vu Bergamo, vu Colmar, déi d'Leit net gepackt hunn, wou schrecklech vill Leit an d'Klinick komm sinn. A fir ons, fir dës Regierung, war et eng Prioritéit, d'Leit kënnen anstänneg ze versuergen, andeems och d'Spideeler anstänneg kéinte funktionéieren.

Dofir wëll ech just eng Kéier op d'Recommandatiounen direkt vum 18. Mäerz agoen. Dat war deen Dag, wou den État de crise deklaréiert ginn ass. Den 18. Mäerz koum eng éischt Recommandatioun. Déi war vum HCPN, vum Familljeministère, vum Santésministère, vun der Direction de la santé, der COPAS an dem Cercle des médecins généralistes. Do stoung dran: „Les résidents hospitalisés dont une indication de retour en structure d'hébergement a été décidée par le médecin doivent revenir dans l'établissement le plus rapidement possible afin de libérer des lits d'hospitalisation." Et ass drëms gaangen, dass d'Leit kënnen anstänneg versuergt ginn do, wou se sinn. A wa se net mussen an der Klinick sinn, da solle se och net an der Klinick sinn.

Du stoung och direkt den 21. Mäerz – dräi Deeg drop – an de Recommandatiounen: „Le maintien des personnes vulnérables dans leur lieu de vie constitue une priorité de santé publique, afin d'éviter leur exposition au Sars-CoV-2 le maintien des résidents en structure d'hébergement doit donc être privilégié."

An ech mengen, dass dat awer dee wichtegste Punkt hei ass: d'Leit anstänneg versuergen, zesumme mat de Generalisten, mat den Doktere kucken, d'Leit ze versuerge bei sech doheem, spréch am Alters- oder Fleegeheem. Et gëtt näischt méi Schlëmmes – et gëtt näischt méi Schlëmmes! –, wéi nuets mussen an eng Urgence an der Klinick, wann ee vläicht och

nach dement ass oder och net dement, an da läit een awer laang am Gank vun där Klinick ënnert där greller Luucht an et weess een net, wat engem geschitt. A mir waren am Covid an et huet keen däerfen derbäi sinn, et huet kee Kënnegen däerfen derbäi sinn.

Do war et ons Aufgab, déi Leit anstänneg ze encadréieren, mat den Dokteren zesummen, an en sorte ze maachen, dass d'Leit konnten doheem versuergt gi vun Dokteren. An do koumen och relativ séier dunn d'Kit-Coviden, déi d'Santé zur Verfügung gestallt huet. An dat explizéiert, dass mer d'Leit net an d'Spidol gefouert hunn, wann et net huet musse sinn a wann d'Leit net onbedéngt wollten. Dat heescht, d'Leit konnten awer nach selwer decidéieren.

Den Dokter huet decidéiert, ob se konnten am Altersoder Fleegeheem bleiwen an do och d'nämmlecht versuergt ginn oder souguer besser verstuergt gi wéi an engem akute Spidol, dat ganz, ganz vill Aarbecht hat. Et ass awer besser, wann een da bei sech ass, a sengem Environnement an enger tamiséierter Luucht, an net an enger Luucht, wou ee wéi am Spotlight läit wärend Stonnen.

Da géif ech awer och nach gäre soen: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg déi meeschte Better pro Kapp an der ganzer OECD, wat Better an Alters- a Fleegeheemer ubelaangt. Mir hunn 83,7 Better pro 1.000 Awunner. Als Verglach: Frankräich huet 52 Better pro 1.000 Awunner; Däitschland 55 Better; Schweden, déi ganz héich leien, hu 65 Better pro 1.000 Awunner, soudass mir hei natierlech pro 1.000 Awunner vill méi héich leien.

A mir wäerten och weider bauen, natierlech och aner Strukturen. D'Gestionnairë maache sech natierlech och Gedanken doriwwer: Wéi wëlle mer an Zukunft liewen? Wéi wëlle mir, wéi wëllen d'Babyboomeren, déi elo kommen, am Alter liewen? Wéi wëllen déi do zesummeliewen oder doheem bleiwen? An ech mengen, dat si Reflexiounen, déi mer ons all zesummen och musse ganz kloer maachen.

Mir haten och direkt d'Hygiènesformatiounen am Ufank agefouert. An ech géif gären op dat zréckkommen, wat den Här Spautz gesot huet: nämlech dat neit ASFT-Gesetz, wou Der driwwer geschwat hutt. Mir hunn effektiv an der Kommissioun driwwer geschwat. Et geet elo drëms, dass mer d'Léieren, wéi Dir gesot hutt, aus där Pandemie zéien.

Mir haten dat Gesetz scho virun der Pandemie an d'Prozedur bruecht. Du koum d'Pandemie. Elo wëlle mer déi richteg Léieren aus där Pandemie zéien. Mir wëllen do en Eethikrot zum Beispill aféiere fir all Haus; e Mediateur, dee mer aféieren. D'Hygiènesformatioune ginn obligatoresch. Mir hunn déi Commission permanente, déi elo scho fonctionéiert. Et geet drëms, dass de Bewunner ka matschwätzen, wéi hie wëllt liewen an enger Institutioun oder och ausserhalb vun enger Institutioun. Et geet jo hei och ëm CPGen, ëm d'Club-Senioren en esou weider an esou virun.

Ech hoffen, dass mer konstruktiv kënnen un deem Text hei schaffen, wou d'Amendementer, wéi gesot, elo agereecht goufen, an dass mer kënnen esou séier wéi méiglech och deen Text hei zur Ofstëmmung bréngen, well en ass fir d'Leit, fir d'Matschwätze vun de Leit, d'Matsproocherecht vun de Leit an den Alters- a Fleegeheemer.

Dofir freeën ech mech elo schonn, fir an der Chamberskommissioun kënnen, wann de Staatsrot säin Avis ginn huet, dorobber all zesummen zréckzekommen, an dann dat Bescht kënnen ze maachen, wat d'Leit kënne kréien. An eeben: Ech mengen nach ëmmer, dass jiddweree muss esou behandelt ginn, wéi ee selwer wëllt behandelt ginn.

Ech wëll awer och nach eng Kéier drun erënneren, well et gëtt hei esou geschwat, wéi wann d'Pandemie ganz eriwwer wär ... Ech géif awer hei gären eng Kéier ganz kuerz och nach eng Lanz brieche fir dann all d'Personal an d'Visiteuren an den Alters- a Fleegeheemer an och an de Klinicken, déi haut nach mat Mask eraginn, déi haut mat Mask schaffen, aacht Stonnen den Dag.

Och wa mir ons dat elo schonn nees net méi virstelle kënnen, sou gëtt et nach ganz vill Leit hei am Land, déi nach ëmmer mat Mask schaffen, déi nach ëmmer Precautiounen huelen a ganz gutt een op deen aneren oppassen, well et ass nach net ganz eriwwer. An ech mengen, mir sollten deenen och nach eng Kéier besonnesch Merci soen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen. An da wier et um Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Merci, Här President. Ech wëll de Riedner Merci soen. Den Här Meisch, den Här Delles, d'Madamm Gesondheetsministesch an och den Här Engel waren hei present. D'Madamm Cahen huet jo och konkreet Froe gestallt kritt, dofir ass d'Madamm Cahen direkt erausgaang.

Et sinn aner Punkten, déi abordéiert gi sinn, mee et si keng direkt konkreet Froe gestallt ginn. Dofir wäert ech eleng elo nach erausgoen.

Mir wollten de Riedner Merci soe fir den Debat. An et si Leit hei vun der Majoritéit oder vun der Oppositioun, déi bei mech komm sinn, déi mer gesot hunn: „Firwat gëtt et net där Momenter, Här President, wou mer eis net zesumme freeë kënnen, wa mer zesummen eppes schaffen?"

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Dass mer wierklech hei probéieren, nach derno Benefisser ze zéien, oder ee géint deen aneren. Mir hunn et fäerdegbruecht. An ech mengen, deen, deen net selwer seet: „Mir hu gutt geschafft", mécht sech méi kleng, wéi en ass! Well mir hunn déi Kris zesumme gemaach! An deen, deen hei fënnt, dass schlecht geschafft ginn ass, dass alles schlecht ass, ass sech net bewosst, wéi eng Efforte mer selwer als héicht Haus, zesumme mat de Bierger, gemaach hunn.

A wann ee kuckt ... A wat hu mer alleguerte vergiess?! Am Ausland d'Sortien: eng Stonn – e puer Kilometer – kee gesinn – et cetera an et cetera – obligatoresch. An ech kéint nach eng ganz Rëtsch vu Beispiller hunn, déi hei net geholl gi sinn. Da solle mer frou sinn, wéi mer duerch déi Kris komm sinn!

Mee ech widderhuelen, Här President, wat ech virdru gesot hunn: Ech paken Holz un. Den Här Direkter vun der OMS, deen och hei op Besuch war, sot eis, dass een ni eng nei Variant kann ausschléissen.

Verschidde Riedner hu gesot: „Mir mussen am Fong an deem permanenten Dauermodus/Krisemodus sinn, prett sinn an et cetera, et cetera." Ech géif dat wierklech net preconiséieren! Well déi Leit, déi mer geholl hunn, sinn an enger Réserve sanitaire. Et si Leit, déi och op anere Plaze sinn. Et si Leit, déi mer bei der Luxair konnte kréien. Et si Leit, déi vun der Arméi benotzt gi sinn. An déi Leit ginn awer och gebraucht do, wou hir Administration d'origine ass. Dowéinster géif ech awer wierklech net elo soen, dass mer dee Krisemodus permanent mussen hunn.

Ech wëll och soen, dass d'Gesondheetsministesch e bësse schockéiert ass, wa gesot gëtt, dass déi Bronchiolitesgeschicht eng kleng Affär ass. Et ass keng kleng Affär. Mir haten nach ni esou eng Situatioun hei am Land. An esou, wéi d'Madamm Ministesch ...

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Weltwäit.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | A weltwäit. Dat heescht, dat doten ass eng richteg Problematik an et soll ee se net op déi liicht Schëller huelen, wéi wann dat egal wier. Well deen Dag, wou iergendengem Kand eppes geschitt, da wéilt ech wëssen, ob déi, déi haut soen, dat wier esou eng Klengegkeet, dat nach ëmmer behaapten.

Här President, bei deene Leit, deenen ech virdru Merci gesot hunn, hunn ech der e puer vergiess. An dofir erlaabt mer ... An ech hunn der schonn elo e puer ernimmt. Ech ka mech erënneren, wéi ech zesumme mam Här Bausch oder mat der Madamm Gesondheetsministesch bei d'Arméi gaange sinn – dat hu mer ganz vergiess. D'Arméi huet Masken agepaakt. D'Gemengen hunn eis gehollef bei der Distributioun vu Masken am Ufank. Deenen hu mer och vergiess, Merci ze soen. Ech hu vergiess, dem HCPN Merci ze soen. Ech hu vergiess, deene Leit an den Impfzentere Merci ze soen. Ech hu vergiess, dem CGDIS Merci ze soen. Ech hu vergiess, deene Leit och aus deem Grupp ad hoc, déi net bezuelt gi sinn, mee déi zesumme ware fir eeben déi aner Aspekter, déi mer an enger Kris haten, Merci ze soen.

Dofir, ech si frou, dass mer plus ou moins op eng solennel an och konstruktiv Aart a Weis duerch deen Avis gaange sinn. Fir eis si Recommandatiounen do, déi och seriö sollte gekuckt ginn. Et ass elo net, wéi wa mer haut e Point final hätten an ni méi driwwer geschwat sollt ginn. Et sinn eng Rëtsch vun Hausaufgaben, déi mer mat op de Wee ginn hunn.

Ech mengen, dass et wichteg ass, an deene respektive Kommissioune kënnen déi néideg Diskussiounen och ze féieren an eeben ... ob dat elo Projet-de-loien oder ob dat Ännerunge sinn. Oder heiansdo brauch een emol keen Text. Heiansdo ass et einfach, Léieren aus der Praxis, wou ee vläicht virdrun aneschters geschafft huet, eeben och kënnen ze änneren.

Mir sollen eis net klengrieden! An ech schwätzen hei net fir d'Regierung, Här President. Ech schwätze fir Iech. Ech schwätze fir de Staatsrot. Ech schwätze fir déi Leit, déi dobausse sinn, déi Leit, déi geschafft hunn, déi Bierger, déi sech un d'Reegele gehal hunn, a fir e Land, déi et zesummen – all déi verschidde Leit – fäerdegbruecht hunn, déi Kris beschtméiglech ze léisen.

Ech soen hinnen e grousse Merci. A kommt, mir maachen och hire Meritt net méi kleng, wéi en ass!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Staatsminister Xavier Bettel.

Motion 1

Mir kënnen dësen Debat net ofschléissen, ouni nach iwwert d'Motioun ze befannen. Wëllt nach een zur Motioun, déi den Här Mars Di Bartolomeo deposéiert hat, d'Wuert ergräifen? Den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV), interpellateur | Jo, dach, Här President. Ech wëll d'Wuert ergräifen, fir e puer Saachen ze soen.

Dat Éischt ass, datt ech an deenen, net an de Consideranten, mee an de Propositiounen, déi den Här Di Bartolomeo an d'Majoritéit hei maachen, ganz villes kann erëmfanne vun deem, wat ech och selwer proposéiert hunn, an ech dofir absolutt kann domadder averstane sinn.

Den Här Mars Di Bartolomeo hat eis och gefrot, fir se matzeënnerschreiwen. Mir hu se net matënnerschriwwen, well mer awer fonnt hunn, datt éischtens an den Invitten, esou wéi se hei formuléiert sinn, ëmmer nëmmen den éischten Deel vum Saz geholl ginn ass, wou d'Regierung dann absolutt gelueft gëtt an alles schéin do geschriwwe gëtt, an op där anerer Säit awer hannendrun den zweeten Deel vum Saz, wou dann d'Nuancë mat erakommen a wou och d'Problemer an d'Schwächten och erakommen, dee systematesch ignoréiert ginn ass. Ech verstinn, datt d'Majoritéit dat esou mécht, mee et ass awer fir eis net méiglech, deen Text ze ënnerschreiwen.

An deem, wat gefrot gëtt, wär ech natierlech och frou gewiescht, wa mer nach eng Rei supplementär Saachen zousätzlech hätte kënne soen, Saache wéi zum Beispill, datt mer déi Evaluatioun, déi soll gemaach ginn op deenen eenzele Punkten, déi an der Covidkris vun der Regierung decidéiert gi sinn, ob se eppes bruecht hunn, ob se näischt bruecht hunn, och hätte kënne mat draschreiwen. Bon, dat steet elo net dran. Dat heescht, mir konnten déi heite Motioun net ënnerschreiwen, mee mir kënne se awer matstëmme mat der ganz klorer an däitlecher Ausso, datt mer déi éischt Partie net esou deelen, wéi se hei steet, mee awer mat de Propositiounen d'accord sinn.

Da wëll ech awer, well ech schonn d'Wuert hunn, trotzdeem vun der Geleeënheet profitéieren, well ech der Madamm Cahen nogelauschtert hunn, déi an hirer Citatioun vun der Explikatioun op der Säit 106 esou mécht, wéi wann dat, wat den Här Spautz an anerer heibanne gesot hunn, net esou wär an d'Gravitéit vun deem, wat geschitt ass sengerzäit, net déi wär, wéi se vum Här Spautz beschriwwe ginn ass.

Ech wëll awer just soen: Ech hätt net ongär, datt d'Leit dann awer op der Säit 121 déi absolutt kloer an däitlech Aussoe liesen, déi d'OECD mécht, wou se op zwou, dräi Reprisen awer an aller Däitlechkeet seet, datt notamment eng Rei Moossnamen oder Ordonnancen a Recommandatioune vill ze vill spéit an dem Secteur komm sinn, wou se seet, Dir hutt et virgelies, ech zitéieren awer och hei an der OECD, datt eng Rei Moossnamen „auraient gagné à être mises en place moins tardivement compte tenu de la gravité de la maladie pour les personnes âgées. Ceci aurait permis de limiter la surmortalité dans les structures d'hébergement qui s'approche de plus 60 % en avril 2020".

Also ech muss soen: Hei sinn awer och kloer Aussoen. Da kënnt nach zousätzlech eng Ausso, datt och de Fait, datt de Personnel an de Strukturen, d'Agents de nettoyage an de Personnel de restauration, contrairement zu deem, wat an de Klinicke geschitt ass, net hei an d'Campagne vaccinale mat eragezu ginn ass, problematesch war.

Also ech wëll awer just soen: Ech verstinn déi Explikatioun, déi Dir gitt, mee d'Aussoen hei sinn trotzdeem ganz kloer a confirméieren an eisen Aen absolutt an aller Däitlechkeet dat, wat den Här Spautz virdru gesot huet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. An da ginn ech d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et ass eng laang Motioun an deementspriechend muss ee se och nuancéiert kucken. Et si sécherlech Consideranten dran, déi ee ka matdroen, an et sinn och sécherlech eng ganz Rëtsch Invitten dran, déi ee ka matdroen. Ech fannen et awer e bësse schued, datt de Vizepresident vun der Chamber et verpasst huet, an de Considerante festzestellen, wéi d'Chamber an där ganzer Zäit geschafft huet. Datt de Premier d'Chamber méi lueft wéi de Vizepresident a senger Motioun, fannen ech dann e bësse schued. An ech hätt mer do vläicht e bësse méi eegene Courage gewënscht.

Da muss ech soen, datt eng Rëtsch, wéi ech sot, eng Rëtsch Consideranten awer e bësse vill der Regierung op d'Schëller geklappt sinn, virun allem wann ech liesen, datt et e Considerant gëtt, deen der Regierung op d'Schëller klappt a mer eis selwer dann awer guer net dran erëmfannen.

An da bei den Invitten, an dat ass dann och de Grond, firwat mer eis wäerten enthalen, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Et sinn einfach Sätz dran, déi, mengen ech, a laanger Verhandlung zwëschent dräi Parteien zustane koumen, wou dann nach jiddwereen nach iergendeppes wollt dran eraverhandelen, mee wou de Saz um Enn net onbedéngt Sënn mécht a wou vläicht eng Relecture et bruecht hätt. Zum Beispill muss ee mer erklären, wat dann elo de Soutien fir Travailleurs indépendants gläichzäiteg mat der Fermeture vu Schoulen, Maladie oder Quarantän ze dinn huet. Ech mengen, d'Maladie a Quarantän verstinn ech, datt dat ee Kontext ass, d'Fermeture d'écoles ass en anere Kontext. An dat ass nëmmen ee Beispill. Deementspriechend wäerte mir eis enthalen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President. Och vun eiser Säit aus emol fir d'éischt e Merci fir deen Text. Deen Text ass u sech en Text, mat deem ee sech kann identifizéieren. Et sti ganz vill Saachen dran, déi mer alleguer deelen, an Iddie fir d'Zukunft, déi et sécher derwäert sinn, weiderverfollegt ze ginn.

De Problem, dee mer mat deem Text hunn, ass also net esou dat, wat drasteet, mee dat, wat net drasteet. Well wann een e Bilan mécht vun där Pandemiezäit, en oppenen an éierleche Bilan, mengen ech, da muss een awer och de Courage hunn, dat unzeschwätzen, wat zu groussen Diskussiounen an eiser Gesellschaft geféiert huet, wat derzou geféiert huet, datt d'Leit sech ausgeschloss gefillt hunn, datt d'Gesellschaft zum Deel gespléckt war, datt e Klima opkoum, wou mam Fanger op Leit gewise gouf, Fotoe publizéiert goufen, well se eng aner Meenung hunn, wou se an en Eck gestallt goufen. Eng Regierung, déi och repressiv virgaangen ass an engem Mooss, dat net néideg gewiescht wär.

Mir hu gesinn, wéi nervös hei d'Majoritéit ginn ass, wéi den Här Engelen just dee Punkt ugeschwat huet. An et ware keng schéin Zäite fir eist Land, wou d'Diskussioun ersat gouf duerch de Blocage vun Demonstranten op der Gare, stonnelaang, ouni legal Basis.

(Brouhaha)

Mir denken, mir denken, datt mer sollten, wa mer op déi Pandemie zréckkucken ...

(Brouhaha)

Mir denken, wa mer op déi Pandemie zréckkucken, datt mer roueg – an dat ass hei gesot ginn – kënne mat grousser Dankbarkeet dat maache géintiwwer ville Leit, déi Grousses geleescht hunn. Se sinn opgezielt ginn. Den Här Engelen huet der opgezielt, anerer ... den Här Staatsminister huet der elo nach opgezielt, wéi d'Arméi a vill anerer, déi wierklech eppes Formidabeles geleescht hunn. Jo, mir kënnen houfreg sinn op villes, wat gemaach gouf.

Awer dat schléisst net aus, datt mer och mussen de Courage hunn ze hannerfroen: Ass et richteg, datt Leit op eemol musse bezuelen, fir op d'Aarbecht ze goen? Ass et richteg, Leit aus dem soziale Liewen oder kulturelle Liewen auszeschléissen, well se sech net wëllen impfe loossen? Haut wësse mer, datt déi Argumenter, déi deemools benotzt gi sinn, zum Deel komplett falsch waren. Och dorauser musse mer Léieren zéien a mat méi Toleranz an eng weider Diskussioun, an en neit Pandemiegesetz eragoen. Mir mussen och Léieren aus där Tatsaach zéien, datt mat vill Kraaft Argumenter duerchgesat goufen, déi sech haut schonn net méi hale loossen.

Et ass e gemëschte Bilan. An deen Text, dee mer elo hei virgeluecht kréien, ass net gemëscht. E mécht e positive Bilan. E seet eebe villes net. Mir wäerten eis dofir enthalen, net well mer net d'accord sinn, fir zesumme mat Iech alleguer no vir ze goen an en neit Pandemiegesetz ze maachen an nei Schrëtt ze setzen, fir datt et d'nächst Kéier, wann dat sollt kommen, besser geet. Do si mer all enger Meenung. Awer loosse mer dach net vergiessen, datt och Feeler gemaach goufen, datt ze vill repressiv virgaange ginn ass, ze vill Intoleranz, an zwar sécher net vun eiser Säit, mee vun der Säit vun deenen, déi nëmmen eng Meenung gëlle gelooss hunn. Dat war ni de Wee vun der ADR. Mir waren ëmmer fir Fräiwëllegkeet, fir Pluralitéit, fir Toleranz. Leider waren aner Parteien heibannen net derfir.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. Dann d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, ech schléisse mech un. Mir wäerten eis och enthalen. Mir gesi ganz kloer do vill positiv Elementer. Dat ass ganz kloer. Mir gesinn déi. Mir huelen déi wouer. Mee ech hu virdrun eis strukturell Kritik e bëssen duergeluecht. Dofir geet eis dat wierklech net wäit genuch, och an enger Selbstkritik, déi mer hei net gesinn. Dofir géife mer eis enthalen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Merci och de Kolleeginnen a Kolleege fir déi konstruktiv a positiv Haltung ënnert dem Stréch zu där Motioun, déi, wann een dat esou nogelauschtert huet, awer a groussen Zich dat erëmgëtt, wéi d'Diskussioun haut verlaf ass.

Zum Reproche oder zu dem Erstaune vum Här Clement, dass de Vizepresident vun der Chamber sech net selwer op d'Schëller geklappt huet an och der Chamber net op d'Schëller geklappt huet, wëll ech just soen: Ech hu léiwer, dass mer konnten an dëser Motioun den OECD-Rapport zitéieren, deen eis op d'Schëller geklappt huet.

A wann Der dat opmierksam gelies hätt, dann hätt Der erëmfonnt, dass eist Parlament sech vis-à-vis vun aneren an déi Krisegestioun hei zu Lëtzebuerg sech vis-à-vis vun aneren doduerch charakteriséiert huet, dass d'Chamber jiddwerzäit hir Aarbecht gemaach huet. An déi Aarbecht hu mer definitiv gemaach. An do si mer frou doriwwer, dass mer dat jiddwerzäit konnte maachen an net dat geschitt ass, wat Eenzelner gemengt haten: dass mer deen dote Rhythmus net géifen duerchhalen, dass mer net kéinte matzäit liwweren, dass mer net anstänneg Gesetzer kéinten ofginn. Well de Gros vun de Gesetzer huet déi Chamber hei ëmmer aneschters verlooss, wéi en erakomm ass, wat eng grouss Implikatioun vun der Chamber, de berodenden Instanzen an och vum Staatsrot gewisen huet.

Wat de Rescht ugeet, dass d'Considerante méi positiv sinn, wëll ech drop hiweisen, dass och d'Motioun awer erwäänt, dass et eng ganz Rei vu Piste gëtt, fir d'Saachen nach besser ze maachen, dass et eng Rei vu Virschléi gëtt, déi mer och erëmfannen an déi mer dann am Resümmee festgehalen hunn.

A fir da komplett ze sinn: Ech mengen, an deem Debat, dee mer haut op eng ganz wierdeg Aart a Weis gefouert hunn, fënnt een all déi Pisten erëm, déi mer sollte goen, fir en nach méi widderstandsfäege Gesondheetssystem ze maachen an d'Lektiounen ze léieren, wou mer et vläicht nach hätte kënne besser maachen, mee an Zukunft doudsécher nach besser wäerte maachen.

Merci.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

Da kënne mer elo zum Vott iwwert d'Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 51 Jo-Stëmme géint 9 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marc Spautz), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies) et Claude Wiseler ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : M. Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

4. Question élargie n° 158 de M. Sven Clement au sujet de la prise en charge des contraceptifs

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 158 vum Här Sven Clement iwwert d'Prise en charge vu Verhütungsmëttel. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun allem Madamm Ministesch, Dir hutt viru Kuerzem – bon, dat sinn elo mëttlerweil e puer Méint hier – zesumme mam Minister fir Sozialversécherung ugekënnegt, datt d'CNS géif dru schaffen, fir Verhiddungsmëttel wéi zum Beispill d'Kofferspiral komplett ze iwwerhuelen an awer och, datt medezinnesch Agrëffer wéi d'Sterilisatioun an d'Vasektomie an Zukunft solle kënnen iwwerholl ginn.

Verschidde Verhiddungsmëttel wéi déi sougenannt „Pëll duerno" kënnen haut scho rezeptfräi an der Apdikt geholl ginn. Déi regulär Pëll, déi haut nach ëmmer, muss ee bal soen, e Grousdeel vun de Frae quasi all Dag zou sech hëlt, kritt een awer aktuell nëmmen op Rezept an der Apdikt. An anere Länner wéi zum Beispill Portugal kritt een déi regulär Pëll mëttlerweil rezeptfräi an den Apdikten ze kafen, souwéi iwwregens och d'Pëll duerno.

Do stellen ech mer ënner anerem d'Fro, wéi sech dat erkläert, datt mer do zu Lëtzebuerg eng ënnerschiddlech Approche hunn. Dofir stellen ech ganz konkreet d'Fro un d'Madamm Ministesch, ob se der Meenung ass, datt d'Pëll generell misst rezeptfräi an der Apdikt erhältlech sinn. Falls nee, wat fir Argumenter géifen dergéint schwätzen, fir d'Pëll rezeptfräi zougänglech ze maachen, virun allem am Hibléck dorop, datt, nach eng Kéier, d'Pëll duerno, déi – esou hunn ech mer dat vun Experten erkläre gelooss – nach e vill méi grousse Hormonschock kann ausléisen, rezeptfräi ass?

Dann déi zweet Fro ass, mengen ech, eng nach e bësse méi tricky, nämlech: Ass d'Ministesch net der Meenung, datt e vereinfachten Accès zur Pëll verschiddene Fraen zegutt kéint kommen, zum Beispill jonke Fraen, déi sech net trauen, bei de Fraendokter ze goen oder bei de Planning Familial? An dann natierlech och d'Fro – mir hu vum Remboursement geschwat –, wéi et dann an Zukunft kéint ausgesinn, fir déi Pëll wierklech ex ante ze finanzéieren, anstatt se ze rembourséieren.

Dat ass generell eppes, wann d'Leit eppes net virtrecke kënnen. Mir hunn där Leit am Gesondheetssystem. An hei geet et jo wierklech drëm, och laangfristeg hinnen de Choix iwwer hire Kierper ze erméiglechen, an deementspriechend sinn dat, mengen ech, d'Froen.

Ech wëll awer déi Fro hei net an de Vakuum stellen. Et ass mer absolutt bewosst, datt et Alternativen zur Pëll gëtt, ech hunn déi jo och zum Deel zitéiert: d'Kofferspiral. Et gëtt awer och Implanten, et gëtt Plooschteren. Verstitt meng Fro no der Pëll also éischter no Verhiddungsmëttel am Sens large an net nëmmen no engem bestëmmte Medikament, well dat ass et nach ëmmer: e Medikament.

An ech muss ganz éierlech soen, als Mann wëll ech eng Kéier eppes lassginn: Wann d'Pëll mat deenen Niewewierkungen, déi se huet, vun de Männer misst geholl ginn, da wär se héchstwarscheinlech ni zougelooss ginn. An ech mengen, och dat sollt een net vergiessen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Jo, merci, Här President. Effektiv ass et d'Ambitioun vun dëser Regierung, sämtlech Verhütungsmethoden ze rembourséieren, an dat wäert och kuerzfristeg geschéien. Mir schaffen intensiv dorunner. Dat geet iwwert déi verschidden Typpe vu Pëllen, déi et gëtt, iwwert d'Spiralen, do gëtt et och verschidden Typpen, et gëtt Implante fir ënnert d'Haut an esou weider, et gëtt awer och déi méi dauerhaft Interventioune wéi eng Sterilisatioun oder eng Vasektomie. Dat soll e ganze Package ginn, deen elo geschwë wäert geschnüürt ginn. Do kann ech Iech also gutt Nouvellë matdeelen. Mir envisagéieren, dass mir dat virun Enn des Joers duerch hunn.

Firwat net d'Pëll an der Apdikt einfach esou kënne siche goen? Et ass e Medikament, wéi Der richteg sot. Et gëtt ënnerschiddlech Typpe vu Pëlle mat ënnerschiddlechen Indicatiounen. An ech sinn der Meenung – an dat ass och d'Meenung vun eiser Direktioun –, dass mer do sollen derbäi bleiwen, dass dat op Rezept ass. Déi Berodung ass extreem wichteg, dass gekuckt gëtt, wéi eng Verhütung passt iwwerhaapt fir d'Fra, wéi eng Method passt am beschten zu hir a wéi een Typ vu Pëll ass ubruecht. Do gëtt et och Recommandatiounen dozou. Déi wäerte mer och nees eng Kéier update loossen, well net all Pëll fir jiddwereen d'selwecht a Fro kënnt. Dat hänkt vun den Antecedente vun der Fra of, wat hir Risike sinn, an do ass schonn déi Berodung am Sënn vun enger gudder Assurance santé publique ubruecht an eisen Aen. Ech fannen dat geféierlech.

Et gëtt effektiv Länner, wou ee villes iwwert de Comptoir kritt. Dat ass net eis Approche. Mir ginn dervun aus, dass déi Berodung wäertvoll ass. Wat d'Hemmschwell ugeet, weess ech och net, ob et fir eng Fra, déi sech genéiert, net genausou eng Hürd ass, an der Apdikt, wou och net onbedéngt Diskretioun ginn ass, no der Pëll ze froen. Ech mengen, jiddwereen kann entweeder bei säi Gynekolog goen, bei e Planning Familial goen, wou vill jonk Fraen higinn, fir beroden ze ginn. An doriwwer eraus kann een och bei den Hausdokter goen, fir esou eng Verschreiwung ze kréien, wat, denken ech, emol par définition, eng Vertrauenspersoun ass, soudass ech do kee grousse Risiko gesinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch.

5. Question élargie n° 163 de Mme Martine Hansen et de M. Claude Wiseler au sujet de la cardiologie au Centre Hospitalier du Nord

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 163 vun der Madamm Martine Hansen an dem Här Claude Wiseler iwwert d'Kardiologie am Nordspidol. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Villmools merci, Här President. Enn September hu sechs vun aacht Kardiologe vum Centre Hospitalier du Nord d'Zesummenaarbecht mat der Klinick op den 31. Dezember gekënnegt. Dëst war definitiv elo déi zweet Hiobsbotschaft fir dëst Joer fir d'Gesondheetsversuergung am Norden. Nodeems nämlech scho viru Joren d'Maternité zu Wolz zougemaach gi war, ass den 22. Abrëll dëst Joer och d'Maternité zu Ettelbréck fir eng kuerz Zäit zougemaach ginn. Dës zwee Fäll weisen, op wéi enge wackelege Been eis Gesondheetsversuergung steet. A mir bedauere wierklech, datt an deene leschte Joren net méi proaktiv un der Preventioun vun dëse Problemer geschafft ginn ass.

Ech kommen awer erëm zréck bei d'Kardiologen an direkt bei meng éischt Fro: Si mëttlerweil sechs nei Kardiologen agestallt ginn, déi nom 31. Dezember – dat ass nach e gudde Mount – kënnen d'Relève iwwerhuelen?

Déi zweet Fro: D'Madamm Minister huet op eng Question parlementaire vum 29. September vun eis geäntwert, datt dem Kardiologieservice déi néideg Ressourcë wäerte gi ginn, „fir seng Missiounen", esou huet se gesot, „sou wéi se an der Annex 2 vum Spidolsgesetz [...] detailléiert sinn, assuréieren ze kënnen".

Madamm Minister, fir e Laie wéi mech – an ech mengen, där ginn et nach – ass dat net onbedéngt ëmmer ganz kloer. Ech hunn och déi Annex 2 do duerchgekuckt. Ech wëll einfach wëssen: Wat heescht dat konkreet? Wéi vill Kardiologe brauch de Centre Hospitalier du Nord, fir kënnen d'Missiounen, déi en elo huet, ze assuréieren?

Drëttens – an ech bleiwe bei der Äntwert op dës Question parlementaire – schreift d'Madamm Ministesch nämlech och nach: „De Service assuréiert och e Lien fonctionnel, fir Patienten an de Service de cardiologie interventionnelle et de chirurgie cardiaque vum INCCI ze transferéieren." Wat wëllt d'Madamm Ministesch heimat konkreet soen? Heescht dat, datt wann net genuch Kardiologen do sinn, d'Patienten dann alleguer an den INCCI transportéiert ginn? Sinn do genuch Plaze garantéiert?

Déi véiert Fro: Wéi kann eng Klinick 24 Stonnen op 24, 365 Deeg schaffen, Urgencë maachen, ouni Kardiologie? Wéi eng Servicer musse garantéiert sinn, fir datt d'Klinick esou ka weiderschaffen? Oder eeben anescht gefrot: Wéi eng Servicer kënnen net méi ugebuede ginn, wann eng Klinick keng funktionéierend Kardiologie méi huet?

Fënneftens: Falls vill méi Leit musse mam SAMU an eng aner Klinick fir e Primärasaz transportéiert ginn, wéi garantéiert d'Madamm Ministesch, datt de SAMU nach genuch am Norde selwer present ka sinn, well déi Zäit, wou en d'Streck Ettelbréck–Stad mécht, ass en net am Norde present?

Sechstens, datt et an de Klinicken un Attraktivitéit fir d'Doktere feelt, ass schonns zanter Jore bekannt. D'Madamm Minister huet elo zesumme mat der Spidolsfederatioun eng Konventioun iwwert e Pilotprojet ënnerschriwwen, fir den Dokteren d'Garden an d'Astreinten ze indemniséieren. Firwat huet d'Madamm Minister an dësem Sujet net éischter reagéiert? A firwat huet d'Madamm Minister net derfir gesuergt, datt och d'Dokteren dës Konventioun matdroen? Mir fannen et nämlech net normal, datt eng Konventioun, bei där et ëm d'Doktere geet, net vun den Doktere matënnerschriwwe gëtt.

Wat huet d'Madamm Minister wëlles, fir an Zukunft d'Zesummenaarbecht mat den Dokteren ze verbesseren? Ech mengen, dat misst jiddwerengem kloer sinn: Ouni motivéiert, gutt ausgebilt Dokteren a Gesondheetspersonal kann d'Gesondheetsversuergung net fonctionéieren.

Siwentens: Huet dës ganz Situatioun Konsequenze fir d'Klinick vu Wolz? Wa jo, wéi eng? A wat hutt Der fir dës Klinick an Zukunft geplangt?

An eng aacht a leschte Fro: Wat mécht d'Madamm Minister, fir de Leit am Norde vum Land och an Zukunft eng gutt funktionéierend Klinick ze garantéieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. D'Regierung huet d'Wuert, nach eng Kéier d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Wéi der richteg drop higewisen hutt, ass déi ganz Situatioun an der Question parlementaire 6926 vum Här Wiseler schonn eng Kéier ëmrass ginn. Wourëms geet et? Vun aacht Kardiologe sinn der sechs, déi am September matgedeelt hunn, dass se hir Konventioun géifen opléisen an erëm just an hirer Privatpraxis schaffen. Zwee dovunner hunn dat aus privaten Ursaache gemaach, déi ech hei net kann oppeleeën an och an deem Sënn net kennen. Dat ass hire Choix, fir de Grupp ze verloossen. An déi aner véier hu fonnt, dass et ënnert deenen dote Circonstancë fir si net méiglech wär, dee Pensum un Aarbecht ze bewältegen.

Den neie Moment par rapport zu der Question parlementaire ass, dass entre-temps en Accord do ass, fir eeben dräi Méint bis Enn Mäerz weider ze fonctionéieren. Dat léisst relativ Raum, fir nei anzestellen. Dat ass am Fong dann en Délai de préavis vu sechs Méint, wéi e menger Erënnerung no och an enger Convention-type emol eng Kéier als räsonabel festgehale ginn ass, fir an esou enger Situatioun eeben nei anzestellen. D'Neiastellunge lafen. D'Klinick huet direkt ugefaangen auszeschreiwen, soudass do nach Sputt ass bis dohinner. E Service de Cardiologie gehéiert dem Gesetz no ..., dat ass e Service général, deen e Centre hospitalier ausmécht. Dat ass extreem wichteg, fir dass e Spidol ka fonctionéieren.

Dir hutt d'Fro gestallt: „Wéi eng Patiente ginn an den INCCI? Wat bedeit dat, dee Lien fonctionnel?" Ma dat bedeit, dass verschidde Spezialitéiten och haut am INCCI gemaach ginn. Dat ass dat, firwat den INCCI do ass. Et ass net esou, dass d'Patienten, déi net kéinte behandelt ginn, aus Personalmangel géifen dohinner geféiert ginn. Nee, dat hänkt vun der Pathologie of, déi d'Patienten hunn. Den INCCI ass de spezialiséierten Zentrum vum Land. An egal, a wéi engem Centre hospitalier Dir eng Diagnos kritt, déi eng gewësse Gravitéit huet, ass et ubruecht, eeben an dee spezialiséierten Zentrum geféiert ze ginn, fir do fachgerecht operéiert ze ginn.

De Lien fonctionnel, dat bedeit näischt anescht, wéi dass dee Kardiolog am Norden oder zu Esch oder am HRS da Kontakt hëlt mat deem spezialiséierten Zentrum, fir dat ofzeschwätzen an ze organiséieren, den Transfert ze organiséieren a gegeebenefalls de Retour zréck an déi Klinick, wou de Patient hierkomm ass.

Generell d'Gardë schwätzt Der un. Dat ass e Facteur d'attractivité, deen ëmmer erëm geltend gemaach ginn ass. Dat ass d'Charge eeben och am Hibléck op d'Work-Life-Balance, déi d'Leit hunn, wat dat bedeit, wann ee muss Garden ofhalen, Astreintë muss assuréieren. Dofir ass eng Bereetschaft komm, fir dat ze remuneréieren. Dat ass historesch gesinn ëmmer onentgeltlech gemaach ginn. Et ass jo net, dass dat eppes Neies ass am Spidolswiesen, dass Garden oder Astreintë gemaach ginn. Wat ass nei? Et ass méi preziséiert ginn am Gesetz vun 2018, am Spidolsgesetz, a wéi enge Beräicher dat soll sinn an a wéi engem Ausmooss et muss gemaach ginn. An dat war am Fong geholl en Ausléiser fir e Prozess, dee geféiert ginn ass, wou agefuerdert ginn ass, dat ze remuneréieren.

Dat ass den Ausgangspunkt. Dat ass e lafende Prozess gewiescht, wou ech mäin Amt iwwerholl hunn, deen ech u sech gestoppt hunn a gesot hunn: Mir sichen hei eng global Léisung. Ech wëll net just eng Léisung an engem spezifesche Prozess, wou dräi oder véier – oder ech weess net méi auswenneg, wéi vill – Doktere geklot hunn. Ech hätt gär eng national Léisung fir d'Garden an d'Astreinten. An deem Sënn ass virun annerhallwem Joer eng Verhandlung ugaangen. Dir sot, dem Gesetz no wär et eng Verflichtung fir d'Servicer vun de Spideeler. D'Spidol ass ugehalen, déi Garden an déi Assurancen ze organiséieren. Do huet et méi Méiglechkeeten. Et kann dat iwwer konventionéiert Doktere maachen. Et kann awer och zum Beispill Dokteren astellen, fir esou eppes ze maachen.

Deen, dee ugehalen ass vum Gesetz hier, ass d'Spidol. Et ass eng Obligatioun, déi dem Spidol obläit an asoufern ass dat och den natierleche Behandlungspartner. Mir hunn awer selbstverständlech eng AMMD mat un de Verhandlungsdësch geholl. Déi Verhandlunge sinn iwwer annerhalleft Joer gelaf. An déi féiere sech jo och net aleng. Ech muss mir och allkéiers e Mandat huelen. Et geet hei ëm Suen, ëm ganz vill Suen, wëll ech betounen, déi eeben och an Zukunft wäerten all Joer vun der Regierung fräigemaach ginn, fir déi dote Saachen ze bezuelen. An asoufern ass dat och ëmmer e Regierungsbeschloss, deen eng Enveloppe festleet.

Am Hierscht si mer zur Konklusioun komm, dass mer eise leschte Montant géife fixéieren. Mat där Enveloppe sinn ech an eng lescht Ronn gaangen, fir ze verhandele mat deene béide Partneren. An d'AMMD huet schrëftlech matgedeelt, dass dat si net zefriddestellt. Dat heescht, dat ass, fir et konkreet ze soen, net duergaangen am Montant, deen d'Regierung bereet war, hei fräizemaachen. A vu datt mer schonn awer laang hei verhandelen, hunn ech meng Responsabilitéit geholl an d'Konventioun mat deem Partner, deen eigentlech formell och dee richtegen ass, fir dat ze maachen, festgeschriwwen.

Et ass also eng Saach vu Suen, vum Verhandelen. Et ass laang zu dräi verhandelt ginn. Selbstverständlech war eng AMMD dobäi. Mee leider ass de Montant, dee vun der Regierung hei decidéiert ginn ass, an deen awer dach considerabel ass ... Ech mengen, Dir kennt dee Montant alleguerten, dat sinn Zousazrevenuen, déi et an där Form net gi si bis elo hei am Land. Do schwätze mer vu ganz ville Milliounen, déi all Joer wäerten op de Budget vum Staat duerkommen. An dee Montant, deen do eeben als lescht Wuert vun der Regierung op den Dësch geluecht ginn ass, ass der AMMD eeben net duergaangen. Voilà. Dat ass esou, wéi et gescheitert ass, eng Dräierënnerschréft do drënner ze kréien.

Ech ginn awer dervun aus, dass den Ureiz, dee geschaaft gëtt duerch dësen neie Moment hei am Land, hoffentlech ee vun de Bausteng wäert sinn, fir erëm weider Leit dach iwwerzeegt ze kréien, an de Gardendéngschter ze bleiwen. Voilà.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Hansen, well ech mengen, do ass eng Fro net beäntwert ginn.

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech hunn der hei fënnef opgeschriwwen, déi net beäntwert gi sinn, mee ech wëll awer virun allem emol eng ganz konkreet stellen. Wéi vill Kardiologe brauch de Centre hospitalier du Nord, fir datt e kann als normal Klinick funktionéieren? Well esou, wéi ech Iech elo verstan hunn, wann d'Kardiologie ni méi operationell ass, dann hu mer definitiv e Riseproblem am Norden. Dat ass déi éischt Fro.

Déi zweet Fro: Huet dat doten och Konsequenze fir d'Klinick vu Wolz? An déi drëtt Fro ass déi: Wa mer méi Leit mussen transportéieren, vu datt d'Kardiologie ni méi esou funktionéiert, wéi se soll funktionéieren, wéi ass et da mam SAMU?

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Dat sinn Hypotheesen, déi Der huelt. Déi Kardiologie fonctionéiert jo, déi ass jo absolutt fonctionnell bis Mäerz. An dat ass en Delai, wou agestallt gëtt. Ech ginn dervun aus, dass dee Problem sech léist. Et gëtt kee legale Schlëssel, wivill dat der musse sinn. D'Klinick huet eng Obligatioun, dee Service fonctionéieren ze loossen. Ech kann eng Schätzung soen. Ech hunn déi dote Fro och gestallt. Do krut ech gesot, et mussen der minimum véier sinn. Mee dat ass awer elo keng festgeschriwwe Reegel. Dat hänkt jo dervun of, wéi d'Disponibilitéit ass, wie konkreet eeben ënner Kontrakt kënnt a wéi d'Disponibilitéit vun de Leit ass. Mee et gëtt kee gesetzleche Schlëssel, deen elo géif soen: „Dat mussen der esou vill sinn."

D'Spidol huet Obligatioune par rapport zu engem Service, dee se assuréiere muss an huet dann eeben

och d'Responsabilitéit, fir sech festzeleeën, wivill dat der musse sinn. Also, ech kann Iech déi do Informatioun esou ginn, well ech selwer och déi Fro gestallt hunn, mee dat ass awer – ech géif dat elo mol esou nennen – eng onverbindlech Äntwert, déi ech kritt hunn. Déi Kardiologen, déi elo net méi am Spidol sinn, maache jo och vill, déi schaffe jo ausserhalb vum Spidol. Ganz vill Analyse kënnen och ausserhalb gemaach ginn. Mee ech ginn haut dervunner aus, dass dat doten erëm regulariséiert gëtt.

Et ginn an de Spideeler ëmmer Leit fort an et kommen der bäi. An den Delai ass bis Mäerz d'nächst Joer. Asoufern musse mer haut dervunner ausgoen, dass dat ganz normal weiderleeft. Do ass keng Ënnerbriechung an esou gesinn ech och keen Impakt op Wolz an och keen Impakt op den Transport. Well wéi ech Iech erkläert hunn, et ass net, dass duerch déi dote Situatioun elo méi Leit géifen transferéiert ginn. Wien an den INCCI verluecht gëtt, dat determinéiert d'Krankheet, déi déi Persoun huet oder de Problem, deen ze behandelen ass, mee net e strukturelle Problem um Niveau vun engem Spidol zum Beispill, deen haut nach net do ass.

Ech géif dat gäre betounen: Mir schwätzen hei vun enger Hypothees mat enger Echeance op Mäerz, wat effektiv méi laang ass, wéi wann dat elo Dezember gewiescht wär an och méi räsonabel, wann ee vun Astellunge vun Doktere schwätzt. Et ass jo mat Entretienen an Assessmente verbonnen an et brauch eeben och eng gewëssen Zäit.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

6. Question élargie n° 167 de M. Marc Hansen au sujet de la continuité des soins

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 167 vum Här Marc Hansen iwwert d'Kontinuitéit vun der Gesondheetsversuergung. D'Spillreegele bleiwen nach ëmmer déi selwecht. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, d'Continuité des soins definéiert sech als Capacitéit, fir d'Betreiung vun engem spezifesche Patient ouni Ënnerbriechung, weeder an der Zäit nach tëschent den Acteuren, ze organiséiere souwéi d'Capacitéit fir de Verlaf vun der Krankheet a senger Ganzheet ze couvréieren.

Duerfir brauch et eng Kontinuitéit vun der Transmissioun vun den Informatiounen aus dem Dossier médical, eng Kontinuitéit vun der Relatioun tëscht dem Patient a sengem Vertrauensdokter, eng Kontinuitéit bei der Sortie aus dem Spidol an der Prise en charge vum Vertrauensdokter an d'Koordinatioun vun de Soinen, déi néideg sinn.

Déi wichteg Aufgab, dem Patient e gudde Patienteparcours ze garantéieren, gëtt am Prinzipp vum Generalist oder vum Médecin référent iwwerholl, deen als Vertrauensdokter de Patient am beschte kennt.

Dozou wéilt ech d'Madamm Ministesch froen, ob et net no iwwer zéng Joer Médecin référent un der Zäit wär, fir eng Evaluatioun ze maachen, esou wéi dat och am Koalitiounsaccord steet, fir ze analyséieren, wou een eng Verbesserung ka maachen, fir datt de Médecin référent, dee leider nach ëmmer net d'Referenz fir jiddereen ass, generaliséiert ka ginn am Sënn vun enger gudder Gesamtbetreiung vum Patient. Well dem Vertrauensdokter oft d'Zäit feelt, fir d'Koordinatioun vum Patient ze maachen, wéilt ech och froen, ob et net sënnvoll wär, fir en Zäithonoraire anzeféieren, deen onbedéngt noutwendeg ass, fir eng perséinlech Begleedung an e gutt Vertrauensverhältnis mam Patient kënnen opzebauen a fir d'Koordinatioun vum Patienteparcours kënnen zefriddestellend ze leeschten.

A géif dëst net och hëllefen, d'Attraktivitéit vum Beruff vum Generalist ze verbesseren an dem Manktem entgéintzewierken? Leider feelen de Vertrauensdokteren awer och oft déi néideg Informatiounen, fir um ideale Wëssensstand ze sinn, fir déi richteg Entscheedunge kënnen ze huelen.

Wann ee mat Generaliste schwätzt, bekloe si sech oft, datt si net systematesch Rapporte kréien, och wa se de Patient bei e Spezialist iwwerwisen hunn an e Rapport ugefrot hunn. Besonnesch wichteg ass och de Rapport bei enger Sortie aus dem Spidol. D'Spidol freet och oft, wien den Hausdokter ass. Dat ass awer keng Garantie fir e Rapport de sortie, emol net, wann de Patient verstuerwen ass, wat de Generalist awer a penibel Situatioune ka bréngen.

Dëst ass onverständlech, well eigentlech misst et jo eng deontologesch Obligatioun sinn, deen Dokter, deen herno de Suivi vum Patient mécht, doriwwer ze informéieren, wat den Diagnostic ass, wéi eng Prise en charge soll gemaach ginn a wat fir en Traitement de Patient kritt. Wéi soll de Generalist soss säi Patientendossier adaptéieren, fir d'Continuité des soins ze garantéieren a Feelpreskriptiounen ze evitéieren?

Duerfir wollt ech vun der Madamm Ministesch wëssen, ob et Statistike gëtt, wéi vill Rapporten un d'Hausdoktere geschéckt gi par rapport zu den Iwwerweisungen un d'Spezialisten an de Sortien aus dem Spidol. Da wéilt ech och wëssen, ob et net eng Obligatioun gëtt, fir Rapporten un de Vertrauensdokter ze schécken, a wann net, ob dat net sënnvoll wär, fir de korrekte Flux vun den Informatiounen an domat d'Continuité des soins ze garantéieren.

Mat engem korrekt fonctionéierenden Dossier de soins partagé wär dat alles kee Problem. Dësen elektronesche Patientendossier ass jo grad derfir do, fir de Flux vun den Informatiounen ze garantéieren. Leider gëtt den DSP awer net ëmmer vun alle Gesondheetsberuffer systematesch genotzt. An déi, déi en notzen, setzen net all déi Patienteninformatiounen dran, déi en optimale Patienteparcours kéinte garantéieren.

Wann all Prestataire aus der Santé soll op deem Wëssensstand sinn, datt en dem Patient kann optimal hëllefen, da muss den DSP vun alle Gesondheetsberuffer aktiv genotzt ginn a mat Informatioune gefiddert ginn, besonnesch och an de Spideeler. D'Patiente si jo och duerch den Opt-out-System bal alleguer mat am Boot.

Ech weess, datt et an der Lescht Fortschrëtter gi sinn, mee mir sinn nach wäit ewech vun enger systematescher Mise à disposition vun de Patientendonnéeën. Fir dat ze erreechen, muss awer och d'Notzung vum DSP, déi aktuell fir den Dokter a fir de Patient nach méi wéi ëmständlech ass, vereinfacht ginn. Esou laang dat net de Fall ass, ass den DSP net attraktiv genuch fir eng generaliséiert Notzung. En absolutte Must, wann d'Patientendonnéeë sollen effizient iwwerall do kënne genotzt ginn, wou se gebraucht ginn a wou de Patient säin Accord derzou ginn huet.

Duerfir wollt ech d'Madamm Ministesch froen, ob d'eSanté plangt, fir kuerzfristeg d'Notzung vum DSP ze vereinfachen, natierlech ouni den Dateschutz ze negligéieren. Gëtt et e konkreeten Zäitplang vun der eSanté, fir den DSP ze generaliséieren? A gëtt et eng Strategie, fir all d'Professions de santé op de Wee vum DSP, awer och vun der Digitaliséierung am Allgemengen ze bréngen?

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hansen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Jo, merci fir dës Fro. E Médecin référent ass effektiv relativ kuerzfristeg, nodeem en agefouert ginn ass, eng éischt Kéier evaluéiert ginn. Do ass de Scope jo och eng Kéier nogekuckt ginn an e gëtt och aktuell evaluéiert. Do ass eng Etüd, déi leeft, déi mer och zesumme mam LIH, mam LISER ... Déi ass ënnerwee. Do ass eng Etüd, déi nennt sech APPEAL (ndlr: Assessing Primary Care Performance in Luxembourg), wou generell deen doten Dispositif och nach eng Kéier wäert gekuckt ginn, evaluéiert ginn, dat am Kader vun der Evaluatioun vun der Performance generell vun de Soins-primairen hei am Land. Do ass also eng Evaluatioun, wéi Der gefrot hutt, aktuell um Lafen.

Wat d'Tariffer ugeet, hunn ech mer och elo hei soe gelooss, dass rezent e spezifesche Forfait agefouert ginn ass. Dat wär den MR03 mat engem gewëssene Koeffizient, deen all sechs Méint eng Kéier ka vum Médecin référent verrechent ginn. Dat ass en éischten Usaz fir d'Prise en compte vun der Zäit. Ech kann Iech awer och soen, dass déi Problematik eebe vun den Tariffer ugeschwat ginn ass um Gesondheetsdësch. Dat ass eng Problematik, déi bekannt ass, déi och à l'étude ass, ob een do kann an eng aner Richtung goen.

Generell, den DSP, wéi Der richteg sot, bon, deen ass u sech generaliséiert. Dës Pilotphas ass eriwwer, ass awer tributaire dovunner, ob d'Leit en aktivéieren. Dat heescht, all Assuré kritt een opgemaach. Do sinn och scho ganz vill Dokumenter dran. Dat heescht, iwwert eng Millioun Dossiere sinn op. Dat ass e bësselche méi, wéi mer Assuréen hunn, well warscheinlech Assuréë verschwannen en cours de route.

Aktivéiert vum Patient waren et elo op de Mount Enn Oktober gekuckt 107.000 Dossieren. An dann op där anerer Säit muss natierlech och den Dokter dermadder schaffen. Mir hunn op der Plattform eSanté nieft de Patienten aktuell eng 400 an eppes Generalisten, déi drop schaffen an 383 Spezialisten. Zwénge kënne mer keen. Et gëtt awer Obligatiounen am Gesetz. Et gëtt Dokumenter, déi mussen obligatoresch dropgesat ginn. Dozou gehéiert de Rapport och, de Résumé patient, wéi mer dat nennen. Dozou gehéieren d'Biller, d'Imagerie médicale, déi ginn automatesch dropgesat, d'Laboanalysen.

Dat heescht, u sech ass eng Obligatioun do, fir Verschiddenes ze maachen. Dass et nach net 100 % an den Usus eriwwergaangen ass, ass eng Tatsaach, där mer eis bewosst sinn. Och dat ass en Theema gewiescht um Gesondheetsdësch an och do wäerte mer eis am Kader vum Plan national santé Gedanke maachen, wéi ee ka Piste fannen, fir dat ze acceleréieren.

Beim DSP selwer ass och gewosst, dass en nach Sputt no uewen huet, wat seng Userfrëndlechkeet ugeet. Do schafft d'Agence eSanté un enger iwwerschaffter Versioun, déi méi einfach ze handhabe wär. An och dat ass amgaangen, en place gesat ze ginn, wou och Donnéeën – am Moment ass dat just a PDF-Form – dropgesat ginn. Dat soll nach e bësselche méi sophistiquéiert ginn, dass een d'Daten anescht kann traitéiere wéi just iwwert d'Ofruffe vun engem PDF. Dat heescht, dat ass déi zweet Versioun vum DSP, un där d'Agence eSanté schafft.

A generell déi ganz Thematik: „Wéi kréie mer e méi generaliséierte Recours op d'Digitalisatioun?", dat ass eng, wou ech Iech kann op de Plan national „Santé" verweisen. Do wäert d'Digitalisatioun e grousse Stellewäert kréien. An do geet et och drëms, Incentives ze fannen, wéi mer kënnen déi eenzel Acteuren

iwwerzeegen, hei matzemaachen. Et ass a jiddwerengem sengem Interêt. Mee et fält deem engen oder deem anere vläicht méi oder manner schwéier, fir hei seng Gewunnechten ze änneren an op den digitale Wee och matzegoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

7. 8026 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8026, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vun der Santésdirektioun.

An ech ginn direkt d'Wuert un d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Madamm Minister, Här Minister, deen nach hei ass, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen. Dëse Gesetzesprojet huet eng ganz praktesch Finalitéit. Et geet drëms, et der Direktioun vun der Santé méi einfach ze maachen, fir kënnen en Directeur adjoint anzestellen. D'Propos besteet doranner, d'Gesetz vum 21. November 1980 iwwert d'Organisatioun vun der Direktioun vun der Santé ëmzeänneren. Konkreet soll d'Denominatioun vum „Directeur adjoint médical et technique" an „Directeur adjoint opérationnel et technique" ëmbenannt ginn.

Dir hutt et gemierkt, dat Wuert „médical" gëtt duerch „opérationnel" ersat. Doduerch soll et der Santé erméiglecht ginn, Leit fir dëse Posten ze rekrutéieren, déi net onbedéngt eng medezinnesch Geneemegung hunn, fir hei zu Lëtzebuerg ze praktizéieren, dat heescht, déi keng Autorisation d'exercer fir Medezinn oder Zännmedezinn hunn. An niewent dem Titel vum Directeur adjoint gëtt dann och dat entspriechend Departement vun „Département médical et technique" an „Département opérationnel et technique" ëmbenannt.

Firwat eigentlech dës Ännerung? Majo, engersäits, well d'Missioune vun dësem Directeur adjoint éischter technescher respektiv organisatorescher Natur sinn. Zum Beispill geet et drëms, Impfprogrammer auszeschaffen oder awer systematesch Depistagë vu Krankheeten op d'Been ze stellen. An anerersäits ass och d'Santé mam Manktem un Doktere konfrontéiert an dëst virun allem, well d'Remuneratioun vun dësem Posten net mat deene finanzielle Perspektive mathale kann, déi et fir Doktere gëtt, déi sech als Liberaler néierloossen.

D'Kandidate fir de Poste wäerten e Master missen hunn an eng professionell Experienz vun op d'mannst dräi Joer an engem Beräich, dee fir dee Poste pertinent ass. Op Nofro ass eis an der Santéskommissioun erkläert ginn, dass selbstverständlech Leit mat enger medezinnescher Formatioun wäerte Prioritéit kréien. Dat ka weiderhin och en Dokter sinn, muss et awer net. Et kéint och zum Beispill en Apdikter, eng Apdiktesch oder, firwat net, en Infirmier, eng Infirmière sinn. Idealerweis hätt déi Persoun och nach Experienz am Management virzeweisen.

Eng weider Fro war, wéi et ass, wann den Direkter vun der Santé net do wier a sech vu sengem Adjoint misst ersetze loossen, ob et dann net zu engem Problem komme kéint, well dësen Adjoint jo eventuell keng medezinnesch Ausbildung hätt. An do ass eis an der Kommissioun verséchert ginn, datt et an der Santésdirektioun jo genuch Doktere gëtt, déi punktuell Aufgabe vum Santésdirekter iwwerhuele kënnen, esou wéi dat bis elo och war, an dat keng Schwieregkeet an Zukunft däerft sinn.

Zu dësem Gesetzesprojet hu mir dräi Avise kritt, dorënner dee vum Staatsrot, deen erkläert huet, sech net kënnen iwwert d'Opportunitéit vun dëser Ännerung ze äusseren, well aus dem Projet net ervirgeet, wat genee d'Missioune vun deem zukünftegen Directeur adjoint operationnel et technique wäerte sinn. Mee do krute mir jo, wéi gesot, d'Äntwerten an der Kommissioun derzou.

Dann hu mir Avise vum Collège médical a vun der Staatsbeamtekummer kritt, déi allen zwee hiren Accord zum Projet ginn hunn.

Nach zum Ofschloss zur Prozedur: De Projet ass den 9. Juni 2022 deponéiert ginn. Den Avis vum Staatsrot ass de 25. Oktober komm. Dunn ass de 15. November de Projet an der Santéskommissioun presentéiert ginn. Den Avis vum Staatsrot ass direkt matgekuckt ginn an de leschten Donneschdeg, de 17. November, ass de Rapport unanime vun der Kommissioun ugeholl ginn.

Et ass, wéi gesot, kee ganz komplizéierte Projet, mee en dierft awer d'Liewen an der Direktioun vun der Santé vereinfachen. An dofir bieden ech Iech, dee Projet ze stëmmen an ech ginn och schonns den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech soen der Madamm Hemmen Merci fir hir Rapporten. An dozou ass näischt méi bäizedroen, ausser den Accord vun der CSV-Fraktioun ze ginn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Dat Gesetz beweist jo, datt mer, leider muss ee soen, eng gewësse Penurie och un Dokteren hei zu Lëtzebuerg hunn. Dat huet jo mat sech bruecht, datt mer elo bei der Ausschreiwung fir de Sousdirekter vun der Santé elo aner Krittäre setzen. Dat heescht, et muss ee jo net méi a priori Medezinner sinn.

Ech gi ganz éierlech zou: Natierlech stellt ee sech dann awer munch Froen. D'Madamm Hemmen, där ech och Merci soe fir hire Rapport, ass drop agaang, datt déi Froen och an der Kommissioun gestallt gi sinn. Effektiv hunn ech selwer drop higewisen – wéi verhält et sech zum Beispill am Fall, wou den Direkter, dee jo e Medezinner ass, deen dann awer géif gegeebenefalls fir eng Zäitchen ausfalen, misst remplacéiert ginn an dat wier dann an der Hypothees elo net onbedéngt e Medezinner? –, datt dat awer kéint an der Praxis gewësse Problemer mat sech bréngen. Duerfir mengen ech, sollt een och hei awer dat esou diskutéieren.

Den Direkter vun der Santé huet eis do eng ganz Rei pertinent Äntwerte ginn. Mir verstinn, datt eeben elo, wéi gesot, d'Krittären an deem Sënn geännert ginn, datt een net méi muss a priori Medezinner sinn.

Ech wëll awer hei betounen, och am Numm vun der Demokratescher Partei, datt fir eis awer wichteg ass, wann elo de Poste vum Directeur adjoint vun der Santé ausgeschriwwe gëtt, datt dat a priori awer soll e Medezinner sinn. Mir beweegen eis hei nach ëmmer um Niveau awer trotzdeem vun der Medezinn an duerfir ass et och wichteg. Mir hunn awer Verständnis, datt hei och nach aner Krittäre musse spillen an deem Sënn, wéi gesot, well et eebe schwiereg ass, Leit ze rekrutéieren, déi déi Profiller erfëllen. An doweinst hoffe mer awer och a mir sinn och iwwerzeegt, datt a priori nach ëmmer, wéi gesot, de Sousdirekter vun der Santé eng medezinnesch Ausbildung muss hunn.

Falls natierlech kee Kandidat sech mat deem Profill mellt, ass et awer och verständlech, datt dann awer och eng Persoun ka rekrutéiert ginn, déi anere Krittären entsprécht. An deementspriechend wäert ech dann och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei zu dësem Gesetz ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Graas. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Ech géif dann och der Rapportrice, der Madamm Cécile Hemmen, Merci soe fir de schrëftlechen an de mëndleche Rapport. An ech géif mech och dem Gusty Graas uschléissen, fir dat, wat e gesot huet.

Ech mengen, dass et wierklech prioritär soll en Dokter oder ee vun enger anerer Profession de santé sinn, dee soll fir esou e Poste prioriséiert ginn, well et awer sënnvoll ass, eng Persoun ze hunn, déi och e Grondverständnis vun der Gesondheetspolitik huet. An do ass et awer sécherlech net schlecht, eng Formatioun an deem Sënn ze hunn.

Netdestotrotz si mer, no all den Erklärungen, déi mer kritt hunn, d'accord, dass dee Poste méi breet opgestallt gëtt. An ech ginn dann och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hansen. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech géif am Numm vun der ADR der Madamm Cécile Hemmen en häerzleche Merci soe fir dëse Rapport. Et ass alles gesot. Ech mengen, meng zwee Virriedner hunn dat richteg gesot, datt mer solle probéieren, e Medezinner op déi Plaz awer ze kréien, wann et nëmme méiglech ass.

Mee dat weist awer och, wa mer elo direkt nach kee fonnt hunn, wéi prekär d'Lag ass am Medezinnberäich. Do misste mer eis och eng Kéier Gedanke maachen. An deem Sënn ginn ech den Accord zu dësem Gesetz.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et muss een och emol kucken, wat ee beim Staat verdéngt a wat een ...

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An dann ass et un der Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, keng Angscht, ech schwätze keng fënnef Minutten. Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, merci fir d'éischt der Rapportrice, der Madamm Cécile Hemmen, fir de Rapport. Mat dësem Projet de loi geet et drëms, d'Denominatioun ze ännere vun dem „Directeur adjoint médical et technique" zum „Directeur adjoint opérationnel et technique".

Dat Personal, dat dofir a Fro géif kommen, muss kee medezinnescht Personal sinn. Iwwerhaapt muss dës Persoun näischt mat Medezinn um Hutt hunn, wann een de Gesetzesprojet richteg liest. Am Fong geet et drëms, mat dësem Gesetz e Gestionnairesposten ze schafen, fir deen ee weeder Medezinner nach Infirmier muss sinn. E Master an eng Expérience professionnelle pertinente ginn duer. Mir fannen déi Beschreiwung zimmlech schwammeg.

De Staatsrot schéngt och seng Bedenken ze hunn. Si schreiwen, si wieren net en mesure, an ech zitéiere se, „d'apprécier l'opportunité de supprimer la condition de disposer d'une formation médicale et d'une autorisation d'exercer la médecine ou la médecine dentaire au Luxembourg".

Fir eis ass dëst e Beispill vun deem, wat een nennt „new public management" am Gesondheetswiesen a mir gesinn dat ganz kritesch. Dat hei ass eng Aarbechtsdivisioun wéi an engem Betrib. Wann dat do ka fonctionéieren, esou gesi mir dat awer kritesch am Gesondheetssecteur. An der Direction de la santé dierft den administrativen Aspekt eiser Meenung no net gläichgestallt si mat dem medezinnesche Wëssen.

Et hätt een et jo kënnen esou maachen, datt een e Logistikservice geschaf hätt, wou een e Responsabele vum Service hätt a verschidden Unitéiten. Mee hei gëtt et awer en Direkterposten, deen u sech Muecht huet iwwer aner medezinnesch Divisiounen, a mir gesinn dat ganz, ganz skeptesch. Dofir ass dat fir eis eigentlech onverständlech an net ze akzeptéieren.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Direktioun vun der Santé huet wichteg Aufgaben. Souwäit si mer eis bestëmmt alleguerten eens hei am Sall.

D'Covidpandemie, a mir hu virdrun driwwer geschwat, huet dat jo méi wéi jee bewisen. An dofir ass et wichteg, datt de Service gutt opgestallt ass a virun allem och gutt fonctionéiert.

Am Exposé des motifs vun dësem Gesetzestext ginn zwee Grënn fir dëse Projet de loi genannt. Engersäits gëtt mam Mangel un Dokteren am Gesondheetsberäich an der feelender Kompetitivitéit vum Gehalt an de Perspektiven an deem Domän argumentéiert. An op där anerer Säit, datt fir vill vun den Aufgabe keng medezinnesch Ausbildung a keng Autorisation d'exercer néideg ass.

D'Aufgaben, fir déi eng medezinnesch Ausbildung an eng Autorisation d'exercer noutwendeg sinn, sollen dann awer vum Direkter vun der Santé assuréiert gi respektiv vun aneren Dokteren aus der Direktioun. Am Exposé des motifs gëtt och dovu geschwat, wéi effikass am Kader vun der Covid-19-Pandemie geschafft gi wier. Zumindest an deem Beräich kënne mer nach plus ou moins zoustëmmen.

Mee et ginn awer och Bemollen. An ech ginn Iech just ee Beispill. Zu den Aufgabe vun der Direction de la santé gehéiert och, an ech zitéieren: „mettre en œuvre des programmes de prévention et de promotion de la santé". Dat fanne mir Piraten e ganz wichtege Punkt.

Nach virun e puer Deeg konnt ee bei Reporter.lu e ganz interessanten Artikel liese mat der Iwwerschrëft „HPV-Impfung: Die verpasste Chance der Prävention". Fir déi, déi en net gelies hunn, hei nach eng Kéier d'Haaptpunkten. Hei zu Lëtzebuerg ass et iwwer Joren a Jore verschlof ginn, bei der Impfung géint d'human Papillomviren endlech méi ze maachen, obwuel d'Infektioun mat den HPV-Viren déi heefegst sexuell iwwerdrobar Krankheet ass. Mat enger Impfung am Kandsalter kann een noweislech virun allem Frae géint de Gebärmutterhalskriibs schützen, e Kriibs, deen d'WHO als Kriibs definéiert, dee mer eliminéiere kéinten.

Mee et geet bei der Impfung net nëmmen ëm déi weiblech Populatioun. Zwar gëtt dës Impfung zënter 2007 fir Kanner tëscht 9 a 14 Joer recommandéiert, mee an der Bevëlkerung ass dëst ganz dacks nach net ukomm respektiv et feelt un Informatiounen an et läit un den Dokteren, d'Elteren opzeklären. Tjo, an da kënnt et nach mam Remboursement, well och do gëtt se just bis 15 Joer rembourséiert, esou datt se duerno zwar nach Sënn mécht, mee awer net bezuelt gëtt.

Sou, an da si mer erëm bei der Direction de la santé, déi dat promouvéiere soll an et net gemaach huet. An dann hoffen ech, datt mer duerch dat heite Gesetz da wéinstens d'Direction de la santé esou stäerken, datt se an Zukunft deenen Aufgaben erëm nokomme kann an datt se Preventioun mécht, fir zum Beispill eng HPV-Impfung ze promouvéieren, déi noweislech géint Kriibs schützt. Well e Kriibsfall ass definitiv méi deier, wéi wa mer mussen higoen an eng Impfung rembourséieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Ech verstinn déi Froen, déi opgeworf ginn. Eis Direktioun huet ganz breet gestreete Missiounen, wou vill verschidde Profiller vun Doktere gefuerdert si mat konkreeten Aufgabeberäicher. Verschiddener sinn der hei adresséiert a mir sinn natierlech an der Situatioun, wéi se generell am Gesondheetswiesen net nëmmen hei am Land ass, mee och iwwert d'Grenzen eraus. D'Doktere fënnt een net méi esou einfach. A mir sinn natierlech an der Fonction publique tributaire vun enger Gehaltsskala, déi ass, wéi se ass. Déi ënnerläit net menger Kompetenz an déi pake mer och dës Legislatur, esou wéi ech dat verstanen hunn, net méi un, soudass et aus der Nout ... op alle Fall net elo fir d'Dokteren, verstitt mech elo net falsch! D'Theemen hei zur spéider Stonn mëschen ...

Et ass fir eis en Effort fir ze optimiséieren. D'Direktioun vun der Santé ass eng Verwaltung wéi vill aner Staatsverwaltungen och, an et ass net där Klengster eng. Dat sinn 350 Leit, déi do schaffen. Dat ass eng grouss Verwaltung an do brauch et och organisatoresch Kompetenzen, déi generell beim Staat opgebaut ginn, och geférdert ginn. An dofir sinn ech perséinlech iwwerzeegt, dass et eng gutt Saach ass, och hei opzemaache fir aner Profiller. Et ass sécherlech net ausgeschloss, dass en Dokter béid Profiller huet, mee op der Direktiounseebene ass et och wichteg, déi néideg organisatoresch Profiller ze hunn.

D'Aufgaben, déi spezifesch Medezinner zoukommen, wäerte selbstverständlech vu Medezinner assuréiert ginn. Dir wësst, dass eng Rei Aufgaben direkt dem Direkter zoukommen iwwert d'Gesetz an anerer eebe spezifesch Medezinner. An där sinn an der Direktioun, och wa mer, wéi dat och generell de Fall ass, ëmmer méi Schwieregkeeten hunn, déi richteg Leit bei eis ze rekrutéieren, well mer do net onbedéngt kënne mathale mat deem, wat op anere Plazen ugebuede gëtt, fanne mer awer ëmmer erëm nach Leit, déi sech der Santé publique widmen an an den Asaz kommen.

Ech soen op alle Fall Merci fir d'Ënnerstëtzung a kann Iech rassuréieren, dass dat keen Impakt wäert hunn op d'Qualitéit vun de medezinneschen Déngschtleeschtunge vun der Direktioun. Déi wäerte weiderhi selbstverständlech vun Dokteren assuréiert sinn, esou wéi dat och vum Gesetz virgesinn ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8026. Den Text steet am Document parlementaire 8026[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8026 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Diane Adehm), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Jean-Paul Schaaf), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7904 – Projet de loi portant modification du Code de la consommation aux fins de transposition de la directive (UE) 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et les directives 98/6/CE, 2005/29/CE et 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une meilleure

application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs

Mir kommen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour, de Projet de loi 7904 iwwert d'Ëmsetze vun der Omnibus-Direktiv.

An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Weber. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

M. Carlo Weber (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, Här Minister, ech maachen Iech hei e Rapport iwwert de Projet de loi 7904, deen de Code de la consommation modifizéiert, fir d'Direktiv 2019/2161, déi d'Denominatioun „Omnibus" dréit, zu Lëtzebuerg kënnen ze transposéieren.

D'Direktiv Omnibus ass eng wichteg Direktiv am Konsumenteschutz a wäert deen ausbauen a verstäerken. D'Zil vun der Direktiv ass et net nëmmen, verschidde Rechter vun de Konsumenten ze moderniséieren, mee och juristesch Lacunnen um nationalen Niveau ze behiewen.

D'Omnibus-Direktiv handelt essenziell vun dräi groussen Aspekter, déi transposéiert ginn. Den éischten Aspekt ass d'Prezisioun an d'Harmoniséierung vun de Sanktiounen am Konsumenteschutz. Dovu sinn d'Direktiven iwwert d'abusiv Klauselen, iwwert d'deloyal kommerziell Praktiken an iwwert d'Konsumenterechter betraff.

Konkreet gi gemeinsam Krittäre fir den Asaz vu Strofen, déi vun de betraffen Direktive virgesi ginn, agesat. D'Strofe sollen op europäeschem Niveau méi effektiv, proportionell, méi kohärent an harmoniséiert ginn.

Schlussendlech fënnt een ënnert dëse Krittären och déi Strofen, déi e Professionellen an engem anere Memberstaat fir déi nämmlecht Strofdot kritt huet. Am Kontext vun de Strofdoten, déi vun deenen dräi Direktive virgesi sinn, kritt de Ministère vum Konsumenteschutz en neien Dispositif mat administrative Sanktiounen.

Zu dësem Dispositiv kënnt e Supplement zu all deene strofrechtleche Sanktiounen, déi am Code de la consommation duerch déi vereenzelt Direktiven an der Matière virgesi ginn. An der Praxis soll den Dispositif an dräi Etappe fonctionéieren. Fir d'éischt gëtt de Professionellen agelueden, Erklärungen zu senge verbuedene Praktiken ze liwweren. Wann en dat net mécht, kann de Ministère him e schrëftlechen Avertissement schécken. Falls de Professionelle sech no enger schrëftlecher Warnung net confirméiere wëll, huet de Ministère elo d'Méiglechkeet, eng Action en cessation ou en interdiction géint hien ze lancéieren.

Den zweeten Aspekt war d'Schafung vun enger Struktur, déi sech ëm d'Ëmsetzung vum Konsumenteschutz këmmere soll. Hei huet de Staatsrot awer eng Opposition formelle formuléiert, well d'Schafung vun esou enger Structure antikonstitutionell wär. Dowéinst verbleiwe mer esou, datt e Service soll en place gesat ginn, deen de Konsumenteschutzministère an der Prononciatioun vun den neien administrative Sanktioune berode soll. An dësem Service sollen dräi Officiers de police judiciaire nominéiert ginn.

Den drëtten Aspekt ass allgemeng d'Verbesserung an d'Moderniséierung vum Konsumenteschutz. Besonnesch betraff sinn hei d'Direktiven iwwert d'deloyal kommerziell Praktiken an déi iwwert d'Konsumenterechter.

D'Omnibus-Direktiv iwwerléisst de Memberstaaten och d'legislativ Optiounen, woubäi dëse Projet de loi verschiddener iwwerhëlt. Iwwerholl gëtt d'Optioun vun der Angab vun engem Referenzpräis bei enger Präisreduzéierung. Dëst ka bei kengem Produkt wärend den éischten 30 Deeg vu senger Kommerzialiséierung an doriwwer eraus gemaach ginn.

Zu den Avisen, déi mer zum Projet de loi Omnibus kritt hunn: Fir d'éischt huet d'Union luxembourgeoise des consommateurs hiren Avis ofginn. Si kritiséiere virun allem, datt deen neie Service beim Konsumenteschutzministère a sengem Effectif limitéiert ass. Zousätzlech hu si Bedenken zu der Effikassitéit vum neie Mechanismus a vun den administrative Strofen, well en hirer Meenung no net den Erausfuerderunge vun der digitaler Ekonomie entsprécht, déi sech technologesch an informatesch rasant virunentwéckelt.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet sech op e puer Remarke limitéiert. Si froe sech, wat fir eng Moyenen de Ministère hätt am Fall, wann e Professionelle sech net géif deenen Demarchë fügen, déi en hei imposéiert kritt. Ausserdeem si si der Meenung, datt ee misst preziséieren, wat fir eng Agente qualifizéiert sinn, fir Officiers de police judiciaire am neigeschafene Service ze ginn. Den Text gesäit näischt iwwert deenen hir Attributiounen oder Kompetenze vir.

D'Chambre des Métiers opposéiert sech an hirem Avis den neien administrative Sanktiounen an der Schafung vum neie Service. Wat de Mechanismus vun den administrative Sanktiounen ugeet, fënnt d'Chamber, datt et en disproportionéierten Zousaz ass. Hei wier eng Vereinfachung vun de Reegelen ubruecht.

Schlussendlech fuerdere si eng Vereinfachung vun de Reegelen, wann de Client eng Reparatur ufreet.

Den Avis vun der Chambre des Salariés ralliéiert sech un den Avis vun der ULC, wat deen neie Service ugeet. Heizou wënsche si sech eng Politik mat engem verstäerkte Fokus op de Konsumenteschutz.

An hirem Avis ass d'Chambre de Commerce fir d'Mise en place vun enger reeller Preventiounspolitik mat Sensibiliséierungs- an Informatiounscampagnen, fir d'Vergoe vun de Professionelle géint de Code de la consommation ze verhënneren.

De Staatsrot huet zwee Avisen ofginn, woubäi just beim éischten Opposition-formellë waren. An dësem Avis opposéiert de Staatsrot sech dem Ersetze vun der Notioun vum Verkafspräis vun engem Produit oder engem Service duerch d'Notioun vum Präis. D'Referenz zum Verkafspräis misst bleiwen.

Donieft opposéiere si sech, datt et bei der Präisreduzéierung mat der Indikatioun vum viregte Präis eng Differenzéierung tëscht engem Produkt oder Service soll gemaach ginn.

Zum Schluss soen ech jidderengem villmools Merci, deen un dësem Dossier matgeschafft huet. D'Transpositioun vun der Omnisbus-Direktiv ass e bedeitende Schrëtt fir e verbesserten a méi effikasse Konsumenteschutz. Dëst, well de Ministère en neien Dispositif a Service kritt an doduerch, datt de Code de la consommation am Allgemenge mat neien, ugepassten Definitiounen a mam Behiewe vu Lacunnen de Konsumenteschutz méi breet opstellt, méi méiglech Zenarien ofdeckt an dem Konsument e verbesserte Schutz heiduerch ka garantéieren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a ginn heizou den Accord vun der LSAP. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Carlo Weber.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm agedroen.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci, Här President. Virop wéilt ech och dem Rapporter villmools Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport, well dat erlaabt mir et, weesentlech méi séier ze sinn.

Ech géif och nach just gären eng Kéier betounen, dass et sech hei, wéi gesot, ëm d'Ëmsetzung vun enger sougenannter Omnibus-Direktiv handelt, déi ganz vill verschidde Punkte mat sech bréngt. Mir schaffen awer hei am Interêt vun enger Stäerkung vun de Rechter vum Konsument, an notamment gëtt de ganze Code de la consommation och un den digitalen Zäitalter ugepasst, wou mer jo alleguerte wëssen, dass dat an der haiteger Zäit ëmmer méi wichteg gëtt.

Ech hätt awer och nach eng Fro, déi ech gäre géif an deem dote Kontext der Verbraucherschutzministesch stellen. Mir hunn och nach e Gesetzesprojet do leien iwwert de Recours collectif, an ech wollt froen, wou mer do dru wieren, well mir gesinn Avise kommen, mir gesinn Amendementer vun der Regierung kommen a mir wieren eigentlech frou, wa mer do och eng Kéier kéinten ufänke mat schaffen. Wéini dat virgesinn ass, géif eis interesséieren.

Mee ofschléissend ginn ech awer den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Adehm. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, datt d'Rechter vum Konsument ëmmer méi musse geschützt ginn, dat ass eng Evidenz. Leider sinn d'Verkafspraktiken ëmmer méi komplex ginn. A besonnesch zënter datt jo méi online bestallt gëtt, gëtt et jo och ëmmer méi schwiereg, fir munches méi genee ze duerchkucken. An ech ginn dovun aus, datt deem engen oder aneren och schonn esou gaangen ass, datt en, wann en eppes iwwer Internet bestallt huet, vläicht net onbedéngt dat geliwwert kritt huet, wat e sech erwaart huet, oder et vläicht iwwerhaapt net geliwwert kritt huet. Duerfir ass et awer wichteg, datt op deem Niveau nach méi legiferéiert gëtt.

An d'Gesetz hei beweist awer och, datt et wichteg ass, datt mer op EU-Niveau ëmmer méi harmoniséiert virginn. Dat heescht, datt och déi eenzel Barriären, déi nach tëschent deenen eenzele Länner bestinn, awer kënnen ofgebaut ginn.

Ech mengen, an dësem Gesetz geet et jo virun allem ëm zousätzlech Sanktiounen. Bon, Sanktiounen ass ëmmer e Wuert, dat een net onbedéngt gär héiert, mee leider muss een awer och an enger fräiheetlecher Gesellschaft dee Wee munchmol goen. An dowéinst mussen eeben och heiansdo méi streng Strofe festgehale ginn. Déi Geldstrofen, déi elo festgesat sinn, ginn natierlech ëmmer der Fraude no festgehalen, wat jo och esou awer natierlech richteg ass.

De Minister vum Konsumenteschutz kritt dann eeben elo dräi Méiglechkeete fir virzegoen. Déi éischt ass eeben, wéi gesot, fir d'éischt emol Erklärunge vum Fournisseur ze froen, wann deen eeben net seng Wuer ... oder sech net esou an der Praxis verhalen huet, wéi dat virgesinn ass, zweetens dann en Avertissement, drëttens dann eréischt eng Sanktioun. Ech mengen, datt dat u sech e richtegen, e gudde Wee ass.

D'Chambre des Métiers huet sech jo net grad esou euphoresch gewisen, well se gemengt huet, hei kéim

erëm zousätzlech administrativ Aarbecht op d'Betriber zou. Jo, a priori stëmmt dat, mee et ass wéi ëmmer am Liewen: Wann ee sech korrekt behëlt, dann huet ee jo och net onbedéngt eppes ze fäerten.

Mir hunn och duerfir e gewëssent Verständnis, datt aus deene Kreesser schonn déi Reaktioune kommen. Mee awer trotzdeem sti mer awer éischter hannert där Moossnam vun deenen dräi Etappen, déi hei elo geplangt ass.

Da wëll ech awer och nach kuerz op dee Service zréckkommen, deen elo geschafe ginn ass vun deenen dräi Fonctionnairen, déi jo am Fong geholl elo dann d'Kompetenz vum Officier de police judiciaire kréien. An och do muss ee soen, datt dat eng Moossnam ass, déi elo berechtegt ass, well mer eis eeben, wéi gesot, an engem Ëmfeld beweegen, wou eebe leider mussen ëmmer méi Kontrolle gemaach ginn.

D'ULC ass jo der Meenung, datt dee Service elo ze vill bescheiden ugesat gëtt. Ech mengen, déi Kritik kann een à ce stade net onbedéngt deelen. Au contraire: Et soll ee fir d'éischt emol e Bilan maachen no een, zwee Joer, et soll ee fir d'éischt emol méi bescheiden ufänken, esou e Service opzebauen, an da kucken: Muss deen nach weider ausgebaut ginn? Soudatt dat awer scho richteg ass, op deem Niveau elo emol dee Service do virzegesinn.

Eng aner Remark, déi och vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics gemaach ginn ass, soll een och hei nach eng Kéier zur Diskussioun stellen. Dat ass nämlech déi: Si hätte gär méi Prezisiounen, wat d'Kompetenze vun deene Fonctionnairen ubelaangt. Vläicht kann eis d'Madamm Minister och do nach zousätzlech Erklärunge ginn. Mee insgesamt si mir awer der Meenung, datt et awer wichteg ass, datt dee Service och elo hei geschafe gëtt.

Mir liewen natierlech an enger Welt, wou d'Digitaliséierung ëmmer méi u Bedeitung gewënnt. An dann ass et evident, datt ee muss och deementspriechend Upassunge maachen.

Ech wëll och nach hei ënnersträichen, datt et wichteg ass, datt d'Fournisseuren am Fong elo och dozou ugehale ginn, méi Informatiounen iwwer hir Geschäftspraktiken ze liwwere respektiv och iwwer hir Identitéit. Dat ass och ganz wichteg.

An ofschléissend wëll ech och nach eng Kéier hei betounen, datt natierlech virun allem den Onlineservice elo eppes méi Anonymmes ginn ass. Mir kafen dann net méi esou en face vun engem Vendeur eppes an. Dat bréngt natierlech eng ganz aner Bedeitung mat sech, an dowéinst ass et eeben och wichteg, datt een där Entwécklung Rechnung dréit.

A wéi gesot, ech bréngen natierlech selbstverständlech den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Gesetzesprojet a soen awer och dem Här Carlo Weber nach Merci fir säi mëndlechen an och säi schrëftleche Rapport.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Gusty Graas. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen dem Rapporter natierlech Merci fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport, erläutert vu menge Virriedner, déi op munnech Saachen agaange sinn, fir de Code de la consommation ze stäerken, wat mir Gréng natierlech begréissen. An ech ginn den Accord domat vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. An d'Wuert geet direkt weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Dir Dammen an Dir Hären, just e puer Wuert. Och vun eiser Säit aus och e grousse Merci un den Här Weber fir dee Rapport.

Ech kommen heihinner, well ech awer e bësse Bauchwéi hunn, wann ech héieren, datt d'Europäesch Kommissioun eis Reegelen iwwert d'Konkurrenzrecht gëtt, well ech denken un – an ech mengen, ech sinn net deen Eenzegen, vill Leit aus dem Süde wäerten dat och nach gutt an Erënnerung hunn – déi enorm Kompetenz vun der Europäescher Kommissioun, wann et drëm geet, Decisiounen ze huelen am Kompetenzrecht.

Erënnere mer eis un d'Diddelenger Schmelz. Déi huet misse verkaf ginn, well ArcelorMittal eng Operatioun geplangt hat an Italien. Do huet dat misse verkaf ginn. Do ass dat u Liberty Steel gaang an déi Diddelenger Schmelz ass haut esou gutt wéi futti. Dat ass d'Kompetenz, dat ass eng Dankbarkeet, déi mer géintiwwer der Europäescher Kommissioun kënnen hunn, déi eis dat do imposéiert hat, déi e Betrib zu Lëtzebuerg, deen tipptopp fonctionéiert huet, futti gemaach huet. Dat muss een och emol soen.

Oder en anert Beispill vun der Europäescher Kommissioun, wou sech awer méi Froe kënne gestallt ginn. Mir brauchen an Europa heiansdo strateegesch Fusiounen, fir géintiwwer der Konkurrenz am Ausland duerzehalen. Alstom-Siemens ass e ganz gutt Beispill. Et gëtt där nach, wou mer an der europäescher Industrielandschaft Fusioune gebraucht hätten, fir eis kënne géintiwwer der auslännescher Konkurrenz duerchzesetzen, wat d'Europäesch Kommissioun verhënnert huet.

Also loosse mer ... Gutt, dat heiten ass elo Konsumenteschutz, mee et louch mer awer um Häerz, fir dat anert unzeschwätzen, well ech mengen, et ass e Beispill, dat weist, datt mer och géintiwwer den europäeschen Institutioune musse kritesch sinn, well wat hei verbrach ginn ass, notamment zu Diddeleng, dat hätt ni däerfe geschéien!

Bon, Konsumenteschutz. Ech mengen, den Här Weber huet ganz villes gesot, an ech wëll do just een Aspekt opgräifen, deen hie genannt huet. Dat sinn déi repetitiv Oppositions formelles vum Staatsrot, déi gemaach goufen, well de Staat op eng dirigistesch Manéier wollt an d'Präisgestaltungsstruktur vun der fräier Ekonomie agräifen. An en huet Recht! Well ech mengen, déi fräi Ekonomie fonctionéiert jo doduerch, datt awer nach eng fräi Präisgestaltung ka sinn. An et huet eis verwonnert, fir hei ze héieren, datt d'Demokratesch Partei zwar de Problem erkennt, et ass jo u sech hir traditionell Parteienzoustännegkeet, fir awer op d'Interessie vun der Ekonomie a vun den Entreprisen opzepassen, an awer hei akzeptéiert, datt dann en dirigisteschen Usaz do gesicht gëtt.

Mir denken, datt d'Entreprisen net ze vill Bürokratie sollten opgeluede kréien, well zemools déi kleng Entreprisë packen all déi Virschrëften net, déi se dacks, och am Numm vum Konsumenteschutz, operluecht kréien. Denkt un déi Etiketten, déi d'Bäcker mussen ausfëllen. Déi brauche bal e cheemesche Laboratoire bei all Bäckerei fir ze wëssen, wat do dran ass. An dat féiert dozou, datt déi kleng Entreprisen dat dacks iwwerhaapt net méi packen, datt se sech mussen herno zesummeleeën, datt se bal e juristeschen Departement brauchen, fir dat iwwerhaapt nach kënnen ze steieren.

Dat féiert dozou, datt kleng Entreprisë verschwannen. Dat féiert zu enger Konzentratioun dann an u sech zum Effet contraire vun deem, wat gesicht ass. Mir schwätzen dann net méi vu Konsumenteschutz, mee vum Entstoe vu méi grousse Strukturen, wou de Konsument herno manner Rechter géintiwwer deene Strukturen huet, wéi wann et onverännert bliwwe wär. Also dat Konsumenterecht ass extreem wichteg, mee et gëtt net ëmmer ganz gutt ugepaakt.

Den Här Weber, fir vläicht domadder opzehalen, huet och eng ganz Rei Observatiounen ernimmt, déi vu villen Institutiounen hei am Land gemaach goufen: Chambre des Salariés, Chambre de Commerce, Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, och, mengen ech, Cour supérieure de justice. An alleguer hate se Kriticken, déi awer absolutt valabel sinn.

A wéinst deene ville Kriticken ..., och wa mer u sech als ADR eng Stäerkung vum Konsumenteschutz ëmmer reegelméisseg begréissen, mee dat Gesetz hei huet awer ganz vill Schwaachpunkten, a mir wäerten et dowéinst och net matstëmmen, mir wäerten eis enthalen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Also als Alleréischt emol dem Rapporter e grousse Merci fir säi schrëftlechen an och säi mëndleche Rapport. Dëse Projet de loi bréngt eng Rei vu Fortschrëtter mat sech, e geet jo och e bësse méi wäit wéi d'Direktiv, an duerfir wäerte mir dat och matstëmmen.

Et ass awer op där anerer Säit e bësse schued, datt d'Regierung hei op dëser Plaz d'Geleeënheet net genotzt huet, fir eng wierklech onofhängeg Struktur ze schafen, wéi se och vun der ULC an der CSL gefrot gouf, déi sech ëm de Konsumenteschutz an och ëm d'Konkurrenzrecht këmmert, sou wéi dat jo och a villen europäesche Länner de Fall ass, zemools well mer jo och muer hei eng nei Autorité de la concurrence wäerte stëmmen. Voilà.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt e grousse Merci un de Carlo Weber fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Wéi en et gesot huet, setze mer mat dësem Gesetz dann elo och d'Omnibus-Direktiv an d'nationaalt Recht ëm. A keng Angscht, et geet haut net ëm e Bus, mee et geet haaptsächlech ëm de Konsumenteschutz. Et ass nämlech e wichtege Schrëtt, dee leider – an dat musse mer dann erëm soen – e bësse spéit kënnt. D'Direktiv hätt nämlech u sech scho missen d'lescht Joer am November gestëmmt ginn. Bon, ee Joer méi spéit, dat ass ... et ginn Direktiven, déi méi laang brauchen. Mee et ass net esou schlëmm wéi beim Projet – an dat huet d'Madamm Cecchetti elo grad gesot – vum Conseil de la concurrence, dee jo muer behandelt gëtt, deen och vill, vill méi séier hätt misse behandelt ginn.

Zréck awer bei d'Direktiv vun haut. Mir Piraten begréissen d'Ännerungen, déi mat der Direktiv kommen. Nodeems nämlech an engem Rapport vun der EU-Kommissioun erauskoum, datt de Konsumenteschutz an der EU net staark genuch wier, ass reagéiert ginn, an zwar op EU-Niveau, a se hunn eeben derfir gesuergt, datt proportionell an harmoniséiert Sanktioune solle geschafe ginn, net nëmmen harmoniséiert an der EU, mee eeben och national.

D'Sanktioune sollen dann och dat erëmspigelen, wat de Professionelle mat sengem Bedruch u Profitt gemaach huet an dozou proportionell sinn. D'Direktiv geet also fir eis Piraten an déi richteg Richtung.

Et gi weider Sanktioune fir frauduléis Aktioune festgehalen. Et ass awer och e wichtege Schrëtt a Richtung méi Konsumenteschutz, wat digital Servicer a Kontrakter ugeet.

Wéi d'CNPD begréisse mir explizitt, datt dës Direktiv och endlech unerkennt, datt d'Notzung vun enger Social-Media-Plattform och e Kontrakt tëscht enger Firma an engem Utilisateur ass, engem Utilisateur, deen den Accès zu dëser Plattform mat senge perséinlechen Donnéeë bezilt. Och wann een nach ëmmer kee feste Präis kann op déi Donnéeë setzen, sou ass d'Unerkennung, datt et sech heibäi ëm eng Transaktioun handelt, schonn e wichtege Schratt.

Wat eis och ganz freet, dat ass dann, datt heimat endlech d'Faxgerät dohinner gescheckt gëtt, wou et higehéiert: an d'Muséeën. Et war e Relikt aus alen Zäiten, datt ee muss bei verschiddenen Demarchen als Firma e Fax uginn. Et gëtt mëttlerweil vill aner Programmer, déi dëse Rôle laang iwwerholl hunn, vum Internet mat Cloud-Applikatiounen, iwwer Appen, déi e Blat Pabeier kënne scannen, bis hin zum nach ëmmer traditionelle Courrier, dee jo als Alternativ fir déi gëllt, déi net digital ënnerwee sinn.

E weidere positive Punkt, dee mer hei wëllen erausstäichen, ass dee vum Prix de référence. Wie kennt et net? Et geet een an de Supermarché oder an all anere Buttek an et gesäit een iwwerall sougenannt „reduzéiert" Präisser, sief et den T-Shirt an de Solden, sief et Déierefudder. A nee, et ass jo ëmmer „auf alles, außer Tiernahrung". Mee et steet ëmmer esou do, als wär dee Produit méi bëlleg. Et gesäit een awer och ëmmer nëmmen eng Annonce mat „esou vill Prozent méi bëlleg" an d'Etikett huet eng giel Faarf amplaz eng gréng, also gi mer alleguerten dervun aus, datt de Produit tatsächlech méi bëlleg muss sinn. An d'Leit sinn dann éischter emol oppen, fir en neie Produit mat heem ze huelen oder méi vun eppes ze kafen, well et huet ee jo psychologesch d'Gefill, et wär méi bëlleg.

Mee ob dat mat deem Rabatt wierklech stëmmt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat weess een dee Moment net, well et geet ee jo net all Dag an deen nämmlechte Supermarché an et weess een net, wéi d'Präisser sech do entwéckelen. An dat wäerte mer elo awer gewuer ginn, doduerch datt all Geschäft muss bei sengem Rabatt uginn, wat den déifste Präis vun deene leschten 30 Deeg war. Dat ass e grousse Schratt no vir fir eis als Verbraucher, well mer méi informéiert sinn. An en informéierte Verbraucher kann dann och en informéierte Choix huelen a fält vläicht net méi op d'Tricker vun aneren Etiketten oder vu Prozenter, déi näischt aussoen, eran.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kéint nach weider positiv Aspekter vun dëser Direktiv oplëschten, mee dofir feelt eis haut e bëssen Zäit an, ech mengen, och d'Nerven zu dëser spéider Stonn.

Dës Direktiv muss sech um Terrain beweisen. Et wäert net alles direkt perfekt oflafen. Keen Text kann allen Eventualitéite gerecht ginn. Et wäerte Fäll viru Geriicht landen an dat ass och gutt esou, well da kënnen d'Geriichter eis nämlech eng Äntwert ginn, wéi déi eenzel Dispositiounen ze interpretéiere sinn. An och dat féiert zu besserem Konsumenteschutz. Mir stëmme se mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Konsumenteschutzministerin Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs | Merci, Här President. Och wann et scho spéit ass, géif ech gären ënnersträichen, dass dat heite wierklech e wichtege Projet ass fir de Konsument zu Lëtzebuerg. Trotz aller Komplexitéit, déi hei zu Recht ervirgehuewe ginn ass, ass et extreem wichteg, dass mer mathalen. De Marché kennt keng Grenzen. D'Leit kafen iwwert d'Grenzen eraus an. An d'Fantasie vun deenen, déi kucken, d'Leit eranzeleeën, huet och keng Grenzen, leider. Asoufern ass et wichteg, dass mer hei richteg stramm kënnen usetze mat seriöe Strofen, déi richteg ofschreckend och sinn a wéidinn, dass mer eis déi néideg Moyene ginn.

Et ass ugeschwat ginn: „Firwat net direkt eng onofhängeg Behërd?" Mir haten am Fong geholl am Virfeld zu dësem Projet eng Etüd maache gelooss vum Max-Planck-Institut, fir e bëssen eng Iddi ze kréien, wéi mer am Verglach do stinn. Mir si relativ gutt ewechkomm. Also schéngt et awer korrekt ze sinn, wéi eis Kontrollen elo oflafen. Ech schléissen awer net aus, dass dat an enger zweeter Phas kann ausgebaut ginn a Richtung vun enger onofhängeger Verwaltung, mee am Moment wollte mer step by step ufänke mat deene Kompetenzen, déi mer inhouse hunn.

Wat bedeit et konkreet? Déi Leit, déi wäerten natierlech hëllefen, Kontrollen ze organiséieren, ze maachen an dann och déi Avertissementen ze huelen, d'Sanktiounen ze schwätzen. Et ass eng breet Aarbecht. Dat ass esou, wéi een et sech an der Praxis muss virstellen, mat engem méi breeden Interventiounsfeld, wat elo hei tracéiert ginn ass, eebe grad eran an dat Digitaalt. Dat ass och ugeschwat gi vum Sven Clement. Extreem wichteg ass och a mengen Aen, dass déi Saachen, déi soi-disant „gratis" sinn, et ganz oft net sinn. Et ass een och e Konsument, wann ee seng Daten eragëtt an dofir eng Gratisleeschtung kritt. An och do ass natierlech wichteg, dass d'Konsumenten opmierksam gemaach ginn, wat hir Rechter sinn.

Fir der Komplexitéit entgéintzewierken, dat ass eppes, wat mer natierlech an den Avise gelies hunn an eis och aus de Virgespréicher mat den eenzelnen Acteure bewosst war. Do schaffe mer och u Guidelines fir déi Professionell. Déi sinn am Moment am Drock, wäerten och elo an den nächsten Deeg digital erausgoen, fir hinnen ze hëllefen, heimadder ëmzegoen.

Mir sinn eis scho bewosst, dass déi Oplagen och grad fir kleng Betriber vill bedeiten. An do kucke mer, asoufern mer dat kënnen, wou et an eise Méiglechkeeten ass, hinnen entgéintzekommen, hoffentlech mat enger klorer Kommunikatioun. Dat ass Sënn an Zweck op alle Fall vun deene Richtlinnen, dass mer hinnen do kënnen Hëllefsstellunge ginn a Richtung jee wéi se sech uleeën, fir och konform zu de Gesetzer ze sinn.

Et si staark Strofen, déi am Raum stinn, an dofir ass et eis natierlech och wichteg, dass mer net nëmmen de Konsument schützen, mee och eise Commerçanten déi néideg Moyene ginn, fir sech gutt opzestellen an dëser Hisiicht.

Ech géif mengersäits, well ech dat virdru vergiess hunn, vun der Geleeënheet profitéieren, fir esouwuel dem Cécile Hemmen Merci ze soe wéi dem Carlo Weber fir hir ganz ausféierlech Rapporten a soe Merci fir d'Ënnerstëtzung generell fir de Projet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Konsumenteschutzministerin Paulette Lenert. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7904. Den Text steet am Document parlementaire 7904[13].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7904 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Max Hengel), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Jean-Paul Schaaf), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par M. Marc Hansen), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser

Da géif ech d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser gi fir den Depot vun enger Resolutioun.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Jo, villmools merci, Här President. Et geet eigentlech an dëser Resolutioun ëm déi politesch Rechter vu Leit mat enger Behënnerung. An dat ass e Sujet, wou mer eigentlech alleguer déi Sensibilitéit derfir hunn, datt dat ganz wichteg ass, datt d'Leit, déi scho vill Schwieregkeeten am Liewen hunn, awer esou wäit wéi méiglech Erliichterunge sollte kréien, datt mer hinne sollten entgéintkommen an et hinne méi einfach maachen an hir Rechter och respektéieren.

A mir hunn op jidde Fall och bei eis an der Fraktioun – an ech sinn iwwerzeegt, bei Iech alleguer och – no Méiglechkeete gesicht, fir déi politesch Informatioun och hinnen zougänglech ze maachen. Mee dat ass net ëmmer einfach.

Wa mer zum Beispill vu Liichter Sprooch op eisen Internetsäite schwätzen, da brauch een dofir Kompetenzen an déi Kompetenz ass ganz rar. Mir hunn net vill Leit hei am Land, déi wierklech domadder kënnen ëmgoen. Et sinn der e puer, déi dat ganz gutt maachen, mee natierlech ass et vill verlaangt vun deene Leit, fir elo all Partei hei, déi hei vertrueden ass, ze hëllefen, fir dat kënnen ëmzesetzen. An ech wëll dofir

ganz kloer soen, datt mer vläicht sollten zesumme probéieren, als Chamber, eis politesch Inhalter och esou ze formuléieren an esou eriwwerzebréngen, datt se och méi liicht accessibel si fir Leit mat enger Behënnerung, zum Beispill eeben doduerch, datt mer och probéieren, méi Liicht Sproch an eiser Kommunikatioun op eisen Internetsäiten ze benotzen.

Virun allem déi méi kleng heibannen ..., vläicht hunn déi ganz grouss Parteien oder déi eng, déi méi grouss Partei, d'Méiglechkeeten, dat vu sech aus ze maachen. Mee et sinn der vill heibannen, déi déi Méiglechkeeten net hunn, well déi Ressourcen an déi Méiglechkeete feelen. An dofir wollte mer Iech proposéieren, datt mer dat zesummen als Chamber kucken, als déi Siwen, déi heibanne vertruede sinn, fir vläicht zesummen iwwert d'Chamber och kënnen en Effort ze maachen, fir déi politesch Kommunikatioun fir déi Leit méi liicht accessibel ze maachen.

Mir kéinten, wann Der d'accord sidd, ech weess net, wéi den Här President elo de Prozedere gesäit fir dës Resolutioun, mee am Fall, wou Der mat där Iddi d'accord wäert, kéinte mer am Bureau vläicht driwwer schwätzen, wéi mer dat kéinten upaken, wann de Wëllen da vun alle Säiten do wär.

Eis géif et freeën, well mer et einfach als eng matmënschlech Verantwortung gesinn, fir dee Schrëtt och ze maachen an dofir och dës Propositioun.

Ech soen Iech villmools Merci.

Résolution

D'Chamber vun den Deputéierten

hält fest, datt

– all Mënsch d'Recht huet, sech eegestänneg iwwert d'Politik vun allen an der Chamber vertruedene Fraktiounen a Sensibilitéiten ze informéieren a sech eng eege Meenung iwwert hir Positiounen an hir Aarbecht ze bilden;

– Mënschen, déi ugewise sinn op Informatiounen, déi liicht verstandlech a liicht ze liese sinn, op Problemer stoussen, wa si sech am Internet iwwert déi politesch Aarbecht informéiere wëllen;

– den digitalen Accès zu politeschen Informatiounen an Aarbechte vun deenen an der Chamber vertruedene Fraktiounen a Sensibilitéite fir déi betraffe Leit muss garantéiert ginn;

– dëse Problem e méi systematesche Gebrauch vun der Liichter Sprooch fir d'Kommunikatioun erfuerdert,

erënnert drun, datt

– Lëtzebuerg d'Ëmsetzung vun der Konventioun iwwer d'Rechter vun de Persoune mat Behënnerung aktiv ënnerstëtzt, wouduerch och am digitale Beräich verschidden Efforten néideg sinn;

– all Mënsch d'Recht huet, selbstbestëmmt ze liewen a fir seng eegen Intressien a politesch Iwwerzeegungen anzetrieden,

decidéiert dowéinst, datt

– d'Chamber als Institutioun déi do vertruede Fraktiounen a Sensibilitéite mat finanziellen a personelle Mëttelen dobäi ënnerstëtzt, hir Internetsait fir Mënsche mat Schwieregkeete beim Liesen a Verstoe vun Texter och a Liichter Sprooch zougänglech ze maachen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

10. 8088 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals et modifiant la loi du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel

Deen nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8088 iwwert eng Bäihëllef am Kader vun der Limitatioun vum Präis vum Äerdgas. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Madamm Josée Lorsché ass prett, fir de Rapport dovunner ze maachen. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi 8088, deen de 26. Oktober 2022 vum Minister Claude Turmes deposéiert ginn ass, geet et drëms, enger weiderer Moossnam aus dem Tripartite-Accord eng legal Basis ze ginn.

Méi speziell, Dir wësst et, handelt et sech ëm déi sougenannten Deckelung vum Gaspräis fir bestëmmten Endclienten. Dës Moossnam ass geduecht, fir d'Inflatioun a Grenzen ze halen, den Indexmechanismus ze schützen an d'Kafkraaft vun de Menagen ze stäerken, an dat réckwierkend op den 1. Oktober 2022 bis hin zum 31. Dezember 2023.

An dësem Zäitraum iwwerhëlt de Staat d'Méikäschten, déi duerch d'Präisentwécklung beim Naturgas entstinn. Dat ass eng Lafzäit vu 15 Méint. An Zuelen ausgedréckt heescht dat, datt d'Augmentatioun vum Gaspräis op 15 % par rapport zum sougenannte „prix moyen" vum 22. September 2022 limitéiert gëtt. Betraff si sämtlech Clienten, déi iwwert e Compteur mat engem maximale Flux vu manner wéi 65 Kubikmeter Gas an der Stonn verfügen. A wéi Dir bestëmmt wësst, oder och net, verdeelt déi harmoniséiert Tariffstruktur sech bei de Benotzer vun de Gasreseauen op dräi Kategorien.

D'Affektatioun un déi eng oder aner Kategorie hänkt vum Typ vum Compteur of, dee bei de jeeweilege Benotzer vum Reseau installéiert ass. D'Kategorie 1 besteet aus Compteure vum Typ G4 bis G16 mat enger Capacitéit vu bis zu 250 Kilowatt an der Stonn. D'Kategorie 2 besteet aus Compteure vum Typ G25 bis G40 mat enger Capacitéit vu manner wéi 650 Kilowatt an der Stonn. Béid Kategorië falen ënnert d'Dispositioune vun dësem Projet de loi, wärend d'Kategorie dräi mat enger méi héijer Capacitéit, wéi gesot, net viséiert ass.

Wat de Plafonnement vum Präis, de Prix plafonné ugeet, sou läit dee bei 0,8325 Euro pro Kubikmeter consomméiertem Gas.

D'Basis vun där Berechnung besteet aus der Moyenne vun den affichéierte Präisser, déi am September 2022 vun den Haaptfournisseure vum Gas dem Client verrechent goufen. Hei schwätze mer vun der Offre de base. Fir dem Maartundeel vun deenen eenzele Gasfournisseure Rechnung ze droen, gouf dës Moyenne deementspriechend ponderéiert.

De Präisundeel, dee vum Staat iwwerholl gëtt an dem Client iwwert den Intermediaire vu sengem Fournisseur zegutt kënnt, besteet deemno aus der positiver Differenz tëscht dem affichéierte Präis an dem plafonéierte Präis vum Gas. Net dozou zielen d'Benotzerkäschte vum Reseau, déi zwar och vum Staat bezuelt ginn, mee net Objet si vun dësem Projet de loi.

Aus Grënn vun Transparenz a Kontroll mussen d'Fournisseure sech dozou engagéieren, follgend Elementer kloer a gutt visibel op d'Rechnunge vun hire Clienten ze setzen: éischtens, den affichéierte Präis, zweetens, den Undeel vum affichéierte Präis, dee vum Staat iwwerholl gëtt, an drëttens, den Endpräis, dee vum Endclient bezuelt muss ginn.

Doriwwer eraus mussen d'Fournisseuren all Mount eng Lëscht vun de Käschten opstellen, déi aus der Applikatioun vum plafonéierte Präis entstinn, dëst fir d'Quantitéiten, déi dee Mount virdru consomméiert gi sinn.

Spéitstens de leschten Dag vum Mount musse se dann nach eng Demande d'accompte un den Energieministère areechen, an där sämtlech Montanten opgefouert ginn, déi opgrond vun der Präisdeckelung net un d'Cliente verrechent goufen an deemno vum Staat iwwerholl ginn.

Den Décompte final, dee souwuel sämtlech finanziell Kontributioune wéi och déi bezuelten Akkonten enthält, muss spéitstens den 30. Juni 2024 agereecht ginn.

Bleift nach ze soen, datt all Ännerung vum Niveau vum Basispräis mindestens 30 Deeg virun hirem Akraafttrieden un de Ministère kommunikéiert muss ginn. Dozou gehéiert och d'Kommunikatioun vun den neien Tariffer a vun der Berechnung vun der staatlecher Kontributioun.

Dëse Projet de loi obligéiert d'Fournisseuren dann och derzou, den Akaf vu Gas trotz der staatlecher Kontributioun un e méiglechst niddregen Tariff ze bannen an ze garantéieren, datt de Basispräis deem Rechnung dréit. Kontrolléiert gëtt dës Dispositioun vum nationale Regulateur, dem ILR, dem Institut luxembourgeois de régulation. Sollt e Verstouss géint dës Obligatioun festgestallt ginn, kann den ILR de betraffene Fournisseur mat enger oder méi Sanktioune behaften, dëst a Form vun engem Avertissement, engem Blâme oder enger Geldstrof tëscht 1.000 Euro an 1.000.000 Euro.

Dir Dammen an Dir Hären, de finanziellen Impakt vun der Präisdeckelung en tant que tel läit fir de Staat bei plus ou moins 390 Millioune Euro, dovun 78 Millioune fir d'Joer 2022 an 312 Millioune fir d'Joer 2023.

Dobäi kënnt, wéi gesot, d'Verlängerung vum Gesetz vum 17. Mee 2022, mat deem mer decidéiert haten, datt de Staat och d'Käschte vun der Benotzung vum Reseau iwwerhëlt. Dëst Gesetz gëllt dann och bis den 31. Dezember 2023, dëst mam Zil, datt de reelle Präis, dee vun de Clientë bezuelt muss ginn, och um Niveau vun de Reseaukäschte stabiliséiert gëtt.

Fir de Staat huet dës Verlängerung e Käschtepunkt vun 115 Millioune Euro, dovu 35 Millioune fir d'Joer 2022 an 90 Millioune (veuillez lire: 80 Millioune) fir d'Joer 2023.

Här President, erlaabt mer zum Schluss nach e puer Wierder zu de virleienden Avisen, ugefaange bei deem vum Staatsrot, deen de 15. November erakoum. Nieft e puer klengen Ännerungsproposen huet de Staatsrot eng Opposition formelle formuléiert, déi iwwert eng entspriechend Textpropos behuewe konnt ginn.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet de Projet als Deel vum Accord tripartite a grousse Linne begréisst, allerdéngs mat der Remark, datt de Projet de loi keng spezifesch Sanktioune enthält fir de Fall, wou e Fournisseur de plafonéierte Präis net a senge Rechnunge géif respektéieren. Deen Avis staamt vum 15. November 2022.

Wat d'Aarbechten an der Kommissioun ugeet, bleift nach ze soen, datt nieft der Aarbecht um Text och en interessanten Échange de vues mat den dräi Haaptfournisseure vu Gas stattfonnt huet. Dat war den 11. November 2022. Zéng Deeg méi spéit, den 21. November, nodeems mer den Avis vum Staatsrot analyséiert haten, ass mäi Rapport eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl ginn.

Dat gesot, soen ech dem President vun der Kommissioun, dem Gilles Baum, e grousse Merci fir déi flott Zesummenaarbecht an där Kommissioun a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Rapportrice Josée Lorsché.

An ech ginn d'Wuert direkt weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci. Merci, Här President. Merci och der Rapportrice, dem Josée Lorsché. An ech wëll och ënnersträichen, dass déi Aarbecht an der Tripartite-Kommissioun ënnert dem Gilles Baum exemplaresch gefouert gëtt.

Ech weess, et ass no 19.00 Auer, mee d'Chamber befënnt awer haut iwwert e Projet de loi, och zu méi spéider Stonn, vun ëmmerhin 390 Milliounen Euro an ech mengen, et sollt een awer e bëssen dodrobber agoen.

Une voix | Op alle Fall!

M. Gilles Roth (CSV) | Ech kann Iech och soen, dass d'CSV zu hirem Wuert steet. Mir hunn och am September nach eng Kéier ënnerstrach, datt mer zum Lëtzebuerger Sozialmodell stinn an duerfir och zu der Tripartite an zu deem Accord, deen an der Tripartite geholl gouf.

Mir hu just gesot: „Mir kafe keng Kaz am Sak." Abee, hei ass de Sak e bëssen op an dat hei, dee Projet de loi, setzt deen Accord op deem Punkt eent zu eent ëm an duerfir wäerte mer och dëse Gesetzesprojet stëmmen. Et geet effektiv ëm de Präisdeckel vun dem Gas an ech wëll och soen, dass mir schonns am Ufank vum Joer – ech weess, dass mer dofir kritiséiert goufen – e Präisdeckel als CSV um Gas gefrot haten.

Duerfir geet dee Projet de loi hei an déi richteg Richtung. An ech mengen, de groussen Deel vun de Problemer ass octroyéiert inklusiv deem vun de Pellets, fir deen zwar net an dësem Projet, mee wéi d'leschte Kéier an der Kommissioun gesot gouf, och eng Léisung fonnt gouf, fir dass déi Leit, déi mat Pellets hëtzen, och hir 200 Euro do allkéiers kréien.

Déi Fro, déi bei eis an der Fraktioun opkomm ass – an ech kucken hei op de Buergermeeschter vun der Nordstad Ettelbréck –, dat ass déi, Här Minister, wéi et sech verhält mat Clienten, déi u BHKWen, dat heescht, u Blockheizkraaftwierker ugeschloss sinn. An et wier och gutt, Här Minister, wann Der eng Kéier kéint, och wann et net an dësem Gesetzesprojet zréckbehalen ass, eng kloer Äntwert ginn, ob déi Clienten, déi mat Elektroheizungen hëtzen, dat heescht, mat Nuetsspäicherheizungen, och vun deem vergënschtegten Tariff vum elektreschen Tariff A kënne profitéieren.

Déi Saach mat dem Masutt ass jo och gereegelt, vu dass och do déi Subventioun vun de Leit vu 7,5 Cent op 15 Cent an d'Luucht geet.

Mir droen dat hei mat, well mer der Meenung sinn, dass de Staat besonnesch an dësen Zäiten de Biergerinnen an de Bierger hëllefe muss, déi finanziell schwiereg Situatioun an d'Rei ze kréien.

De Problem ass jo deen, dass Eenzelner soen: „Ma dat do ass net sozial selektiv." Jo, dat ass net falsch. An trotzdeem si mir der Meenung, dass dës Moossnam richteg ass, well et ass schwéier, dat technesch an esou kuerzer Zäit, dat gesäit een och am Ausland, sozial selektiv hinzekréien.

Mir sinn der Meenung, dass ee sozial Selektivitéit net onbedéngt iwwert d'Tariffer mécht, mee dass een dat generell iwwert de Steiertariff mécht. An duerfir soe mer a plädéieren haut nach eng Kéier als CSV nodrécklech derfir, dass de Steiertariff un d'Inflatioun ugepasst gëtt an dass et och duerfir eng Inflatiounsberengegung gëtt.

Dee Punkt, dee fir eis hei wichteg ass, dat ass deen, dass et fair a gerecht zougeet, och virun allem vis-à-vis vun deenen dräi Fournisseuren hei an dem Land. Et ass richteg, d'Madamm Lorsché hat dat ënnerstrach: Op d'Demande vun onser Partei hate mer e gudden Échange de vues e Freideg virun aacht Deeg an der Energiekommissioun an an der Tripartite-Kommissioun vun der Chamber.

Ëm wat geet et? De facto leet de Staat eigentlech, fir et salopp ze soen, jiddwerengem 50 % vu senger Gasrechnung bäi. Déi 50 %, déi ginn awer – an dat ass de Montant vu 390 Millioune bis un d'Enn vun dem Joer 2023 – de facto duerch de Staatsbudget, an ginn domadder, soen ech, indirekt herno awer vun de Leit iwwert d'Steieren erëmbezuelt. An duerfir plädéiere mer och op dëser Plaz nach eng Kéier derfir – si hunn dat Engagement geholl –, dass si, vu dass si kee Risiko droe beim Approvisionnement vun dem Gas, awer dann d'Efforte maachen.

D'Gesetz gesäit jo vir, dass se zu dem beschtméiglechen Tariff och op Vue vun de Futurë sech akafen an dass dat och vis-à-vis vun der Chamber muss fair an transparent oflafen. An duerfir – ech gesinn, dass de President vun der Tripartite-Kommissioun néckt – mengen ech, da solle mer de Rhythmus bäibehalen, een oder zwee Méint, dass se e Rapport maachen. Dat ass keng endlos Sitzung. A wa sech geopolitesch, duerch welch Ëmstänn och ëmmer, géife gréisser Ëmwälzungen um Niveau vun dem Tariff och bewierken, ech mengen, dann ass d'Chamber ëmmer do, fir kuerz zesummenzekommen.

Dat nach eng Kéier, mir stëmmen dësem Gesetzesprojet zou, och deenen 390 Milliounen Euro, well mir sinn der Meenung, dass dëst investéiert Sue sinn, déi och dem soziale Fridden ... a wéi ech op dem Site vun RTL a „Wort" gesinn hunn, ass dat jo eppes, wat de Lëtzebuergerinnen an de Lëtzebuerger an deene Leit, déi hei wunnen a schaffen, wichteg ass. Dat hei ass eng Moossnam, déi och, mengen ech, zum soziale Fridden am Land bäidréit an duerfir den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Gilles Roth. An da geet d'Wuert un de President vun der Tripartite-Kommissioun, den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Merci der Madamm Lorsché fir hiren interessante Rapport. An ech huelen d'Spannung direkt eraus: D'Demokratesch Partei wäert natierlech dëse Projet matdroen.

(Hilarité)

Plusieurs voix | O!

M. Sven Clement (Piraten) | Elo hat d'Regierung kuerz geziddert, Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Mir hunn an der Tripartite-Kommissioun, wéi den Här Roth et elo just gesot huet, d'Fournisseuren empfaangen. Déi hunn eis erkläert, wéi d'Präisser zesummegesat ginn. An ech muss soen, dass dat eng ganz interessant an och eng léierräich Diskussioun war.

Bei deene gréissten Ubidder si jo souwuel de Staat wéi och d'Gemenge ganz, ganz no beim Decisiounsprozess mat derbäi an et däerf een also dervun ausgoen, dass hei d'Präisser net wäerten artificiel an d'Luucht gedréckt ginn, fir Benefisser ze maachen an dat um Portmonni vun de Leit a mat de Subventioune vum Staat. An dofir hu mer, wéi et elo just gesot ginn ass, festgehalen, dass mer eis wëllen a reegelméissegen Ofstänn mat de Fournisseuren treffen.

Mat dësem Gesetz huele mer 390 Milliounen Euro an de Grapp – dat ass net näischt –, fir déi ronn 90.000 Stéit, déi un de Gasreseau ugeschloss sinn, finanziell ze entlaaschten, a mir hu weider Gesetzer an der Tripartite-Kommissioun, duerch déi mer de Leit hire Portmonni entlaaschten. Mir hunn zum Beispill schonn e Gesetz gestëmmt vun 330 Milliounen. Dat ass dat Gesetz, duerch dat d'TVA erofgesat gëtt. Et sinn also ... Dat hei ass eng weider ganz kloer Entlaaschtung vun de Leit hire Portmonnien.

D'Madamm Lorsché hat esou en extensive Rapport gemaach, dass ech hei a menger Ried ganz, ganz vill kann ewechloossen a sträichen.

Beim Projet de loi, deen elo haut do zur Ofstëmmung virläit, geet et dréms, wéi gesot, de Gaspräis ze deckelen, fir alleguerten d'Konsumente mat engem Compteur. Dës Mesure ass wärend der Tripartite, där zweeter Tripartite-Ronn am September, zréckbehale ginn an et mierkt een, dass déi Tripartite ... Do héiert een, mengen ech, am Moment nëmme Guddes. Déi Resultater kënne mer relativ zügeg ëmsetzen. De Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg, dee fonctionéiert!

D'Zil vun dëser Mesure ass et natierlech ganz kloer, d'Kafkraaft ze erhalen an och d'Inflatioun däitlech ofzebremsen an d'Inflatioun an de Gréff ze kréien.

De Staat iwwerhëlt deen Deel vun der Gasrechnung, déi méi wéi 15 % iwwert der Präismoyenne vum September vun dësem Joer läit. An dës Mesure leeft jo da bis Enn vum nächste Joer.

Deen Deel vum Präis, deen de Staat iwwerhëlt, gëtt em direkt vum Gasfournisseur facturéiert, soudass de Stot just eng Rechnung kritt fir dee Betrag, fir deen en effektiv selwer muss opkommen.

Mir mussen d'Inflatioun bekämpfen, ofschwächen, an zwar ganz, ganz séier, well d'Leit an d'Betriber brauchen Hëllef. Mir hunn zwar als Land keen direkten Afloss op d'Evolutioun vun den Energiepräisser, vu dass mer déi Ressourcen aus dem Ausland importéieren, mee mir kënnen awer hei am Land de Leit an de Betriber, déi ënnert der Laascht vun de Méikäschte leiden, ënnert d'Äerm gräifen.

An et ginn och vill Efforte gemaach vun de Leit selwer, mengen ech, fir Energie anzespueren. Mir wëssen net, wéi d'Energiepräisser sech an Zukunft wäerten entwéckelen. Dat ass am Moment ganz schwéier anzeschätzen, well mer net wëssen, wéi dee Krich an der Ukrain weidergeet. Mee ech mengen, jiddwereen heibannen, ech mengen, do si mer eis eens, jiddwereen hofft, dass dee Krich, dat Leed, dat Stierwen, deen Aarmut an der Ukrain, dass dat esou séier wéi méiglech ophält.

Une voix | Jo, jo!

M. Gilles Baum (DP) | Wat mer mat Sécherheet wëssen, ass, dass mer als Politiker virausplange mussen. Mir mussen de Stéit an de Betriber Previsibilitéit ginn. Mir hu gespuert an deene leschte Wochen, dass d'Temperaturen nawell drastesch gefall sinn, a mat den Hëtzkäschten, déi an d'Luucht klammen, maache vill Leit sech Suergen a wëlle gäre wëssen, wat si erwaart bei den nächsten Energierechnungen.

Mir bidden hinnen eng Garantie, dass d'Energiekäschten net ouni Grenze steige wäerten. Schonn am September, wéi den Tripartite-Accord ënnerschriwwe gouf, hu mer virgeplangt fir de Wanter a fir déi steigend Energiekäschten.

Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll gären op e Kritikpunkt zu dëser Mesure

agoen, wou Verschiddener beklot hunn, dass se net sozial gerecht wär. Den Här Serge Allegrezza, den Direkter vum Statec, huet eis an der Chamber erkläert, dass d'Präisbrems beim Gas indirekt eng sozial cibléiert Moossnam ass. Effektiv falen d'Energieausgabe bei akommesschwaache Stéit méi staark an d'Gewiicht wéi bei akommesstaarke Stéit, also profitéieren akommesschwaach Stéit och méi vun der Gaspräisbrems wéi Leit mat engem décke Portmonni.

Une voix | Ganz richteg!

M. Gilles Baum (DP) | Normalerweis maachen ech hei keng Reklamm. Ech wollt awer deene Leit, déi interesséiert sinn, well ech grad vum Här Allegrezza geschwat hunn, de „Background" vum leschte Samschden un d'Häerz leeën oder un d'Ouer leeën. Dat war, hunn ech fonnt, extreem, extreem interessant. A mir wäerten och am Kader vun aneren Diskussiounen nach eng Kéier op dat zréckkommen, wat den Direkter vum Statec gesot huet.

Et ass also wichteg, dass mer am Moment d'Leit ënnerstëtzen. Ech wëll nach eng Kéier drop agoen, dass net nëmmen de Gaspräis subventionéiert gëtt, mee och d'Präisser vum Stroum – wou och d'Madamm Lorsché wäert Rapporter sinn –, vum Mazout a vun de Pellets. Déi gi gedeckelt respektiv subventionéiert.

Mir wäerten alles ënnerhuelen a mir si prett, fir vill Suen an de Grapp ze huelen, fir ze investéieren, fir de Bierger hir Gasrechnung no ënnen ze drécken, an net de Portmonni vun de Gasfournisseuren ze fëllen. Mee am Géigendeel: De Gasendverbraucher soll entlaascht ginn.

Ech soen Iech Merci, dass Der Gedold hat. Ech hu gesinn: Ech hu ganz e bëssen iwwerzunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. An da wär et um honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. An ech fänken och direkt u mat engem Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Lorsché, fir hire ganz gudden an explizitte Rapport.

Dëse Projet ass ee vu villen, dee Stéck fir Stéck den Tripartite-Accord wäert ëmsetzen, op dee sech d'Sozialpartner Enn September gëeenegt kruten. Mam Projet de loi gëtt, wéi gesot, de Präis vum Gas fir den Endverbraucher gedeckelt op plus 15 % par rapport zum duerchschnëttleche Präis vu September 2022. An dës Deckelung soll dann emol gëlle bis Enn 2023.

Et ass wuel déi Mesure aus dësem Tripartite-Accord, déi am meeschte Visibilitéit krut an och am meeschten diskutéiert gouf. Virun allem awer ass et déi Mesure, op déi vill Stéit hei am Land am meeschte gewaart hunn, well se hinnen och eng gewësse Previsibilitéit gëtt. Et ass eng konkreet, eng wichteg an eng néideg Entlaaschtung fir d'Leit.

Wann ee sech déi rezent Entwécklungen um Energiemaart méi genee ukuckt a wann een och nach d'Projektioune fir déi nächst Méint an d'A faasst, da wäert ee feststellen, dass dës Präisdeckelung quasi alternativlos ass. Et kënnt och net vun ongeféier, dass ëmmer méi Memberstaaten an der Europäescher Unioun dëse Wee amgaange sinn anzeschloen. Nach ass et esou, dass net all Land esou séier eng esou onbürokratesch Léisung fonnt huet, fir eng Präisdeckelung anzeféieren, wéi Lëtzebuerg. An Däitschland wäert de Präisdeckel fir Gas wuel eréischt dat anert Joer gräifen. Bei eis gräift en dann zanter Oktober.

Mir begréissen als LSAP souwuel de Contenu vun dësem Gesetz wéi och de Fait, datt et konnt séier déi parlamentaresch Prozedur duerchlafen, fir dass mir d'Stéit hei am Land kënne séier entlaaschten.

Dofir wéilt ech nieft der Regierung, awer och de Memberen aus der Tripartite-Kommissioun, gradewéi hirem President, dem Gilles Baum, felicitéieren, dass mer virugemaach hunn an dass mer dat Gesetz haut kënne stëmmen.

Et ass kruzial, dass d'Energie eppes bleift, dat sech d'Stéit am Land leeschte kënnen. Déijéineg, déi nach ëmmer mengen, dass elo keen Ureiz méi géif bestoen, fir spuersam mam Gas ëmzegoen, verkenne menger Meenung no déi sozial Realitéit vu ville Bierger hei am Land.

D'LSAP weess, dass vill Biergerinnen a Bierger hei am Land sech Gedanke maachen ëm eis Energieversuergung an déi aktuell Situatioun eeben net op déi liicht Schëller huelen. Mir hunn als LSAP Vertrauen an d'Gesellschaft, dass mir zesummen dës Erausfuerderunge wäerte meeschteren. An deem Sënn ginn ech hei ganz gären den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Gesetz.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wäerten als ADR ... oder ech schwätze vläicht elo gläich zu deenen zwee Projeten. An dofir wëll ech net nëmmen der Madamm Lorsché Merci soe fir hire Rapport, mee och elo schonn am Viraus dem Här Baum, well ech sécher sinn, datt en dat Gesetz, wat mer herno kréien, genausou brillant erkläert a genausou detailléiert wéi d'Madamm Lorsché.

Jo, mir kënne frou sinn: Mir hunn e Sozialdialog hei am Land, dee fonctionéiert. Mir hunn eng Tripartite-Kommissioun, déi hir Aarbecht mécht. Awer mir wëllen als ADR ganz kloer eis Approche hei duerleeën.

Mir hunn hei e Gesetz ... Et steet am Titel vun deem Gesetz, dat den Här Baum eis herno presentéiert: „hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine". Nee!

(Interruption)

Nee, et ass wéinst de Sanktiounen, wou dat esou ass.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, dat gehéiert zu der politescher Éierlechkeet.

(Hilarité et brouhaha général)

Mir haten de 24. Februar ...

(Interruptions)

... zwou Optiounen, fir op déi Kris ze reagéieren. Mir haten e russeschen Ugrëff géint d'Ukrain a mir haten zwou Méiglechkeeten. Mir hätten d'Méiglechkeet gehat, ...

(Interruptions)

... direkt op de Wee vu Verhandlungen ze goen. Dat ass och ugefaange gewiescht an dat ass verhënnert ginn duerch d'Interventioun vun enger Rei vu Staaten, déi dat net wollten. Oder ... Mir sinn op de Wee gaangen, dee leider gewielt ginn ass: nämlech e Krich a Sanktiounen.

An ech wëll Iech soen: Dat ass eng Katastroph! Et ass eng Katastroph fir d'Ukrain mat Zéngdausende vun Doudegen – souwuel Ukrainer wéi och Russen natierlech. Et ass eng Katastroph fir e Land, dat haut zu grousse Deeler zerstéiert ass, deem seng Infrastrukture futti sinn, deem seng Ekonomie op Joren net méi fonctionéiert, wou Honnertdausenden oder Millioune Leit elo hu misse sech an d'Ausland refugiéiere goen. Dee Krich ass e Misär ouni Enn.

(Interruption)

An dat ass eppes ... Jo.

M. Sven Clement (Piraten) | Ären alen Déngschthär ass responsabel dofir.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An dofir ... Lauschtert no! Ech weess, et fält Iech schwéier. Dat verdrot Der net gutt, d'Wourecht ze héieren.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Schonn dräimol gesot. An et ass net d'Wouerecht.

(Brouhaha et exclamations)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mee mir hätte sollen ...

(Interruption)

M. Dan Kersch (LSAP) | Mir verdroen d'Wourecht ganz gutt, mee Iech ganz schlecht!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... a mir sollen ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat ass richteg, well Dir hutt net vill mat Wourecht ze dinn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... esou séier wéi méiglech op de Wee vu Verhandlunge goen. An elo kommen ech op d'Sanktiounen.

An Dir kënnt sécher sinn – Dir alleguer, déi heibannen elo protestéiert –, datt de President Biden net an deen nächste Walkampf kënnt mam Ukrain-Krich. Ech si sécher, datt d'Pressioune fir Verhandlunge ganz séier ginn. An et deet mer leed fir all Dag, wou mer d'Chance verpasst hunn, Mënscheliewen ze retten an dat do ze verhënneren.

Ech wëll Iech just hei soen, mat all deem, wat mer hei maachen, wat mer och fir Lëtzebuerg u Konsequenz hunn, fir d'Leit hei am Land, mat där Inflatioun – déi kënnt jo net vun näischt –: Dat ass den Drock duerch d'Energiepräisser, déi Sanktiounen, déi geholl goufen. Dat kënnt net vun näischt. Dat ass net vum Himmel gefall.

M. Charles Margue (déi gréng) | Wien huet dann ugefaang?

(Interruption)

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Eng Verdréiung vun Tatsaachen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wann Der wëllt eng Fro stellen, da stellt d'Fro iwwert de President. Dann hunn ech och Zäit fir ze äntweren. Awer brëllt net dertëschent, wannechgelift!

(Interruption)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Nice try!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech wëll Iech elo hei emol kuerz soen, wat de Moien ... – an dat ass net ADR-Press, dat ass „POLITICO" – steet iwwert d'Konsequenze fir eis Ekonomie, europäesch Ekonomie, vun där Politik, déi Dir matdrot: „Transatlantic shakedown: Indeed, Europe is facing a double hammer blow from across the icy Atlantic, where its supposed partner", „its supposed partner", schreift POLITICO, „the U.S., has adopted policies that – whether intentional or not – amount to a full-on shakedown of EU industry."

Europäesch Industrië ginn eriwwer an Amerika. Mir hunn eng Delokaliséierung vun europäeschen Industrië Richtung USA – ënner anerem wéinst den Energiepräisser. Am Abléck bezuelen déi europäesch Industrië véiermol méi héich Energiepräisser wéi déi amerikanesch, an op Dauer sinn d'Schätzungen dräimol méi héich. Mir hunn en Desinvestissement an Europa. Mir ruinéieren eis ekonomesch Zukunft ...

(Interruption)

... an domadder och déi Méiglechkeet, Suen ze verdeelen, och an enger sozialer Ëmverdeelung. Mir maachen eis Ekonomie futti wéinst enger falscher Politik!

Ech wëll Iech och emol zesummerechnen: Mir hunn e Budgetsdefizit hei am Land, wann ech mech gutt erënneren, dee läit am Zentralstaat bei 2,4 Milliarden, dorëmmer. Den Här Budgetsrapporteur ka mer dat confirméieren oder mech korrigéieren, wann ech sollt derniewentleien. Mee just déi Moossnamen, déi mer geholl hunn elo, fir déi Sanktiounen ofzefiederen! A mir sinn derfir als ADR, datt mer Sanktiounen offiederen, well mer d'Leit natierlech net am Stéch loossen.

Mee just, fir Iech dat emol zesummenzezielen, iwwert den Daum: Projet 8000A: 308 Milliounen; 8088: 390 Milliounen; 8019: 225 Milliounen; 8102: 500 Milliounen; 7980: 125 Milliounen.

RTL-Informatiounen no kascht d'TVA-Reduktioun ëm 1 % – ech mengen, den Här Baum hat dat virdrun ugeschwat – 317 Milliounen. Mir hu Waffe geliwwert: 72 Milliounen, plus nach iwwert déi sougenannt „European Peace Facility". Mir wäerte bei 100 Milliounen ongeféier leien. D'Missioun fir d'Ausbildung vun ukraineschen Truppen: elo emol 1,5 Milliounen. Humanitär Hëllef, déi mir absolutt begréissen: ongeféier 8 Milliounen. Mir kréien nach d'Gesetz iwwert d'Altersheimer. Ech mengen, dat hunn ech elo hei nach net dran. Mir leien ongeféier, bei deene Moossnamen, déi mer bis elo geholl hunn, bei 2 Milliarden! Dat ass d'Gréisstenuerdung vun deene Moossnamen, déi mir geholl hunn, fir ...

(Coups de cloche de la présidence)

Ech schwätzen zu deenen zwee Gesetzer gläichzäiteg, Här President, wann Der erlaabt.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Nee, Dir sidd a kenger Prozedur dran. Nee.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass wouer. Mee dann halen ech gläich op, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Dann hätte mer missen decidéieren, datt mer eng Discussion commune maachen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass ganz richteg.

M. Fernand Etgen, Président | Dat hu mer awer net.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass ganz richteg.

M. Fernand Etgen, Président | An duerfir bieden ech Iech, elo zum Schluss ze kommen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Da kommen ech zum Schluss.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An de Schluss ass evident: Mir maachen eng falsch Politik. Mir maachen eng falsch Politik fir d'Ukrain, well déi leit ënnert där Situatioun. Mir maachen eng falsch Politik fir dëst Land. A mir als ADR ...

(Coups de cloche de la présidence)

... maachen drop opmierksam, datt mer bis elo 2 Milliarden ausginn hunn, ouni domadder der Ukrain gehollef ze hunn.

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

M. Sven Clement (Piraten) | D'Russesch Federatioun huet geschwat.

M. Fernand Etgen, Président | An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

M. Dan Kersch (LSAP) | Et gëtt ee Problem dobäi: dass d'Ukrain et anescht gesäit wéi Dir.

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Hutt Der eng Fro u mech?

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, ech hunn eng Fro.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Stellt se!

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hunn eng Fro, wann Der erlaabt, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Kersch freet d'Wuert.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, ech hunn eng Fro. Wann hei een heihinner kënnt a seet, mir géifen hei eng falsch Politik maache fir d'Ukrain, da wëll ech e just drop opmierksam maachen, dass mer déi Politik maachen, déi d'Ukrain gär vun eis hätt. An ech fannen et an engem héchste Mooss – an engem héchste Mooss! – arrogant, fir hei engem Vollek, dat am Krich ass, vir wëllen ze schreiwen, wat et ze denken an ze maachen huet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci. Dat war keng Fro. Dat war e Kommentar.

An ech ginn elo ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dierf ech dann drop äntweren, well mir hu keng Kommentaren?

Une voix | Et war keng Fro.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | A mir hunn als Äntwert dräi Kommentaren.

M. Michel Wolter (CSV) | Du kanns jo beim nächste Projet äntweren.

M. Fernand Etgen, Président | Dat war keng Fro. Da kënnt Der dat beim nächste Projet de loi, vu datt Der jo elo alles wëllt an een Däppe geheien, soen. An ech ginn elo der Madamm Cecchetti d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Villmools merci, Här President. Dëse Gesetzesprojet – ech kommen dann op de Gesetzesprojet 8088 zréck – ass fir eis net einfach ze bewäerten, well en zwou Mesuren enthält, déi zwar alle béid drop ofzilen, d'Gasrechnung vun de Stéit ze reduzéieren, mee doriwwer eraus awer Ënnerschiddleches bewierken.

Als Éischt ginn ech ganz kuerz op d'Verlängerung vun der Prise en charge vun de Gasnetzkäschten duerch de Staat an. Dës Mesure aus dem Mee vun dësem Joer hu mir matgedroen, an dat ass och aus zwee zentrale Grënn:

Éischtens, well mir der Meenung sinn, dass d'Energienetzkäschte souwisou ëmmer vum Staat oder engem aneren ëffentlechen Acteur solle gedroe ginn. Investitiounen an de Reseau si maassgeeblech fir d'Energietransitioun, fir déi Erneierbar séier un d'Netz ze bréngen, fir d'Konditiounen eeben ze schafen, fir dass vill dezentral Energieproduzenten an dem Netz kënnen organiséiert ginn.

Dänemark ass net esou staark bei den Erneierbaren, just well si vill Wand hunn an d'Skandinavier souwisou alles géife besser maache wéi mir. Nee, se sinn esou staark, well hir Reseauen, an d'ailleurs och déi allermeescht Energieproduktiounen, a Staats- a Gemengebesëtz verbleiwen.

Zweetens, well d'Netzkäschten och zum Deel fix Tariffer beinhalten, also net all vum Gasvolumen ofhänken, deen e Stot verbraucht. Domat ass eng Prise en charge vum Staat vun dëse Käschten och eng Méiglechkeet, fir dëse Finanzement méi gerecht ze organiséieren. Well de Staat jo d'Revenuen net mat enger Flat Tax besteiert, mee mat progressive Steieren. An deem Sënn géife Besserverdénger zumindest e bësse méi zu dem Ënnerhalt an dem Ausbau vum Reseau bäidroe wéi kleng Leit mat klenge Revenuen.

Beim zweete Volet vum Gesetz hu mir dogéint awer aner Bedenken, déi mir d'ailleurs jo och schonn oft genuch erkläert hunn. Mir si selbstverständlech fir e reglementéierte Präis vu Gas a vu Stroum, mee déi Reglementéierung, déi d'Regierung hei fir de Gas virschléit, ënnerstëtze mir esou net.

De pauschalen Deckel fir all verbrauchte Meterkibb Gas féiert derzou, dass Groussverbraucher – sief et, well se am Floribus liewen oder Risenhaiser hëtzen, mat allméiglechem Luxus derbäi, oder einfach iwwerhaapt net oppassen – hire gesamte Gasverbrauch vum Staat eigentlech bezuelt kréien. Domadder wandert e verhältnisméisseg groussen Deel vun deene gudden 300 Millionen, déi hei am Budget stinn, u Stéit, déi déi Suen net brauchen, fir en Energiekonsum ze finanzéieren, deen ekologesch absolutt net vertrietbar ass. Etüden aus dem Ausland, zum Beispill an Däitschland, hunn eis dat däitlech gemaach.

Den Energiekonsum klëmmt mam Revenu. Deen ieweschte Prozent an der Akommestabell ass verantwortlech fir 16 % vum gesamten Energieverbrauch. Oder anescht gesot: Deen 1 % kritt am Schnëtt 16-mol méi Energie subventionéiert wéi e Stot ganz ënnen an der Akommesspiral.

Mir hunn esou en Zuelematerial zu Lëtzebuerg net, mee mir géife mengen, et wier esou änlech hei. Well beim Stroum hu mer et. Do verbrauche mir mat 200 Kilowattstonnen dat Duebelt vum EU-Duerchschnëtt laut dem Uni.lu-Fuerscher Phillip Dale.

Déi iwwer 300 Millioune sinn e ganze Koup Geld, dat ondifferenzéiert a fossill Energië fléisst an domat dem gewaltege weltwäiten Investitiounsvolume zouzerechnen ass, deen alljoers a fossill Energië fléisst, aktuell grad europawäit an nei Gaspipelines an a Flësseggasterminals. Eleng deen 300-Millioune-Gas-Subventionnement beleeft sech fir 2023 op e Montant, deen dem gesamten Investitiounsprogramm vum nationalen Energie- a Klimafong entsprécht.

An esou wéi d'Regierung Klimaschutz mécht, landen déi 300 Millionen an d'Investitiounen am Klimafong zum groussen Deel an den Täsche vun deene selwechte Leit, déi weeder Sue brauchen, fir ze hëtzen, nach fir sech eng Wärmepompel oder en Elektroauto unzeschafen, mee déi awer dës Sue kréien.

Déi pauschal Deckelung op engem relativ héije Präisniveau vun 8,3 Cent ass doriwwer eraus fir akommesschwaach Stéit keng effikass Brems, well de Präis sech an deene leschten 18 Méint awer domadder gutt verduebelt huet.

D'Leit mussen awer dann Hëllef beim FNS ufroen, Formulären ausfëllen an eraginn, fir dono awer vläicht näischt ze kréien. Déi äermste Stéit packen d'Gasrechnungen deelweis guer net méi a sinn op den Office social ugewisen, deen da verhënnere soll, dass de Gas ofgestallt gëtt.

Dat ass keng gangbar an nohalteg Léisung – a mir hunn dat op dëser Plaz jo och scho méi oft gesot. Eis Géigepropos ass eng aner: en déiwe Gaspräis um Grondbedarf, dee pro Stot festgeluecht gëtt, en fonction vun der Zuel vun de Leit am Stot. Stéit mat ville Leit op klenger Fläch kéimen dobäi ënner anerem

besser ewech, an dat wier sozial gutt an ekologesch och sënnvoll. Eng eenzel Persoun an engem groussen Haus kéim dogéint natierlech manner gutt ewech.

Dëse Modell géif sozial Akzenter setzen an donieft däitlech Ureizer setzen, fir Gas ze spueren, well e Stot dann och encouragéiert gëtt, fir e groussen Deel vum Verbrauch am gedeckelte Präisberäich ze hunn.

Natierlech gëtt et och dobäi Erausfuerderungen an et gëtt Grenzfäll. Et ass eng Iddi méi komplex an der Ëmsetzung. A besonnesch beim Stroum muss een oppassen, dass een net falsch Ureizer setzt. Mee mir mussen eis doru winnen, nei Léisungen ze sichen, a kënnen net weider mat der Strenz alles weiderféieren, net bei explodéierender Aarmut an Ongläichheet, net wärend mer mat engem Fouss schonn an der Klimakatastroph stinn.

Alternativen zum éiwege Status quo, dem E-bëssen-hei-an-e-bëssen-do, Kengem-op-d'Féiss-Trëppelen, sinn oft onbequeem. Jo, mee si sinn awer batter néideg!

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut stëmme mer de Gaspräisdeckel, deen d'Regierung mat de Sozialpartner am Tripartite-Accord festgehalen huet. Gaspräisdeckel – et kéint een op den éischte Bléck denken, dat wär e Präisdeckel, wou d'Firme gesot kréien, datt se de Gas an Zukunft net iwwer engem bestëmmte Präis dierfte verkafen, an deemno op Recettë verzichte missten. Deem ass net esou!

De Gaspräisdeckel hei bedeit, datt de Staat d'Präisdifferenz fir d'Leit an d'Firme bezilt, déi tëschent dem 1. Oktober 2022 bis d'nächst Joer Dezember wäert kommen. Wann de Gas also zwee- oder dräimol esou deier sollt ginn an de Gaskonsum gläichbleift oder eropgeet, dann ass et de Staat, deen d'Rechnung am Endeffekt bezilt. An dës Rechnung ass gewalteg! Bis zu 390 Millioune Euro kënnen dat sinn. Dat ass en décke Batz Geld. A mat esou engem Batz Geld stellt ee sech dann och d'Fro: Hätte mer dat net méi sënnvoll an nohalteg benotze kënnen?

Effektiv ass et esou, datt vun dësem Deckel, vun dëser Staatsbäihëllef all Client an all Firma, déi en normale Gascompteur huet, ka profitéieren. Ech kommen zréck op meng Wierder vum September zum Tripartite-Accord. Hei gëtt emol mat der Strenz all Stot subventionéiert – ob en elo e 13 Meterkaree Studio huet oder 500 Meterkaree Haus fir sech eleng. Mir bezuelen d'Hëtze vum Kannerzëmmer gradesou wéi d'Hëtze vun der Sauna an dem Indoor-Swimmingpool.

An hei ass et dann de Punkt, wou mer eis géint de Präisdeckel, esou wéi d'Regierung e proposéiert, mussen ausschwätzen.

De Präisdeckel finanzéiert eng Partie Persounen a Firmen, déi keng Hëllefe bräichten. Dat ass den éischte Bemoll.

Den zweete Bemoll: Am September huet de Minister Turmes d'Campagne „Zesumme spueren – Zesummenhalen" presentéiert. Doduerch, datt dëse Präis elo déi nächst Méint net méi vill wäert wackelen, incitéiert ee jo keen, fir méi ze spueren, „zesummen" ze spueren. Mir motivéieren d'Leit a kengster Weis, hir Gewunnechten ze änneren. An deem Aspekt ass de Präisdeckel also och eng falsch Moossnam. En hëlleft net deene Richtegen an e gaukelt de Leit vir, datt de Klimawandel aktuell keen Theema wier.

Dëst, nodeems mer hei gëschter vun de Resultater vun der COP27 geschwat hunn an doriwwer, datt mer och zu Lëtzebuerg musse Verantwortung fir eis Emissiounen iwwerhuelen. Ma dat heiten ass de falsche Wee, fir Klimapolitik ze maachen. A mir sollten esou éierlech sinn a soen: „Dat heite geet géint eis Klimaziler."

Déi 390 Milliounen, déi mer integral hei an de Konsum vu Gas stiechen, déi feele fir aner Projeten – zum Beispill den Ausbau vun erneierbaren Energien. Wier d'Regierung e bësse méi selektiv virgaangen, dann hätt een hei locker 100 Millioune kënne méi nohalteg asetzen.

Natierlech muss ee soen, datt mer nach ëmmer an enger ganz spezieller Situatioun sinn. An der Ukrain toobt de Krich. Duerch dëse Krich an eis entscheedend Sanktioune géint Russland sinn d'Energiepräisser an d'Luucht gaangen. An déi Sanktioune si richteg!

D'Realitéit aktuell ass also déi, datt d'Leit, déi et am häertsten trëfft, net dierfe fréiere gelooss ginn. Dat wier asozial!

An och wann dëse Präisdeckel net eise Virstellungen entsprécht – ech hunn eis Kritik kloer formuléiert –, esou wäerte mer en haut trotzdeem mat vill Bauchwéi matstëmmen, fir deene Leit, déi et am meeschte brauchen, eng Perspektiv ze bidden, ...

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | ... awer kloer ze soen, datt déi uewen et u sech net néideg gehat hätten.

An dann hunn ech eng ganz konkreet Fro un de Minister, wa mer scho bei deene sinn, déi et brauchen oder déi et net brauchen: Et gëtt am Lëtzebuerger Land och verschidde Stéit, déi mat Fernwärme hëtzen, dat entweeder iwwer Blockheizkraaftwierker oder generell duerch e Reseau. Do ass eis elo zougedroe ginn, datt vu September op Oktober de Kilowattstonnepräis vu 14,93 Cent/Kilowattstonn op 30,47 Cent/Kilowattstonn geklommen ass. Dat sinn 104 % Steigerung vun de Präisser an de Rechnungen.

Eist Versteesdemech ass, datt e Fernwärmeproduzent de falschen Uschloss huet, fir ënnert dëse Projet ze falen, an héchstwarscheinlech ze grouss ass vum Chiffre d'affaires hier, fir ënnert deen nächste Projet ze falen. An duerfir wär meng ganz konkreet Fro hei un de Minister Turmes: Wat gëtt gemaach, fir deene Leit ze hëllefen, an zwar esou séier wéi méiglech?

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Här President, léif Deputéiert, ech mengen, dat hei ass wierklech e wichtege Projet, deen de soziale Fridden zu Lëtzebuerg garantéiert, well en nämlech hëlleft, dass Indextranchen d'nächst Joer net falen, an en ass virun allem eppes, wat eis Bevëlkerung berouegt an enger Welt, déi jo awer zimmlech beonrouegend ass mat Momenter.

Ech wëll hei fir d'éischt der Deputéierter Josée Lorsché Merci soe fir hire ganz detailléierten a gudde Bericht. Ech wëll och dem Staatsrot Merci soen, dass en esou schnell geschafft huet, an och der Tripartite-Kommissioun, ënnert hirem President, dem Gilles Baum, e grousse Merci fir den Tempo, deen Der hat, fir dat hei elo op de Wee ze bréngen.

E puer Deeg virun der Tripartite souz ech op enger Table-ronde am Fernsee. Ech mengen, deemools hate mer natierlech schonn ugefaangen, eis Rechnungen ze maachen an ech hunn deemools gesot: „Exceptionnel Zäite brauchen exceptionnel Mesuren!" An dat heiten ass genee déi exceptionnel Mesure, déi mer brauchen an enger exceptionneller Zäit, wou duerch de Krich, deen de Putin an der Ukrain féiert, an awer och den Energiekrich, deen e géint Europa féiert, déi Präisser komplett aus dem Rudder sinn.

Firwat ass grad am September dat esou akut ginn? Majo, well duerch d'Aktioune vum Här Putin – en huet Nord Stream 1 definitiv zougemaach an dunn huet Gazprom déi Kontrakter, Laangfrist-Liwwerverträg vun ENGIE, gekënnegt – ass de Präis Enn August op iwwer 300 Euro/Megawattstonn geklommen. Duerfir konnten eis Fournisseuren du guer net méi déi Präisser halen, déi se virdrun haten. An duerfir war et wichteg, dass mer schnell agéiert hunn.

Ech mengen, den Deputéierten Yves Cruchten huet eppes gesot, wou ech wierklech houfreg drop sinn. Mir sinn eent vun de Länner, wou am schnellste reagéiert ginn ass, am onbürokrateschsten. Déi Aiden hei, déi kréien d'Leit automatesch, all déi, déi Gas hunn. Si brauche keng Demanden ze stellen. A well eis Fournisseure vun Ufank u korrekt matgespillt hunn, konnte mer, obwuel mer d'Gesetz elo haut eréischt stëmmen, awer derfir suergen, datt schonn ab dem 1. Oktober d'Avancen net an d'Luucht gaange sinn. An duerfir och de Sozialpartner nach eng Kéier e grousse Merci, déi eis gehollef hunn, eebe mat an déi heite Richtung ze goen.

Ech mengen, meng Virriedner hu relativ gutt de Mechanismus erkläert, wéi d'Fournisseuren eeben déi Suen, déi mir hinne ginn, weiderreechen. A mir haten och wierklech eng ganz gutt Reunioun mat de Fournisseuren. D'Fournisseuren hu sech och vis-à-vis vu mir engagéiert, datt se wierklech alles, alles maachen, fir hir Akafspräisser esou niddreg wéi méiglech ze halen.

Vläicht nach eng Kéier zréck deelweis op Froen, déi opgeworf gi sinn. Mir ginn haut eng Aide fir Gas. Masutt hu mer schonn decidéiert. Flësseggas, wat e Pëtrolsprodukt ass, hu mer och schonn decidéiert. Stroum hu mer d'lescht Woch am Regierungsrot ugeholl. Pellets hu mer d'lescht Woch am Regierungsrot ugeholl. Dëse Freideg wäerte mer am Regierungsrot d'Wärmenetzer unhuelen an och dee Subsid fir d'Stroumborne fir d'Autoen. Bei de Wärmenetzer ass et esou, dass mer dann och e System en place setzen, deen änlech ass wéi deen heiten an deen och retroaktiv esouguer op den éischten Oktober fonctionéiere kann, soudass déi Leit, déi elo deelweis méi héich Avancë bezuelen, déi Avancen zréckkréien oder dass déi Avancen erofgesat ginn.

Nach zu där Kritik, dat hei wär net cibléiert. Ech mengen, déi Leit, déi dat heibanne behaapten, déi kenne wierklech eisen Indexmechanismus net. Wa mir higaange wieren a mir hätte just cibléiert agéiert, jo, dann hätte mer véier, fënnef, sechs Indextranchë gehat 2023. An ech mengen, déi Deputéiert, déi dat hei opwerfen, déi sollen dann emol erklären, wéi mer dann hei haut gestanen hätten!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Zum Schluss, an ech mengen, dat ass déi aner Kritik, et géif elo net a Klima investéiert ginn zu Lëtzebuerg an et géif och net gespuert ginn. An ech wëll hei nach eng Kéier eis Campagne, eise Slogan vun der Campagne weisen. Wat seet eise Slogan?

(M. Claude Turmes montre une affiche.)

Eise Slogan seet: „Zesummenhalen." Dat sinn déi Mesuren, déi mer maachen, fir d'Präisser, déi

exceptionnel héich Präisser, erofzezéien, fir dass mer Zesummenhalt hei zu Lëtzebuerg behalen, wat wichteg ass. An: „Zesumme spueren." Ech mengen Dir hutt eis Zuele gesinn. Mir sinn iwwer 30 % bei de Gasaspuerungen, an dat ass och esou, well d'Leit an d'Industrie an all anerer gutt zesumme spueren.

(Interruptions)

A vläicht e leschte Message.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Zesummen!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Voilà! Esou hunn ech et scho viru ville Jore gesot. Zesummen!

(Brouhaha et hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Här Di Bartolomeo, virdru war et roueg, wéi Dir net heibanne waart.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, mee ...

M. Sven Clement (Piraten) | Deen „Zesummen" huet net vill Wale gewonnen.

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Energieminister huet d'Wuert, den Här Energieminister huet d'Wuert fir ofzeschléissen.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Ech war beim „Zesumme spueren", an ech mengen, wann den Här Di Bartolomeo elo schonn hei ass: Hien huet selwer d'lescht Kéier an der Kommissioun gesot, dass et mëttlerweil e positive Sport ass ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | ... hei zu Lëtzebuerg, fir eeben anzespueren. An dat ass och gutt esou!

Ee Message nach: Den nächste Wanter gëtt am Gasberäich, deemno wéi, méi schwéier wéi dëse Wanter, well mer manner russesche Gas hunn, fir d'Gasspäicheren ze fëllen, well China eventuell erauskënnt aus der Null-Covid-Politik an dann och méi Äerdgas brauch, an dann ass es manner um internationale Marché verfügbar. Duerfir nach e Message: All Gasheizung, déi déi nächst Méint ersat gëtt duerch eng Wärmepompel, hëlleft eis net nëmme beim Klimaschutz, mee hëlleft eis och bei der Versuergungssécherheet.

An erlaabt mer nach zum Schluss e Wuert, och e bëssen e perséinlecht Wuert. Mäi Bop, dee war am KZ am Zweete Weltkrich, ...

Plusieurs voix | Mäin och.

(Interruption)

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | ... fir sech fir d'Fräiheet anzesetzen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | An ech sinn houfreg, datt ech haut an enger Regierung sinn, déi sech asetzt fir d'Fräiheet an der Ukrain an datt ech hei an enger Chamber sinn, wou dat och vun de meeschten Deputéierten esou gedeelt gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes. Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, wa mer schonn iwwer Familljegeschichte schwätzen, Här Minister, wollt ech Iech soen, datt mäi Groussvater, mäi Gousspapp zu Mauthausen ...

(Hilarité)

Jo, et ass net fir ze laachen. Mäi Grousspapp ass zu Mauthausen ermuert ginn, meng Urgrousselteren zu Theresienstadt, well ech nun emol aus enger jüddescher Famill kommen. A wann ee sech fir Fräiheet a Fridden asetzt, huet dat näischt mat engem Mëssbrauch vun der Geschicht oder Familljegeschichten ze dinn, mee mat enger Verantwortung vun dëser Generatioun a fir déi nächst Generatiounen.

Ech wollt Iech dat just soen. Kommt mer net mat esou Geschichten, well et ass einfach esou, datt mer alleguer eis Geschicht hunn! Mir hate Resistenzler an der Famill, mir hate Judden an der Famill. Mir hu gekämpft. Also, haalt op domadder! Well mir hunn haut eng Verantwortung fir déi Politik, déi mer haut féieren a fir déi nächst Generatiounen a fir déi Leit, déi an der Ukrain haut leiden!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zum Vott iwwert de Projet de loi 8088. Den Text steet am Document parlementaire 8088[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8088 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par. M. Jean-Paul Schaaf), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par M. Marc Hansen), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. 8075 – Projet de loi portant modification de la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8075 iwwert d'Aféiere vu Bäihëllefe fir Betriber, déi vun der Hausse vun den Energiepräisser betraff sinn. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo den Här Rapporter Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de leschte Punkt um Ordre du jour: De Projet de loi, deen ech elo virstellen, ass deen drëtte vun enger Serie vu Projeten, déi am Kader vum Solidaritéitspak 2.0 hei an der Chamber zur Diskussioun an och zur Ofstëmmung stinn. En zweeten Tripartite-Pak, deen d'Regierung den 28. September mat der CGFP, dem LCGB, dem OGB-L an dem Patronat ënnerschriwwen huet, gesäit eng ganz Rëtsch vun Hëllefe fir d'Leit an awer och fir d'Betriber vir.

Bei deem Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, geet et drëm, deene Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen, déi vun der Erhéijung vun den Energiekäschte betraff sinn. D'Zil ass et, fir de Betriber hir Kompetitivitéit ze garantéieren, hinne Previsibilitéit ze ginn an d'Inflatioun an de Grëff ze kréien.

Nom éischten Tripartite-Accord hate mer schonn an dësem Kontext Hëllefen an d'Gesetz vum 15. Juli dëst Joer iwwert déi bestoend Aidë fir d'Betriber gegoss. Dës passe mir mam Projet de loi 8075 un a berücksichtegen och d'Amendementer vum Encadrement temporaire de crise vun der Europäescher Kommissioun vum 20. Juli.

Mat dësem Encadrement erlaabt d'EU den nationale Regierungen et, hire Betriber temporaire Hëllefen unzebidden. An hei krute mer eeben duerch d'Amendementer um Encadrement méi Spillraum.

Ech wëll ervirhiewen, dass d'Europäesch Kommissioun schonn de 26. Juli den Accord ginn huet zu de Betribsaiden, déi de Lëtzebuerger Staat un d'Entreprisen ausbezilt. Dee rezenten Amendement vum Encadrement temporaire de crise gesäit vir, dass d'EU-Staate weider kënnen Hëllefen ausbezuelen, fir en Deel vun de Betribsméikäschten ze iwwerhuelen, déi duerch eng exceptionnel Erhéijung vun de Gas- a Stroumpräisser verursaacht ginn, wat eng wichteg Decisioun ass, fir eise Betriber verstäerkt zur Säit ze stoen.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Dëse Projet de loi dréit den neisten Entwécklunge Rechnung, andeems d'Aiden, op déi d'Betriber zanter dem 1. Mee zréckgräife kënnen, ugepasst an erhéicht ginn an och nei Hëllefe bäigesat ginn. Dëse Projet gesäit cibléiert Aidë virun allem fir déi Betriber vir, déi a Schwieregkeete gerode sinn.

À la base gesäit d'Gesetz vum 15. Juli zwou Hëllefe vir mat dem Zil, en Deel vun den Energieméikäschte vun de Betriber ze kompenséieren, fir de Betriber tëschent Februar an Dezember am Verglach zum Joer 2021 dat ze kompenséieren, wat se vun Differenz hu par rapport zum leschte Joer.

Déi éischt Aide, wëll ech Iech nach eng Kéier soen, déi éischt Aide, fir d'Betriber ze entlaaschten, erméiglecht et, en Deel vun de Stroum- a Gasméikäschten ze kompenséiere vu Betriber, déi vill Energie consomméieren. De Montant an d'Intensitéit hänken of vum Impakt, deen d'Erhéijung vum Energiepräis

op de Betrib huet. Bis elo gouf hei bei der Rechnung vun der Hëllef d'Joer 2021 als Période de référence benotzt. An Zukunft wäert dee Mount berücksichtegt ginn, fir deen een eng Demande gestallt huet. Esou gëtt ëmmer deenen neisten Entwécklunge besser Rechnung gedroen.

Des Weidere ka bei der Rechnung entweeder de Chiffre d'affaires berücksichtegt ginn oder d'Valeur de production. Dëst wäert d'administrativ Demarchë fir d'Demandeure vereinfachen, déi eventuell keng Valeur de production an hirer Kontabilitéit kënnen uginn.

Nach eng weider Ännerung bei der éischter Aide ass, dass duerch den Amendement vun der Europäescher Kommissioun an Zukunft de Champ des bénéficiaires ausgeweit gëtt doduerch, dass net nëmme méi d'Entreprisëgruppen Zougang wäerten hunn op Hëllefen, mee souguer all Entreprisenentitéit.

Déi zweet Aide, déi de Betriber soll hëllefen, dës Kris ze meeschteren, ass fir d'Betriber geduecht, déi an der Konstruktioun täteg sinn, Liewensmëttel produzéieren, wéi de Bäcker an de Metzler, oder Wuerentransport bedreiwen.

Si konnten ufanks e Subsid an Héicht vu 400.000 Euro ufroen, fir en Deel vun hire Sprittméikäschten ze kompenséieren, soulaang dëse Spritt fir den Transport gebraucht gëtt. Nei ass, dass dëse Subsid elo vu 400.000 op 500.000 eropgeet.

Fir déi zwou éischt Aidë gëtt ausserdeem duerch dat neit Gesetz d'Eligibilitéitsperiod verlängert, dat heescht, d'Betriber hunn dräi Méint méi laang Zäit, fir hir Subsiddemanden anzereechen.

Am Kader vum Artikel 2 (1) vum Encadrement temporaire de crise vun der Europäescher Kommissioun féiert d'Regierung des Weideren eng nei Hëllef a fir déi Betriber, bei deenen d'Energiekäschten op d'mannst 2 % vum Chiffre d'affaires oder vun der Valeur de production ausmaachen, gekuckt op dee Mount, wou d'Demande och agereecht gouf.

Ab enger Hausse vun 80 % vun de Stroum- an/oder Gaspräisser am Verglach zu 2021 kann eng Subventioun vu bis zu 70 % vun de Méikäschten, déi iwwert der Hausse vun den 80 % leien, ugefrot ginn. Dës Hëllef leeft vum November 2022 (veuillez lire: vum Oktober 2022) bis Juni 2023. Déi nei Hëllef also, déi am Gesetz vun haut beschriwwe gëtt, ënnerläit dem Accord vun der Europäescher Kommissioun.

Dozou bleift ze soen, dass déi ugepassten Aidë fir d'Betriber, déi ganz vill Energie verbrauchen, an déi nei Aide net kënnen dee selwechte Mount cumuléiert ginn. Et ass also an engem Mount entweeder déi eng Aide oder déi aner Aide, déi kann ugefrot ginn, awer net déi zwou gläichzäiteg.

Ech wëll elo nach op de Käschtepunkt vun dëse Mesuren ze schwätze kommen. Ech mengen, et ass eis mëttlerweil alleguerte bewosst, dass fir de Solidaritéitspak 1.0 an 2.0 Suen an de Grapp geholl ginn an Héicht vun 2 Milliarden Euro. An dovunner ware mam Gesetz vum 15. Juli schonn 225 Millionnen Euro virgesi fir d'Hëllefe fir d'Betriber.

Mat der Verlängerung vun der Eligibilitéitszäit bis Juli 2023 an der Introduktioun vun der neier Aide gëtt de Budget op 375 Millionnen Euro eropgesat. Dat heescht, hei deblockéiert de Staat nach eng Kéier zousätzlech 150 Millioune fir eis Betriber.

Et däerf een awer net vergiessen, dass dëse Betrag natierlech ofhänkt vun der Evolutioun vun den Energiepräisser, eppes, wat am Moment ganz, ganz schwéier anzeschätzen ass.

Fir op déi verschidden Avisen anzegoen, do géif ech einfach op de schrëftleche Rapport verweisen. Et gëtt en Avis vun der Chambre des Salariés, vun der Chambre de Commerce, vun der Chambre des Métiers an och ee vum Staatsrot.

Da géif ech Iech Merci soen, dass Der esou laang Gedold mat mir hat an den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet ginn. Merci.

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Rapporter.

An als éischtem agedroene Riedner ass et um Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Madamm President. Och e grousse Merci un de Rapporter, den Här Gilles Baum, fir all déi Erklärungen, déi mer elo kritt hu bei dësem Projet.

Ech mengen, mir begréissen dat ausseruerdentlech, dat vun de Betribsgruppen, datt alles bei deenen Amendementer derbäi war. Déi Fro, déi sech fir eis nach ëmmer stellt, a virdrun hat schonn ee vun de Kolleege se opbruecht, ass: Hei sinn elo Hëllefen, wat d'Elektresch an de Gas ubelaangt, mee et ginn ëmmer méi Zonen, déi iwwer Kogeneratioun fueren, wou also Kogeneratioun ass. Dofir ass do d'Fro: Wat geschitt domadder? Ass do an enger zweeter Phas ugeduecht, fir och deenen ze hëllefen? An doriwwer eraus, du hues heiansdo ëffentlech Kogeneratiounsbedreiwer an heiansdo privat Kogeneratiounsbedreiwer. Wéi ass et do mat deenen Hëllefen? Gëllen déi och fir déi, déi mat Gas respektiv an deem Fall och heiansdo mat Fuel hëtzen? Oder sinn déi dovu komplett ausgeschloss?

Villmools merci, a fir de Rescht ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Spautz. An den nächsten agedroene Riedner ass den Här Yves Cruchten. Loosst Iech Zäit!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Madamm Presidentin. An och merci dem Här Baum fir säi ganz gudde Rapport. Vill vun eis hu sécherlech ëmmer nach déi staark Hoffnung, dass den Ukrain-Krich séier op en Enn kënnt. Mee en Enn vun der Barbarei duerch de Krichsdreiwer am Kreml schéngt och bei de rezente russeschen Néierlagen net en vue.

An dofir wäerten och mir weiderhin d'Konsequenzen ze spiere kréien, ënner anerem um Energiemaart. Et ass eng Situatioun mat villen Onsécherheeten, duerch déi eis Ekonomie awer iergendwéi muss navigéieren.

Nodeems d'EU-Kommissioun d'Reegele vum temporairë Krisenencadrement am Juli iwwerschafft huet, kënne mir elo béid Hëllefen aus dem Gesetz vum 15. Juli dëst Joer verlängeren an esou op d'mannst fir e bësse Previsibilitéit suergen.

Mir gi mat dësem Gesetz jo nach eng Etapp méi wäit, well mer hunn eng weider Modifikatioun vum temporairë Krisenencadrement vun der EU-Kommissioun eigentlech anticipéiert.

Donieft ass jo nach eng drëtt Hëllef an den Text bäikomm. Esou wäert d'Zuel vun den Entreprisen, déi vu staatlecher Säit ënnert d'Äerm gegraff kréien, an d'Luucht goen. Et ass dofir nëmmen normal, dass och déi budgetär Enveloppe deementspriechend wiisst. A mir sinn als LSAP der Meenung, dass een a Krisenzäiten net zécken dierf, déi Mëttelen, déi néideg sinn, opzebréngen an ze mobiliséieren.

Wéi wouer dat ass, dat huet d'Regierung schonn an der Pandemie bewisen, well och do hat se verstanen, wéi ee geziilt Hëllefen op de Wee bréngt, déi Aarbechtsplazen erhalen an esou och de Savoir-faire hei am Land an an eise Betriber hält.

Et ass net fir näischt, datt mer zu Lëtzebuerg eng gefaarte Faillittewell an de Joren 2020 an 2021 konnten evitéieren. Mat dësen Hëllefe stäipe mir geziilt déi Entreprisen, déi ënnert de klammenden Energiepräisser an engem besonnesche Mooss ze kämpfen hunn. D'LSAP ass der Meenung, dass een déi Betriber net däerf mat de Méikäschten eleng loossen. An dofir stëmme mir dës Hëllefen och gäre mat.

Ech misst eigentlech op dëser Plaz meng Ried ophalen, mee ech kommen natierlech net derlaanscht, fir awer nach ze reagéieren op dat, wat den Här Kartheiser virdru gesot huet. E seet et ëmmer an ëmmer erëm, dass d'Sanktiounen un allem schold sinn. Mee, Här Kartheiser, och wann Der et 100-mol widderhuelt, gëtt et net richteg! Schold un deem ganze Misär ass een Eenzegen eleng, an dat ass de Wladimir Putin a säi Regimm! An hien ass och schold drun, dass bei eis d'Energiepräisser klammen a méi deier ginn.

A wa mer eis doriwwer opreegen a wa mer dat bekloen, da kommt, mir vergiessen awer net, dass zu deem selwechten Ament, wou mir eis hei iwwert déi deier Präisser vu Gas an Elektresch opreegen, am Moment an der Ukrain bei ganz ville Leit, wa se de Krunn opdréien, wou de Gas soll dra sinn, näischt erauskënnt, oder wa se de Knäppchen drécken, fir d'Luucht unzemaachen, d'Luucht net ugeet a se riskéieren, dëse Wanter ze erfréieren. An dat ass eppes, wat mir net kënnen toleréieren! Et ass e Krich, deen hei gefouert gëtt, net géint en anert Land, mee géint eng Zivillbevëlkerung, an dat ass net ze toleréieren, an dat wäerte mir och net!

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Richteg!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Cruchten. An déi nächst agedroe Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Jo, villmools merci, Madamm Presidentin. Ech kommen extra heihin, fir voll a ganz ze ënnerstëtzen, wat den Yves Cruchten elo gesot huet. An da brauch ech dat net och nach eng Kéier ze widderhuelen. Mir ënnerstëtzen Är Aussoen a puncto Wladimir Putin.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | D'Resultat ass, dass eis ekonomesch Situatioun momentan net déi bescht ass. Se ass éischter schlecht, an d'Previsiounen och. De Statec gesäit en Unzeeche vu Rezessioun, de PIB geet am zweeten Trimester erof, d'Inflatioun läit nach ëmmer bei 7 % an den Aarbechtsmaart, do gesäit et och net zum Beschten aus. Och do weise sech éischt Unzeeche vu klammendem Chômage.

Grad an esou Zäiten, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass et och an eisen Ae wichteg, d'Ekonomie ze ënnerstëtzen, an dat esou gutt wéi méiglech. Et geet drëms, de Betriber Previsibilitéit ze ginn. Et geet drëms, datt d'Betriber net mat Faillitte musse konfrontéiert ginn, datt se am Wanter net an d'Laberente kommen, wann d'Energiepräisser eropginn, also hir Käschten eropginn. An et geet och drëms, an dat ass eis ganz wichteg, dass d'Präishaussen net un d'Clientë weiderverrechent ginn, well do gëtt et dann nëmme Verléierer.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Nieft dem Tripartite-Accord, dee Moossnamen decidéiert huet, déi gräifen, fir d'Inflatioun anzedämmen an domat och weider Indextranchen aus de Féiss ze raumen, ass et natierlech och wichteg, datt d'Versuergungssécherheet garantéiert bleift, an dat laangfristeg, an datt d'Präisser vun de fossille Brennstoffer

net weider ugefeiert ginn. An dofir wëll ech, wéi a ville Riede virdrun, nach eng Kéier betounen, datt d'Energieeffizienz an de Betriber weidergefouert muss ginn, dass Erneierbarer musse gräifen an dass och do wierklech Neel mat Käpp musse gemaach ginn.

An dofir begréisse mer, dass mer net nëmmen dës Aiden aféieren oder verlängeren, mee dass mer och ganz geziilt Subventioune ginn, wann d'Betriber sech erneiere wëllen, wa se sech moderniséiere wëllen a sech dofir fir d'Zukunft nohalteg opstelle wëllen. Dat ass e ganze Package, deen zesummepasst.

An dat gesot, kann ech nëmme vun der grénger Säit aus betounen, datt mer béid Mesuren ënnerstëtzen, déi kuerzfristeg an déi laangfristeg. An domat ginn ech dann och den Accord vun eiser Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. Ech wéilt och dann nach eng Kéier dem Här Baum Merci soe fir säi Rapport an datt mir dat Gesetz selbstverständlech matënnerstëtzen, fir d'Leit hei am Land an och an der Ekonomie ze ënnerstëtzen.

Et ass schued, datt den Här Minister Turmes net méi hei ass. Ech hätt ëm gär nach dat eent oder anert gesot. Mee ech wollt hei vläicht op ee Stéchwuert agoen. Mir hate virdrun eng Prozedur, net vun enger Fro, mee enger Bemierkung vum Här Kersch. Dann äntweren ech elo op déi Bemierkung vum Här Kersch.

En huet dat Wuert „zynesch" gebraucht.

M. Dan Kersch (LSAP) | Arrogant.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Gelift? Jo, arrogant an zynesch. Jo, et ass wouer, et ass ganz vill an deem Krich zynesch, traureg, och vläicht arrogant. Ech ginn Iech vläicht just e puer Beispiller, an da verstitt Der och vläicht, firwat deen Engagement zum Fridde selwer ni arrogant ka sinn, mee den Engagement zum Fridden ass ëmmer eppes, wat ee muss éieren, och an der Diplomatie.

Dat nenne mer „bons offices", dat ass eppes, wat een offréiert, fir eeben eppes, wat schrecklech ass, kënnen ze korrigéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, mir schwätzen iwwert de Projet de loi 8075. Ech wëll Iech dat just nach eng Kéier an Erënnerung bréngen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, Dir hutt mer virdru gesot, wou den Här Kersch seng Bemierkung gemaach huet, ech soll dat maachen, wann ech elo zu dësem Projet schwätzen.

Wéi kënnt et un dobausse bei de Leit, Här President, wann Der mer net erlaabt, op esou e Virworf ze äntweren? Sidd Der Iech däers bewosst?

(Exclamations)

M. Fernand Etgen, Président | Ech si mer es ganz bewosst, ech si mer es ganz bewosst!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Sidd Dir Iech däers bewosst, ...

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... datt Dir hei mat deem do ...

M. Fernand Etgen, Président | Ech si mer es bewosst, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Gutt!

M. Sven Clement (Piraten) | Dat sinn déi russesch Methode vun der psychologescher Krichsféierung.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mee dann ass dat och Är Verantwortung. Ech soen Iech eppes, Här President: Ech géif gär déi Diskussioun hei hunn, och de Kolleeg vun der LSAP, den Här Cruchten, huet mech a senger Interventioun ugeschwat.

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | D'Madamm Lorsché huet em Recht ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, Dir sidd Iech net bewosst, datt mer elo iwwert de Projet de loi 8075 schwätzen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dach! An ech hunn och direkt ugefaangen domadder fir ze soen, datt mer en ënnerstëtzen. An elo wollt ech op déi verschidde Bemierkungen agoen, déi gemaach goufen.

An ech mengen, datt et engem Parlament ganz gutt deet, wann een esou Klengegkeete wéi e Krich an Osteuropa, e puer Honnert Kilometer vun hei ewech, kann diskutéieren, Här President, mat der Erlabnis vum Chamberspresident.

(Interruption)

Ech wéilt also dorobber agoen, ech wéilt also dorobber agoen, wat hei gesot ginn ass. Jo, et ass ganz vill zynesch, et ass ganz vill traureg. An en Engagement zum Fridden ass eppes, wat een ëmmer muss maachen, ëmmer muss probéieren.

Zynesch oder traureg ass zum Beispill, datt mir all déi Joren, wou mir als Europäesch Unioun d'Méiglechkeet gehat hätten, fir anzewierken op d'Situatioun an der Ukrain, déi sech jo progressiv degradéiert huet, iwwert den Normandie-Format, net genuch gemaach hunn. Mir hunn och als Lëtzebuerg ëmmer gesot, déi Däitsch an d'Fransousen an deem Format maachen dat. Si hunn et net gemaach. An dat ass esou schued!

Mir hu gesinn, datt, wa mer et deemools fäerdegbruecht hätten, eng Regionaliséierung vun der Ukrain ze verhandelen, e Statut fir d'Minoritéiten, e Statut fir regional Sproochen, an eng Kontroll duerno zréckzeginn un d'Ukrain vun de Baussegrenzen, da wär dat net geschitt. Dat ass ee Beispill, wou et eng grouss Trauer, wéinstens bei eis, bei mir, ass, datt mer dat net fäerdegbruecht hunn!

(Interruption)

Well mir hätten et kënnen! Mir hätte dee Krich kënne verhënneren! Et ass traureg an zynesch, datt mer Krichsziler héieren, wéi d'amerikanesch Regierung et gemaach huet, iwwert de Wee vun hirem Verdeedegungsminister, fir ze soen, hiert Krichszil wier et, Russland dauerhaft ze schwächen. Ass dat eist? Ech weess et net. Mäint ass et net. Mee mir musse kucken, datt mer dat net op d'Käschte vun anere Leit maachen.

Wat mir gär hätten, dat ass eng nei Chance fir d'Ukrain, eng friddlech Ukrain, eng eeneg Ukrain, eng reconciliéiert Ukrain, ...

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | An eng méi kleng Ukrain virun allem!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... eng Ukrain, déi et fäerdegbréngt, eng Perspektiv fir d'Zukunft ze hunn.

Wat mer elo maachen ...

Ech hunn hei en Tëscheruff kritt vun de gréngе Kolleegen: eng méi kleng Ukrain.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An ech wëll dorobber reagéieren. Mir haten am Ufank, am Ufank, wou de Krich ugefaangen huet, déi russesch Invasioun, déi mer alleguer verurteelen. Well dat geet net, fir en Nopeschland einfach esou militäresch ze iwwerfalen! Dat ass e Broch vun der Charta vun de Vereenten Natiounen. Mir hunn dat all verurteelt.

Mee deen Abléck huet et ugefaang, datt mer eng Negociatioun haten tëschent den Ukrainer an de Russen. Mir haten e puer Ronnen Negociatiounen. Déi sinn ënnerbrach ginn ënnert dem Afloss vum Westen. Leider, leider!

An haut ass et esou, datt dee selwechte Westen, wann Der d'Situatioun an den USA genee verfollegt – mir maachen dat –, deen ass, deen Drock wäert ausüben op d'Ukrain, fir elo zréck un de Verhandlungsdësch ze kommen, zu Konditiounen, déi nettement méi defavorabel si wéi dat, wat mer am Februar/Mäerz hätte kënnen erreechen.

Et ka sinn, datt an engem zukünftege Friddensarrangement d'Ukrain méi kleng gëtt. Et ka sinn! Souwisou hu se esou vill Leit verluer, et ass e schrecklechen Drama. Et ka sinn, datt se e militäresche Statut octroyéiert kréien, deen eng permanent Neutralitéit ass. Dat ass alles méiglech!

Et wär vläicht anescht komm, wann am Mäerz verhandelt gi wär, am Februar/Mäerz, wéi mir et direkt gefuerdert haten. Mir hätten direkt sollen de Wee vun der Verhandlung goen, vum Fridden, vum Ausgläich. Wivill Mënscheliewe wäre gerett ginn! Wat hätt un ekonomesche Gidder kënne gerett ginn! Wat wär méiglech gewiescht, fir eng Friddensuerdnung, eng Friddensarchitektur an Europa ze bauen, amplaz dee Misär, dee mer elo gesinn!

An ier Dir et sot, Här President, soen ech: Meng Zäit ass elo eriwwer. An elo ginn ech mech setzen an ech soen Iech Merci, datt déi Kommentare méiglech waren.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen Iech Merci, datt Dir Iech sëtze gitt.

(Hilarité et brouhaha)

An ech ginn d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

M. Dan Kersch (LSAP) | Den Här Putin huet geschwat, elo kënnt d'Madamm Cecchetti.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An de Stalin war an der Kommunistescher Partei, wou Dir och waart.

Une voix | Ulala!

M. Dan Kersch (LSAP) | Wéi den Här Putin och.

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Cecchetti huet elo d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci. Merci, Här President. Här President, säit 2020 kritt dëst Parlament a reegelméissegen Ofstänn Gesetzesprojete virgeluecht, fir massiv staatlech Aiden un d'Entreprisen ze geneemegen, fir d'éischt am Kader vun der Covidpandemie an elo am Kader vun der Energiekris. An et muss ee feststellen, datt dat mëttlerweil en zimmlech grousst Ausmooss ugeholl huet.

Mir sinn net méi am Zenario, wou d'Allgemengheet dem klenge Cafetier iwwert de Confinement eraus hëlleft. Mëttlerweil fléissen a ganz Europa – ech betounen: a ganz Europa! – Milliounen a Milliarden u Staatsgelder un déi privat Betriber, y compris un déi ganz grouss Firmen. An zu Bréissel si schonn déi nächst Ausnameregimmer decidéiert ginn, an eis Regierung huet jo och schonn den nächste Projet de loi deposéiert, fir de Regimm vun de Staatsgarantien ëm ee Joer kënnen ze verlängeren.

Nodeems joerzéngtelaang gepriedegt gouf, datt staatlech Agréffer an d'Wirtschaft Géft sinn, gëtt elo a Krisenzäiten de Krunn grouss opgemaach. Wat eis

dobäi Suerge mécht, ass eng weider Ëmverdeelung vum Räichtum vun ënnen no uewen. Well op déi doten Aart a Weis gëtt en Deel vun de Pertë verstaatlecht, wärend d'Profitter awer weiderhi privatiséiert bleiwen a monter ausgeschott ginn.

Schliisslech ginn déi Aidë jo an der Reegel ouni Géigeleeschtung ausbezuelt a sinn och ëmmer manner selektiv. Wouhinner dat alles féiere soll, kann ee sech virun allem froen, wann een op den europäeschen Niveau kuckt. Well et ass evident, datt domadder déi bestoend Ongläichgewiichter an der Eurozon nach eng Kéier verstäerkt ginn, einfach dowéinst, well verschidden EU-Länner sech et einfach net leeschte kënnen, hir Betriber mat Milliarden ze subventionéieren. An anerer kënne sech et eebe leeschten, och well iwwert deene Länner nach ëmmer d'Damoklesschwäert vum Stabilitéitspakt hänkt, dee jo just ausgesat, awer nach ëmmer net reforméiert ass.

Et huet schonn eng gewëssen Ironie u sech. No 2010 hate mer eng däitsch Regierung, déi der ganzer EU eng nefast Austeritéitskuer verschriwwen huet. Déi südlech Länner si bal dorunner erstéckt. An elo hu mer eng däitsch Regierung, déi dem Rescht vun der EU riseg Depensen opzwéngt. An nees riskéiert dat, déi südlech Länner ze erstécken. Amplaz ëmmer méi Ausnameregimmer opzesetzen, misst also um europäeschen Niveau no kollektive Léisunge gesicht ginn, soss riskéiere mer, no der Energiekris erëm an eng zolitt Eurokris ze falen.

Natierlech huet keen en Interêt dorunner, datt an Europa d'Betriber massenhaft an d'Faillite rutschen. Bis zu engem gewëssene Punkt sinn dës Aidë wuel onvermeidlech. An dofir hu mir och ni dergéint gestëmmt. Mee mir géifen eis wënschen, datt een erëm méi op Aide-remboursablë géif setzen a manner op direkt Subventiounen. An natierlech wéilte mir op d'mannst eng Géigeleeschtung vun de Betriber hunn, zumindest a Form vu Garantien a Saache Maintien dans l'emploi.

An dofir wäerte mir, Dir wäert Iech wuel net wonneren, Här Minister, wéi gewinnt, eis nees enthalen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen als Éischt dem Rapporter Merci, net nëmme fir de Rapport, dee ganz komplett war, mëndlech wéi schrëftlech, mee och fir d'Zesummenaarbecht an der Kommissioun, wou awer, wa kleng Problemer heiansdo optauchen a kleng Feeler, déi ganz onbürokratesch an onkomplizéiert kënne geléist ginn.

Dëse Gesetzestext ass also Deel vum Tripartite-Accord 2.0. Et ass en Deel vum Tripartite-Accord, dee mer matdroe kënnen. Esou vill kann ech dann emol direkt virewech schécken. Et ass nämlech wichteg, an dëse Krisenzäiten de Betriber Sécherheet ze ginn. A mat dësem Projet solle jo d'Käschte vun den héijen Energiepräisser fir d'Betriber hei am Land reduzéiert ginn.

Ech hat et virdrun ugeschwat: Dat betrëfft natierlech par la force des choses net all d'Betriber, mee just déi, déi eeben an d'Parametere vun dësem Gesetz falen. De Rapporter huet dat méi wéi kloer erkläert. Virun allem muss een als Éischt emol méi wéi 80 % méi u Gas an Elektresch wéi virum Krich bezuelen. Et ass, mengen ech, wichteg, datt et hei net ëm kleng Schwankunge geet, déi an engem Maart normal sinn a wou d'Betriber sech och dru gewinnt hunn, datt et emol erop, emol erof geet, mee datt et hei wierklech drëm geet, wann et, esou wéi et am Moment ass, wierklech komplett deconnectéiert ass vun alle plangbare Realitéiten, datt een dann hëllefe kann, an zwar mat maximal 70 % vun deene Käschten, mat engem Plaffong vun enger hallwer Millioun. Déi hallef Millioun, dat ass scho fir déi meescht PMEe richteg vill Geld an et ass eng konsequent Hëllef. A mir sinn och frou, datt dat am europäesche Kader esou maachbar ass.

D'Ufroe vun den Aidë gouf liicht vereinfacht. Ganz onkomplizéiert ass et net. D'Firma muss zum Beispill selwer ausrechnen, wat se un Aiden zegutt huet an dëst mat uginn. Ech begréissen dat, well et d'Dossiere méi einfach ze traitéiere mécht. Ech hoffen zumindest, datt de Staat doduerjer d'Dossiere méi séier traitéiere ka wéi zum Beispill an anere Ministèren, wou ee jo laut der Press haut 17 Méint muss drop waarden, fir seng Subsiden ausbezuelt ze kréien, fir eppes an der Energietransitioun ze maachen.

An et ass awer ee klenge Couac oder Bemoll, soen ech elo mol, bei där Prozedur. An ech hoffen, datt do dann och eng gewësse Karenz an Toleranz wäert méiglech sinn. Falls nämlech e Betrib sech elo géif ieren, an dat kënnt vir, mir hunn dat gesinn, bei alle Covidaidë kënnt dat emol vir, datt een dann net e Pabeierskrich ausléist an datt ee virun allem och bei de Remboursementer net déi Suen dann den Dag drop fälleg stellt. Well ech mengen, domadder kéint een dann engem Betrib, dee sech vläicht wierklech éierlech geiert huet, awer d'Genéck briechen.

Ech gesinn, de Minister weist vill Versteesdemech dofir, an ech gleewen him dat och.

Här President, dës Aidë si wéi d'Coûts non couverts néideg, fir der Krisesituatioun Meeschter ze ginn. D'Betriber kommen an deenen nächste Wochen a Méint net laanscht dës Käschten. An dofir brauche se déi kuerzfristeg Hëllefen. Mir Piraten wäerten dës Mesure matdroen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes | Merci villmools, Här President. Loosst mech, fir unzefänken, dem Rapporter villmools Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Ech mengen, dass mer hei bei engem Projet de loi sinn, fir de Betriber ze hëllefen, och iwwert dës Zäit hei kënnen ze kommen.

Et si Froe vun der Kompetitivitéit an awer och Froe vun der Sécherheet, fir dass e Betrib nach weess, wou en drun ass a wou en net drun ass, woumat e ka rechnen a woumat en net ka rechnen. Hei geet et drëm, datt et verschidde Konditioune sinn – de Rapporter huet se am Detail erkläert –, déi e Betrib muss erfëllen, fir kënne vun där Aide hei ze profitéieren. Et ass och ganz wichteg, dass mer hei awer trotzdeem Garde-fouen agebaut hunn.

Dat sinn op där enger Säit natierlech d'Secteuren, an deenen ee sech muss beweegen, an op där anerer Säit natierlech, wéi d'Augmentatioune vun de Präisser, sief et beim Gas, sief et beim Elektresch, musse sinn, fir iwwerhaapt kënnen eligibel ze si fir déi Aiden hei. Et huet sech just am mëndleche Rapport vum Rapporter e klenge Couac ageschlach. Et ass vum Oktober 2022 bis Juni 2023, wou d'Betriber kënnen déi Aide hei ufroen. Et ass esou, dass de Framework eis déi Méiglechkeete gëtt an dofir dann och déi Demanden zu deene Momenter kënne gemaach ginn.

Ech mengen, et war virdrun ugeschwat ginn, dass ee muss eng Autorisatioun hunn, fir iwwerhaapt kënne vun deenen Aiden hei ze profitéieren. D'Vitess, fir kënnen auszebezuelen, dat ass dee Punkt, firwat een et selwer muss ausrechnen. Mee e Betrib muss ausrechnen, mat de Pièces à l'appui, wat iwwerhaapt d'Méiglechkeete sinn, well am Text jo och steet, dass eng Aide ënner 100 Euro mensuel net ausbezuelt gëtt, wat bei deene Präisser, wéi se am Moment sinn, och relativ schwiereg wier.

Et geet hei drëm, dass mer méi an d'Breet gi vun de Betriber. Am éischten Tripartite-Accord sinn et just déi energieintensiv Betriber gewiescht, déi konnten Aidë fir d'Energie kréien. Dee klenge Bäcker, dee klenge Metzler konnt net dovunner profitéieren. An dofir ass et wichteg, dass am zweeten Tripartite-Accord déi Ouverture gemaach ginn ass, well natierlech déi Situatioun weiderleeft an déi Betriber dréngend Hëllef brauchen, fir dass se kënne fonctionéieren.

Mee ech kann awer den Här Clement berouegen. Och wann de Betrib selwer et ausrechent, fir dass en och weess, mat wat e ka rechnen, gëtt e Contrôle um Ministère gemaach, bevir ausbezuelt gëtt. Dat heescht, et gëtt alles kontrolléiert, bevir iwwerhaapt en Euro iwwerwise gëtt, esou wéi dat och schonn – elo hunn ech Äert Pult hei futti gemaach –, esou wéi dat och scho bei deenen aneren Aidë war.

Contrairement zu deem, wat awer gesot ginn ass, bei der Carburantsaide zum Beispill, muss e Betrib eng Perte hunn, soss kann e keng Carburantsaide kréien. Dat heescht, dem Betrib muss et ganz schlecht goen, e muss eng Perte maachen, fir dass en iwwerhaapt kann eng Carburantsaide kréien.

An ech wëll awer och op dëser Plaz nach eng Kéier soen, dass e Benefiss an engem Betrib net eppes ass, wat ee soll verdäiwelen. E Betrib muss Benefiss maachen, well wann e Betrib kee Benefiss mécht, kann e muer net investéieren!

Une voix | Genee!

M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes | E Betrib, dee muer net kann investéieren, ass e Betrib, dee stoe bleift an deen iwwermuer ongesond ass an net méi ka fonctionéieren, net méi kann nei Leit astellen, net méi ka Steiere bezuelen. Also muss e Betrib Benefiss maachen an dat ass näischt, wat ee soll verdäiwelen.

Une voix | Très bien!

M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes | Dofir, bei dësen Aiden ass et wichteg, dass mer de Betriber duerch dës Zäit hei kënnen hëllefen. De Framework gëtt eis d'Méiglechkeeten, an dofir soen ech och all deenen, déi de Projet matstëmmen, e grousse Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mëttelstandsminister Lex Delles. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8075. Den Text steet am Document parlementaire 8075[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8075 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf,

Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Max Hengel), M. Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Jean-Paul Schaaf), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par M. Marc Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. Motion de Mme Nathalie Oberweis au sujet du retrait de l'amendement 3 du projet de loi n° 7642 et introduction d'une nouvelle proposition pour la détermination du capital investi d'un logement mis en location

(Motion déposée en séance publique n° 14 du 22 novembre 2022 – à consulter dans ce compte rendu en page 36)

Als nächste Punkt um Ordre du jour kënnt d'Motioun vun der Madamm Nathalie Oberweis iwwert de Retrait vum Amendement Nummer 3 vum Gesetzesprojet 7642.

An ech géif direkt der Madamm Oberweis d'Wuert ginn.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Ma, Här President, ech hunn d'Motioun gëschter virgestallt. Ech hunn héieren, dass eng Rei Leit iwwerrascht waren. Mir sinn och iwwerrascht iwwert de Revirement vun deem Gesetz, woubäi dat jo sollt ufangs ganz kloer d'Locatairë beschützen, Locatairen, vun deene mer wëssen, dass déi zu engem Drëttel vum Aarmutsrisiko betraff sinn. Do gesi mer elo, dass mat där Ausriichtung, déi d'Gesetz elo hëlt, d'Loyere wäerten an d'Luucht goen.

Beim Gros vun de Loyere vun de Wunnengen, den eelere Wunnengen, do wäerten d'Loyeren an d'Luucht goen. Do ginn et Zuelen derzou. Dat ass näischt, wat mir erfonnt hunn.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Et ass jo och e Faktencheck an der Press gemaach ginn. D'ailleurs war et scho laang a breet an der Press an dat ass nach ëmmer net diskutéiert ginn.

Mir fannen dat skandaléis! Mir wëssen, dass mer an enger Wunnengskris sinn, dass mer immens vill Leit hunn, déi vum Aarmutsrisiko betraff sinn, an dann hu mir esou e Gesetz! An dofir proposéiere mir, dass deen Amendement zréckgezu gëtt.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

Da freet d'Madamm Josée Lorsché d'Wuert.

Discussion générale

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Ech verstinn der Madamm Oberweis hir Suergen. Ech wëll awer och betounen: Et ass net verbueden, mee et ass net üblech, e Projet de loi, deen deposéiert ass an an der Prozedur ass, an der Plenière ze amendéieren. Et ass éischter üblech, dass déi Diskussiounen an der zoustänneger Chamberskommissioun gefouert ginn. An déi Kommissioun hu mir net wëlles, hei ze court-circuitéieren. Duerfir invitéiere mer d'Madamm Oberweis, hir Virschléi an der Kommissioun anzebréngen an do ze diskutéieren.

Wann d'Kommissioun dann der Meenung ass, an do si jo 15 Leit aus der Chamber aktiv, a wann déi der Meenung sinn, dass deen Amendement richteg a gutt ass, dann huet déi Kommissioun all Fräiheeten an all Autonomie, do en Amendement virzehuelen, en Amendement parlementaire. Ech mengen, dat ass de gängege Wee. An duerfir wëlle mir wierklech op deem Wee bleiwen an dës Motioun hei net unhuelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An dann huet den Här Marc Lies d'Wuert gefrot.

M. Marc Lies (CSV) | Jo, merci, Här President fir d'Wuert. Ech ginn der Madamm Lorsché do absolutt Recht, datt dee prozedurale Wee hei e bëssen e gelungenen ass an duerfir e Verweis an d'Kommissioun sécherlech dee richtege Wee wär.

Bon, wa sollt driwwer ofgestëmmt ginn, da wäert d'CSV sech heibäi enthalen, woubäi ech awer wëll bemierken, datt an engem Sënn d'Madamm Oberweis Recht huet, wat dësen Amendement ugeet, deen zu engem gewëssenen Zäitpunkt komm ass, deen eis och extreem iwwerrascht huet a wou sech effektiv dann awer e bëssen drop hindeite léisst, datt d'Fangerspëtzegefill bei dëser Majoritéit, zemools an enger Situatioun, wéi se momentan um Baumaart an awer och um Immobiliemaart ass, ... zu engem Zäitpunkt kënnt, deen absolutt guer net opportun war. An duerfir huet dësen Amendement, dee vun der Regierung eragereecht ginn ass, jo sécherlech fir vill Duerjerneen a fir vill Mëssstëmmung dobausse gesuergt.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lies. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also, u sech vum Fong hier ënnerstëtzen ech d'Fuerderung vun der Madamm Oberweis. Mir sinn net Member an der Logementskommissioun, just Observateur. Deementspriechend kënne mer net mat ofstëmmen doriwwer. Mir géifen et awer begréissen, wa sech herno géif eng Majoritéit fannen, fir deen Amendement 3 ze sträichen.

Ech wëll awer vläicht, wa mer scho bei deem Theema vun deem Gesetz sinn, zwou Saache ganz séier lassginn. Ech mengen, et hätt een net sollen de Minister froen, fir den Amendement zréckzezéien, mee déi Affekotenetüd, déi dat Ganzt geschriwwen huet, an déi et dann nach net fäerdegbréngt, fir vill Geld den Excel richteg ze schreiwen.

A wa mer beim Excel sinn, da wëll ech och emol eng Kéier verstoen, wéi de Minister mengt, wat en ugekënnegt huet, datt en en Excel als Annex vun engem Gesetz wëllt publizéieren, wat, mengen ech, technesch zwar am Legilux geet, awer reng rechtlech a verfassungsméisseg zu Lëtzebuerg guer net géif goen.

An do gesäit een, wéi schluddereg hei wierklech geschafft gëtt an engem Dossier, dee primordial wichteg ass fir d'Leit am Land, ob se Proprietär sinn, ob se Locataire sinn. An ech mengen, dat eenzeg Seriöt, wat de Minister hei nach kéint maachen, wär, dat Gesetz zréckzezéien, et nei ze schreiwen, mat all deene Remarken, déi e krut. Da misste mer och net iwwert den Amendement 3 schwätzen, well d'Gesetz ass handwierklech schlecht.

Et ass net emol vum Ministère selwer geschriwwen, mee vun enger Affekotenetüd. Dat si mer jo mëttlerweil gewuer ginn doduerjer, datt d'Excel-Sheeten nach Metadonnéeën dran hunn, wat och net onbedéngt fir d'digital Kompetenz vun deem Ministère schwätzt. Ech mengen, bref, am beschte wär et, einfach d'Gesetz zréckzezéien. Ech mengen, dat géif vill Leed erspueren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, mir soen och der Madamm Oberweis an der Madamm Cecchetti Merci fir déi Motioun hei. A mir géifen dat och ënnerstëtzen, wann et geet, fir an der Kommissioun weider doriwwer ze diskutéieren. Ech mengen, dat ass wierklech hei dee richtege Wee.

Et wär och schéi gewiescht, Här President – well et ass jo eng Motioun, an eng Motioun adresséiert sech nun emol un d'Regierung –, wann den Här Wunnengsbauminister hei gewiescht wär. Mir hätten et immens begréisst, fir kënnen eng Stellungnam vun der Regierung ze héieren ...

(Interruption)

... zu enger Motioun, déi sech un d'Regierung adresséiert. Ech weess net, ob den Här Kox informéiert war, datt mer elo sollen den Owend heiriwwer diskutéieren. Mee et wär awer, mengen ech, ...

(Interruptions)

Gelift?

M. Fernand Etgen, Président | Et ass un der Chamber.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, nee, mee et ass eng Motioun. D'Motioun adresséiert sech un d'Regierung. Et ass keng Resolutioun. Déi kënne mer ënner eis diskutéieren. An ech gesinn, datt den zoustännege Minister net hei ass. Well et hätt eis zum Beispill ganz staark interesséiert, wéi en op déi Propositioun vun de Kolleege vun de Lénke reagéiert hätt.

Also, kuerz gesot, mir denken, mir sollten an der Kommissioun heiriwwer diskutéieren. Et ass eng interessant Propositioun. A wann d'Kolleege vun der Lénker d'accord sinn, da géife mer dat gär maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Merci, Här President. Merci och Iech alleguer fir Är

Reaktiounen. Also, souwäit ech weess, war virun e puer Wochen och esou eng änlech Prozedur hei, wou och e lafend Gesetz amendéiert gouf, also wou en Artikel zréckgezu gouf. Dat war dat Agrargesetz, mengen ech, wou op Initiativ vun der CSV Artikelen zréckgezu goufen. Dat heescht, ech mengen, dat gëtt scho gemaach.

Une voix | Do iert Der Iech!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Ech iere mech. Bon. Ech hu mer erkläre gelooss, dass dat heite méiglech ass. Ech mengen, d'Madamm Lorsché huet och virdru gesot, et wär net verbueden. Dofir, ech halen drop, dass mer dee Vott elo maachen, well ech menge wierklech, dass et an der Kommissioun näischt ännert. Ech loosse mer dat gäre vum Här Minister erklären, mee ...

(Interruption)

... nee, ech weess, mee an der Kommissioun loossen ech mer et gäre vun him erklären, mee dat ännert warscheinlech iwwerhaapt näischt un der Ausriichtung vun deem heite Gesetz, wat an déi genee verkéiert Richtung geet vun deem, wat u sech am Viraus geplangt war.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Dofir hale mir drop, dass mer hei ...

M. Fernand Etgen, Président | Hei, e bësse méi roueg wannechgelift. Da packe mer et ganz schnell.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Ech weess, et ass spéit. Ech halen och elo op. Mir halen drop, dass mer elo e Vott hunn. Dat hënnert eis net drun, an der Kommissioun nach eng Kéier driwwer ze diskutéieren a mam Här Minister ze schwätzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

Ech mengen, da kënne mer zum Vott iwwert d'Motioun kommen.

Vote sur la motion

Da maache mer de Vote par procuration.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 25 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par M. Marc Hansen).

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Jean-Paul Schaaf), M. Georges Mischo (par Mme Diane Adehm), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Max Hengel), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

13. Résolution de M. Fernand Kartheiser au sujet du soutien financier des groupes et sensibilités politiques afin qu'ils puissent rendre leur site Internet plus accessible par le biais du langage simple

(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 88 de ce compte rendu)

Da kéime mer nach zur Resolutioun, déi den Här Fernand Kartheiser wärend der Sitzung deposéiert hat. Ech géif do proposéieren, esou wéi hien et selwer suggeréiert hat, fir déi un de Bureau ze verweisen a géif him awer Merci soe fir dës Resolutioun.

Vote sur le renvoi de la résolution au Bureau de la Chambre des Députés

Wien d'accord ass, fir dës Resolutioun un de Bureau ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Resolutioun un de Bureau verwisen.

(La résolution de M. Fernand Kartheiser est renvoyée au Bureau de la Chambre des Députés.)

An domadder si mer och um Schluss vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 20.19 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Impact de la crise sanitaire sur la compétence en natation	6601	Fred Keup	98
Pollution à l'ozone	6663	Max Hengel, Paul Galles	99

Impact de la crise sanitaire sur la compétence en natation | Question **6601** (03/08/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

An Däitschland gëtt aktuell vill iwwert e méiglechen Defizit bei de Schwammkompetenze vu jonke Schüler diskutéiert, déi duerch e Mangel un Unterrecht wärend der Covidkris entstane sinn. Dës feelend Konsequenze kënne séier zu geféierleche Situatioune féieren, wann d'Kanner an hirer Fräizäit, besonnesch wärend der grousser Vakanz, a fräi Gewässer schwamme ginn, wou si net zwangsleefeg ënner Opsiicht stinn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Schoulminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, ewéi een Impakt d'Covidkris op d'Schwammkompetenze vu Lëtzebuerger Schüler, besonnesch am Primärschoulalter, hat?

2. Schonn am Hierscht 2020 goufen d'Sécherheetskompetenze vu Remplaçanten, déi de Schwammunterrecht an der Primärschoul ofhalen, kontrovers diskutéiert. Kéint den Här Minister sech virstellen, d'Schwammmeeschtere beim Opschaffe vu méiglechen Defiziter oder am Fall vu Personalmangel beim Léierpersonal nees méi staark an de Schwammunterrecht mat anzebannen?

Réponse (09/09/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. Vun deem Zäitpunkt un, wou déi sanitär Situatioun eng Reprise vun de Schwammcoursen erlaabt huet, hunn déi zoustänneg Enseignanten den Developpement vun de Kompetenze vun hire Schülerinnen a Schüler evaluéiert an hinnen déi Aktivitéite proposéiert, déi hire spezifesche Besoinen am beschten entsprach an hire Léierrhythmus respektéiert hunn. Esou konnt eventuelle Lacunne beim Schwammen, déi duerch dat temporäert Aussetze vun de Coursen entstane sinn, unhand vun Differenzéierungsmesuren direkt entgéintgewierkt ginn.

Zousätzlech goufen, am Kader vun der sanitärer Kris, weider Agente rekrutéiert, fir en Dispositif de différenciation en place ze setzen. Dës Agente konnten och, falls dëst néideg war an si déi noutwenneg Viraussetzungen erfëllt hunn, an de Schwammcoursen intervenéieren, fir den Enseignant bei der Prise en charge vun de Schülerinnen a Schüler ze ënnerstëtzen.

Eng weider Hëllef, déi eng spezifesch Ënnerstëtzung fir d'Enseignantë beim Encadrement vun Netschwëmmer duerch ee Schwammmeeschter virgesäit, ass a war och scho virun der sanitärer Kris an de legalen Dispositiounen (Artikel 1 vum Règlement grand-ducal du 24 mars 2014 fixant le taux de participation de l'État aux frais des prestations de services fournies par les instructeurs de natation dans le cadre de l'assistance aux titulaires de classe de l'enseignement fondamental ou à leurs remplaçants ainsi que les modalités de remboursement des frais par l'État aux communes ou syndicats de communes) virgesinn. Déi gemeinsam Gestaltung vum Schwammunterrecht duerch den Enseignant an de Schwammmeeschter dréit sécher zum Developpement vun den Netschwëmmer hire Kompetenze bäi an iwwert dëse

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Wee ass eng aktiv Implizéierung vun de Schwammmeeschter an de Schwammcours zum aktuellen Zäitpunkt scho méiglech.

Wat d'Sécherheet am Kader vun de Schwammcoursen ubelaangt, esou muss e Remplaçant, genau ewéi den Titulaire de classe, gewësse Viraussetzungen erfëllen, fir de Cours dierfen ze halen. An dësem Kontext ass virun allem de Brevet élémentaire de sauvetage ervirzehiewen. Allgemeng ass allerdéngs festzehalen, datt d'Surveillance générale an esou ewéi ronderëm de Baseng jeeweils vu mindestens engem Schwammmeeschter assuréiert gëtt, deen eenzeg heifir laut dem Artikel 2 vum Règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire zoustänneg ass.

Dëst erlaabt, datt den Enseignant respektiv säi Remplaçant esou wéi och eventuell zousätzlech Schwammmeeschteren, déi beim Schwammcours fir Netschwëmmer matwierken, sech voll op d'Entwécklung vun de Kompetenze vun de Schülerinnen a Schüler konzentréiere kënnen an hir Sécherheet zu all Moment garantéiert ass.

Pollution à l'ozone | Question **6663** (16/08/2022) de **M. Max Hengel** | **M. Paul Galles** (CSV)

Duerch d'Klimakris an de weiderhin extreem héijen Autosverkéier klammen d'Ozonwäerter zu Lëtzebuerg successiv un. An de Summere féiert dat och ëmmer erëm dozou, dass d'Grenzwäerter iwwerschratt ginn. Momentan läit de Grenzwäert zu Lëtzebuerg bei 180 Mikrogramm pro Kubikmeter. D'Weltgesondheetsorganisatioun recommandéiert awer e Grenzwäert vun 120 Mikrogramm pro Kubikmeter. Virun allem Asthmatiker leiden awer ënnert dem Ozon, woubäi déi héich Konzentratiounen och fir den Normalbierger eng gesondheetlech Gefor duerstellen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch an d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi hunn sech d'Mëttelwäerter an d'Spëtzte vum Ozon iwwert déi lescht zéng Joer a pro Mount entwéckelt?

2. Firwat besteet e signifikanten Ënnerscheed tëschent den Ozongrenzwäerter zu Lëtzebuerg an de Recommandatioune vun der Weltgesondheetsorganisatioun?

3. Gesäit d'Regierung eng Gefor fir d'Bevëlkerung duerch déi successiv klammend Ozongrondbelaaschtung?

4. Wa jo, wéi wëll een dëser Entwécklung entgéintwierken? Wat fir Mesurë si geplangt, fir d'Ozongrenzwäerter laangfristeg ze reduzéieren?

Réponse (10/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. D'Ëmweltverwaltung (AEV) bedreift zu Lëtzebuerg ee Reseau vu Miessstatiounen, deen d'Loftqualitéit kontinuéierlech iwwerwaacht. Hei gëtt nieft anere Loftschuedstoffer och den Ozon gemooss.

D'Grafik 1 weist d'Evolutioun vun de Mëttelwäerter pro Mount iwwer déi lescht zwielef Joer.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Grafik 2 stellt déi maximal Stonnewäerter iwwer déi lescht zwielef Joren duer.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Dës Miesswäerter weisen, dass d'Evolutioun vun den Ozonwäerter zu Lëtzebuerg iwwer déi lescht zéng Joer zimmlech konstant war an dass kee successiivt Uklamme vun den Ozonwäerter zu Lëtzebuerg festgestallt ginn ass.

Mat der App „Meng Loft" vun der AEV kann een sech och um Lafenden halen, wéi d'Ozonkonzentratiounen evoluéieren.

ad 2. Lëtzebuerg baséiert dës Grenzwäerter op EU-Direktiven. Dës Direktive sinn aktuell amgaangen iwwerschafft ze ginn. D'Haaptzil dovunner ass, ënnert anerem, deenen neie Leitlinne vum WHO-Rapport vun 2021 Rechnung ze droen. Lëtzebuerg hëlt un deenen Aarbechten deel duerch säi Matschaffen am Experts-Aarbechtsgrupp fir Loftqualitéit vun der EU-Kommissioun.

Eng Propos fir eng iwwerschafften EU-Direktiv ass fir Enn 2022 ugekënnegt. Soubal déi iwwerschafften EU-Direktiv a Kraaft trëtt, wäerten déi national Gesetzer ugepasst ginn. Et sief nach bemierkt, dass Lëtzebuerg elo schonns ee méi strenge Stonnewäert appliziéiert, ab deem d'Populatioun informéiert gëtt, ewéi soss an Europa: D'AEV informéiert nämlech iwwert héich Ozonwäerter schonn ab engem sougenannte „seuil de pré-information" vun 160 Mikrogramm Ozon/m^3 (Stonnemëttelwäert), wärend laut aktueller EU-Direktiv eréischt ab engem Stonnemëttelwäert vun 180 Mikrogramm Ozon/m^3 („seuil européen d'information") muss informéiert ginn.

ad 3. Wéi aus den Äntwerten zur Fro 1 ervirgeet, huet d'AEV keng successiv klammend Ozonbelaaschtung festgestallt.

ad 4. Bei der Bildung vum troposphäreschen Ozon si souwuel déi sougenannt Precurseure wéi och UV-Strale bedeelegt. Well mer op d'Quantitéit vun UV-Stralen duerch d'Sonn keen Afloss kënnen hunn, ass déi eenzeg Méiglechkeet, fir d'Konzentratioune vum troposphäreschen Ozon erofzekréien, en Awierken op d'Precurseuren. Bei deene Precurseuren handelt et sech ëm Loftschuedstoffer wéi zum Beispill volatill Kuelewaasserstoffer (COV) oder Stéckoxiden, bei deene konstant Efforte musse gemaach ginn, fir hir Konzentratioun an der Loft ze miniméieren. Dëst geschitt notamment duerch d'Mesuren aus dem nationale Loftqualitéitsplang an dem Programme national de lutte contre la pollution atmosphérique (NAPCP).

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ____________ Virnumm: ____________

Societéit/Administratioun: ____________

Adress: ____________ Boîte postale: ____________

Code postal: ____________ Uertschaft: ____________ Land: ____________

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799